



HAL
open science

Défendre le territoire : la construction de solidarités internationales par les organisations paysannes colombiennes

Mathilde Allain

► **To cite this version:**

Mathilde Allain. Défendre le territoire : la construction de solidarités internationales par les organisations paysannes colombiennes. Science politique. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0461 . tel-01447831

HAL Id: tel-01447831

<https://theses.hal.science/tel-01447831>

Submitted on 27 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX



Sciences Po
Bordeaux

École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Centre Emile Durkheim

**DÉFENDRE LE TERRITOIRE. LA CONSTRUCTION DE SOLIDARITÉS
INTERNATIONALES PAR LES ORGANISATIONS PAYSANNES
COLOMBIENNES.**

Volume 1

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Antoine ROGER
Et de Mme Sylvie OLLITRAULT

présentée et soutenue publiquement
le 9 décembre 2016 par

Mathilde ALLAIN

Composition du jury :

M. David GARIBAY, Professeur à l'Université Lyon 2- *Rapporteur*

M. Xabier ITÇAINA, Directeur de recherche au CNRS, Centre Emile Durkheim, Bordeaux,
président du jury

Mme Sandrine LEFRANC, Chargée de recherche au CNRS, ISP, Université Paris-Ouest
Nanterre

M. Gilles MASSARDIER, Maître de conférences HDR à l'Université Lyon 2 / CIRAD
Montpellier- *Rapporteur*

Mme Sylvie OLLITRAULT, Directrice de recherche au CNRS, CRAPE, Rennes- Co-directrice
de thèse

M. Denis PESCHE, Chargé de recherche au CIRAD, Art-DEV, Montpellier

M. Antoine ROGER, Professeur à Sciences Po Bordeaux- Co-directeur de thèse

RESUME en français

Dans le conflit colombien, qui a fait naître différentes formes de solidarités et a suscité l'intervention de nombreux acteurs internationaux, les paysans que nous avons rencontrés ne se contentent pas d'attendre une solidarité venue d'ailleurs. Réunis en collectifs, ces acteurs locaux cherchent à défendre leur territoire et à proposer d'autres formes de développement. C'est la rencontre entre ces organisations paysannes et différents acteurs de la solidarité internationale qui est au cœur de cette thèse. Pour mieux comprendre comment les paysans construisent ces solidarités, nous proposons de croiser sociologie des mobilisations et sociologie de la solidarité internationale. À partir d'une comparaison et d'un terrain au plus près de deux organisations paysannes, nous postulons que cette solidarité est le résultat de construits sociaux et le produit de rencontres entre acteurs internationaux et locaux à des moments particuliers. Nous analysons ainsi la manière dont les paysans conçoivent et définissent ces relations avec des interlocuteurs internationaux, et comment ils tentent de faire valoir leurs revendications. Les leaders paysans se (ré)-approprient en effet des causes dites « globales », les transforment et adaptent leurs savoirs pour se mobiliser tant aux niveaux local et international que, de manière incontournable, au niveau national. L'internationalisation de leur cause n'apparaît ainsi pas comme une fin en soi pour ces acteurs locaux, mais comme une manière de redéfinir leur place en Colombie.

RESUME en anglais

In the Colombian conflict, which generated various forms of solidarities and led to the intervention of many international actors, the peasants that we met do not simply wait for outside solidarity. These local actors are organised into community groups in order to defend their territory and to propose other forms of development. This encounter between peasant organisations and various international solidarity actors is at the core of this work. In order to better understand how they built these solidarities, we propose to combine the sociology of social movements and the sociology of international solidarity. Based on a comparison and a fieldwork carried out as close as possible between two peasant organisations, we stress on the fact that this solidarity is the result of social constructs and the product of encounters between international actors and locals at particular times. We will therefore analyse the way in which peasants apprehend and define these relationships with international representatives as well as how they try to make their case. Indeed, peasant leaders (re)claim so-called "global" causes, transform them and adapt their knowledge with the aim of mobilising at the local and international levels; this applies also – and indeed in particular – to the national level. For these local actors, the internationalisation of their cause thus does not appear as an end in itself but as a way to redefine their place in Colombia.

MOTS-CLES en français

Action collective, mobilisations paysannes, solidarité internationale, développement, enjeux fonciers en Colombie.

MOTS-CLES en anglais

Collective action, peasant mobilizations, international solidarity, development, land issue in Colombia.

RESUME en espagnol

Durante el conflicto colombiano, que suscitó diferentes formas de solidaridad y la intervención de numerosos actores internacionales, los campesinos afectados no se complacen con esperar la solidaridad que viene de afuera. En tanto que actores locales se organizan en colectivos para defender su territorio y proponer otras formas de desarrollo. Este encuentro, entre organizaciones campesinas y actores de la solidaridad internacional constituye el centro de esta tesis. Proponemos conjugar la sociología de las movilizaciones con la sociología de la solidaridad internacional para entender mejor cómo los campesinos construyen dichas relaciones de solidaridad. A partir de una comparación y de un estudio de campo con dos organizaciones campesinas, suponemos que la solidaridad es una construcción social producto de encuentros entre actores internacionales y locales en momentos específicos. De esta forma, analizaremos la manera como los campesinos conciben y definen las relaciones con interlocutores internacionales, y como intentan hacer valer sus reivindicaciones. En efecto, los líderes campesinos se (re)apropian las denominadas causas « globales », las transforman, y luego adaptan sus saberes para movilizarse tanto a nivel local como internacional, e imprescindiblemente a nivel nacional. Así, la internacionalización de su causa no aparece como un fin para los actores locales, sino como una manera de redefinir su lugar en Colombia.

MOTS-CLES en espagnol

Acción colectiva, movilización campesina, solidaridad internacional, desarrollo, retos territoriales en Colombia.

Sommaire

SOMMAIRE.....	3
REMERCIEMENTS	5
LISTE DES SIGLES	9
PREAMBULE	13
INTRODUCTION	19
POUR UNE SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA CONSTRUCTION DES SOLIDARITES INTERNATIONALES	19
COMPARER ET ENQUETER AU PLUS PRES DES ACTEURS LOCAUX	67
1ERE PARTIE : DES CAMPAGNES COLOMBIENNES A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.....	121
CHAPITRE 1. SE MOBILISER LOCALEMENT EN COLOMBIE.....	123
CHAPITRE 2. DE LA TERRE AU TERRITOIRE, HERITAGES HISTORIQUES ET DYNAMIQUES INTERNATIONALES.....	187
CHAPITRE 3. LES PAYSANS COLOMBIENS ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE : ENTRE DECALAGES ET CONSTRUCTION DE SENS COMMUN.....	257
CONCLUSION DE LA 1^{ERE} PARTIE.....	303
2^{EME} PARTIE : LES PAYSANS COLOMBIENS S’ADAPTENT POUR SE MOBILISER A DIFFERENTS NIVEAUX	305
CHAPITRE 4. ADAPTER LES ORGANISATIONS PAYSANNES : L’ALLIANCE DES SAVOIRS LOCAUX ET DES EXPERTISES TECHNIQUES	307
CHAPITRE 5. CADRER LA CAUSE. LA CONSTRUCTION DES DISCOURS PAYSANS	385
CONCLUSION DE LA 2^{EME} PARTIE	457
3^{EME} PARTIE : ENTRE POLITISATION DES ACTEURS LOCAUX ET PRAGMATISME DES SOLIDARITES INTERNATIONALES	459
CHAPITRE 6. LA POLITISATION CROISSANTE DES PAYSANS SUR LA SCENE NATIONALE COLOMBIENNE	461
CHAPITRE 7. UNE SOLIDARITE PRAGMATIQUE ? DES CAUSES PAYSANNES DEFENDUES AU GRE DE LA CONJONCTURE	533

CONCLUSION DE LA 3^{EME} PARTIE	597
CONCLUSION GENERALE.....	599
PLAN DETAILLE.....	611

Remerciements

L'écriture de cette thèse a constitué une expérience humaine et professionnelle passionnante. Jamais elle n'aurait toutefois été possible et aussi enrichissante sans les personnes dont elle m'a amené à croiser le chemin et qui m'ont apporté leur soutien constant, tout au long de ces années de recherche. Qu'il me soit ici permis de les remercier chaleureusement.

Je pense, en premier lieu, à Antoine Roger et Sylvie Ollitrault qui ont cru en ce projet et m'ont apporté leur appui pour mener à bien ce travail. Ils m'ont transmis une vision exigeante et rigoureuse des sciences sociales qui m'a fait progresser et qui me sera très utile pour la suite de mon parcours. Je remercie également David Garibay de ses précieux conseils, notamment durant mon comité de thèse, Adeline Joffres pour ses nombreux encouragements ainsi qu'Hélène Combes qui m'a donné l'opportunité de présenter ma méthode de recherche à ses étudiants.

Ce travail doit bien évidemment son existence même aux « acteurs locaux », ces femmes et ces hommes qui m'ont ouvert leur porte et m'ont fait confiance. En me faisant partager leur quotidien de mobilisation, ils ont eu la patience de m'expliquer leurs expériences, leurs ressentis, leurs aspirations et leurs espoirs afin de me rendre intelligible leur perception du monde social. Ces personnes m'ont transmis bien plus que des données exploitables pour cette thèse. Elles m'ont montré la force que pouvaient avoir l'engagement et les convictions des femmes et des hommes au service d'une cause qu'ils pensent juste.

J'ai une pensée particulière pour Franco qui m'a accueillie au sein de l'ACVC et m'a aidée à m'y intégrer pleinement. Nos échanges sur son action politique, ainsi que sur sa perception de la solidarité internationale, ont nourri mes réflexions. Je remercie Irene pour sa gentillesse et son accueil dans le village de Puerto Matilde, ainsi que Gilberto et Mario pour avoir pris le temps de parler avec moi et de m'avoir guidée lors de ma découverte du Cimitarra. Je salue également Erika et Wilman qui m'ont accompagnée dans différents villages reculés et l'équipe du Service Jésuite aux Réfugiés qui m'a hébergée à Barrancabermeja.

Je tiens à remercier les membres des communautés afro-descendantes du Bas Atrato qui, dans des conditions difficiles, m'ont toujours reçue avec beaucoup d'attention. Leur courage et leur détermination, malgré toutes les douleurs et les blessures, m'ont donné la force d'affronter le climat peu clément de cette région et les nombreuses difficultés de ces terrains. Je remercie tout particulièrement les habitants de Camélias : Maria, qui m'a fait connaître son quotidien, ainsi que les jeunes de la zone humanitaire, dont la soif d'apprendre me conforte dans mon envie de mieux comprendre et de transmettre. À Bijao Onofre, je remercie Mary pour sa générosité à toute épreuve.

Ma gratitude va également aux membres de l'ONG de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix. Je les remercie de m'avoir permis de les accompagner

dans tous leurs déplacements et de m'avoir fait partager leur engagement, leurs expériences, leurs doutes et leurs joies. Je pense en particulier à Abilio qui m'a présentée à la Commission et m'a progressivement associée aux équipes de terrain. J'exprime toute mon admiration pour le travail remarquable, dans des zones difficiles, de l'équipe pédagogique, de l'équipe de psychologues et des différentes équipes de terrain. Un grand merci également à Camilo pour son amitié. En me considérant comme une collègue à part entière, il m'a permis de comprendre pleinement les ressorts de la mobilisation dans le Curvaradó et le Jiguamiandó, ainsi que l'importance du travail de la Commission.

Toute ma reconnaissance à Esneider pour m'avoir fait découvrir la magnifique région d'Inza dans le Cauca, et pour m'avoir invitée au séminaire sur l'agro-écologie, ainsi qu'aux membres de PBI pour m'avoir aidée à accéder au terrain, dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

À Bogotá, j'ai pu compter sur le soutien logistique, moral et affectif de Julie, qui m'a accompagnée de toute son expérience et de toute son amitié. Ces moments de répit dans la capitale colombienne ont été nécessaires pour me ressourcer entre plusieurs terrains. Je garde d'excellents souvenirs de ces moments d'échange. Je remercie également l'Institut Français des Etudes Andines qui a financé une partie de mon terrain, et tout particulièrement Alice Beuf pour son accueil et ses encouragements.

Je salue aussi mes amis bogotanis qui m'ont transmis la passion de leur ville. J'exprime aussi toute mon affection et ma profonde reconnaissance à la famille Poveda qui m'a accueillie avec gentillesse et générosité. C'est elle qui m'a initiée à la culture, à la nourriture et aux traditions de la Colombie, en me montrant la riche diversité de ce pays et de ses habitants.

Cette thèse est aussi le résultat d'un dialogue constant, fructueux et exigeant avec toute l'équipe de Noria Research. J'ai pu trouver auprès d'elle un espace de débat entre doctorants qui m'a permis de mieux appréhender l'étendue des recherches en sciences sociales. Les responsabilités qui m'ont été confiées au sein du pôle Publications ont contribué à aiguiser mon analyse.

En outre, j'ai pu compter sur l'aide de nombreux collègues. Un grand merci à Yoletty pour toutes ces heures passées à la Fondation-Maison des Sciences de l'Homme et à Sébastien pour nos longues discussions. Je souhaite également exprimer ma profonde gratitude à Jacobo Grajales pour ses commentaires pertinents sur mes travaux et pour la confiance qu'il me témoigne dans tous nos projets de collaboration.

Enfin, ce travail n'aurait pu voir le jour sans tous mes amis qui m'ont donné de leur temps. Un grand merci à mes relecteurs : Claire, Camille, Cléo, Anaïs, Kevin, Robin, Didier, Marion, Coline, Aurélia, Victoria et Xavier. Je leur suis reconnaissante de leur soutien tout au long de ces années de recherche et de l'intérêt qu'ils ont porté à mon travail. Leur amitié indéfectible a été un réconfort et un encouragement de chaque instant.

Je n'oublie pas ma famille, notamment mes parents et mon frère, qui m'a soutenue inlassablement dans mes projets, entre la France, la Colombie et maintenant le Chili. Un merci particulier à Xavier, qui, par la force des choses, a beaucoup entendu parler des mobilisations paysannes en Colombie, et n'a jamais cessé de m'encourager et de me soutenir.

Liste des sigles

ACVC : *Asociación campesina del valle del rio Cimitarra*- Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra

AFLICOC : *Asociación de Familias pertenecientes a los consejos comunitarios de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita y Mancilla, y Vigía Curvaradó*- Association des familles des conseils communautaires de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita et Mancilla, et Vigía Curvaradó.

ANZORC : *Asociación Nacional de Zonas de Reserva Campesina*- Association Nationale des Zones de réserve paysanne.

AUC : *Autodefensas Unidas de Colombia* – Autodéfenses Unies de Colombie

CIDH : Cour Interaméricaine des Droits de l’Homme

CIJYP : *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz*- Commission Interéclesiale de Justice et Paix

CINEP : *Centro de Investigación y Educación Popular-Programa por la Paz*- Centre de recherche et d’éducation populaire- Programme pour la Paix.

CREDHOS : *Corporación Regional por la Defensa de los Derechos Humanos* – Corporation régionale pour la défense des droits de l’Homme

DIH : Droit International Humanitaire

ELN : *Ejercito de Liberación Nacional*- Armée de Libération Nationale

EPL : *Ejercito Popular de Liberación* – Armée Populaire de Libération

FAO : *Food and Agriculture Organization*- Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture.

FARC-EP : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejercito del Pueblo*- Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du Peuple

INCODER: Institut Colombien de Développement Rural

JAC : *Juntas de Acción Comunal* – Conseil d’action communale

M19 : *Movimiento del 19 de Abril* – Mouvement du 19 Avril

MOVICE : *Movimiento de Victimias de Crímenes del Estado*- Mouvement des Victimes de crimes d’État

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONGI : Organisation Non Gouvernementale Internationale

ONU : Organisation des Nations Unies

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

UP : *Unión Patriótica* -Union Patriotique

ZRC: *Zona de Reserva Campesina*- Zone de réserve paysanne

Carte n°1. Carte de la Colombie et localisation des terrains de recherche.



Source : <http://www.colombia-sa.com/mapa/mapa-fr.html>

○ Terrains de recherche

Préambule

« Et toi, tu vois comment le soutien international aux revendications de l'ACVC ?

Le soutien international ? On sait qu'il y a beaucoup de solidarité avec l'ACVC et les luttes paysannes en Colombie. Bon, la Colombie est un pays qui survit d'une certaine manière grâce à la solidarité et aux yeux qui sont à l'extérieur. Mais dans cette solidarité il y a aussi différentes perspectives et différents centres d'intérêt. Il y a une solidarité très bien intentionnée, et on pourrait croire que c'est une minorité, et il y a une chose qui se déguise en solidarité pour intervenir dans le pays, pour piller le pays, alors toute cette supposée solidarité, qui se présente comme une coopération, et ben...toute la coopération n'a pas la disposition et la volonté de générer et de soutenir ces processus de résistance, mais au contraire, ce qu'ils cherchent, c'est désarticuler et récolter des informations.»

Entretien avec une leader de l'Association paysanne de la Vallée du fleuve Cimitarra (ACVC), Barrancabermeja, octobre 2013.

« Et à ce moment là, c'était quoi votre besoin le plus urgent ? Quel type de soutien vous avez demandé ?

Le type d'appui que nous leur demandons actuellement à ces pays, c'est qu'ils nous soutiennent, qu'ils nous aident, qu'ils parlent au Président de la République pour nous rendre le territoire. Nous voulons qu'ils nous rendent notre territoire de manière digne. Écoute bien, en reconnaissant tous les dommages causés par le déplacement. Qu'ils nous rendent un territoire propre et sain comme il était avant, sans groupes illégaux, l'armée est nationale, elle peut être là mais de façon propre. Mais les groupes illégaux, les cultures illicites, nous n'avons jamais eu ça ici, et aussi [nous voulons être] libres de ces machines, de ces entreprises, libres de toutes ces choses. Ça c'est le type de soutien que nous nous voulons au niveau international et national. »

Entretien avec une leader du bassin du Curvaradó, zone humanitaire de Camélias, novembre 2013.

Ces deux paysannes colombiennes estiment que la solidarité internationale occupe une place importante dans leurs luttes locales. Cependant, elles ont une idée bien précise du rôle que les soutiens internationaux doivent jouer. En effet, les paysans que nous avons rencontrés sont organisés en collectifs qui se mobilisent pour la défense de leur territoire, et ne sont pas seulement de simples bénéficiaires qui attendraient une aide

providentielle pour faire face à leurs malheurs. C'est la rencontre entre ces acteurs mobilisés et divers soutiens internationaux qui est au cœur de notre travail.

La situation des droits de l'Homme dans « la plus vieille démocratie d'Amérique Latine » a en effet suscité des élans de solidarité internationale, notamment à partir des années 1990, lorsque le nombre de déplacés internes, de massacres, d'assassinats, et de persécutions est devenu plus visible à l'étranger. C'est ainsi que le conflit le plus ancien de la région a acquis davantage de visibilité au niveau international.

Le 26 septembre 2016, un accord de paix a été signé entre la guérilla des FARC-EP (les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du peuple) et le gouvernement colombien, en dialogue à la Havane depuis novembre 2012. Les discussions ont porté en particulier sur la question agraire, premier point de l'agenda des négociations. En Colombie, la terre est un champ de bataille historique, en raison de la dimension foncière du conflit et parce les zones rurales restent les plus marginalisées¹ malgré un développement économique rapide du pays.

La « grève agraire » de 2013 a, à ce titre, rappelé la prégnance des questions territoriales en mettant en avant la situation économique et sociale des campagnes. Elle a également mis en exergue la capacité de mobilisation des paysans colombiens. Dans tout le pays, ces derniers ont bloqué des routes et investi les places centrales des villes pendant plusieurs mois. Ils ont été rejoints par de nombreux citoyens colombiens, étudiants, professionnels de santé, syndicats ouvriers et de petits mineurs, mouvements de défense de l'environnement, démontrant que « défendre le territoire » n'est pas seulement une question qui concerne les campagnes. Cette cause signifie également défendre un certain mode de vie, protéger l'environnement, valoriser la souveraineté alimentaire et le maintien d'espaces de socialisation et de participation politique, des revendications qui ont été observées dans d'autres mouvements paysans en Amérique latine durant la dernière décennie².

¹ Selon le Département administratif national de statistiques (DANE), plus de 48 % des ruraux colombiens vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle en 2012.

² BAROZET Emmanuelle, « De la démobilisation au réinvestissement « local ». Mouvements sociaux locaux et territoires au Chili », *Cahiers des Amériques latines*, n°66, 2011, p 73-89 ; EDELMAN Marc, « Transnational organizing in agrarian Central America : Histories, challenges, prospects », BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements confronting globalization*, Malden, Mass, Ed. Wiley Blackwell, 2008, p 61-89.

En Colombie, dans le contexte d'un nouvel intérêt pour les ressources des sols et sous-sols, suscité à la fois par la politique économique du gouvernement et par la signature des accords de paix, le *campesinado*³ tente de concilier un besoin de développement social et économique avec des revendications plus politiques sur la place de la paysannerie au niveau national. Les paysans mobilisés, en 2013 puis en 2014, ont notamment remis en cause la signature des accords de libre échange avec les États-Unis et l'Union Européenne qui les mettent en concurrence avec des agricultures à la fois plus technicisées et plus subventionnées. De plus, longtemps accusés d'être des guérilleros ou de rester en marge du développement du pays, les paysans ont su démontrer qu'ils pouvaient produire autrement et agir en faveur de la paix.

C'est dans ce contexte que nous avons réalisé notre recherche entre 2012 et 2016. Les campagnes colombiennes sont ainsi un point de vue pertinent pour comprendre les dynamiques de ce pays, les évolutions des mobilisations ainsi que les différentes dynamiques de la solidarité internationale.

Deux organisations paysannes ont particulièrement retenu notre attention : l'ACVC, association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra, et les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó. Mobilisées depuis la fin des années 1990, ces deux organisations naissent à la suite de l'arrivée des paramilitaires dans les régions du Bas Atrato dans le Chocó et du Magdalena Medio au centre du pays. L'ACVC a constitué une zone de réserve paysanne, une figure d'aménagement territorial légal qu'elle souhaite porter au niveau national comme un modèle de défense du territoire. C'est aussi une figure juridique qui pourrait permettre à ces paysans sans terres et petits colons d'obtenir des titres de propriété et d'avoir ainsi accès à plus de services publics dans ces zones rurales dont l'État a toujours été absent. Les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó possèdent des territoires collectifs constitués au nom de la défense du multiculturalisme, reconnu officiellement par la Constitution de 1991 et par la loi 70 de 1993. Cependant, les communautés de ces deux bassins ont été déplacées de leurs terres à la fin des années 1990 et, afin de retourner sur leurs territoires spoliés, elles ont constitué des zones

³ *El campesinado*, la paysannerie est un terme qui fait référence aux paysans comme à un corps constitué qui articule les dimensions sociologiques politiques et culturelles, où la terre représente bien plus qu'un bien économique. FALS BORDA Orlando, *Campesinos de los Andes*, Bogotá, Iqueima-Universidad Nacional de Colombia, 1961.

humanitaires pour revendiquer leurs droits au milieu du conflit. Au cours de leurs mobilisations, ces deux organisations paysannes ont tissé des relations avec divers acteurs internationaux pour répondre à l'urgence humanitaire, pour mettre en place des projets de développement et pour accompagner les leaders paysans menacés en raison de leur militantisme.

Nous avons voulu comprendre comment des acteurs qui paraissent isolés et démunis ont pu entrer en contact avec des acteurs internationaux et comment ils sont parvenus à construire des alternatives locales qui, aujourd'hui, sont érigées comme des références de résistance au niveau national. Comment ces acteurs locaux interagissent avec des acteurs internationaux ? Comment parviennent-ils à partir de leurs contextes et de leurs perceptions à construire des relations de solidarité loin de chez eux pour agir sur leur quotidien ? Comment les paysans et leurs soutiens internationaux se comprennent-ils, et se comprennent-ils vraiment ?

Alors que la sociologie des mouvements sociaux intègre progressivement une dimension plus internationale dans la compréhension de l'action collective, la sociologie de la solidarité peine à considérer les acteurs locaux autrement qu'à travers leur position de bénéficiaires de l'aide. Dans ce travail, nous proposons ainsi d'appréhender la construction de ces solidarités internationales depuis le point de vue des acteurs locaux, en liant ces deux sociologies politiques. Nous interrogerons ainsi notre objet de recherche en croisant ces deux approches disciplinaires pour comprendre de quelle manière les acteurs locaux perçoivent la solidarité internationale. Cette démarche nous permettra également d'appréhender comment les acteurs locaux se saisissent de ces relations de solidarité, les intègrent à leurs luttes, en font différents soutiens pour mettre en place des projets et pour porter leurs luttes dans différents espaces.

Notre recherche est constituée de différentes étapes. Tout d'abord nous avons voulu comprendre qui sont ces acteurs locaux, comment ils perçoivent leur lutte, leur territoire et comment ils interprètent l'aide internationale. Puis, nous avons approché les organisations paysannes qui structurent la vie collective dans les campagnes. Nous avons alors interrogé les structures organisationnelles et les discours portés par les différents leaders pour comprendre le rôle que joue la solidarité internationale au niveau local, comment elle travaille des collectifs, et comment les paysans se sont adaptés à des interactions avec une diversité d'interlocuteurs. Enfin, nous nous sommes penchée sur

les moments de rencontre avec les acteurs internationaux, pour comprendre ce qui s'échange, qui échange réellement dans ces relations, et quelles sont les solidarités qui se créent au cours de ces interactions.

Ce travail cherche à démontrer que deux difficultés peuvent être surmontées. La première, est celle de l'articulation des échelles de mobilisation (et non leur opposition) ; la deuxième, est celle de penser la manière dont les acteurs locaux agissent en fonction de leurs perceptions de leur contexte et de leurs situations. Nous défendrons ainsi l'idée que la solidarité internationale est le résultat de construits sociaux et le produit de rencontres entre des acteurs à des moments particuliers. Au cours de ces interactions, les acteurs défendent leurs causes et négocient leur autonomie ainsi que les frontières de l'action.

En s'intéressant au local et aux dynamiques internationales que l'on y trouve, nous avons ainsi lié notre démarche de construction de l'objet avec une méthode de recherche capable d'observer les acteurs locaux en situation, « de fait, les choix techniques les plus « empiriques » sont inséparables des choix de construction d'objet les plus « théoriques ».⁴

Les deux extraits d'entretien présentés ci-dessus rendent compte de la méfiance qui existe dans les campagnes colombiennes vis-à-vis des acteurs qui viendraient de l'extérieur et la volonté de contrôler l'accès de ces derniers sur leurs territoires. Nous y avons été directement confrontée tout au long de notre enquête ethnographique sur ces deux terrains. Nous nous sommes progressivement rapprochée des acteurs locaux, par des entretiens et des observations participantes puis, par une immersion au sein de l'association paysanne ACVC et d'une ONG qui travaille dans les zones humanitaires de Jiguamiandó et de Curvaradó.

Ce n'est qu'au terme de quatre années d'enquête et de différentes étapes de terrain que nous sommes parvenue à comprendre l'objet « solidarité internationale » tel que le perçoivent les acteurs locaux. Les relations tissées pendant ces années entre les organisations locales et le niveau international sont déterminantes pour la transition du pays. Ce travail permet ainsi d'appréhender des acteurs locaux qui continueront d'être incontournables dans le processus de transition vers la paix en Colombie.

Le chapitre introductif aura ainsi pour objectif de retracer notre démarche. Dans un premier temps, nous rendrons compte de la construction de notre objet de recherche,

⁴ BOURDIEU Pierre, WACQUANT Loïc, *Invitation à la sociologie réflexive*, Paris, Seuil, 2014, p 286.

puis, dans second temps, nous introduirons notre méthode ainsi que la comparaison entre les deux organisations paysannes colombiennes.

Introduction

L'objectif de ce chapitre introductif est multiple. Dans une première section, nous présenterons les contours de notre recherche, en identifiant l'approche théorique retenue. Puis, dans une deuxième section, nous montrerons l'intérêt de notre démarche comparative, en présentant les deux organisations paysannes puis en revenant sur les différentes étapes de cette recherche.

POUR UNE SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA CONSTRUCTION DES SOLIDARITES INTERNATIONALES

Les points d'achoppement entre sociologie et critique sociale sont nombreux. Un objet qui aborde à la fois l'engagement et interroge les rapports Nord-Sud pourrait sous-entendre une critique sociale de ces rapports de domination⁵. Or, s'il est vrai que cette critique sociale nous a menée à développer un tel sujet de recherche, ce n'est que sociologiquement que nous nous efforcerons de détailler ces relations et de les comprendre à l'aide des outils de la sociologie⁶.

Au cours de ce travail, il s'agira de déconstruire les présupposés qui sous-tendent les relations locales-internationales. Le premier, qui s'inspire d'une sociologie critique⁷, est de dire que les populations locales sont soumises à une domination des pays du Nord, qui entendent le « développer » au moyen d'outils et d'instruments normés et décidés « d'en haut ». La sociologie aurait alors pour but de dévoiler ces systèmes de domination cachés derrière ces liens de solidarité. Le deuxième présupposé consisterait à dire que les acteurs locaux raisonnent à partir de cadres stratégiques, qu'ils évaluent qu'il leur est préférable d'avoir des relations internationales pour être visibles, légitimes et obtenir plus de ressources pour poursuivre leurs intérêts.

⁵ Nous parlons ici du Sud en tant que construction politique et non du Sud géographique.

⁶ Sur les questions de critique sociale et la sociologie voir BOLTANSKI Luc, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Ed Gallimard, 2009.

⁷ Luc Boltanski soulève les problèmes posés par la question de la domination en sociologie. Il met en avant le fait que les usages trop vagues de la domination ne permettent pas d'en faire une lecture pratique. BOLTANSKI Luc, *De la critique...*, *Op.cit.*

La première perspective ôte aux bénéficiaires de l'aide, aux populations locales, leur dimension d'*acteurs* et ne permet pas de penser que ces derniers peuvent comprendre les jeux de pouvoir et de langage qui se jouent dans ces relations. Elle nie également la capacité autocritique et la réflexivité développée par les acteurs de la coopération eux-mêmes aussi divers soient-ils. Cette posture sous-entend également que les systèmes de domination proviendraient uniquement de l'extérieur du cadre national, ce qui contredit à la fois le contexte colombien et ce que dénoncent les acteurs sociaux. La critique sociale de l'impérialisme de la coopération internationale et du développement ne nous satisfait donc pas complètement.

La deuxième perspective tendrait à montrer des acteurs sociaux qui, depuis leurs villages colombiens, seraient en mesure de tout connaître de leur contexte, de leur situation ainsi que des enjeux internationaux. Cette posture néglige le fait que ces acteurs évoluent dans des contextes complexes et très localisés, et qu'ils agissent également en fonction de leurs propres perceptions de ces contextes. Il convient de rendre la capacité critique à des acteurs qui ne sont pas dépourvus de réflexivité sur leurs propres actions et sur les relations qu'ils entretiennent et contribuent à construire. Ces acteurs ne sont ni des agents dominés ni des acteurs omniscients.

Au cours de cette première section, nous proposons de présenter notre cheminement théorique, en commençant par les difficultés que nous avons rencontrées face à cet objet à la frontière entre plusieurs sociologies puis en expliquant l'approche dans laquelle s'inscrit ce travail. Enfin, nous expliciterons les hypothèses qui ont guidé notre démarche ainsi que la thèse que nous défendons.

UN OBJET A LA FRONTIERE ENTRE SOCIOLOGIE DES MOBILISATIONS ET SOCIOLOGIE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Traiter du rôle que jouent les acteurs locaux dans la construction des solidarités internationales revient à lier deux types de littérature qui traitent de ces questions. Il est question d'utiliser la sociologie des mobilisations puisqu'il s'agit bien d'acteurs mobilisés, et d'utiliser la sociologie politique internationale, et plus précisément celle qui touche aux questions de développement et aux acteurs de la solidarité internationale.

Les questions abordées par ces deux sous-disciplines de la science politique se recoupent quelquefois, mais interagissent peu. D'une part, la sociologie des mouvements sociaux a du mal à percevoir la dimension internationale autrement que comme une conséquence d'actions collectives locales. D'autre part, la sociologie du développement ou de la solidarité rencontre des difficultés à penser les acteurs locaux autrement qu'à travers le prisme des bénéficiaires. Les travaux récents permettent cependant d'observer quelques rapprochements disciplinaires salutaires.

La sociologie politique internationale a progressivement intégré des éléments de la sociologie des mobilisations pour comprendre le rôle des acteurs de la coopération qui, au-delà d'être mûs par des désirs de solidarité, sont aussi pris dans des exigences professionnelles, financières⁸, des contextes socio-politiques, etc. Les travaux se sont intéressés aux acteurs qui font la coopération et la concrétise, pour mettre en avant la multiplicité des engagements⁹, la distance entre les bureaux où sont conçus les stratégies d'action et leurs mises en pratiques sur des terrains divers¹⁰, la complexité d'agir auprès de populations locales elles aussi promptes à interpréter de diverses manières cette solidarité¹¹. La sociologie des mouvements sociaux a également appréhendé la question internationale à travers divers travaux stimulants, autour de la constitution de réseaux transnationaux d'action collective¹² ou le militantisme transnational¹³. L'identification de traits similaires entre les mouvements « de places », les mouvements anti-capitalistes, etc. a permis de repenser le rôle croissant de la dimension internationale dans la construction de collectifs locaux¹⁴.

Malgré ces recherches stimulantes, nous avons fait face à de nombreuses difficultés théoriques dans la construction de notre objet de recherche. Ce sont ces obstacles qu'il convient d'exposer afin de clarifier les objectifs de notre travail. Notre

⁸ SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux « transnationaux » dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8^{ème} congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), table ronde *Où en est la sociologie des mouvements sociaux*, 15-18 septembre 2005, 2005, 38 p, p 7.

⁹ COLLOVALD Annie (dir), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers Monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

¹⁰ DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *ONG et Humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004.

¹¹ GRÜNEWALD François (dir), *Bénéficiaires ou partenaires: quels rôles pour les populations dans l'action humanitaire ?*, Paris, Karthala, 2005.

¹² DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, Coll. "People, passion and power", 2005.

¹³ POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, SIMEANT Johanna, « Voix africaines au forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains » *Cultures et Conflits*, n°70, 2008.

¹⁴ PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization* Cambridge, Cambridge Polity Press, 2010 ; KENNEDY Paul, *Local lives and global transformation : towards world society*, Palgrave MacMillan, 2010.

principal questionnement tient à la caractérisation même de cet objet frontière. Comment s'articulent des acteurs *mobilisés* avec des acteurs internationaux divers autour d'une idée de solidarité ?

Entre l'exaltation de la construction d'une société civile mondiale¹⁵ et la mise en avant de critères éminemment contextuels dans chacune des mobilisations « anti-globalisation », nous avons souhaité non pas trouver un juste milieu – posture qui reviendrait à synthétiser des travaux qui n'ont ni la même genèse ni même toujours les mêmes outils d'analyse – mais s'approcher périodiquement de l'un et de l'autre. Nous proposons ainsi d'utiliser des outils classiques de la sociologie des mouvements sociaux en interrogeant périodiquement la sociologie des relations internationales pour comprendre comment tel ou tel concept évolue lorsqu'il subit un changement d'échelle.

La défense des droits de l'Homme ainsi que les questions de développement sont centrales dans la constitution de solidarités internationales, notamment pour les paysans colombiens, qui sont à la fois victimes de violations massives des droits de l'Homme et à la fois des populations pauvres et marginalisées. Dans le même temps, ce sont aussi des acteurs qui luttent pour leurs droits, contre un modèle de développement néolibéral, pour leur environnement, pour une justice sociale, etc. Ces revendications ne sont pas sans faire écho aux mobilisations d'autres mouvements paysans au niveau international.

La situation colombienne suscite ainsi une solidarité multiple. Pour les acteurs que nous avons rencontrés, toutes ces revendications sont à un moment donné exprimées, ressenties ou bien mises en avant. Cependant, au niveau de leur théorisation, ces thématiques sont souvent étudiées séparément et analysées à travers des prismes disciplinaires divers.

¹⁵ POULIGNY Béatrice, « Une société civile internationale ? », *Critique internationale*, n° 13, 2001, p 120-122.

Au secours des acteurs locaux ? Droits de l'Homme¹⁶ et développement

La science politique américaine a dédié de nombreuses recherches à la question du rôle des droits de l'Homme dans les conflits nationaux, des analyses provenant de spécialistes des relations internationales et de politistes. À l'inverse, les questions de solidarité ont été étudiées en Amérique latine et en Europe à travers la question du développement. Elles sont l'œuvre en premier lieu d'économistes, puis également d'anthropologues du développement, et plus récemment de politistes. Si ces analyses permettent d'appréhender la solidarité par ses « causes », la question des raisons qui poussent les acteurs locaux à se mobiliser reste en suspens. L'intérêt de cette littérature est que les relations Nord-Sud, international-local, dominants-dominés, sous-entendent de diverses manières ces travaux.

Les droits de l'Homme et la solidarité

À mesure que le conflit colombien s'internationalise, la question des droits de l'Homme suscite l'attention des organisations de solidarité internationale dans ce pays qui détient de tristes records¹⁷. Dans les années 1990, différentes Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI) et des Organisations Internationales (OI) investissent dans des missions en Colombie. En 1997, le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies s'installe définitivement dans le pays. Face à l'ampleur

¹⁶ Depuis la fin du XXe siècle, le terme de « droits humains » s'est répandu, notamment parce qu'il a des équivalents dans d'autres langues et fait écho à la globalité des êtres humains. La dénomination française « droit de l'homme », héritée du XVIIIe siècle pose parfois problème. Pour sortir de ces ambiguïtés, certains proposent de parler de « droits de la personne », comme on le fait au Canada ; Amnesty international en France a explicitement choisi de parler de « droits humains ». Enfin, si l'usage « droits de l'Homme » avec une majuscule n'est pas attesté dans les dictionnaires de langue française, il est par contre constant chez les juristes ainsi que dans l'ensemble des textes normatifs français. C'est le choix d'écriture que nous faisons pour cette thèse.

¹⁷ Il est difficile d'identifier le début du conflit colombien, certains analystes s'accordent à dire que l'institutionnalisation en 1958 d'un système d'alternance bipartite, le « Frente Nacional » (front national), marque le début du conflit, d'autres le font commencer dans les années 1940 pendant les luttes agraires. Le rapport de la Commission Historique du Conflit et de ses Victimes sur les origines et les causes du conflit rassemble en réalité douze rapports, le résultat de six experts choisis par les FARC, six autres par le gouvernement colombien. Ces douze versions des faits montrent qu'il n'y a pas de consensus sur les origines du conflit, mais un accord sur certaines évolutions de celui-ci. Cette diversité témoigne des difficultés à identifier un conflit qui a évolué et dont les acteurs se sont multipliés. Des questions telles que la restriction de l'accès de l'opposition à la politique, les défaillances de l'État colombien, les inégalités économiques, sociales et surtout foncières, ou encore le *boom* du narcotrafic, sont des éléments qui ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement puis dans la longévité du conflit. Nous renvoyons le lecteur à l'annexe n°4 pour une chronologie de la vie politique colombienne.

des violations des droits de l'Homme, ces acteurs internationaux sont également confrontés à la complexité des phénomènes de violence en Colombie.

La Colombie comptabilise aujourd'hui plus de 6 millions de déplacés internes¹⁸ (plus de 10% de la population du pays), et on estime qu'entre 1958 et 2012 le conflit armé a fait plus 220 000 morts (dont plus de 80% sont des civils)¹⁹. D'autres formes de violences sont identifiables : on évalue notamment le nombre de disparitions forcées entre 25 007 et 50 891 selon les registres²⁰ et les dates, 27 023 personnes ont été prises en otages (majoritairement par les guérillas) et on recense plus de 3000 cas d'exécutions extra-judiciaires²¹. Les violences sexuelles, plus difficiles à quantifier, ont également fait l'objet de divers rapports démontrant que les acteurs armés les ont utilisées comme arme de guerre²². D'autres types de violences, plus indirectement liées au conflit, contribuent à faire de la Colombie un pays dangereux, notamment pour le militantisme. Ainsi 2 832 syndicalistes ont été assassinés entre 1986 et 2010, soit environ 60% des syndicalistes assassinés dans le monde²³, et le pays se place au 134^{ème} rang mondial en termes de liberté de la presse en 2016²⁴.

¹⁸ 2^{ème} pays en termes de réfugiés après la Syrie en 2016 (majoritairement des déplacés internes). Sur les 6 millions de déplacés au cours du conflit, plus de 2 millions l'ont été entre 1996 et 2002. On dénombre également 360 000 réfugiés colombiens à l'étranger.

¹⁹ De manière générale, et concernant les chiffres avancés, nous nous référons en grande partie au rapport général du Centre National de la Mémoire Historique (CNMH) qui a compilé diverses données et aborde les difficultés de quantification et d'identification de la violence du conflit armé. CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, « Una guerra prolongada y degradada. Dimensiones y modalidades de violencia », in Informe General, *Basta Ya ! Colombia : Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional, 2013, p 31-109. Un des points encore en discussion porte sur le début du conflit et, par conséquent, sur la date à partir de laquelle il faut compter les victimes.

²⁰ Données du Registre Unique de Victime (créé en 2011 avec la loi 1448 et qui comptabilise les victimes à partir de 1985) puis données du Registre National des Victimes. Pour point de comparaison les disparitions forcées dans les dictatures du Cône Sud sont estimées à 485 au Paraguay (entre 1958 et 1988), 979 au Chili (entre 1973 et 1990) et 9000 en Argentine (entre 1976 et 1983). CNMH, « Una guerra... », *Op.cit.*, p 58.

²¹ L'unité des Droits de l'Homme de la Fiscalité Générale de la Nation enquête sur plus de 3700 cas d'exécutions extrajudiciaires présumées, commises par des militaires et policiers entre 2002 et 2008. Ces exécutions sont aussi appelées « faux positifs ». À ce sujet, Human Rights Watch a mené des recherches plus détaillées sur le rôle des militaires de haut rang (jamais condamnés) dans ces violations des droits de l'Homme et les obstacles que rencontrent les juges qui enquêtent sur ces affaires. <https://www.hrw.org/es/report/2015/06/23/el-rol-de-los-altos-mandos-en-falsos-positivos/evidencias-de-responsabilidad-de> consulté le 7 Août 2016.

²² La stigmatisation des victimes de violences sexuelles par les communautés et par les institutions chargées de récolter les plaintes, puis les faits de re-victimisation ont notamment empêché ces dénonciations et contribué à réduire au silence ces violations des droits de l'Homme. Les cas étudiés montrent que les violences sexuelles ne sont pas des faits isolés, et que les acteurs armés les ont utilisées comme arme de guerre. Le Registre Unique des Victimes a enregistré 1754 plaintes entre 1985 et 2002. Source : Groupe de Mémoire Historique, base de données sur le conflit armé en Colombie. Une étude de cas sur le village d'El Placer dans le département du Putumayo aborde plus directement le cas des violences sexuelles dans le conflit colombien : GRUPO DE MEMORIA HISTORICA, *El Placer : Mujeres, coca y guerra en el Bajo Putumayo*, Bogotá, Taurus/Semana, 2012.

²³ Données de la Confédération Syndicale Internationale. INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION, *ILO Sanctions Colombia's Poor Human Rights Record*, Juin 2010. Pour Human Rights

Face à ces violences protéiformes et à la diversité des acteurs du conflit, le rapport général du Centre National de la Mémoire Historique a tenté d'identifier les responsables de ces actes²⁵. Par exemple, si l'on comptabilise les massacres, le rapport montre que 59,5% des massacres²⁶ ont été perpétrés par les groupes paramilitaires, 17,5% par les diverses guérillas, 15% par des groupes non identifiés²⁷ et 8% par la force publique colombienne.

Si les violations des droits de l'Homme suscitent la mobilisation, cette thématique a également donné lieu à une littérature abondante. Celle-ci s'est attachée à démontrer la capacité mobilisatrice des droits de l'Homme²⁸ et l'effet de la pression internationale sur des contextes nationaux répressifs.

Margaret Keck et Kathryn Sikkink montrent notamment comment des acteurs locaux décident de passer au niveau international pour rendre visible leur situation²⁹. Ainsi, la référence constante aux droits de l'Homme et aux conventions internationales dans les discours des militants est une conséquence, selon elles, du rôle joué par les réseaux transnationaux de militants dans la diffusion des droits de l'Homme. Cependant, ces travaux présupposent l'existence d'une « communauté de valeurs » qui se reconnaîtrait dans la défense des « droits de l'Homme », sans réellement questionner la définition et la construction de cette cause³⁰. Ces conceptions normatives des droits de

Watch la Colombie est le pays le plus dangereux pour un syndicaliste. Au sujet du syndicalisme en Colombie, l'étude de l'ONG PASO Internationale est particulièrement documentée : <http://www.pasointernational.org/en/colombian-context-3/> consulté le 15 Juillet 2015.

²⁴ Source : Reporters Sans Frontières.

²⁵ Le rapport classe les acteurs selon les types de violence que ces derniers ont le plus exercé, sans exclure qu'ils aient pu commettre d'autres types de violences. Guérillas : prises d'otages, assassinats sélectifs, atteintes aux biens des civils, pillages, attentats terroristes, menaces, recrutement de mineurs, déplacements forcés sélectifs. Paramilitaires : assassinats sélectifs, massacres, disparitions forcées, tortures et sévices, menaces, déplacements forcés massifs, blocus économiques et violences sexuelles. Force Publique : détentions arbitraires, torture, assassinats sélectifs, disparitions forcées, dommages collatéraux (bombardements) et disproportion dans l'usage de la force.

²⁶ Massacres perpétrés entre 1980 et 2012. Source : Groupe de Mémoire Historique, base de données sur le conflit armé en Colombie.

²⁷ Dans ces cas, soit les victimes n'ont pas désigné de responsables, soit ces actes ont été commis par des bandes criminelles, la délinquance commune ou encore le trafic organisé. D'autres violences ne sont pas comptabilisées comme du ressort du conflit armé mais sont observables dans les registres des taux d'homicide dans le pays.

²⁸ MURDIE Amanda, DAVIS David, « Shaming and blaming : using events data to assess the impact of Human Rights INGOs » *International Studies Quarterly*, 56, 2012, p 1-16

²⁹ KECK. E. Margaret, SIKKINK Kathryn, *Activists Beyond Borders, Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, New York, Ed Cornell University Press, 1998.

³⁰ Une grande partie des travaux américains portant sur le militantisme transnational a pour base de données (payante) le *Yearbook of International Associations* qui répertorie 68 000 organisations dans plus de 300 pays. Aussi riche que cette source puisse être, les organisations (organisations internationales, ONG mais très peu de « mouvements locaux ») doivent inscrire leur organisation dans un champ d'action (relativement large, par exemple : droits de l'Homme, paix, question des femmes, environnement, l'ordre mondial et le développement). Or, le positionnement d'une organisation autour d'une thématique visible peut aussi relever d'un positionnement

l'Homme octroient également à ces droits un pouvoir en eux-mêmes³¹, car ils résulteraient d'une croyance partagée. Or, la diversité des causes défendues par les acteurs locaux, qui peut ponctuellement être formulée autour des droits de l'Homme, nous semble être un point de discussion pertinent, pour aborder la manière dont les acteurs comprennent et appréhendent ces valeurs, les utilisent et les mettent en avant.

D'autre part, ces recherches montrent que les réseaux transnationaux de plaidoyer (*advocacy*) ont pour effet de débloquent des mobilisations locales contraintes par un espace national oppressif³². Or, il nous a semblé difficile d'envisager ce mécanisme dans le cas colombien. Tout d'abord, l'État colombien (qui n'est pas le seul responsable des violations des droits de l'Homme) est reconnu comme un État démocratique sur la scène internationale et comme un État de droit. Qui plus est, le pays apparaît actuellement comme un pays solide économiquement et capable de faire face à un processus de paix. Si les militants tentent de positionner leur cause au niveau international, ils ne sont pas les seuls à faire cette démarche. Les représentants des États eux-mêmes sont dans une logique de lobbying auprès des institutions internationales pour obtenir des financements et des soutiens pour leur politique intérieure³³. Le travail des militants colombiens des droits de l'Homme a d'abord été de « dévoiler » la réalité de l'État de droit colombien, en dénonçant les effets des politiques sécuritaires, les effets sur les paysans des fumigations des champs de coca et des cultures, et les violations des droits de l'Homme. Alison Brysk³⁴ montre par exemple l'usage que fait l'État colombien de la « norme » droits de l'Homme. Militantisme et promotion des droits de l'Homme ne

stratégique. Cette base de données ne permet pas d'appréhender les enjeux autour de cet ancrage thématique. Cette base est notamment utilisée par SIKKINK Kathryn, SMITH Jackie, « Infrastructures for change: transnational organizations 1953-1993 » in KHAGRAM Sanjeev, RIKER James, SIKKINK Kathryn, *Restructuring world politics: transnational social movements, networks and norms*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2002, p 24-44.

³¹ DONNELLY Jack, *Universal human rights in theory and practice*, Ithaca and London, Cornell University Press, 2003, p 16.

³² SIKKINK Kathryn, RISSE Thomas, ROPP Stephen, *The power of Human Rights: International Norms and Domestic Changes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999; SIKKINK Kathryn, RISSE, Thomas, ROPP Stephen *The persistent power of Human Rights: from commitment to compliance*, Cambridge, Cambridge University Press 2013. Les auteurs développent un modèle en spirale à cinq phases qui explique comment les droits de l'Homme se diffuse puis sont progressivement internalisés au sein des États. L'effet boomerang développé en partie par Kathryn Sikkink est un processus au cours duquel des militants qui évoluent dans un contexte national répressif vont chercher un soutien au niveau international pour faire pression sur leurs États.

³³ L'activisme de l'État colombien aux États-Unis est important pour faire reconnaître la situation colombienne comme relevant de la « lutte contre le terrorisme » et « contre la drogue », qui sont des préoccupations partagées par de nombreux États et institutions internationales.

³⁴ BRYSK Alison, « Communicative action and human rights in Colombia, When words fail », *Colombia Internacional*, n°69, 2009, p 36-49.

signifient donc pas qu'ils ne soient pas violés en interne³⁵. En effet, la constitution colombienne octroie des protections spécifiques pour les minorités ethniques, et il existe de nombreuses dispositions juridiques de protection des victimes et de protection des personnes menacées. Sophie Daviaud montre qu'en Colombie, « l'espace des droits fondamentaux est même devenu le domaine politique par excellence dans la mesure où les principaux conflits se définissent par rapport à eux »³⁶. La logique descendante, du niveau international vers le niveau local, tend ainsi à nier (voire à homogénéiser) les situations nationales ainsi que le rôle des acteurs locaux qui ne sont pas toujours sans ressources, comme l'a montré Sophie Daviaud à travers la diversité des ONG de droits de l'Homme en Colombie³⁷. Il nous semble par conséquent essentiel de ne pas prendre les droits de l'Homme comme un fait, mais d'interroger l'usage de tels discours par les différents acteurs.

D'autres travaux sur les droits de l'Homme remettent en partie en question leur universalité, abordent les usages multiples des discours sur les droits de l'Homme et leur rôle stratégique. Marcel Gauchet montre que les droits de l'Homme dépolitisent les conflits sociaux³⁸, tandis que l'ouvrage d'Yves Dezalay et Bryant Garth met en parallèle la croissance de l'expertise des droits de l'Homme (avec un « produit droits de l'Homme ») et celle de l'expertise économique en Amérique latine³⁹. Les droits de l'Homme ont ainsi donné lieu à l'émergence de compétences juridiques créant un nouveau type de mobilisation⁴⁰. En analysant plus en détail la genèse des droits de l'Homme, leur mise en contexte et leurs différents usages, ces détours par une sociologie de la production des connaissances et de la circulation des idées nous permettent plus aisément de percevoir le rôle des acteurs locaux. Yves Dezalay et Bryant Garth montrent l'émergence d'un champ juridique articulant droits de l'Homme et néo-libéralisme économique, avec l'imposition progressive d'un modèle de

³⁵ Le modèle à spirale suppose en effet dans une des étapes que l'État cherche à ignorer la pression internationale, puis qu'il commence à négocier. Dans le cas de la Colombie, tant l'arsenal juridique que les protections accordées par la constitution font du pays un protecteur exemplaire des droits de l'Homme.

³⁶ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris, Ed Karthala, 2010, p 8.

³⁷ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu...*, *Op.cit.*

³⁸ GAUCHET Marcel, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, n° 110, 2000, p. 258-288.

³⁹ DEZALAY Yves, GARTH. G. Bryant, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Ed Du Seuil, 2002. Les auteurs s'attachent à retracer historiquement la genèse de ce concept en Amérique (et plus précisément au Chili, en Argentine et au Brésil) et montrent comment les États-Unis ont utilisé le discours des droits de l'Homme pour s'allier des soutiens à la lutte anti-communiste. Puis, progressivement ce champ des droits de l'Homme s'est autonomisé avec la croissance des experts et la remise en cause de l'hégémonie américaine sur le sujet.

⁴⁰ L'ONGI Amnesty International est à ce titre une organisation précurseur dans la constitution d'une expertise portant sur les droits de l'Homme. DEZALAY Yves, GARTH. G. Bryant, *La mondialisation...*, *Op.cit.*

développement néolibéral notamment nord-américain marqué par l'arrivée des « Chicago Boys » en Amérique Latine.

Développement et critique sociale des rapports Nord/Sud

Les études sur le développement constituent un autre thème central de la solidarité internationale. Dans cet ensemble de travaux, on retrouve des études qui cherchent à préciser le concept tandis que d'autres invitent à replacer cette solidarité dans une dynamique des rapports Nord-Sud. Le développement est ainsi tour à tour analysé comme un concept évolutif (depuis une perspective économique jusqu'à la progressive prise en compte des aspects sociaux), ou bien comme une idéologie ou une croyance⁴¹. Les questions de définition du développement mettent en concurrence ou en regard différentes visions du monde. C'est en ce sens que le développement est au centre de ce travail, en tant que générateur de solidarité internationale mais également en tant que discours repris de diverses manières par les acteurs locaux. La sociologie du monde de l'aide, menée en partie par une génération d'anthropologues critiques du développement⁴², s'est particulièrement penchée sur des situations africaines, mais les constats dressés ne sont pas réductibles à cette zone⁴³. En effet, même si la Colombie fait aujourd'hui partie du groupe de pays aux économies émergentes des CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie et Afrique du Sud), la situation des campagnes colombiennes est loin d'être celle d'un pays en voie de développement.

⁴¹ À ce sujet, Arturo Escobar est un des auteurs les plus radicaux qui dénonce « les discours du développement » ESCOBAR Arturo, *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1995. ESCOBAR Arturo *La invención del desarrollo*, Popayán, Universidad del Cauca, 2012. Gilbert Rist parle de « croyance occidentale » et a développé en France une approche post-développementaliste. RIST Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

⁴² OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala, 1995 ; PANDOLFI Mariella, CORBET Alice, « De l'humanitaire imparfait », *Ethnologie française*, vol 41, 2011, p 465-472.

⁴³ En France, les études sur le développement sont très liées à une étude des rapports de domination entre le Nord et le Sud, et ce n'est pas un hasard si le continent africain a suscité le plus d'analyses dans ce domaine. COPANS Jean, « L'Afrique noire comme paradigme fondateur des sciences sociales françaises et francophones du développement (1920-2010) », *Ethnologie française*, vol 41, 2011, p 405-414.

Encadré⁴⁴ n° 1. Questions de développement et situation des campagnes en Colombie⁴⁵.

PIB de la Colombie : 292,08 milliards de dollars en 2015.

Croissance : + 3, 1% en 2015.

PIB/hab en 2015 : 6060 dollars

Indice de Gini : 0,54 en 2014.

0,4% de la population possède 46% des terres.

Importations : 10 millions de tonnes d'aliments par an (environ la moitié de la consommation alimentaire du pays) soit : 99% de céréales consommées, 80% du maïs, 50 % du riz, 50% des légumineuses.

42,3 millions d'hectares de production agricole en Colombie

80% (33,8 millions d'ha) sont consacrés aux herbages pour le bétail (24 millions de bovins).

20% (8,5 millions d'ha) sont dédiés aux cultures.

= 84 % de ces 8,5 millions d'ha, soit 7,1 millions d'ha, sont utilisés pour des cultures de grande extension : de café, de palmier à huile, de canne à sucre, en majorité pour l'exportation.

Il reste ainsi 1,4 millions d'ha pour la production vivrière.

5 millions de paysans produisent 43% des denrées alimentaires qui sont consommées dans le pays.

Parmi les 5 millions de paysans en Colombie qui produisent l'alimentation :

65% sont sans assistance technique (formation, accès à des machines agricoles, aux crédits)

60% sans eau potable, 85% des foyers ruraux sans système d'égouts

15% analphabètes

83% des enfants ne vont pas à l'école

80% des enfants de paysans scolarisés ne terminent pas le lycée

1% des enfants de paysans va à l'université

Revenu moyen d'un paysan colombien : 200 000 pesos par mois (entre 100 et 60 euros selon les cours), ce qui équivaut à ce qu'une personne à Bogotá dépense en transport mensuel.

De nombreuses études reviennent sur les « paradoxes », les « pièges », les « dilemmes », les « instrumentalisations »⁴⁶ de l'aide humanitaire et du développement, des actions par ailleurs parfois confondues ou opposées les unes aux autres⁴⁷. « Aider » met en effet les acteurs internationaux face à des contradictions, comme agir face à la souffrance

⁴⁴ Tous les encadrés présentés dans cette thèse sont réalisés à partir des données récoltées sur le terrain ou à partir de sources secondaires (dans ce cas les sources sont précisées).

⁴⁵ Sources multiples : Réseau Forjadores y Forjadoras por la paz ; Censo Nacional Agropecuario DANE, Instituto Agustin Codazzi ; PNUD, « Colombia Rural, Razones para la esperanza », rapport de 2011 ; FAO ; CNMH Basta Ya !... *Op.cit.*

⁴⁶ L'aide humanitaire est aussi un instrument de domination non armé sur des territoires, qui permet aux États de garder un lien avec leurs anciennes colonies, mais aussi aux États récipiendaires de l'aide (et leurs dirigeants) d'exister sur la scène internationale. On pense notamment à l'usage politique des famines en Afrique, développé par Sylvie Brunel. Cf. BRUNEL Sylvie, *Famines et politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002. D'autres travaux critiquent plus directement l'usage médiatique de la souffrance et les dérives des campagnes d'appel aux dons lorsque les ONG adoptent les discours « attendus » des donateurs. JUHEM Philippe, « Parler ici des malheurs lointains : les nécessités des énoncés humanitaires et leurs effets sur la constitution des angles journalistiques », in DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *ONG et Humanitaire...*, *Op.cit.*

⁴⁷ Jean-Pierre Olivier de Sardan parle de « paradoxe de l'urgence chronique », lorsque que l'urgence humanitaire se pérennise. OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Aide humanitaire... », *Op.cit.*, p 427.

d'autrui rapidement tout en respectant les coutumes et contextes locaux, ou comme limiter les conflits tout en renforçant les capacités locales⁴⁸. Agir, s'engager : comment ? À quel niveau ? Jusqu'à quand ? Avec qui et auprès de qui ? À la frontière entre la recherche scientifique et le dialogue avec des acteurs de terrain, cette littérature montre aussi des acteurs qui font preuve d'une réflexivité par rapport à leur action⁴⁹. Les critiques interrogent les rapports entre « développeurs » et « développés »⁵⁰ ainsi que le rôle que ces bénéficiaires peuvent jouer dans les actions de solidarité qu'ils suscitent⁵¹.

Ces travaux mettent ainsi en avant des acteurs internationaux qui n'agissent pas seulement par pitié, qui ne sont pas neutres dans leurs actions, et des bénéficiaires locaux qui sont également *acteurs* face à cette solidarité, parfois à l'encontre de l'attente d'une victime idéalisée. Acteurs internationaux comme acteurs locaux évoluent dans des contextes politiques particuliers, au sein desquels ils construisent leurs propres perceptions de la solidarité internationale et agissent également en fonction de leurs intérêts.

Ces travaux permettent d'appréhender les « acteurs internationaux » dans toute leur diversité. Ces ONGI et d'autres organisations internationales sont, elles aussi, traversées par des changements permanents, et le produit d'équilibres entre différents acteurs qui cherchent à peser sur la construction de ces politiques⁵². À ces recherches sur l'aide internationale, s'ajoutent les travaux sur le militantisme humanitaire qui permettent de comprendre les profils, les dilemmes éthiques, professionnels et politiques

⁴⁸ Le développement du concept de « renforcement des capacités » fait suite à une critique sur l'infantilisation des populations récipiendaires de l'aide. L'ouvrage collectif dirigé par Ian Smillie retrace la trajectoire de ce concept. SMILLIE Ian (dir.), *Protection ou partenariat : le renforcement des capacités locales lors des crises humanitaires*, ESKA, 2003. La question de « l'empowerment » est également un concept utilisé par les professionnels du développement : CALVES Anne-Emmanuèle, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, n° 200, 2009, p 735-749

⁴⁹ RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. À la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016.

⁵⁰ LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Pour une anthropologie symétrique entre “développeurs” et “développés” », *Cahiers d'études africaines*, n° 202-203, 2011, p 491-509.

⁵¹ L'ouvrage collectif dirigé par François Grünewald est un des seuls qui interroge le rôle des populations bénéficiaires. Au-delà d'une critique de l'instrumentalisation de l'aide, cet ouvrage analyse les possibilités de partenariat et les conditions politiques et sociales dans lesquelles prennent part ces actions humanitaires. À partir d'une démarche comparée (dont un exemple sur la Colombie) les auteurs soulignent l'importance de prendre en compte le tissu social des sociétés dans lesquelles prennent par ces interventions. GRÜNEWALD François (dir.), *Bénéficiaires ou partenaires...*, *Op.cit.*

⁵² NAY Olivier, PETITEVILLE Franck, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique Internationale*, n°53, 2011, p 9-20.

qui traversent le monde des ONG⁵³. Les travaux sur le développement interrogent donc tout autant la définition du développement que le niveau d'action des politiques de développement. La relation de solidarité est traversée par des jeux de pouvoir qui laissent apparaître de multiples négociations entre acteurs.

Si la question des rapports Nord-Sud a été débattue en France et en Europe, notamment par des courants critiques à l'origine de mouvements altermondialistes, cette question a également été au cœur de la littérature latino-américaine et a alimenté de nombreux débats liant savoir scientifique et critique sociale. Notamment mises en avant par des économistes comme Raúl Prebisch et Celso Furtado au sein de la CEPAL – la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes –, les théories de la dépendance ont marqué les questions de développement en Amérique Latine. L'idée selon laquelle le développement des pays du Nord s'est réalisé au détriment du développement des pays latino-américains et grâce aux ressources de ces pays a largement été reprise dans les années 1960 et 1970, à la fois par les courants de gauche et par tout un champ scientifique⁵⁴. Aujourd'hui, des travaux rejettent la notion même de développement, pour mettre en avant celle du « bien-vivre » ; une conception alimentée à la fois par des expériences locales ou nationales et divers travaux scientifiques⁵⁵. La majorité des travaux critiques du développement en Amérique latine considèrent le

⁵³ Pascal, SIMEANT Johanna, *ONG et Humanitaire...*, *Op.cit* ; COLLOVALD Annie (dir), *L'humanitaire...*, *Op.cit* ; SIMEANT Johanna, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire », *Mots*, n°65, 2001, p 28-50.

⁵⁴ L'ouverture au marché mondial a, selon la théorie de la dégradation des termes de l'échange, placé les pays dans des échanges inégaux, les pays du Sud échangeant des matières premières et agricoles avec des pays du Nord qui exportent plus généralement des produits à haute valeur ajoutée. Les produits manufacturés se sont diversifiés alors que la productivité dans le secteur primaire a fait chuter les prix et a réduit l'emploi dans ce secteur. Samir Amin pense que les pays du Sud doivent procéder à une « déconnexion » vis-à-vis du capitalisme pour trouver des voies nationales de développement. AMIN Samir, *Unequal Development: An Essay on the Social Formations of Peripheral Capitalism*, New York: Monthly Review Press, 1976.

⁵⁵ La perspective néo-développementiste développée par le brésilien Bresser Pereira ou celle des diverses expériences liant développement et ethnicité (« néo-développementisme indigéniste » en Bolivie par exemple) ont donné lieu à une vaste littérature dans plusieurs disciplines, notamment la sociologie et l'économie. Plusieurs travaux ont mené à une critique latino-américaine du concept de développement. Oscar Madoery rassemble trois types de critiques du concept. La première est le fait que le développement est pensé en termes d'absence et de manque. La deuxième remet en cause le fait que le développement occulte les phénomènes de dépendance entre les pays développés et sous-développés. Le fait de penser le développement de manière linéaire évince la réflexion sur les relations de pouvoir et d'exploitation des pays sous développés (la périphérie) par les pays développés (le centre). La dernière critique rassemble des travaux qui interrogent le développement en termes d'altérité, l'idée d'un « progrès » vers l'avant ne permet pas de penser d'autres logiques (« buen vivir », alternatives liées à l'ethnicité, lien avec la nature, question de genre, etc.). MADOERY Oscar, « Modos diferentes de pensar el desarrollo en América latina », *Revista del CLAD Reforma y Democracia*, n°62, 2015, p 5-38 ; BRESSER-PEREIRA Luis Carlos « Estado y mercado en el nuevo desarrollismo », *Nueva Sociedad*, n° 210, 2007, p 110-125 ; QUIJANO Anibal, « El fantasma del desarrollo América Latina », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol 6, n°2, p 73-90.

développement comme une catégorie politique, puisque ce terme implique des débats de sens et des conflits dans sa traduction en politiques publiques. Plus récemment, les travaux d'Arturo Escobar remettent en cause l'élan autour des « discours sur le développement »⁵⁶. À propos de ses recherches sur le Pacifique colombien, il soutient que « la modernité comme le développement sont l'un et l'autre des projets spatio-culturels qui exigent une conquête incessante de territoires et de populations ainsi que leur soumission écologique et culturelle aux impératifs d'un ordre rationnel et logocentrique »⁵⁷. Puis, relayant en partie les revendications portées par les communautés afro-descendantes de la région qu'il étudie : « dans bien des cas, il faut réfléchir à d'autres façons de traiter ces problèmes en renforçant la capacité des populations à résister aux traumatismes de la modernité (depuis la pauvreté jusqu'à la guerre) *sur place*, en s'appuyant sur les luttes des populations pour défendre leur localité et leur culture, et en les encourageant à gérer de façon autonome leur territoire et leur culture »⁵⁸. En Amérique Latine, et comme on a pu l'observer au sein du mouvement altermondialiste en Europe, le discours des acteurs s'est nourri et a aussi rétro alimenté des travaux scientifiques. Il convient alors de comprendre ce corpus littéraire à la fois comme un apport théorique, mais également comme une ressource que les acteurs locaux utilisent pour concevoir leur mobilisation.

Si cette littérature met en exergue le fait que la solidarité internationale ne va pas toujours de soi, que celle-ci rencontre des obstacles pratiques et idéologiques, le rôle des acteurs locaux (lorsqu'il est considéré), n'est pas abordé dans le sens d'acteurs *mobilisés*. La phrase d'Arturo Escobar rappelle l'importance des luttes locales, dans lesquelles le développement est une revendication et le cœur d'un débat définitionnel très politique. Les deux organisations que nous étudions sont des collectifs qui ne se sont pas seulement rassemblés pour obtenir un soutien international, mais qui ont des trajectoires de mobilisation qui leur sont propres. En comparant plusieurs situations humanitaires, François Grünewald montre que le cas colombien est différent des crises

⁵⁶ ESCOBAR Arturo, « El « postdesarrollo » como concepto y practica social », in MATO Daniel (coord), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, 2005, p 17-31.

⁵⁷ ESCOBAR Arturo, « Déplacement, développement et modernité en Colombie du Pacifique », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 175, 2003/1 p. 171-182, p 171 et 172. Arturo Escobar fait également écho aux travaux de David Harvey sur la production de l'espace. David Harvey, s'appuyant sur les travaux de Henri Lefebvre, montre que le capitalisme produit l'espace dont il a besoin. L'auteur met en exergue les nouvelles dynamiques du capitalisme. HARVEY David, « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, n° 35, 2004, p 71-90.

⁵⁸ ESCOBAR Arturo, « Déplacement, ... », *Op.cit.*, p 172. Les italiques sont de l'auteur.

africaines qui suscitent un attrait médiatique plus important. En Colombie, les six millions de déplacés internes ne sont pas aussi visibles, il n'y a pas de grands camps de réfugiés. De même, « l'urgence » humanitaire est protéiforme et durable, elle va des déplacés internes aux menaces de violations des droits de l'Homme. Les acteurs de l'aide y sont très nombreux : il existe une instance d'État (le réseau de Solidarité Sociale- la *Red de Solidaridad Social*) qui collabore avec le CICR (Comité International de la Croix Rouge) dans de nombreuses zones, puis des agences de l'ONU, des ONGI (dont les bailleurs de fond sont majoritairement les États Unis et l'Union Européenne) et la coopération bilatérale (Espagne, Italie, Allemagne et pays nordiques) puis s'y ajoutent les ONG locales et nationales, les communautés de base, l'Église catholique et enfin les réseaux ecclésiastiques comme Caritas. Les auteurs de l'ouvrage ont mené une étude sur la perception qu'ont les bénéficiaires de l'aide et ils montrent que les acteurs locaux ont bien un avis sur l'aide et qu'ils perçoivent de différentes manières tous ces acteurs. À partir de cas concrets dans le Magdalena Medio et dans le Chocó, cette étude montre des différences de participation des populations entre celles qui font déjà partie de collectifs (communauté de base, coopératives ou associations) et les individus plus isolés. Les auteurs concluent alors que « le haut degré de conscience politique et la tumultueuse histoire sociale de la Colombie ont rendu possible la participation, même au milieu de la crise, et elle existe par conséquent dans l'action humanitaire »⁵⁹.

Pour comprendre le rôle des acteurs locaux dans la construction de la solidarité internationale, il convient donc de mobiliser une sociologie de l'action collective. En effet, la posture de « bénéficiaire » qui suggère un engagement par pitié évince une autre définition de la solidarité et la possibilité de penser les liens entre acteurs qui partagent la « même cause ».

⁵⁹ GRÜNEWALD François (dir), *Bénéficiaires ou partenaires...*, *Op.cit.*, p 356.

Les paysans face à la « mondialisation néolibérale » : une solidarité internationale pour une même lutte ?

Encadré n°2. Le néolibéralisme en Colombie

Le néolibéralisme colombien

« Comme l'a dit le Président Santos, l'objectif est d'établir un gouvernement de troisième voie qui se résume en un principe fondamental : le marché jusqu'où cela est possible et l'État jusqu'où c'est nécessaire »⁶⁰.

Au cours des années 1980 et plus spécifiquement durant la décennie 1990, les gouvernements colombiens mènent des politiques économiques d'ouverture. Aux ajustements structurels s'ajoutent une réduction de l'intervention de l'État dans l'économie colombienne et la privatisation des principales entreprises publiques. Dans le secteur agricole cela se traduit par une réduction des subsides à la production et à la commercialisation des produits, le secteur du café est un des plus affectés par cette ouverture. L'État oriente également ses subventions vers des produits agricoles destinés aux agro-carburants pour l'exportation. La signature des traités de libre échange (avec les États Unis en 2012 et avec l'Europe en 2013) confirment cette ouverture, et s'accompagne d'une incitation à l'investissement étranger.

Le Plan National de Développement 2010-2014 du président Juan Manuel Santos définit trois « locomotives du développement » :

- Favoriser les investissements directs étrangers.
- Stimuler le secteur agricole⁶¹ : soutien aux productions intensives, de l'*agrobusiness*, et subventions pour les cultures d'exportations. Constitution de Zones d'intérêts de développement rural et économique (Zidres, loi 133 de 2014), des associations stratégiques entre paysans et entreprises qui remettent en cause les UAF, les Unités agricoles familiales, (qui fixent la surface minimum pour faire vivre une famille selon les régions).
- Développer le secteur minier-énergétique : facilités d'octroi des concessions d'exploration et d'exploitation minières et pétrolières (y compris pour les entreprises étrangères)⁶².

Pendant les mobilisations sociales de 2013, certaines organisations paysannes ont directement remis en cause la signature des traités de libre échange avec les États-Unis et l'Europe, des traités qui placent leurs agricultures locales en concurrence avec des agricultures subventionnées et industrialisées. Les aliments produits par les paysans colombiens sont par conséquent plus chers que les produits importés sur les marchés locaux, et certaines dispositions de ces traités ne permettent pas aux paysans de

⁶⁰ DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, República de Colombia, *Plan Nacional de desarrollo 2010-2014*, Imprenta Nacional de Colombia, 2011, p 24.

⁶¹ Pour plus d'information concernant la problématique de la terre en Colombie voir l'annexe n°6 et ALLAIN Mathilde, « La paz y el desarrollo en el campo colombiano », *Palabras Al Margen*, Edition 53, Mars 2015. Disponible en ligne <http://palabrasalmargen.com/index.php/articulos/nacional/item/la-paz-y-el-desarrollo-en-el-campo-colombiano-2> consulté le 7 Août 2016.

⁶² Entre 2000 et novembre 2010, le ministère des Mines a octroyé 7264 titres miniers et a accepté 17 479 demandes, ce qui correspond à des surfaces plus grandes que celles dédiées à l'agriculture dans le pays. PNUD, *Colombia Rural, Razones para la esperanza*, rapport de 2011.

conserver leurs semences d'une année sur l'autre. Ils critiquent ainsi cette dépendance aux marchés internationaux et mettent en avant les crises de différents secteurs agraires colombiens, qui ont peu accès aux crédits pour développer leurs unités productives, et parfois même peu d'infrastructures (routes, ponts, équipements de stockage) pour acheminer et vendre leurs produits agricoles. La préférence donnée ces dernières années aux subventions aux produits agricoles d'exportation et aux cultures pour produire des agro-carburants est également pointée du doigt.

Certaines organisations paysannes désignent l'État colombien comme le principal destinataire des revendications paysannes. Selon eux, leur situation tient à un contexte national dans lequel les élites économiques et politiques ont mis en œuvre des politiques foncières visant à concentrer les terres fertiles, ce qui entraîne la dépossession des petits propriétaires et des sans terre. Le conflit interne a également causé des vagues de déplacements forcés laissant des régions entières aux mains des acteurs armés et des entreprises qui ont investi dans la production de bétail, de banane et de palme africaine. De plus, les politiques extractives sont considérées comme responsables d'autres formes d'accaparement des terres agricoles. D'autres acteurs locaux remettent plus globalement en cause l'ouverture des marchés et un modèle néolibéral au niveau mondial, marqué par l'arrivée d'entreprises étrangères, par la signature de ces traités d'échange, et par un système de domination internationale qui affecte leur mode de vie et leur environnement.

Ces revendications ne sont pas sans faire écho aux mobilisations dénommées « alter » ou « anti » mondialisation, mais trouvent également leurs racines dans un contexte colombien particulier. Par conséquent, quelle est l'échelle de mobilisation des paysans colombiens ? Au niveau national étant donné les déterminants nationaux ? Au niveau international, où d'autres collectifs se mobilisent contre une mondialisation néolibérale⁶³ ? Est-ce que cette lutte est la même partout ? Y a-t-il des solidarités, ou du moins des rencontres, possibles et réalisables ?

⁶³ Nous ne définissons volontairement pas ce terme, et reprenons celui des acteurs, afin de comprendre ce que chacun entend par ces formulations. À ce sujet, Lesley Wood a montré la diversité des répertoires contre le néolibéralisme, les manières de le formuler mais surtout les destinataires de ces revendications. WOOD Lesley J., « Breaking the Bank & Taking to the Streets: How Protesters Target Neoliberalism », *Journal of World-Systems Research*, vol 10, n°1, 2004, p 68-89. Dans cette même optique, Philip McMichael analyse l'histoire du mouvement paysan à travers les discours et les pratiques discursives des mouvements paysans. Il montre ainsi les différentes évolutions de la critique des projets néolibéraux et le rôle des paysans dans la transformation des termes de la question agraire. Ces acteurs mettent en avant des revendications multiples : ils dénoncent la libéralisation des économies, questionnent le développement et lient la production à l'alimentation (notamment

Pour répondre à ces interrogations, il convient d'interroger un autre corpus de travaux, pour comprendre comment la sociologie des mobilisations aborde cette dynamique internationale.

Une solidarité transnationale ?

Un des principaux points de rencontre entre la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie des relations internationales s'est concrétisé dans un programme de recherche relativement hétérogène portant sur les « *Transnational social movement organizations* », les « TSMO ». Cette approche met en parallèle les recherches du courant transnationaliste en théorie des relations internationales, qui met l'accent sur l'importance des acteurs non étatiques⁶⁴, et la sociologie des mouvements sociaux et plus particulièrement le militantisme transnational. Les chercheurs investis dans ce champ de recherche se sont consacrés à l'étude des réseaux transnationaux, en interrogeant leur fonctionnement démocratique⁶⁵, leur maintien dans le temps⁶⁶, leur capacité à mener des actions collectives couronnées de succès, le lobbying des ONG dans les institutions, ou encore les résultats de cette action collective au niveau transnational⁶⁷. Bien que centrale dans l'étude des relations entre les mouvements locaux et la dynamique internationale, cette littérature se concentre principalement sur les ONG les plus puissantes⁶⁸ ou les « réseaux »⁶⁹, ces acteurs non étatiques qui promeuvent une

à travers la question de la souveraineté alimentaire). MCMICHAEL Philipp, « Peasants make their own history, but not just as they please... » in BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, et KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements... Op.cit.*, p 37-60.

⁶⁴ SMOUTS Marie-Claude, « Introduction. La mutation d'une discipline », in SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Presses de Sciences Po « Références », 1998, p 11-33 ; NYE Joseph, KEOHANE Robert, « Transnational Relations and World Politics », *International Organizations*, vol 25, 1971, p 329-349 ; STRANGE Susan, « The study of transnational relations », *International Affairs*, vol 52, 1976, p 333-345.

⁶⁵ BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, MD Rowman and Littlefield, Coll. People, passions, and power, 2005.

⁶⁶ WOOD, Lesley J, « Brindging The Chasms: The Case of People's Global Action » in BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders...*, *Op. cit.*, p 95-117.

⁶⁷ KHAGRAM Sanjeev, RIKER James, SIKKINK Kathryn, *Restructuring world politics...*, *Op.cit.*

⁶⁸ L'article de Johanna Siméant met en avant la prégnance des acteurs ONGI, notamment dans la première vague de travaux des TSMO. Elle ajoute qu'il s'agit d'ONGI « modérées » qui représentent cette transnationalisation de l'action collective et que les mouvements locaux en tant qu'acteurs sont peu étudiés. SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ?... », *Op.cit.*, p 4-7.

⁶⁹ Une distinction est généralement effectuée entre les réseaux, les coalitions et les mouvements. Une grande partie de la littérature analyse les deux premiers types de coopération en laissant souvent de côté les mouvements locaux.

nouvelle globalisation « *from below* ». Qu'elles soient critiquées⁷⁰ ou considérées comme les représentantes d'une hypothétique (sinon prophétique) « société civile mondiale »⁷¹, la focalisation sur les ONG fait perdre de vue les acteurs locaux. De plus, le processus d'internationalisation est réduit au fait que des mouvements locaux vont se mobiliser autour d'une « norme internationale ». L'ouvrage de Jackie Smith, Charles Chatfield et Ron Pagnucco⁷², incontournable sur ce sujet, part du principe que les coalitions sont le résultat de mouvements de mouvements ou d'agrégation de mouvements locaux sans jamais questionner la construction des causes qui motivent ces coalitions⁷³. Les causes défendues sont ainsi réduites à des catégories (droits de l'Homme, femmes, environnement, etc.) qui ne laissent pas percevoir les jeux d'interprétation, de cadrage, de perception de ces différentes revendications.

Les acteurs paysans sont des individus ancrés dans des logiques locales, qui ne font pas partie de « réseaux »⁷⁴ internationaux mais entretiennent pourtant des liens avec différentes organisations et ONG internationales. Nous postulons en effet que la construction de liens de solidarité, et par conséquent d'une cause « commune », ne se réalise pas seulement en se positionnant vis-à-vis d'un enjeu jugé international et *a priori* commun. De manière générale, cette littérature évoque une « *globalization from below* » en oubliant un niveau important de la mobilisation, le « *below* » que constitue le local. Ainsi, il convient de repositionner les organisations locales dans leurs contextes et de détailler empiriquement ces acteurs⁷⁵.

⁷⁰ Un point commun entre la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie du monde de l'aide est la critique du rôle des ONG. L'article de Samy Cohen met en avant la diversité des ONG mais aussi les difficultés à définir ces acteurs. Il montre que celles-ci évoluent dans un contexte concurrentiel pour et autour du « label » ONG lui-même. Leur représentativité représente également un autre des enjeux de ces organisations. COHEN Samy, « ONG, altermondialistes et société civile internationale », *Revue française de science politique*, vol 54, 2004, p 379-397

⁷¹ POULIGNY Béatrice (dossier), « Une société civile internationale ? », *Critique internationale*, n° 13, 2001.

⁷² SMITH Jackie, CHATFIELD Charles, PAGNUCCO Ron, (dir.) *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*, Syracuse, Ed Syracuse University Press, 1997.

⁷³ Marc Edelman souligne à ce sujet le peu d'étude portant sur les échecs d'alliances transnationales (pour les mouvements agraires), ces échecs sont selon lui « sous théorisés » (p 81). EDELMAN Marc, « Transnational organizing in agrarian Central America : Histories, challenges, prospects », in BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, et KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements...*, *Op. cit.*, p 61-89.

⁷⁴ Nous parlerons plutôt de *liens* de solidarité et non de « réseaux » étant donné les difficultés à analyser empiriquement ces « réseaux ». Parler de réseau supposerait l'existence de relations durables et maintenues dans le temps entre divers acteurs ; or nous observons plutôt des rencontres ponctuelles entre des acteurs locaux et internationaux.

⁷⁵ Ce que rappelle Sidney Tarrow dans TARROW Sidney, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflicts*, n°38-39, 2000, p 187-223. De même, selon Johanna Siméant : « il serait plus heuristique d'expliquer des mobilisations nationales dans lesquelles interviennent des organisations de mouvement social transnationales, et des mobilisations transnationales dans lesquelles interviennent des organisations qui n'ont rien de transnational. La superposition du processus (un mouvement transnational) et des organisations (une

Utiliser une sociologie des mobilisations...

Les travaux en sociologie des mouvements sociaux et plus précisément ceux plus ouverts à la dynamique internationale, nous ont permis de développer notre objet de recherche. Des mobilisations de « sans »⁷⁶ aux mobilisations « anti » puis « alter »⁷⁷ mondialisation, la sociologie des mouvements sociaux a renouvelé ses objets d'étude en allant au-delà du cadre national. Tout d'abord concentrée sur des organisations à but non lucratif, sur des associations altruistes ou morales, puis des syndicats, la sociologie européenne a progressivement intégré des mouvements locaux moins structurés, plus diffus, et s'inspirant de répertoires⁷⁸ ou de revendications produits dans d'autres contextes. Le constat est général : dire que les acteurs s'internationalisent ou que leurs causes deviennent plus globales ne suffit pas, en soi, à mettre au jour les mécanismes de solidarité entre ces acteurs ni même à percevoir ce qui anime ces derniers.

Les travaux sur l'altermondialisme mettent en avant le lien entre militantisme international et mouvements sociaux locaux⁷⁹ et rendent compte de la diversité des acteurs qui interviennent au niveau international. Ces travaux effectuent une différence nécessaire entre les mouvements locaux et les ONG⁸⁰. Si plusieurs collectifs se reconnaissent ponctuellement autour d'un combat contre la mondialisation néolibérale et ses effets sur l'Homme, la nature, les rapports sociaux, les inégalités, etc., les motivations de ces acteurs sont diverses et ils formulent parfois différemment leurs revendications. En se penchant plus particulièrement sur la genèse de l'altermondialisme, les études rappellent les particularités contextuelles de chaque mobilisation ainsi que les références à un contexte national ou local plus mondialisé.

organisation de mouvement social transnational) court-circuite ce qu'il faudrait justement expliquer : les logiques concrètes qui favorisent l'action collective transnationale » SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ?... », *Op. cit.*, p 6.

⁷⁶ SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol 51, n° 1, 2009, p 97-125.

⁷⁷ AGRİKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005 ; MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique*, vol 54, 2004, p 373-378.

⁷⁸ Ici nous reprenons la notion de répertoire développée par Charles Tilly. TILLY Charles, *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

⁷⁹ Le Groupe de recherche sur les mutations du militantisme (GERMM) a notamment permis de renouveler les analyses sur ces questions en France, en questionnant la genèse du mouvement, les usages du discours altermondialiste, les reconversions militantes ainsi que les évolutions de répertoires.

⁸⁰ Johanna Siméant montre par exemple que l'article de Lance Bennett met clairement en parallèle les ONG d'*advocacy* et « l'activisme direct ». BENNETT Lance, « Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational protest...*, *Op.cit.* p 203-226 ; cité par SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ?... », *Op.cit.*, p 9.

Des auteurs se sont alors attachés à suivre des militants locaux ou nationaux au sein des forums mondiaux, rendant compte, d'une part de la diversité des militants, des causes et des destinataires et, d'autre part, d'échanges fructueux et de rencontres d'idées autour d'une autre mondialisation⁸¹. Finalement, les idées circulent tout autant que les militants, et si les premières subissent des distorsions et des accommodements qu'il est utile d'analyser, l'analyse des circulations militantes montre aussi qu'il est possible d'observer relationnellement et localement la solidarité. Ces études permettent, à travers des outils classiques de la sociologie (trajectoires⁸², carrière⁸³, capital social⁸⁴), de comprendre les évolutions des organisations ou groupes mobilisés.

En Colombie, les organisations locales ont reçu le soutien de diverses organisations des droits de l'Homme, humanitaire, de développement, ainsi que des soutiens politiques de militants en Europe et aux États-Unis qui, sans toujours connaître leurs interlocuteurs colombiens, soutiennent leur lutte locale. On comprend d'emblée que les paysans colombiens ne sont pas dans une démarche d'aller vers le niveau international, mais que ce sont plutôt ces acteurs internationaux qui auraient fait irruption dans leur contexte, celui d'un conflit interne. Ainsi, notre étude correspondrait plutôt au cas d'une mobilisation locale ou nationale qui aurait des répercussions dans d'autres pays, en reprenant la typologie esquissée par Sidney Tarrow sur les différents

⁸¹CANET Raphaël, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures & Conflits*, n° 70, 2008, p 33-56 ; POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, SIMEANT Johanna, « Voix africaines au forum social mondial... », *Op.cit.* ; SIMEANT Johanna, « Committing to internationalization : careers of African Participants at the World Social Forum » ; *Social Movement Studies: Journal of Social Cultural and Political Protest*, 2012, p 1-19.

⁸² Sur la notion de trajectoire dans la sociologie de Pierre Bourdieu cf : PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol 31, n°1, 1980, p 3-22. Sylvie Ollitrault montre ainsi l'évolution du mouvement écologiste à travers l'analyse des trajectoires militantes. OLLITRAULT Sylvie, « Des plantes et des hommes: de la défense de la biodiversité à l'altermondialisme », *Revue Française de Science Politique*, vol 54, 2004, p 443-463.

⁸³ La notion de carrière induit l'étude d'un processus et permet d'étudier dans le même temps les histoires individuelles (et ainsi penser le sens que les acteurs attribuent à leur action) et les éléments du contexte (les conditions collectives de l'action). FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post-scriptum », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 199-215.

⁸⁴ HAMIDI Camille, « Lire le capital social. Autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, vol 53, 2003, p 607-613. Pierre Bourdieu définit le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations*, plus ou moins institutionnalisées, d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles. », BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 31, n° 1, 1980, p 2-3, p 2. Les italiques sont de l'auteur.

types de mobilisations⁸⁵. Comprendre le contexte dans lequel évoluent les mobilisations paysannes étudiées semble par conséquent essentiel.

...attentive au contexte...

La sociologie colombienne s'est largement consacrée à la compréhension du contexte national colombien, notamment à travers l'analyse des phénomènes de violence politique. La très riche littérature sur les luttes agraires⁸⁶ permet de comprendre la centralité de cette question. Les inégalités foncières seraient une donnée explicative et structurante de la violence et de la radicalisation des mouvements sociaux en guérillas, ainsi qu'une donnée essentielle pour comprendre la prégnance d'organisations collectives non armées dans les campagnes. Ces analyses mettent en avant des études⁸⁷ sur les déterminants politiques, sociaux, économiques des luttes agraires, les paysans se mobiliseraient au gré de ce que permet le contexte de conflit armé. Les mobilisés apparaissent cependant comme désincarnés, écrasés sous le poids d'un déterminisme contextuel⁸⁸ (et violent⁸⁹).

La période explicitement dénommée la *Violencia*, une période de violents affrontements entre libéraux et conservateurs menant à des situations de quasi guerre

⁸⁵ Les différents types de mobilisations transnationales définies par Sidney Tarrow sont: 1) Révoltes locales (à l'image du Chiapas) qui articulent leurs revendications de façon mondiale, et créent des réseaux de soutien à l'international, 2) Des manifestations internationales de protestation (comme la bataille de Seattle) créées par des coalitions de groupes nationaux et transnationaux contre une cible visible (comme FMI, BM, OMC), 3) Des coalitions de militants transnationaux contre certains États nationaux, 4) Militantisme au sein et autour des institutions internationales et sur la rédaction de traité (il précise que cette catégorie n'est pas toujours contestataire) (p7). La définition que donne Sidney Tarrow d'un mouvement transnational suffit à exclure notre objet de recherche de ce champ : « Des groupes socialement mobilisés ayant des membres dans au moins deux pays, engagés dans une interaction soutenue de contestation avec les détenteurs du pouvoir d'au moins un pays autre que le leur, ou contre une institution internationale ou un acteur économique multinational » (p 9). TARRROW Sidney, « La contestation transnationale... », *Op.cit.*

⁸⁶ Le thème de la réforme agraire étant inextricablement lié aux sujets de la violence et du conflit, la littérature sur le sujet est abondante. FAJARDO MONTANA Dario, « Colombia: dos décadas en los movimientos agrarios » *Cahiers Des Amériques Latines*, n°71, 2013, p 145-168.

⁸⁷ ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, vueltas y revueltas: protestas sociales en Colombia 1958-1990*, Bogotá, CINEP, 2003; PRADA Esmeralda, « Luchas campesinas e indígenas », in ARCHILA NEIRA Mauricio (dir.), *25 años de luchas sociales en Colombia (1975-2000)*, Bogotá, CINEP, 2002, p 121- 166.

⁸⁸ Le modèle de structure des opportunités politiques (SOP) est notamment repris par de nombreux chercheurs. La critique de ce concept fera notamment l'objet d'un chapitre. De nombreux ouvrages postulent une continuité de la violence depuis les années 1930, en passant par les épisodes de la période de *La Violencia* de 1948 à 1960, la naissance des guérillas des années 1960 jusqu'à l'essor du narcotrafic des années 1980 et de la violence paramilitaire des années 1990. SANCHEZ Gonzalo, LAIR Eric, (dir.), *Violencias y estrategias colectivas en la región andina: Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2004. Nous renvoyons le lecteur à une annexe (n°4) consacrée à une chronologie de la vie politique colombienne pour plus de repères contextuels.

⁸⁹ Les acteurs étudiés dans cette littérature sont les acteurs armés : guérillas, paramilitaires et armée nationale ; les acteurs de la société civile analysés plus récemment.

civile entre 1948 et le début des années 1960, pèse encore dans les études sur les mouvements sociaux mais aussi dans le discours des acteurs eux-mêmes qui identifient une « rupture ». La compréhension des causes du conflit et de la violence est une des questions centrales dans la recherche colombienne. Cependant la répression est analysée à travers une logique d'ouverture/fermeture du système politique, qui permettrait périodiquement aux acteurs de se mobiliser. La répression n'est pas analysée selon la perception qu'en ont les acteurs locaux à un moment donné (pour comprendre s'ils la considèrent dans leurs actions collectives), ni dans sa temporalité (par exemple les effets multiples de la répression)⁹⁰. Enfin, si la richesse des recherches et des bases de données sur les mobilisations sociales en Colombie est à souligner, la méthode de classement des revendications en grands thèmes (droits de l'Homme, terre, etc.), ne permet ni d'appréhender les interprétations que font localement les acteurs de ces causes, ni les recoupements possibles entre un registre droits de l'Homme et droits à la terre au sein du mouvement paysan.

Or, ces causes sont au cœur des mobilisations paysannes aujourd'hui et, en retraçant brièvement les évolutions des mouvements paysans colombiens, on perçoit la diversité des revendications et l'imbrication des questions agraires et des droits de l'Homme.

Les années 1970 sont marquées par les mobilisations agraires et des occupations de terres par des associations de producteurs et de salariés agricoles qui revendiquent des titres de propriété sur les terres qu'ils cultivent et de meilleures conditions de vie. Entre 1975 et 1980, les paysans se mobilisent également pour demander plus d'investissements publics, notamment dans les infrastructures, pour une « vraie réforme agraire », et ils commencent à dénoncer les violations des droits de l'Homme⁹¹. Au cours des années 1980, la violence armée et la persécution politique s'accroissent à l'encontre des organisations sociales, et les paysans s'associent alors aux marches pour la paix dans tout le pays. Les négociations de paix de 1982 (entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC) représentent alors un espoir pour les secteurs agraires qui subissent quotidiennement la situation de conflit armé (affrontements, fumigations de leurs cultures et bombardements). Des marches et des occupations de bâtiments publics ont lieu dans les années 1980, les paysans cherchent alors à rendre

⁹⁰ Sur les effets de la répression voir : COMBES Hélène, FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire: Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol 61, n° 6, 2011, p 1047-1072.

⁹¹ PRADA Esmeralda, « Luchas campesinas... », *Op.cit.*

plus visibles leurs demandes⁹². Cependant, à la fin des années 1990, une grande partie des organisations paysannes se retrouvent dans une situation humanitaire difficile, caractérisée par une violence paramilitaire plus intensive dans les campagnes à l'encontre des leaders sociaux (déplacement forcé, accaparements de terres, achats massifs de terre dans des zones de conflits, ainsi que les effets de la dénommée « guerre sale »⁹³). Dans le même temps, de nombreux secteurs de production entrent en crise, notamment celui du café. À la fin des années 1990, les paysans se mobilisent alors de nouveau dans les grandes villes, pour alerter sur leur situation. Ils ont alors peu d'accès aux marchés agricoles et de nombreuses régions subissent des blocus économiques de la part des groupes armés⁹⁴. Ces années marquent par conséquent une ouverture des mouvements sociaux vers l'international, notamment grâce au travail des ONG colombiennes de défense des droits de l'Homme⁹⁵.

La solidarité internationale en Colombie intervient dans ce contexte, où la thématique des droits de l'Homme est importante, et où il existe de nombreux enjeux agraires qui sous-tendent les mobilisations locales⁹⁶. Ces imbrications de causes, la visibilité internationale et l'arrivée de divers soutiens vont profondément modifier les luttes locales, dans leur formulation, dans les répertoires et dans leurs manières de s'organiser.

Suivre les acteurs dans leurs processus d'internationalisation et comprendre la nature de leurs relations avec cet « international » permet ainsi de comprendre les buts de cette internationalisation. Cependant, à ce stade de notre réflexion il est nécessaire de préciser que les acteurs locaux que nous étudions font face à une grande diversité d'acteurs internationaux.

⁹² SALGADO Carlos, PRADA Esmeralda, *Campesinado y Protesta Social en Colombia 1980-1995*, Bogotá, CINEP, 2000.

⁹³ La « guerre sale » est un terme utilisé par les militants pour désigner la période de persécution des mouvements sociaux et des leaders dans les années 1980. Ce terme dénonce également le fait que les civils, pris pour cible, ne constituent pas des dommages collatéraux du conflit armé mais sont des objectifs militaires.

⁹⁴ Les groupes armés utilisent le blocus économique pour contrôler les populations rurales, qui partent s'approvisionner dans les villes ainsi que vendre leurs produits. Accusés de délivrer des vivres et de l'essence à la guérilla, les paysans sont rationnés dans de nombreuses régions, par l'armée et par les paramilitaires. À l'inverse, les guérillas accusent ceux qui se rendent trop souvent en ville de donner des informations aux militaires. Pris entre ces deux feux, les populations civiles souffrent alors de ces rationnements.

⁹⁵ Nous renvoyons ici aux annexes 8 et 9 qui portent sur les différents acteurs internationaux sur nos deux terrains et sur les organisations internationales d'accompagnement qui travaillent auprès des organisations paysannes étudiées.

⁹⁶ Cette question fera tout particulièrement l'objet du chapitre 2.

...et à l'articulation entre ancrage local et liens internationaux.

En Colombie, nous avons pu identifier une grande diversité d'acteurs internationaux. Nous verrons que les paysans désignent ces acteurs internationaux de différentes manières, selon leur position dans l'organisation et selon le type d'acteurs auquel ils font référence. Nous utiliserons plus généralement le terme « acteurs internationaux » et reprendrons ponctuellement les désignations émiques lorsque cela est pertinent. On peut définir les acteurs par thème d'action (même si certains acteurs ont plusieurs thématiques) comme le plaidoyer, l'humanitaire, le développement, les droits de l'Homme, l'environnement, ou encore d'autres formes de soutiens plus politiques (notamment de la part d'organisations dites altermondialistes). Ces acteurs sont organisés de différentes manières, au sein d'organisations plus ou moins grandes. Ainsi, il existe de nombreuses ONGI, des OI et notamment différentes agences et programmes onusiens, des agences gouvernementales de coopération bilatérale ou encore des organisations régionales comme l'Union Européenne par exemple. On dénombre également divers collectifs locaux, des associations, des syndicats étrangers, des Églises qui apportent leurs soutiens aux paysans colombiens.

Si la sociologie de la solidarité internationale évolue vers une meilleure compréhension des acteurs locaux, l'émulation autour des *TSMO* s'est ensuite accompagnée d'un « retour aux sources ». Celui-ci s'est traduit par une vague de travaux qui a placé le regard au niveau des acteurs mobilisés, en analysant les effets locaux et organisationnels d'une lutte plus globale⁹⁷ et en mettant en avant les déterminants locaux des mobilisations internationales⁹⁸. L'impression d'un « tout global » ne doit pas faire oublier les structures locales et l'ancrage national des mouvements sociaux⁹⁹. Pour certains, c'est le terme de « résistance » qui fédère, pour d'autres c'est la question de la justice sociale, ou encore de la citoyenneté qui permet d'observer l'emprunt de registres,

⁹⁷ BRUNEAU Ivan, « La confédération paysanne et le « mouvement altermondialisation ». L'international comme enjeu syndical », *Politix*, vol 17, n°68, 2004, p 111-134.

⁹⁸ HRABANSKI Marie, « Souveraineté alimentaire: mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational », *Revue Tiers Monde*, n°207, 2011, p 151-168.

⁹⁹ MERKLEN Denis, PLEYERS Geoffrey, « La localisation des mouvements sociaux » *Cahiers des Amériques Latines*, dossier « Mouvements sociaux et espaces locaux », n°66, 2011.

de répertoires, de formulations d'un mouvement local à un autre sans pour autant que ces acteurs s'internationalisent¹⁰⁰.

Saturnino Borrás, Marc Edelman et Cristobal Kay¹⁰¹ posent ainsi, dès l'introduction de leur ouvrage collectif, le constat suivant : très peu de mouvements locaux parviennent à créer des liens avec d'autres organisations et la plupart restent très localisés. Le ralliement ponctuel des acteurs locaux à des causes plus internationales est le produit de diverses négociations portant sur les termes des alliances, et sur la définition de ces relations. Il convient par conséquent de déconstruire l'idée d'une « même cause » pour comprendre comment des acteurs si différents parviennent à se comprendre¹⁰².

Même si la littérature sur les ONG est riche, leur rôle d'intermédiaires entre le monde rural et l'international est peu étudié. Or les paysans sont en permanence en relation avec ces acteurs, que les ONG soient nationales ou internationales. Il conviendra non de les exclure de notre approche mais plutôt de comprendre comment les organisations paysannes interagissent avec elles, et autour de quelles revendications ces liens se créent¹⁰³. Les nombreux amendements au terme de « transnational » témoignent également de toute cette difficulté à penser l'ancrage local des acteurs et la dimension internationale de leurs revendications¹⁰⁴.

¹⁰⁰ Les travaux sur le « *global justice movement* », sur les mobilisations des « indignés » et les mouvements « Occupy » ainsi que sur le mouvement zapatiste ont mis en avant les dynamiques internationales de mouvements sociaux localisés. Les études sur la Via Campesina ont également montré l'imbrication des luttes locales avec d'autres revendications plus internationales, mais aussi les décalages suscités par ces rencontres. SALVIA Florencia, « L'internationalisation du mouvement paysan en Argentine. L'exemple du MOCASE », Mémoire de recherche en relations internationales, soutenu en Juin 2011, Université Paris Panthéon Sorbonne ; EMILSSON Elin, ZASLAVSKY Danièle, « Stratégies communicationnelles et construction d'identité: les effets du zapatisme dans l'espace public mexicain », *Hermès*, n°28, 2000, p 143-153 ; HRABANSKI Marie, « Internal dynamics, the state, and recourse to external aid: towards a historical sociology of the peasant movement in Senegal since the 1960s », *Review of African Political Economy*, vol 37, n° 125, 2010, p 281-298 ; DESMARAIS Annette Aurelie, *La Via Campesina : Globalization and the Power of Peasants*, Halifax, Fernwood Publication, 2007.

¹⁰¹ BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements...*, *Op.cit.* Les réflexions des auteurs portent sur les relations entre mouvements locaux au sein de plateformes internationales (plus précisément de mouvements agraires transnationaux), mais ces questionnements peuvent également s'appliquer aux relations entre acteurs locaux et acteurs de la solidarité internationale.

¹⁰² Les travaux sur la Via Campesina mettent ainsi en avant les difficultés de rencontres entre différents mouvements mais aussi la construction d'alliances autour d'enjeux précis, par exemple l'environnement, qui permet de faire le lien avec d'autres secteurs, notamment les ONG. Par exemple : DESMARAIS Annette *La Via Campesina...*, *Op.cit.*

¹⁰³ Une question également soulevée MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme »..., *Op.cit.*

¹⁰⁴ Jonathan FOX fait par exemple la différence entre « adhésion transnationale » et « adhésion translocale ». FOX Jonathan, « Unpacking « transnational citizenship » », *Annual Review of Political Science*, vol 8, 2005 171-201, cité dans BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements...*, *Op.cit.*

Ainsi, si notre objet de recherche n'est pas « nouveau », c'est l'imbrication de ces deux questions, mouvement paysan et solidarité internationale depuis le point de vue des acteurs locaux, qui constitue l'originalité de notre travail. Daniel Cefaï explique ainsi que « les opérations de catégorisation et de classement dans des typologies ou des nomenclatures ne font souvent que reproduire un partage des disciplines (science sociale et science politique) et des objets (mouvements, associations, ONG, syndicats, partis...) qui gagnerait sans doute à être dépassé »¹⁰⁵. Si nous ne prétendons pas à ce « dépassement », nous proposons néanmoins une analyse basée sur l'expérience des acteurs locaux afin d'éclairer une nouvelle réflexion sur la solidarité internationale. Les outils classiques de la sociologie des mouvements sociaux, ainsi qu'une réflexion menée sur la question des échelles peuvent permettre d'appréhender notre objet de recherche. Après avoir présenté l'ancrage de celui-ci, identifié les frontières et les interstices dans lequel il se place, nous exposerons maintenant notre approche.

PENSER L'INTERNATIONAL AU NIVEAU LOCAL : JEUX D'ECHELLE ET JEUX D'ACTEURS

Notre approche s'inspire ainsi des différents courants de recherche exposés précédemment. Deux voies de recherche principales s'imbriquent et jalonnent notre travail. Premièrement, il s'agit de saisir les jeux d'échelle, et l'imbrication des échelles de revendication et de mobilisation. Les acteurs ont ainsi une vision particulière de leur lutte, qu'ils tentent de mettre en avant devant une diversité d'acteurs. Pour cela, ils n'hésitent pas à adapter leurs registres et à investir d'autres espaces de mobilisation. Deuxièmement, il s'agit de considérer les acteurs à partir des perceptions qu'ils ont de leurs contextes, et de comprendre les aspects plus pragmatiques de leur mobilisation. La solidarité internationale modifie par conséquent leur lutte locale et les manières de s'organiser localement. Toutefois, les acteurs, par leurs diverses adaptations et réappropriations des causes paysannes, contribuent à redéfinir ces relations solidaires.

¹⁰⁵ CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, MAUSS, 2007, p18.

Saisir l'international au local : des *changements d'échelle aux jeux d'échelle*

Saisir le point de vue des acteurs locaux implique de penser qu'il existe différentes échelles d'observation de la réalité sociale (micro/méso/macro) ainsi que différentes échelles de mobilisation (local/national/international). Il convient de clarifier que celles-ci peuvent s'imbriquer, se rencontrer, et qu'il n'y a pas qu'une échelle micro pour étudier le local et vice-versa, l'international ne s'observe pas seulement à partir d'une échelle macro¹⁰⁶. Comment aborder un objet de recherche comme la solidarité internationale qui lie intrinsèquement le local et l'international ? Comment étudier de manière microsociologique un phénomène qui prend sens à un niveau plus macro ? On suivra à ce titre l'adage suivant, « toute activité politique, (même l'international) se passe quelque part »¹⁰⁷. L'approche par le local constitue par conséquent autant un objet de recherche – comprendre les constructions *locales* d'une cause internationale – qu'une méthode de recherche, s'approcher physiquement de ces « constructeurs » que sont les paysans colombiens. Nous expliciterons ainsi notre démarche fondée sur une étude micro à partir des perceptions localisées des acteurs sociaux.

Une analyse micro d'acteurs locaux

Les études sur la solidarité internationale permettent d'appréhender les acteurs internationaux dans leur diversité, et de comprendre les dynamiques qui poussent des individus à mettre en commun leurs revendications et à se mobiliser. Cependant, qui sont les acteurs derrière ces « bénéficiaires » ? Et quelles relations entretiennent des acteurs mobilisés dans un cadre national avec des soutiens divers de l'étranger ? Comment ces acteurs se rencontrent-ils et échangent-ils ?

Suivant nos « intuitions théoriques »¹⁰⁸, celles de comprendre la construction de ces liens depuis la « base », nous avons cherché à effectuer une sorte de « zoom », pour

¹⁰⁶ Dans un récent ouvrage, Johanna Simeant montre que l'on peut étudier de manière ethnographique et micro des faits et des processus internationaux. Elle pose ainsi une question d'apparence simple « pourquoi les sociologues devraient-ils s'arrêter de faire des sciences sociales dès lors que leurs objets changent d'échelle ? » SIMEANT Johanna et al, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p 6.

¹⁰⁷ SIMEANT Johanna, LICKERT Victoria, POUPONNEAU Florent, « Échelles, récits, bureaux, terrains du politique à l'international », in SIMEANT Johanna et al, *Guide de l'enquête globale...*, *Op.cit.*, p 13-32, p 15.

¹⁰⁸ DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p 376-377. Les auteurs montrent que leur parti pris d'observer l'action des ONG « ici » et « là-bas » c'est-à-dire au siège et sur le terrain leur a permis d'éviter une vision *top/down* qui considère que toute action humanitaire serait décidée depuis le siège et appliquée ensuite sur le terrain. Ils montrent ainsi que la démarche empirique d'immersion ethnographique est inséparable des « intuitions théoriques », celles de comprendre la complexité de l'action de ces acteurs sur le terrain.

saisir les paysans dans leurs lieux de vie, comprendre la manière dont ils perçoivent leur situation, formulent leurs revendications et comment ils ont été amenés à se mobiliser depuis leurs villages reculés. Le niveau local constitue ainsi le point de départ de notre raisonnement, et notre premier objectif a été de nous rapprocher de la « base sociale » revendiquée par les organisations paysannes. Ajuster ainsi le microscope vise à s'interroger sur les acteurs les plus « petits ».

Partir du point de vue des acteurs locaux ne signifie pas pour autant considérer que la « base sociale » existerait en tant que telle, il s'agit plutôt de comprendre comment s'est construite cette base sociale que revendiquent les organisations paysannes. La question des acteurs locaux se prête tour à tour à deux travers qu'il s'agit d'éviter. D'une part, celui d'une perspective populiste qui réifierait le « Peuple » dans une version enchantée de « ceux d'en bas », et, d'autre part, celui d'une perspective misérabiliste qui porterait un regard apitoyé sur les « plus démunis »¹⁰⁹.

En recherchant ces acteurs locaux, nous nous sommes confrontée à l'identification même de cette base sociale. Les « acteurs locaux » prennent un sens lorsqu'ils deviennent « acteurs » et émergent à l'intérieur de collectifs qui leur donnent une voix. La « base » est en réalité un « mythe », selon les termes de Charles Suaud¹¹⁰. En tant que telle, elle a une autonomie très relative par rapport au travail institutionnel d'encadrement et de mobilisation que réalisent les organisations locales et qui, par là même, la font exister¹¹¹. Les organisations sociales étudiées collectivisent les *doléances* locales, et les traduisent en des *injustices* à revendiquer. Par conséquent observer et comprendre les dynamiques internes de ces organisations locales permet d'appréhender à la fois les constructions d'un sens commun entre divers individus qui font le collectif et la manière dont l'internationalisation de l'organisation a des effets sur celle-ci. L'organisation paysanne devient ainsi un lieu d'observation pour saisir les différentes manières de se lier au collectif et de le vivre. Ces hybridations témoignent des diverses adaptations.

Par exemple, si l'on analyse les trajectoires des leaders locaux à l'international, il faut replacer ces processus au niveau de l'organisation. Il est intéressant de comprendre

¹⁰⁹ Cet embarras du chercheur confronté aux nominations du « populaire » est au cœur du dialogue entre Claude Grignon et Jean-Claude Passeron. GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Editions du Seuil/Gallimard, 1989.

¹¹⁰ SUAUD Charles, « Le mythe de la base : Les États Généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 52-53, 1984, p 56-79.

¹¹¹ SUAUD Charles, « Le mythe de la base... », *Op.cit.*

ce qui se discute à ce niveau, ce qui s'échange entre les membres de l'organisation sur les revendications locales, leur portée internationale, le langage à adopter, le choix des leaders qui les porteront ainsi que le choix des partenaires internationaux et des destinataires à l'étranger. Ces éléments nous permettent plus aisément de saisir « la localité du global ». Nous proposons ainsi de comprendre les logiques d'organisation communautaire ou associatives propres aux contextes locaux (selon leurs influences, les acteurs majeurs, les événements historiques marquants pour l'imaginaire collectif, etc.), et le travail de construction d'un sens commun au niveau des organisations. Cependant, ces structures organisationnelles ne sont en aucun cas figées, puisqu'elles sont traversées par les différentes perceptions que ces acteurs ont du militantisme, et la mobilisation les fait nécessairement évoluer.

Or, comment est-il possible de généraliser à partir de ces deux organisations paysannes et de cette étude microsociologique¹¹² ? Nous partons du principe que les faits macrosociologiques (comme la solidarité internationale ou encore la mobilisation paysanne à l'échelle nationale) ne peuvent être dissociés des processus par lesquels ils sont rendus descriptibles¹¹³. Cette focale sur le niveau micro nous permet d'analyser des chaînes de causalité et de comprendre comment se construisent ces relations entre acteurs si différents. De plus, interroger des acteurs locaux ne veut pas dire que ces derniers n'ont pas connaissance de données plus macro qu'ils prennent en compte dans leur mobilisation¹¹⁴.

En effet, si le local a ses propres dynamiques, il n'est pas pour autant autonome d'un contexte plus macro, ce n'est pas « un simple lieu de recherche mais [il doit être considéré] comme un objet socialement construit par des pratiques localisées, par une histoire propre, par un ensemble de relations sociales plus ou moins organisées ; ce constat n'allant pas forcément de pair avec une autonomisation de l'espace local »¹¹⁵. Ainsi, « l'approche localisée ne doit pas conduire à « diluer » l'espace national en autant de micro-espaces autonomes »¹¹⁶ c'est-à-dire qu'il faut également prendre en compte la

¹¹² HAMIDI Camille, « De quoi un cas est-il le cas ? » *Politix*, n°100, vol 25, 2012, p 85-98.

¹¹³ BARTHE Yannick *et al.*, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, n°103, 2013, p 175-204.

¹¹⁴ « Traiter de l'international, c'est aussi critiquer les catégories routinières qui supposeraient une étanchéité entre le national, le local et montrer comment la communauté, la ville ou l'État sont moins que jamais le cadre ordinaire et évident de la description ». SIMEANT Johanna *et al.*, *Guide de l'enquête globale... Op.cit.*, p 9

¹¹⁵ BRICQUET Jean Louis, SAWICKI Frédéric, « L'espace du local » *Politix*, n°7-8, 1989, p 8.

¹¹⁶ *idem*, p 6.

manière dont ces acteurs locaux imbriquent leurs actions dans des logiques nationales, et même internationales.

Si l'analyse est micro, cela ne signifie pas non plus que ce qui s'observe à ce niveau n'est pas pertinent pour comprendre des enjeux plus macro. En effet, « les thèses de l'engendrement du « macro » à partir de conduites « micro », moyennant des processus d'agrégation, de catégorisation ou de répétition, cohabitent avec les thèses de la détermination du « micro » par des structures « macro », moyennant des processus de causation, d'intériorisation ou de coercition »¹¹⁷. Il ne s'agit pas de faire un choix entre ces deux postures mais, au contraire, d'analyser cette dialectique de la mobilisation et de la construction de la solidarité. Les acteurs locaux entrent en relation avec des acteurs internationaux afin d'obtenir des soutiens, ce qui va logiquement perturber leurs pratiques locales, puis faire évoluer leurs relations avec ces acteurs de la solidarité. Ces évolutions relationnelles ne sont pas sans impacts sur la manière de formuler localement les causes, de percevoir les luttes pour le territoire, et sur la façon dont les leaders vont constamment redéfinir leurs relations avec le niveau international. Ainsi, nous proposons au cours de ce travail de relever le défi qui consiste à percevoir la localisation des dynamiques internationales et à saisir l'internationalisation des revendications locales.

Jacques Revel a mis en avant l'intérêt du niveau micro en histoire pour éviter l'écueil de visions trop englobantes des phénomènes sociaux (la « Grande histoire »). Il propose ainsi d'analyser de manière plus rigoureuse les liens qui se font entre des expériences spécifiques et une action plus collective. Sa démarche mène à redéfinir quatre présupposés qui nous intéressent : sur les comportements et les identités (comprendre les usages sociaux de ces éléments), sur les stratégies sociales (incorporer les incertitudes des acteurs), sur le contexte (qui n'est ni homogène ni unifié mais dépend des interprétations de chacun), sur la notion d'échelle (il n'y a pas d'opposition entre histoire locale et histoire globale). Pour J. Revel, il convient donc de « privilégier l'expérience des acteurs en reconstruisant autour d'elle le contexte qui lui donne sens et forme »¹¹⁸. L'échelle du micro permet alors de mieux saisir les interactions sociales et l'enchevêtrement des logiques sociales. Par conséquent, le contexte n'est pas le même pour tous, les acteurs ont différentes interprétations de la réalité. Ainsi, un paysan non

¹¹⁷ CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise t-on ? ...*, *Op.cit.* p 31-32.

¹¹⁸ REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Le Seuil 1996, p 13.

affilié à l'organisation paysanne n'aura pas la même vision de l'action collective qu'un leader qui y milite depuis plusieurs années. Le premier appréhendera la mobilisation à travers le sens qu'elle peut avoir dans *son* contexte (celui de sa famille, de son village et selon son expérience personnelle), tandis qu'un leader prendra plus facilement en compte différents contextes puisqu'il a accès à d'autres villages et à d'autres organisations paysannes. Ils n'auront ainsi pas les mêmes positionnements vis-à-vis de la solidarité internationale et ne l'appréhenderont pas de la même manière.

Par conséquent, il s'agit d'articuler le fait que l'échelle d'analyse des acteurs est nécessairement contextuelle et que leurs actions peuvent avoir des effets à différents niveaux de mobilisation. Même les acteurs « internationaux » raisonnent à partir de leur contexte, ils peuvent avoir accès à des informations sur ce qui se passe au niveau international par exemple, mais leurs prises de décisions et leur niveau d'action (que ce soit au siège ou sur le terrain de leurs missions) s'inscrivent dans un contexte particulier, celui de leur expérience¹¹⁹.

Le territoire : espace et échelle des acteurs

Développée tout d'abord par un courant critique de la géographie humaine soucieux de repenser les différentes manières de percevoir le territoire¹²⁰, puis devenue aujourd'hui un courant de pensée en évolution dans les sciences sociales latino américaines critiques¹²¹, « l'approche territoriale » permet de penser l'espace social de manière dynamique. La notion d'échelle offre la possibilité, notamment en géographie, d'appréhender l'asymétrie des acteurs en termes d'accès aux ressources, et de penser

¹¹⁹ Si les acteurs pris dans le mouvement peuvent difficilement être omniscients par rapport à leur contexte, ce n'est pas le cas du chercheur, qui peut ponctuellement enlever son œil du microscope. Il convient par conséquent de ne pas confondre l'échelle d'analyse du chercheur et celle d'action des acteurs. Ainsi, lorsque nous parlerons de local nous nous référerons au contexte perçu par les acteurs sociaux, et la question du « micro » concernera plus spécifiquement l'échelle que nous adopterons tout au long de notre analyse. « Il faut se donner les moyens de saisir empiriquement les changements d'échelle pratiqués par les acteurs eux-mêmes, sans que ces derniers ne s'en rendent d'ailleurs toujours compte. Le caractère international ne dit rien en effet de la consistance des processus d'internationalisation », SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, n°100, vol 25, 2012, p 129-147, p 133.

¹²⁰ La notion d'échelle est centrale en géographie mais également le cœur d'un débat définitionnel. C'est une métrique de l'espace (l'échelle cartographique) ainsi qu'une échelle d'observation (local, national, international) si l'on considère une hiérarchie fixe. Certains courants proposent d'analyser l'échelle d'un point de vue plus dynamique. À ce sujet l'article de Dominique MASSON rend compte des débats de géographes sur les échelles pour les chercheurs travaillant sur les mouvements sociaux. MASSON Dominique, « Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques », *Politique et Sociétés*, vol 28, n° 1, 2009, p 113-133.

¹²¹ HAESBAERT Rogerio, *El mito de la desterritorialización. Del fin de los territorios a la multiterritorialidad*, México, Siglo XXI editores, 2011.

l'imbrication des niveaux d'action¹²². L'autonomie du local devient alors plus relative, et des individus localisés peuvent être pris dans des logiques internationales qui les dépassent parfois. Ces acteurs ont cependant plus de liens avec d'autres niveaux et une lutte pour la préservation d'un territoire peut alors être menée à différentes échelles, et questionner une politique plus nationale ou internationale dans la mesure où celle-ci affecte le territoire local. Concernant la question de la défense du territoire, les projets économiques qui affectent les terres et les espaces de vie des acteurs locaux ont nécessairement des origines à d'autres niveaux.

Dominique Masson définit ainsi deux approches sur la nature des échelles¹²³. La première, d'inspiration matérialiste, est celle de l'extension spatiale des relations sociales, l'échelle est alors un espace défini et malléable selon les dynamiques sociopolitiques. La deuxième, d'inspiration discursive, considère l'échelle comme la focale à laquelle un phénomène est étudié et appréhendé. Cette catégorie épistémologique concerne le chercheur, mais peut également être la manière dont les acteurs sociaux perçoivent leur lutte locale.

Premièrement, lorsque les paysans revendiquent la défense du territoire, leur échelle n'est pas celle de l'échelle administrative colombienne (qui raisonne en termes de village, de municipale, de département, puis de province), *leur* local est celui d'un « espace » militant et/ou communautaire. Ainsi, « les acteurs des mouvements font et refont en effet les échelles de l'action collective, et ce, en fonction de logiques qui peuvent, certes, être celles d'un alignement stratégique et politique sur les projets de changements d'échelles des autres acteurs, mais qui peuvent également se structurer autour de l'alignement sur, voire la création, d'autres échelles de référence : par exemple celles d'espaces d'appartenance ou d'identification particuliers – l'échelle du territoire ancestral autochtone – ou encore d'espaces associés à d'autres modes de définition des enjeux – bassins versants, bio régions, etc. »¹²⁴. En ce sens, le territoire est en ce sens considéré comme un construit social, qui porte des significations et sur lequel s'observent différentes pratiques.

¹²² Sur la prise en compte progressive de l'espace dans la sociologie des mouvements sociaux et les rapprochements avec les analyses des géographes nous renvoyons à l'ouvrage collectif dirigé par Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand sur les lieux de la contestation. COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Karthala, 2015.

¹²³ MASSON Dominique, « Politique(s) des échelles... », *Op.cit.*, p 117.

¹²⁴ *Idem*, p 119.

Deuxièmement, le territoire est à la fois un *enjeu* de lutte et un *lieu* où se déploie l'action collective et où le changement social auquel les paysans aspirent doit se concrétiser¹²⁵. Cependant, défendre le territoire peut impliquer une lutte à d'autres niveaux, matériellement (changer de lieu, échelle de mobilisation) et discursivement (changer d'échelle de revendication). Prenons l'exemple d'une action collective menée par des paysans, celle qui consiste à arracher les palmiers à huile des entreprises installées illégalement sur leur territoire. L'action collective se déroule localement sur le territoire des paysans, mais ses protagonistes peuvent également protester devant le ministère de l'Agriculture à Bogotá (qui octroie des subventions pour ces cultures) ou intervenir à l'étranger à la tribune d'une commission droits de l'Homme pour dénoncer les faits. Ils peuvent également, dans leurs discours, accuser l'entreprise installée, le gouvernement colombien qui soutient ces initiatives, le système capitaliste mondial qui le permet, et même accuser le concept de développement qui se traduit par la dépossession de leurs terres. Ils peuvent ainsi *localement* adopter un discours critique de la « mondialisation ». À l'inverse, ils pourront tout aussi bien être à l'étranger et conserver une critique très nationale, en dénonçant l'entreprise colombienne installée sur leurs territoires. Échelle de mobilisation (le lieu et le niveau de l'action) et de revendication (l'échelle perçue comme étant l'enjeu de lutte) s'imbriquent ainsi de multiples façons mais peuvent aussi entrer en conflit. Par conséquent, lorsque nous parlons du local, nous parlons de l'espace du territoire tel qu'il est défini spatialement et cognitivement par les acteurs.

Les jeux d'échelles

Le niveau micro permet de penser la complexité des acteurs locaux (leur homogénéité comme leur hétérogénéité) et la manière dont ils appréhendent leurs luttes. Le niveau « local » apparaît alors dans toute sa diversité. On comprend que malgré un ancrage local fort, les acteurs placent leurs revendications à différentes échelles de mobilisation. Mais, comment passent-ils d'une échelle de revendication et de

¹²⁵ De nombreux travaux invitent ainsi à repenser la « re-territorialisation » du global au-delà d'une internationalisation de l'action collective. ESCOBAR Arturo, « Culture Sits in Places: Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization », *Political Geography*, vol 20, 2001, p 139-174; HEROD Andrew, « Labor Internationalism and the Contradictions of Globalization: Or, Why the Local Is Sometimes Still Important in a Global Economy », *Antipode*, vol 33, n° 3, 2001, p 407-426. Sur la notion d'espace de lutte, nous renvoyons également à AUYERO Javier « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 2005, p 122-132.

mobilisation à une autre et comment rencontrent-ils les acteurs de la solidarité internationale ?

À la fin de leur ouvrage *Dynamics of contention*, Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly mènent une réflexion sur les déplacements d'échelle, du local vers l'international (*scale shift*). Ils les définissent comme « un changement dans le nombre et le niveau des actions contestataires coordonnées, qui mène à une contestation plus large incluant une plus grande diversité d'acteurs et un rapprochement de leurs revendications et identités »¹²⁶.

Au cours de notre recherche, nous avons fait le constat que les changements d'échelles n'induisent pas nécessairement plus d'acteurs et plus d'actions. Les acteurs internationaux solidaires des mouvements locaux ne cherchent pas à reproduire des actions collectives dans leurs pays, et ne cherchent pas toujours à peser sur des instances internationales. Ces acteurs internationaux se reconnaissent comme défenseurs des personnes qui luttent pour leurs droits, reconnaissent avoir des valeurs communes avec ces acteurs locaux, mais cela ne veut pas dire qu'ils adoptent les mêmes revendications. L'opération de *changement* d'échelles, explicitée par ces auteurs, est intéressante mais nous préférons parler de *jeux* entre ces échelles. Penser le jeu des échelles permet d'expliquer toutes les interactions qui sous-tendent ces relations local-international. La construction d'un enjeu commun qui fait sens, à la fois pour des acteurs locaux et pour des acteurs internationaux, est un long processus non linéaire d'allers-retours. L'intérêt des *jeux* d'échelles est de pouvoir penser dans le même temps l'internationalisation de revendications locales et la localisation de l'international¹²⁷. Penser en termes de *jeu* n'est pas pour autant une approche stratégique de la construction des causes, nous l'expliciterons plus loin.

Penser ces relations en termes d'allers-retours entre le local et l'international permet également de comprendre certains paradoxes de la solidarité internationale. En effet, les mouvements locaux tentent de se différencier des ONG qu'ils critiquent parce qu'elles ne représenteraient pas la « base », mais dans le même temps ce sont aussi des partenaires incontournables pour rendre visible leurs causes et obtenir des soutiens

¹²⁶ MCADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge, Ed Cambridge University Press, 2001, p 331.

¹²⁷ Pour évoquer ce processus, nous parlerons de dynamiques internationales (et non de transnationalisation). Tenter de définir ces relations autour d'un concept précis reviendrait à figer ces relations entre acteurs, or c'est justement la définition de cette relation de solidarité même qui fait l'objet de réajustements, de réinterprétations, de luttes symboliques et de jeux d'acteurs.

(financiers comme politiques). Les rapprochements entre les causes paysannes et les mouvements de droits de l'Homme par exemple sont également à comprendre dans ces relations de long terme entre ces acteurs. Il convient d'analyser les inter-connectivités entre les différents niveaux de mobilisation pour comprendre à la fois l'évolution des revendications locales et la construction de ces solidarités internationales.

Doug McAdam et Sidney Tarrow ¹²⁸ décrivent alors deux voies de changement d'échelles. La première est celle de la diffusion, qui consiste en un transfert d'information dans l'interaction, et la deuxième celle du *brokerage* (courtage) qui concerne le lien entre deux sphères sociales auparavant déconnectées. Par ces deux processus de rencontres et d'échanges, les acteurs vont s'identifier mutuellement puis justifier une action commune. Les auteurs définissent ce processus comme une « attribution de similarité ». Des acteurs, agissant dans différents sites, s'identifient comme « suffisamment similaires » pour justifier une action coordonnée dans deux lieux différents¹²⁹. La solidarité internationale que nous avons observée ne se concrétise pas dans deux lieux différents, mais plutôt au niveau des acteurs locaux. Elle se traduit par différentes formes : accompagnement et protection, droits de l'Homme, projets de développement, soutien politique. En effet, ces rapports entre acteurs sont parfois plus modestes que l'idée d'une solidarité « internationale » laisse sous-entendre et peut être moins ambitieux que la construction de causes « communes ». Selon Johanna Siméant, « il faut donc moins fournir une typologie définitive qu'arriver à reconstituer les processus spécifiques à chaque processus d'action collective transnationale et à chaque configuration historique (...). Il importe moins de constater qu'il existe des réseaux que d'en comprendre la structure, moins de constater que les gens circulent (ou pas) que de savoir qui circule, comment, et de quels mécanismes de division du travail militant cela procède, et quels effets en retour cela peut produire sur les organisations (...)»¹³⁰.

¹²⁸ MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in transnational contention » in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest... Op.cit.*, p121-147. Les auteurs poursuivent en quelque sorte les réflexions abordées dans MCADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of contention... Op.cit.*, ouvrage dans lequel ils s'étaient interrogés sur la place à accorder aux particularismes locaux, à la culture et à l'histoire nationale dans les déterminants de la mobilisation. Dans l'ouvrage de Donatella della Porta et de Sidney Tarrow, ils abordent plus directement cet héritage dans le cadre d'un contexte international plus présent. Les auteurs constatent qu'il ne faut pas surdéterminer l'international, que l'on observe plutôt une transposition des cadres, des réseaux et des formes d'action collective au niveau international sans que les revendications et conflits locaux soient pour autant gommés.

¹²⁹ MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in... » *Op.cit.*, p 128.

¹³⁰ SIMEANT Johanna, « Des mouvements nouveaux et globaux ?... » *Op.cit.*, p 139.

Entre perceptions des acteurs et aspects pragmatiques

Les paysans colombiens que nous avons rencontrés évoluent dans un contexte particulier, à la fois marqué par les violations des droits de l'Homme et par une situation économique et sociale difficile qui ne leur permet pas de vivre, selon eux, une vie digne sur leurs terres. Cependant, si ce contexte est éminemment présent dans leurs revendications, ils ne sont pas pour autant prédéterminés par celui-ci. En effet, ils ne sont pas seulement dans une posture d'attente d'une aide qui viendrait de l'international, ils cherchent à agir selon leurs moyens et le sens qu'ils accordent à leurs actions. Ils ne sont pas non plus calculateurs, au sens où ils agiraient en toute connaissance de cause (et de conséquences) et chercheraient à se mobiliser en fonction de l'aide internationale proposée. Aspects cognitifs et pragmatiques s'imbriquent ainsi dans les relations que les acteurs locaux entretiennent avec leurs « partenaires » internationaux. Les subjectivités des acteurs sont alors à prendre en compte en même temps que les aspects plus pratiques de l'action collective.

La construction des solidarités internationales est un échange d'idées mais aussi un échange de personnes. Dans cette perspective nous nous rapprochons de la sociologie pragmatique¹³¹ qui s'attache à rendre compte des faits sociaux à travers les pratiques d'acteurs.

Exprimer la cause : les aspects discursifs

La sociologie de l'action collective et celle de la solidarité internationale ont en commun un intérêt pour les causes. La cause de l'action collective est celle qui réunit les revendications d'un collectif, doléances et demandes qui s'adressent à des destinataires tandis que la cause de la solidarité internationale est celle qui motive une action de soutien, d'aide, d'accompagnement ou un projet de développement. Ces causes peuvent converger mais elles peuvent aussi s'exprimer de différentes façons. Les injustices vécues par les paysans seront formulées de différentes manières selon qu'elles sont exprimées au sein de l'organisation collective (il s'agit alors de faire corps à partir de

¹³¹ Sur l'importation du pragmatisme en France, nous nous référons plus généralement aux travaux de Romain PUDAL. PUDAL Romain, « Enjeux et usages du pragmatisme en France (1880-1920). Approche sociologique et historique d'une acculturation philosophique », *Revue française de sociologie*, vol 52, 2011, p 747-775 ; PUDAL Romain, « La sociologie française est-elle *pragmatist compatible* ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°15, 2008, disponible en ligne, consulté le 17 Juillet 2016. <http://traces.revues.org/613>

perceptions individuelles), adressées à des institutions colombiennes (les revendications font alors écho aux droits des paysans reconnus par l'État par exemple), ou bien dirigées vers des acteurs internationaux (il s'agit dans ce cas de se faire comprendre par des interlocuteurs qui peuvent ne pas connaître le contexte local). Ces discours sont par conséquent cadrés, selon la personne qui prend la parole, et selon les destinataires.

Par le biais de ces « cadres d'interprétations » les paysans peuvent ainsi rendre compte de leur lutte à différents niveaux de mobilisation et à des acteurs très divers. La notion de cadres a été développée par Erving Goffman qui les définit comme des schémas d'interprétation qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier, étiqueter »¹³² des situations.

Transposés à l'action collective, notamment par David Snow et Robert Benford¹³³, les cadres servent à mobiliser plusieurs personnes autour d'une même cause, mais aussi à rallier d'autres participants. Ils permettent ainsi d'aborder la construction sociale des injustices. Les cadres doivent par conséquent faire sens (entrer en résonance) pour les mobilisés. Au cours de notre travail, nous reviendrons à une vision moins stratégiste des différents cadrages que réalisent les paysans pour analyser plus précisément les raisons de ces différentes façons d'exprimer la cause paysanne. Nous suivons la critique que Daniel Cefaï adresse à l'analyse de Snow et Benford en pointant deux biais : celui qui consiste à faire des acteurs des individus psychologisants et celui qui consiste à les transformer en stratèges¹³⁴. Pour éviter le premier biais, il convient de considérer que les cadres ne sont pas seulement des schémas de pensée mais aussi des schémas d'interaction dans des situations soumises à des contraintes diverses (la langue, le contexte, les compétences des acteurs à formuler les problèmes de telle ou telle manière, etc.). Pour parer au deuxième biais, il s'agit de replacer les acteurs dans leurs contextes, puisqu'ils ne sont en aucun cas omniscients et que leurs actions ne se résument pas à une évaluation des ressources disponibles. Daniel Cefaï propose ainsi de revenir au sens

¹³² GOFFMAN Erving, *Frame analysis. An essay on the organization of experience*, Londres, Harper and Row 1974, p 21.

¹³³ SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, n°51, 1986, p 464-48 ; SNOW David, BENFORD Robert, « Framing processes and social movements: an overview and assessment » *Annual Review of Sociology*, vol 26, 2000, p 611-639.

¹³⁴ CEFĂI Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Ed de l'EHESS, Coll. Raisons Pratiques, 2001.

goffmanien¹³⁵ des cadres d'interprétation pour comprendre en situation comment les acteurs entrent en interaction avec d'autres acteurs, et comment ils agissent et s'expriment en fonction des situations et des interlocuteurs « à travers les contraintes du milieu et les aléas de la rencontre »¹³⁶.

De même, Lilian Mathieu rappelle que ces cadres ne sont pas nécessairement cohérents¹³⁷. Au contraire, les contradictions et les malentendus doivent nous intéresser : en tant que débat suscité autour des valeurs et idées défendues par les organisations paysannes et en tant que cadrages d'une même cause par différents acteurs. Les cadres permettent d'identifier les conflits, tensions, négociations, et compromis autour des causes¹³⁸, que celles-ci aient pour but la mobilisation ou bien la constitution d'un partenariat avec une ONGI ou une OI. L'engagement collectif, autour d'une mobilisation ou autour d'un projet de développement ne se réduit pas à un accord autour d'une cause ; par conséquent, il convient de comprendre les processus interactifs de cadrage, c'est-à-dire la manière dont ces cadres sont construits, discutés, transformés, remplacés,...

Ces cadres sont identifiables dans les différents discours produits pour et par les collectifs qui cherchent à rendre compte de leurs luttes. Les discours traduisent une manière de formuler des revendications locales diverses et ainsi de rassembler différentes manières de percevoir le monde. Ils traduisent également la manière dont les paysans adaptent, en pratique, un discours à leur interlocuteur. Se pencher sur ce que disent les acteurs de leurs revendications et de leurs causes « ne signifie donc pas qu'il faille se contenter d'enregistrer des points de vue ou de les traduire dans un vocable savant. Pas davantage, ne s'agit-il de considérer que les acteurs ont raison de dire ce qu'ils disent : l'objet est de considérer qu'ils ont *des* raisons de le dire – des raisons liées aux contradictions réelles de leurs pratiques »¹³⁹.

Nous verrons que cette pratique dépend de nombreux éléments, de la place de

¹³⁵ La sociologie d'Erving Goffman s'intéresse à ce qui se passe quand deux individus au moins se rencontrent. Goffman se penche sur les formes prises par ces interactions, sur les règles qui se mettent en place ainsi que sur les rôles de chaque acteur. L'originalité de Goffman est qu'il interroge les interactions comme un objet de recherche en soi. Cf. NIZET Jean, RIGAUX Natalie, *La sociologie de Erving Goffman*, Ed La Découverte, Coll. Repères, 2005 ; GAMSON William, « Le legs de Goffman à la sociologie politique », *Politix*, vol 1, n°3, 1988.

¹³⁶ CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise t-on ?... Op.cit.*, p 29.

¹³⁷ MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol 52, n° 1, 2002, p 75-100.

¹³⁸ CEFAÏ Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective... Op.cit.*

¹³⁹ BARTHE Yannick et al., « Sociologie pragmatique... » *Op.cit.*, p 187. Les auteurs font ici référence à CALLON Michel, RABEHARISOA Vololona, « La leçon d'humanité de Gino », *Réseaux*, vol 17, n° 95, 1999, p 197-233.

certaines leaders dans l'organisation, de leur connaissance des luttes collectives, de leurs capacités personnelles et de leur héritage militant, etc. Les *master frame*, qui seraient des cadres dominants, des formulations reprises par divers acteurs qui exprimeraient la cause de la même manière, sont à prendre en compte seulement si on les déconstruit pour comprendre leur genèse et leur utilité. Ces cadrages plus larges des luttes paysannes permettent de rallier divers collectifs qui se sentent représentés par ces causes, mais relèvent aussi parfois de choix avant tout pragmatiques des organisations paysannes face à des demandes de financements, des appels à projet, ou tout simplement dans le fait de rendre plus lisible un langage « indigène » en langage international. À ce sujet, Lilian Mathieu critique la tendance à autonomiser la lutte de sens par rapport à d'autres enjeux clés dans la mobilisation tels que la lutte pour la représentativité, pour la reconnaissance, pour les ressources, pour la visibilité, etc. Le débat autour du sens est indissociable de celui lié à d'autres aspects plus matériels et contextuels pour comprendre la mobilisation. « Au lieu de chercher à déterminer les « critères » au moyen desquels le groupe « doit » être défini et les « frontières » qu'il « faut » lui donner pour obtenir un objet palpable et bien délimité (ce qui revient le plus souvent, on l'a dit, à enraciner le groupe dans l'ordre de la pure détermination technique et de la division technique du travail), on peut alors tenter de rendre compte de la forme prise par le groupe en interrogeant le *travail de regroupement*, d'inclusion et d'exclusion, dont il est le produit, et en analysant le *travail social de définition et de délimitation* qui a accompagné la formation du groupe et qui a contribué, en l'objectivant, à le faire être sur le mode du cela-va-de-soi »¹⁴⁰. En effet, étudier la construction des causes, c'est comprendre le travail des organisations paysannes, à la fois réceptacle des différentes subjectivités des paysans et représentatif d'une lutte collective.

Si l'on pense à la construction de ces discours et aux différents cadres qui interagissent, il faut aussi concevoir que ces cadres véhiculent des représentations qui sont reçues, perçues et intériorisées de diverses manières selon les acteurs. Par conséquent, la manière dont les leaders cadrent la cause de l'organisation paysanne a un effet sur la base sociale et sur l'organisation en elle-même. Il est ainsi pertinent de comprendre comment les organisations s'approprient, importent et exportent des idées et des valeurs, et redéfinissent ainsi leurs revendications. Cependant, les acteurs locaux ne

¹⁴⁰ BOLTANSKI Luc, *Les Cadres: La formation d'un groupe social*, Paris, Les Editions de Minuit, 1982, p 51-52.

sont pas totalement perméables aux discours de leurs leaders et interprètent une réalité sociale à partir de leur expérience, de leur histoire et de leur contexte local. Ainsi, c'est aussi dans les pratiques les plus quotidiennes que l'on peut observer la construction de ces causes, notamment à travers les évolutions locales que ces relations internationales engendrent. Les discours sont ainsi une des composantes de la mise en mots des revendications.

Interagir avec d'autres acteurs : observer les interactions

Les paysans colombiens ont besoin d'une aide internationale, que celle-ci soit financière, logistique ou encore politique (notamment pour être reconnus comme légitimes ou être visibles), pour continuer à se mobiliser. Or, ces interactions répétées avec la solidarité internationale ont des effets sur les revendications. Pour comprendre ce qui se passe au cours de ces échanges, il s'agit d'identifier ces moments de rencontres. On remarque qu'il ne s'agit que très rarement d'une rencontre entre des paysans démunis d'un côté et des acteurs internationaux de l'autre.

On peut identifier trois scénarii de rencontres physiques entre ces acteurs. La première configuration est celle de la venue d'un acteur international sur le terrain, directement dans les villages, afin de constater une situation ou mettre en œuvre un projet. Deuxièmement, l'action inverse est celle du déplacement d'acteurs locaux qui rendent visite à l'étranger à diverses ONG et organisations internationales pour les sensibiliser à leurs situations et obtenir des soutiens divers. Troisièmement, il existe aussi, entre ces deux types de rencontres, des échanges qui se concrétisent à Bogotá. Les leaders paysans s'y rendent pour rencontrer les responsables des ONG et OI qui possèdent des bureaux nationaux dans la capitale colombienne. Enfin, au-delà de ces rencontres physiques, il faut ajouter des interactions non physiques mais qui induisent également des échanges, perceptibles à travers les courriers que s'envoient mutuellement les acteurs, à travers les transferts de technologies, d'informations, de matériels, ou les communiqués où les acteurs internationaux apportent ouvertement leur « solidarité » aux acteurs locaux.

Il ne s'agit ainsi pas d'une rencontre entre « deux mondes », celui des villages reculés des campagnes colombiennes et celui des bureaux des ONGI qui mettent en place des stratégies de développement. Pour réaliser ces rencontres physiques ou non,

plusieurs acteurs réalisent l'interface entre ces milieux si différents. En effet, au sein de l'Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra, nous avons très vite remarqué que certains leaders sont responsables des « relations internationales » et qu'ils disposent de compétences particulières qui leur permettent plus facilement de se faire comprendre et de comprendre le discours des ONGI et des OI. Les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et Curvaradó échangent peu de manière directe avec leurs partenaires et soutiens internationaux, mais peuvent compter sur une ONG colombienne de défense des droits de l'Homme, la Commission Interéclesiale de Justice et Paix, un allié au niveau national qui relaie la situation des communautés. On désignera par conséquent ces acteurs comme des intermédiaires, « dont les compétences, les ressources et la légitimité leur permettent de «traduire» (au sens de M. Callon) des connaissances, des savoirs, des registres de légitimité entre des univers organisationnels ou sociaux qui doivent (ou désirent) travailler ensemble mais ne recourent pas aux mêmes registres d'intelligibilité. »¹⁴¹.

L'existence de ces intermédiaires sous-entend que les organisations paysannes se sont adaptées à d'autres types d'interactions, et qu'elles ont développé de nouvelles compétences pour exprimer leurs besoins et pour comprendre leurs interlocuteurs internationaux. L'internationalisation des causes paysannes n'est donc pas sans effet sur les structures organisationnelles locales.

Ces aspects plus « pratiques » de la construction de la solidarité internationale doivent être compris avec les aspects plus cognitifs développés précédemment. En effet, dans ces rencontres, les contraintes de l'action collective côtoient les perceptions que les acteurs ont de leurs causes. Dans la lutte pour le territoire, les paysans échangent ainsi leurs visions du monde, leurs manières de percevoir leur action collective et leurs émotions. Ces dernières prennent racine dans un contexte particulier. Ce contexte est à la fois celui du Magdalena Medio et celui du Chocó, celui d'une fin du conflit armé dans le pays (avec la principale guérilla), et celui d'une remise en cause du modèle néolibéral par d'autres collectifs au niveau international. Tout cela est observable au niveau local et d'un point de vue micro, c'est ce que nous souhaitons démontrer.

Les causes défendues par les organisations paysannes tendent également à politiser

¹⁴¹ NAY Olivier, SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique : médiations et jeux d'institutions » in NAY Olivier, SMITH Andy (dir.), *Le gouvernement du compromis Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, p 47-86, disponible en ligne, consulté le 14 mai 2016, p 1-21, p 14. La notion d'intermédiaire et ce rôle au sein des organisations paysannes seront l'objet du chapitre 6.

les enjeux liés à leurs terres, à leur vie, et à la manière dont les acteurs locaux conçoivent leur métier et leur mode de vie sur leurs territoires. Dans le contexte colombien où les dialogues de paix ont en partie permis d'interroger la situation des campagnes, les paysans tentent de lier les injustices économiques, sociales et foncières, les violations des droits de l'Homme pendant et en marge du conflit armé, ainsi qu'un modèle de développement qui ne leur correspond pas. Or, remettre en cause le système politique et économique colombien – souvent d'une manière qui est considérée comme « radicale » – n'est pas toujours une position reprise par les acteurs internationaux qui tentent, pour certains, d'apaiser les tensions pour (re)construire une société en paix. À différents niveaux de revendication, on observe des jeux de langage et de perceptions, qui amènent les acteurs locaux à gommer la radicalité de leurs propos pour entrer en interaction avec d'autres acteurs. En effet, les organisations paysannes ont mis en place des alternatives locales (avec et sans le soutien international) en dehors des actions de mobilisation collective pour créer de nouveaux liens avec l'État. Les organisations paysannes sont par conséquent investies dans diverses activités politiques ¹⁴² au niveau local et national, mais participent également d'une redéfinition de la politisation des liens de solidarité qu'elles entretiennent.

Par conséquent, il est question de comprendre ces collectifs dans leurs diverses activités de défense de leur territoire. Si certaines situations ne relèvent pas strictement du registre de l'action collective (sous-entendu protestataire et conflictuelle), elles comportent néanmoins une dimension collective et revendicative. Au cours de toutes ces situations, les paysans entendent défendre leur vision du monde et protéger leurs territoires. Cela va plus loin, lorsque décider d'habiter et de vivre dans des zones de conflit est, en soi, une action collective à haut risque¹⁴³. Au cours de ces actions, qui relèvent pour certaines du strict quotidien des acteurs locaux, on peut percevoir des traits d'internationalisation, même auprès d'acteurs qui ne circulent pas. Analyser ces différentes actions nécessite d'articuler une temporalité d'observation courte (celle de l'action collective, celle des rencontres ponctuelles), et une plus étendue pour des actions qui ne sont compréhensibles que sur le plus long terme (les évolutions de discours ou les évolutions organisationnelles).

¹⁴² MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, ... », *Op.cit.* ; LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p 359-372.

¹⁴³ Au cours d'un premier chapitre nous présentons plus précisément ces différentes dimensions de l'action collective locale et l'importance de la dimension territoriale et collective des causes paysannes.

L'idée que des acteurs différents puissent, par divers mécanismes, définir une action commune nous semble ainsi intéressante pour appréhender la solidarité internationale. Celle-ci n'est pas réductible à un accord autour d'une cause, mais met en jeu des acteurs qui évoluent également selon des pratiques particulières. Étudier la construction des solidarités internationales sous-entend donc d'étudier la construction des *causes* (en tant qu'idée qui motivent ces relations), la construction des *relations* (c'est-à-dire les échanges entre acteurs), et ainsi étudier *les pratiques et les résultats* de ces échanges solidaires (comprendre sur le long terme, comment des échanges ponctuels deviennent des solidarités).

Il convient par conséquent de comprendre ce qui se passe dans ces interactions. Comment des acteurs se lient-ils ? Comment se comprennent-ils ? Se comprennent-ils vraiment ? Comment des acteurs si différents, – des acteurs locaux qui raisonnent à partir de leur contexte, et des acteurs internationaux mûs par un désir de solidarité mais aussi par d'autres contingences – parviennent-ils à s'identifier comme « suffisamment similaires » ? Ces réflexions nous amènent à développer notre thèse principale, celle d'une attribution de similarité entre les acteurs locaux et internationaux. Nous pouvons dès lors préciser la problématique et les hypothèses de recherche qui ont guidé notre travail.

L'ATTRIBUTION DE SIMILARITE POUR CONSTRUIRE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La problématique que nous retenons peut être formulée dans les termes suivants : **comment les organisations paysannes colombiennes construisent-elles des relations de solidarité internationale ? Ce questionnement engage une série de questions corolaires.** Comprendre la construction des solidarités suppose de s'interroger sur les *causes* défendues, puis sur *les acteurs* qui se rencontrent, et sur *les relations* qui naissent de ces échanges. Comment les paysans entrent-ils en relation avec des acteurs internationaux qui évoluent dans d'autres contextes ? Comment échangent-ils et parviennent-ils à se faire comprendre et à obtenir des soutiens ?

Alors que les acteurs locaux défendent une cause qui leur est propre, la cause qui justifie l'engagement des acteurs internationaux doit correspondre au diagnostic qu'ils

font de la situation dans le pays. Les acteurs locaux s'expriment depuis leurs territoires, ne partagent pas le même contexte que leurs interlocuteurs et ne perçoivent pas la solidarité de la même manière. La solidarité internationale se construit ainsi par ces interactions entre acteurs très différents et par ces échanges d'idées. Si sur le court terme on peut percevoir ces constructions, c'est également sur le long terme que ces échanges de personnes et d'idées permettent de construire la solidarité internationale.

Nous dressons trois hypothèses qui rendent compte du cheminement de notre raisonnement.

1) Un sens commun difficile à trouver mais construit au fur et à mesure des interactions.

Les acteurs mobilisés évoluent dans des contextes, local et national, particuliers, qui allient répression à l'encontre des leaders sociaux et protections accordées au niveau juridique aux personnes menacées et aux minorités ethniques. En retraçant la dimension historique de ces luttes, on remarque que diverses influences militantes ont permis de construire les collectifs actuels. C'est dans un contexte d'urgence que les acteurs locaux vont rechercher une solidarité internationale.

Dans cette succession d'interactions, nous recensons de nombreux décalages, des mauvaises compréhensions, voire des malentendus entre ce que les acteurs locaux attendent et ce que les acteurs internationaux ont compris de leur situation. Ces échanges sont également marqués par les difficultés financières et matérielles des paysans, par des décalages culturels et linguistiques, et une certaine reproduction des rapports de domination Nord-Sud (notamment dans l'aide d'urgence humanitaire, la distribution de biens matériels, ou encore la mise en œuvre de projets de développement sans consultation des populations). Les causes construites autour de ces liens de solidarités sont fragmentées (il est difficile d'identifier un enjeu commun entre les acteurs internationaux) et contextuelles (elles dépendent des acteurs qui se rencontrent et des conjonctures tant nationales qu'internationales). Mais même dans l'urgence, les acteurs locaux ont besoin de faire comprendre leur vécu, et par conséquent de faire entrer la parole et les pratiques des acteurs internationaux dans leur univers de perceptibilité.

2) Les acteurs sociaux se sont adaptés à leurs interlocuteurs pour construire des solidarités qui leur correspondent davantage

Nous postulons que ces liens de solidarité ont eu des effets durables sur les collectifs organisés et que la solidarité est également le produit des adaptations des acteurs locaux aux interactions avec les acteurs internationaux. Mieux formés, mieux préparés, moins localisés dans leurs perceptions, ils sont plus à même de négocier la solidarité et de mettre en avant leurs revendications.

On observe que les organisations paysannes ont évolué, au niveau de leurs structures organisationnelles, en renouvelant en partie les leaders ou en intégrant de nouveaux membres, et au niveau de leurs discours puisqu'elles ont intégré de nombreuses dimensions de la lutte pour les droits de l'Homme sans pour autant perdre de vue leurs revendications agraires. Des jeux de traduction, d'appropriation et de réappropriation sont observables entre causes locales et causes internationales.

Ces échanges découlent d'un processus *d'attribution de similarité*, au cours duquel des acteurs s'accordent sur un sens commun autour d'une action, que celle-ci soit celle d'une lutte collective (pour les acteurs locaux) ou bien celle d'un projet (pour les acteurs internationaux). Pour Doug McAdam et Sidney Tarrow, le processus d'attribution de similarité (*attribution of similarity*) permet à des acteurs locaux, auparavant sans relations, d'entrer en contact et de mener des actions conjointes à partir du moment où ils se considèrent comme « suffisamment similaires »¹⁴⁴. Nous reprenons ce terme pour l'utiliser dans une autre situation, celle de rencontres entre des acteurs de la solidarité internationale et des acteurs locaux.

Au fur et à mesure des rencontres et de la construction des projets de solidarité, les acteurs locaux appréhendent différemment leurs interlocuteurs internationaux et vice-versa. La situation d'urgence « chronique » permet malgré tout de stabiliser et de routiniser certaines relations de solidarité et de repenser les origines des injustices. On remarque que certains leaders et intermédiaires sont essentiels car ils maîtrisent différents espaces, et peuvent réunir des acteurs qui *a priori* ne partagent pas les mêmes visions du monde. Par conséquent, la relation de solidarité est en soi un objet de

¹⁴⁴ MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in... », *Op.cit.* p 127. Les auteurs parlent des relations entre deux groupes locaux qui évoluent dans des contextes nationaux distincts.

négociation et d'ajustement¹⁴⁵, qui met en scène plusieurs acteurs. Les organisations paysannes ont besoin de visibilité, de légitimité, et de ressources politiques et financières pour continuer leurs luttes, mais elles ont également à cœur de sensibiliser sur la cause de leurs injustices.

3) Une solidarité internationale qui permet aux paysans de construire des alternatives locales et de peser au niveau national.

Comment définir cette solidarité faite de rencontres ponctuelles entre acteurs qui s'accordent sur un projet, une cause, un soutien, etc. ? Notre dernière hypothèse est que cette solidarité, co-construite avec le temps, permet aujourd'hui aux organisations paysannes d'affirmer leurs revendications sur la scène nationale colombienne.

La récente dynamique des mobilisations paysannes en Colombie - à la fois dans la construction d'alternatives locales et dans l'organisation d'un mouvement d'ampleur nationale et plus politique- permet d'appréhender de nouvelles solidarités internationales. Si le contexte des dialogues de paix est également pour beaucoup dans ces évolutions, ce n'est qu'en comprenant les mobilisations à travers leur histoire, et en intégrant le rôle des solidarités internationales, que l'on comprend comment les paysans cherchent aujourd'hui à peser sur la politique interne de leur pays.

La solidarité internationale représente de nouveaux enjeux pour les paysans : pouvoir politiser davantage ces soutiens étrangers et maintenir un certain pragmatisme pour garantir ces soutiens. Ainsi, au cours de ces rencontres, il est autant question de rapports de force qui reproduisent parfois des schémas de domination Nord-Sud, que d'échanges d'idées entre des acteurs soucieux de se comprendre et de constituer des alliances qui permettent aux acteurs locaux de poursuivre leurs luttes.

Au cours de ce travail, nous défendrons ainsi la thèse d'une attribution de similarité entre des acteurs locaux et leurs partenaires internationaux pour construire des liens de solidarité.

¹⁴⁵ Howard Becker montre par exemple que la production artistique n'est pas le résultat d'une œuvre de l'artiste, mais plutôt le résultat de nombreux acteurs qui sont intervenus dans le processus de construction de cette œuvre. La production artistique est alors le résultat des ressources diverses des acteurs qui cherchent à définir l'œuvre. Ces influences ne sont pas toujours objectivées dans ce sens, mais sont le résultat d'arrangements informels répétés et de l'émergence selon Becker de professionnels du monde de l'art. BECKER Howard, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1992.

Nous considérons que cette solidarité internationale est le produit d'interactions ponctuelles, fragmentées et pragmatiques au cours desquelles s'échangent des contraintes d'action et des idéaux divers. Par conséquent, ces relations de solidarité sont aussi des compromis entre ce que les acteurs souhaitent au regard de leurs luttes et de leur compréhension des enjeux, et ce qu'ils peuvent obtenir dans ce que permettent ces relations à un moment donné. Ce n'est qu'à travers une dynamique multi-scalaire que l'on peut percevoir la construction des solidarités et éviter l'écueil d'une solidarité idéalisée ou stratégique. En effet, il ne s'agit ni d'un transfert d'une cause internationale au niveau local, ni d'une cause locale portée au niveau international. La solidarité internationale telle qu'elle s'est construite ne permet pas d'identifier des causes communes et ne mène pas non plus à une internationalisation de la question paysanne colombienne. Cette construction est un processus qui n'est jamais totalement défini et figé et qui évolue au gré des acteurs et des rencontres.

Cette thèse nous mène également à considérer la solidarité internationale comme un moyen de lutte, comme un répertoire d'action collective locale qui permet à des collectifs d'affirmer leur légitimité au niveau national. Si le contexte de répression a en partie poussé les organisations à se former puis à construire des liens avec le niveau international, c'est le processus d'extériorisation en tant que tel qui a permis aux organisations de se définir, de s'interroger sur leurs valeurs et leurs revendications. Ces changements cognitifs et organisationnels ont permis aux organisations paysannes de continuer à exister en tant qu'acteurs mobilisés.

Si l'objectif premier des paysans colombiens était d'obtenir une protection et une visibilité de leur situation, ces buts ont également évolué, la solidarité internationale leur permet aujourd'hui de peser au niveau national. Dans cette dialectique de la construction des solidarités, la défense du territoire est autant le produit de ces échanges que la raison d'être de ces solidarités internationales.

COMPARER ET ENQUETER AU PLUS PRES DES ACTEURS LOCAUX

Parce que ce travail de recherche s'est construit avec l'ambition de comprendre la manière dont les acteurs perçoivent leurs luttes et avec celle de saisir les interactions entre acteurs, il nous fallait parvenir à articuler une méthode qualitative qui nous donne les moyens de connaître nos enquêtés, d'échanger avec eux et d'observer leur quotidien. Notre démarche comparative s'est ainsi déroulée en plusieurs étapes : des recherches préliminaires pour connaître les contextes de nos enquêtés, la réalisation de plusieurs entretiens avec différents membres des organisations paysannes puis une immersion progressive au sein de ces deux collectifs.

Notre corpus empirique se compose ainsi de soixante-trois entretiens principaux (et quinze entretiens secondaires) et de plusieurs mois d'observations participantes réparties en trois phases de terrain¹⁴⁶. Nous avons ainsi passé un an et demi en Colombie au cours de cette thèse, dont cinq mois plus spécifiquement dans les campagnes colombiennes. À ces terrains principaux, il faut ajouter les visites des leaders paysans en France, que nous avons pu accompagner en février 2014 pour l'ACVC et en février 2015 pour les communautés afro-descendantes.

Pour présenter notre méthode et notre processus d'enquête, nous expliciterons tout d'abord notre démarche comparative en présentant les deux organisations paysannes qui constituent le cœur de cette enquête. Puis, nous reviendrons sur les différentes étapes de l'enquête de terrain, en abordant les difficultés d'accès à un terrain « miné », les apprentissages auxquels ont prêté les entretiens puis les apports de l'immersion progressive au sein des organisations paysannes. Nous nous interrogerons sur le rôle du chercheur étranger dans la récolte de données concernant la solidarité internationale, et considérerons ainsi les apports de la réflexivité pour notre objet de recherche. Enfin, nous détaillerons nos choix concernant le traitement des données et le respect de l'anonymat des enquêtés.

¹⁴⁶ Les annexes n°1 et 2 détaillent les entretiens réalisés et les observations participantes. Certains matériaux iconographiques récoltés au cours du terrain sont également présentés (annexes 13 à 19).

LE CHOIX D'UNE COMPARAISON ENTRE DEUX ORGANISATIONS PAYSANNES COLOMBIENNES

Au cours de nos premiers pas dans la recherche, nous avons mené une comparaison entre deux organisations, les FARC colombiennes et le MST (Mouvement des Sans Terre) du Brésil. Cette comparaison singulière – entre un organisation désignée comme « terroriste » et un mouvement paysan proche des réseaux altermondialistes – nous a permis de mettre en avant le rôle des répertoires d'action dans les trajectoires internationales de ces deux organisations¹⁴⁷. Au moment de poursuivre nos recherches en Colombie, cette démarche comparative qui s'était révélée très heuristique, nous semblait également un outil pour pouvoir contrebalancer nos résultats dans un contexte emprunt d'une forte polarisation politique des questions agraires.

Notre choix s'était porté sur l'ACVC, l'association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra, en raison de sa visibilité sur la scène nationale dans les débats sur les zones de réserve paysanne. En cherchant une autre organisation pour établir cette comparaison, nous souhaitions maintenir un certain degré de similitude et trouver un ou des éléments en apparence différenciés afin de commencer notre travail. Une organisation de femmes paysannes d'ampleur nationale a d'abord retenu notre attention. Deux de ses caractéristiques, le profil des militantes et l'échelle de mobilisation, pouvaient en effet mener à d'autres formes de construction des solidarités internationales. Cependant, les aléas du terrain, que nous détaillerons plus loin, nous ont menée vers le cas des communautés afro-descendantes du Chocó. La dimension afro-descendante, en tant que caractéristique identitaire, culturelle et juridique, pouvait fournir une amorce de réflexion, notamment pour percevoir la manière dont l'identité est mobilisée dans les discours de ces populations. Nous voulions ainsi savoir si l'afro-descendance influe ou non sur les représentations des solidarités internationales et sur le rapport avec ces acteurs ou si, au contraire, il était possible d'identifier des processus similaires entre les paysans métis de l'ACVC et les paysans afro-descendants de Jiguamiandó et de Curvaradó. Si au terme de ce travail cette question présente un intérêt moindre dans nos développements, elle a permis de formuler explicitement la comparaison.

¹⁴⁷ ALLAIN Mathilde, *Trajectoires internationales des mouvements agraires : étude de cas comparée entre le MST brésilien et les FARC colombiennes*, Mémoire de Master 2, sous la direction d'Antoine Roger, Sciences Po Bordeaux, Juin 2012.

Comparer des processus

Tout au long de ce travail, la comparaison n'a pas seulement permis d'étudier deux situations. Nous avons également adopté une posture plus épistémologique de mise en dialogue entre nos différents matériaux¹⁴⁸. Nous avons tenu cette comparaison tout au long de notre réflexion. Notre recherche a évolué de la même manière pour nos deux cas d'étude, à savoir un premier terrain d'approche, un deuxième consacré aux entretiens et un troisième dédié à une immersion plus rapprochée. À chacune de ces étapes, nous avons réalisé un terrain dans les deux organisations. Ainsi, à une comparaison entre deux organisations paysannes, entre l'expérience du Magdalena Medio et celle du Chocó, se sont ajoutées une comparaison des données recueillies et une comparaison entre les entretiens et les observations participantes. Nous avons comparé les discours et les positions à l'intérieur de ces collectifs et les manières d'appréhender le niveau international et la solidarité.

Comparer comporte une exigence double : celle de penser la singularité des cas, et celle de pouvoir généraliser¹⁴⁹. Nous nous sommes attachée à décrire et à contextualiser chacun de nos cas pour saisir les éléments comparables et envisager de plus larges généralisations à partir de ce travail. Par conséquent, si nos analyses ont été réalisées à partir de contextes particuliers et d'un processus de collecte des données également singulier, les processus identifiés et notre raisonnement sont généralisables. Nous n'avons pas cherché à comparer les afro-colombiens et les paysans de l'ACVC (une posture qui reviendrait à évaluer à partir de jugements de valeur qui n'ont pas lieu d'être) mais à mettre en parallèle les *processus* qui amènent des acteurs locaux à articuler leurs revendications et à entrer en relation avec des acteurs de la solidarité internationale. Il s'agit de comprendre comment les paysans colombiens entretiennent des relations avec ces acteurs internationaux et construisent ces liens. C'est par la

¹⁴⁸ DE VERDALLE Laure, VIGOUR Cécile, LE BIANIC Thomas, « S'inscrire dans une démarche comparative. Enjeux et controverses », *Terrains & travaux*, n° 21, 2012, p 5-21. Les auteurs présentent ainsi deux postures vis-à-vis de la comparaison, la confrontation de cas différents et « une posture plus directement épistémologique, selon laquelle la comparaison se trouverait au fondement même du raisonnement en sciences sociales, qui consiste à mettre en regard les uns des autres des matériaux, sources ou objets apparentés ». (p 7). Emile Durkheim considérerait également la méthode comparative comme la base de la sociologie. DURKHEIM Émile, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1986. Sur la comparaison on peut également mentionner les travaux suivants : SARTORI Giovanni, « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol 1, n° 1, 1994, p 19-36 ; VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005.

¹⁴⁹ BEAL Vincent, « Résoudre les tensions entre généralisation et singularité par l'écriture comparative ? », *Revue internationale de politique comparée*, vol 19, 2012, p 39-59.

confrontation de points communs saillants et par l'identification de variations dans les manières de construire ces relations que l'on peut généraliser à partir de notre étude¹⁵⁰.

La comparaison nous a permis d'apporter des réponses originales dans la mesure où un cas peut faire apparaître des éléments que nous n'avions pas perçus dans l'autre et permet de renforcer nos arguments. Une monographie sur une organisation paysanne n'aurait pas permis de déplacer ainsi notre regard. On remarque ainsi que face à un contexte relativement similaire, les acteurs sociaux ne mobilisent pas les mêmes ressources et qu'ils ne cherchent pas non plus à agir et à se positionner de la même manière par rapport à leurs interlocuteurs. Les relations avec des acteurs de la solidarité internationale ne représentent par conséquent pas les mêmes enjeux. Alors que les communautés afro-descendantes recherchent des soutiens capables de dénoncer rapidement les violations des droits de l'Homme et d'agir pour modifier les rapports de force sur leurs territoires, les paysans de l'ACVC conçoivent la relation de solidarité comme un terrain pour tester leurs arguments et pour valoriser leurs savoirs sur le développement au sein de leurs territoires. Ainsi, penser la multiplicité des formes de perception et de défense du territoire, aborder et comparer les registres d'action, et par conséquent les visions de la solidarité et les manières de se lier à des acteurs, permet par la suite de généraliser sur la construction des causes paysannes en Colombie.

En terme d'écriture¹⁵¹, nous avons cherché à maintenir cet équilibre entre les deux organisations, mais seulement lorsque cela faisait sens pour notre argumentation. De plus, si nous avons parfois consacré quelques pages à détailler un cas sans mentionner l'autre, il faut voir, dans l'identification même de ces singularités, le travail de la comparaison. Nous présenterons à présent les principaux points communs entre les deux organisations puis nous identifierons les différences qui ont également stimulé notre réflexion.

¹⁵⁰ Les comparatistes qui privilégient une démarche qualitative et l'étude approfondie de quelques cas doivent faire face dans leurs travaux à deux types de critiques, celle des positivistes qui considèrent qu'il faut de nombreux cas pour pouvoir analyser des mécanismes causaux, l'étude de cas est selon eux peu scientifique ; et celle des chercheurs attachés à l'incommensurabilité des cas qui considèrent qu'en raison de sa singularité, un cas particulier ne peut être comparé. STEINMETZ George, « Odious comparisons : incommensurability, the case study and "small N's" in sociology », *Sociological Theory*, vol 22, 2004, p 371-400.

¹⁵¹ COURTIN Émilie et al., « Démêler les fils du récit comparatif », *Revue internationale de politique comparée*, vol 19, 2012, p 7-17.

Des points communs saillants

De nombreux points communs offrent une base de comparaison intéressante entre les deux organisations paysannes. Tout d'abord, au niveau de leur temporalité, celles-ci évoluent de manière simultanée, elles proviennent de régions traversées par des conflits multiples qui ont conditionné en partie les revendications des collectifs. Enfin, tout au long de leurs développements, les deux organisations paysannes ont mis en place des alternatives sur leurs territoires, des expériences qu'elles érigent aujourd'hui au niveau national comme des « références » de lutte mais aussi de pacification.

Des géographies particulières : des zones aux multiples conflits

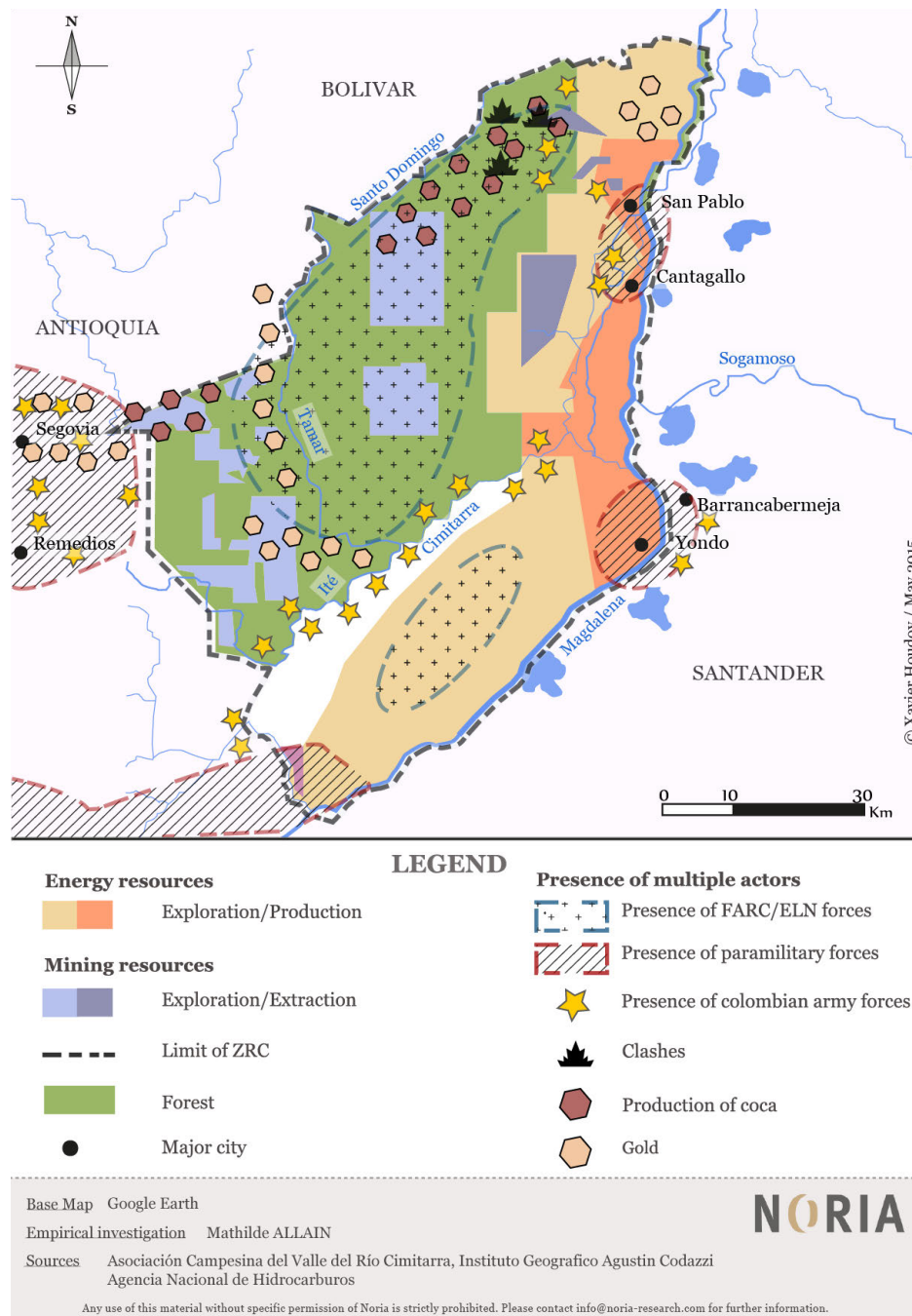
Le Magdalena Medio et le Bas Atrato sont deux régions « imaginées », en ce sens qu'elles n'existent pas administrativement. Le Magdalena Medio est une région frontière qui rassemble plusieurs départements dont le Santander, l'Antioquia et le Bolivar. L'ACVC est présente dans quatre « municipes » (qui serait l'équivalent des circonscriptions) que sont Yondo et Remedios (Antioquia), San Pablo (Bolivar) et Cantagallo (Santander). La ville de Barrancabermeja, sur le fleuve Magdalena, est un centre économique important qui s'est développé autour de l'exploitation pétrolière. L'exploitation minière, notamment de l'or, et des cultures de coca constituent également d'autres ressources centrales de la région. Ces richesses en font une zone éminemment conflictuelle, et les guérillas des FARC et de l'ELN y sont historiquement très présentes.

Les paysans du Cimitarra, le fleuve qui donne son nom à l'association paysanne, sont pour la majorité des colons, des paysans sans terre qui ont émigré vers d'autres zones rurales du pays, en raison des violences et à la recherche de terres vierges. Arrivés entre 1960 et 1980 dans cette région, ils s'y sont établis, en défrichant des portions de forêts, pour s'installer sur ces terres sans titres, les *Baldios de la Nación* (terres qui appartiennent à l'État). Ils ont ainsi construit des routes pour être reliés aux principales villes et ont établi un commerce entre villages de manière plus ou moins autonome. L'exploitation minière, plus récente, est également une activité importante dans la région. Dans cette zone, la restitution des terres pose de nombreuses questions, tout d'abord parce qu'une grande partie de celles-ci sont des *Baldios de la Nación*, et qu'une autre partie est une réserve forestière selon la loi n°2 de 1959 ; les habitants qui y vivent ne peuvent prétendre à des titres de propriété. La zone de réserve paysanne (ZRC), qui

est une forme d'aménagement du territoire prévue par la loi 160 de 1994¹⁵², est envisagée comme une des solutions pour restituer les terres et protéger ces espaces des exploitations minières et pétrolières - de nombreuses concessions d'exploration et d'exploitation ayant été accordées ces dernières années. Cependant, la ZRC reconnue légalement ne couvre pas l'entièreté de la zone d'action de l'ACVC (et donc de la ZRC revendiquée par l'association), notamment parce qu'une portion du territoire est une zone forestière.

¹⁵² Voir l'annexe n° 11.

Carte n°2¹⁵³. Acteurs et processus dans la compétition pour le territoire dans la zone de réserve paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra.



Sources : Réalisation de Xavier Houdoy pour Noria Research en 2015, sur la base de nos études empiriques ainsi que des données fournies par l'ACVC, l'Institut géographique Agustín Codazzi et l'Agence nationale d'hydrocarbures.

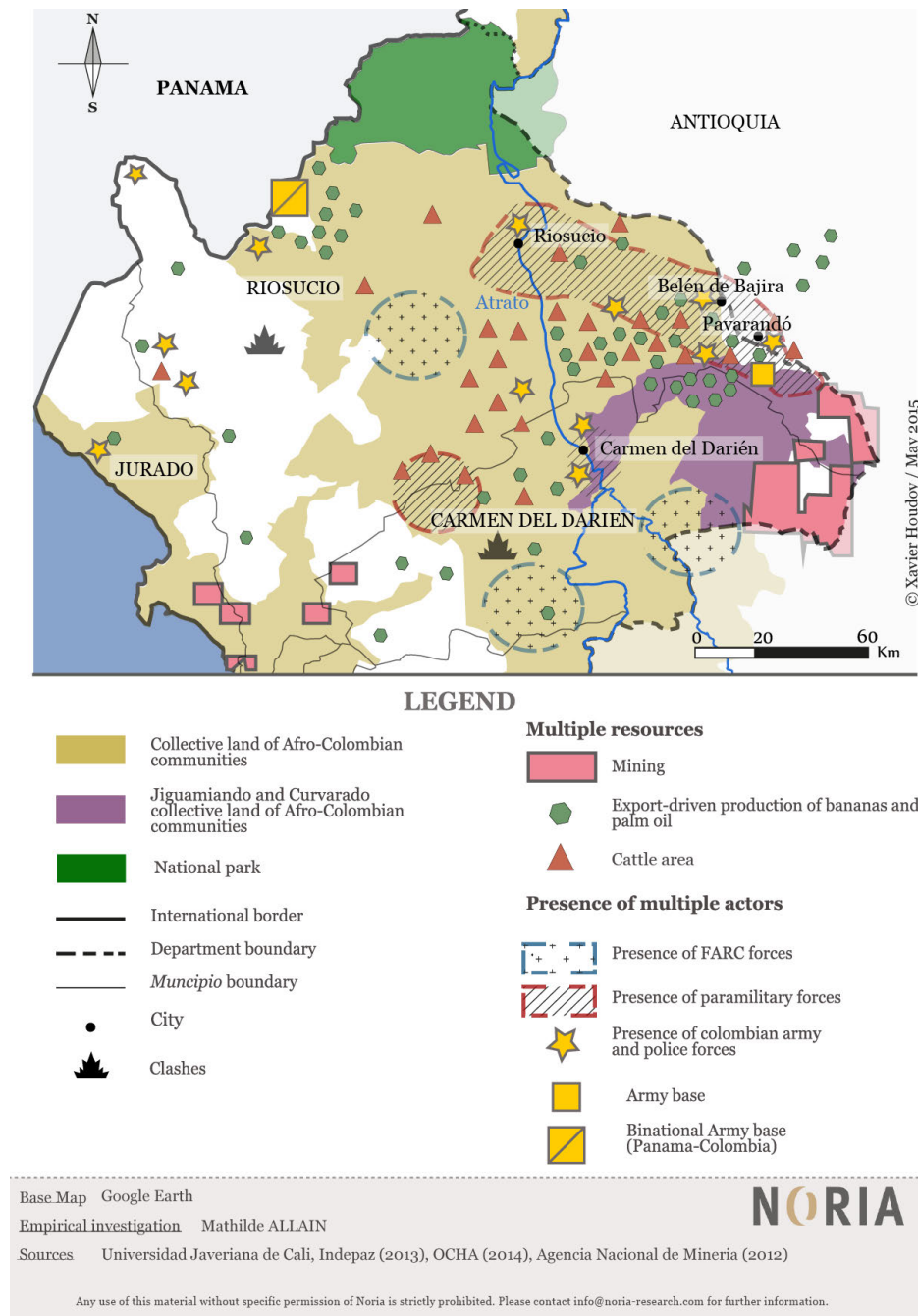
¹⁵³ Carte réalisée pour Noria Research. ALLAIN Mathilde, « Accaparements des terres et dialogues de paix en Colombie », *Noria Research*, Juin 2015. Disponible en ligne consulté le 24 Août 2016 URL : <http://www.noria-research.com/accaparement-foncier-et-negociations-de-paix-en-colombie/>

Historiquement marginalisée du reste du pays, la région du Bas Atrato, qui correspond à la partie Nord du fleuve Atrato, est quant à elle pensée en termes de bassins. Les bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó appartiennent aux circonscriptions de Carmen Del Darien et de Riosucio dans le département du Chocó. Situé sur la côte pacifique, celui-ci est un des plus pauvres de Colombie. Cependant, cette région est riche en terres fertiles et possède l'une des biodiversités les plus importantes du pays avec de nombreuses forêts tropicales. Tout comme le Magdalena Medio, c'est une région de colonisation agricole qui a connu plusieurs vagues d'arrivée de paysans métis, déplacés d'autres régions et qui se sont installés au sein des communautés afro-descendantes entre 1960 et 1980. En 1993, la loi 70 reconnaît des titres collectifs aux populations afro-descendantes qui vivent sur ces territoires, à la suite de la reconnaissance de ces droits dans la constitution de 1991. La délimitation de ces territoires doit procéder d'une demande de titre collectif des populations qui, au nom d'une identité partagée (souvent autour d'un bassin, les « cuencas »), souhaitent être reconnues comme des communautés afro-descendantes. Celles-ci, réunies en conseils communautaires mineurs, doivent ensuite désigner des représentants légaux pour former un conseil majeur du bassin. La titularisation de ces terres s'est effectuée au cours des années 1990 - non sans difficulté puisque se superposent plusieurs titres individuels et parfois même des réserves paysannes - mais les processus de représentation (l'élection des représentants légaux) ne sont toujours pas terminés. Le bassin de Jiguamiandó dispose d'une représentation légale avec un conseil communautaire reconnu, tandis que le Curvaradó n'a toujours pas de représentant¹⁵⁴. En effet, les années 1990 correspondent également à une recrudescence des violences, qui forcent les populations à fuir massivement. Ces territoires sont alors presque vides quand de nombreuses entreprises nationales et multinationales s'y installent et mettent en œuvre des projets agricoles de grandes envergures tels que la production de palme africaine à grande échelle, la production de banane et de bananes plantains, et l'élevage intensif. Le processus de restitution des terres aux communautés est par conséquent éminemment complexe. Les entreprises ont proposé à plusieurs reprises des « alliances stratégiques » avec les paysans de la région, qui travailleraient alors dans leurs exploitations et recevraient en échange la garantie d'un débouché commercial. Mais une partie des habitants s'y oppose

¹⁵⁴ Sur ce sujet, qui sera repris tout au long de ce travail, nous renvoyons le lecteur en annexe n° 12 dans laquelle est exposée la chronologie de ce conflit politique et juridique complexe.

et cette pression foncière s'accompagne d'une pression armée de la part des milices privées, paramilitaires et bandes criminelles qui veulent empêcher le retour des populations sur leurs terres.

Carte n°3¹⁵⁵. Acteurs et processus dans la compétition pour le territoire dans le Bas Atrato.



Sources : Réalisation de Xavier Houdoy pour Noria Research en 2015, sur la base de nos études empiriques ainsi que de l'étude de l'Université Javeriana de Cali (à partir des sources de l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz 2013), le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA 2014) et l'Agence nationale des mines (ANM 2012)).

¹⁵⁵ Carte réalisée pour Noria Research. ALLAIN Mathilde, « Accaparements des terres... », *Op.cit.*

Dans ces régions, les populations vivent majoritairement de la terre mais elles pratiquent également la pêche et travaillent dans des mines artisanales de petite échelle. Elles vivent très à l'écart des zones urbaines, dans des petits villages qui n'ont souvent pas d'infrastructures sanitaires, ni de postes médicaux ou d'école. L'imaginaire de ces régions est ainsi très lié aux éléments naturels, et notamment aux rivières qui les délimitent. Comme l'illustrent les deux cartes précédentes (documents n°2 et n°3), ces deux régions sont à la fois caractérisées par des zones rurales difficiles d'accès depuis la capitale et depuis les villes, et par de nombreuses ressources minières, pétrolières, forestières et agricoles de ces territoires. Cette configuration attire différents acteurs armés dans le contexte de conflit larvé. Le Magdalena Medio est une région de passage, un couloir de communication entre le sud et le nord du pays et une zone historique d'affrontements armés. De même, le nord du Chocó, à la frontière avec le Panama, constitue également une zone de présence des différentes guérillas et des paramilitaires. Si les questions d'accès aux services publics et d'infrastructures ainsi que celles de la restitution des terres, du respect des territoires et de l'environnement ne se formulent pas tout à fait de la même manière dans ces deux régions, elles se posent avec la même pertinence.

Deux organisations qui naissent à la fin des années 1990 dans un contexte de violence

C'est dans ce contexte de conflit que naissent les deux organisations paysannes, lorsqu'à la fin des années 1990, les groupes paramilitaires arrivent dans ces régions¹⁵⁶. La prise de contrôle de la ville de Barrancabermeja par les paramilitaires entre 1996 et 2003 est marquée par une répression sanglante à l'encontre des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'Homme, des leaders communautaires, etc. En 1996, face à cette situation qui s'aggrave, des milliers de paysans marchent vers Barrancabermeja pour alerter les pouvoirs publics sur la situation dans les campagnes, notamment touchées par les fumigations constantes de l'armée sur les cultures vivrières. Les paysans renouvellent cette mobilisation en 1998 et occupent plusieurs parcs de la ville pendant 103 jours pour demander des garanties de sécurité afin de pouvoir retourner

¹⁵⁶ Sur le phénomène paramilitaire en Colombie nous renvoyons aux travaux de Jacobo Grajales. GRAJALES Jacobo, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, coll. Recherches Internationales, 2016.

dans leurs villages, la destitution des militaires engagés dans les violences et une protection contre les persécutions auxquelles se livrent des groupes paramilitaires. À la suite de cette mobilisation, plusieurs leaders engagés au sein de leur conseil d'action communale et au niveau de la région se réunissent pour constituer l'ACVC. L'association naît ainsi d'une mobilisation collective de grande ampleur réunissant des paysans de toute la région et d'un rapprochement avec des mouvements urbains des droits de l'Homme. Ce soulèvement visible cherche avant tout à obtenir une protection vis-à-vis des violences paramilitaires, des bombardements de l'armée et à dénoncer les nombreuses exactions dans les villages.

En 1997 dans le Chocó, l'opération « Genesis », organisée par l'armée et soutenue par les paramilitaires en vue d'attaquer les foyers de guérillas dans la région, est le début d'un cycle de violences qui fait fuir les populations civiles vers les villes voisines. 70% de la population de ces territoires abandonnent leurs terres et leurs habitations. Réfugiés et démunis dans les villes et les villages voisins, de nombreux membres des communautés de Curvaradó et de Jiguamiandó, deux bassins adjacents, envisagent de retourner sur leurs terres. Au début des années 2000, et grâce à l'aide d'une ONG, la Commission Intereclésiale de Justice et Paix, quelques leaders décident de retourner sur leurs terres. Ils y retrouvent alors une partie de la population qui s'auto-définira plus tard comme les « résistants », des hommes et des femmes qui se sont réfugiés dans les forêts. Cependant, la présence des paramilitaires ne leur permet pas de retourner dans leurs villages. Avec l'aide de l'ONG, les habitants décident malgré tout de retourner sur leurs territoires en érigeant des barrières autour des habitations. Ils placent des bannières annonçant la présence de populations civiles et désignent par la suite ces espaces comme étant des « zones humanitaires ». Ils utilisent ainsi le droit international humanitaire pour revendiquer leur droit à rester sur leur territoire et à se maintenir en dehors des conflits. Plusieurs zones humanitaires sont créées dans le Jiguamiandó et le Curvaradó. Les zones humanitaires émergent ainsi dans un contexte de déplacement forcé de populations qui tentent de survivre et de revendiquer leurs droits en rendant visible leur situation.

Ces deux situations d'urgence, l'exode des paysans de l'ACVC au centre de Barrancabermeja ainsi que le déplacement massif des communautés afro-descendantes puis leur retour, suscitent de vives réactions aux niveaux national et international. La protection des droits de l'Homme est alors un impératif à la fois revendiqué par des

populations qui recherchent une protection et mis en exergue par les soutiens internationaux (ONG humanitaires et d'accompagnement des personnes menacées tout particulièrement) et par les nombreuses ONG nationales de défense des droits de l'Homme.

Des cas « emblématiques » dans le contexte colombien : des paysans sans terre et des victimes

Victimes de déplacement et paysans marginalisés, ces populations qui refusent de partir de leurs territoires constituent des « cas emblématiques » dans le contexte colombien.

Dans le contexte colombien de transition, ces deux cas posent à la fois la question de la restitution des terres à des populations sans terre et des minorités afro-descendantes dépossédées, et celle des réparations pour les victimes du conflit. Leurs revendications ne s'arrêtent cependant pas à cela, puisque ces paysans remettent en question le développement économique et agricole dans leurs régions. Les communautés afro-descendantes ont continué leur mobilisation, en mettant en place des zones de biodiversité dans lesquelles elles souhaitent protéger ces portions de territoire et mettre en place des manières de cultiver plus respectueuses de l'environnement. Face aux dégâts environnementaux constatés à la suite de l'arrivée des entreprises sur leurs territoires, elles plaident également pour d'autres manières de se lier à ce territoire. D'un autre côté, l'ACVC entend faire de sa zone de réserve paysanne un espace de protection et de construction d'alternatives, et y développe d'autres manières de cultiver et de vendre ses produits agricoles.

On remarque également que dans les deux cas, les paysans utilisent des procédés juridiques rendus possibles par l'État colombien, à savoir la loi sur les réserves paysannes (destinées à protéger l'économie paysanne) et la loi sur les territoires collectifs (qui prévoit que les populations doivent être consultées pour tout projet sur leurs terres).

L'association paysanne de l'ACVC est aujourd'hui le fer de lance d'un mouvement paysan plus large au niveau national et son expérience de résistance locale est un exemple pour d'autres organisations paysannes dans le pays. Le cas des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó a également mobilisé la Cour

constitutionnelle colombienne qui a pris des mesures spécifiques de restitution pour ces bassins, notamment après la condamnation d'un général de l'armée colombienne, responsable de l'opération Genesis qui a provoqué l'un des cas de déplacement massif les plus importants du pays. L'expérience de résistance des communautés est aussi reprise par d'autres communautés, notamment avec le soutien de la Commission Interclésiale de Justice et Paix à l'avant-garde sur les questions de justice aux victimes.

Dans le cadre d'une transition d'une situation de conflit armé à une période de « post-conflit », ces initiatives paysannes sont appelées à jouer un rôle important dans la transition des guérilleros à la vie politique, dans leur réintégration à la société ainsi que dans la prise en charge des victimes et la négociation de futurs dialogues avec la guérilla de l'ELN¹⁵⁷.

Ces points communs constituent une base importante sur laquelle repose notre comparaison. C'est à la fois ce contexte passé, celui de la violation des droits de l'Homme à la fin des années 1990, les questions de restitution des terres aujourd'hui et ces formes de résistance territoriale avec des répercussions au-delà de ces localités, qui rendent cette comparaison pertinente. Ces organisations paysannes sont récentes à l'échelle de l'histoire sociale du pays, mais elles puisent dans des influences diverses. Par conséquent, ce sont aussi les différences entre ces deux processus d'organisation qui permettent de stimuler la réflexion.

Des différences stimulantes pour la réflexion

Ces deux mouvements locaux se traduisent par des formes organisationnelles très diverses. Par conséquent, si les droits de l'Homme ont été déterminants dans les premiers contacts avec la solidarité internationale, ces liens diffèrent grandement au fur et à mesure que se développent ces luttes locales.

¹⁵⁷ Les plateformes de rassemblement, ANZORC, l'association nationale de Zone de réserve paysanne (au sein de laquelle l'ACVC est prégnante), ainsi que CONPAZ, un rassemblement de « communautés qui construisent la paix depuis les territoires » et auquel appartiennent les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó sont reconnues par les institutions comme des ponts nécessaires à la transition. Situées dans des zones de conflit, elles jouent nécessairement un rôle dans la promotion de la paix dans ces zones rurales, dans l'accompagnement des victimes, dans la facilitation de la démobilisation et réintégration des guérillas. Remedios est par exemple un des municipes choisis pour faciliter la démobilisation via l'instauration de « village de transition ».

Tous paysans ?

La dimension identitaire a constitué l'un des points de départ de cette comparaison et est un des éléments qui permet de mettre en miroir les deux processus de construction des solidarités internationales. Cette différence nous a amenée à penser les représentations des identités au niveau local et celles mises en valeur au niveau international. De plus, le cadre légal diffère également au niveau national, alors que les communautés afro-descendantes ont des territoires collectifs, les paysans « métis » (ni afro-descendants, ni indiens) n'ont pas de droits spécifiques reconnus par la Constitution colombienne. Dans ces conflits territoriaux, où les catégories juridiques sont importantes, les représentations identitaires et culturelles jouent également un rôle. Cette identité n'est pas pour autant le cœur de cette comparaison : nous nous concentrons plutôt sur la formulation de ces « images sociales », les jeux autour de ces « appartenances »¹⁵⁸, les perceptions de ces cultures et la manière dont elles interagissent avec des acteurs internationaux.

Nous faisons par conséquent le choix de mobiliser la désignation « paysan » tout au long de ce travail. La notion de paysan est en elle-même problématique et revêt plusieurs sens selon les contextes et selon les utilisations¹⁵⁹. Consciente de ce caractère controversé et mouvant, nous avons fait le choix de parler de paysan et d'organisation paysanne dans un sens plus large, en nous référant non pas à des identités mais plutôt aux activités qu'exercent ces acteurs à savoir le travail de la terre et la commercialisation des produits agricoles.

En Colombie, comme dans d'autres contextes, l'usage des catégories « paysan », « agriculteur », « travailleur agricole » ou encore afro-descendant¹⁶⁰ n'est pas neutre. Ces termes font écho à des imaginaires collectifs, à des cadres juridiques et à des

¹⁵⁸ Nous faisons ici écho aux concepts discutés par Martina Avanza et Gilles Laferté. AVANZA Martina, LAFERTE Gilles, « Dépasser la “construction des identités” ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 2005, p 134-152.

¹⁵⁹ Un article consacré aux évolutions de la revue *Journal of Peasant Studies* et à la création de *Journal of Agrarian Change* aborde les différents conflits dans les définitions. BERNSTEIN Henry, BYRES Terence, « From Peasant Studies to Agrarian change », *Journal of Agrarian Change* vol 1, n°1, 2001, p 1-56. Edouard Morena revient également sur l'héritage marxiste ainsi que sur la pertinence du terme de paysannerie. MORENA Edouard, « Bien plus qu'un sac de pommes de terre : l'apport des marxistes anglo-saxons à l'analyse de la paysannerie contemporaine », in RAOUF SAIDI Mohammed, STREITH Michel (dir.), *Petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée. Questions de méthodes (I)*, Paris, Publisud, 2010, p 251-273.

¹⁶⁰ Nous rappelons cependant que l'identité afro-descendante n'est en soi pas liée à la terre. Il existe une grande partie de la population afro-descendante dans les villes aujourd'hui et la revendication afro-descendante a en partie été menée par des militants afro-descendant urbains.

positionnements politiques. Le terme de paysan, longtemps assimilé à une certaine forme d'archaïsme dans le pays, est aujourd'hui mis en avant par le mouvement paysan colombien et utilisé comme un équivalent de « populaire » – une identification sociale capable de rallier au-delà du monde rural – pour marquer une opposition à une agriculture intensive. De même, l'identité afro-descendante, peu mobilisée dans le passé, est davantage valorisée depuis sa reconnaissance dans la Constitution et depuis le travail de réappropriation de certains aspects culturels par des collectifs militants. Si ces communautés rurales, qu'elles soient paysannes, afro-descendantes ou indiennes, se réapproprient des identités locales et rurales liées à des modes de vie particuliers, elles exigent également des services publics et des soutiens pour améliorer leur production agricole. La défense du *territoire*, dont la défense de la paysannerie et de l'afro-descendance n'est qu'un des aspects, met justement en avant l'imbrication des questions économiques, sociales, culturelles et politiques pour ces collectifs.

Pourquoi ces paysans se revendiquent-ils de certaines identités ? Le font-ils de la même manière devant des acteurs internationaux ? Ce sont ces processus de construction collective et de définition de leurs luttes qui nous intéressent ainsi tout particulièrement.

Association et conseils communautaires : des formes organisationnelles très distinctes

Une des différences majeures entre nos deux cas d'étude tient à leur forme organisationnelle. L'ACVC est une association au fonctionnement hiérarchique clair, avec une assemblée générale composée de tous les membres de l'organisation et une direction qui coordonne trois équipes de terrain et plusieurs équipes de travail. 120 conseils d'action communale (les JAC : les *juntas de acción comunal*) sont affiliés à l'association, ce qui représente environ 25 000 familles qui font partie de la zone d'influence de l'ACVC, au sein de la zone de réserve paysanne¹⁶¹.

Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó n'ont pas d'organisation formelle comme l'ACVC mais une existence juridique en tant que communautés afro-descendantes. Aujourd'hui 2125 personnes, soit 515 familles¹⁶² entre les deux bassins de

¹⁶¹ Cela représente 504 259 hectares.

¹⁶² 3000 personnes environ ont été déplacées de cette région, et seulement une partie est retournée sur ces terres. La dernière comptabilisation est celle réalisée par l'ONG internationale PBI (Peace Brigades International).

Curvaradó et de Jiguamiandó¹⁶³, sont retournées sur leurs terres. Ces communautés, constituées en 8 zones humanitaires et une cinquantaine de zones de biodiversité, se reconnaissent comme faisant partie d'un « processus » de résistance qui les unit et les rassemble dans un collectif, même si celui-ci n'a pas de réceptacle organisationnel défini. L'engagement des habitants varie d'une communauté à une autre mais, dans ce contexte, retourner sur ces terres et vouloir y rester est déjà en soi une affirmation d'un droit ; chaque communauté est accompagnée par celles qui sont déjà retournées sur leurs terres¹⁶⁴. Les habitants des premières zones humanitaires ont d'abord créé une association réunissant ces processus de résistance. Puis, au fur et à mesure que les habitants sont retournés sur leurs territoires (sans nécessairement constituer des zones humanitaires), l'association a changé plusieurs fois de nom – témoignant des évolutions et des difficultés d'organisation dans ce contexte – et s'appelle aujourd'hui AFLICOC : l'Association des familles des conseils communautaires de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita y Mancilla et de Vigia Curvaradó. Elle se consacre principalement à la commercialisation de bananes des communautés vers les villes de la région. Par conséquent, lorsque nous parlons d'organisation paysanne, nous faisons référence au processus de résistance collective que mènent principalement les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó, les premières à retourner sur leurs terres, à rendre visible leur situation et à constituer ces zones humanitaires et de biodiversité. Nous avons également réalisé des entretiens et des observations auprès des communautés récemment retournées de Pedeguita y Mancilla et de La Larga Tumarado (des bassins voisins), qui commencent à s'organiser et se lient de différentes manières au processus organisationnel existant.

Le terme d'organisation désignera ainsi l'association paysanne de l'ACVC et le processus des communautés afro-descendantes, deux collectifs qui composent des mouvements sociaux réalisant des actions collectives¹⁶⁵. Ainsi, on parlera plus généralement d'organisation paysanne pour désigner ce que les acteurs appellent des

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, « Curvaradó y Jiguamiandó. El reto sigue vigente : la restitución de las tierras », *Paquete Informativo*, PBI Colombia, 2011.

¹⁶³ Cela représente 100 000 hectares.

¹⁶⁴ D'autres communautés de ces bassins voisins ne sont pas des zones humanitaires et de biodiversité mais certaines sont attachées au « processus », c'est-à-dire qu'elles participent aux réunions, aux assemblées et affirment aussi leurs droits à récupérer leurs terres et à être représentées légalement.

¹⁶⁵ Ces actions collectives sont « orientée[s] par un souci du bien public à promouvoir ou d'un mal public à écarter, et qui se donne des adversaires à combattre, en vue de rendre possibles des processus de participation, de redistribution ou de reconnaissance » CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise t-on ?...*, *Op.cit.*, p 15.

processus collectifs. L'ACVC est constituée juridiquement en tant qu'association mais l'organisation sociale va au-delà des militants inscrits ou répertoriés puisque l'association prétend représenter l'ensemble de la communauté paysanne présente sur ce territoire. De même, les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó ne constituent pas réellement une organisation formellement constituée mais différentes communautés reconnaissent appartenir à ce collectif. Interrogés sur cette question, les leaders parlent de « processus » c'est-à-dire qu'ils perçoivent, au-delà de l'appartenance communautaire, une affiliation à une lutte, une résistance, une volonté de se rassembler et d'obtenir la satisfaction de revendications.

Le terme de « communauté » est un terme utilisé par les enquêtés pour désigner leur collectif. La communauté est à la fois une organisation collective formelle et constituée administrativement mais fait aussi écho à une organisation collective qui suggère un sens commun et un partage. La « communauté paysanne de l'ACVC » fait référence aux différents villages réunis au sein d'une plus grande communauté idéale qu'est l'association. La communauté afro-descendante est un peu plus particulière, puisqu'aux formes traditionnelles d'organisation s'est jointe une reconnaissance juridique. La définition des limites de cette communauté, qu'elle soit paysanne, afro-descendante, délimitée à un village, à un voisinage, ou conçue au rang de communauté nationale, implique des enjeux politiques. Le terme de « communauté » tient par conséquent beaucoup du contexte sociopolitique dans lequel il est utilisé, puis dans lequel il est reçu¹⁶⁶. Nonobstant la polysémie de ce terme, nous tenterons de faire la différence entre les usages que font les groupes sociaux et les usages savants pour pouvoir appréhender les constructions identitaires à l'œuvre et pour identifier les différentes définitions de la communauté selon les acteurs.

Un usage plus générique des termes « organisation » et « paysan » nous permettent ainsi de généraliser notre propos, sans oublier les particularités, notamment organisationnelles, que ces termes sous-entendent.

¹⁶⁶ Pour une réflexion plus large sur l'usage du terme « communauté », ses usages savants et ses diverses interprétations nous renvoyons au dossier « Communautés en pièces : d'Europe, d'Islam et d'ailleurs », *Labyrinthe*, n° 21, 2005 (2), coordonné par AYMES Marc. Cf AYMES Marc, HERSANT Jeanne, MASSICARD Elise, « Mots de là-bas, savoirs d'ici » *Labyrinthe*, n° 21, 2005, p 21-24 ; MASSICARD Elise, « Enjeux de nomination. Les usages savants de la communauté », *Labyrinthe*, n° 21, 2005, p 49-52.

Intermédiation

La différence des formes organisationnelles entraîne également différentes manières d'organiser la lutte sur ces territoires, et par conséquent influe sur la façon dont les paysans se lient à des acteurs internationaux.

L'ACVC organise elle-même ces relations avec différents partenaires. L'association répond à des projets de développement, sollicite divers soutiens, et rencontre directement des acteurs internationaux susceptibles de rendre plus visibles ses revendications. Les communautés afro-descendantes ont recours à un intermédiaire pour les accompagner tant dans leurs procédures juridiques que dans les liens de solidarité internationale. Elles s'appuient en effet sur l'ONG de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix (CIJYP) pour mettre en avant leurs revendications et pour chercher des soutiens extérieurs.

Cette différence est centrale dans tout notre travail et contribue à alimenter notre réflexion sur la construction des solidarités internationales au niveau local.

Notre démarche comparative nous a amenée à investir deux terrains différents et à prendre contact avec des organisations paysannes très différentes. C'est en comparant à la fois nos données, les conditions mêmes des enquêtes effectuées et les perceptions qu'ont les enquêtés de notre présence que nous avons mené ce travail. Après avoir identifié nos deux organisations paysannes en traçant leurs principales différences et similitudes, il nous faut maintenant détailler les étapes de notre recherche ethnographique.

LES ETAPES D'UNE RECHERCHE ETHNOGRAPHIQUE EN TERRAIN MINE

Parler de terrain miné¹⁶⁷ n'est pas seulement une image lorsqu'il s'agit d'enquêter dans des zones rurales colombiennes. Ce terrain « difficile » sous plusieurs aspects nous a menée « à jongler entre impératifs méthodologiques et réalités [du] terrain »¹⁶⁸. Cette réalité du terrain se caractérise par une situation de conflit armé (présence d'acteurs armés illégaux), par des organisations militantes qui demandent un engagement de la part du chercheur¹⁶⁹ et qui « filtrent » les observateurs extérieurs, et enfin par un accès difficile en termes pratiques (plusieurs heures voire des jours de transport, dans des chemins en 4×4 et en pirogues sur les voies fluviales).

Si l'accès aux terrains a constitué une série d'épreuves, celles-ci nous ont permis de comprendre le contexte dans lequel évoluent les acteurs locaux et d'appréhender les divers rôles qu'ils assignent à un chercheur étranger. Il est impossible d'accéder à ces zones rurales sans l'accompagnement des habitants qui y vivent. Chaque terrain induisait par conséquent une étape de négociation sur les manières de faire de la recherche, sur la place et le rôle du chercheur. Ces terrains ont également été conditionnés par des contraintes contextuelles d'ordre climatique et sécuritaire. Certains entretiens et observations résultent de ces aléas¹⁷⁰.

Nous exposerons les conditions de l'enquête en retraçant les étapes de celle-ci, afin d'exposer les situations dans lesquelles la parole a été récoltée et les événements observés. De nombreux enquêtés ont également refusé l'enregistrement ou ont continué l'entretien d'une autre manière après l'enregistrement. Les données récoltées sont également dépendantes des moments de l'enquête. Le premier terrain est une étape de « défrichage » et d'appropriation du contexte, le deuxième terrain a été consacré aux

¹⁶⁷ Nous reprenons ici les termes utilisés dans le dossier d'*Ethnologie française* « Terrains minés en ethnologie ». Les terrains minés font ici référence à des situations de danger physique, de dangers dus à l'implication personnelle sur le terrain, mais aussi à toutes les questions qu'une ethnographie soulève en termes méthodologiques et épistémologiques. ALBERA Dionigri (dir.), « Terrains minés », *Ethnologie française*, vol 31, n° 1, 2001, p 5-13.

¹⁶⁸ BOUMAZA Magali, CAMPANA Aurélie, « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, vol 57, 2007, p. 5-25, p 9.

¹⁶⁹ BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, n° 75, 2009, p 109-124 ; MASSICARD Elise, « Etre pris dans le mouvement. Savoir et engagement sur le terrain », *Cultures & Conflits*, n°47, 2002, p 117-143.

¹⁷⁰ Certains entretiens n'ont pas pu être terminés, soit parce qu'il était impossible de continuer l'enregistrement (souvent en raisons des pluies tropicales) soit parce qu'une situation se présentait et l'enquêté mettait fin à l'entretien.

entretiens et le dernier terrain a évolué vers une immersion au sein des deux collectifs étudiés. Plus que simplement suivre physiquement ces acteurs, nous avons également tenté de percevoir ce que leurs luttes signifient pour eux. Ainsi, « varier l'échelle d'observation » s'est accompagné tant d'un déplacement physique que d'un regard échelonné (en analysant à la fois ce qui s'adressait au local, au national et à l'international) sur des acteurs spatialement fixes. Nous nous sommes donc laissée porter par ces acteurs locaux, plus particulièrement par leurs leaders et par ce qu'ils nous ont permis d'observer. La situation d'enquête en tant que telle et les différentes formes d'instrumentalisation du chercheur constituent un matériel important que nous avons exploité *a posteriori*.

Figure 1. Quelles sources¹⁷¹ pour identifier les liens entre le local et l'international ?

63 entretiens principaux : avec les membres implicites et les différents leaders.
Les observations participantes nous permettent de nous interroger : Quels sont les acteurs internationaux présents, évoqués, revendiqués, etc., et quand se rencontrent-ils ? Qui rencontre qui ? Que se disent-ils ? Quelle est la base des échanges ? Comment se concrétise cette solidarité (projet, soutien politique, plaidoyer, etc.) ?
Les documents internes¹⁷² : journaux internes, comptes rendus de réunion, appel d'offre pour des projets de coopération, registre interne des financements internationaux, etc.
15 entretiens secondaires : avec d'autres organisations paysannes avec des ONG colombiennes de défense des droits de l'Homme avec des partenaires internationaux et notamment les ONG d'accompagnement physique sur le terrain.

Notre corpus empirique est composé de deux sources principales : les entretiens et les observations participantes. Nous avons également complété ce corpus par une courte analyse des documents internes des organisations paysannes (quand ils existent) puis par des entretiens secondaires auprès d'autres organisations paysannes, de membres d'ONG colombiennes et auprès de quelques-uns de leurs partenaires internationaux.

¹⁷¹ De nouveau, nous renvoyons le lecteur aux annexes consacrées au développement plus détaillé des données empiriques (n°1 et n°2).

¹⁷² Les annexes reproduisent quelques-uns de ces documents.

Enquêter dans un contexte sécuritaire tendu

Premiers contacts

C'est en septembre 2012 que nous prenons contact avec l'ACVC et rencontrons César Jérez, lors d'une conférence à Bogotá sur les Zones de réserve paysanne. Bien que très occupé par ses multiples fonctions, César Jérez était très ouvert à notre proposition, et nous incite à le recontacter. Par la suite, en prenant contact avec deux autres espaces militants à Bogotá, l'ANZORC (l'association nationale des zones de réserve paysanne) et le média rural Prensa Rural, ces derniers nous redirigent tous vers César Jérez.

La deuxième organisation paysanne qui suscitait notre attention était l'ANMUCIC, l'Association nationale des femmes paysannes, noires et indiennes de Colombie (Asociación Nacional de Mujeres campesinas, negras e indígenas de Colombia). Ce mouvement paysan, créé dans les années 1980 et exclusivement composé de femmes, cherche à mettre en avant le rôle des femmes dans les luttes paysannes. Ces militantes remettent en cause le fait qu'elles soient toujours reléguées aux rôles classiques de mères et d'épouses, revendiquent le droit de posséder des terres en leur nom propre et cherchent à rendre visible le phénomène des femmes déplacées. Nous avons commencé par rencontrer la vice-présidente de l'organisation, qui nous avait donné rendez-vous dans un immeuble anonyme à Bogotá pour un entretien. Celle-ci nous explique alors la situation de l'organisation début 2013. Après avoir connu une expansion importante dans les années 1990 avec plus de 23 comités départementaux, l'organisation a subi la violence des paramilitaires. Plus de 7000 femmes de cette organisation ont du fuir leurs terres et 35 leaders ont été assassinées, tandis que de nombreuses membres ont été intimidées, violées, persécutées et menacées. En 2000, la direction de l'organisation part en exil et une grande partie des militantes n'est pas rentrée en Colombie. La vice-présidente nous annonce alors que l'organisation souhaite faire une « pause », pour se renforcer en interne et aussi pour se protéger des menaces. En essayant de recontacter l'association, la vice-présidente nous fait comprendre qu'elle ne préfère pas attirer l'attention sur son organisation. Comprenant que notre enquête dérange, nous abandonnons ce terrain. Cette expérience avec l'association ANMUCIC nous fait prendre conscience, s'il était encore nécessaire, que même à Bogotá, l'engagement militant en Colombie comporte des risques élevés.

Soucieuse de conserver l'apport de la comparaison, nous souhaitons trouver une autre organisation paysanne. Nous rencontrons alors plusieurs chercheurs qui travaillent sur le cas de la communauté de San José de Apartadó, une communauté paysanne qui s'est déclarée comme « communauté de paix » à la fin des années 1990. C'est au cours de ces recherches préliminaires, puis de nos rencontres avec des militants d'ONG colombiennes à Bogotá, que le cas des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó, moins documenté et visible que la communauté de paix de San José de Apartadó, attire notre attention. Cependant, ces communautés sont inaccessibles depuis Bogotá, et les ONG colombiennes nous conseillent de prendre contact avec la Commission Interéclesiale de Justice et Paix (CIJYP), une ONG de défense des droits de l'Homme qui accompagne les communautés.

Négocier l'entrée sur le terrain

Dans les deux cas, nous avons présenté notre recherche comme étant celle d'une doctorante française qui souhaite « mieux comprendre les mobilisations des communautés locales ». Dans ce contexte de forte polarisation sociale et politique, il est difficile de s'identifier comme une chercheuse « neutre » : être là et s'intéresser à eux n'est pas anodin pour ces acteurs. Ils redoutent les journalistes, qui ont parfois relayé les stigmatisations et la désignation des acteurs sociaux comme étant des guérilleros (et donc des terroristes), et les chercheurs sont tenus à distance. Nous étions par ailleurs mise en garde par de nombreux chercheurs colombiens et étrangers qui nous confiaient leurs expériences de terrain au cours desquelles « on leur avait fermé le terrain » pour des raisons inconnues. Bien connaître le contexte politique était essentiel pour comprendre les réticences de nos enquêtés et pour ne pas commettre d'impairs dans ce processus « d'intégration ».

Nous sommes confrontée à des militants emprunts d'une culture du militantisme « clandestin » (échange d'informations en privé, lieux de réunion tenus secrets, ordre du jour non communiqués, échanges téléphoniques mesurés, etc.). Ces militants ont dû faire face à des tentatives d'infiltrations d'espions du gouvernement ou de divers groupes armés.

Par conséquent, pour rompre cette défiance et susciter un minimum de confiance de la part de ces acteurs, nous avons assisté à plusieurs réunions grand public à Bogotá sur les questions paysannes, des droits de l'Homme et de la paix, afin de montrer notre

intérêt (et notre persévérance). Ces « rites de passage » ont été relativement longs, environ 8 mois.

Après quelques mois d'assiduité aux réunions, César Jérez accepte enfin de nous recommander à Barrancabermeja auprès de la direction de l'ACVC et nous nous rendons alors sur notre premier terrain. Après avoir passé la porte blindée des bureaux de l'association, nous rencontrons le coordinateur général de l'ACVC qui nous conseille avant toute chose d'aller dans les campagnes pour « se rendre compte de la réalité ». Le lendemain, il décide que nous partons avec deux jeunes paysans qui doivent se rendre à Puerto Matilde. Nous y restons cinq jours au cours desquels nous avons l'occasion de réaliser plusieurs entretiens avec des habitants de ce village. Nous poursuivons ensuite avec quelques entretiens au siège à Barrancabermeja. Avant de repartir, le coordinateur nous interroge sur nos « impressions » des campagnes du Cimitarra, puis nous donne l'accord pour poursuivre nos recherches.

L'accès aux communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó a suivi une logique de mise à l'épreuve similaire à l'entrée sur le terrain de l'ACVC, bien que beaucoup plus longue. Après une brève entrevue avec la responsable des archives de l'ONG, celle-ci nous met par la suite en contact avec Abilio Peña, un des responsables de l'ONG pour discuter du « protocole de recherche ». Il nous demande ensuite notre CV, puis quelques mois plus tard nous demande d'écrire un projet de recherche qui sera soumis « en conseil ». Après plusieurs relances, Abilio nous demande par mail, « notre positionnement sur les relations entre les paramilitaires et l'État en Colombie ». Pour l'ONG, il s'agit de savoir si nous partageons leurs opinions. À la suite de notre réponse, nous sommes convoquée à un entretien pour le rencontrer ainsi que son collègue Danilo Rueda en mai 2013. Ils nous interrogent sur notre sujet de recherche, sur les raisons qui nous poussent à connaître les communautés, le temps que nous comptons consacrer à cette recherche, notre expérience en Colombie, notre avis sur la politique intérieure, etc. À la fin de l'entretien, Abilio nous propose alors de partir pour le Bas Atrato afin de rencontrer les équipes de l'ONG et de participer au retour d'une communauté, où notre présence internationale sera utile.

À Apartadó, il n'est pas recommandé de nous rendre seule jusqu'aux villages des communautés : les routes sont alors surveillées, et il serait dangereux « d'entrer dans la zone » ainsi. Il est entendu que nous profiterons d'un accompagnement d'une équipe de

PBI¹⁷³ pour rejoindre l'équipe de CIJYP qui est dans la zone humanitaire de Camélias. Toute cette attente et ces consignes de sécurité nous permettent de percevoir ce que les communautés afro-descendantes désignent comme étant « en dehors du territoire » et d'appréhender le contexte dans lequel elles se mobilisent. Accueillie par les membres de l'ONG CIJYP, nous sommes présentée aux communautés comme une « étudiante étrangère ». L'équipe de terrain de l'ONG nous fait alors passer une autre série d'épreuves, en nous interrogeant sur notre recherche, notre angle d'analyse et le travail que nous souhaitons développer. Nos interlocuteurs sont très sceptiques sur notre présence, et l'un des militants nous rappelle d'ailleurs que la majorité des chercheurs et journalistes (qu'il confond volontairement dans son discours) vient faire « deux trois entretiens et écrivent des articles à partir de cela ». Face à ces réactions, nous tentons d'expliquer que nous ne souhaitons pas faire d'entretiens pour l'instant, mais plutôt connaître le contexte pour revenir plus tard. Si nous sommes « acceptée », les membres de l'ONG nous font comprendre que nous devons nous retirer dans les réunions avec les communautés et nous ne pouvons pas assister aux réunions internes qu'ils effectuent chaque soir.

Nous accompagnons par la suite l'équipe de CIJYP pour le retour d'une communauté sur ses terres. Nous ne sommes toujours pas autorisée à assister aux réunions, mais nous accompagnons les leaders des communautés dans la construction de la zone humanitaire, notamment dans la construction d'une clôture de plus de 4km. C'est à travers ces travaux et au cours des moments de convivialité que nous apprenons à connaître les communautés du Curvaradó et à nous faire accepter par les militants de l'ONG.

Ces premiers terrains ont constitué des mises à l'épreuve. La difficulté d'accès au terrain et la mise en contact avec la dureté de la vie dans les campagnes ont constitué une sorte de rite de passage imposé par les acteurs sociaux. L'ACVC nous a tout d'abord montré le village qui fait figure d'exemple du mouvement et nous a présenté quelques leaders historiques pour retracer les origines de l'association. L'ONG CIJYP avait besoin d'une étrangère pour rendre visible la situation à d'autres niveaux et pour être visible sur place, et cherchait également à mieux cerner nos objectifs en nous

¹⁷³À Bogotá, nous avons sollicité quelques jeunes volontaires de l'ONGI des Brigades de Paix Internationales, et ces derniers nous avaient mis en contact avec leur équipe de terrain qui nous a accueilli pendant une semaine à Apartadó. Cette période d'attente est également bénéfique pour échanger avec les jeunes volontaires qui connaissent bien la zone, les communautés ainsi que les membres de CIJYP. Nous avons également l'occasion de les accompagner lors d'une visite dans la communauté de paix de San José de Apartadó.

confrontant à une situation concrète. Du statut d'étrangeté, qui suscite la méfiance, nous étions devenue l'étrangère, qui peut rendre visible une situation. Nous avons ainsi compris que notre espace d'enquête était aussi un lieu de négociation. Nous avons également saisi que ce que voulaient bien nous laisser entrevoir les acteurs locaux était en soi des éléments pour comprendre le rôle d'un acteur étranger dans leurs organisations. En effet, « le « terrain » ne sert pas seulement par ce qu'il apprend mais par ce qu'il permet d'acceptation de la part des enquêtés »¹⁷⁴.

Être utile

Mener une recherche auprès des organisations paysannes signifie pour nos enquêtés partager leurs revendications et accompagner leurs mobilisations. Ainsi, l'utilité de notre recherche a été un sujet central pour ces acteurs, qui, après avoir accepté notre présence, ont cherché différentes utilités à celle-ci. Les organisations nous demandent « du concret ». L'ONG CIJYP nous rappelle ainsi qu'« on vous rend un grand service pour votre travail, beaucoup d'étrangers de vos pays viennent connaître les communautés mais repartent avec leurs informations sans jamais rien donner aux communautés ». Au sein de l'ACVC, le président de l'association nous assigne toujours un membre de l'organisation que nous suivons dans ses diverses activités. Ces leaders profitent de notre présence, assimilée à une protection, pour faire des déplacements dans des villages plus reculés, où ils ne vont qu'avec un accompagnement international. C'est aussi une occasion pour ces leaders de se mettre en avant dans certains villages, ou auprès d'autres membres, puisqu'ils ont « leur accompagnatrice internationale ». Cette utilité a donc été une négociation constante.

Il faut replacer ces attentes d'engagement de la part des enquêtés dans le contexte colombien de production des sciences sociales marquées par un engagement important des chercheurs sur leur terrain où les méthodes d'action participante développée par Orlando Fals Borda restent une référence, notamment en sociologie et en anthropologie critique. Ces méthodes, qui lient travail scientifique et engagement militant, ont non seulement imprégné les populations locales avec qui les chercheurs travaillent

¹⁷⁴ SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain... », *Op.cit.*, p 136.

ponctuellement, mais surtout les militants des ONG colombiennes qui ont été formés aux sciences sociales critiques. Être du « Nord » et faire une recherche qui se veut « neutre » et non engagée n'est pas envisageable, ni pour les acteurs sociaux ni pour leurs intermédiaires.

Encadré n°3. La méthode de recherche d'Orlando Fals Borda.

La méthode de la recherche « action participante » de Fals Borda¹⁷⁵.

Mener une recherche auprès de ces militants induit nécessairement un positionnement par rapport aux productions locales de connaissance et par rapport aux rôles de ces connaissances. Sur notre terrain, nous sommes face à une pluralité d'expressions de production de la connaissance : de nombreuses études de journalistes qui adoptent des méthodes de sciences sociales, des ONG qui travaillent avec des anthropologues et des historiens pour enquêter sur des violations des droits de l'Homme, des chercheurs en sciences sociales reconvertis en militants, etc. Comprendre la place de la recherche sur notre terrain et le rôle dévolu aux sciences sociales a par conséquent été une étape nécessaire.

La méthode de l'action participante (aussi connue sous le terme de recherche-action) développée par Orlando Fals Borda est une méthode qui demande un degré d'engagement très important, depuis la construction de l'objet de recherche jusqu'à la forme de l'écriture. Selon cette méthode, les objets de recherche doivent être des problèmes qui correspondent aux priorités identifiées par les acteurs locaux. La science doit répondre à un besoin social et le projet de recherche est négocié avec différents acteurs qui collaborent à sa construction. C'est une méthode qui se base sur la compréhension fine des enjeux contextuels locaux, la compréhension de territoires mais également la compréhension de leurs habitants à travers des exercices de cartographie sociale et territoriale. L'observation de la réalité sociale doit permettre au chercheur de pouvoir dénoncer des situations définies comme injustes mais également d'apporter des réponses aux acteurs locaux étudiés. Le protocole de recherche comprend des phases de restitution intermédiaire, un espace où le chercheur discute des résultats des entretiens et des observations. Il peut également transmettre ces connaissances acquises en organisant des ateliers de formation pour les populations. La mise en place d'un « plan d'action » discuté avec les enquêtés ancre la recherche dans une dynamique éminemment active.

C'est cette méthode que revendiquent les enquêtés, les leaders de l'ACVC et les membres de l'ONG et c'est cet engagement qu'il a fallu négocier. Si cette méthode est intéressante à plusieurs titres, elle confond souvent parole indigène et parole savante et risque de résumer la recherche à ce que disent les enquêtés sur leur réalité sociale. De même, les montées en généralité sont limitées par cette contrainte du rendu opérationnel. Enfin, ces méthodes tendent à ignorer des objets de recherche jugés illégitimes comme les acteurs violents, les déviants, les non mobilisés, les élites économiques, etc., des études souvent complémentaires pour comprendre les phénomènes sociaux contemporains dans les sociétés latino-américaines. La négociation de notre place sur le terrain nous a également mené à comprendre le sens de la production du savoir pour nos enquêtés. Au cours de notre recherche nous avons ainsi été en permanence sollicitée par les acteurs locaux, pour produire un regard « objectif » sur leur situation et ainsi « dénoncer de manière légitime » ce qui leur arrive.

¹⁷⁵ FALS BORDA Orlando, « La investigación-acción participativa: política y epistemología », in CAMACHO GUIZADO Álvaro (dir.), *La Colombia de hoy: sociología y sociedad*, CIDSE, Universidad del Valle, 1986.

Des entretiens

Conditions de réalisation

Les entretiens ont été réalisés avec une diversité de profils, des paysans qui n'assistaient pas aux réunions, des leaders de villages, des leaders de communautés, puis des leaders plus visibles au sein de ces organisations. Dans la mesure du possible, nous avons privilégié les entretiens individuels, sauf lorsque les personnes insistaient pour réaliser les entretiens à plusieurs (deux personnes maximum). Nous étions parfois au même endroit pour plusieurs jours et, en dehors des situations d'entretien, nous partagions également le quotidien des paysans. Ainsi, « le temps du quotidien (et d'un quotidien aussi bien domestique que professionnel du fait que nous vivions parmi nos enquêtés) était donc un temps d'apprentissage permanent, parsemé de révélations quand une expression revenait sans cesse jusqu'à ce que nous réalisions son importance »¹⁷⁶. Ce quotidien a permis également de réorienter et d'ajuster nos questions au fur et à mesure.

Nous avons réalisé un guide d'entretien (entretiens semi-directifs), que nous avons par la suite adapté¹⁷⁷. Nous commençons les entretiens par une question large sur l'histoire personnelle des enquêtés. Puis, nous avons orienté nos questions sur l'histoire de leur organisation, les causes défendues ou les manières de les défendre (« vous pouvez m'expliquer ce qu'est une zone humanitaire » « qu'est ce que ça signifie lutter pour le territoire »). Nous mentionnions ensuite, si les enquêtés ne le faisaient pas avant nous, les liens internationaux, la question des droits de l'Homme et le rôle de la solidarité internationale au niveau local. Si certains enquêtés avaient été à l'étranger, nous leur demandions alors de nous raconter leurs rencontres et leurs ressentis sur ces voyages. Nous évoquions par la suite les relations politiques de l'organisation paysanne, ses relations avec l'État colombien, avec l'armée et avec les institutions, avant d'aborder leur positionnement sur les dialogues de paix.

Ce guide nous a permis d'identifier différents types d'enquêtés, puisque certains d'entre eux continuaient l'entretien et abordaient l'ensemble des axes, tandis que d'autres racontaient plutôt leur histoire personnelle. Certains entretiens, notamment les

¹⁷⁶ SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain... », *Op.cit.*, p 135.

¹⁷⁷ Voir annexe n°3 qui présente le guide d'entretien.

premiers, ont davantage une valeur informative ; nous avons par la suite réajusté nos questions et réalisé des entretiens plus compréhensifs.

À l'écoute des entretiens, nous avons prêté attention non seulement à ce que répondent les enquêtés mais également à la manière dont ils répondent, leurs hésitations, leurs rhétoriques, les mots utilisés, et ce qu'ils ne disent pas. Par exemple, nous nous sommes notamment penchée sur l'usage du « je », du « nous » et du « eux » dans les différents entretiens. De même les recours aux mots « peuple », « territoire », « résistance » ou encore « néolibéralisme » ont tout particulièrement retenus notre attention.

L'identification de différents profils et différentes perceptions de la solidarité

Si la majorité des enquêtés abordent facilement leur histoire personnelle et évoque les grandes lignes (avec plus ou moins de détails et de justifications) de leur organisation, les « traces » de la solidarité internationale sont à l'inverse difficiles à identifier. De manière générale, ce sont les leaders des zones humanitaires et les leaders de l'ACVC qui détaillent plus facilement ces acteurs, alors que pour le reste des membres- que nous avons dénommés « membres implicites » dans la mesure où ils ne sont pas engagés directement dans l'organisation mais constituent la base revendiquée par celle-ci – évoquent la solidarité internationale comme un tout relativement flou. Les entretiens permettent ainsi d'identifier différents profils d'enquêtés que l'on peut retrouver dans les deux organisations paysannes.

Figure n° 2. Différents profils d'enquêtés

<i>Profils des paysans</i>	
<i>ACVC</i>	<i>Communautés Afro-descendantes</i>
Membres implicites de l'ACVC (habitants des villages)	Membres implicites du « processus » (habitants des zones humanitaires)
Leaders locaux dans les villages	Membres actifs des conseils communautaires
Coordinateurs régionaux, équipes de terrain et membres de l'équipe technique	Leaders des conseils communautaires
Leaders historiques à l'origine de l'organisation	Leaders ancestraux de la région à l'origine du processus de retour
Leaders politiques et direction générale de l'association	
Jeunes leaders et leaders en dehors du Cimitarra	Jeunes leaders plus diplômés

Selon les profils d'enquêtés, nous pouvons ainsi identifier deux types d'entretien. Les entretiens réalisés avec les acteurs qui présentent les deux premiers profils (membres implicites, membres actifs et leaders locaux) portent surtout sur l'histoire de la région et la localisation des luttes collectives. Ils prennent parfois la forme de témoignages, comme nous le verrons dans un premier temps. Les entretiens réalisés avec le reste des paysans sont plus approfondis dans la mesure où nous avons pu aborder l'ensemble des questions de notre grille d'entretien. Les enquêtés vont au-delà de leur histoire personnelle (voire l'évince) pour expliquer leur mobilisation et leurs revendications. Ces entretiens prennent alors parfois la forme « d'entretiens-discours », ce que nous détaillerons dans un second temps.

L'entretien-témoignage

Sollicités pour des entretiens, certains enquêtés envisagent alors cette interaction comme un moment pour raconter « leur histoire ». Il suffit parfois d'une seule question pour que ces derniers racontent leur récit, dans lequel se mêlent événements personnels et expériences collectives. Ces entretiens *témoignent* dans tous les sens du terme.

Tout d'abord, ces entretiens témoignent d'un certain rôle assigné au chercheur, assimilé ici à un témoin qui récolte cette parole pour dénoncer, raconter, expliquer, sensibiliser, etc. Michel Agier aborde les enjeux de la récolte des données dans des contextes de crises (des entretiens dans des camps de réfugiés) et invite à une réflexion sur l'anthropologie des prises de parole¹⁷⁸. Il rappelle qu'une prise de parole a son contexte, ses enjeux et peut prendre diverses formes. Ils nous assignent une place particulière¹⁷⁹ et attribuent également un rôle à l'entretien en tant que tel. Certains font par exemple des appels « à la solidarité internationale » au cours même de l'entretien, en désaxant la relation d'interaction puisqu'ils s'adressent, en regardant l'enregistreur, à d'autres acteurs, comme ce paysan du Curvaradó :

« Si cela arrive en France, ce serait important que tous les Français soutiennent notre processus, parce que sans l'aide des internationaux nous ne serions plus sur notre territoire, et donc pour continuer notre processus nous devons compter sur cette famille, que nous avons également à l'extérieur et c'est vous, c'est une famille que nous avons dans nos cœurs, parce qu'elle nous a servi de soutien et nous a aidé dans ce processus et nous comptons sur vous, merci »¹⁸⁰.

Certains éléments de langage traduisent également « les traces » d'un passage international ou de commissions d'enquête, notamment lorsque les paysans ne parlent plus seulement des lieux en les désignant par leur nom d'usage mais précisent leur localisation avec leurs noms administratifs, ou lorsqu'ils détaillent précisément (nombre, heure, jour, nom des personnes) certains faits. L'identification de certains faits marquants est notable dans certains villages ou dans les zones humanitaires. Raconter sa trajectoire personnelle en faisant écho à ces faits collectifs, même si ces événements n'ont pas toujours pas été vécus directement par les enquêtés, permet d'exister dans ce collectif et de se reconnaître dans une certaine identité de village, de zone humanitaire ou encore d'organisation. Ces entretiens témoignent par conséquent d'une reconstruction

¹⁷⁸ AGIER Michel, « La force du témoignage. Formes, contextes et auteurs des récits de réfugiés » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine, *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La découverte, Coll Recherches, 2006, p 151-168.

¹⁷⁹ De nombreux chercheurs ont évoqué cette situation d'étrangeté dans leurs travaux sur les ONG quand ils sont assimilés aux membres d'ONG qu'ils étudient par les populations locales; comme le rapporte Johanna Siméant : « Enfin, le fait d'être nous-mêmes pris en permanence pour des membres d'ONG ou « des internationaux » fut une bonne leçon quant à la façon dont les populations locales percevaient ONGistes, membres de coopération ou des Nations Unies », SIMEANT Johanna et al, *Guide de l'enquête globale...Op.cit*, p 17.

¹⁸⁰ Entretien avec un membre d'une zone humanitaire, Curvaradó, novembre 2013.

collective et d'un exercice collectif autour de ce que signifie la mise en mot et la parole. En Colombie, Michel Agier montre que les histoires individuelles doivent faire sens dans le cadre d'un récit collectif afin d'obtenir une certification d'un statut de victime, de déplacé¹⁸¹.

Ainsi, ces récits peuvent être analysés comme le produit des divers positionnements des individus et comme le résultat de la situation d'entretien elle-même. En effet, selon Olivier Fillieule le « récit de vie constitue un instrument primordial pour rendre compte du réseau continu d'interprétations subjectives qui guident la conduite des individus, pour autant que les raisons d'agir sont d'abord analysées en tant qu'elles nous renseignent sur le travail d'ajustement, à chaque étape de la carrière, entre une décision subjective et les contraintes objectives ; deuxièmement, que la manière dont les motifs sont formulés dans le cadre et au moment de l'entretien est aussi le produit des règles du jeu en vigueur dans le contexte où ils s'expriment »¹⁸².

Nous pouvons ainsi noter des différences importantes entre les militants qui ont déjà été sollicités pour raconter leur histoire ou qui valorisent la portée du témoignage, et les autres qui n'ont jamais eu ce rapport et qui ne mettent pas en valeur les mêmes faits. Ces derniers expriment des réticences dans l'entretien car ils ne pensent pas être en mesure de « dire ce qu'il faut », ou évoquent des sujets plus proches de leurs réalités à la fois géographique et présente, en évinçant parfois le passé et en évoquant plutôt leurs productions agricoles par exemple. Ces entretiens concernent des enquêtés plus éloignés des organisations collectives, et nous renseignent ainsi sur le travail réalisé au sein de ces organisations paysannes. De même, les enquêtés qui refusent l'enregistrement ou sont plus réticents à l'entretien sont également des personnes qui ne font partie de l'organisation et qui ont peu de connaissance de ces actions collectives.

L'entretien-discours

Parler d'entretien-discours est une formule relativement antinomique si l'on suit la conception de Pierre Bourdieu, pour qui toute situation d'entretien est une situation de production d'un discours¹⁸³. En effet, « les lois qui régissent la production des discours

¹⁸¹ AGIER Michel, « La force du témoignage... », *Op.cit.*

¹⁸² FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle... », *Op.cit.*, p 205.

¹⁸³ Cela ne sous-entend pas que les entretiens témoignages ne constituent pas des discours. Cependant, émettre un discours est un objectif plus clairement incorporé par les leaders qui de par leur définition se font les porte-parole des organisations.

dans la relation entre un habitus et un marché s'appliquent à cette forme particulière d'expression qu'est le discours sur soi ; et le récit de vie variera, tant dans sa forme que dans son contenu, selon la qualité sociale du marché sur lequel il sera offert – la situation d'enquête elle-même contribuant inévitablement à déterminer la forme et le contenu du discours recueilli »¹⁸⁴. La présentation de soi et la production de soi, très présente dans les entretiens-témoignage, tend à prendre une autre forme dans les entretiens-discours. Ces paysans cherchent à évoquer le collectif, les causes défendues par l'organisation, la trajectoire de celle-ci, etc. mais la manière dont ils abordent les questions révèle aussi leurs propres trajectoires.

Les acteurs créent du sens au cours des entretiens et réajustent leurs comportements passés, gommant certains conflits au niveau de l'organisation et tentent de laisser apparaître une revendication comme cohérente. Les recommandations relatives à l'illusion biographique¹⁸⁵ nous apprennent par ailleurs à tenir à distance ces reconstructions *a posteriori* de leurs trajectoires et de leurs actions. Or, ce qui nous intéresse n'est pas tant de savoir si ce que disent les acteurs correspond à leurs trajectoires personnelles et à la trajectoire de l'organisation, mais surtout de comprendre comment et pourquoi ils ajustent leurs discours. L'apport majeur de ces entretiens-discours est que les acteurs locaux ont les capacités de comprendre le rôle de chaque acteur international, d'orienter leurs revendications d'une certaine manière pour se faire comprendre et pour peser sur ces diverses interactions. Ils savent présenter leur lutte et polir un langage plus radical si besoin. Ils savent également faire usage de leurs diverses identités : celle de victime, de paysan et d'afro-descendant. Ils relaient ainsi leurs causes de différentes manières et utilisent la situation d'entretien de diverses façons.

Pour les paysans, la situation d'entretien est une manière de valoriser leur lutte puisque parler de leur internationalisation est une façon de montrer que celle-ci est légitime et qu'ils ne sont pas seuls à défendre leurs idées. Aborder les liens de solidarité internationale constitue une occasion pour ces dirigeants de montrer leur force de

¹⁸⁴ BOURDIEU Pierre, *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Ed du Seuil, 1994, p 87. En évoquant la réalisation des biographies et des parcours de vie, il explique que « la situation d'enquête qui, selon la distance objective entre l'interrogateur et l'interrogé, et selon l'aptitude du premier à « manipuler » cette relation, pourra varier depuis cette forme douce d'interrogatoire officiel qu'est le plus souvent, à l'insu du sociologue, l'enquête sociologique, jusqu'à la confiance, au travers enfin de la représentation plus ou moins consciente que l'enquête se fera de la situation d'enquête, en fonction de son expérience directe ou médiata de situations équivalentes (...) et qui orientera tout son effort de présentation de soi, ou, mieux de production de soi » (p 88).

¹⁸⁵ BOURDIEU Pierre, « Annexe 1. L'illusion biographique », in BOURDIEU Pierre, *Raisons Pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Ed du Seuil, 1994, p 81-89.

persuasion, leur capacité à rayonner au-delà de leur territoire et de montrer leurs alliés. Ils mettent alors surtout en avant les soutiens politiques ou le fait que d'autres collectifs luttent également pour la même cause à l'étranger. Puis, à d'autres moments, évoquer la solidarité internationale donne l'opportunité à ces paysans de montrer les besoins financiers de ces zones marginalisées et, ainsi, de rappeler qu'il est nécessaire de continuer à investir dans la protection des droits de l'Homme. En définitive, c'est une manière d'exposer les nouveaux enjeux à venir et l'importance que revêtent ces liens pour les organisations paysannes dans le contexte colombien. Ils insistent alors plus amplement sur les questions de développement et sur l'urgence humanitaire.

Enfin, parler de ces alliés constitue parfois pour certains leaders, un aveu des limites locales, notamment des faiblesses du financement structurel des organisations paysannes. Il est alors délicat d'aborder ces questions car elles sous-entendent des décalages entre la lutte locale et la solidarité internationale. Parler des soutiens internationaux signifie une certaine perte d'autonomie de la résistance paysanne sur son propre territoire. Pour certains leaders, c'est aussi reconnaître que quelques « gros bailleurs » sont indispensables pour continuer la lutte pour l'autonomie territoriale. Ils tendent alors à minimiser leurs relations et à recadrer l'entretien vers leur lutte politique dans le cadre national.

Ces entretiens nous ont ainsi permis d'identifier les efforts discursifs des acteurs, sans pour autant les réduire à leur portée stratégique, en les replaçant dans un contexte cognitif particulier. Nous pouvons ainsi identifier des décalages entre la base sociale des organisations et leurs leaders, mais aussi entre les discours exprimés au niveau local et ceux exposés par les leaders paysans. Ces écarts permettent de comprendre le rôle de l'organisation en tant que structure qui travaille et donne une cohérence au collectif.

Nous avons par conséquent tenté à partir de situations d'entretiens de retracer les évolutions des causes paysannes défendues par ces deux collectifs. La principale difficulté tient à saisir à un moment précis – celui de l'enquête – le caractère évolutif des idées défendues par une organisation. Les différents positionnements des acteurs au sein de l'organisation mais aussi la manière dont ils appréhendent leurs luttes passées et leurs trajectoires nous renseignent sur ces évolutions.

Comment saisir les évolutions des revendications au sein des organisations paysannes ?

Une des questions qui a animé les débuts de notre recherche porte sur les causes paysannes et leurs évolutions. La question des droits de l'Homme et celle de la défense de la terre étant souvent liée dans les discours, nous avons souhaité saisir les liens qu'effectuent les paysans entre ces deux thématiques et saisir comment ils passent de l'une à l'autre. Les paysans rencontrés se mobilisent-ils pour les droits de l'Homme face aux menaces qu'ils reçoivent ? Ou bien pour la terre dont dépend leur existence ? Veulent-ils tous dire la même chose derrière le slogan « droit à la vie, droit au territoire » ? Il nous a semblé difficile d'évaluer la dimension évolutive des revendications, étant donné les différentes contraintes de l'enquête. Elles sont au nombre de trois.

La première contrainte concerne le temps de l'enquête. En effet, notre recherche s'effectue à un moment précis, et à une période où les organisations paysannes ont une certaine maturité. Les paysans mettent par conséquent en avant leurs causes « actuelles ». La deuxième contrainte est liée au caractère dérangentant de cette question. Les leaders paysans sont peu enclins à faire apparaître les conflits internes dans la définition des causes de l'organisation ou les tensions qui pourraient potentiellement nuire à leur image. Enfin, la troisième contrainte porte sur les réinterprétations *a posteriori*, étant donné que les acteurs justifient leurs engagements passés au regard de leurs engagements présents.

Ces questions (pourquoi vous mobilisez-vous ? Pour la terre ou pour les droits de l'Homme ? Quels liens faites-vous entre ces deux causes ?), régulièrement posées au cours des entretiens, ne semblent jamais apporter de réponse « satisfaisante ». Nos questions sont soit incomprises (« je ne comprends pas la question »), soit évincées des conversations (« là n'est pas la question »), ou encore les enquêtés répondent brièvement : « nous luttons pour tout cela ».

Or, que nous apportent réellement ces réponses sur nos enquêtés et leurs organisations, et plus largement sur le débat autour des droits de l'Homme ? En replaçant ces questions dans la situation d'enquête, plusieurs réponses peuvent être apportées.

Tout d'abord, les enquêtés qui avouent ne pas comprendre le sens des questions sont en général des membres de la base sociale des organisations sans responsabilité particulière. Ils répondent souvent qu'ils se mobilisent pour « leur vie et leur territoire ». Nos questionnements sont en réalité totalement inadaptés à des enquêtés qui ne conçoivent pas la différence entre la défense de leur vie (l'intégrité physique) et de leur terre (dont dépend leur survie économique). Le débat sur les différentes interprétations des droits de l'Homme ne se pose pas en ces termes pour les populations locales. Puis, en interrogeant plutôt les leaders locaux et en observant leurs réactions, on peut noter certaines convergences entre ceux qui revendiquent l'importance des conditions matérielles d'existence des paysans et insistent sur la question de l'accès à la terre et ceux qui insistent plutôt sur le fait que la représentation politique est une des voies pour garantir les droits des habitants. Cependant, d'autres leaders ne sont pas toujours en accord avec ces formulations, ce qui nous a permis d'identifier en partie les lignes de fractures et de débats au sein même des organisations. Enfin, les principaux leaders des organisations ont clairement identifié le débat sous-jacent de notre questionnement et englobent dans leurs réponses toutes leurs revendications sous le terme droits de l'Homme. Ils retracent aisément (et *a posteriori*) toute la logique du mouvement pour les droits paysans en mettant l'accent sur l'intégralité de l'approche des droits humains.

Ainsi, malgré un échec apparent, notre questionnement nous a beaucoup appris, pour comprendre les perceptions locales des habitants qui représentent la base sociale des organisations et les décalages avec les organes plus politiques des organisations paysannes. De plus, la question de l'évolution des causes paysannes a permis de faire apparaître des questionnements internes aux organisations, en analysant les diverses tensions ou les lignes de fractures au sein des collectifs quant à la définition des revendications. Enfin, nous avons également pu saisir la portée discursive de l'usage des différents termes.

Les entretiens-discours entrent parfois en contradiction avec certaines observations, lors de moments informels ou lors d'échanges après les entretiens. Ces situations d'entretien figent en quelques sortes les enquêtés dans leurs rôles et les mettent en scène dans le défense de ces rôles. À la fin du deuxième terrain, nous ressentons le besoin de contrebalancer ces entretiens par des observations participantes. Or, il n'est pas possible d'assister à de nombreuses réunions sans un rôle précis. Dans certaines situations délicates, notamment lors de la grève agraire nationale en septembre 2013 où la tension est palpable entre l'Armée et les manifestants, nous sentons que notre présence rassure et beaucoup de leaders nous remercient de les « accompagner », ce qui nous amène à repenser progressivement notre rôle sur le terrain.

Ce n'est qu'en considérant « l'enquête elle-même comme un terrain d'investigation »¹⁸⁶ que ces entretiens se sont révélés par la suite plus heuristiques. Il convient par conséquent de comprendre comment notre position de chercheur est « produit[e] » en acteur »¹⁸⁷ par les enquêtés. Au cours du troisième terrain, nous décidons d'assumer plus pleinement cette position de participante.

...aux observations participantes

Assumer une position en rupture avec le contexte des enquêtés

Notre présence est une rupture dans le paysage local, une rupture que nous avons sans doute sous-estimée. Pour les enquêtés, observer de telles situations, revient en réalité à participer, être là signifie s'engager. Pour l'anthropologue Michel Agier, « l'engagement devient une dimension constitutive et explicite de la relation ethnographique » et « l'observation n'est plus alors seulement « participante », c'est la participation qui devient « observante » »¹⁸⁸.

Nous sommes ainsi revenue vers nos enquêtés en leur signifiant que nous avons avancé dans nos recherches et que nous souhaitons participer plus amplement à leurs

¹⁸⁶ ALTHABE Gérard, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n°14,1990, disponible en ligne, consulté le 15 août 2016. URL : <http://terrain.revues.org/2976>.

¹⁸⁷ ALTHABE Gérard, « Ethnologie du contemporain... », *Op.cit.*

¹⁸⁸ AGIER Michel, *Anthropologues en danger. L'engagement sur le terrain*, Paris, Jean-Michel Place, coll. Les Cahiers de Gradhiva, 1997, p 83.

activités. Cette immersion plus poussée dans notre terrain poursuivait deux objectifs. Le premier était de pouvoir avoir accès à des situations et des points d'observation qui ne nous étaient pas permis. En ayant un rôle plus clair, nous pouvions alors passer plus inaperçue en tant que chercheuse. Le deuxième objectif était de voir quelle pouvait être l'utilisation que les acteurs feraient de notre position au sein de leur quotidien et de leur organisation interne. Ainsi, en se laissant instrumentaliser, nous pouvons plus facilement saisir l'interprétation que chaque acteur fait de notre présence.

En charge d'un projet au sein de l'ACVC

Au sein de l'ACVC, nous avons gardé contact avec certains leaders et avons rapidement pu leur proposer de participer à un projet en 2014. Franco, responsable de l'équipe technique, était venu en France quelques mois auparavant et il s'est porté garant auprès de la direction de l'ACVC de notre intégration au sein d'une petite équipe chargée de l'organisation d'un projet. L'ACVC souhaite alors organiser « un campement écologique », un grand rassemblement paysan dans un petit village pour sensibiliser les habitants aux atteintes environnementales, ainsi que pour faire connaître la zone de réserve paysanne à des chercheurs, des institutions et des ONG. L'enjeu est à la fois de mettre en valeur les projets de l'organisation, d'intégrer des villages relativement actifs sur les questions environnementales et de montrer la force de rassemblement de l'ACVC. Organiser un tel rassemblement dans un village du Cimitarra est aussi une manière de montrer l'attachement de l'organisation à sa région et également d'asseoir ses revendications territoriales vis-à-vis des autorités colombiennes.

L'intégration dans ce projet nous a permis d'être directement dans les bureaux de l'équipe technique à Barrancabermeja, de mieux connaître le fonctionnement interne de l'ACVC et d'accompagner les leaders dans différentes réunions internes. Nous avons pu observer les interactions quotidiennes sans que notre présence soit suspecte et comprendre les affinités de personnes, les éventuels conflits, les points de rencontre entre les différents membres de l'organisation. De plus, nous avons pu assister aux réunions avec la direction où d'autres sujets étaient abordés, et comprendre le rôle de chacun dans la hiérarchie de l'ACVC. Enfin, nous avons pu assister aux rendez-vous avec les acteurs internationaux à Bogotá, où au nom de l'organisation paysanne nous avons accompagné Franco pour « négocier » des financements. De cette manière, nous avons eu accès à des documents internes de l'ACVC concernant les financements et les

projets en cours, nous permettant de saisir les aspects plus pragmatiques des relations internationales au-delà des rencontres idéelles. Ce fut également l'occasion de comparer les acteurs internationaux mis en avant dans les entretiens et ceux qui ne sont pas mentionnés alors même qu'ils financent de nombreux projets.

L'observation des paysans dans leurs diverses interactions avec des acteurs internationaux nous a permis de comprendre ce qui se joue pour construire des liens de solidarité internationale. Cependant, tout n'est pas déterminé au cours de ces interactions. En effet, les « coulisses » de ces rencontres révèlent que celles-ci sont également préparées par l'organisation paysanne. Certains enjeux sont décidés collectivement en amont, les délégués de l'ACVC doivent conserver les traditions d'échange avec leurs soutiens. Ainsi, l'histoire des relations avec chacun des acteurs est importante. De même, accéder à ces coulisses signifie aussi appréhender le travail organisationnel des paysans qui se préparent à ces interactions, se forment et s'adaptent pour dialoguer et échanger avec leurs interlocuteurs. À travers notre expérience dans la gestion de ce projet, nous avons ainsi pu observer une certaine division du travail militant, par exemple entre les paysans chargés d'organiser la logistique sur le territoire et ceux en charge de négocier les financements internationaux.

Même si cette immersion a suscité de nombreuses questions quant à la distance par rapport à notre objet de recherche, ce n'est qu'en s'insérant de cette manière que nous avons pu saisir notre objet de recherche dans toute sa complexité.

Revêtir le t-shirt de l'ONG

Forte de notre expérience au sein de l'ACVC, nous avons recontacté Abilio de la Commission de Justice et Paix (CIJYP) en lui expliquant ce que nous avons réalisé au sein de l'organisation paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra. Lors d'un entretien à Bogotá, il nous confie alors que les équipes de terrain ont rencontré plusieurs difficultés (certains membres avaient reçus des menaces) et que les jeunes avocats avaient besoin de soutien. Par ailleurs, la nouvelle équipe en place dans la zone humanitaire de Camélias n'avait pas pu rendre visite à certaines communautés depuis longtemps. Or, nous connaissions personnellement certains de leurs leaders contrairement aux équipes sur place. Abilio nous propose alors de partir « en soutien à l'équipe de terrain » et également d'accompagner un jeune anthropologue colombien pour « l'intégrer dans l'équipe » et l'aiguiller dans son travail de recherche. Or, le lendemain de notre arrivée

dans la zone humanitaire de Camélias, un des membres de l'équipe de l'ONG tombe malade et est évacué à Bogotá. Nous ne sommes alors plus que trois personnes, un jeune avocat de l'ONG, l'étudiant anthropologue et nous-même. Joint au téléphone, Abilio nous prévient alors non sans un sourire : « maintenant tu as compris quelle était ta position ». Le lendemain, lors d'un rendez-vous à la mairie avec un leader d'une communauté, Camilo, l'avocat de l'ONG, nous tend alors le t-shirt blanc à l'effigie du prêtre Romero. Revêtir ce t-shirt représentait un autre cap dans la participation, puisqu'il n'était plus question d'être « en soutien » mais de faire partie de l'ONG.

Nos « missions » ont consisté à tenir la permanence de l'ONG et à conseiller les habitants, les membres des zones humanitaires appelaient régulièrement pour signaler des menaces, la présence d'acteurs armés ou demandaient des conseils sur une procédure juridique. Nous avons également suivi les leaders dans leurs rendez-vous auprès des institutions colombiennes ou dans leurs démarches. Nous sommes partie très régulièrement en déplacement pour rendre visite aux communautés. Nous avons passé plusieurs jours à sillonner certaines zones, à organiser des réunions d'information et de rencontre avec les leaders des zones humanitaires et de biodiversité ainsi qu'avec des communautés qui connaissent moins le « processus ». Nous avons été chargée d'organiser la logistique de la rencontre interethnique de CONPAZ (Communauté qui construisent la paix depuis les territoires) qui s'est tenue en octobre 2014. Il s'agissait d'acheminer diverses communautés provenant du Chocó jusqu'au village de Pueblo Nuevo. Nous avons reçu à plusieurs reprises les volontaires internationaux de PBI qui ont accompagné de nombreux déplacements dans cette région.

Les données collectées lors de ce terrain sont de différents ordres. Tout d'abord, nous avons pu être plus proche des communautés et de celles de Curvaradó plus particulièrement. Une fois que nous faisons partie de l'ONG, de nombreux leaders des zones humanitaires se sont rapprochés de nous, pour évoquer des situations dont nous n'avions pas entendu parler au cours des entretiens. Ils confiaient plus facilement leurs craintes, leurs préoccupations personnelles, mais aussi d'autres manières de percevoir leur engagement. Nous avons été particulièrement sollicitée par la leader de Camélias, Maria, qui a souhaité que nous l'accompagnions plus régulièrement lors des réunions. Pour les communautés afro-descendantes, les membres de l'ONG sont non seulement des références juridiques mais aussi des amis. La maison de l'ONG est d'ailleurs

construite à l'intérieur de la zone humanitaire de Camélias et est constituée de bureaux de travail, mais c'est aussi un lieu de la vie quotidienne de la zone.

Puis, cette position au cœur de l'ONG nous a permis de comprendre l'importance du rôle de relais que celle-ci joue auprès des communautés et la fonction d'intermédiaire qu'elle tient, d'une part, entre les acteurs locaux et les acteurs de la solidarité internationale et, d'autre part, entre les communautés et les institutions colombiennes.

À ce propos, nous avons ainsi pu suivre de près deux communautés qui venaient de retourner sur leurs terres dans le bassin de La Larga Tumarado. Nous avons pu saisir le travail collectif réalisé par ces communautés pour affirmer leurs droits sur leurs territoires dans cette situation précise du « retour », ainsi que le travail juridique des membres de l'ONG pour accompagner légalement ces décisions.

C'est en privilégiant l'observation participante et une immersion plus longue que nous avons pu varier à la fois les points d'observation et les différents points de vue. On peut ainsi détailler les différents types d'observations au cours des terrains auprès de l'ACVC et des communautés afro-descendantes.

Figure n°2. Varier les points d'observation et les points de vue

Observations participantes	Exemples des rôles que nous avons tenus
Quotidien des membres de l'organisation	Ce quotidien rassemble des situations très diverses : vie commune, préparation des repas, chasse ou pêche, discussions informelles, transports, soirées festives, moments de partage au sein des familles, etc.
Relations entre la base et l'organisation	Nous assistons à ces réunions, et sommes encouragée avant chacune d'entre elles à nous présenter auprès des paysans. On nous désigne fréquemment la place où l'on peut s'asseoir, souvent à côté des leaders de l'organisation ; ou bien lorsque nous sommes moins formellement conviées nous tentons de rester dans les derniers rangs ou bien légèrement à l'écart.
Réunions internes de l'organisation	Nous avons parfois un projet à présenter (ex lors du campement écologique au sein de l'ACVC) ou bien nous rendons compte d'une situation (comme au sein des communautés afro-descendantes).
Rencontres entre l'organisation et d'autres organisations paysannes	Observations
Moments de mobilisation	Rôle d' « accompagnement international » lors des moments d'action collective. Nous restons alors aux côtés des leaders, notamment dans les moments d'interlocution avec la force publique. On nous demande parfois de prendre des photos ou bien de filmer.
Rencontres entre l'organisation et les institutions de l'État	<p><i>Plusieurs situations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous accompagnons les leaders dans leurs rencontres, avec un rôle plus ou moins défini. - Nous sommes parfois amenée au nom de l'ONG CIJYP à contacter les administrations en charge de la protection des personnes menacées, de la défense des droits de l'Homme, l'unité des victimes ou bien l'unité de restitution des terres. Nous faisons alors l'intermédiaire entre les communautés et les institutions.
Relations entre la base et les acteurs internationaux sur le terrain	Pour les communautés du Chocó : nous sommes parfois le traducteur entre les leaders et les acteurs internationaux, ou bien chargée de recevoir les étrangers dans les zones humanitaires.
Relations entre l'organisation et les	En ce qui concerne l'ACVC, nous accompagnons un leader dans ses rencontres avec un acteur international, nous

partenaires internationaux en Colombie	sommes présentée comme faisant partie de l'association paysanne.
Relations entre l'organisation et un partenaire international à l'international	Nous recevons le délégué de l'ACVC et l'accompagnons dans la majorité de ses rendez-vous en France. Rôle de traduction ou bien de « sympathisante » de l'ACVC. Nous allons chercher les exilés du Curvaradó à l'aéroport puis accompagnons leurs rendez-vous organisés par l'ONG de PBI. Pour les communautés nous représentons un relai de l'ONG CIJYP en France, pour les acteurs internationaux nous sommes une doctorante qui connaît les exilés et la zone du Curvaradó.

La diversité des rôles tenus montre que nous avons observé depuis différents points de vue au cours de ces observations. Nous avons ainsi pu comparer les observations lors des deux premiers terrains (au moment où nous n'avions pas défini cette méthode comme centrale, et où nous n'avions pas de rôle particulier) avec celles où nous prenions part plus amplement.

Après avoir détaillé les étapes de notre enquête et restitué les conditions dans lesquelles ces données ont été collectées et comprises, nous exposerons à présent la manière dont nous avons traité celles-ci et analysé les situations d'enquêtes.

TRAITEMENT DES DONNEES ET ANALYSE REFLEXIVE DES SITUATIONS D'ENQUETE

Après avoir abordé notre protocole d'enquête, il convient de détailler l'usage que nous avons fait de ces données. Nous expliciterons tout d'abord comment nous avons procédé pour compiler les entretiens et les observations participantes et pour les transformer en des données exploitables. Puis nous aborderons, dans un retour réflexif, la place des situations d'enquête dans notre corpus empirique étant donné que notre démarche a mené notre position de chercheur à s'approcher de l'objet de recherche en lui-même. Enfin restituer les données comporte d'autres enjeux, en termes d'anonymat et de respect des acteurs locaux.

Compiler les données et comparer

Nous avons considéré les périodes de retour des terrains comme des moments privilégiés pour analyser les données collectées. Ainsi, chacun des terrains a d'abord été analysé séparément puis, au fur et à mesure, nous avons pu comparer ces terrains entre eux. Au cours de chacune des étapes mentionnées précédemment, nous avons pu consacrer un temps plus ou moins égal à chacune des organisations, ce qui nous a permis de maintenir cette comparaison tout au long de notre recherche et de faire des bilans intermédiaires. Ce n'est qu'à la fin des trois terrains que nous avons pu comparer toutes ces expériences de recherche entre elles, des premiers contacts aux dernières observations. Ainsi, la méthode comparative n'est pas seulement une comparaison entre deux organisations paysannes, mais également une comparaison entre les différentes étapes de l'enquête et, par conséquent, entre les différentes conditions de récolte des données.

Nous avons d'abord procédé à la retranscription des entretiens les plus importants, puis nous avons écouté et sélectionné certains passages pour d'autres. Ensuite, nous avons analysé ces entretiens de deux manières. Tout d'abord, nous avons « isolé » les entretiens de leur contexte, afin d'identifier des points communs et des différences entre les acteurs, sur leur manière de répondre aux questions, sur les mots utilisés et sur les sujets abordés (par rapport aux axes que nous avons définis). Puis, nous avons replacé les entretiens dans leur contexte, en reprenant le carnet de terrain et en resituant les conditions dans lesquelles chaque entretien s'est déroulé. Nous avons ainsi classé nos enquêtés selon différents types de membres, puis nous avons constitué au fur et à mesure de nos recherches des fiches par personne, compilant des informations sur la trajectoire de certains leaders, afin d'être en mesure de « les suivre » dans leurs évolutions militantes.

Au cours des deux premiers terrains, nous avons pris des notes très diverses concernant les observations. Ces carnets de terrains sont ainsi composés d'informations très contextuelles. Nous apprenions à nous repérer dans ces lieux, à comprendre l'histoire de chaque localité (les dates, les acteurs, les dénonciations réalisées) mais aussi à s'appropriier la complexité des mécanismes juridiques¹⁸⁹ (les différentes

¹⁸⁹ Au sein de l'ONG CIJYP, les militants sont de véritables juristes spécialisés des droits de l'Homme, qui manient avec aisance toutes les procédures juridiques relatives aux communautés. N'étant pas juriste nous avons

législations de protection des victimes, les procédures spécifiques de restitution, les évolutions de la loi relative aux zones de réserve paysanne), etc. Nous y avons également consigné les descriptions d'observations participantes et de situations d'entretien. Les carnets du dernier terrain sont plus détaillés et mieux organisés, notamment parce que nous avons davantage préparé notre regard aux observations participantes. Ce n'est que de retour en France que nous avons retranscrit les carnets de terrains, parfois plusieurs mois après. Nous avons par la suite effectué plusieurs lectures de ces carnets pour identifier les moments clés, puis nous avons fait le choix de classer ces moments par types d'interaction, répertoriant ainsi les différents acteurs présents dans une situation, le type d'échange, le lieu de ces échanges ainsi que le contenu de ces rencontres. Nous sommes par la suite revenue sur ces carnets avec différentes questions au fur et à mesure que notre réflexion s'est précisée.

C'est ensuite en comparant ces expériences d'observations participantes auprès des paysans colombiens que certains traits de l'action collective apparaissent plus clairement. Ainsi, on remarque qu'au sein de l'ACVC, l'organisation en tant que telle s'adapte à différents interlocuteurs en intégrant différents profils de militants permettant à l'association paysanne de garder un contact proche avec sa base sociale et de pouvoir négocier plus directement ses liens avec des acteurs internationaux. À l'inverse, au sein des communautés, et de par notre position spécifique sur ce terrain, nous avons perçu l'importance de l'ONG en tant que relais entre le niveau local et le niveau national et en tant que lien entre différentes communautés. Chacun de ces éléments, des adaptations organisationnelles d'un côté et la présence d'un intermédiaire de l'autre, servent alors à s'interroger sur l'autre organisation. Y a-t-il un intermédiaire au sein de l'ACVC ? Sinon, qui joue ce rôle entre les communautés et entre les niveaux d'action ? Comment se vit le changement organisationnel au sein des communautés afro-descendantes ? Même si l'ONG agit comme un intermédiaire, ne peut-on pas déceler des changements dans la manière de s'organiser au sein de conseils communautaires ? La comparaison permet de poser ces questions et d'aborder ces éléments comme structurants de la construction des liens de solidarité.

ainsi du acquérir ce savoir nécessaire pour être reconnue comme légitime auprès de cet intermédiaire, mais aussi auprès des communautés qui maîtrisent elles-aussi la majorité de ces procédures. L'annexe n°12 permet de comprendre ces enjeux.

Chercheur acteur ? Méthode d'enquête et objet de recherche

Par souci d'honnêteté autant que de rigueur scientifique, il convient de souligner plusieurs questions posées par notre positionnement sur le terrain. Certains « risques du métier »¹⁹⁰ se sont avérés également des atouts, mais nous ne les avons analysés ainsi qu'à *posteriori*. Dans des moments intimes où les enquêtés nous confiaient les violences reçues, la perte d'êtres aimés et la peur quotidienne, la distance émotionnelle était d'autant plus difficile à trouver. Dans d'autres moments où des militants prenaient des risques pour leur vie dans des contextes où se mobiliser est une activité à haut risque, nous ne pouvions nous empêcher de ressentir une certaine admiration pour eux. Si ces émotions et ce rapprochement avec nos enquêtés sont propres aux enquêtes ethnographiques de long terme¹⁹¹, c'est également ce qui nous a aidé à nous rapprocher de ce terrain et à comprendre les acteurs étudiés. Cette implication serait, selon Eric Neveu « un investissement émotionnel » qui, « dès lors qu'il se soumet au contrôle » d'outils scientifiques, peut se transformer en « puissant moteur de découverte »¹⁹². En effet, c'est avec « nos individualités »¹⁹³ que nous avons abordé notre terrain et notre relation avec les enquêtés. Si notre positionnement de chercheuse est souvent apparu comme étrange et comme en rupture avec le monde social que nous observions, ce terrain n'a pas été sans effets sur nous¹⁹⁴.

Nous nous sommes progressivement imprégnée des manières de faire et d'être de nos acteurs, en changeant petit à petit notre façon de nous habiller, de parler et en adoptant parfois un certain ethos militant. Nous nous sommes également surprise à adopter certains réflexes d'une certaine forme de clandestinité du militantisme que nous avons tant décriée au début de notre recherche. Face à des « étrangers », comme par exemple le jeune anthropologue, nous nous sommes surprise à adopter les mêmes

¹⁹⁰ CEFAÏ Daniel, AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 », *Cultures & Conflits*, n° 47, 2002, disponible en ligne, consulté le 07 octobre 2013. URL : <http://conflits.revues.org/829>

¹⁹¹ CEFAÏ Daniel, AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier... », *Op.cit.*

¹⁹² NEVEU Érik, « Recherche et engagement. Actualité d'une discussion », *Questions de communication*, n°3, 2003, p 109-120, p 111, cité par KOREN Roselyne « Analyses du discours et engagement du chercheur », *Argumentation et Analyse du Discours*, n°11, 2013, disponible en ligne, consulté le 15 octobre 2013. URL : <http://aad.revues.org/1571>

¹⁹³ BIZEUL Daniel, « L'expérience du sociologue comme voie d'accès au monde des autres » in NAUDIER Delphine, SIMONET Maud, *Des sociologues sans qualités ?*, La Découverte «Recherches», 2011 p. 167-185, p 170.

¹⁹⁴ Daniel Cefai et Valérie Amiraux montrent que « c'est avec et contre soi qu'il faut se battre pour produire du savoir ». CEFAÏ Daniel, AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier... », *Op.cit.*, p 4.

attitudes que l'ONG avait eues à notre égard au début de notre recherche, en filtrant les informations, en limitant l'accès aux réunions, etc. De même au sein de l'ACVC, nous parlions en employant les tics du langage propres à certains militants politiques. Nous avons pu voir qu'au cours de notre recherche, la frontière entre travailler *sur* les organisations paysannes, travailler *auprès* d'elles et travailler *avec* elles est fine. Les « malaises éthiques » sont par conséquent nombreux.

Pour Pierre Bourdieu, « le sociologue n'a que quelque chance de réussir son travail d'objectivation que si, observateur observé, il soumet à l'objectivation non seulement tout ce qu'il est, ses propres conditions sociales de production et par là les « limites de son cerveau », mais aussi son propre travail d'objectivation, les intérêts cachés qui s'y trouvent investis, les profits qu'ils promettent. »¹⁹⁵. Cependant, au-delà d'une introspection personnelle, nos efforts réflexifs nous ont amenée à appréhender notre objet de différentes manières et à considérer certaines situations de recherche comme des données de terrain de premiers ordres. En effet, en prenant ces expériences d'enquête dans leur ensemble, des premières interprétations de la présence du chercheur à l'insertion dans des réunions et des rencontres avec différents acteurs internationaux, en passant par les différentes phases d'« instrumentalisation » de notre position, on peut comprendre certains aspects des relations qu'entretiennent les paysans colombiens avec les acteurs internationaux. Ce n'est qu'en analysant *a posteriori* les différents rôles auxquels nous avons été assignée que nous avons pu percevoir les manières avec lesquelles les différents paysans appréhendent la solidarité internationale. Il ne s'agit pas de dire que notre position de chercheuse étrangère représente pour les paysans la solidarité internationale, mais que cette étrangeté, en tant que rupture dans leur quotidien, ou en tant qu'atout ou risque, etc., a suscité des réactions très diverses, qui, comprises dans leurs contextes, nous permettent de saisir un certain rapport à l'international.

Par conséquent, il faut analyser ces tensions constantes, entre une nécessaire proximité avec notre terrain de recherche pour comprendre cette réalité sociale et une distance que requiert toute méthode scientifique¹⁹⁶.

¹⁹⁵ BOURDIEU Pierre, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 23, 1978 p 67-69, p 68.

¹⁹⁶ AYIMPAM Sylvie, BOUJU Jacky, « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux. Les terrains difficiles aujourd'hui », *Civilisations*, n°64, 2015, p 11-20, p 14.

Trois situations « problématiques »

À partir de trois situations « problématiques » – dans les deux sens du terme, des situations qui peuvent être un obstacle mais qui en soi problématissent –, nous avons exploré les apports de la réflexivité, non seulement pour déterminer les limites de notre recherche mais également pour trouver d'autres utilités à ces situations d'enquête.

Situation 1

Dans le cadre du projet de campement écologique, nous espérions pouvoir assister à des rencontres entre les paysans et d'autres organisations afin de comprendre comment ces liens de solidarité nationale et internationale se tissent autour d'une action concrète. Nous sommes chargée de réaliser le programme des conférences qui auront eu lieu au cours des journées du campement et d'équilibrer les formats (conférence, atelier participatif, partage d'expériences, etc.) afin d'adapter le programme aux paysans qui viennent assister aux journées, mais également aux chercheurs et organisations extérieures qui veulent exposer. Nous consultons Franco sur les acteurs extérieurs qui seront invités afin pour de mettre en place le programme. Il nous répond que ce serait une bonne idée, si en tant que doctorante travaillant sur les paysans en Colombie, nous invitions des chercheurs nationaux et internationaux. Il ajoute que nous pourrions les contacter au nom de l'association mais en rappelant que nous sommes une chercheuse étrangère, ce qui, selon lui, faciliterait l'interaction. Nous sommes ainsi dans une situation où nous devons faire l'intermédiaire entre « deux mondes », cibler des chercheurs colombiens et étrangers qui ont des affinités avec ces thématiques et qui ne seraient pas contre l'idée d'aller exposer leurs recherches devant des paysans. Comment une organisation paysanne locale entre en contact avec d'autres acteurs et crée des liens de solidarité ? Nous avons en quelque sorte court-circuité l'interaction que nous souhaitons observer.

Situation 2

Nous avons utilisé notre position au sein de l'équipe technique pour avoir plus de données concernant les liens internationaux de l'ACVC, ses financements, et la formulation des projets. Nous voulions tout particulièrement savoir de quelle manière l'ACVC fait entrer la défense du territoire dans des appels à projets et comment elle communique sur ses revendications locales avec d'autres acteurs. Sur les conseils de Franco, nous contactons la responsable des relations internationales, Yenly, pour connaître les financements disponibles pour le projet du campement écologique. Il s'agit de financer toute la logistique de transport puis l'alimentation de plus de 300 personnes. L'ACVC n'a pas les financements internes pour cet événement et il est nécessaire de

solliciter des ONG internationales. Yenly nous annonce alors que nous allons solliciter une ONG norvégienne qui soutient l'ACVC. Après avoir noté sur notre carnet de terrain toutes ces informations très utiles pour comprendre le fonctionnement de ces relations, Yenly nous rappelle rapidement et nous demande de rédiger l'argumentaire de l'appel à projet. Elle ajoute : « tu vois à peu près comment présenter les choses ». Or, c'est justement cela que nous aurions aimé observer. Nous essayons d'argumenter que nous ne connaissons pas les manières de faire de l'ACVC, et elle consent à nous envoyer un modèle d'appel d'offre rédigé pour un projet européen. Nous nous sommes retrouvée de nouveau dans une situation où notre participation nous empêchait, autant qu'elle nous permettait, de voir le travail international de l'organisation paysanne à l'œuvre.

Situation 3.

Exilés en Europe depuis plusieurs mois, Enrique et Omaira, deux membres des communautés du Curvaradó que nous avons rencontrés lors de nos terrains, arrivent en France pour réaliser « une tournée » organisée par les Brigades de Paix Internationales (PBI). Informée de leur venue en France, nous contactons les volontaires de PBI pour proposer notre aide, celles-ci accueillent très chaleureusement notre proposition. Lors d'une conférence organisée par PBI qui réunit plusieurs associations et ONG françaises ayant des projets de coopération en Colombie, Enrique est sollicité pour expliquer la situation dans le Curvaradó. Alors que nous nous tenons en retrait (avec notre carnet de terrain afin d'analyser comment Enrique va présenter sa situation locale à des acteurs internationaux), le leader paysan se tourne vers nous et suggère que, peut être, nous serions mieux placée pour expliquer clairement ce qui se passe dans la région actuellement. Nous argumentons qu'il est préférable qu'il expose lui-même sa situation, mais il répond qu'il n'a pas les dernières informations. Il insiste et les représentants d'ONG nous encouragent alors à exposer la situation. À la fin de la réunion, les représentants des ONG françaises s'approchent de nous, et nous pose quelques questions sur notre expérience de terrain. Ils nous proposent alors de rester en contact, afin de savoir ce qui se passe dans ces régions où ils mettent en place des projets. Un autre représentant nous dit alors : « c'est un intermédiaire comme toi dont on aurait besoin, tu les comprends bien et puis, bon... tu comprends ce que nous, on peut faire d'ici ». En repartant de cette réunion, Enrique s'étonne que nous ne les accompagnions pas pour la suite de leurs rencontres. Nous lui répondons que ce n'était pas prévu, que la tournée est organisée par PBI et que nous ne voulons interférer dans ce travail. Enrique répond alors qu'il va demander à PBI pour que nous puissions les accompagner dans leurs rencontres en France. Il nous confie alors qu'il a du mal à expliquer sa situation, qu'il a peur que les gens ne le comprennent pas. Nous nous retrouvons de nouveau dans une situation délicate, celle de devenir trop participante des situations que nous souhaitons observer. Au-delà de nous approcher chaque fois plus de notre objet de recherche, nous sommes devenue, malgré nous, partie prenante de celui-ci.

Ces trois situations rendent compte d'observations participantes au cours desquelles nous sommes devenue un acteur intermédiaire, un relais, un passeur entre des acteurs locaux qui cherchent à se faire comprendre, à formuler leurs revendications, à obtenir des financements et des acteurs internationaux. C'est en occupant directement ce rôle qui nous a été assigné, de manière plus ou moins consciente par les acteurs locaux, que nous pouvons saisir empiriquement et concrètement un des aspects de la construction des solidarités internationales.

Ces situations sont problématiques parce qu'elles ont posé diverses questions quant à l'équilibre à maintenir entre engagement et distanciation par rapport au terrain et par rapport à l'objet de recherche. Elles sont également problématiques dans la mesure où elles entraînent une imbrication difficile à analyser entre les données de l'enquête, l'enquête en elle-même et les réponses apportées. Notre paradoxe méthodologique a ainsi été le suivant : notre méthode peut compromettre l'exploitation de telles données mais, dans le même temps, ces données ne sont perceptibles qu'à travers cette méthode.

Les limites du terrain

Jusqu'à où la position du chercheur devenu acteur est-elle tenable sur le terrain ? Et jusqu'à où cette méthode est-elle valable pour notre objet de recherche ?

Il a été question de « trouver la juste distance »¹⁹⁷. L'atout de travailler sur un terrain étranger et d'appartenir à un champ scientifique distinct de celui auquel appartient notre terrain permet ces prises de distance. Au-delà d'une mise à distance géographique avec le terrain, nous avons pu, à chaque retour en France, « décontextualiser » nos terrains et nos enquêtés plusieurs mois après les périodes d'enquête. Ces mois étaient tout d'abord nécessaires pour mettre à distance le terrain, tant physiquement qu'émotionnellement. Le temps plus ou moins long de l'enquête, nécessaire à un engagement auprès des populations étudiées, était aussi nécessaire pour effectuer le travail réflexif. « En considérant [notre] expérience de terrain d'abord en termes de relation, d'assignation et de rôle » nous avons ainsi pu appréhender « la double dimension du paradigme ethnographique « j'y étais, je peux en parler » en montrant précisément qu'il ne suffit pas toujours « d'y être » pour pouvoir en parler et surtout que

¹⁹⁷ BENSALBAN, « De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance », *Enquête*, n°1, 1995, disponible en ligne, consulté le 15 août 2016. URL : <http://enquete.revues.org/268>.

la manière « d’y être » informe toujours la manière « d’en parler »¹⁹⁸. Notre méthode comparative, notre manière de classer et de catégoriser les données et les entretiens tiers ainsi que les observations participantes en dehors des deux organisations paysannes permettent, à notre avis, d’équilibrer ce que nous avançons au cours de ce travail.

Le travail scientifique procède également d’un choix. Ainsi, nous avons choisi d’exploiter seulement certaines des situations où notre position de chercheuse « instrumentalisée » était exploitable de manière réflexive, tandis qu’une multitude d’autres situations ont été laissées de côté car nous considérons que nous ne sommes pas en mesure – pour l’instant – de les analyser avec toute la rigueur scientifique nécessaire. Il convient de reconnaître que nous n’avons pas toujours été cette « boîte d’enregistrement au cœur de l’action » qu’évoque Daniel Bizeul¹⁹⁹. La prise de notes s’est parfois révélée délicate, puisqu’elle rappelait à nos enquêtés notre rôle de chercheur. De plus, parce que nous vivions avec eux, toute situation pouvait potentiellement être pertinente pour notre objet de recherche. Les données recueillies comportent ainsi naturellement en elles ces moments d’essoufflement et de doutes.

Restituer

Au moment de rendre compte de cette recherche, deux questions s’imposent : comment parler de nos enquêtés et comment les nommer ? Phillippe Bourgeois évoque ce dilemme dans l’introduction de son ouvrage sur les dealers de drogue à New York, et parle d’une certaine autocensure²⁰⁰. Il confie avoir peur de présenter son terrain comme « moche » ou trop cru, et que ses écrits soient utilisés par des politiques racistes ou misérabilistes. Dans cette même dynamique, nous nous sommes interrogée sur la manière de présenter nos enquêtés. Nous avons craint, en effet, que notre démarche affaiblisse ces collectifs, en montrant peut-être les incohérences des causes paysannes, les problèmes de gestion, les conflits internes, les « coups bas » de l’action collective ou encore le pragmatisme de certains leaders. Ne pas publier en Colombie durant la thèse

¹⁹⁸ FOGEL Frédérique, RIVOAL Isabelle, « Introduction », *Ateliers du LESC*, n° 33, 2009, disponible en ligne, mis en ligne, consulté le 4 février 2014. URL : <http://ateliers.revues.org/8192>.

¹⁹⁹ « S’il [le chercheur] peut passer pour un acteur semblable aux autres, impliqué à leur égal, il est au même moment une boîte d’enregistrement au cœur de l’action. », BIZEUL Daniel, « Que faire des expériences d’enquête ? Apports et fragilité de l’observation directe », *Revue française de science politique*, vol 57, 2007, p 69-89, p 85.

²⁰⁰ BOURGEOIS Phillippe, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.

était par ailleurs une manière d'éviter de porter préjudices à des acteurs déjà stigmatisés, et était justifié par des préoccupations de sécurité afin de protéger les enquêtés.

La protection des données personnelles a constitué un enjeu important tout au long de notre enquête. La localisation de certains leaders, la localisation des groupes armés, des informations relatives aux actions collectives à venir, etc. constituaient dans le contexte colombien des données sensibles, notamment parce que nous pouvions faire l'objet de fouilles. De plus, certains leaders et membres des ONG affirmaient être sur écoute et se déplaçaient avec un portable professionnel et un portable personnel. On m'avait recommandé de limiter impérativement mes appels dans certaines zones et de ne pas contacter par téléphone certaines personnes. Empreinte de ce contexte, l'anonymisation des entretiens et des lieux a d'abord prévalu. Cependant, la distance actuelle avec certains faits nous permet plus aisément de nommer les lieux. Par respect pour les enquêtés, nous avons changé les noms et anonymisé les entretiens sauf pour certains leaders que nous évoquons plus régulièrement et qui ont donné leur accord, voire ont demandé explicitement à être nommés.

Devant l'injonction des enquêtés à « faire quelque chose » et donc à restituer une partie de nos recherches, nous avons tenté de trouver un équilibre entre des productions scientifiques et une diffusion des savoirs au plus grand public, articles que nous avons transmis à nos intermédiaires auprès de ces organisations. Ce fut une des manière d'être honnête vis-à-vis de nos enquêtés, en restituant partiellement nos travaux et en continuant de les accompagner, à notre façon, dans la sensibilisation sur la situation des campagnes colombiennes.

Enfin, restituer signifie également traduire et rendre disponible un temps d'enquête et une réflexion qui s'est déroulée sur un temps relativement court. Pour cela, nous avons tenté d'alléger le texte des références culturelles et contextuelles, afin, d'une part, de pouvoir généraliser et, d'autre part, de ne pas encombrer notre démonstration. Les annexes permettent ainsi de fluidifier la lecture, et les quelques photos de rendre plus perceptible le terrain.

CONCLUSION DU CHAPITRE INTRODUCTIF ET ANNONCE DU PLAN

Au cours de la première section, nous avons voulu présenter l’ancrage théorique de notre travail. À partir de cet objet carrefour que nous mobiliserons majoritairement depuis une sociologie de l’action collective, nous avons aussi souhaité préciser l’approche que nous retenons. Celle-ci articule une attention particulière portée aux échelles de revendication et de mobilisation, ainsi qu’au point de vue que les acteurs ont de leurs luttes.

Nous retenons ainsi plusieurs points.

Tout d’abord, nous partons d’une approche microsociologique qui s’attache à observer les acteurs locaux dans leurs interactions avec des acteurs internationaux. Cela sous-entend qu’il existe des espaces précis d’observation de la construction des solidarités internationales, et que ces relations s’observent en situation.

Ensuite, la manière dont les acteurs locaux perçoivent leur situation, formulent leurs revendications et mettent en pratique leur action collective est au cœur de ce travail. Les structures organisationnelles, en tant que réceptacles de cette action collective, sont par conséquent au centre de notre attention.

De même, nous considérons que ces acteurs sont inclus dans des jeux de pouvoir dont ils ont conscience, mais qu’ils ne sont pas pour autant omniscients. Les aspects idéels et pragmatiques de la mobilisation peuvent parfois tirailler les acteurs, notamment lorsque ces derniers interagissent avec des acteurs internationaux ; mais ce sont ces tiraillements, ces négociations et le jeu de ces acteurs qui sont justement au centre de notre travail.

Enfin, les leaders paysans se mobilisent à différentes échelles, en cherchant parfois des soutiens nationaux et internationaux. Ils mobilisent par conséquent un registre discursif varié, en changeant d’échelle de revendication pour interpeller et adapter leurs discours aux interlocuteurs. Articuler les échelles signifie également que le territoire est un espace cognitif et pragmatique d’où sont produites des visions du monde, qui entrent ensuite en contact avec un espace plus internationalisé.

Au cours de la deuxième section, nous avons souhaité développer dans le détail notre démarche méthodologique, ses étapes, les procédés de traitement des données ainsi que l’apport réflexif sur cette méthode. Celle-ci est centrale pour appréhender notre

argumentation et ce travail de recherche puisque le processus méthodologique a en effet occupé une part importante de notre réflexion. Ce travail, motivé par un besoin théorique de se rapprocher du local, nous a menée à une démarche comparative et ethnographique au plus près de nos enquêtés.

Cette thèse s'organise en trois parties.

La première partie de ce travail mettra en avant l'ancrage local des paysans colombiens et la complexité de leurs rapports avec leurs soutiens internationaux. Nous montrerons les diverses influences locales et internationales qui ont pesé sur la construction des solidarités. Nous appréhenderons ainsi les moments de rencontres entre des paysans et des acteurs internationaux qui tentent de construire un sens commun.

La deuxième partie sera consacrée aux effets de ces relations internationales sur les changements internes des organisations paysannes. Celles-ci se sont adaptées, au niveau organisationnel (dans le travail militant) et discursif (dans les différents cadrages de la cause paysanne), pour positionner leurs revendications à différentes échelles.

Enfin, la dernière partie de cette thèse posera la question de la nature des relations entre, d'une part, des acteurs locaux plus politisés et engagés dans des revendications de portée nationale et, d'autre part, des acteurs internationaux dont la solidarité apparaît comme fragmentée. Cette partie interrogera le rôle de la solidarité internationale au niveau local, en analysant comment les paysans négocient ces relations pour peser sur leur contexte national.

1ère Partie : Des campagnes colombiennes à la solidarité internationale

Comment se mobilisent les paysans colombiens au niveau local et sur quelles thématiques échangent-ils avec des acteurs internationaux ?

C'est à cette question que la première partie de ce travail propose de répondre.

En étudiant le niveau local de la mobilisation, on cherchera à analyser les dynamiques de construction des causes paysannes au cours du premier chapitre. Nous chercherons à mieux cerner ces acteurs et à identifier les organisations qui rassemblent les doléances individuelles autour d'un sens commun. Nous rendrons ainsi compte des particularités du militantisme local dans les campagnes colombiennes, des raisons qui motivent l'engagement des paysans et la manière dont ces derniers perçoivent leurs luttes.

Puis, dans un deuxième chapitre, nous analyserons l'imbrication des divers héritages historiques et des dynamiques internationales qui ont contribué à former les revendications paysannes et ont façonné leur rapport à la solidarité internationale. Nous mettrons ainsi en exergue le contexte spatial et temporel de deux régions dans lesquelles se mobilisent les paysans colombiens, le Magdalena Medio et le Bas Atrato, qui sont marquées par des périodes de violences ayant suscité l'arrivée de divers soutiens étrangers. Nous montrerons comment les paysans colombiens sont passés de demandes portant sur le droit à la terre à des revendications relatives au territoire, ainsi que l'influence des droits de l'Homme dans ces évolutions.

Enfin, le troisième chapitre s'intéressera de plus près aux rencontres entre acteurs locaux et internationaux, avec l'objectif de comprendre d'une part la densité des liens de solidarité qui se nouent et, d'autre part, d'analyser les mécanismes de production d'un sens commun entre des acteurs si différents. Nous verrons ainsi que les acteurs locaux interagissent avec des soutiens internationaux très divers, et construisent des solidarités fragmentées. Nous nous concentrerons ainsi sur les espaces de rencontres entre acteurs locaux et internationaux pour comprendre comment ils parviennent à partager et à construire des relations originales.

CHAPITRE 1. Se mobiliser localement en Colombie

Introduction

Au cours de ce premier chapitre il sera question de saisir le point de vue des acteurs locaux, en se rapprochant le plus possible de leur quotidien, de leur manière de percevoir leur situation afin de comprendre les caractéristiques de l'action collective dans les campagnes colombiennes. L'approche par le local nous permet de renverser la tendance des études sur les grandes causes internationales et leur circulation, des études qui se focalisent sur le résultat, en oubliant les raisons de l'existence de ces revendications « dites globales »²⁰¹. Nous verrons ainsi les particularités des mouvements locaux étudiés, la diversité de leurs membres et ce que militer veut dire dans ces contextes.

Cependant étudier le local et comprendre les perceptions des acteurs locaux nécessitent tout d'abord de les identifier. Or, où placer le curseur du local ? Qui sont les acteurs à la base de toute mobilisation et comment ces « citoyens ordinaires »²⁰² perçoivent-ils leur situation ? Le niveau local des campagnes colombiennes comporte de nombreux obstacles pour l'action collective²⁰³ mais, plus qu'un lieu c'est aussi un espace particulier où se construisent les perceptions des acteurs locaux²⁰⁴. Penser l'ancrage local des acteurs qui revendiquent la défense de leur territoire pourrait sembler une évidence, or il n'est pas aisé de saisir ses délimitations tant matérielles que cognitives.

Au cours de ce chapitre, nous exposerons deux constats. Premièrement, les paysans s'expriment à partir de *leur* contexte, celui qu'ils perçoivent, qui correspond à l'espace d'un bassin ou d'un village. Le contexte des acteurs locaux a une influence sur leurs

²⁰¹ Johanna Siméant montre qu'il est pertinent d'analyser des dynamiques internationales au niveau local. SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international... », *Op.cit.*

²⁰² GAXIE Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, vol 57, n°6, 2007, p 737-757.

²⁰³ Un aspect peu abordé par la littérature sur les mouvements sociaux, comme le constate plusieurs chercheurs. COMBES Hélène, HMED Choukri, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna, SOMMIER Isabelle, « Observer les mobilisations: Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, vol 93, n°1, 2011, p 7-27.

²⁰⁴ Wendy Wolford parle ainsi « d'imaginaires spatiaux » dans ses travaux sur le mouvement des Sans Terre du Brésil. WOLFORD Wendy, *Land is ours : the Social Mobilization and the Meaning of Land in Brazil*, Durham, Duke University Press, 2007.

pratiques et sur la construction des causes locales²⁰⁵. Or, cette localité ne signifie pas que ces contextes soient pour autant autonomes des événements qui se déroulent en dehors de ces espaces, au contraire, ils sont bien traversés par les dynamiques nationales et internationales²⁰⁶. Par conséquent la compréhension fine des contextes locaux des enquêtés permet de comprendre de quelles manières ces derniers se lient avec d'autres espaces et d'autres acteurs²⁰⁷.

Deuxièmement, la recherche des acteurs locaux nous mène nécessairement au rôle que jouent les organisations collectives dans la construction de ce que constitue « la base sociale », celle qu'elles revendiquent²⁰⁸. En effet, les paysans deviennent des acteurs lorsqu'ils émergent au sein de collectifs. Ainsi c'est le processus d'identification des « acteurs locaux » qui poussent à l'identification des organisations paysannes. Nous verrons que plusieurs paysans se sentent affiliés à un processus d'organisation locale, les conseils d'action communale ou les conseils communautaires tandis que d'autres paysans revendiquent plus directement leur affiliation à l'ACVC et aux zones humanitaires des bassins du Bas Atrato. A ce sujet, nous verrons qu'il existe divers degrés d'appartenance des paysans à ces collectifs, et que plusieurs éléments de langage, des manières de raconter leurs histoires individuelles ou d'exprimer leurs doléances, témoignent de la prégnance d'un processus de mise en commun des trajectoires et des injustices. Les organisations paysannes sont par conséquent des lieux d'observation des dynamiques locales, en tant que réceptacles des besoins locaux et en tant qu'entités travaillées par les trajectoires individuelles et la construction du collectif. Nous verrons comment ces organisations se constituent comme des relais essentiels pour faire exister les causes paysannes.

²⁰⁵ Dans un état des lieux de la littérature sur l'espace des luttes, Javier Auyero montre que « l'espace devrait donc être envisagé non seulement comme le produit des processus sociaux – c'est-à-dire « socialement construit » – mais également comme participant de l'explication de ceux-ci, le social étant, en d'autres termes, « construit dans l'espace » ». AUYERO Javier, « L'espace des luttes... », *Op.cit.*, p 124.

²⁰⁶ Jean Louis Bricquet et Frédéric Sawicki montrent que le local n'est pas autonome vis-à-vis d'autres niveaux. BRICQUET Jean Louis, SAWICKI Frédéric, « L'espace du local »..., *Op.cit.*

²⁰⁷ Ajouté au fait que le local ne soit pas autonome (comme exposé précédemment), Lilian Mathieu insiste quant à lui sur le fait que « l'espace des mouvements sociaux » n'a qu'une autonomie très relative par rapport à d'autres champs et que ces espaces sont soumis aux influences que d'autres univers peuvent y exercer. Le niveau local est par conséquent un espace pertinent pour comprendre comment les paysans entrent en interactions avec d'autres acteurs locaux, nationaux ou internationaux. MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n°77, 2007, p 131-151.

²⁰⁸ Charles Suaud montre que la base sociale n'existe pas en soi, que c'est « un mythe ». SUAUD Charles, « Le mythe de la base... », *Op.cit.*

Ainsi, dans une première section nous analyserons tout d'abord les caractéristiques de l'engagement dans les campagnes colombiennes avant d'explicitier les processus de construction des revendications collectives dans une deuxième section.

SECTION 1/ COMPRENDRE L'ENGAGEMENT DES PAYSANS COLOMBIENS

Appréhender les caractéristiques propres à l'engagement des acteurs locaux sous-entend une méthodologie particulière, celle d'une enquête ethnographique, et une définition de ceux qui représentent « les acteurs locaux ». Or cette démarche s'est heurtée à plusieurs obstacles, celui de trouver le lieu de recherche, puis celui de comprendre l'objet social « local »²⁰⁹. Le premier obstacle est d'ordre empirique, puisqu'il est difficile d'accéder aux campagnes colombiennes autrement que par les organisations paysannes. Cette difficulté révèle d'ailleurs tout l'enjeu d'identification de la base sociale. En effet, les organisations sont réticentes à dévoiler « leur » base sociale, à nous autoriser l'accès aux campagnes mais aussi à nous permettre de réaliser des entretiens avec des paysans qui ne feraient pas partie de leur organisation. Le deuxième obstacle consiste ensuite à définir le « local », à en délimiter l'espace²¹⁰. Qui constitue la base de ces organisations paysannes ? La population qui habite la zone d'action des processus organisationnels identifiés ? Les habitants qui ont déjà connaissance de l'organisation, ceux qui reconnaissent l'organisation, qui se mobilisent avec elle ou qui ont une fonction à l'intérieur de celle-ci ? Où est donc cette base sociale permettant de percevoir le sens de la « construction par le bas » ?

Ainsi, c'est au cours des rencontres de personnes non membres des organisations, rencontrées au hasard des événements et des aléas du terrain, puis de la confrontation avec des entretiens avec des personnes qui se revendiquent comme faisant partie des organisations que nous avons progressivement essayé de saisir ce local. Les enquêtés qui constituent cette « base sociale » des organisations paysannes étudiées sont très

²⁰⁹ BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7-8, 1989, p 6-16.

²¹⁰ Définir l'espace, et les différents sens qu'il revêt pour la mobilisation n'est pas aisé. Nous parlerons plus généralement du niveau local. Celui-ci est le niveau des mobilisations, il détermine par conséquent l'action collective de diverses manières mais c'est aussi un lieu où se construit une certaine perception des injustices, premier pas avant la mobilisation. COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille « Quand l'espace compte...spatialiser l'analyse des mobilisations », in COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère...Op.cit.*, p 9-31.

divers : ils habitent dans les villages où agissent les organisations, dans des villages plus ou moins liés à l'organisation (quand le président de village, ou le conseil communautaire a choisi de faire partie d'un processus plus large de rassemblement), ou leurs villages se trouvent dans le sillon géographique de l'organisation et, en tant que point de passage, les habitants connaissent l'organisation paysanne. Cependant, si les paysans qui n'en sont pas membres ont connaissance de l'organisation paysanne (dans le sens où ils l'identifient clairement), ils ne connaissent pas toujours ce qu'elle fait ou les revendications qu'elle défend. Nous avons défini ces enquêtés comme des « membres implicites ». S'ils ne font pas toujours pleinement partie de l'organisation, celle-ci les considère néanmoins comme « sa » base sociale. Les récits de vie nous ont permis d'identifier ces moments clés où les trajectoires individuelles de vie rencontrent des trajectoires plus collectives. Ces récits de vie nous ont donné la possibilité de comprendre le rôle que joue *le* contexte des enquêtés, et *leur* contexte (c'est-à-dire tel qu'ils le perçoivent) dans la naissance d'une volonté de s'organiser autour d'un collectif.

Nous verrons tout d'abord ce que les paysans disent de leur contexte, puis comment ils s'organisent dans les campagnes et le sens que revêt l'engagement dans des contextes sécuritaires risqués.

La diversité des paysans colombiens : qui sont les enquêtés dans le Magdalena Medio et dans le Bas Atrato ?

L'agriculture comme activité principale

Les acteurs locaux sont des paysans et paysannes qui vivent dans de petits villages ou qui possèdent leurs champs dans des zones plus reculées. L'avancement de la récolte, l'état des cultures, le changement des saisons, et l'organisation des travaux agricoles constituent les discussions essentielles de ces paysans et paysannes dont la vie est souvent rythmée en fonction des saisons et des cultures, un référent temporel clé pour se rappeler les événements. La main d'œuvre est familiale et les produits sont prioritairement destinés à l'autoconsommation. Les excédents peuvent parfois être commercialisés au sein même des villages. Les paysans du Magdalena Medio et du Bas Atrato produisent du riz, du manioc, du maïs, des bananes et des bananes plantain. Ces deux régions étant traversées par de nombreux fleuves et rivières, certaines familles ont également une activité complémentaire de pêche, mais celle-ci est souvent moins rémunératrice dans ces zones en raison notamment de la contamination des eaux et de la disparition de nombreuses espèces de poisson. Les familles possèdent aussi quelques volailles et un potager pour l'alimentation quotidienne. L'habitat est souvent très modeste, les maisons sont en bois et sur pilotis en raison des marécages et pour se prévenir des crues du fleuve. De nombreux villages sont situés en zones tropicales humides. Le bois est un autre secteur d'activité important dans ces deux régions caractérisées par leurs forêts tropicales. L'exploitation du bois (coupe, récolte et acheminement du bois depuis les forêts jusqu'aux routes) est parfois complémentaire des activités agricoles pendant les périodes de creux des récoltes. Certains paysans, un peu mieux dotés, se sont spécialisés dans le transport de marchandises, *via* l'acquisition d'une petite barque ou de mules qu'ils louent ensuite pour l'acheminement des aliments ou le transport du bois. Enfin, il ne faut pas négliger les activités illégales présentes, à savoir la production de la feuille de coca et l'exploitation de l'or. Dans certaines zones, la production de la feuille de coca constitue une entrée économique importante pour les familles, notamment dans le Sud du département du Bolivar (Magdalena Medio). Ces paysans ensemencent les plants de coca ou travaillent en tant que cueilleurs de feuilles de coca, les *raspadores*. Les femmes travaillent également aux abords des plantations, dans la confection des repas pour les travailleurs, ou dans le transport des plants de coca puis des feuilles récoltées. Il existe aussi une économie parallèle autour de la production de la « pâte de base », qui constitue l'ingrédient principal pour la fabrication de la cocaïne. L'acheminement des produits chimiques, ainsi que le transport de cette pâte de base génèrent des revenus importants dans certaines zones rurales pour les paysans, bien qu'incomparables avec les marges réalisées par les intermédiaires (narcotrafiquants et revendeurs par exemple). L'extraction de l'or, ainsi que d'autres métaux, constitue une autre activité économique importante, notamment dans le Nord Est du département de l'Antioquia. L'or est extrait de manière artisanale dans les rivières ou les points d'eau, puis les pépites récoltées sont diluées avec du mercure afin de séparer l'or du reste de la pierre. Cette activité artisanale est essentielle pour de nombreuses familles qui vivent depuis longtemps de ces exploitations. Cependant depuis 2010, cette activité est déclarée illégale*. Les petits mineurs continuent ce travail sans protection et sont obligés de se cacher. Ils côtoient souvent des entreprises multinationales qui possèdent des concessions minières, avec des exploitations plus grandes à ciel ouvert ou creusées en profondeur. Dans certaines zones, déclarées comme protégées, l'exploitation du bois est une activité illégale, et les travailleurs sont considérés comme des trafiquants, tout autant que les petits mineurs, et sans parler des *cocaleros*²¹¹ pour qui les peines sont plus lourdes. Ces activités et tous les « à côté »

²¹¹ Ce terme désigne souvent les personnes qui organisent le travail dans les champs de culture de plants de coca.

(notamment les liens avec le conflit armé) sont à prendre en compte puisque dans certaines régions elles constituent un apport économique important pour les familles.

Dans le Magdalena Medio, les alliances entre les organisations paysannes et les petits mineurs sont courantes et leurs revendications se rejoignent sur de nombreux points. Dans le département du Chocó, les afro-descendants tentent de revendiquer un statut de mineurs artisanaux de manière légale, mais ils se heurtent souvent aux concessions minières déjà octroyées pour obtenir des droits d'exploitation. Au vu de la difficulté d'accès dans ces zones de production souvent loin des villages, et en raison des conditions de sécurité, ces activités constituent rarement l'occupation principale de nos enquêtés, cependant elles sont présentes dans leurs récits de vie, c'est pourquoi, il importe de les mentionner.

La journée type du paysan colombien

Au cours d'une journée classique, les femmes se consacrent à l'entretien domestique (nettoyage et lessive à la main), à l'alimentation (préparation des repas), aux enfants (les femmes allaitent les enfants en bas âge le plus longtemps possible), elles s'occupent également du poulailler et du petit bétail (chèvres et porcs). Dès les premières heures du jour, les hommes travaillent aux champs et se chargent de la commercialisation ou de l'échange de biens avec le voisinage ou sur de petits marchés locaux. Cette activité permet de dégager quelques ressources supplémentaires pour l'habitat, la santé, l'éducation et l'achat de biens non alimentaires. Les plus jeunes de la famille travaillent dans les champs de leurs parents, ou travaillent en tant que journalier pour des travaux physiques (embarcation de bananes, récolte du manioc etc.). Le soir les familles se réunissent régulièrement pour écouter de la musique, cuisiner, échanger, danser, etc. Les dimanches sont réservés au culte pour les croyants (catholiques mais on note plusieurs églises protestantes), et aux activités communautaires (réunions et assemblées de village mais aussi entretiens des parties communes dans les villages).

*L'entrée des multinationales minières s'est renforcée depuis 2010, et 70 mines artisanales ont été fermées dans la région du Cimitarra, 118 personnes arrêtées. Sources : Peace Brigades International

Que disent les paysans, et comment le disent ils ?

Les organisations étudiées prennent place dans un contexte marqué par la violence politique et par une colonisation des terres relativement récente²¹². Les acteurs locaux évoluent ainsi dans des espaces difficiles d'accès et marqués par des éléments naturels qui façonnent les histoires des villages. La dimension territoriale est centrale dans notre analyse, en partie parce que le territoire est important pour nos enquêtés, mais également parce que nous avons pu éprouver tout au long de notre démarche la diversité de ce

²¹² Sur l'histoire de la colonisation des terres en Colombie on se réfère aux travaux de Catherine Legrand et de Mauricio Archila. LEGRAND Catherine, *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950)*, Bogotá, Colombia, Centro Editorial, Universidad Nacional de Colombia, 1988 ; LEGRAND Catherine, *Frontier expansion and peasant protest in Colombia, 1850-1936*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986 ; ARCHILA NEIRA Mauricio et al, *Conflictos, poderes e identidades en el Magdalena Medio, 1990-2001*, Bogotá, Ed CINEP-Colciencias, 2006.

local. L'homogénéité des territoires transparaît dans les discours des organisations paysannes soucieuses de généraliser les revendications, or ces propos contrastent avec l'extrême diversité des situations locales observées sur le terrain. Constaté cet écart c'est aussi saisir tout le rôle que jouent ces organisations paysannes pour construire des revendications communes. Pour reprendre l'expression de Daniel Gaxie²¹³, les paysans que nous avons rencontrés sont en quelque sorte des « citoyens ordinaires », qui cherchent avant tout à exprimer ce qu'est leur contexte, celui de la violence, du déplacement, des incursions paramilitaires et de la peur de l'État. « L'abandon de l'État », régulièrement formulé ainsi, est au cœur des entretiens auprès de ces habitants ruraux qui mettent en avant l'enclavement de leur région et la vulnérabilité économique et sociale dans ces territoires. Malgré un manque apparent de compétence politique et l'isolement des paysans, ces citoyens ordinaires, que nous avons nommé « membres implicites » ont des moyens²¹⁴ pour déchiffrer leur environnement et donner ainsi du sens aux événements auxquels ils sont confrontés. Ces enquêtés nous informent ainsi à leur manière sur des éléments essentiels du contexte. Ils parlent de leur réalité sans réellement attribuer une portée « politique » à leur discours, ils évoquent des épisodes de leur région et leur situation à travers des récits et des anecdotes très personnels. L'attention portée à ces citoyens ordinaires permet d'aborder leur contexte, mais aussi d'identifier les moments de rencontre entre ces individus et la politique, entre l'individuel et le collectif.

Des populations touchées par la violence

« C'est là que la violence s'est installée, et que l'on a eu tout ça. [...] la violence a commencé comme ça, vous partez parce qu'on ne répond plus de rien, avec ce genre de chose, et après ils sont arrivés...les déplacements [...] ce jour là Mariano avait un petit porc pour aller le vendre là-bas, il a vendu le petit porc, et nous nous sommes dit, bon allez, allons y, et ça s'est fait. Le massacre a commencé. »²¹⁵

²¹³ Les citoyens ordinaires, que nous avons définis comme les « membres implicites », se distinguent des autres membres des organisations qui possèdent plus de compétences politiques. La capacité des acteurs à exprimer des opinions sur leur situation, et à politiser leurs difficultés quotidiennes dépend en partie de ces dispositions individuelles. GAXIE Daniel, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », ..., *Op.cit.*

²¹⁴ Pour plus de développements concernant le rapport des citoyens ordinaires à la politique et à la « culture politique » on se réfère aux travaux d'Alfredo Joignant. JOIGNANT Alfredo, « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique » *Politix*, vol 17, n°65, 2004, p 149-173.

²¹⁵ Entretien avec une habitante de la zone humanitaire de Camélias, Curvaradó, novembre 2013.

La violence « est arrivée ». Cette phrase anodine qui commence souvent les longs récits des violences montre à quel point les habitants ont ressenti une violence impersonnelle et incompréhensible s'abattre sur eux. À la différence de certains leaders qui évoquent les événements avec des dates clés, des épisodes précis, et contextualisent (l'arrivée des paramilitaires dans le Magdalena Medio et le Bas Atrato à la fin des années 1990 est une stratégie nationale de montée en puissance et de contrôle territorial de ces groupes), les habitants de la base expriment plutôt un désarroi, une horreur sans nom qui a profondément perturbé leur quotidien. Beaucoup racontent qu'ils n'ont d'abord pas cru à l'arrivée des paramilitaires, puis que la rumeur disait qu'ils arrivaient « on racontait que les paramilitaires étaient en chemin »²¹⁶. Et puis, le bruit court qu'un voisin a été assassiné, puis un proche parent. Les familles sont souvent parties en quelques heures en emportant toutes leurs possessions pour fuir de manière désordonnée.

Le massacre de Brisas del Curvaradó est un des événements marquants qui a agit comme déclencheur de terreur pour les communautés du Bas Atrato. Le 6 octobre 1996, un commando paramilitaire des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) réunit les habitants au centre du village et assassine six personnes sur la place centrale, en affirmant, selon les habitants, vouloir montrer l'exemple à la guérilla²¹⁷. Les témoins de ces scènes expliquent que l'armée, la Brigade XVII de l'armée colombienne, était présente pendant cette scène, et qu'un hélicoptère militaire a survolé ce massacre. S'ensuit une vague d'assassinats sélectifs dès le début de l'année 1997, les corps sont retrouvés mutilés, décapités, et portant des marques de torture. Cette stratégie de terreur marque les habitants en instaurant un climat de peur généralisée. Ces événements violents poussent les habitants à fuir le territoire de 1996 à 1997. Une deuxième vague de violences paramilitaires génère de nouveaux déplacements forcés entre 2000 et 2001. La Commission Interclésiale de Justice et Paix estime que plus de 70% de la population a fui le territoire pendant cette période, et qu'environ 2500 personnes du bassin du Curvaradó et 1800 personnes du bassin voisin de Jiguamiandó ont été déplacées²¹⁸. L'ONG comptabilise 22 disparitions entre 1996 et 2004 et 77 assassinats dans ces deux

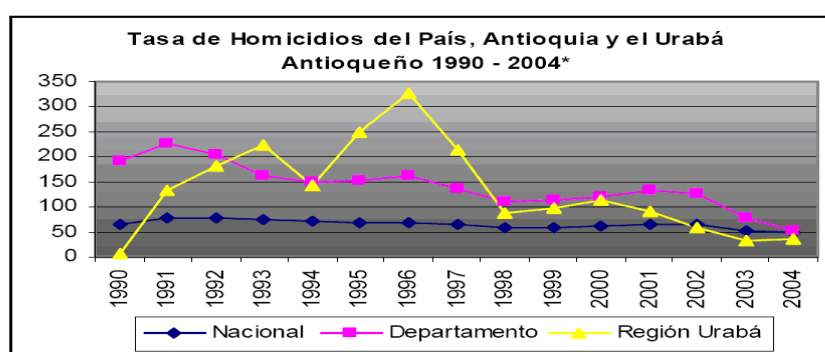
²¹⁶ Entretien avec une habitante du village de Puerto Nuevo Ité, Vallée du Cimitarra, octobre 2013..

²¹⁷ Cet épisode est plusieurs fois mentionné dans les entretiens. Il a également fait l'objet d'une recherche de la part de l'ONG de la Commission Interclésiale de Justice et Paix à partir de témoignages des paysans de la région qui ont servi lors de différents procès notamment contre les chefs d'entreprise de palme africaine accusés de liens avec les paramilitaires.

²¹⁸ Sources : rapports de la CIJYP à partir des bases de données du CINEP (Centre d'Investigation et d'Éducation Populaire).

zones. Sur le graphique suivant qui correspond aux taux d'homicides enregistrés par la Police Nationale, on peut clairement identifier le pic des violences des années 1996 et 1997 en jaune (la région Urabá²¹⁹) par rapport au taux d'homicides déjà élevé du département (en rose) et le taux national à un niveau moindre niveau (en bleu foncé), mais qui reste à cette époque le taux d'homicide le plus élevé du continent²²⁰.

Graphique n°1. Comparaison des taux d'homicide entre le niveau national, le département d'Antioquia et la région d'Urabá



Fuente: CIC - Policía Nacional
 Procesado por el Observatorio del Programa Presidencial de Derechos Humanos y DIH
 *Datos proyectados con base en lo registros a junio de 2004

Source : CIC-Police Nationale. Données traitées par l'Observatoire du Programme Présidentiel des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire.

Les habitants racontent ces événements sans réelle chronologie, et plusieurs témoignages sont parfois nécessaires pour obtenir un déroulement précis des événements. L'accent est davantage mis sur les émotions, les ressentis lors de cette période de violence. Les habitants insistent sur les aspects du quotidien de la violence (la logistique de l'alimentation, l'organisation des couchages à la hâte, le soin apporté aux enfants, les maladies tropicales et les problèmes sanitaires, etc.). Dans le Bas Atrato, au déplacement massif succèdent d'autres déplacements, les populations migrent alors

²¹⁹ La région d'Urabá correspond à une zone autour du Golfe du même nom, autour de la ville de Turbo, au Nord Est de la Colombie à la frontière avec le Panama. Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó appartiennent à cette région étant donné que la rivière Atrato se déverse dans le Golfe d'Urabá.

²²⁰ À la fin des années 1990, la Colombie dépasse le Brésil parmi les pays les plus violents d'Amérique Latine (24,5 homicides pour 1000 habitants pour le Brésil, tandis que la Colombie déplore 79 homicides pour 1000 habitants) Sources : Comité permanente de Defensa de los Derechos Humanos sur la base des données de la Police Nationale, de l'Organisation panaméricaine de Santé et du Département national de Planification. Sur les études de la violence en Colombie on peut consulter : GUZMÁN German et al, *La violencia en Colombia. Estudio de un proceso social*, Bogotá, Circulo de Lectores, 1988.

d'un point à un autre, fuyant les violences. Les enquêtés racontent ainsi qu'une partie de la population s'est dans un premier temps réfugiée dans la ville voisine de Pavarandó, tandis qu'une autre est restée sur le territoire, cachée dans la forêt dans des conditions climatiques très difficiles. L'arrivée dans les petites villes des alentours et parfois dans des centres urbains plus importants est vécue comme un déracinement par les paysans, d'autant plus que cette période est très longue. En 2003 quelques familles retournent dans le Jiguamiandó, puis en 2006 dans le Curvaradó mais ce n'est qu'au début des années 2010²²¹ qu'une grande partie des habitants reviennent sur leurs terres. Cependant, ils sont confrontés à de nouvelles violences. Par exemple, la mort en 2012 de Manuel Ruiz et de son fils Samir Ruiz, quelques mois après le retour de cette famille sur ses terres, a été vécue comme un nouveau traumatisme pour la communauté. Après avoir effectué la recherche des corps avec l'aide d'ONG colombiennes, la famille est de nouveau menacée et doit quitter le territoire. Pendant un an, Trinidad et ses enfants sont déplacés dans plusieurs villes où ils reçoivent des menaces. En 2013, avec l'aide de plusieurs ONGI et celle de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix, la famille revient sur ses terres. Trinidad confie ainsi son désarroi, sa peur permanente, et l'insécurité qui règne :

« nous sommes arrivés au milieu des menaces, plein de menaces, on est arrivés ici et ils disaient qu'à moi on me donnait deux mois de vie, ça fait cinq [...] on entend des menaces, il faut aller de l'avant et on reste tranquille, mais oui on entend des rumeurs [...] on entend, nous, que par exemple, à moi ils m'ont dit, si c'était pour la tuer Madame Trinidad, si c'était pour la tuer, nous serions déjà entrés et nous l'aurions déjà tué, ils m'ont dit ça là-bas, les gens par-ci par-là. »²²²

Dans les récits, les pronoms indéfinis sont souvent utilisés lorsque les personnes évoquent cette violence. Ils parlent alors de « ils », « eux », et lorsqu'ils font allusion aux menaces reçues c'est toujours en faisant écho aux « on dit ». Se dégage de ces récits la perception d'une violence généralisée, mouvante et surtout dé-personnifiée, qui fait écho à l'impuissance et à la vulnérabilité de ces habitants. L'autocensure est très

²²¹ Dans d'autres bassins voisins les habitants commencent leur processus de retour plus tardivement, comme c'est le cas des territoires collectifs de Pedeguita y Mansilla et de La Larga Tumarado où nous avons accompagné les tentatives de retour des familles à la fin de l'année 2014.

²²² Témoignage recueilli en novembre 2013 lorsque Trinidad revient sur cette expérience et sur les menaces reçues après le retour de sa famille et la constitution de la zone humanitaire. Ce témoignage a été enregistré pendant un échange avec une équipe de psychologues.

présente, et nos enquêtés ont souvent refusé de dire qui étaient selon eux, les responsables de ces violences, alors même qu’au cours des discussions en « *off* » ils commentent les déplacements des paramilitaires, les points de contrôle dans la zone, les intimidations et les menaces quotidiennes.

Ce climat est particulièrement perceptible lors du retour de la famille Ruiz dans le Curvaradó en juin 2013, un moment que nous avons accompagné avec une caravane internationale²²³ qui est restée pendant plusieurs semaines auprès de la famille. Un des fils reçoit de nouvelles menaces et ne peut rester plus longtemps dans la région. Par la suite, il revient progressivement vivre avec sa famille, mais tout au long de l’année 2014 il est suivi par des hommes armés, et est menacé. Il fait l’objet de mesures de protection du gouvernement colombien²²⁴ (Unité de Protection en charge de la protection des personnes menacées) tout comme le reste de la famille. Un autre fait marquant pour les populations de Jiguamiandó et de Curvaradó est l’assassinat en 2012 d’un autre « réclameur de terre », Aljenito Diaz. Une zone humanitaire est ainsi créée en sa mémoire. Son frère Guillermo reprend les dénonciations et endosse le rôle de leaders pour réclamer sa terre. En 2014, il est menacé à son tour à plusieurs reprises, et doit un temps se réfugier malgré des mesures de protection assignées par l’État colombien. Tout au long de notre terrain, ce leader est régulièrement appréhendé par les militaires qui patrouillent dans cette zone et lui conseillent de ne pas rester.

Dans les récits de vie, ces épisodes de violence sont omniprésents, et les habitants expriment une certaine continuité entre la violence du déplacement de 1997 et la violence du retour, d’autant plus qu’ils ne marquent pas la coupure temporelle des années en dehors du territoire. La question sécuritaire occupe donc une place importante dans les témoignages de ces paysans et cette question est fondamentale pour comprendre le contexte dans lequel se met en place l’organisation des zones humanitaires. C’est également un constat que nous avons pu faire tout au long de notre terrain, lors des déplacements avec les habitants, lors des accompagnements avec l’ONG de la Commission Interclésiale de Justice et Paix (CIJYP), et tout au long de nos observations dans cette région. L’ONG a elle-même été plusieurs fois menacée, et lors

²²³ Cette caravane est à l’initiative des Brigades de Paix Internationales (PBI), ainsi que d’autres ONG internationales d’accompagnement comme Witness For Peace, et de la Commission Interclésiale de Justice et Paix.

²²⁴ L’Unité Nationale de Protection est un organe dépendant du Ministère de l’Intérieur en charge d’allouer des moyens de protection (garde du corps, voiture blindée, téléphone, etc.) aux personnes ou groupe qui, en raison de leurs activités, sont menacés dans leur intégrité physique. Plus de 7500 personnes sont concernées par ces mesures de protection en 2014.

des derniers terrains, les consignes de sécurité pour se déplacer dans la zone s'étaient durcies (par exemple l'interdiction de circuler la nuit, l'obligation d'utiliser le véhicule de protection assigné par l'Unité Nationale de Protection, la présence des gilets pare-balles dans le véhicule, et le renforcement des contrôles à l'entrée des zones humanitaires). Au-delà des ressentis des habitants et des perceptions locales de la violence, la présence paramilitaire s'est globalement accrue dans ces zones et toute activité, même en apparence insignifiante²²⁵ est complexe dans ce contexte en tension.

Encadré n°6. L'opération « Genèse », une opération « anti-guérilla » aux conséquences humanitaires alarmantes

L'opération « Genèse » dans le Bas Atrato : une opération « anti-guérilla » aux conséquences humanitaires alarmantes

L'opération Genèse est une des opérations militaires et paramilitaires les plus violentes de l'histoire récente colombienne. De par son ampleur et sa visibilité, c'est aussi une des opérations les plus dénoncées et les plus documentées. C'est en effet un cas emblématique de collaboration entre l'État colombien et les paramilitaires dans la guerre contre les guérillas. Cette opération de contreguérilla est menée dans la région du Bas Atrato entre 1996 et 1997 *via* des bombardements aériens, des blocus économiques, une politique systématique de la terre brûlée, des détentions multiples, etc. Sous prétexte de combattre la guérilla, cette opération a déplacé entre 15 000 et 17 000 personnes²²⁶ dans toute la région du Bas Atrato, principalement des paysans (petits propriétaires terriens, communautés afro-descendantes et indigènes). En 2008, le Général Rito Alejo del Rio, en charge de cette opération est rendu responsable de la torture et de l'exécution extra-judiciaire de l'afro-descendant Marino Lopez Mena, c'est la première fois qu'un haut gradé est jugé pour ce genre de faits. En 2013, la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) condamne l'État colombien pour avoir manqué à ses obligations de protection et pour le déplacement forcé des membres de la communauté de Cararica dans la province de Riosucio (Chocó), déplacés par l'action des groupes paramilitaires, en collaboration avec des membres des Forces Armées de Colombie.

La population paysanne qui habite la zone d'action de l'ACVC a également connu plusieurs vagues de déplacement. Ces paysans sont arrivés des régions voisines dans les années 1980, puis ont été déplacés à l'intérieur même de la région du Magdalena Medio très touchée par le conflit. Depuis, ces paysans se sont installés sur ces terres, avec ou sans titre de propriété, notamment en ce qui concerne les terres domaniales de l'État (les *Baldíos de la Nación*) sur lesquelles des villages entiers sont installés depuis les

²²⁵ À titre d'exemple, la présence de paramilitaires a clairement identifiée lors du dernier terrain dans le port de Brisas, à quelques centaines de mètres d'une zone humanitaire du Curvaradó. Un rapport de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix a été produit à ce sujet.

²²⁶ INTER-AMERICAN COURT OF HUMAN RIGHTS, *Case of the afro-descendant communities displaced from the Cacarica river basin (operation genesis) v. Colombia Judgment*, 20 novembre 2013.

différentes vagues de colonisation de ces terres vierges. Au cours des années 1990, qui marquent l'arrivée des paramilitaires dans la région, de nombreux villages ont été pris pour cibles, accusés de collaborer avec les guérillas. Plusieurs exactions dans cette zone ont été commises, (assassinats massifs, disparitions, déplacements forcés, destruction des habitats et des récoltes, blocus économique, etc.) par les militaires et les paramilitaires²²⁷. Plusieurs leaders paysans sont assassinés au début des années 2000, comme Diomedes Playonero, Orlando Triana, Nelsy Gabriela Cuesta et Carlos Ramirez. Le conflit est particulièrement violent dans le Sud du département du Bolivar, les affrontements sont réguliers entre les paramilitaires du Bloc Central Bolivar (qui remontent le fleuve depuis Puerto Boyacá) et les guérillas présentes historiquement dans cette zone (les FARC-Forces Armées Révolutionnaires de Colombie et l'ELN-Armée de Libération Nationale). Les municipalités de Puerto Wilches, Remedios, San Pablo et Sabana de Torres sont particulièrement touchées par cette violence pendant la période 1997-2002. Barrancabermeja est la région qui enregistre le plus d'assassinats sur cette période, notamment car les paramilitaires souhaitent asseoir leur domination sur cette ville. Les leaders ouvriers, syndicalistes, défenseurs des droits de l'Homme, leaders communautaires, sympathisants de gauche, etc., sont les premières victimes de la prise de Barrancabermeja, entre 2000 et 2003. Les ONG ont reporté plus de 1000 assassinats et plus de 300 cas de disparitions forcées dans la ville et ses alentours²²⁸. Cette incursion paramilitaire a des conséquences directes dans les campagnes et les pics de violence correspondent aux localités disputées par la guérilla et les paramilitaires. Ainsi, entre 1993 et 2006 on dénombre 138 massacres faisant 737 victimes²²⁹.

Les attaques paramilitaires contre la coopérative paysanne, située dans la vallée Cimitarra, en 1989 puis en 1996 sont, à l'image du massacre de Brisas, un élément marquant pour les habitants de cette région. La coopérative, située au cœur de la zone d'action de l'ACVC, est bombardée par l'armée colombienne à plusieurs reprises sous prétexte que l'initiative locale est un projet de la guérilla des FARC. Les habitants expliquent qu'en 1996 l'armée a fait irruption dans le village en disant aux paysans que « derrière viennent ceux qui coupent les têtes », (« *detrás vienen los mochacabezas* ») et

²²⁷ Le rapport du MOVICE (le Mouvement des victimes des crimes d'État) « Colombia Nunca Más V Brigada » retrace les violences et les « crimes de lèse humanité » de 1966 à 1998. D'autres sources sont également bien documentées comme les données du CINEP et de l'ONG Credhos (Corporation Régionale pour la Défense des Droits de l'Homme). Voir MOLANO Alfredo, *En medio del Magdalena Medio*, Bogotá, CINEP, 2009.

²²⁸ CINEP/CREDHOS, *Barrancabermeja, la otra versión, Caso tipo 3*, Informe Noche y Niebla, 2004.

²²⁹ DAVILA SAAD Andrea, *La violencia en el Magdalena Medio: análisis de la dinámica espacial*, Bogotá, Ed. Uniandes, 2010.

que quelques heures plus tard les paramilitaires ont pénétré dans le village de Puerto Nuevo Ité. La coopérative, qui était une initiative des paysans pour commercialiser les produits en interne et assurer une souveraineté alimentaire locale est détruite une nouvelle fois en 1996, le bâtiment est brûlé et les produits jetés dans la rivière. Les paramilitaires terrorisent la population, des paysans disparaissent, leurs corps sont retrouvés plus tard, tandis qu'une partie de la population se réfugie dans la forêt. Les enquêtés racontent également les différents massacres commis dans la région, et mettent en avant des événements macabres (corps mutilés, décapités et personnes égorgées sur les places principales des villages). Ils expliquent qu'ils ont pris l'habitude de scruter le ciel pour surveiller les vols des avions de l'armée colombienne qui bombardent régulièrement la région dans son combat contre la guérilla. Le plus souvent, les familles s'organisent et fuient pour se réfugier dans la forêt où elles ont pris l'habitude de conserver des réserves alimentaires en cas d'urgence, et d'avoir toujours un sac avec le nécessaire, au cas où il faudrait courir se réfugier. Les femmes détaillent longuement les préparations logistiques, les refuges dans la forêt, le fait de vivre sur le qui-vive, et les courses vers la forêt avec les enfants sous le bras.

Que ce soit dans les campagnes du Bas Atrato ou dans celles du Magdalena Medio, les épisodes violents ont marqué les habitants. Dans les deux cas il est parfois difficile de savoir si les paysans racontent une histoire personnelle, ce qu'ils ont vu ou entendu : les lieux sont parfois confus, et il est difficile de discerner ce qui est réellement arrivé de ce qui est raconté. La temporalité des événements est floue, ils sont souvent présentés comme linéaires et comme une suite de faits violents. Aucune distinction n'est faite entre les acteurs militaires et paramilitaires ; certains enquêtés racontent qu'ils « arrivent en militaires mais reviennent en paramilitaires »²³⁰. Cette confusion et le pouvoir de la rumeur dans ces régions enclavées montrent à quel point la violence a marqué les esprits, donnant là encore une impression de terreur généralisée. Pourtant, les spécialistes de cette question montrent que cette violence n'est pas totalement généralisée, au contraire elle correspond à des attaques ponctuelles et localisées. Les périodes d'incursions paramilitaires ont été marquées par des moments d'accalmie puis des pics de violence selon les analyses de Camilo Echandia et Gabriel Salas²³¹.

²³⁰ Discussion avec un des leaders de l'ACVC, originaire de Puerto Nuevo Ité, Juillet 2014, Remedios.

²³¹ ECHANDIA Camilo, SALAS Gabriel, *Dinámica espacial de las muertes violentas en Colombia*, Bogotá, Vicepresidencia de la República, Observatorio del Programa Presidencia de Derechos Humanos y DHI, FONADE, 2008.

Cependant, il est essentiel ici de s'attacher non pas aux faits objectifs, mais plutôt aux perceptions qu'en ont les populations locales. Les ressentis et leur mise en mot sont pertinents à analyser dans la mesure où ils rendent compte des subjectivités des habitants dans les villages d'action des organisations paysannes, et de leur manière d'interpréter leur propre réalité.

L'État nourrit une peur au sein des membres implicites car il est directement assimilé à son action armée et à sa complicité avec les paramilitaires durant les massacres. De nombreux paysans mettent également l'accent sur les faux positifs²³², des exécutions extrajudiciaires qui ont fait de nombreuses victimes. En allant plus loin dans les témoignages et en posant la question des raisons de ces violences, un discours revient dans les deux régions : celui de la persécution par l'État. Ces populations mettent en avant le fait qu'elles sont prises pour cible dans ce conflit armé et sans cesse accusées de faire partie de la guérilla ou de constituer la base arrière de ces mouvements insurrectionnels :

« Ici en Colombie c'est un délit de penser de façon différente de ce que pense l'État, alors il y a eu cette répression, et encore de la peur [...] mais on sait que nous avons la conscience tranquille que ce que nous faisons nous le faisons pour le bien de tous, quelque chose de bien, on se démène pour que notre système de vie à nous les paysans s'améliore. Ça c'est l'objectif, qu'à travers les projets que nous avons dans la zone et avec l'organisation de l'ACVC on puisse s'en sortir »²³³

« L'abandon de l'État » : des difficultés quotidiennes à l'isolement économique et social de zones enclavées

Quand ils n'évoquent pas l'histoire violente de leurs régions, les membres implicites parlent plus généralement de leur quotidien, d'événements ayant trait à leur contexte local, à leur village et aux activités diverses dans ces campagnes. Au-delà des violences, ces régions sont marquées par des blocus économiques qui renforcent l'enclavement des villages. À la fin des années 1990 des contrôles très stricts des voies de circulation dans ces deux régions sont établis par les militaires et les paramilitaires,

²³² Des soldats de l'armée régulière colombienne, attirés par les récompenses promises pour la mort de guérilleros, ont assassiné des paysans qu'ils déguisaient ensuite en cibles militaires.

²³³ Entretien avec un habitant du village de Puerto Matilde, octobre 2013.

avec des fouilles quasi-systématiques des provisions et des achats des paysans, car ces derniers sont accusés de transporter de la nourriture, de l'essence et du matériel pour la guérilla. Dans le Magdalena Medio, des blocus ponctuels sont imposés par les paramilitaires et l'armée nationale sur les routes et les voies fluviales jusqu'à la fin des années 2000. Ces contrôles ne laissent passer ni vivres ni essence ni médicaments dans les villages. Dans le Bas Atrato, le blocus économique est quasi constant entre 1997 et 2004 et devient hermétique de mars 2003 à avril 2004. La présence des paramilitaires dans la région ne permet plus aux habitants de circuler et donc de s'approvisionner dans les villages. Les paysans interrogés détaillent longuement les rationnements successifs, les points de contrôle mis en place soit par l'armée soit par les paramilitaires (deux acteurs souvent confondus dans ces contrôles) et les denrées jetées dans le fleuve ou détruites. Ils racontent aussi les stratégies qu'ils ont mis en place pour contourner ces contrôles, et l'entraide au sein des communautés dans ces périodes difficiles, « *la epoca dura* » (« l'époque difficile »), qui induisent une transformation profonde du quotidien.

Pendant ces crises humanitaires répétitives, les habitants ont le sentiment d'avoir été totalement abandonnés. Cet abandon est omniprésent tout au long des récits lorsque les habitants détaillent les activités communautaires réalisées au sein des villages, des activités qui, sans toujours que les acteurs le mentionnent ainsi, révèlent une absence historique d'un État. Au-delà d'être des zones de non droit, ce sont des zones de non-État. Il n'y a aucune administration, pas d'infrastructures et très peu de services publics. Parfois une affiche défraîchie rappelle le passage d'une « brigade de santé » dans certains villages, ou la construction hâtive d'un kiosque remémore le passage d'un candidat aux élections municipales. Les enquêtés mettent en avant les sentiers que les paysans ont eux-mêmes déblayés et qu'ils entretiennent, mais aussi les routes qu'ils ont construites. Face à ce qu'ils désignent comme « l'abandon de l'État », les membres implicites mettent surtout en avant les manières dont ils se sont appropriés leur territoire, et comment ils ont construit leurs villages, les infrastructures environnantes et les voies d'accès, un élément primordial dans ces villages reculés. Le plus souvent, en complément de l'entretien, ils insistent pour réaliser une visite du village afin de montrer les projets qui ont été mis en place par la communauté, parfois des projets à grande échelle comme la construction d'une voie principale, la construction de ponts, ou encore d'écoles. Dans ces villages, les membres implicites font souvent partie d'un comité de route, de santé, ou d'éducation qui prend en charge l'organisation de ces questions au niveau des villages. La question des infrastructures est un sujet épineux,

qui se retrouve dans la quasi totalité des entretiens, et qui est présentée comme un des problèmes majeurs par les paysans. Ainsi, lors d'une réunion informelle entre leaders du Jiguamiandó à laquelle nous avons assisté, la question des infrastructures a été la première à être soulevée et est jugée prioritaire. La voie traditionnelle d'accès dans les villages est la voie fluviale, or le fleuve a été bouché sur trente kilomètres par un tremblement de terre en 1992. Les habitants ont réalisé plusieurs recours aux autorités pour déboucher le fleuve et désenclaver cette zone car beaucoup de paysans ne peuvent plus vendre leurs produits à l'extérieur. Pourtant, une route est en train d'être construite dans la zone par l'État colombien, et doit permettre aux entreprises produisant des bananes d'acheminer leurs produits vers les villes. Présentée comme un projet d'infrastructure important pour la région, cette voie ne sert pas aux paysans, car elle ne passe ni par leur village, ni par leurs champs. L'écart important entre la vitesse de construction de la route à destination des entreprises et l'absence de réponse pour le débouchage du fleuve révolte ces leaders qui ne se sentent pas pris en compte par l'administration locale.

Derrière cet abandon de l'État, le manque d'infrastructure signifie l'isolement des campagnes et le peu d'accès aux services publics de base. En effet, cet enclavement a des conséquences importantes notamment sur la commercialisation des produits agricoles, dont le transport est coûteux. Les produits arrivent à maturité avant d'être acheminés dans les centres urbains en raison des conditions et des délais de transport. Dans les conversations quotidiennes, c'est l'état des routes et des voies fluviales qui est au cœur des préoccupations. Les paysans s'interrogent souvent entre eux sur l'état actuel de telle ou telle route, sur la crue du fleuve, sur la disponibilité des barques et des petits bateaux, sur le passage hypothétique et fluctuant des transports collectifs (les « lignes » sont des transports privés qui relient les axes principaux dans ces villages), sur le prêt possible d'une mule, etc. Certaines communautés ont même créé un transport communautaire réservé aux urgences de santé, le plus souvent matérialisé par des barques permettant ainsi de sortir rapidement un malade du village par le fleuve. Interrogé sur les problématiques de son village, le président d'un village du Sud du Bolivar répond spontanément en me montrant l'état de la route par laquelle nous sommes arrivés :

« Tout d'abord, de quoi on parle, regarde, une route aussi mauvaise comme celle-là, regarde comment elle est. Des fois nous avons une voiture,

que nous appelons la ligne, et tu vois, la petite fille malade là-bas, si le voisin n'était pas là, on est dans la difficulté. Pourquoi ? À cause de l'abandon dans lequel nous tient le gouvernement, nous les Colombiens. Une route comme celle-ci, si elle était aménagée, la voiture passerait. Qu'elle ne soit même pas goudronnée, mais qu'elle soit bien faite, avec ses ponts et ses écoulements. C'est une des choses primordiales. D'un autre côté, il y a l'éducation, qui est un autre de nos droits. Ici, l'éducation a commencé à la moitié de l'année, avec une ONG, parce que les professeurs ils ne les payent pas correctement. Ils leur déduisent la sécurité sociale et alors ils les volent. [...] La santé, on a une attention médicale très mauvaise ici à San Pablo. Et ça je dirais que ce n'est même pas de l'État ou du gouvernement national, ça c'est du gouvernement municipal. C'est pour cela qu'il y a des maires, et ils doivent être attentifs [...] ils ne gèrent rien. »²³⁴

Les organisations paysannes, premier échelon de mobilisation

Tout au long des récits personnels des membres implicites, nous avons également cherché à identifier les manières de s'organiser dans ces localités et dans ces contextes difficiles. En effet, pour faire face aux problématiques soulevées, les paysans se rassemblent régulièrement entre villages, ils forment des comités locaux ou s'organisent ponctuellement pour réaliser une route, un pont ou pour les travaux agricoles. S'organiser en collectif est essentiel pour ces paysans même si cette décision est difficile à prendre tant le risque est élevé. Pour comprendre les dynamiques de l'engagement dans les campagnes, l'échelon de l'organisation paysanne est essentiel.

Le rôle des organisations locales de base

Les récits des enquêtés font référence aux échelons locaux d'organisation que sont les *juntas de acción comunal* (conseils d'action communale : JAC) et les conseils communautaires depuis l'obtention des titres collectifs par les communautés afro-descendantes²³⁵.

À l'origine mis en place par l'État en 1958 par la loi 19 pour contrer l'avancée des guérillas dans les zones rurales et la diffusion des idées révolutionnaires, ces JAC sont

²³⁴ Entretien avec un président de conseil d'action municipale, Sud Bolivar, octobre 2013.

²³⁵ Tout le territoire colombien est découpé en JAC, premier échelon d'organisation administrative. Les JAC sont en quelque sorte des conseils municipaux à plus petite échelle, ils sont ensuite rattachés à un municiple. Depuis la loi 70 de 1993, les communautés afro-descendantes sont regroupées en conseils communautaires, qui reprennent souvent le découpage des JAC préexistants.

devenus centraux dans l'organisation locale. Ils institutionnalisent en réalité les pratiques locales de réunion dans les villages, qui servaient à l'organisation de la production et du travail agricole mais qui étaient aussi des lieux d'échange sur d'autres sujets. Créés pour renforcer, voire parfois pour mettre en place ce lien entre l'État et ses administrés, les JAC ont progressivement façonné les territoires ruraux colombiens. En instituant ce lien administratif, l'État espérait ainsi limiter d'autres formes d'organisation plus radicales et politisées dans les campagnes, notamment en jouant sur l'attribution de services sociaux dans certaines zones, en cooptant les présidents de ces villages et surtout en contrôlant ces moments de rassemblements collectifs, jugés potentiellement subversifs. Cependant, en donnant un lieu de rencontre, de débat et d'échange avec l'administration, les JAC ont fait exister plus durablement ces collectifs, en donnant une certaine identité de village (notamment en les faisant exister administrativement), et en créant des habitudes de rassemblement plus formel. Si les habitants s'organisaient déjà auparavant pour la production agricole, l'espace des JAC leur permet aussi de mettre en commun des thématiques telles que la santé, l'éducation, les infrastructures et ainsi d'organiser la vie collective dans ce cadre. Les JAC sont progressivement devenus des lieux de débats, et d'apprentissage du système électif et représentatif. Les conseils d'action communale n'échappent cependant pas au système clientéliste de la politique colombienne, et ils ont d'ailleurs été créés pour maintenir un certain contrôle social sur les mobilisations du paysannat. Les conseils se résument parfois à des relations d'échanges entre notables locaux et paysans qui ne possèdent pas le même capital politique et se réduisent alors à des négociations clientélares sans réels espaces de discussion. La solidarité entre les paysans n'est donc pas toujours facile à maintenir étant donné la nature individuelle des demandes qui doivent être faites auprès des élus, des notables locaux qui possèdent les ressources économiques personnelles et les liens politiques pour rester dans leurs fiefs.

Les JAC ne suffisent par conséquent pas à motiver l'organisation du collectif, et nous montrerons que la formation d'un mouvement social réinstaurant l'intérêt général au nom d'un village est essentielle pour comprendre la dynamique locale de revendication qui émerge depuis la fin des années 1990. Malgré ces dérives, et ces détournements clientélistes, ces conseils d'action communale constituent un premier échelon au sein duquel les habitants expriment leur mécontentement ou du moins s'interrogent en collectif : c'est le premier lien d'organisation sociale. Les paysans mentionnent souvent les décalages entre leur situation et les notables locaux, ils

identifient aussi progressivement les acteurs en dehors de leur village, essaient de comprendre les enjeux sur leur territoire. Les membres implicites que nous avons rencontrés font souvent écho à leur affiliation à un conseil d'action communale, qui symbolise pour eux un ancrage territorial et identitaire important. Cette référence est d'ailleurs reprise par l'ACVC, qui revendique l'affiliation de 120 JAC à l'association paysanne au moment de sa création. Dans le Bas Atrato, où les conseils communautaires ont remplacé les JAC avec l'obtention des titres collectifs, les habitants font toujours référence à cette organisation. Ces membres implicites font ainsi partie d'un processus d'organisation de base, c'est-à-dire que ce ne sont pas des villageois isolés, ils ont ou ont eu, à un moment de leur vie, recours à un processus d'organisation locale pour exprimer leur désaccord, manifester leur intérêt, ou tout simplement s'informer. De nombreux enquêtés sont passés par une expérience au sein de ces JAC notamment dans le Magdalena Medio où ces conseils municipaux sont plus structurés et surtout plus anciens que dans le Bas Atrato. Certains des enquêtés sont d'ailleurs présidents de leur JAC au moment des entretiens. Ils sont en contact régulier avec l'association paysanne, et laissent volontiers un espace à l'association au sein des réunions communales. Ils se chargent quelques fois de relayer l'information de l'organisation paysanne selon leur degré de participation au sein de l'ACVC.

S'organiser au niveau local : une décision sécuritaire risquée pour les paysans

Les paysans ont ainsi été amenés à s'intéresser à l'organisation paysanne par le biais des conseils d'action communale, mais pour des raisons parfois aussi différentes que personnelles. C'est notamment le cas d'un leader local du Magdalena Medio, déplacé du Chocó il est arrivé dans la vallée du fleuve Cimitarra dans les années 1980. Dès le début, il lui a semblé essentiel d'adhérer à un conseil, pour pouvoir s'organiser puis porter des demandes sociales :

« Premièrement, je pense qu'en tant qu'êtres humains et en tant que paysans, nous devons être en lien avec une organisation dans la région, parce que cela nous donne un levier pour demander à l'État [...] Plus il y a de personnes organisées, plus nous pouvons réclamer à l'État, et aussi nous avons plus de possibilité de nous défendre des assassins de l'État »²³⁶

²³⁶ Entretien avec un leader paysan, vallée du fleuve Cimitarra, octobre 2013.

Pour un jeune président de conseil du Cimitarra, les raisons sont autres, c'est un devoir de s'organiser qui incombe à chacun pour se protéger des acteurs armés et des disparitions forcées :

« Il y a des conseils plus organisés, comme au Diamante, où ils ont un budget. Mais ici il y a plein de gens qui ne comprennent pas que c'est précieux d'avoir un conseil. Et qu'en réalité, cela affecte une personne qui n'est pas affiliée à un conseil, parce que, par exemple, si un acteur armé arrive, tout ça, on a de quoi demander que nous soit rendu un paysan. L'affiliation à un conseil, c'est la protection d'être affilié. Je ne me rappelle pas le nom d'un lieutenant ou un sergent, qui a dit que celui qui n'était pas affilié à un conseil, alors il venait, et il le...[...] enfin je veux dire, personne n'allait aller le rechercher. C'est un devoir de s'affilier. »²³⁷

Dans la vallée du fleuve Cimitarra, c'est à travers ces organisations de base que les enquêtés ont pris connaissance du processus de constitution de l'association paysanne, puis de sa création :

« Dans cette zone, à ce moment, l'association ne faisait pas beaucoup de bruit, mais on entendait parler qu'il y avait une organisation sociale qui était en train de lutter parce que l'État... pour que l'État nous reconnaisse les droits, et de là on a commencé à dialoguer avec l'association paysanne, ce que c'était, ils ont commencé à socialiser le projet, de comment c'était né, que nous-mêmes, nous les communautés la conformions. Après, moi on m'a élu comme président du JAC. Et de là a commencé le processus. Moi je voyais qu'en tant que conseil, nous avons une force, celle d'être en lien avec l'association paysanne, parce que c'était une association beaucoup plus grande, avec beaucoup de ramifications, et que de toute façon à ce moment, la situation dans la région, en terme de droits humains, c'était très dur, l'armée patrouillait beaucoup dans la zone.»²³⁸

Pour les membres implicites de l'organisation paysanne, s'organiser répond avant tout à un besoin de protection. C'est la même logique qui anime la base sociale de l'organisation des communautés afro-descendantes, et qui a motivé de nombreuses familles à se rapprocher du processus des zones humanitaires.

²³⁷ Entretien avec un président de conseil d'action communale, vallée du fleuve Cimitarra, octobre 2013.

²³⁸ Entretien avec le leader d'un village, octobre 2013, vallée du fleuve Cimitarra.

La constitution même des zones humanitaires a pour principe la protection, l'intégrité physique des personnes, avant même de devenir un symbole de résistance sur le territoire. Pour beaucoup de familles c'est l'occasion de retrouver une certaine tranquillité et de pouvoir de nouveau tisser des liens avec des voisins perdus de vue depuis le déplacement. Se lier à l'organisation sociale c'est aussi recommencer à exister en tant qu'habitant du territoire et plus seulement en tant que déplacés, c'est se reconnecter à son monde, et surtout à la culture de la terre puisque beaucoup ont vécu l'exil vers les villes comme un déracinement. Il faut chercher dans le détail des histoires de vie pour comprendre ce qui a amené certains enquêtés à aller au-delà de la simple affiliation à un conseil et à vouloir s'engager dans un contexte pourtant dangereux. Les femmes insistent sur des aspects très personnels de leur engagement : la perte d'un proche, la difficulté pour élever seules leurs enfants, le besoin de protection, la sensibilité aux problématiques de leur communauté, le besoin de sociabilité, etc. Au sein des JAC dans le Magdalena Medio, on remarque que beaucoup de femmes se sont investies dans les comités de santé, d'éducation, dans la gestion de la coopérative, ou plus généralement dans les comités de femmes. En ce qui concerne l'ACVC, de nombreux paysans non affiliés à l'association sont *de facto* impliqués dans le processus d'organisation car ils font partie des différents comités de production créés par l'association : comité de bétail blanc, comité de buffle, comité de riz, etc. Il existe également un « comité éthique et moral », qui réunit des paysans reconnus par les habitants des villages (en fonction de leur histoire, de leur compétences, de leurs connaissances dans certains domaines), une manière pour l'ACVC de lier ces personnalités au processus, et donc de rendre l'organisation plus légitime. En définitive, la base sociale « implicite » de l'organisation est en réalité toujours en lien avec un quelconque processus d'organisation. Les leaders font d'ailleurs communément écho aux « organisations sociales de base », en considérant que les habitants qui font partie des JAC et prennent part aux réunions constituent *leur* « base ».

Nous faisons le même constat concernant le Bas Atrato. Les habitants qui faisaient partie des JAC avant la constitution des conseils communautaires retrouvent souvent un rôle clé au sein de ces derniers, où ils animent les réunions locales. Cependant, dans cette région, l'expérience traumatique du déplacement a profondément perturbé les équilibres locaux et organisationnels. De plus, la situation sécuritaire qu'ils connaissent et perçoivent depuis leur expérience de déplacés est un obstacle de taille pour s'organiser. La peur est en effet omniprésente dans les entretiens. Ces personnes non

membres sont donc plus timides, et extrêmement méfiantes car elles ont été marquées par la répression des leaders de la zone. Généralement elles soutiennent le processus des zones humanitaires, mais elles ont peur d'afficher ce soutien de manière trop ostentatoire car très souvent cette affiliation est perçue comme une peine de mort permanente. Il est par conséquent plus difficile d'identifier une base sociale concernant les zones humanitaires de Jiguamiandó et de Curvaradó puisque cette base est silencieuse. Ce silence ou cette peur se sont notamment ressentis lors de l'une des rares manifestations des communautés sur leur territoire en décembre 2013. Les communautés des deux bassins se sont organisées pour protester contre l'installation d'une base militaire sur leurs territoires collectifs sans consultation préalable des populations. Pour elles, la base militaire est illégitime (construite sur les terres des communautés) et dangereuse (avoir l'armée si proche des habitations inquiète, d'autant plus que celle-ci est accusée d'être complice du déplacement). Lors d'une réunion informelle pour préparer cette mobilisation²³⁹, les leaders se sont réunis pour signer une action de tutelle²⁴⁰ afin de demander des explications à l'État face à la violation de leurs droits. Un représentant d'une communauté moins impliquée dans le processus manifeste sa peur de signer cette action de tutelle et exprime les craintes de sa communauté d'aller manifester devant la base militaire. D'autres leaders plus aguerris tentent alors de le convaincre, mais après avoir mis en avant toutes les raisons qui font que les communautés doivent se mobiliser, ils perdent patience « tous au sol ou tous au lit [...] vous croyez que nous qui montrons notre tête nous n'avons pas de famille et nous n'avons pas peur ? » lance Maria, une des leaders historiques du processus, « de toute façon, le jour où ils viennent nous chercher, ils viennent nous chercher tous, sans différence, là nous sommes tous dans le même bateau, que nous y allions tous ou qu'aucun n'y aille » reprend un autre leader. Le représentant de cette communauté réaffirme son soutien pour l'action collective. Cependant, le lendemain il ne viendra pas manifester, et aucun membre de cette communauté n'est présent le jour de la mobilisation.

Dans ce contexte, participer à l'action collective se traduit plutôt par le fait d'assister à une réunion de village. En soi, assister à ces rassemblements est déjà un risque. Un habitant du conseil communautaire du Cerrao, qui (comme beaucoup

²³⁹ Observation participante, décembre 2013.

²⁴⁰ Selon l'article 86 de la Constitution colombienne de 1991, toute personne qui considère que ses droits fondamentaux sont bafoués peut effectuer directement un recours devant le juge.

d'autres) refuse l'enregistrement raconte par exemple qu'il hésite beaucoup à assister à des réunions. Il explique qu'il convoque les gens de sa communauté de manière très discrète et toujours sans ordre du jour. Après avoir abordé des sujets du quotidien, il tente à chaque réunion de parler des problématiques qui inquiètent réellement les habitants, mais c'est un travail délicat. La tenaille de la peur de la répression est si forte qu'elle ne nous a d'ailleurs pas toujours permis de parler librement à cette « base ». Dans cette région, on distingue dès lors une grande différence entre les habitants des zones humanitaires et de biodiversité, et les habitants des villages qui ne font pas « partie du processus ». De fait, être dans ces bassins constitue déjà une position de résistance au vu de la dangerosité du contexte. Il est par conséquent difficile de trouver une base sociale qui ne soit pas déjà rattachée au processus, car retourner dans cette région est déjà, en soi, un pas dans l'affirmation d'un droit sur ces terres.

Les organisations paysannes alimentent la base sociale

Notre démarche d'identification de la base sociale nous a ainsi progressivement guidée vers les organisations paysannes. La base de l'engagement des paysans se trouve finalement toujours dans des personnes relais, qui ont conscience des enjeux communautaires, des paysans qui ont été en lien avec un processus organisationnel aussi petit soit-il. Ces relais sont en réalité constitués et entretenus par les organisations paysannes. Cette affirmation paraît être une évidence, mais ce détour par l'identification des acteurs qui constituent le « local » est bien nécessaire si l'on prétend comprendre les mécanismes de construction des revendications. Il est essentiel de comprendre qui sont ces acteurs derrière les causes portées pour appréhender la construction des causes internationales car ce sont ces paysans qui, en principe, sont la raison même de l'existence de liens de solidarité internationale.

Les organisations sociales construisent ainsi la cohésion entre ces paysans, et font le collectif. La base est peu autonome par rapport au travail d'encadrement que réalisent les organisations locales, qui en rassemblant les paysans font exister la « base »²⁴¹. Par essence, il n'existe pas réellement une cause commune « à la base » ou « de la base », il s'agit d'un processus de construction, par un groupe organisé, autour d'un enjeu et d'une volonté de rassembler. Ce processus de construction d'une cause en dit finalement

²⁴¹ SUAUD Charles, « Le mythe de la base... », *Op.cit.*

plus sur les organisations qui la construisent que sur la cause elle-même. Notre démarche nous mène ainsi à nous centrer sur le rôle de « constructeur » du local que jouent les organisations paysannes. En se faisant le relais de la base, les organisations sociales locales la font exister. Il est finalement moins question de savoir si ce que les paysans disent sur leur cause est bien ce qu'ils veulent dire de leur réalité mais plutôt d'analyser la façon dont ces luttes sont racontées. Ce détour par le micro-local nous permet également de faire un premier constat : peu de paysans circulent au-delà de leur village, et donc peu d'entre eux ont une vision plus globale de leur situation. Ce sont les leaders qui jouent un rôle crucial dans la construction de ce qui est ressenti comme communautaire ou comme collectif, et les organisations paysannes étudiées font converger des besoins individuels et un besoin de s'organiser en collectif.

À la fin des années 1990, l'ACVC est le déclencheur et le résultat d'un mouvement massif des paysans dans la ville de Barrancabermeja. La situation sociale et économique des campagnes est ressentie comme difficile par les habitants. L'arrivée des paramilitaires dans la région fait craindre des conditions sécuritaires encore plus contraignantes. La mobilisation de plusieurs leaders, qui constitueront par la suite l'Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra, l'ACVC, galvanise les ressentis des différents villages. Ces leaders font exister le mouvement car, en rassemblant les paysans vers les villes, ces derniers se rendent compte de l'existence de ce collectif. À travers des grandes marches paysannes et l'occupation des places publiques dans les grandes villes du Magdalena Medio et plus particulièrement dans Barrancabermeja, les paysans de la vallée du fleuve Cimitarra mettent en avant l'abandon chronique des campagnes, le peu de services sociaux, le manque d'accès à la terre, le peu d'infrastructures pour développer leurs cultures, mais ils révèlent aussi le climat d'insécurité grandissant dans les campagnes. Ainsi, c'est une combinaison de besoins ressentis depuis longtemps, d'une frustration sociale importante et d'une dégradation de la situation humanitaire dans ces zones qui est à l'origine de ce grand mouvement en 1996 puis en 1998 dans le Magdalena Medio. La constitution de l'organisation paysanne apparaît de ce fait comme une nécessité, pour constituer un interlocuteur de l'administration, mais aussi pour entretenir cet élan collectif et lui donner une existence juridique. L'ACVC prend également appui sur cette mobilisation collective pour asseoir sa légitimité et revendiquer à la fin des années 1990 l'affiliation de plusieurs JAC, qui constituent alors sa « base sociale », les communautés, au nom desquelles ses leaders prennent la parole. Dans les entretiens, les leaders rapportent que la mobilisation

collective a fait émerger l'ACVC et que l'association est ainsi née du « peuple mobilisé et organisé ». Au-delà des discours et des reconstructions *a posteriori*, les divergences de date dans la création de l'association (certains mettent en avant 1996 date des premières marches, tandis que d'autres annoncent 1998, le résultat de la deuxième vague de manifestations) montrent bien le rôle de l'ACVC avant même sa propre création, notamment dans l'organisation des marches qui ont précédé l'existence juridique de l'organisation.

Dans le Bas Atrato, la constitution d'un collectif organisé se réalise avec l'aide de plusieurs organisations sociales et ONG nationales (par le biais de l'intermédiaire d'ONG comme la CIJYP et avec l'aide de la paroisse locale) qui rassemblent les habitants déplacés dans plusieurs villes de la région. En se retrouvant tous au même endroit, plusieurs leaders prennent alors pleinement connaissance de l'ampleur du déplacement et les ONG les renseignent sur les lois qui protègent le territoire dont ils ont été chassés. Le « besoin de retour » est ainsi exprimé chez de nombreux habitants, notamment en raison de la vulnérabilité dans laquelle se retrouvent les familles déplacées dans les villes. Cependant la constitution d'un collectif organisé pour retourner sur leurs territoires est très progressive. Les ONG jouent un rôle important en permettant à ces habitants éparpillés de se rassembler de nouveau, et de mettre en commun les histoires individuelles. Ces rassemblements permettent de faire des communautés juridiques un réel collectif ressenti comme tel²⁴². Les habitants des deux bassins déplacés à Pavarandó se réunissent d'abord sous la forme de communautés de paix²⁴³ de San Francisco de Asis, de Nuestra Señora del Carmen et de Natividad de Maria, au sein desquelles ils retrouvent ainsi leurs familles et leurs voisins, tout en étant toujours dans des campements précaires. Cependant, certains paysans de Jiguamiandó et de Curvaradó sont restés sur le territoire, ils se sont cachés dans la forêt, soit parce qu'ils refusaient de fuir, soit parce qu'ils n'ont pas pu ; *a posteriori* ils se feront appeler les « résistants ». Pendant le déplacement, les communautés sont donc très divisées entre ceux rassemblés dans les camps de fortune à Pavarandó et dans les villes voisines, qui se

²⁴² Dans cette région de Colombie le terme de communauté fait écho à l'appartenance à un même village, une même famille, ou plus largement dans le cas du Bas Atrato, le partage d'une même identité de rivière par les habitants d'un même bassin.

²⁴³ Sur la question de la transition entre les communautés de paix et les zones humanitaires on peut consulter les travaux de Stelio Rolland. ROLLAND Stelio, « Mobilisation de résistance au conflit armé dans le nord-ouest de la Colombie de l'opération "communautés de paix" à la mise en place des "zones humanitaires" », in BAZENGUISSA-GANGA Rémy, MAKKI Sami (dir.), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012, p 145-165.

disent victime de la violence, et ceux qui sont restés sur le territoire, qui revendiquent leur résistance au déplacement. Les « retrouvailles » entre ces différents habitants ne sont pas faciles, puisque la méfiance est grande et le lien social difficile à retisser après cette expérience traumatique²⁴⁴, où chacun se méfie de l'autre. De nombreux leaders ont d'ailleurs été en désaccords profonds face à la stratégie à adopter pour constituer un collectif dans ce milieu hostile. Le projet des zones humanitaires est le résultat de cette réunion entre les résistants et les déplacés, qui se retrouvent autour d'une volonté d'affirmer leur appartenance au territoire. La base sociale du *proceso*²⁴⁵ comprend tous les habitants qui soutiennent une initiative collective pour la récupération de leurs terres et une attitude revendicative. L'organisation de ce collectif est en constante construction, autour des zones humanitaires, puis des zones de biodiversité. Elle inclut par la suite les villages affiliés au processus des zones humanitaires, puis plus largement d'autres bassins (comme La Larga Tumarado et Pedeguita y Mansilla) où les habitants commencent à retourner sur leur territoire à partir de 2014.

Les diverses histoires personnelles que nous avons croisées au fur et à mesure de notre recherche mettent en avant cette diversité des trajectoires, de l'arrivée des métis dans le Chocó à la colonisation des terres autour de la vallée du fleuve Cimitarra. La constitution de ces collectifs ne se fait donc pas sans heurts et de façon unilatérale, et ces régions fortement conflictuelles voient apparaître divers processus d'organisation paysanne aux côtés de ceux que nous avons étudiés. Sans pour autant être des concurrents, ces processus ont différentes visions de l'action collective. Tant l'ACVC que le processus des communautés de Jiguamiandó et Curvaradó se distinguent des actions collectives ponctuelles plus ou moins organisées dans leurs régions par leur dimension revendicative forte. En d'autres termes, ces deux processus affirment un positionnement fort dans leur contexte local, en prétendant une existence et des revendications territoriales non seulement au niveau local mais également au niveau national. Enfin, ces organisations paysannes se distinguent bien évidemment par les liens qu'elles entretiennent au niveau international, ce qui n'est pas souvent le cas des autres organisations locales. La mise en perspective des organisations paysannes

²⁴⁴ Les habitants réfugiés dans les villes avaient peur que ceux restés sur le territoire ne soient en lien avec la guérilla, tandis que les résistants qui étaient restés sur le territoire craignaient que les déplacés soient infiltrés par des groupes paramilitaires. Ces méfiances croisées ne sont pas propres au contexte de cette région mais se retrouvent dans différentes régions où la présence de différents acteurs armés accroît la méfiance entre ceux de « l'intérieur » et ceux de « l'extérieur ».

²⁴⁵ Littéralement le « processus », c'est ainsi que les membres des communautés afro-descendantes désignent l'organisation des zones humanitaires puis des zones de biodiversité dans les deux bassins.

étudiées par rapport à leur contexte local nous permet de mettre en exergue toutes les particularités de ces trajectoires.

Figure 3. Les autres processus paysans dans le Magdalena Medio et dans le Bas Atrato.

	Autres organisations d'origine paysanne	Relation avec les organisations étudiées	Points de différences avec les organisations étudiées
Bas Atrato	<p>ASCOBA : Association des conseils communautaires et organisations du Bas Atrato, créée par des déplacés en 2003.</p>	<p>Difficiles au début, conflictuelles depuis le début des années 2010.</p> <p>L'alliance historique entre les bassins de Curvaradó et de Jiguamiandó et la particularité de leur histoire de résistance, tout comme l'appui inconditionnel de l'ONG CIJYP ont également contribué à dessiner deux lignes d'action collective distincte²⁴⁶.</p>	<p>ASCOBA met plus clairement en avant le caractère ethnique de son organisation alors que les communautés des bassins font plutôt la promotion d'une identité afro-descendante métissée.</p> <p>ASCOBA effectue peu d'actions collectives contre les entreprises palmicultrice²⁴⁷ selon les enquêtés tandis que les communautés des bassins ont des actions frontales contre les « occupants ».</p>
Magdalena Medio	<p>Association des petits mineurs du Sud du Bolivar.</p>	<p>Bonnes relations, même si parfois des désaccords entre les paysans et les mineurs sur l'usage des sols.</p> <p>L'ACVC et les petits mineurs sont des alliés dans les grandes mobilisations collectives.</p>	<p>L'ACVC est plus grande par sa taille et son ampleur territoriale, de plus elle insiste davantage sur la production agricole que sur la question de l'exploitation des mines.</p>

²⁴⁶ Il aurait été pertinent de pouvoir travailler sur une observation des zones considérées comme la base de cette association ASCOBA. Cependant, face à la situation tendue entre les deux organisations, nous avons été obligée de « choisir notre camp », c'est-à-dire de travailler sur l'une ou l'autre, étant donné les antagonismes forts entre

	Cahucopana : Corporation Humanitaire pour la paix et le bien vivre dans le Nord Est de l'Antioquia.	Ses fondateurs la considèrent comme « la fille de l'ACVC » ²⁴⁸ . Cette association travaille très régulièrement avec l'ACVC.	La question des droits de l'Homme est un des sujets de revendication de l'ACVC mais ce n'est pas le seul, l'expertise de Cahucopana sur ce sujet est par conséquent complémentaire.
	Familias Campesinas	Conflictuelles	Il existe des divergences sur les projets productifs : l'ACVC insiste sur la dimension collective des projets, tandis que Familias Campesinas individualise plus les demandes de soutiens financiers pour la production agricole selon les enquêtés.

L'identification des acteurs locaux du Magdalena Medio et du Bas Atrato, n'est pas aisée, et il existe également d'autres associations qui fonctionnent de différentes manières. On remarque ainsi que les autres organisations portent leur cause d'une façon souvent moins radicale et moins visible que les associations qui ont retenu notre attention. Il est nécessaire de saisir ces différents processus et la complexité des interprétations locales dans ces campagnes pour comprendre que cette base sociale n'est jamais totalement acquise et uniforme.

Les multiples découpages administratifs et l'hétérogénéité des histoires de ces territoires rendent complexe l'approche locale, et la constitution d'une cause uniforme.

les deux associations. De même au début du terrain, certains rapprochements entre des membres d'ASCOBA et des chefs d'entreprise en lien avec les paramilitaires accusés de manipuler les élections des conseils communautaires nous ont également amené à prendre nos distances vis-à-vis de celle-ci. De même, ce processus d'organisation connaît peu de relais aux niveaux national et international.

²⁴⁷ À ce sujet on peut se référer aux analyses de Stelio Rolland qui traduit la parole des leaders associatifs d'ASCOBA en montrant le rejet des actions collectives des zones humanitaires par les membres de cette association : « Ainsi, pour les leaders des communautés de paix de Riosucio regroupés dans l'organisation locale ASCOBA, les stratégies employées par les collectifs de *desplazados* des zones humanitaires sont considérées comme excessivement radicales et dangereuses. » ROLLAND Stelio, « Mobilisation de résistance au conflit armé... », *Op.cit.*, p 162.

²⁴⁸ Entretien avec un des leaders de Cahucopana, octobre 2013, village de Puerto Nuevo Ité. Il évoque les collaborations permanentes entre les deux associations. Cahucopana se concentre surtout sur la sensibilisation de la situation humanitaire de la région *via* la formation des paysans au droit international humanitaire. Nous avons pu observer de nombreuses fois les collaborations entre ces deux associations, et une très bonne entente entre les leaders et entre les membres lors des mobilisations collectives.

D'une rivière à l'autre on passe d'un rattachement administratif à un autre, et de nombreux villages sont parfois à la frontière de municipes, voire de départements, ce qui crée une confusion importante chez les habitants. Il faut ajouter à cela les difficultés de communication inhérentes à la géographie et au manque d'infrastructures et de réseau téléphonique dans ces zones. Communiquer une information, rassembler, s'organiser, sensibiliser, mettre en commun sont des tâches qui prennent une toute autre dimension dans ce contexte tendu et ces terrains accidentés. Ainsi, lors des rassemblements, et notamment lors de la grève agraire de 2013, nous avons pu observer que les habitants de la zone de la vallée du fleuve Cimitarra se répartissent quasi naturellement par village alors même qu'ils appartiennent pourtant à la même association. Ils s'organisent en petite communauté, notamment entre les habitants du Nord Est de l'Antioquia et ceux habitants le Sud Bolivar car, selon une paysanne²⁴⁹, ils ne partagent pas la « même culture ». Ils partagent un but commun dans la manifestation, font partie de la même région, mais ils ne se connaissent pas et fonctionnent en entités distinctes pendant ces actions collectives. Chaque village est en charge de son campement, et de son approvisionnement logistique, et ce sont les leaders des différentes communautés qui se retrouvent pour discuter des actions collectives, pour faire exister *la* communauté, le sens commun qui les rassemble tous.

Le même mécanisme est observable lors des rassemblements des conseils communautaires des bassins du Bas Atrato. Au-delà des affinités personnelles qui lient certains conseils entre eux, il existe des différences culturelles entre le Curvaradó et le Jiguamiandó. Le Curvaradó est en quelque sorte un carrefour de métissage, avec l'arrivée de nombreux paysans du département de Cordoba et des hautes terres dans les années 1960 et 1970. Ces populations se sont ensuite mélangées aux afro-descendants et aux *chocoanos* (habitants du Chocó) originaires de ce bassin. À l'inverse, le Jiguamiandó est presque exclusivement peuplé d'afro-descendants noirs, et de différentes communautés indiennes qui vivent reculées dans la forêt. Plus difficile d'accès dans la forêt vierge, les conseils communautaires du Jiguamiandó ont moins connu l'arrivée massive des entreprises de palmes africaines, alors que le Curvaradó a été presque totalement déboisé. Cette situation se reflète également dans l'avancée du processus organisationnel puisque les conseils communautaires du Jiguamiandó ont déjà

²⁴⁹ Observation participante octobre 2013, Barrancabermeja et campements de grévistes aux abords de la ville.

une représentation légale de leur bassin, tandis que celle-ci n'est toujours pas résolue pour le bassin de Curvaradó dont le processus électif est sans cesse remis en question²⁵⁰.

Encadré n° 7. Des découpages administratifs complexes

Des découpages administratifs complexes²⁵¹

ACVC : 4 municipes (Cantagallo, San Pablo, Remedios et Yondó) qui appartiennent à deux départements : l'Antioquia et le Bolivar. La ville voisine de Barrancabermeja fait partie du département de Santander.

Particularité géographique : ces localités ont en commun d'être chacune à la périphérie de leur département respectif.

Communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó : 2 municipes (Carmen del Darien et Riosucio), à l'extrémité du département du Chocó.

Particularité : isolement géographique de ce département. De nombreuses communautés sont frontalières du département de l'Antioquia, plus développé que le Chocó.

Mettre en exergue l'hétérogénéité du local nous permet de comprendre le travail effectué par les organisations paysannes pour reconstituer un collectif autour des problématiques rurales perçues comme injustes.

Ainsi, les deux organisations paysannes qui émergent en défense du territoire ont une base sociale floue, qui n'existe qu'à travers le travail des collectifs. À travers la mobilisation ponctuelle et à travers l'affiliation (le fait de se réclamer d'une forme d'organisation collective), les habitants des campagnes colombiennes s'engagent. Cette approche « par le bas » c'est-à-dire par les perceptions qu'ont les acteurs de leur propre action, nous permet de mieux appréhender ce que militer veut dire dans ces zones rurales. Bien saisir ce local c'est aussi montrer son hétérogénéité, les particularismes propres à chaque localité, et les subjectivités de chaque communauté, qui mènent parfois à plusieurs échelles de lecture de l'action collective. Dans ce contexte de fragmentation des campagnes et de répression sociale historique, on comprend bien que la construction d'un « communautaire » revendiqué par les communautés afro-descendantes ou d'un

²⁵⁰ Nous aurons l'occasion d'évoquer dans la prochaine section de ce chapitre les raisons de l'absence d'élection dans ce bassin au moment du terrain. Plusieurs fois repoussé ou annulé pour fraude, cooptation, ou discrimination à l'encontre des métis, le processus d'élection du Curvaradó rend compte des tensions sur ce territoire. Sur les 22 communautés qui composent le bassin, 17 ont été exclues du vote au motif qu'elles n'étaient pas noires de peau, réduisant le critère d'afro-descendance à un critère racial. La Cour Constitutionnelle colombienne a plusieurs fois émis des arrêts pour rappeler les principes de participation aux élections et protéger les communautés.

²⁵¹ Nous renvoyons le lecteur aux cartes présentées en introduction de ce travail.

« collectif » mis en avant par l'ACVC est la première étape pour la réappropriation d'un « nous » au local et la constitution de revendications communes.

Conclusion de la section 1

Pourquoi se rapprocher du local ? Ce détour préliminaire par le local, sa diversité et son hétérogénéité, poursuit trois objectifs. D'une part, il s'agit de replacer les causes dans leur contexte, et de montrer la complexité des enjeux locaux auxquels sont confrontés les paysans qui se mobilisent. Pour prétendre comprendre les acteurs locaux et ce pour quoi ils se mobilisent, il nous a semblé essentiel de comprendre ce qu'ils disent sur leur situation et comment ils le disent.

D'autre part, ces situations « micro-locales », que l'on serait tentée de réduire à des subtilités contextuelles, ne nous renseignent pas seulement sur elles-mêmes. Autrement dit, ce « zoom local » est aussi une manière de mettre en lumière un contexte politique national, étant donné que l'espace local même s'il obéit à des dynamiques propres, rend également compte d'un contexte plus macro²⁵².

Enfin, s'intéresser au plus petit maillon de l'action collective permet de comprendre le rôle que jouent les organisations paysannes que nous avons suivies, dans la mise en relation de différentes aspirations et dans la construction du collectif.

Nous avons pu remarquer que nos enquêtés se distinguent des militants évoqués dans la sociologie du militantisme²⁵³, tant au niveau associatif, politique que syndical, par le sens que revêt l'engagement militant dans un tel contexte, et par le sens même du « faire partie de ». Ainsi, si nous nous sommes intéressés aux individualités qui composent ces collectifs, aux différentes trajectoires qui contribuent à former ceux-ci, les organisations restent intéressantes à étudier en elles-mêmes. Olivier Fillieule et Nonna Mayer se sont concentrés sur les agents sociaux plutôt que sur les organisations que ces derniers composent par leur réunion. Or, dans notre démarche les organisations paysannes étudiées ne sont pas seulement « le résultat d'un équilibre ponctuel résultant de la coexistence d'individus dont la présence n'est redevable ni des mêmes

²⁵² BRICQUET Jean Louis, SAWICKI Frédéric, « L'espace du local... », *Op.cit.*, p 8.

²⁵³ Olivier Fillieule et Nonna Mayer dressent un bilan des évolutions des études françaises sur le militantisme et la sociologie des mouvements sociaux. FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 19-25.

déterminants individuels ni des mêmes contextes »²⁵⁴, les organisations sont bien plus qu'un « lieu d'observation et de passage où se trouve réunie, successivement ou simultanément, une collection d'acteurs individuels »²⁵⁵. Ces organisations font exister ces « militants » que sont les paysans de l'ACVC et des communautés afro-descendantes. Si les déterminants individuels diffèrent, c'est l'impression de partager le même contexte qui rapproche ces paysans. Une autre différence essentielle, qui tend à rapprocher les paysans des études sur le mouvement ouvrier plutôt que de celles sur le militantisme associatif, syndical ou partisan, est que les paysans interrogés se sont souvent unis pour des questions de survie, en termes d'intégrité physique d'abord, mais également parce qu'ils considèrent que leur raison d'être (paysanne) est menacée. Ces membres de la base s'investissent dans l'organisation parce qu'ils sont directement concernés par ces questions.

Transformer ces organisations en objet de recherche permet de comprendre comment elles s'adaptent aux contextes, aux évolutions politiques, aux nouvelles orientations de la mobilisation, pour formuler des causes qui permettent d'être intelligibles en dehors de ces localités complexes tout en ne perdant pas de vue qu'elles existent pour et par les individus qui les composent. « Militer » revêt un sens différent pour les paysans, qui font d'abord partie d'un collectif. Se mobiliser veut surtout dire faire exister ce collectif au quotidien, lui donner une cohérence, et constituer une identité qui rassemble sur le long terme. Au vu de la pluralité des habitants et de leurs contextes, l'enjeu est bien celui de faire vivre cette base en tant que telle, au-delà des particularismes, des peurs de chacun et des conceptions de l'action collective de chaque village. L'approche par le local rend ainsi possible l'étude des organisations sans exclure les individualités qui les composent, et tout l'enjeu est de comprendre comment se construisent le collectif et le communautaire.

²⁵⁴ FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, « Devenirs militants... », *Op.cit.*, p 21.

²⁵⁵ *Idem*, p 21.

SECTION 2/ DU RESENTI INDIVIDUEL A LA REVENDICATION COLLECTIVE

Nous avons pu voir dans la section précédente qu'en se rapprochant du local pour identifier les membres à la base de mobilisations collectives, nous avons retrouvé une grande diversité d'acteurs. Ces derniers ont des interprétations différentes des contextes dans lesquels ils évoluent. L'enjeu pour les organisations paysannes est de donner une cohérence à ces particularismes. La construction d'une cause commune capable de rassembler ces paysans passe en partie par la valorisation ou l'élaboration d'un récit commun qui agit comme un référent collectif. Le partage d'un passé commun, de violences et de luttes permet notamment de formuler des revendications collectives. Au fur et à mesure que l'organisation construit ces bases communes, elle se construit et définit son identité interne. Dans le même temps, elle assume des règles de fonctionnement, pour que chacun s'identifie à ce collectif, et ait le sentiment d'appartenir à l'organisation.

Dans cette seconde section il sera question d'analyser la progressive construction du collectif. Nous verrons tout d'abord comment à partir de différentes expériences l'organisation rassemble autour d'un récit commun qui permet par la suite de formuler des demandes collectives. Enfin nous montrerons que les organisations sont également travaillées par les individus qui les font, et que leur identité est ainsi façonnée par divers héritages.

Comprendre le sens que donnent les acteurs à leurs revendications

Quel sens revêt l'action collective pour les acteurs locaux ? Comprendre les perceptions des acteurs ne doit pas nous faire perdre de vue que les individus sont inscrits dans des contextes bien précis, dans lesquels des organisations paysannes jouent un rôle clé dans la construction de ce sens commun²⁵⁶. La sociologie de Max Weber

²⁵⁶ Dans ses travaux sur les carrières des militants de la Ligue des droits de l'Homme, Éric Agrikoliansky s'intéresse au sens que donnent les militants à leur propre engagement. Il se rapproche ainsi de la sociologie compréhensive de Max Weber qui définit une science du sens. AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 27-46 ; WEBER Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, Pocket, 1992. En se penchant sur l'engagement individuel Olivier Fillieule rappelle le contexte dans lequel ces trajectoires individuelles et les carrières militantes prennent forme : « Aussi faut-il rapporter les propriétés génériques des

pousse à dépasser la rationalité absolue des comportements des individus pour appréhender la rationalité en finalité, c'est-à-dire les moyens considérés comme rationnels par les individus (et subjectifs) pour un but considéré comme rationnel (là encore très subjectif). Ces relations significatives sont centrales pour comprendre le comportement des acteurs, au-delà des données objectives que peut posséder le chercheur, extérieur au contexte des acteurs qu'il étudie. « Bref, il s'agit d'un fait qui exige que dans chaque cas on approfondisse les conditions préalables historiquement concrètes et sociologiquement typiques jusqu'au point où l'on croit avoir expliqué compréhensivement et *de ce fait* au moyen de la catégorie de la « causalité significativement adéquate » la proportion d'identité, d'écart ou d'approximation du déroulement empirique par rapport au type de justesse »²⁵⁷. Le type de justesse représente l'écart entre la situation idéal-typique (les choses devraient se dérouler ainsi au vu des critères objectifs) et ce que font les acteurs au vu de la situation qu'ils se représentent.

Nous détaillerons tout d'abord la manière dont les acteurs locaux perçoivent leur engagement avant d'aborder le travail de collectivisation réalisé par les organisations paysannes.

Des perceptions très localisées des enjeux

Les paysans n'ont pas toutes les données du contexte régional et national pour se mobiliser, « leur » contexte est celui que nous avons évoqué précédemment. Ils perçoivent leurs réalités, leurs difficultés et évaluent des marges de manœuvre pour l'action collective à partir de ces situations.

Dans les témoignages de plusieurs paysans, on peut identifier les perceptions très individuelles qui tiennent au contexte de leur village mais aussi des raisons personnelles qui ont motivé ces habitants à se mobiliser. Paola, habitante d'un village dans le Magdalena Medio raconte son engagement et rapproche les causes défendues par l'ACVC à son expérience individuelle. Arrivée dans les années 1990 avec sa famille sur

individus autant que les raisons d'agir aux transformations de l'espace dans lequel s'inscrit l'engagement, c'est-à-dire à son image publique et à sa composition sociale et numérique, aussi bien qu'aux évolutions de l'ensemble des mouvements sociaux et des mutations politiques ». FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle... », *Op.cit.*, p 210.

²⁵⁷ WEBER Max, « De la sociologie compréhensive », *Les cahiers de psychologie politique*, n°19, 2011, disponible en ligne, consulté le 10 juin 2015, URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1950>.

les rives du fleuve Cimitarra, elle s'intéresse progressivement à l'organisation paysanne dont plusieurs personnes parlent dans le village. Elle s'occupe dans un premier temps de l'administration de la coopérative sans pour autant être affiliée à l'association. C'est l'assassinat de son mari à la fin des années 1990 qui agit comme déclencheur de son engagement au sein de l'ACVC, elle se positionne ainsi contre ce qu'elle appelle désormais la « persécution de l'État ». Elle se dit très affectée par les faux positifs, qui lui rappellent sans cesse l'assassinat de son mari, et elle continue de suivre les réunions de l'association dans son village et de participer aux mobilisations collectives. « Il y a eu beaucoup de cas comme cela, mais nous n'avons pas peur de continuer à nous organiser. Ça ne nous fait pas peur »²⁵⁸ rappelle-t-elle lorsque nous évoquons les persécutions plus récentes dans la région. Son histoire personnelle est unique, mais pourrait également être l'histoire d'une autre femme dans un village de la région. Sa trajectoire particulière rencontre une histoire plus générale autour de laquelle tout le monde s'identifie : celle des violences dans le village de Puerto Nuevo Ité, des exactions de l'armée et des paramilitaires, et des difficultés quotidiennes pour faire face à l'enclavement du village. Jorge, un villageois de la vallée du fleuve Cimitarra raconte lui aussi depuis son expérience les mobilisations de 1998 à Barrancabermeja. Érigées comme l'événement fondateur de l'ACVC, ces marches paysannes ont une portée symbolique forte puisque c'est une des premières fois que les paysans sont sortis de leurs campagnes pour alerter sur leur situation dans les grandes villes de la région. Derrière ce collectif qui se mobilise pour une cause, l'engagement personnel de Jorge tient avant tout à une situation concrète dans son village. Lors de notre entretien²⁵⁹, il évoque en détail la naissance du village dans les années 1970 à un moment où l'extraction de l'or puis du bois commencent à se développer. À la fin des années 1980 plusieurs villageois se sont réunis pour entreprendre la construction d'un pont entre les deux rives du village pour faciliter la commercialisation des produits vers les villes proches. Cette zone connaît à cette époque une recrudescence du conflit ; et les opérations militaires interrompent plusieurs fois les travaux. Les villageois font quelques demandes à l'administration pour financer cet ouvrage colossal et ils obtiennent quelques ressources pour continuer eux-mêmes les travaux de construction. Cependant, très vite, les opérations militaires répétitives freinent l'avancée du chantier tandis que les paysans sont accusés de collaborer avec la guérilla. Pour pouvoir

²⁵⁸ Entretien avec Paola, village de Puerto Nuevo Ité, octobre 2013.

²⁵⁹ Entretien avec Jorge, vallée du fleuve Cimitarra, octobre 2013.

continuer à travailler à la construction du pont, Jorge décide de se mobiliser en 1998. Fatigué du conflit qui ne permet pas de développer les projets du village, fatigué de devoir demander des aides qui n'arrivent pas, il décide de s'allier aux autres villageois pour rendre visible son cas en allant marcher jusqu'à Barrancabermeja. Ce n'est qu'au contact de l'association paysanne ACVC, et en discutant avec d'autres paysans de la région qu'il fera le lien entre sa situation personnelle et celle d'autres habitants. Au contact de l'association il s'identifie à un collectif dans lequel se retrouvent des habitants qui ont vécu les mêmes situations, les mêmes histoires et les mêmes frustrations.

En analysant la façon dont les acteurs perçoivent leur propre engagement, la manière dont ils justifient leur mobilisation et la mettent en mots, on comprend que les enquêtés qui n'ont pas de fonction particulière dans les organisations ont une perception très locale des enjeux. Ces paysans ont pour référence l'histoire du village, de la communauté voire parfois de la région. Face à la diversité des interprétations des revendications au local, chaque enquêté annexe les revendications collectives aux perceptions des enjeux de son village, de sa localité, de sa communauté, par le biais d'un mécanisme d'attribution de similarité. La synchronie collective se réalise ainsi à partir de diachronies individuelles, et elle est ensuite lue et comprise selon les particularités de chacun. Derrière le « droit à la terre » et le « droit à la vie » que revendiquent l'organisation paysanne, Jorge et Paola rattachent des causes plus personnelles : une terre pour cultiver en paix et vivre sans violence, une terre pour construire des projets collectifs et vendre ses produits, etc. L'organisation paysanne est nourrie de ces histoires personnelles, en même temps qu'elle donne une cohérence collective à ces multiples interprétations locales. À partir des « vécus perceptifs »²⁶⁰, les organisations constituent ensuite des « vécus expressifs » en mettant en paroles ces affects ressentis par les habitants.

²⁶⁰ Merleau Ponty accorde une place importante aux perceptions et à ses traductions dans le langage. Pour lui, « le défi de la phénoménologie de la parole est de rendre compte de son engrenage sur la perception et de son rapport à l'institution de nouvelles significations ». KRISTENSEN Stephan *Parole et subjectivité. Merleau-Ponty et la phénoménologie de l'expression*, Ed George Olm Verlag, 2010, p 13.

Des perceptions individuelles au collectif

En quoi ce détour par les perceptions individuelles des membres « implicites » est-il pertinent pour comprendre la construction d'une cause plus générale voire même de la construction de solidarité en dehors de Colombie ? Comment passer des histoires singulières de Jorge et de Paola à un autre niveau de revendication ? Dire que les perceptions des acteurs locaux sont importantes n'est pas pour autant un gage de ralliement aux théories du choix rationnel et à l'individualisme méthodologique, bien au contraire. Lorsque l'on énonce que le micro-local est le contexte des acteurs, chaque individu est considéré dans la singularité de sa perception en même temps que ces perceptions prennent place dans des logiques sociales bien précises. Ainsi « si l'unité pertinente est l'individu, celui-ci n'est pas considéré indépendamment des logiques sociales collectives qui s'imposent à lui et des conditions dans lesquelles il noue avec d'autres individus des relations sociales déterminantes de ses engagements »²⁶¹. L'intérêt est de pouvoir identifier les rencontres entre les trajectoires individuelles et le collectif, pour comprendre les mécanismes de construction de causes communes, ces moments où s'opère alors la création de l'identité du groupe. Patrick Charaudeau rappelle à ce titre les liens entre l'individualité et le collectif : « l'identité d'un groupe n'est pas la somme des identités individuelles, et l'opinion d'un groupe n'est pas l'addition des opinions individuelles. Les jugements que nous portons sur le monde et les opinions que nous croyons individuelles se fondent dans celles du groupe en devenant plus globales. Et plus le groupe est important en nombre d'individus, et plus ces représentations sont générales et abstraites : l'opinion d'un groupe, c'est *le plus petit dénominateur commun* des opinions de chacun, occultant les particularités de chacun. Dans l'identité collective, *un plus un* ne font pas *deux*, mais un nouveau *un* qui englobe les deux²⁶² ». Le travail des organisations paysannes est de rassembler autour de ce « plus petit dénominateur commun ».

Cependant, si les paysans se sentent représentés et s'identifient à ce discours

²⁶¹ FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle... », *Op.cit.*, p 203.

²⁶² CHARAUDEAU Patrick, « Identité linguistique, identité culturelle : une relation paradoxale », in LAGARDE Christian (dir.), *Le discours sur les "langues d'Espagne". El discurso sobre las lenguas españolas" 1978-2008*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2009. Disponible en ligne, consulté le 10 juin 2015, URL : <http://www.patrick-charaudeau.com/Identite-linguistique-identite.html>, p 4. Les mentions en italique sont de l'auteur.

collectif, ils ne sont pas pour autant totalement perméables aux discours des leaders et ils les interprètent au regard de leur propre réalité sociale. Notons qu'il est essentiel de se distancier du prisme communautaire pour comprendre les subtilités de la construction du collectif au niveau local. En effet, ce n'est pas parce que les individus font partie d'une « communauté » qu'elle soit culturelle, politique, imaginée ou juridique que les motifs de mobilisation sont nécessairement communautaires. Cette précaution méthodologique s'applique également (et surtout), aux communautés qui revendiquent leur ethnicité, comme les communautés afro-descendantes du Bas Atrato. Autrement dit, si ces communautés se réunissent autour du registre communautaire, elles ne se mobilisent pas toujours en raison de l'ethnicité (qui peut être un argument avancé plus tardivement, une fois engagé en tant que collectif). Le collectif n'existe pas *ex-nihilo* car tout comme les causes qu'il défend, il existe dans la mesure où il est formulé en tant que tel. Le rôle des organisations est de permettre ce passage du ressenti à la formulation de ce collectif. Les leaders ont pour tâche d'identifier les problèmes locaux mais aussi de les mettre en exergue pour mobiliser. Dans les campagnes colombiennes étudiées, l'engagement commence par l'appartenance à un collectif, par conséquent la constitution de références collectives est indissociable de la construction de causes communes.

La construction d'un récit commun des luttes

Au cours des entretiens, on remarque que les enquêtés font souvent référence aux mêmes faits, et qu'ils les présentent parfois de la même manière. Ces récits témoignent ainsi d'une réflexion collective autour des événements passés, un sentiment d'appartenance à la communauté qui est régulièrement rappelé par des pratiques concrètes.

Une réflexion collective source d'une narration commune

Les membres des organisations paysannes évoquent tous des événements qu'ils jugent fondateurs dans leur mobilisation, des épisodes de violence, de lutte, de rassemblement, des victoires d'actions collectives mais aussi des faits violents marquants. Au cours des entretiens, les paysans entrecroisent ainsi leur histoire personnelle et l'histoire du mouvement, l'histoire

du village ou de leur communauté. De cette manière il est possible d'identifier des épisodes clés, représentatifs d'une construction commune que les paysans se sont appropriés.

Figure 4. Les épisodes clés de l'histoire commune racontée par les enquêtés

Récits dans le Bas Atrato	Récits dans le Magdalena Medio
Les violences de 1997 La violence du déplacement Les difficultés du retour au début des années 2000 La constitution des zones humanitaires Les épisodes de résistance comme l'arrachage des cultures de palme africaine des entreprises La création de nouvelles zones de biodiversité Les questions sécuritaires et difficultés économiques récentes	Les marches paysannes de 1996 et de 1998 La création de l'ACVC La constitution de la zone de réserve paysanne La mise en place des premiers projets productifs La persécution judiciaire de 2007 contre les leaders de l'organisation L'obtention du prix national de la paix en 2010 et la mobilisation pour la paix à Barrancabermeja Les nouveaux projets de production agricole

Les récits sont plus ou moins détaillés, plus ou moins personnalisés, mais la majorité des personnes interrogées, qu'elles soient membres ou leaders évoquent ces différentes étapes. La constitution de ce « récit commun » de lutte et de persécution contribue à donner une cohérence à un collectif. Ces mises en récit²⁶³ opérées par les leaders paysans s'appuient sur des mythes communs et sur des références glorifiées qui mettent en avant le partage d'une identité et d'une histoire commune aux paysans. La construction de représentations collectives s'articule autour d'un double récit, celui des violences subies et celui des luttes communes. Premièrement, les violences occupent une place importante dans ces récits locaux, qui sont inscrits dans un contexte national où la violence revêt une symbolique forte dans l'histoire colombienne. Les mythes autour de la violence, alimentés par des massacres, la découverte de charniers, les disparitions forcées, et la peur ambiante contribuent à nourrir les perceptions des habitants de ces zones touchées par le conflit. Deuxièmement, face à cette situation, les paysans mettent en valeur leur résistance dans ces contextes, pour réaffirmer leur existence et leur réaction face à ces violences. En prenant la mesure de ces imaginaires qui se

²⁶³ Sur la question de la mise en récit nous nous référons à Anselm Strauss et à Paul Ricoeur. STRAUSS Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; RICŒUR Paul, *Temps et récit. Tome 3*, Paris, Le Seuil, 1991.

rappellent tant à l'espace (le territoire) qu'au temps (l'histoire), on identifie les mécanismes de constitution des identités collectives. Ces imaginaires constituent le socle de référence commun au groupe²⁶⁴.

Le fait d'avoir pu suivre la réinstallation de plusieurs communautés dans les bassins riverains de Pedeguita y Mansilla et de La Larga Tumarado nous a permis de comprendre l'avancée du processus collectif dans les bassins de Curvaradó et de Jiguamiandó. En effet, dans les zones humanitaires plus anciennes de ces deux bassins, on peut remarquer que les habitants racontent leur passé de la même manière, autour d'une dichotomie entre l'avant et l'après déplacement. Au-delà de ce que la rupture biographique signifie en terme de traumatisme psychologique chez les habitants des zones humanitaires, la similarité de ces manières de raconter renvoie constamment à une histoire collective et à un sentiment d'appartenance au groupe. Cette répétition de la rupture du déplacement, et la quasi-routinisation des récits témoignent aussi de l'importance du travail de collectivisation des mémoires. En effet, ces communautés ont été obligées de « se raconter » pour chercher une protection, auprès des ONG, mais également dans leurs démarches pour obtenir des mesures provisoires de la part de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Plusieurs ONG ont d'ailleurs joué un rôle pour mettre en mot ce récit commun, en insistant sur l'expérience du déplacement, rupture évidente pour tous les habitants de ce territoire. Les références à « l'avant » déplacement servent à justifier le besoin de retour car en se souvenant du bien vivre et de la vie avant le déplacement, les habitants expriment et nourrissent un retour paisible sur leurs terres. Henry Ramirez, prêtre et militant des droits de l'Homme dans cette région, a travaillé sur l'histoire de ces communautés avant 1997 et constate que « le passé est tellement idéalisé qu'on se rappelle rarement les tragédies vécues à l'époque, ou peut-être est-ce que le vécu du déplacement forcé est tellement plus fort que l'on oublie ce qui s'était passé avant ? »²⁶⁵. La vie avant le déplacement est idéalisée dans la majorité des récits, comme par exemple celui d'un habitant de la zone humanitaire de Camélias (Curvaradó) qui s'interrompt au cours de l'entretien, pris par l'émotion :

²⁶⁴ CHARAUDEAU Patrick, « Identité linguistique, identité culturelle... », *Op. cit.*

²⁶⁵ RAMIREZ SOLER Henry, *Les zones humanitaires du Curvaradó et Jiguamiandó Chocó, Colombie. Une expérience de résistance civile*, Mémoire pour le Master en Sociologie, EHESS, sous la direction de Gilles Bataillon, 2009, p 25.

« Regarde, ça c'est un chaos pour nous, en tant qu'êtres humains et en tant que paysans du bassin du Curvaradó. Nous, nous vivions une vie très tranquille et heureuse jusqu'en 1996. Nous étions drôles, nous étions heureux. Les afro avec les métis, nous vivions comme si nous étions une seule personne. On partageait. Mais en 1996 par ici, là ça a été... ».²⁶⁶

Une autre habitante évoque avec nostalgie le paysage de la région avant le déplacement :

« Moi je vivais dans le Curvaradó, et de là du Curvaradó on est venus par ici, parce que par là tout était vierge, ici il n'y avait personne à qui dire bonjour. Ça c'était de la forêt vierge, de la jungle, et vous ne trouviez que des animaux. Des animaux de toutes sortes, des oiseaux, des dindes, des perdrix, des quadrupèdes, la biche, le cochon sauvage, le lion sauvage, le paca ...ils nous passaient même entre les jambes quand on marchait. Le poisson, vous mettiez les bananes plantains sous le feu pour cuisiner, et quand il n'y avait pas de viande, alors quelqu'un allait et pêchait un petit poisson. Aujourd'hui vous ne trouvez même pas une sardine, parce qu'ils ont tout détruit. Il y avait beaucoup de ruisseaux, sur le fleuve La Mère, il y avait plein de petits ruisseaux, la Cristalline, nous nous l'appelions Eauclaire, mais quand les *chilapos*²⁶⁷ sont arrivés, ils l'ont appelé Cristalline. Et comme ça c'est resté. Mais tout ça s'est détruit. Ils ont tout détruit. Et en peu de temps, tous ces ruisseaux, les sources d'eau en déroute... ».²⁶⁸

L'« après » est vécu comme un traumatisme, avec tous les changements de paysage, les deuils et les difficultés quotidiennes. La période « en dehors » (*afuera*) du territoire, qui correspond au déplacement, n'est pas racontée, elle est évincée des témoignages et les récits reprennent leurs cours au moment du retour sur le territoire. Cette ellipse se retrouve également dans le récit des habitants plus jeunes des zones humanitaires, bien que parfois le déplacement constitue la partie la plus importante de leur vie. Finalement ce qui est « raconté » est toujours l'histoire de présence sur le territoire, une manière de rappeler le lien qui unit la communauté à sa terre, mais aussi d'évoquer seulement les moments où la communauté a existé et existe en tant que telle, et de gommer les trajectoires personnelles pendant le déplacement. Bien que les

²⁶⁶ Entretien avec un habitant de la zone humanitaire de Camélias, Curvaradó, novembre 2013.

²⁶⁷ Les *chilapos* désignent les paysans métis qui sont arrivés dans le département du Chocó, et qui se sont ensuite mélangés aux habitants noirs. Ils se sont appropriés progressivement leurs cultures, au point de se considérer comme étant de « culture afro ».

²⁶⁸ Entretien avec une habitante de la zone humanitaire de Camélias, novembre 2013.

enquêtés aient vécu à des temporalités différentes et dans différents endroits, le récit met en commun les lieux –le territoire collectif–, et les temporalités –le départ et le retour.

Entretenir un sentiment d'appartenance par des pratiques concrètes

Au-delà des discours sur la mémoire, c'est dans les pratiques concrètes des membres des organisations que nous pouvons identifier l'importance de ce travail de construction d'un vécu commun. La construction de monuments, le travail collectif autour de la mémoire, ou des œuvres culturelles sont des moyens de construire des représentations collectives et d'affirmer un sentiment d'appartenance. La mémoire sert à la fois de souvenir du passé (pour lutter contre l'oubli et accompagner le deuil), et à la fois de valorisation des luttes (pour rappeler l'urgence présente et donc l'importance de continuer à s'organiser).

La mémoire est rendue visible par la construction de monuments symboliques, souvent au centre des villages, qui ont ainsi la double fonction de recueillement et de réunion. Ces « monuments » ancrés sur le territoire marquent également une appropriation de l'espace par les paysans longtemps déterritorialisés.

Le monument placé au centre du village de Puerto Nuevo Ité, où se trouvait la coopérative communautaire détruite par les paramilitaires dans les années 1990, allie devoir de mémoire et valorisation du passé commun des luttes. La stèle centrale porte l'inscription « Notre histoire de résistance » ; il s'agit d'une sorte d'ode aux habitants du village, qui valorise leur résistance. On peut y lire « nous sommes nés pour bâtir les chemins et semer l'espoir de la conscience de la communauté, [celle] qui construit la résistance pour le bonheur de tout ceux qui ont été victimes, et sommes victimes des puissants » puis plus loin « des cendres de Puerto Nuevo Ité et de l'obstination de ses habitants pour rester sur le territoire [...] ce port et ses habitants continuent aujourd'hui de résister de manière organisée »²⁶⁹. En partageant une douleur commune, et en attribuant à ses habitants une caractéristique de résistance, la communauté prend conscience d'elle-même, et se forge un destin commun. Aux côtés de cette stèle, on trouve un mur de la mémoire avec les photos des disparus et des personnes assassinées. Des dessins peints sur le monument retracent l'histoire du village, avec les différentes phases des violences : bombardements, reconstruction, bombardements, puis de nouveau reconstruction et au centre du village est représentée une petite maison où est inscrit « ACVC ». Ces peintures témoignent d'une activité collective

²⁶⁹ Traduction personnelle.

réalisée par des villageois autour de la mémoire et donnent une impression d'horreur et de résistance puisqu'à chaque phase le village est reconstitué et compte chaque fois plus de maisons. Placés au centre du village, ce monument et la stèle mêlent hommage aux victimes et valorisation de l'identité collective du village, c'est aussi un lieu de réunion et de rassemblements, où tous les habitants se retrouvent pour discuter des futures actions collectives.

Photo n°1. Le monument de la mémoire de Puerto Nuevo Ité, Cimitarra



Source : Mathilde Allain, 2013.

Photo n°2. Réunion autour du monument de la mémoire, après la grève agraire de 2013, Puerto Nuevo Ité, Cimitarra



Source : Mathilde Allain, 2013.

La construction de ce passé commun a également pu être observée dans les interactions entre les communautés nouvellement retournées sur leurs terres dans le Bas Atrato et l'ONG CIJYP qui les accompagnent dans ce processus de retour. En se rappelant les faits, les communautés effectuent un travail collectif de souvenir, dans lequel la parole de chacun construit l'histoire qu'ils partagent tous. Ces exercices de mémoire servent aussi à inscrire des dates, des noms, des lieux pour être en mesure de savoir témoigner, pour constituer un récit commun, que tous pourront raconter et auquel ils pourront s'identifier. C'est l'exercice auquel s'est livrée la communauté de La Madre dans le bassin La Larga Tumarado, avec l'aide de l'ONG CIJYP. En octobre 2014, plusieurs familles des terres collectives de ce bassin riverain de Curvaradó décident de retourner sur leurs terres. Déplacées depuis 1997, ces familles sont lasses d'attendre une procédure de retour spécifique et une réparation de la part de l'Unité des Victimes et de l'Unité de Restitution des Terres²⁷⁰. Retourner sur les terres d'où elles ont été chassées

²⁷⁰ Ces deux unités qui dépendent du ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture sont en charge des procédures de restitution des terres pour les paysans déplacés, ainsi que de l'indemnisation des victimes. Cependant, avant tout « retour » sur leurs terres, l'unité doit effectuer un long diagnostic pour identifier les vrais propriétaires, et pour garantir la sécurité des personnes qui retournent sur leurs terres. Or, dans cette région aucun diagnostic n'a été effectué, en raisons des lenteurs administratives, mais aussi en raison de la difficulté d'identifier les tenants des titres collectifs. Les fonctionnaires en ont conclu que les conditions sécuritaires ne sont pas réunies pour effectuer ces procédures. Pendant ce temps aucune solution n'a été trouvée pour ces déplacés, dont très peu bénéficient d'une aide d'urgence.

est avant tout une décision économique, elles souhaitent pouvoir cultiver de nouveau. L'ONG propose alors à la communauté une activité de mémoire pour réunir les différentes familles. Cet exercice sert d'apaisement et de reconstruction du collectif pour une communauté qui a perdu ses repères.

L'activité consiste à dessiner sur un bout de tissu la manière dont chaque habitant se représente son territoire. Certaines personnes dessinent le territoire tel qu'elles s'en souviennent avant le déplacement, en remplaçant leur habitation et leurs cultures, d'autres le dessinent tel qu'il est dans le présent, en dessinant les campements précaires, tandis que d'autres paysans dessinent le territoire tel qu'ils veulent qu'il soit, en insistant sur la nature, les cultures, les sources d'eau et les fleuves. Chaque habitant a ainsi sa propre manière de se représenter ce territoire, des envies distinctes et une façon de l'exprimer²⁷¹. Par la suite, en cousant les différents morceaux de tissus (qui représentent différentes visions du territoire), les habitants forment un grand drap symbolisant un tout (la mémoire et le territoire) composé des visions de chacun. Après cette activité, les membres de la communauté abordent leur futur. L'accompagnant de l'ONG insiste sur le fait que la mémoire est une construction collective, à laquelle chacun (enfant, jeunes, hommes, femmes, anciens) participe. Cette construction collective est rendue palpable, à travers la création d'un drap, et plusieurs paysans insistent pour conserver cette œuvre de tous. Ils décident ainsi de placer cette œuvre dans une maison de la mémoire, qui sera construite à l'emplacement de la première cabane de fortune. Certains habitants veulent que cette maison devienne un espace de réunion pour la communauté.

Après tant d'année de déracinement, l'inscription territoriale est essentielle pour ces habitants. Les activités de mémoire telles que celles-ci permettent d'apaiser les tensions, de réunir et de constituer un premier bien commun²⁷². Cette activité a permis de faire exister le collectif puisque ce jour-là les habitants se sont exprimés en tant que « communauté de La Madre » et non en tant que familles déplacées.

²⁷¹ Pendant cette activité, nous avons eu l'occasion de discuter avec plusieurs paysans en demandant ce qu'ils ont dessiné, ce que cela représente pour eux, et comment ils perçoivent ce retour sur leurs terres. Les réflexions qui suivent sont extraites des notes du journal de terrain. Octobre 2014, La Larga Tumarado, Chocó.

²⁷² De nombreux travaux sur les victimes montrent ainsi que parler de soi est un premier pas pour exprimer des traumatismes avant de constituer des mobilisations de victimes. Les activités de mémoire en Colombie donne la possibilité à des déplacés de se retrouver, et de se réconcilier avec leur territoire mais elles permettent également aux paysans de se sentir victime pour pouvoir par la suite revendiquer collectivement. Ce n'est pas un hasard si dans les équipes qui accompagnent les communautés afro-descendantes il y a à la fois des psychologues et des avocats. BROQUA Christophe, FILLIEULE Olivier, « Act Up ou les raisons de la colère » in TRAÏNI Christophe, *Emotions... mobilisation !*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009, p 141-167.

Photo n°3. Un membre de la communauté de La Madre dessine son territoire pendant une activité de mémoire, La Larga Tumarado, Chocó.



Source : Mathilde Allain, 2014.

Photo n°4. Le résultat de l'activité de mémoire des habitants de La Madre, La Larga Tumarado, Chocó.



Source : Mathilde Allain, 2014.

Ces représentations collectives s'expriment aussi à travers des actes culturels, comme ce fut le cas lors d'une pièce de théâtre créée et jouée par les membres du conseil communautaire de Nueva Esperanza (Jiguamiandó) dans laquelle les paysans représentent leur histoire et les deux moments avant/après le déplacement sont clairement identifiés²⁷³.

En arrivant à Nueva Esperanza, les membres du conseil nous présentent leur pièce de théâtre dans la maison de santé du village.

La terre est personnifiée par un habitant et est au centre de l'œuvre. La scène représente le territoire. Dans la première partie, l'acteur est entouré de paysans qui représentent chacun une activité (agriculture, pêche, commerce, etc.), tandis que d'autres représentent les animaux et les plantes. Ce premier temps est relativement long, et met en avant l'abondance de la nature et l'harmonie des relations entre les hommes et leur environnement. La deuxième partie, celle du déplacement, se fait dans un silence complet. Les acteurs représentent des familles qui partent en courant et sortent de la scène. Le territoire est alors envahi par l'arrivée des entreprises, les paysans imitent alors une grue et font des bruits qui agressent le personnage qui symbolise la terre. Tous les acteurs reviennent sur scène en paysans, et se réunissent autour de la terre, l'entourent pour la protéger, et forment un cercle uni, symbolisant la communauté. Un des leaders sort alors de son rôle d'acteur pour lire une liste des revendications du village.

Tant la trame de la pièce que la mise en scène rendent compte des réflexions collectives puisque les paysans se sont demandés ce qu'ils voulaient raconter, et comment ils souhaitaient faire passer leur message. En racontant ils ont ainsi donné une existence à ce collectif (ce qui a suscité en interne des réflexions sur le sens de leur histoire commune), mais ils ont également décidé de le montrer, de se représenter devant un public ; c'est-à-dire de projeter vers l'extérieur cette histoire commune et cette identité collective. Entre rhétorique discursive apprise pour transmettre une histoire commune et créer la communauté, et perceptions ressenties par tous, les récits renforcent l'imaginaire collectif par des biais narratifs.

²⁷³ Observations participantes novembre 2013 dans le village de Nueva Esperanza, Jiguamiandó. Retranscription des notes du journal de terrain. Les villageois jouent ce jour-là pour montrer la pièce à l'accompagnante de l'ONG et veulent des conseils sur leur mise en scène. Six paysans ont travaillé pendant plusieurs mois pour créer et mettre en place cette pièce, qui doit être jouée dans des moments de réunion et de célébration. Elle met en avant l'histoire de la communauté, et le rôle de ses membres. Les acteurs sont des membres clés de ce conseil communautaire à savoir le patriarcat du village, l'instituteur, le promoteur de santé, le responsable légal du conseil et d'autres personnalités écoutées au sein de la communauté.

Pour exister en tant que communauté juridique, les habitants ont dû renforcer leurs liens en tant que communauté afro-descendante. Pour continuer à revendiquer leurs terres dans ce contexte hostile, et pour s'affirmer sur un territoire collectif, la mise en avant d'un passé commun a été essentielle. Toute nouvelle famille afro-descendante qui souhaite affirmer son droit au territoire doit par la suite entrer dans ce récit commun. Cependant, il convient de ne pas basculer pour autant dans un biais stratégeste, qui réduirait les perceptions à des calculs opportunistes. En effet, les familles s'identifient à ce collectif, elles ressentent que leur histoire individuelle est insérée dans celle du reste de la communauté. La rupture du lien affectif avec la terre puis la déterritorialisation des populations afro-descendantes du Bas Atrato ont entraîné une remise en cause des liens spatio-temporels que ces récits communs viennent reconstruire. Maintenir présent le passé, c'est rappeler que les situations d'injustice et d'impunité perdurent. En constituant un « nous », les organisations mettent en exergue le sentiment que la situation peut être modifiée par une action collective, sur la base d'une identification d'injustice ressentie par tous, si l'on suit les cadres de l'action collective de William Gamson²⁷⁴.

Du récit commun aux revendications collectives

À partir des représentations collectives, les organisations paysannes construisent une identité commune. Elles formulent par la suite des exigences collectives en identifiant les besoins et les ressentis locaux. Le récit commun permet ainsi de passer des doléances individuelles aux revendications collectives. Celles-ci s'expriment tout d'abord à travers le témoignage, qui permet aux populations locales de faire exister et de rendre compte des violences dont elles sont les victimes. En identifiant le collectif, les organisations paysannes construisent également les adversaires des revendications, elles dénoncent les responsables de leur situation.

²⁷⁴ William Gamson identifie le cadre d'injustice ou d'indignation, l'*agency* est la prise de conscience qu'une action collective peut changer la situation, et l'*identity* oppose les valeurs du « nous » à celles des « autres ». GAMSON William, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p 7-8.

La portée du témoignage : rendre le passé omniprésent

La construction d'un « nous » permet l'identification d'un « eux », responsables des violences et aussi parfois destinataires des revendications. L'identification de responsables des violences est une étape essentielle pour ces communautés car elle redonne du sens aux événements violents. Les nombreuses études sur la violence en Colombie²⁷⁵, produites par des chercheurs colombiens comme étrangers, mettent en avant un phénomène généralisé. Daniel Pécaut parle d'une « vision kaléidoscopique » de la violence²⁷⁶, celle-ci serait perçue comme omniprésente et généralisée à toutes les sphères de la société. Par la suite, Daniel Pécaut a montré que le brouillage entre « ami » et « ennemi » mène à une reconfiguration de la violence voire à sa routinisation. Pour rompre avec l'impression que ce phénomène est insaisissable et pour avoir prise sur leur passé, les acteurs locaux ont besoin d'identifier clairement les auteurs de ces violences. Les organisations paysannes permettent de sortir de la spirale d'une peur généralisée car en dénonçant ces injustices elles réaffirment leur statut de sujets politiques porteurs de droits, et de revendications collectives. Les acteurs locaux cessent ainsi d'être « seulement » des victimes d'une violence généralisée et insaisissable.

Le passé raconté dans les entretiens, les récits collectifs, les mises en scènes, et les lieux de mémoire sert tout autant à « faire communauté » qu'à mettre en avant des revendications. Michel Agier²⁷⁷ a introduit une réflexion sur la portée du témoignage dans ses travaux sur les réfugiés. Il explique qu'il faut aller au-delà du rôle du témoin

²⁷⁵ Les violentologues désignent un groupe d'intellectuels des années 1980 qui a travaillé très longuement sur l'étude de la violence colombienne. Parmi eux on peut nommer Gonzalo Sanchez, Carlos Eduardo Jaramillo, Alvaro Camacho et Eduardo Pizarro León-Gomez. Ils ont rendu au président Vigilio Barco (1986-1990) le rapport de la Commission d'Études sur la Violence, avec des analyses et des recommandations, qui ont été très peu suivies. Ils ont notamment mis en avant la typologie suivante : violence organisée et négociable/violence non organisée et non négociable. Aujourd'hui ils reconnaissent que leurs analyses étaient trop focalisées sur les causes objectives de la violence oubliant les approches plus subjectives du phénomène. URIBE Maria Victoria, VASQUEZ Teófilo, *Enterrar y callar: las masacres en Colombia 1980-1993*, Bogotá, Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos-Fundación Terres des Hommes, 1995; CAMACHO Alvaro, GUZMÁN Alvaro, *Ciudad y Violencia*, Bogotá, Ed Foro Nacional, 1990; PIZARRO Eduardo, *Insurgencias sin revolucion: la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, Bogotá, Tercer Mundo, 1996.

²⁷⁶ Daniel Pécaut est un des principaux analystes de la violence colombienne, dans un article de 1997 publié dans la revue *Análisis Político*, il met en avant une vision « kaléidoscopique » de la violence ; il cherche ainsi à démontrer la difficulté d'appréhender les relations de réciprocité dans les phénomènes de violence. Dans un autre article plus récent il insiste sur le brouillage de la dichotomie ami/ennemi dans l'explication de la violence colombienne. PECAUT Daniel, « Brouillage de l'opposition “ami/ennemi” et “banalisation” des pratiques d'atrocités. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°83, 2012, p 9-32 ; PECAUT Daniel, « Presente, pasado y futuro de la violencia », *Análisis Político*, n°30, 1997, p 1-43.

²⁷⁷ AGIER Michel, « La force du témoignage. Formes, contextes et auteurs des récits de réfugiés » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La découverte, Coll. Recherches, 2006, p 151-168.

pour penser la portée que donnent les victimes à leur récit ; autrement dit, il se penche sur les conditions cognitives et discursives de construction et de diffusion du témoignage. Il identifie ainsi plusieurs types de témoignages entre les propos décousus de certaines victimes et les récits aux enchaînements rodés d'autres réfugiés, qui révèlent des situations bien distinctes. De cette manière, il met en lumière la force que le témoignage acquiert dans des contextes sécuritaires risqués. Les récits communs sont des témoignages construits à plusieurs voix qui permettent aux individus de donner sens à leur histoire particulière mais surtout de constituer un collectif au sein duquel toutes ces histoires personnelles permettent la constitution d'« un sujet politique » et « même sporadiquement, [d'] une efficacité politique »²⁷⁸. Michel Agier fait ici référence au rôle que jouent ces témoignages, et au sens que cherchent à donner les réfugiés à leur parole : obtenir un statut, des indemnités, une reconnaissance ou une protection. Ainsi, « ce qui est dit n'est plus « vrai » comme récit individuel mais devient un témoignage produit collectivement dans une communication entre plusieurs personnes déplacées, et qui se détache de l'identité biographique de chacun »²⁷⁹. Le même mécanisme est observé au sein des organisations paysannes, où l'intérêt de la construction d'un récit commun prend le pas sur les trajectoires individuelles. C'est en mettant en exergue un passé partagé que les leaders façonnent alors une base sociale avec des revendications. Cependant, il ne s'agit pas pour autant d'une construction déconnectée ou opportuniste puisque les réfugiés interrogés par Michel Agier et nos enquêtés ont vécu ces violences et ressenti ces injustices. L'organisation sociale sert en effet ici de référence pour que chacun retrouve la particularité de sa situation dans une expression collective qui, elle seule, permet d'envisager l'action collective.

Se souvenir pour dénoncer

La mémoire est utilisée pour dénoncer ce qui s'est passé, et pour revendiquer. Les familles de la communauté « La Madre » (bassin de La Larga Tumarado) ont par exemple effectué un long travail de souvenir collectif, d'identification des faits, des responsables, et ont livré leur témoignage à des avocats d'ONG de défense des droits de l'Homme dans le but de dénoncer. Nous avons pu identifier les deux temps de cette mise

²⁷⁸ *Idem*, p 163.

²⁷⁹ *Ibidem*.

en commun : un moment de partage et de mise en commun, puis une deuxième étape de dénonciation.

16 octobre 2014²⁸⁰, travail sur la reconstruction de la mémoire collective avec une psychologue de l'ONG. Communauté La Madre (bassin de la Larga Tumarado), Chocó.

Aux côtés des psychologues de l'ONG, les membres de cette communauté, récemment retournés sur leurs terres se sont réunis pour mettre en commun « l'histoire de la communauté ». Ils prennent la parole chacun leur tour, pour se rappeler les cultures et les pratiques agricoles avant le déplacement, les habitudes de la communauté, l'organisation communautaire. Beaucoup insistent sur les liens qui unissaient la communauté à la forêt vierge, qu'on aperçoit en grande partie déboisée. Guidés par l'ONG, les habitants de la zone de biodiversité font en quelque sorte la catharsis de cette expérience douloureuse du déplacement, en parlant librement de leurs peurs, de leurs ressentis, de leurs souvenirs communs, et des projets qu'ils aimeraient mettre en place. Ils évoquent les maisons à reconstruire, et les cultures à planter.

30 octobre 2014²⁸¹, nous retournons une nouvelle fois dans la communauté La Madre avec l'avocat en charge de la défense de ce cas.

La communauté s'est réunie de manière quasi religieuse autour de l'avocat, et écoute avec attention ce qu'il dit. Il explique aux habitants qu'il est important pour eux et pour leur communauté d'effectuer ce travail collectif de mémoire, mais qu'en tant qu'avocat, il a avant tout besoin de données précises pour identifier les habitants présents avant le déplacement, les signes avant-coureurs du déplacement, les histoires de chacun pendant cette fuite, et surtout tous les éléments pouvant permettre d'identifier les responsables. Il donne quelques conseils aux habitants pour se souvenir des menaces reçues en 1996 et 1997, des auteurs de ces menaces ainsi que de tous les détails qui peuvent permettre de comprendre le déplacement massif de ces populations et l'occupation quasi systématique de leurs terres après la fuite. Il donne également des conseils pour constituer un témoignage clair et cohérent pour le procès en cours contre les entreprises. Il est avant tout pragmatique lors de cette visite, et insiste sur la portée juridique du témoignage. Dans l'échange qui suit, les habitants de La Larga, très heureux de voir ce jeune avocat s'intéresser à leur cause, se précipitent pour expliquer leurs cas particuliers (proches disparus, vente de terre sous pression au moment du déplacement, personnes sans titre de propriété, contentieux

²⁸⁰ Retranscription à partir des notes du journal de terrain, 16 octobre 2014, communauté de La Madre (bassin de la Larga Tumarado), Chocó.

²⁸¹ Retranscription à partir des notes du journal de terrain, 30 octobre 2014, communauté de La Madre (bassin de la Larga Tumarado), Chocó.

fonciers, etc.). L'avocat insiste de nouveau sur le fait que le procès est collectif tout comme le titre de propriété, et qu'il est donc important que les témoignages proviennent de la communauté. Enfin il met en garde contre les risques que comportent ces témoignages, à savoir que plus le procès avance à Bogotá, et plus le risque de menace est important dans la zone puisque les responsables des violences se sentant en danger cherchent à faire pression sur les populations.

À travers ces deux épisodes de collectivisation des expériences, nous percevons bien qu'au-delà de la portée cognitive du témoignage, et l'enjeu que ces histoires collectives revêtent pour la construction de la communauté, ces récits s'inscrivent souvent dans une configuration spécifique. La valorisation du passé et les récits collectifs sont racontés dans un espace/temps particulier et le témoignage de cette communauté sur son passé sert à le rendre omniprésent dans cette zone où elle est menacée. Conserver le passé sert aussi à maintenir présente la communauté, et les témoignages sont bien plus qu'un récit des violences. À ce sujet, Pierre Bourdieu²⁸² met en garde contre « l'illusion biographique » ou le risque de recevoir de manière a-critique le récit héroïque de certains engagements. En effet, il invite à repenser les trajectoires biographiques des acteurs qui racontent un événement pour prendre en compte l'univers des possibles de ces derniers au moment où ce récit est raconté. Tout en étant conscients des précautions à prendre face à la réception de ces témoignages, cette réflexion nous permet de penser le rôle que jouent les organisations dans la production de ce qui est commun, et qui passe nécessairement par une reconstruction des différentes trajectoires individuelles. Cet exercice se réalise nécessairement *a posteriori*, et c'est d'ailleurs cette « illusion biographique » qui nous permet de faire la différence entre des processus organisationnels plus avancés que d'autres en termes de construction des revendications. « Dire que les reconstructions subjectives des raisons d'agir sont en partie redevables de contraintes objectives ne doit pas nous amener à les rejeter comme purs produits de « l'illusion biographique » » comme le signale Olivier Fillieule²⁸³. En effet, pour produire des revendications communes, les récits individuels sont transposés au niveau de l'organisation, les dates et événements clés qui reviennent dans les témoignages donnent un sens à une trajectoire plus globale de cette communauté. L'histoire de la communauté est donc le résultat de cette tension individuelle/collective, que nous avons pu observer

²⁸² BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 62, juin 1986, p 69-72.

²⁸³ FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle... », *Op.cit.*, p 205.

dans la construction du collectif de La Madre, où les histoires individuelles sont discutées, mises en concurrence, mises en valeur ou non pour établir le collectif. Jean Claude Passeron s'est d'ailleurs penché sur cette tension entre d'un côté, le déterminisme de structures, où les individus sont indissociables et, de l'autre, la parole de l'individu, où chaque expérience particulière vaut en soi. Il en déduit deux manières de percevoir les récits biographiques et de les rendre pertinents pour la compréhension d'un fait social : soit en considérant que toute histoire personnelle doit d'abord être comprise au sein de structures objectives, soit que ces récits sont une traduction des interactions entre la structure et les trajectoires individuelles²⁸⁴. La deuxième orientation nous semble plus pertinente, puisque chaque récit particulier s'insère dans un contexte d'urgence pour ces communautés menacées (structure objective), mais ces récits individuels sont construits par les individus réunis en collectif (prise en compte des particularités individuelles). La cohérence collective est ainsi le résultat des interactions entre les aspects cognitifs et les exigences collectives dues au contexte. La communauté La Madre se servira de ces événements identifiés comme communs pour forger symboliquement un récit collectif, pour elle-même et pour les autres. Ces témoignages qui construisent le collectif sont autant de mécanismes sémiotiques qui permettent de redonner du sens, de dénoncer et de construire des revendications et par conséquent la mobilisation. En ce sens, ces témoignages décentrent le chercheur de « [...] la question de la vérité vers la question du (et des) pouvoir(s) – des pouvoirs de la parole en particulier »²⁸⁵.

L'ONG qui accompagne ces communautés perçoit très bien le pouvoir de cette parole. Le rôle de l'avocat est ici essentiel, puisqu'il utilise l'importance symbolique que revêt le témoignage pour la communauté pour en faire un argument juridique central dans la dénonciation. À partir de ce vécu commun, l'avocat fait naître la plainte et poussent les communautés à revendiquer leurs terres et leur situation de victimes en termes de droit²⁸⁶

²⁸⁴ PASSERON Jean-Claude « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31 (1), janvier-mars 1990.

²⁸⁵ LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna et VIDAL Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Ed La découverte, Coll Recherches, 2006, p 156.

²⁸⁶ Les avocats jouent un rôle important notamment lorsqu'ils utilisent leur profession pour représenter des minorités ou des populations défavorisées, et accompagnent leur usage du droit et leur accès à la justice. Ils contribuent ainsi à faire naître des revendications sociales en les formulant dans l'espace du droit. Nous aurons l'occasion au cours de ce travail de revenir sur le rôle incontournable de l'ONG CIJYP auprès des communautés afro-descendantes mais également sur celui des avocats et juristes des ONG colombiennes qui sont en contact

L'identité des organisations en permanente construction

Ce que les acteurs racontent sur leur passé et leur engagement est central, non pas pour évaluer la véracité de leurs propos mais plutôt pour comprendre en quoi leurs discours et leurs pratiques témoignent de la construction identitaire de l'organisation. Le pouvoir de la parole est aussi celui de l'organisation, et à travers lui celui de ses leaders qui se font les vecteurs de ces histoires collectives. Derrière le témoignage il y a également tout un processus de mise en ordre des arguments qui contribue à construire la cause commune.

L'identité de l'organisation paysanne est façonnée en même temps qu'elle façonne ces récits, dans un aller-retour permanent entre les histoires individuelles et le collectif qui s'autoalimentent mutuellement. Cette construction identitaire s'observe à travers les discours des leaders dans différents contextes ainsi qu'au cours de certains « entretiens-discours » où les enquêtés cherchent à mettre en exergue l'identité de l'organisation paysanne, caractérisée par la répression et la résistance. Cependant, cette identité n'est jamais figée. En effet, lors des actions collectives et au cours des pratiques quotidiennes, on observe la construction permanente de l'organisation.

Le paradoxe de la répression : un affaiblissement passager mais une résistance sublimée

Nous avons pu observer à de nombreuses occasions que l'identité de l'ACVC comme celle des communautés afro-descendantes est composée d'un double héritage : celui de la répression et celui de la résistance. La répression militaire et paramilitaire ainsi que la stigmatisation des organisations sociales sans cesse assimilées aux guérillas jouent un rôle double. D'une part, cette répression a d'abord annihilé la mobilisation, en semant la terreur dans ces campagnes *via* des intimidations et l'assassinat sélectif des leaders paysans. D'autre part, la dé-légitimation dont sont victimes ces organisations paysannes a des conséquences plus profondes en ce qu'elle rend difficile l'interaction avec d'autres organisations, avec des partenaires administratifs, économiques mais aussi avec des ONGI et des agences de coopération. Cette stigmatisation marque durement la

très réguliers avec l'ACVC. GAÏTI Brigitte, ISRAËL Liora, « Sur l'engagement du droit dans la construction des causes » *Politix*, vol 16, n°62, 2003, p 17-30.

dynamique du mouvement social dans ces zones reculées où les organisations sociales rencontrent des difficultés pour mobiliser à la base.

En 2007 sept leaders de l'ACVC sont arrêtés et incarcérés après que plusieurs mandats d'arrêts avaient été émis contre les principaux leaders de l'organisation paysanne. Accusés de « délit de rébellion », aucun de ces leaders n'a finalement été condamné mais certains sont restés en prison sans procès pendant deux ans. Bien que les leaders soient sortis renforcés de cette expérience, qu'ils relatent comme un épisode supplémentaire de la persécution de l'État, les conséquences de long terme sur la confiance dans les villages sont plus importantes. En effet, plusieurs villageois ne souhaitent pas être mêlés à l'association de peur d'être par la suite accusés de proximité avec la guérilla. Ces conséquences sont peu évoquées par les leaders qui préfèrent insister sur le fait qu'ils soient sortis renforcés de cette épreuve²⁸⁷. Cependant, dans un entretien avec le président de l'association, Gilberto confie, comme il l'avait déjà fait de nombreuses fois au cours des réunions internes de l'association que ce moment dramatique de l'histoire de l'ACVC a affecté en profondeur la confiance de la base sociale envers l'association.

C'est cette quête permanente pour redonner du sens à la répression et valoriser la résistance qui anime également les récits collectifs dans les bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó où chaque prise de parole, chaque activité est l'occasion de valoriser la résistance des habitants sur le territoire. Cette identité est alimentée par les récits des « résistants », cette partie de la population qui ne s'est pas déplacée pendant les violences et qui est restée cachée dans la forêt pendant plusieurs années. Cette expérience courageuse est longuement racontée pendant les réunions et les moments de transmission générationnelle :

« En 1996, certains sont partis et d'autres, nous sommes restés. Moi j'ai été et je suis résistant, et je dis résistant à temps complet, et encore actuellement je reste ici sur le territoire, sous les balles et les bombes. »²⁸⁸

L'histoire de la résistance constitue non seulement le récit commun des luttes mais une identité commune à tous les habitants de ces bassins. Cette résistance est considérée

²⁸⁷ Nous reviendrons sur le rôle de la répression de l'action collective dans les campagnes colombiennes au cours d'un prochain chapitre. L'intérêt ici est de comprendre comment la répression est mise en avant par les acteurs locaux comme étant au cœur de leur identité militante et utilisée pour renforcer leur image de résistance.

²⁸⁸ Entretien avec un habitant de la zone humanitaire de Camélias, novembre 2013.

comme un héritage des luttes afro-descendantes ou afro-colombiennes, depuis l'affranchissement des esclaves noirs (les *palenques*) à la lutte des noirs américains pour les droits civils et politiques. Dans un ouvrage réalisé par l'ONG CIJYP, *la Tramoya*, inspiré des témoignages des habitants résistants, cette filiation est clairement exprimée dans la narration de l'histoire des afro-descendants, où l'identité résistante semble marquer tout un processus :

« Depuis l'esclavage ils ont initié des pratiques de politisation, que certaines communautés conservent encore, pour certains Benkos Bihojo est devenu mytique dans les histoires orales de la résistance de la côte Atlantique, les *palenques*, et plus tard dans le siècle précédent ils ont relu Malcom X et Luther King. »²⁸⁹

Plus loin la résistance est mise en avant par l'ONG qui décrit ces communautés comme résilientes :

« Les communautés de Jiguamiandó et Curvaradó dans le Chocó sont des communautés résilientes, qui ont développé la capacité à faire face à l'adversité extrême et aux situations limites pour se recréer en tant que collectif, en tant que sujet social et pour sortir renforcées et avec une notion de futur. »²⁹⁰

Dans ce même ouvrage qui cite des témoignages d'habitants de zone humanitaire, on retrouve ce récit type, que nous avons retrouvé au cours de nos entretiens et tout au long des observations participantes, où le lien est réalisé entre la répression et la résistance sur le territoire :

« Les agressions, les violations des droits de l'Homme nous unissent pour crier liberté sur le territoire, pour dire justice, pour exiger que l'on nous répare jusqu'au dernier centime. La destruction nous grandit et c'est ainsi qu'ont grandi les conseils majeurs comme des processus de résistance civile populaire. »²⁹¹

²⁸⁹ Benkos Bihojo était un leader esclave du mouvement cimarron en Colombie au XVIIème siècle. COMISIÓN INTERECLESIAL DE JUSTICIA Y PAZ, *La Tramoya, derechos humanos y palma aceitera. Curvaradó y Jiguamiandó. Caso Tipo n°6*, Ed Comisión Intereclesial de Justicia y Paz et CINEP, 2005, p 3.

²⁹⁰ *Idem.*, p 17.

²⁹¹ *Idem.*, p 39.

Ces récits reconstitués avec l'aide de l'ONG sont un récit commun de l'histoire des communautés mais aussi des témoignages à charge, puisqu'à ces récits sont annexés des éléments d'investigation pointant la responsabilité de l'armée et la complicité de l'État, avec par exemple des ordres de mission signés des généraux de haut rang, des analyses des confessions des paramilitaires démobilisés, et d'autres documents dénonçant la présence des entreprises sur le territoire ou l'octroi de fonds publics à celles-ci.

Transmission et discussion des règles collectives

Bien que parfois fixée dans des récits (d'ailleurs souvent réalisés par des acteurs extérieurs aux communautés paysannes), la construction identitaire de l'organisation n'est pas pour autant linéaire, elle s'est faite et se fait au fur et à mesure des épreuves et des actions collectives. Les éléments constitutifs de cette identité collective sont sans cesse remis en question, testés, réappropriés par les différents acteurs. Les règles de l'organisation sont autant de contours flous négociés en permanence par ceux qui la conforment. Parfois explicités directement, ces critères de définition de ce qu'est l'organisation sont énoncés et transmis au sein du collectif et envers ceux qui veulent en faire partie.

Nous avons pu observer la négociation de ces « règles » de l'organisation lors de l'intégration d'une nouvelle famille dans le bassin du Curvaradó en juin 2013. La famille Ruiz, originaire du Curvaradó et victime de plusieurs déplacements forcés et de l'assassinat de deux de ses membres (le père et un des fils) a décidé de retourner sur ses terres et de constituer une zone humanitaire pour faire face aux menaces des propriétaires terriens et des paramilitaires. Elle a sollicité l'aide des communautés voisines du bassin pour connaître les modalités de constitution d'une zone humanitaire. Réunis face aux jeunes de la famille Ruiz, les leaders historiques de Jiguamiandó et de Curvaradó ont tout d'abord tenu à rappeler l'histoire des zones humanitaires, celle du déplacement et du processus de résistance. Ils insistent sur le fait que la zone humanitaire représente plus qu'une solution de retour sur le territoire, c'est un modèle alternatif de vie et un modèle de lutte. Pour ces leaders, le but est de faire comprendre le processus dans lequel s'engage la nouvelle famille, pour se revendiquer du processus des zones humanitaires, il faut suivre plusieurs règles, pour garantir la sécurité et la crédibilité du processus. Au cours de cette réunion, un leader de Jiguamiandó prend la parole :

« Bon, bonjour à tous, mon nom est [...], je viens de Jiguamiandó et de la zone humanitaire de Nueva Esperanza. Nous avons une expérience assez avancée sur ce sujet, parce que nous, en 2004, nous avons décidé de conformer une zone humanitaire. Alors je vais vous raconter un petit peu. Au cours des années 2002, 2003 nous avons été persécutés par les acteurs armés, alors ces années-là on les a passées dans la jungle, à courir par-ci par-là, et nous n'avions rien. Mais nous ne pouvions pas continuer à vivre en courant ainsi, alors nous sommes entrés en contact avec les amis de Cacarica [un autre bassin], et ça a été la seule manière d'être plus tranquille et de se stabiliser dans un endroit : avec la zone humanitaire. Alors on a décidé aussi d'adopter cette figure qu'est l'autodétermination. Mais ce n'est pas facile de prendre cette décision en plein milieu de la guerre [...]. Les zones humanitaires sont des endroits très spéciaux pour nous, presque comme des lieux sacrés, parce que c'est là que se joue un vivre ensemble de paix, parce que les communautés sont protégées par la loi 70 qui parle d'autonomie. Si l'on parle d'autonomie il y a logiquement des problèmes comme dans toutes les communautés, il y a des problèmes par exemple au sein des familles. Alors, c'est la même autonomie des communautés qui doit les résoudre. On n'accepte pas qu'un acteur armé vienne régler les problèmes de la communauté, ça c'est l'autonomie. Ici c'est un lieu respecté, et nous devons le faire respecter et le respecter. Si on ne respecte pas les zones humanitaires, alors ils ne nous respectent pas, et nous ne pouvons pas les faire respecter. Les acteurs armés jouent comme ça, et si nous les faisons respecter, alors l'irrespect a un coût politique pour eux, un poids politique. Même s'ils sont illégaux, ils ne veulent pas être mis là-dedans, ils ne veulent pas montrer ce qu'ils sont vraiment [...]. Les membres de la zone humanitaire doivent être très transparents parce qu'il y a plein de choses qui arrivent au fur et à mesure du processus, le gouvernement, les acteurs [armés] reconnaissent la réalité de la zone humanitaire, ils reconnaissent que les gens des zones sont des gens de paix, que ce sont des gens bien, qui n'ont aucun lien avec les acteurs [armés], alors [c'est seulement pour cela qu'] ils commencent à respecter. Et aussi ils cherchent à s'infiltrer pour défaire [le processus]. Alors ils commencent à vouloir gagner les gens, viens on travaille ensemble, ils vous font des interrogatoires, et ça c'est que du mensonge [...]. Alors nous nous avons notre propre politique, et nous ne partageons aucune politique des acteurs armés, nous défendons la vie et le territoire, c'est ça notre politique. [...] D'autre part, les zones humanitaires ont... comment dire, des normes de vivre ensemble, parce que sans ces normes il n'y a aucun respect. À l'intérieur de la zone humanitaire il y a un règlement interne, ce sont des normes, pas des lois mais des normes pour faciliter un meilleur respect, une meilleure solidarité et une responsabilité au sein de nos familles. Par exemple, comme l'a dit mon ami, il ne faut pas se balader la nuit, c'est pas conseillé, jusqu'à telle heure, et ne pas aller se

promener tout seul [...] ces familles doivent avoir ce respect et ce choix de vie. »²⁹²

Dans la prise de parole du leader de Nueva Esperanza, nous pouvons remarquer que la crédibilité et l'avenir des zones humanitaires dépendent autant des règles internes que de leur reconnaissance externe. Le respect de ces règles leur permet d'être respectés et du respect de cette zone dépend la protection de ses habitants. L'identité même du processus est méticuleusement transmise, sur un ton clair, précis et sans détour, les règles sont énoncées pour le vivre ensemble à l'intérieur de la zone autant que pour le maintien du projet plus global des zones humanitaires. Faire partie du *proceso* c'est accepter ces consignes et valeurs, et affirmer un positionnement sur le territoire. Après la prise de parole du leader, les règles de la zone humanitaire sont ensuite récitées par les plus jeunes qui les connaissent par cœur : zone réservée à la population civile « en défense de la vie et du territoire à l'intérieur du territoire », les acteurs armés sont interdits autant que les armes à feu, aucune aide n'est acceptée et on ne collabore pas avec un groupe armé et on ne doit pas avoir de relations avec des membres de la famille qui pourraient avoir des relations avec les groupes armés. La base juridique de référence est la loi 70 sur l'autonomie des populations afro-descendantes qui est aussi expliquée à la famille Ruiz, tout autant que l'arsenal juridique de protection que connaissent très bien les leaders. S'il existe des règles au sein de l'organisation, garantes de la cohérence interne du collectif, des sanctions ont également été mises en place afin de réguler la collectivité. Ce contrôle des frontières de ce qu'est l'organisation, et ce qu'elle n'est pas s'exprime dans les actions collectives par le port d'une casquette, d'un t-shirt ou d'une banderole rappelant clairement le rattachement à l'organisation et à travers des mécanismes internes de régulation d'une norme collective (comme le comité conciliateur chargé de réguler les différends au sein des zones humanitaires). Mais ces frontières sont aussi définies dans les pratiques quotidiennes comme l'énonce un habitant au cours de la même réunion :

« Moi je voulais juste parler un peu du respect du fil barbelé [qui délimite toute zone humanitaire], qui doit aussi être respecté. Il ne faut pas

²⁹² Retranscription à partir de l'enregistrement de la réunion entre les leaders des zones humanitaires de Jiguamiandó et Curvaradó et les fils aînés de la famille Ruiz. Observation participante de Juin 2013, retour de la famille Ruiz sur ses terres, Curvaradó, Chocó.

passer au-dessus du fil, parce que si nous nous passons, alors que va faire celui de l'extérieur ? Il faut aussi faire respecter notre travail. »²⁹³

Le fil barbelé agit comme une métaphore des règles internes, que les habitants de l'intérieur doivent respecter (et emprunter la porte d'entrée) s'ils veulent que ce fil symbolique de délimitation de l'espace du processus soit également pris en compte par les acteurs extérieurs.

Au sein de l'ACVC, les conduites des membres sont également régulées, l'enjeu est là aussi double: maintenir l'image extérieure et une cohérence interne de ce qui se fait et ne se fait pas. Les membres de l'ACVC doivent respecter une démarche éthique, dans leur travail auprès des communautés et lorsqu'ils sont dans des rôles de représentation. Nous avons pu observer directement le respect de ces consignes et leur importance pour l'association paysanne lors de nos nombreux déplacements avec des leaders locaux. En effet, avant chaque terrain, les leaders en charge de nous accompagner étaient convoqués par la direction qui leur rappelait les normes de comportement envers « les gens de l'extérieur ». Le territoire est vaste, et l'association compte de nombreux membres, il existe donc un système de régulation de ces membres. Les cas jugés problématiques touchent majoritairement à la sphère privée où l'attitude d'un leader ou d'un membre n'est pas jugée conforme aux valeurs de l'association (les affaires de mœurs sont plus courantes que les différends portant sur le message revendicatif de l'association). Ces mesures consistent en un éloignement temporaire où « l'éloigné » doit se racheter s'il veut avoir le droit de participer de nouveau aux actions de l'organisation et surtout de pouvoir de nouveau parler au nom de l'association. Par exemple, un jeune de l'association²⁹⁴ a été écarté pendant un temps du travail de terrain auprès des communautés en raison de sa consommation excessive d'alcool pendant les fêtes de village, ce qui générerait souvent des conflits. Convoqué par son responsable de section, il lui a été expliqué que son comportement n'était pas conforme à l'image de l'association et qu'il devait par conséquent se retirer jusqu'à ce qu'il modifie sa conduite. Quelques mois plus tard, il a recontacté le responsable de l'ACVC pour pouvoir de nouveau faire partie de l'association, et a bénéficié d'une deuxième chance. L'engagement au sein de l'ACVC est contraignant car il induit des devoirs, en termes de disponibilité des membres, et de responsabilité, avec un sens de l'engagement qui oscille

²⁹³ *Idem.*

²⁹⁴ Entretien avec un jeune de l'ACVC et observation participante, 2014

entre un esprit de corps et un esprit de famille²⁹⁵. À plusieurs reprises les membres de l'ACVC comparent d'ailleurs les liens au sein de l'association à ceux d'une grande famille régie par des règles, où chacun peut commettre des erreurs mais doit par la suite se montrer digne de confiance. Ces régulations et l'instauration de normes explicites ou implicites au sein des organisations contribuent à construire en permanence l'identité de celles-ci.

Garder une cohérence au sein de l'organisation consiste à définir les contours tant des causes défendues que des manières de les défendre, dans des contextes micro locaux où les attitudes jouent un rôle important. Le fond et la forme sont extrêmement liés au sein des organisations paysannes que nous avons étudiées, et le militantisme s'apparente à des choix de vie, à une manière de penser mais aussi à une manière d'être. Les pratiques quotidiennes et les discours publics des organisations paysannes nous ont permis de comprendre comment se définit l'organisation, s'engager signifie bien plus que le rattachement à une cause. Il est question d'une appartenance à une communauté d'idées, de personnes et c'est aussi une certaine conception de la collectivité qui anime ce militantisme. Bien plus que « prendre parti²⁹⁶ », ce militantisme signifie bien « faire partie », car chaque individu retrouve du sens dans le collectif. Enfin, il s'agit parfois d'un militantisme de survie, où l'engagement transcende alors tous les aspects de la vie des individus.

Conclusion section 2

Au cours de cette section nous avons montré le long processus de construction du collectif. Dans un contexte où les individus sont isolés par la peur, par le déplacement et par les distances géographiques entre les villages, la constitution d'un récit commun est essentielle pour formuler des revendications collectives. Au-delà du fait que raconter permet de soulager les victimes, témoigner permet à terme de pouvoir dénoncer. Les revendications collectives prennent ainsi racine en se nourrissant d'un esprit de résistance que nous avons pu identifier dans les deux organisations paysannes. C'est de ce sentiment de résistance, mis en exergue par les leaders paysans et par les ONG qui

²⁹⁵ Nous aurons par la suite l'occasion de revenir sur la constitution d'un esprit de corps et d'un esprit de famille au sein de l'ACVC lorsque nous nous pencherons plus précisément sur la structure interne de l'association cf. Chapitre 4.

²⁹⁶ PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989.

accompagne les populations afro-descendantes que les organisations paysannes font émerger un sentiment d'injustice. Dans son analyse des mobilisations de caissières de grandes surfaces, Marlène Benquet²⁹⁷ montre que le jugement d'injustice se constitue à partir d'un renversement du consentement à la domination. Le passage à l'action collective ne dépend pas tellement des conditions objectives comme les inégalités sociales et économiques ou les conditions de travail des caissières, mais dans le fait de percevoir ces inégalités comme injustes. Dans notre étude, les difficultés de la situation des campagnes sont ressenties par de nombreux enquêtés (comme nous l'avons vu au cours de la première section), cependant ce sont les leaders paysans qui qualifient cette situation d'injuste. Les populations paysannes étudiées ont en quelque sorte renversé le stigmatisme²⁹⁸ pour se nourrir de cette injustice et de la répression comme autant de raison de se mobiliser. Plus que des éléments objectivables, l'alliance répression/résistance permet de faire émerger des faire-valoir subjectifs, qui permettent alors de percevoir l'injustice de la situation comme une ressource pour se mobiliser.

CONCLUSION CHAPITRE 1

Se mobiliser dans les campagnes colombiennes n'a rien d'anodin. C'est un engagement risqué et qui va au-delà de la participation à des actions collectives ponctuelles. Faire partie d'un processus signifie appartenir à une communauté, à un collectif. Au cours de ce premier chapitre nous avons souhaité appréhender le contexte des acteurs tels qu'ils le perçoivent afin de saisir ce que signifie se mobiliser pour le territoire en Colombie. En relatant des éléments de contextes parfois très localisés, et par le biais de descriptifs des pratiques quotidiennes des acteurs locaux, nous avons pu prendre la mesure de l'hétérogénéité des populations locales.

Ce chapitre permet de mettre en exergue plusieurs éléments essentiels pour appréhender la construction des solidarités internationales. Tout d'abord nous avons pu identifier les obstacles sécuritaires importants qui pèsent sur les acteurs locaux. Puis nous avons également appréhendé les manières de percevoir les différentes échelles locales, entre la situation des villages, celles des régions, puis les liens avec l'histoire nationale colombienne. Comprendre les acteurs locaux dans *leur* contexte nous a semblé

²⁹⁷ BENQUET Marlène, *Les damnés de la caisse. Grève dans un hypermarché*, Paris, éditions du croquant, 2011.

²⁹⁸ GOFFMAN Erving, *Stigmatisme : Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de Minuit, 1975.

incontournable pour analyser la manière dont ils se lient par la suite avec d'autres acteurs qui évoluent à différents niveaux. Enfin, l'échelon de l'organisation apparaît central dans l'étude des acteurs locaux.

L'organisation rassemble les subjectivités et les individus, elle est ainsi engagée dans une production d'un sens commun pour les acteurs qui la composent. Elle se doit de rendre intelligible les raisons de la mobilisation en se basant sur les situations des paysans. Trois opérations de naissance du cadrage d'injustice peuvent être identifiées. Dans un premier temps, l'organisation identifie une expérience vécue comme étant problématique, anormale et injuste. L'identité de résistant face à la répression permet de faire émerger ce décalage entre ce que la situation devrait être et ce qu'elle est. La construction d'un récit commun constitue par conséquent une étape centrale pour prendre conscience que plusieurs individus ont vécu la même chose. Puis, dans un deuxième temps, l'organisation interprète cette injustice en apportant des réponses, sur les causes de la situation vécue et sur les responsables. En interprétant les faits, l'organisation « inscrit la situation identifiée comme problématique dans un système d'explication où s'emboîtent des causalités, où les faits identifiés s'entrecroisent avec d'autres et prennent ainsi une signification qui surpasse leur émergence singulière »²⁹⁹. Enfin, dans un troisième temps l'organisation paysanne propose des solutions à partir du contexte des possibles, des éléments sur lesquels nous nous concentrerons plus amplement dans le prochain chapitre.

²⁹⁹ GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une “crise extrême”. La “communauté internationale” face au conflit armé en Colombie » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, et VIDAL Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, La découverte, Coll Recherches, 2006, p 136-150, p 149.

CHAPITRE 2. De la terre au territoire, héritages historiques et dynamiques internationales

Introduction

Les revendications paysannes trouvent leurs origines dans des lieux et à des périodes donnés. Nous avons mis en exergue l'importance des perceptions des acteurs locaux pour comprendre la manière dont ils se mobilisent. Mais, quelle est la part d'influence des données historiques sur les revendications paysannes, et quel est le rôle joué par les diverses dynamiques internationales dans la construction des causes paysannes? Telles sont les interrogations qui seront au centre de ce chapitre.

Penser le contexte des revendications paysannes implique de comprendre les régions dans lesquelles émergent ces organisations, les diverses influences militantes qui ont nourri les collectifs, ainsi que les obstacles qui ont conditionnés la formulation des revendications. La fin des années 1990, période à laquelle les deux organisations se forment, est aussi un moment où divers acteurs internationaux arrivent en Colombie. Les questions de la défense des droits de l'Homme et de la terre ont des résonances particulières dans les campagnes colombiennes, confrontées à une crise humanitaire et sociale. Si les organisations paysannes se sont appropriées leur contexte (historique et régional) pour construire leurs revendications, elles sont également perméables aux différentes influences des acteurs internationaux. Ce sont ces échanges que nous analyserons à travers la trajectoire des revendications et des collectifs paysans. Nous montrerons comment se sont construits les premiers liens de solidarité entre les paysans colombiens et des acteurs internationaux autour de la question des droits de l'Homme.

Nous mettrons ainsi en avant le caractère situé des causes défendues par les paysans. Loin de considérer le contexte comme un fait objectivé, nous insisterons notamment sur le rôle des acteurs locaux dans l'appréhension de ce contexte et dans sa traduction en ressources pour la mobilisation. En introduisant, dans la filiation du chapitre précédent, l'importance des perceptions des acteurs, nous montrerons que les causes peuvent être construites de diverses manières selon les organisations, et selon les évolutions du contexte.

Au centre des études sur la politique contestataire³⁰⁰ et très présent dans la littérature sur les mouvements sociaux, enrichi et précisé par certains auteurs, critiqué et remis en question par d'autres, le concept de structure des opportunités politiques (SOP) a un instant retenu notre attention. En effet, la SOP pousse à se pencher sur le contexte politique qui prévaut dans la mobilisation, et qui influence le passage à l'action collective par des contraintes et des opportunités. De nombreux auteurs ont ainsi clarifié les variables à prendre en compte dans la définition de facteurs clés expliquant la contestation³⁰¹, tandis que d'autres trouvent le concept trop imprécis, statique et objectiviste³⁰². Bien qu'il rappelle l'importance de penser les acteurs dans leur contexte, ce concept ne nous permet pas d'appréhender celui-ci de manière dynamique et tel que les acteurs le perçoivent et s'en nourrissent³⁰³. Il nous paraît difficile de cataloguer le système colombien « d'ouvert » ou de « fermé » comme le suggère le modèle de la SOP, tant le pays offre des protections juridiques importantes pour ses citoyens et bénéficie d'une image favorable au niveau international. Dans le même temps la répression contre les mobilisations sociales y est élevée. Ce dilemme est d'ailleurs très présent au sein des mouvements sociaux, puisque les organisations paysannes jouent sur un registre de demande d'une protection au niveau international (notamment en termes de droits de l'Homme) mais formule également des revendications en termes juridiques en faisant

³⁰⁰ MCADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of contention...Op.cit.*

³⁰¹ KRIESI Hanspeter, «The political opportunity structure of new social movements », in JENKINS Craig. J., KLANDERMANS Bert (dir.), *The Politics of Social Protest*, UCL, Londres, 1995 ; KRIESI Hanspeter, KOOPMANS Ruud, DUYVENDAK Jan Willem, GIUGNI Mario, *New Social Movements in Western Europe*, UCL, Londres, 1995 ; KITSCHOLT Herbert, « Political opportunity structures and political protest :anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, vol 16, 1986, p 57-85 ; TARROW Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; DUYVENDACK Jan Willem, *Le Poids du politique. Nouveaux mouvements en France*, L'Harmattan, Paris 1994 ; TILLY Charles, TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, Paris 2008.

³⁰² MATHIEU Lilian, « 2. Contexte politique et opportunités », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. Recherches , 2010, p 39-54.

³⁰³ On peut résumer les réticences face au concept de la SOP en deux types de critiques. Premièrement, il semble difficile d'isoler les variables qui seraient à prendre en compte, et surtout de délimiter les éléments purement « politiques » du contexte social ou culturel, faisant de la SOP un concept « mou » ou « éponge » où le choix des variables reste arbitraire et se résume souvent à une logique de fermeture/ouverture du régime politique. Deuxièmement, d'autres critiques soulèvent des difficultés ayant trait au concept même de structure des opportunités politiques qui emprisonne le raisonnement dans un déterminisme contextuel, sans prendre en compte le jeu des acteurs sociaux. La SOP conditionne en effet la contestation à un changement de régime politique, et relègue les acteurs sociaux à des challengers face au système politique. La SOP ignore ainsi que « les contestataires peuvent eux-mêmes se créer les opportunités d'agir » MATHIEU Lilian, « 2. Contexte politique et opportunités... », *Op cit.*, p 46.

directement écho à la législation colombienne. Ainsi, Lilian Mathieu³⁰⁴ met en avant le fait que l'activité protestataire ne procède pas seulement des opportunités mais des relations qu'entretiennent les différentes causes entre elles au sein d'un espace. Ce sont justement ces articulations qui nous intéressent. Nous souhaitons mettre l'accent sur le fait que les causes étudiées sont produites dans un espace particulier, qui entrent ensuite en interaction avec un espace internationalisé.

Les deux régions d'émergence des revendications sont des zones très distinctes, en termes d'héritage historique des luttes mais aussi dans la place que ces régions occupent dans l'histoire du pays. Il existe donc un capital militant distinct³⁰⁵, avec des influences politiques, culturelles et religieuses très différentes³⁰⁶, mais aussi d'autres éléments du contexte qui agissent de manière plus subjective sur la définition des luttes locales. À travers l'étude de la trajectoire sociale et historique des organisations paysannes, nous montrerons que les causes défendues germent et évoluent dans un contexte particulier et en fonction de celui-ci. Les acteurs de la solidarité internationale mettent également en avant diverses thématiques qui ne sont pas sans effet sur la reformulation des luttes locales.

Dans une première partie, nous procéderons à une analyse synchronique des héritages historiques des luttes sociales et politiques dans ces localités pour appréhender

³⁰⁴ La littérature française s'est généralement distanciée du concept de la SOP. Lilian Mathieu met en avant le fait qu'en considérant les seuls éléments stables et objectifs du contexte politique, on privilégie une conception objectiviste des opportunités qui passent à côté des perceptions des acteurs qui mettent en place l'action collective. On peut également voir les analyses d'Olivier Fillieule sur le sujet. MATHIEU Lilian, « Rapport au politique... », *Op.cit.*. FILLIEULE Olivier, « Requiem pour un concept : vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in DORRONSORO Gilles (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Editions, 2005, p 201-218. Pour une critique de la méthode de la SOP : AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux... Op.cit.*

³⁰⁵ Nous suivons la définition de Frédérique Matonti et de Franck Poupeau, qui expliquent que le capital militant est « incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions » ». MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p 4-11, 8. Sur d'autres développements concernant la question du capital militant : NEVEU Erik, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ? A propos de Catherine Hakim, Erotic Capital, et de quelques marcottages intempestifs de la notion de capital », *Revue française de science politique*, vol 63, 2013, p 337-358.

³⁰⁶ Nous nous référons ici à la sociologie française des partis politiques qui a montré tout ce que la constitution des organisations partisanes, ce qu'elles disent et ce qu'elles font, doit aux propriétés sociologiques de ceux qui les constituent. OFFERLÉ Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987 ; PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989 ; SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 2000 ; COMBES Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris, Karthala et CERI, coll. Recherches internationales, 2011 ; MISCHI Julian, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Paris, Editions Agone, 2014.

la manière dont les causes défendues sont nourrit par ces legs militants. Dans un second temps, nous verrons que les causes défendues sont évolutives au gré du contexte, c'est-à-dire que les paysans s'adaptent dans le temps pour positionner leurs revendications en fonction du contexte politique, alternant entre la question des droits de l'Homme et des revendications territoriales. Les dynamiques internationales et les premiers liens de solidarité jouent ici un rôle important.

SECTION 1/ LE POIDS DE L'HISTOIRE DANS LA STRUCTURATION DES REVENDICATIONS

Nous avons pu entrevoir les difficultés de mobiliser dans des contextes sécuritaires risqués et dans des localités où les populations font face à une grande vulnérabilité économique et sociale. Les causes défendues sont le fait d'acteurs ancrés dans des contextes précis, ni a-historiques et ni dé-territorialisés. L'étude des trajectoires sociales des organisations paysannes passe nécessairement par la compréhension des contextes régionaux des zones d'étude et par l'étude des histoires sociales propres à ces localités. Les antécédents de mobilisation, ainsi que les configurations politiques, sociales et culturelles caractéristiques de chaque région influencent les acteurs locaux dans leurs manières de concevoir l'action collective locale, et de penser l'articulation entre ces luttes locales et l'échelle nationale. Ce contexte est « le » contexte des acteurs qui se mobilisent, et les organisations paysannes s'approprient ou non les ressources militantes disponibles et perçues comme telles. L'aspect collectif ou communautaire est donc abordé d'une manière très distincte selon les filiations des deux processus d'organisation étudiés, c'est ce que nous verrons dans cette première section.

Dans le Magdalena Medio : l'optimisation des luttes sociales par l'ACVC

« Les avertissements de Michel Dobry (1986) sur l'hétérogénéité des mobilisations et des motifs qui y conduisent ne sont pas contradictoires avec — et ne devraient pas décourager — une prise en compte des propriétés sociales de ceux qui s'engagent et du

rôle des affinités et similarités de socialisation »³⁰⁷. Nous reprenons pleinement ce constat de Frédéric Sawicki et de Johanna Siméant. Ils rappellent que l'on peut articuler l'étude des propriétés sociales liées à un contexte sans pour autant omettre la complexité des mobilisations locales que nous avons pu aborder lors du premier chapitre. Ainsi l'ACVC se nourrit du contexte propre au Magdalena Medio, et aux trajectoires militantes dans cette région, mais l'association tente également de s'affranchir de ce contexte régional pour créer une cause collective qui reflète la diversité des situations dans les campagnes colombiennes.

Effervescence des luttes sociales et expérience de la répression

La formulation des causes et la manière de penser l'action collective sont le résultat d'un contexte bien particulier³⁰⁸. La région du Magdalena Medio est une région durement touchée par le conflit armé et par le développement du phénomène paramilitaire, tout en étant une zone d'expériences sociales foisonnante. En effet, la région est le cœur d'une histoire sociale mouvementée, avec le développement des guérillas libérales dans les années 1950, puis avec l'implantation des principales guérillas révolutionnaires dans les années 1970, jusqu'à l'essor d'un tissu d'organisations sociales très riche dans les années 1990.

L'histoire du Magdalena Medio est celle d'une région de frontière agricole relativement récente³⁰⁹ qui a concentré très rapidement un attrait pour différentes ressources (découverte de l'or, du caoutchouc dans les années 1890, du pétrole dans les années 1920 et plus récemment d'autres métaux rares), puis d'un développement de l'industrie de substitution des importations. Plusieurs modèles de développement

³⁰⁷ SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol 51, 2009, n° 1, p 97-125, p 106.

³⁰⁸ Au cours d'une autre recherche nous avons pu montrer comment les mémoires collectives des luttes passées conditionnent l'essor de mouvements de résistance agraire en Colombie et au Brésil. En Colombie la mémoire des échecs des mobilisations, le souvenir de la répression des luttes agraires ou encore l'impression d'une fermeture du système politique, ont eu un impact dans le choix du répertoire d'action des guérillas, notamment des FARC. ALLAIN Mathilde, *Trajectoires internationales des mouvements agraires...Op.cit.*. Au sujet des perceptions des luttes passées voir également: GURR Ted, *Why men rebel ?*, Princeton University Press, 1970.

³⁰⁹ Le Magdalena Medio a été colonisé très tardivement et les premiers colons paysans sont des habitants déplacés d'autres régions en raison des périodes de violence. Cette zone se trouve à la confluence entre plusieurs régions culturellement très différentes. Le Magdalena Medio fut notamment une zone de refuge pour les guérillas libérales pendant la guerre des Mille Jours. REYES Alejandro, « La Violencia y el problema agrario en Colombia », *Análisis Político*, n°2, 1987 ; VARGAS Alejo, *Magdalena Medio santandereano. Colonización y Conflicto armado*, Bogotá, CINEP, 1992.

cohabitent ainsi dans cette région. D'un côté, on trouve le modèle agricole agro exportateurs, autour des grands propriétaires terriens du pays qui ont colonisé ces terres vierges suite à l'essor de l'agro industrie. D'un autre côté le modèle industriel s'y développe rapidement autour d'une nouvelle élite urbaine et des compagnies pétrolières américaines. L'attrait des villes génère également un phénomène d'exode rural massif et l'industrialisation rapide comme le développement de l'agriculture intensive suscitent de nombreuses résistances: paysannes et ouvrières dans les années 1950, puis des mouvements de défense des droits de l'Homme mais aussi des mouvements armés. La spéculation sur les terres est importante et l'État peine à réguler les avancées de la frontière agricole. Il n'existe aucune régulation des droits de propriété et l'incertitude des droits fonciers est grande, la colonisation de ces terres reproduit ainsi le schéma déjà à l'œuvre en Amérique latine entre *minifundio* et *latifundio*. La présence de l'État dans cette zone est très faible, et les petits propriétaires terriens sont exclus du développement de l'agro industrie.

Axe principal de communication du pays (autour du fleuve Magdalena) et cœur national d'exploitation stratégique des ressources, la région a été convoitée par de nombreuses guérillas ; la première guérilla du pays naît d'ailleurs à Barrancabermeja en 1948 lorsque la petite ville de l'époque se déclare en insurrection. Au-delà de cet épisode, la région représente un bastion central pour la majorité des guérillas de gauche des années 1960³¹⁰. La zone du fleuve Cimitarra reste une des dernières bases arrière de la guérilla des FARC dans la région malgré les offensives répétées de l'armée colombienne. L'ELN et les FARC s'affrontent aussi dans les zones rurales. Entre 1985 et 1995 l'ELN enregistre une croissance politique et militaire importante après des années de sommeil et grâce à la rente pétrolière. La guérilla se lie à la vie politique de la région et son influence sur les luttes sociales n'est pas négligeable dans les années 1990, notamment par le biais des milices urbaines à Barrancabermeja. Les campagnes du

³¹⁰ C'est une des régions d'implantation de la guérilla marxiste des FARC-EP où le front IV s'étendait dans les années 1960 de Barrancabermeja jusqu'à La Dorada et est remplacé plus tard par le front XI. A ses débuts la guérilla possède de bonnes assises locales dans cette région agricole, qui la motive à en faire ensuite une région d'expansion *via* plusieurs offensives militaires au début des années 1980. Au début des années 1990 la guérilla des FARC compte sept fronts dans la région, une avancée importante. L'arrivée des paramilitaires dès 1997 repousse les guérilleros vers l'intérieur des terres, et l'augmentation des impôts révolutionnaires fait en partie perdre l'appui populaire dans la région. La région est aussi l'épicentre d'une autre guérilla, l'ELN (*Ejercito de Liberacion Nacional*-l'Armée de Libération Nationale) qui naît en 1965 dans la région de Chucuri, et qui s'étend très rapidement au département du César et sur Barrancabermeja. A la fin des années 1990 l'ELN perd du terrain face à l'offensive paramilitaire, et aux actions de l'État colombien. Elle reste néanmoins active dans la vallée du fleuve Cimitarra. L'EPL (*Ejercito Popular de Liberacion*-Armée Populaire de Libération) est également présente dans la région bien que très minoritaire.

Magdalena Medio sont ainsi marquées par l'expérience des luttes armées, les guérillas s'y sont installées durablement et recrutent directement dans les villages de la région. Par conséquent, aux yeux du gouvernement colombien cette région a toujours été considérée comme « subversive », un héritage de résistance que l'ACVC tente de nuancer dans son discours en mettant en avant le passé des luttes agraires.

L'histoire orale met régulièrement en scène le Cacique Pipaton, une des figures légendaire de la région qui aurait résisté aux Espagnols. Depuis ce mythe, le Magdalena Medio revendique une expérience de lutte sociale importante. Et pour cause, pendant les nombreuses périodes d'affrontement entre les conservateurs et les libéraux au cours du XXème siècle, la région du Magdalena Medio a longtemps fait office de refuge pour les libéraux. Dans les années 1920, plusieurs organisations paysannes voient le jour autour des Ligues Paysannes liées au Parti Communiste Colombien (PCC) qui luttent pour l'obtention des titres de propriété sur la terre. Le début du XXème siècle est alors marqué par les premières invasions de terres, jusqu'à la promulgation en 1926 de la loi sur la fonction sociale de la terre (qui prévoit que celle-ci doit servir à ceux qui produisent et qui en vivent) et jusqu'à la création de juges spéciaux pour la résolution des conflits agraires. La revanche des propriétaires terriens ne se fait pas attendre, dès 1944 avec la loi 100 qui légalise les contrats de métayage³¹¹ et nie toute possibilité de réforme de propriété de la terre. Avec le développement du port de Barrancabermeja dans les années 1920, puis de l'exploitation du pétrole et de l'installation de l'entreprise publique (aujourd'hui semi publique) Ecopetrol en 1951, la région voit également naître le premier syndicat ouvrier du pays en 1923, la *Sociedad Union Obrera*, rebaptisé *Union Sindical Obrera* (USO) en 1934. Ce syndicat ouvrier se politise progressivement dans les années 1950 et revendique la nationalisation des ressources naturelles, liant dès le début les conditions des travailleurs à la souveraineté du peuple sur les ressources énergétiques. Les organisations agraires et syndicales soutiennent fermement le leader libéral Jorge Eliécer Gaitan³¹² assassiné en 1948. Le Magdalena Medio participe très activement aux grandes manifestations civiques en 1975, 1977 et 1981, une période

³¹¹ Le métayage est un type de bail rural dans lequel le propriétaire confie à un métayer la culture de sa terre et le rémunère avec une partie de la récolte.

³¹² Le leader du parti libéral Jorge Eliécer Gaitan (issu d'une dissidence du parti libéral UNIR) est assassiné dans le centre de Bogotá, un épisode connu comme le « bogotazo », et qui marque début de la période de la *Violencia*, l'affrontement violent entre conservateurs et libéraux. Jorge Eliécer Gaitan représentait pour une grande partie du peuple colombien un réel espoir de changement. Les émeutes suite à son assassinat enflamment la capitale et une partie de la ville est détruite. Les antagonismes se renforcent et se radicalisent suite à cet épisode. De 1948 jusqu'au début des années 1960 les paysans sont largement mobilisés.

d'effervescence sociale en Colombie³¹³, où la mobilisation est très importante dans de nombreux secteurs. Les guérillas de gauche ont à ce moment des capacités militaires très limitées, et investissent largement les espaces politiques et les mouvements sociaux. La mobilisation dans les campagnes est importante, tout autant que la mobilisation ouvrière. Cependant, le développement du narcotrafic et la militarisation croissante des guérillas puis l'essor du paramilitarisme se traduisent par une escalade du conflit. Par exemple, la Coordinadora Campesina Popular (Coordination paysanne populaire), créée en 1982 dans le Magdalena Medio par des paysans de la zone, cherche à lier différentes organisations paysannes plus petites dans la région pour organiser la « grève nationale civile pour la vie » en avril 1987. Les principaux membres de la coordination paysanne sont menacés et persécutés, le mouvement disparaît la même année. Les mouvements ouvriers suivent une trajectoire similaire et font face à la répression sociale à la fin des années 1990.

Un épisode de répression marque particulièrement la région du Magdalena Medio à la fin des années 1980, la persécution et la répression des membres du parti de l'Union Patriotique (UP). Suite à un processus de paix entamé avec la guérilla des FARC dans les années 1980³¹⁴, l'Union Patriotique, un parti pensé comme une réintégration des guérillas dans le jeu politique, connaît une ascension très rapide dans le pays. En quelques années, plusieurs maires sont élus ainsi que des conseillers, et le parti présente même des candidats aux élections présidentielles³¹⁵. Cependant l'élan est de courte durée car très vite les candidats et membres du parti sont victimes d'une répression sans précédent, que les partisans de gauche en Colombie n'hésitent pas à qualifier de « génocide »³¹⁶. En quelques années, plus de 3000 personnes membres de l'UP sont assassinées dans tout le pays³¹⁷, cette élimination symbolise celle d'une classe politique qui avait suscité l'espoir d'une alternative politique mais aussi d'une transition vers la paix. Les partisans de l'UP dans le Magdalena Medio n'échappent pas à cette répression, et plusieurs membres sont persécutés. Le massacre le plus impressionnant est celui de Segovia (une localité proche de Remedios près de la vallée du fleuve Cimitarra), où des

³¹³ MEDINA Medófilo, *La protesta urbana en Colombia en el siglo XX*, Bogotá, Aurora, 1984 ; ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, vueltas y revueltas...*, *Op.cit.*

³¹⁴ Nous renvoyons le lecteur à l'annexe n° 4 sur la chronologie de la vie politique colombienne.

³¹⁵ L'UP réussit à faire élire 5 sénateurs, 9 députés, 15 députés départementaux, 351 conseillers et 23 maires.

³¹⁶ BONILLA Guido, *La violencia contra la Unión Patriótica : un crimen de lesa humanidad*, Bogotá, Centro de Estudios e Investigaciones Sociales CEIS, 1993.

³¹⁷ 3000 personnes entre 1986 et 2000, ces chiffres incluent aussi les disparus. Le candidat à l'élection présidentielle Jaime Pardo Leal, le sénateur Pedro Luis Valencia et le député Octavio Vargas Cuellar sont assassinés. Plus tard un second candidat à l'élection présidentielle Bernardo Jaramillo Ossa est également tué.

paramilitaires assassinent 46 personnes dans la nuit du 11 novembre 1988³¹⁸. Cet épisode traumatisant réduit au silence le parti, qui disparaît en quelques mois. Le mouvement syndical connaît une trajectoire similaire dans la région, de nombreux syndicalistes deviennent la cible des paramilitaires dans un pays qui détient le triste record du plus grand nombre de syndicalistes tués sur la période 2000-2010³¹⁹.

Face à cette situation, de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme naissent à Barrancabermeja, et certains militants politiques et syndicalistes s'y reconvertissent dans les années 1990. Ces ONG cherchent ainsi à faire face à l'arrivée des paramilitaires, à la hausse de la persécution des leaders sociaux et aux nombreuses exactions commises par l'armée au nom du conflit armé. Organisations de quartiers, organisations syndicales, et mouvements politiques et populaires se sont largement reconvertis dans des organisations de défense des droits de l'Homme, plus protectrices et en lien avec un secteur plus professionnalisé. Ces organisations, principalement composées d'avocats, accompagnent les leaders menacés ou arrêtés pour « délit de rébellion », elles enquêtent sur les disparitions, les faux positifs et les assassinats. Cependant, elles sont également elles-mêmes prises pour cibles, comme ce fut le cas des militants de CREDHOS, une ONG de défense des droits de l'Homme de Barrancabermeja, dont plusieurs membres ont été assassinés par les paramilitaires en plein centre urbain, tandis que d'autres, menacés, ont été poussés à l'exil³²⁰.

Ce sont toutes ces expériences que les leaders de l'ACVC mettent en avant lorsqu'ils présentent l'organisation paysanne. Ils se réclament de tous ces processus sociaux, notamment des luttes indigènes, des ligues paysannes puis des mobilisations des années 1970. Cependant, l'historien et sociologue Mauricio Archila, spécialiste des questions de mobilisations sociales en Colombie, met en garde contre les filiations de résistance entre les mobilisations paysannes passées et celles d'aujourd'hui : « Il ne fait

³¹⁸ Source : CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, *Basta Ya ! Colombia : Memorias de guerra y dignidad...Op.cit.*

³¹⁹ Selon l'International Trade Union Confederation (ITUC), 63% des syndicalistes tués dans le monde sont colombiens entre 2000 et 2010. Selon le rapport de l'organisation 10 887 actes de violences ont été enregistrés à l'encontre des syndicalistes entre 1986 et 2010, dont 2832 assassinats. INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION, *ILO Sanctions...*, *Op.cit.* Voir également VIDAL CASTANO José, *Panorama del sindicalismo en Colombia. Analisis 3*, Bogotá, Ed Friedrich Ebert Stiftung en Colombia, 2012. Human Rights Watch a, en de nombreuses occasions, pointé ce triste record, notamment en analysant l'impunité des crimes contre les syndicalistes en Colombie et le peu de protection pour les travailleurs syndiqués. Voir la lettre de HRW adressée à Viviane Morales, fiscale générale de la Nation à la Fiscalité Générale de la Nation (équivalent du procureur général), datée du 29 Septembre 2011. http://www.ens.org.co/apc-aa-files/4e7bc24bf4203c2a12902f078ba45224/Vivian_Morales.pdf.

³²⁰ Entretien avec trois membres de la Corporation Régionale pour la défense des Droits de l'Homme, CREDHOS, octobre 2013, Barrancabermeja.

aucun doute que ces expressions de résistance ont existé, ce qui est plus discutable c'est la supposée continuité qui est attribuée à ces luttes sociales, alors que nous avons déjà dit que cette région en tant que telle est récente, et qu'elle a été construite par de multiples acteurs [...] il s'agit donc, d'une « tradition inventée », qui cherche à légitimer les actions collectives dans la région »³²¹. En effet l'impression de continuité des mobilisations paysannes est mise en exergue pour insister sur une filiation mobilisatrice, les expériences militantes de la région sont par conséquent utilisées comme autant d'éléments de résistances pour légitimer l'organisation paysanne et l'action collective.

Toutes ces expériences constituent également des ressources politiques, en termes de savoir-faire, d'articulation et de formulation des demandes sociales, qui sont centrales pour le mouvement paysan de l'ACVC aujourd'hui. De même, la constitution d'un imaginaire d'une région historique de lutte contre le capitalisme dans cette partie du pays, où la présence de l'État est faible, a largement contribué à façonner la formulation des causes défendues par l'association paysanne.

ACVC : une organisation collective qui se nourrit des expériences militantes de la région

L'association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra a baigné dans cette atmosphère, marquée par une longue tradition de mobilisation et par la répression sociale à l'encontre des militants. Ces deux dimensions ont nourri les leaders de l'ACVC. La relation avec l'État y est très conflictuelle, notamment en raison de la présence du conflit armé et de la stigmatisation des mouvements sociaux accusés de faire partie des guérillas, et la situation économique et sociale des paysans et des quartiers populaires des villes unit les différentes organisations sociales. La période de répression à la fin des années 1990 pousse les acteurs sociaux à travailler ensemble.

L'ACVC se saisit ainsi de ce contexte, mais tente également de reformuler des revendications distinctes des expériences précédentes. Le ton marxiste et l'argumentaire anti-impérialiste qui imprègnent les discours de l'ACVC trouvent en effet une résonance dans le contexte du Magdalena Medio. Les droits des paysans, la redistribution des terres et la situation sociale de la paysannerie sont mis en lien avec le besoin de repenser le modèle capitaliste dans son ensemble, un système qui opprime les petits paysans et bénéficie aux détenteurs des capitaux, entreprises privées, nationales,

³²¹ ARCHILA NEIRA Mauricio, et al., *Conflictos, poderes e identidades...*, Op.cit., p 483-484.

multinationales pétrolières, minières, etc. Les leaders mettent donc en exergue la résistance de la petite paysannerie face à une conception bourgeoise du développement, centré sur l'industrialisation et l'exploitation des ressources naturelles au détriment du respect des citoyens et de la souveraineté alimentaire. Le plan de développement de l'ACVC est ainsi qualifié d'« alternatif et populaire », car il remet au centre le paysan sur son territoire, producteur d'aliment pour « le peuple ». Aux conceptions marxistes des membres de l'ACVC, il faut ajouter une fervente opposition aux investissements étrangers, dans un ton clairement anti-impérialiste et plus particulièrement anti-américain. A ce sujet, l'ACVC est imprégnée des discours révolutionnaires des années 1970 sur les besoins de redistribution et de renversement du modèle capitaliste, bien que l'association paysanne rejette fermement l'affiliation aux guérillas et à la lutte armée. L'organisation paysanne se rapproche également, dans le ton de ses déclarations, de l'expérience syndicale, notamment en termes de revendications nationales contre les multinationales et l'exploitation étrangère des ressources naturelles, un argument qui était au cœur de la naissance du syndicat USO.

Plusieurs sources nous ont amenée à mesurer l'appropriation ou le transfert de cet héritage des luttes vers l'association paysanne : à travers les discours analysés dans les entretiens, à travers les projets collectifs de l'organisation, et enfin à travers les trajectoires sociales des membres de l'organisation. Lors d'un entretien avec un leader de l'association, qui était engagé au sein de Credhos avant de faire partie de l'ACVC, nous percevons plus clairement cet héritage. L'entretien devient un réel plaidoyer politique dans lequel ce leader, en charge des relations régionales de l'association, met en avant un discours sur l'unité du peuple. Dans sa voix, on peut ressentir sa fierté de faire partie de l'association paysanne et il n'hésite pas à, littéralement, taper du poing sur la table lorsque nous l'interrogeons sur la politique nationale :

« Qu'est ce qui vous a motivé à vous lancer dans le processus de l'ACVC ?

Alors, par affinité, peut-être pour l'identité de ces processus de lutte. Quand j'étais ici à Barranca je faisais partie de ces groupes de promoteurs de droits de l'Homme de Credhos dans la partie Nord Est. Et quand c'est arrivé [les paramilitaires], avec l'ACVC on s'est connu en 1996 pendant la marche paysanne, nous on servait de soutien ici aux amis qui venaient des différentes régions, des villages, c'est là que nous nous sommes connus.

Et comment vous vous sentez maintenant, qu'est ce que c'est de faire partie d'une organisation paysanne alors que vous.... vous n'êtes pas paysan, non ?

Bah oui, premièrement c'est l'affinité, ou un peu la ressemblance entre notre lutte, celle d'ici, et la lutte qu'il y a là bas dans le Magdalena Medio. Mais surtout, ce que j'ai aimé, c'est l'organisation propre, l'organisation en tant que telle. L'organisation et la discipline des paysans.

[...]

Et que pensez-vous de la grève agraire actuelle?

Ce qui se dit c'est qu'il y a un peu de tout, par exemple, [il hausse le ton]l'oligarchie colombienne, à la suite de cette mobilisation du peuple, du peuple en pancho³²², du peuple d'en-bas, le peuple en sandales, le peuple en chemises déchirées, aujourd'hui elle voit qu'il commence à avoir un poids. Et là on ne sait pas ce qui peut se passer. »³²³

Dans les propos de ce leader on peut observer plusieurs éléments clés qui marquent une appropriation du contexte. Tout d'abord il insiste sur les liens très anciens qui existent entre les campagnes et la ville de Barrancabermeja, qui est une ville jeune, composée majoritairement de paysans qui ont émigré pour constituer les quartiers ouvriers. A l'arrivée des réfugiés paysans dans les banlieues de Barrancabermeja, la ville n'a pas « découvert » le problème des campagnes. Comme ce leader, beaucoup de membres de l'ACVC ont travaillé au sein du tissu associatif de Barrancabermeja auprès d'associations de victimes, de déplacés et d'ONG de défenseurs des droits de l'Homme mais aussi de nombreux syndicalistes ont rejoint l'expérience paysanne. Ce leader lie ainsi expérience associative et ton politique, deux caractéristiques de l'héritage du Magdalena Medio. Un autre élément qui transparait dans son discours est l'adhésion au processus organisationnel en tant que tel. D'autres personnalités provenant des milieux urbains se sont rapprochées du mouvement paysan, et elles retrouvent dans l'ACVC bien plus qu'un engagement militant. Tout au long des entretiens, elles insistent sur leur attrait pour ce processus original mais surtout pour le processus politique sous-jacent, car l'ACVC est détenteur d'une vision politique particulière qui attire ces militants associatifs parfois déçus de leurs expériences militantes ou désireux de plus s'impliquer. Ces militants mettent en avant un dévouement important à la cause de l'association, un dévouement presque total qui est confirmé dans l'observation de leur quotidien. Une avocate de l'association, originaire de Bogotá expose ainsi ses motivations :

³²² Le pancho est un manteau traditionnel, en coton ou bien en laine selon les régions.

³²³ Entretien avec un leader de l'ACVC, octobre 2013, Barrancabermeja.

« *Et qu'est ce qui t'as amené à travailler dans cette région ?*

Qu'est ce qui m'a attiré ? mmm... plein de choses ! [rires] Le travail avec l'ACVC et le Magdalena Medio, bon d'abord parce que c'est un travail historique de résistance, c'est un des symboles de résistance dans le pays, pour la défense et la résistance sur le territoire ; ensuite parce que c'est un processus organisationnel extrêmement fort. Et la redondance vaut la peine mais ils ont des liens et des bases organisationnelles extrêmement fortes qui permettent que...qu'en plus de réagir, sur certaines problématiques spécifiques ils ont la capacité de se maintenir. Et enfin, ici c'est un projet de pays qui est en train de se construire, et ils ont toutes les...dans ce projet de pays c'est possible de tout développer, toutes les initiatives. Ici, on a aussi le champ libre et l'aval, dans la mesure où on ne va pas à l'encontre des principes organisationnels et politiques, mais ici il y a du travail sur tous les plans. Ici on peut trouver un espace où toutes les initiatives sont écoutées. Ici on peut construire et réaliser, parce que ça c'est un projet de pays. »³²⁴

Le dévouement de ces militants non paysans, prêts à travailler sans horaires fixes, avec des rétributions financières au compte-gouttes et selon les revenus de l'association, et des conditions sécuritaires difficiles, est à mettre en parallèle avec le militantisme des membres dans les villages qui défendent à tout prix leur territoire, des militants qui, eux aussi, dissocient peu leur engagement de leur vie en général.

L'importance de cette dimension collective est également omniprésente dans les différents projets productifs mis en place par l'association paysanne. Un des projets phares de l'organisation concerne la mise en place d'une ferme collective de production de buffles³²⁵. Ce projet est essentiel selon l'ACVC, car il permet de garantir une souveraineté alimentaire dans la zone (production de viande, de lait et de fromage). De plus, il repose sur des principes de solidarité entre les familles et de collectivisation d'une partie de la production. Dans un échange plus informel un des leaders confie qu'au début du projet, le Programme de Développement et de Paix du Magdalena

³²⁴ Entretien avec une avocate de l'ACVC, octobre 2013, Barrancabermeja.

³²⁵ Au début huit femelles et un mâle ont été donnés à l'association, qui a décidé de collectiviser ces animaux, puis d'intégrer progressivement des familles. A chaque nouvelle famille qui fait partie du « comité de buffles », sont distribués huit femelles et un mâle, la famille s'engage ensuite à redonner le même nombre d'animaux à l'association, qui les redistribuera à une autre famille, etc. Ainsi, à partir d'un projet modeste, l'association a intégré au fur et à mesure plusieurs familles. Tous les bénéficiaires du projet sont rattachés à un comité de buffles qui organise la répartition du travail et s'occupe du cheptel collectif. En effet, dans les trois zones d'action définies par l'ACVC dans la vallée du fleuve Cimitarra, on trouve une ferme collective. Ces fermes collectives servent aussi de lieu de rencontre pour dispenser les formations nécessaires pour prendre soin des animaux, et elles sont utilisées comme un fond de réserve pour la reproduction du cheptel.

Medio³²⁶, financé par l'Union Européenne, voulait distribuer les buffles à une famille. Il nous explique que l'ACVC a insisté pour organiser librement la mise en place du projet, qui a aujourd'hui pris une ampleur plus importante. Il met en avant le fait que ce projet a créé des ressources économiques pour ces familles, mais qu'il les a aussi mis en relation *via* la création de comités. Ces comités et ces relations renforcent le processus d'organisation, un élément essentiel pour l'ACVC. Cette logique, et l'importance du renforcement organisationnel est la condition de nombreux projets économiques dans la zone de réserve paysanne : production de riz, de sucre de canne, de bovins, etc. Tous ces comités de production sont directement rattachés à l'ACVC qui pilote le devenir économique des projets et fait en même temps passer ses messages politiques dans les campagnes.

La politisation de l'ACVC s'observe d'ailleurs bien au-delà des discours, la filiation avec les luttes sociales de la région se retrouve dans les trajectoires des membres de l'organisation. En effet, de nombreux membres de l'association, et plus particulièrement les plus anciens ont fait partie de partis politiques de gauche dans les années 1980-1990, de l'Union Patriotique et du Parti Communiste colombien. Ces expériences militantes sont autant de ressources pour l'association paysanne, et ont une influence dans la formulation des causes revendiquées. A travers la trajectoire sociale et politique de Miguel on peut retracer les grandes influences du contexte régional.

³²⁶ Le Programme de Développement et de Paix du Magdalena Medio (PDPMM) naît d'une initiative de plusieurs ONG, de l'Église, d'Ecopetrol et de l'Union Syndicale Ouvrière (USO) de réfléchir aux raisons de la violence dans la région et d'œuvrer à sa pacification. Sa création se concrétise en 1998, au moment de l'exode paysan et des grandes marches paysannes dans Barrancabermeja. L'Union Européenne s'intéresse au projet, et finance ce qui sera d'abord appelé le « laboratoire de paix ». Le but est d'accompagner les personnes qui veulent rester dans la région, pour lutter contre le déplacement et la pauvreté à l'aide de projets de développement. Par la suite ce laboratoire devient le PDPMM, une ONG qui travaille directement avec le tissu associatif de la région autour de projets de développement.

Trajectoire d'un leader historique de l'ACVC³²⁷ : héritage du militantisme politique et d'un engagement communautaire dans les campagnes

Dans les différentes réunions avec les paysans dans les villages, Miguel se caractérise surtout pour sa connaissance fine des rouages et du fonctionnement de l'État colombien. Habitué à dialoguer avec des administrateurs comme avec des paysans, il sait ce qui peut être exigé ou non et est très écouté dans les assemblées paysannes. Au moment où nous le rencontrons il est en charge de la formation et de la coordination des différents comités de santé, d'éducation et de droits de l'Homme dans toute la région.

Miguel naît dans le département du Tolima en 1956. En 1965, son beau père est menacé et la famille est obligée de se déplacer dans le département du Méta. Très jeune il est marqué par la violence politique, un contexte qui l'a amené à se distancer des partis politiques traditionnels : « De cette période, avec ces histoires mon esprit a été marqué par le fait que je ne serai jamais ni libéral ni conservateur, ça m'a amené à penser en une gauche, en autre chose, en une alternative ». Il obtient une bourse pour le SENA (Service National d'Apprentissage) où il prend des cours d'agronomie. Cette période est importante puisque c'est pour lui l'occasion de découvrir la ville et c'est aussi une ouverture culturelle en termes de communication puisqu'il apprend à parler et à écrire correctement l'espagnol, des compétences utiles dans un contexte social où de nombreux paysans sont analphabètes. En raison du peu de voies de communication dans cette région reculée à l'Est du pays, il faisait le trajet jusqu'à la ville principale du département, Villavicencio, dans les petits avions de l'armée pour pouvoir suivre sa formation. Quand il sort du SENA, il est nommé secrétaire d'un conseil d'action communale dans un village du Méta. C'est une époque de croissance des villages, de développement des commerces, mais aussi marquée par l'arrivée de l'armée et de la guérilla : « et alors, un paysan qu'est ce qu'il va faire ? Bah rien, on a commencé à vivre le conflit comme on dit. Et moi, on me stigmatisait parce que j'étais président du conseil, je ne sais pas pourquoi, on me battait, on m'emprisonnait, on me mettait au trou, et après les paramilitaires sont apparus là-bas dans les plaines de Llari, eux disaient qu'ils allaient m'assassiner... ». Il est alors obligé de se déplacer une nouvelle fois.

Déplacé, il s'installe alors dans la région du Magdalena Medio, où il est rapidement élu au sein d'un conseil d'action communale. Il s'investit dans le travail communautaire, notamment dans l'acheminement des médicaments dans les villages les plus reculés, et dans la construction des écoles. Il fait plusieurs fois le constat de l'impuissance à alerter les pouvoirs publics : « ici il y a de tout, et de partout, mais les gens qui, comme nous, sont arrivés c'est pour travailler, pour chercher, lasses des problèmes, ce que l'on veut c'est travailler, et c'est ce que l'on fait [...] mais si on ne fait que travailler et que le peuple ne s'organise pas, alors, on travaille, mais la production que l'on a elle s'abîme, elle pourrit si on ne la commercialise pas, s'il n'y a pas d'organisation [...]. On voyait bien que les gens qui venions de là-bas, on était des leaders qui avaient travaillé dans conseils d'action communale, et que nous avions une vision de développement, en lutte pour la défense de la communauté. Alors avec plusieurs cerveaux, tu vois bien plusieurs messieurs qui avons un certain âge, on était en train de se préparer, et alors on s'est tous réunis, et on s'est dit, bon qu'est ce qu'on fait, parce qu'ici le municé ne veut rien faire pour nous ».

Il décide de s'engager en politique lors de l'essor de l'Union Patriotique dans les années 1980, avec l'idée de porter la cause des paysans dans les administrations. Il se présente alors en tant que conseiller municipal avec l'étiquette de l'UP. Cependant, l'incursion paramilitaire

³²⁷ Trajectoire reconstituée à partir de deux entretiens menés en décembre 2012, d'observations participantes avec ce leader, mais également à partir des témoignages d'autres leaders et des membres de sa famille.

dans la région le fait de nouveau craindre pour sa vie, et la répression freine son activité : « alors là, dans cette période de 1991, qui a été une situation difficile pour moi, il y avait des bonnes sœurs, des petites bonnes sœurs qui ont commencé à travailler avec les droits de l'Homme pour défendre la communauté, les gens, ah oui aussi il y avait des protestants, et aussi dans les écoles, avec les professeurs. Mais à cette époque on ne savait pas, comme ils disent, par où commencer, tu vois ? Et alors, il y avait Amnesty International à Bogotá, et des amis de prêtres de Bogotá ont commencé à leur raconter mon histoire, que j'étais un leader de là-bas, que j'avais 35 villages organisés, alors je suis passé du conseil à l'association. Et là on m'a encore plus stigmatisé parce que travailler dans la santé ça aussi c'est un délit ». Malgré les menaces il s'engage pleinement au sein de l'ACVC dès les marches paysannes, et fait partie des fondateurs de l'organisation, au sein de laquelle il apporte son expérience politique mais aussi sa connaissance du terrain.

En 2002 il fait partie d'un des premiers déplacements de l'association à l'étranger et il sensibilise sur la situation des campagnes dans huit pays. Il utilise ses relations avec les exilés de l'Union Patriotique, et est invité en Norvège, c'est le début des « tournées internationales » des membres de l'ACVC. À son retour en Colombie, il met en place des formations sur les droits de l'Homme dans les campagnes et diffuse progressivement les principes du droit international humanitaire. Il crée des ateliers pour que les paysans puissent faire respecter leurs droits face aux acteurs armés.

En 2008 il est parmi les premiers membres de l'ACVC arrêtés par la Fiscalité Générale de la Nation, il reste 16 mois en prison, accusé de « délit de rébellion ». En 2009 il est libéré et exonéré et dénonce un montage judiciaire destiné à affaiblir l'association paysanne. Pendant sa détention, un de ses fils est assassiné et retrouvé habillé en guérillero, victime d'un faux positif en 2008. Deux autres de ses fils, rencontrés au cours de notre recherche racontent ces périodes difficiles de leur enfance, pendant laquelle ils ont vécu cachés car leur père était très menacé. Tous les deux ont d'ailleurs été bercés très jeunes dans la politique, l'un a été président du conseil d'action communale de Puerto Nuevo Ité, base historique de l'ACVC, et l'autre a milité au sein des jeunesses communistes à l'université.

Très marqué par la répression contre l'Union Patriotique, Miguel dit retrouver dans le militantisme au sein de l'ACVC la synthèse entre son engagement communautaire au sein des villages et son engagement partisan : « Parce que bon, les gens disaient envoyons un conseiller [municipal] là-bas, et ça va nous apporter plein de choses [...] mais ce qu'avaient promis les politiques ne s'est pas fait, parce que là-bas les choses se gagnent en échange d'un vote, alors un vote en moins, un vote en plus, et vous gagnez ou vous perdez, le plus courant c'est que nous avons perdu. Alors on s'est dit que d'envoyer des conseillers ce n'était pas non plus la solution [...] alors on s'est dit que l'association se créait pour lutter depuis l'association, et comme vous le voyez nous qui travaillons au sein de l'ACVC nous ne pensons pas aux élections, ni en une candidature, rien. Mais on ne dit pas aux gens qu'ils ne le fassent pas, parce qu'on ne peut pas interdire ça, on ne peut pas, on ne doit pas, mais pour nous ce serait très difficile de se présenter à nouveau. »

D'autres leaders moins visibles au niveau local ont également une connaissance riche du fonctionnement des partis politiques colombiens, car beaucoup ont fait partie ou sont sympathisants de l'Union Patriotique et du Parti Communiste Colombien.

Une autre influence importante au sein de l'ACVC est celle des militants des réseaux des droits de l'Homme. Par exemple, au détour d'un entretien avec une ONG de défenseur des droits de l'Homme (Credhos) créée à Barrancabermeja, Pablo nous confie qu'il a fait partie de plusieurs petites associations urbaines qui s'occupaient dans les années 1980 puis 1990 de relocaliser les paysans sur des terres. Par la suite il a été

instituteur dans un village historique de l'ACVC, Puerto Nuevo Ité, avant de rejoindre pleinement le mouvement de Credhos. Il nous montre alors quelques photos de l'époque où les paysans se réunissaient avec des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'Homme à Barrancabermeja. On y aperçoit des leaders paysans de l'ACVC, alors beaucoup plus jeunes.

Photo n°5. Les paysans aux côtés des militants des droits de l'Homme à Barrancabermeja dans les années 1990.³²⁸



Source : Archives de Credhos.

Ces transferts militants, qui se traduisent par des amitiés et des fraternités entre associations, ont pu être observés dans diverses actions collectives, où militants urbains et paysans s'organisent et se mobilisent ensemble³²⁹. En raison de la répression sociale importante, contre les partis politiques notamment, de nombreux leaders voient dans l'organisation paysanne une manière de continuer la politique par d'autres moyens.

³²⁸ Voici une des photos affichées dans le hall de l'ONG Credhos, on retrouve le président de l'ACVC, Gilberto Guerra (portant un t-shirt rouge train de prendre la parole dans ce qui semble être un meeting à Barrancabermeja pour la défense des droits de l'Homme. On peut lire sur la banderole derrière : « S'il y a impunité il n'y a pas de justice. Campagne Institutionnelle 9 septembre 1994-9septembre 1995. Corporation Régionale pour la défense des droits humains CREDHOS. Aujourd'hui comme hier persistant pour la vie ».

³²⁹ En septembre 2014 par exemple, lors d'un événement d'échange culturel et de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme de l'Uraba, l'ACVC envoie une délégation de jeunes pour plusieurs jours à Apartadó. Durant toute la logistique et le transport de Barrancabermeja à Apartadó, ainsi que pendant l'événement, l'ACVC et Credhos travaillent ensemble et les militants font preuve de liens d'amitié anciens. Observation participante « Pérégrination dans l'Uraba », septembre 2014.

L'histoire de l'ACVC permet d'articuler des trajectoires personnelles à des contextes politiques précis³³⁰. Appréhender les trajectoires militantes dans leur contexte est essentiel pour comprendre les prises de position de l'ACVC, et la détermination de l'association au niveau national³³¹.

Dans le Bas Atrato : l'héritage des missions chrétiennes dans la construction des zones humanitaires

Le contexte social et politique du Bas Atrato est très différent. On y trouve également un passé militant, le rôle des partis politiques de gauche ainsi que la prégnance du conflit armé, cependant, ces éléments ne sont pas repris par les communautés afro-descendantes de la même manière que dans le Magdalena Medio. En effet, la structuration du conflit dans cette région, et notamment l'impact de la répression, font que de nombreuses initiatives militantes ont été totalement annihilées. En revanche, les seuls acteurs présents dans ce contexte de violence sont les missionnaires chrétiens qui travaillent auprès des communautés riveraines du fleuve Atrato, ces missions sont des interlocutrices importantes pour les habitants, et leur influence est perceptible dans la constitution des zones humanitaires après le déplacement de 1997.

Les missions chrétiennes : seules interlocutrices dans un contexte de violence

A l'inverse du Magdalena Medio, la région du Bas Atrato dans le département du Chocó a pendant longtemps été marginalisée vis-à-vis de la politique nationale, voire

³³⁰ Nous suivons les recommandations de Pierre Bourdieu sur la question de l'articulation des trajectoires individuelles avec le contexte objectif dans lequel elles se développent : « essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un « sujet » dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations. » BOURDIEU Pierre, *Le sens Pratique*, Ed Le Seuil, 1994, p 88. En effet, dans le cas du Magdalena Medio, il semble délicat d'extraire les trajectoires individuelles de nos militants de leur contexte de production, à l'image des épisodes qui ont rythmés la vie de Miguel.

³³¹ Au cours du chapitre 6 nous montrons le rapprochement très clair entre le nouveau mouvement politique de la Marche Patriotique créé en 2010 et l'ACVC ; ce qui confirme la politisation des membres de l'organisation, et leur influence dans la progressive re-politisation du mouvement paysan en tant que tel.

même oubliée du reste du pays³³². Pour Odile Hoffmann l'attrait très récent de la région Pacifique dans les années 1990 est dû aux investissements étrangers dans cette zone et la redéfinition de la propriété pour les minorités ethniques. Un nouvel acteur culturel et politique – la communauté afro-descendante – émerge alors en même temps que le pays semble découvrir sa côte Pacifique avec un renouveau de l'intérêt pour les questions ethniques. Le conflit armé est également ressenti plus tardivement dans cette région jugée peu stratégique, même si elle connaît à la fin des années 1970 la présence de deux guérillas, les FARC et l'EPL. Le Bas Atrato fait notamment l'expérience du conflit à travers la guerre ouverte que se livrent ces deux guérillas pendant plusieurs années, des combats qui conduisent à décrédibiliser la voie armée pour les habitants des campagnes. À la fin des années 1990 la découverte de mines d'or et des terres fertiles, ravive l'intérêt pour ce territoire frontalier avec le Panama. Si la présence de l'État colombien est très nouvelle dans cette région, et est surtout symbolisée par une croissance militaire importante (installations de bases militaires majeures sur le territoire notamment la base binationale à la frontière avec le Panama), la région est historiquement un couloir de circulations, de populations, de biens mais aussi de trafics³³³.

Cette région présente une géographie particulière, faite de méandres et de bassins, c'est aussi une des régions les plus humides de la planète³³⁴. Le Bas Atrato a longtemps été peuplé par les populations indigènes originaires, puis par les descendants d'esclaves noirs. Dans les années 1940 et 1980, cette région est colonisée très progressivement par les paysans métis de l'intérieur du pays, en recherche de terres à cultiver mais aussi chassés par la violence bipartisane et paramilitaire. Ainsi, le Bas Atrato est composé de populations riveraines originaires de cette région et de paysans métis qui s'y sont installés. Cependant, on note également le passage d'ouvriers agricoles venus travailler dans les plantations du golfe d'Urabá.

Au début des années 1990, la région est marquée par l'arrivée des entreprises forestières comme Maderas del Darien, et un grand projet d'exploration est lancé pour continuer la panaméricaine du sud de la Colombie jusqu'au Panama, une route qui

³³² C'est ainsi que l'affirme Odile Hoffmann en expliquant que pour l'espace politique national, la région du Pacifique « émerge dans les années 1990 ». HOFFMANN Odile, *Communautés noires du Pacifique colombien, innovations et dynamiques ethniques*, Paris, Karthala-IRD, 2004, p 63.

³³³ Circulations et mélanges de populations du Pacifique, des Caraïbes et des terres de Cordoba et de l'Antioquia, mais aussi circulation stratégique pour le commerce de la drogue entre la Colombie, le Panama et pour affréter des bateaux pour l'étranger.

³³⁴ La région du Bas Atrato concentre les taux de précipitations les plus élevés de la planète, elle est en grande partie recouverte de forêts vierges et les fleuves constituent le premier moyen de communication pour ces populations dont la vie est rythmée par le cours des rivières.

planifiait un chantier colossal à travers la jungle. Cet attrait soudain génère la colère des habitants, qui accusent les entreprises d'assécher la terre et de modifier les cours d'eau. Les premières mobilisations de la région sont ainsi caractérisées par l'opposition à ces grands projets et l'exploitation des ressources naturelles de la région. L'intérêt pour cette région crée un contraste important entre l'attrait croissant pour les ressources naturelles, et l'oubli historique des populations locales, le Chocó détient les indices de pauvreté les plus élevés du pays et les Indices de Développement Humain les plus faibles³³⁵. La question des ressources naturelles est centrale étant donné que la relation qui unie les habitants à la nature est particulière dans cette région difficile d'accès. Le territoire représente alors la nature qui les entoure, l'attachement à l'autonomie, et au vivre ensemble entre les différentes générations qui ont colonisé ces terres. L'expérience syndicale agricole notamment près du golfe d'Urabá, a également pu avoir une influence sur les communautés. En effet, quelques syndicats ont émergé dans les années 1970 autour des conflits entre les ouvriers agricoles et les dirigeants des entreprises agro-industrielles (majoritairement de la banane et banane plantain) au sujet des conditions sanitaires des ouvriers et du rythme de travail (jusqu'à 10 heures par jour). L'influence de la proximité des villes et de la diffusion des idées communistes a généré cette forme de petits syndicats (parfois réunissant quelques ouvriers seulement), souvent très localisés et peu coordonnés entre eux, mais qui permettaient aux ouvriers agricoles de faire entendre leur voix. Comme dans d'autres régions, ce syndicalisme agricole a très rapidement été réprimé de différentes manières, notamment par la mise en place de « listes noires » des ouvriers syndiqués³³⁶.

Malgré l'isolement du Bas Atrato par rapport à la centralité de la région du Magdalena Medio, l'histoire sociale n'en est pas moins importante. La région est aussi traversée par l'importance du parti libéral dans la lutte bipartisane, puis également par la présence de l'Union Patriotique dans les années 1980. Cependant, les membres de ce parti n'échappent pas à la répression sanglante et il reste peu de survivants des militants de l'UP dans ces zones.

³³⁵ L'IDH estimé par le PNUD pour le département du Chocó est de 0,687 en 2005, 0,708 en 2008 y 0,731 en 2010. Par comparaison, l'IDH des mêmes années à Bogota est de 0,870 (2005), 0,892 (2008) et 0,904 (2010). Source : PNUD Colombie, *Colombia rural. Razones para la esperanza*, Informe Nacional de Desarrollo Humano, 2011.

³³⁶ Les ouvriers agricoles syndiqués étaient systématiquement renvoyés. Puis, d'autres méthodes de limitation du syndicalisme ont été développées, notamment la mise en place de listes noires, qui recensent tous les ouvriers syndiqués, des listes que se distribuent les différents exploitants, empêchant même les ouvriers agricoles congédiés de retrouver du travail dans la région. Ces méthodes ont également entraîné une grande mobilité des travailleurs et des flux importants de population.

Il existe peu de documentations relatant l'existence de mobilisations sociales de grande ampleur dans la région, et pour cause, la répression et les violences de la fin des années 1990 semblent avoir annihilé toute possibilité d'organisation. Cependant, une grande partie des enquêtés met en avant le rôle historique joué par les missionnaires dans les années 1970, les seuls à être présents sur ce territoire aux côtés des populations, une présence que l'on retrouve dans les nombreuses archives qui font écho à l'arrivée des missions chrétiennes au début du XX^{ème} siècle.

Ces missions chrétiennes avaient pour but d'évangéliser des populations aux croyances païennes. Puis, rapidement, plusieurs courants³³⁷ de l'Église se concentrent sur la situation de pauvreté dans cette région. Les voix d'une « Église libératrice » exprimées dans le Concile Vatican II et dans la Conférence de Medellín de 1968 viennent confirmer une évangélisation plus portée sur les œuvres sociales. Santé, éducation, projets productifs ont été les axes développés par les missionnaires qui ont longuement vécu auprès des habitants de ces bassins. Inspiré des courants de la théologie de la libération et de « l'Église des pauvres », ces missionnaires sont les seuls présents à cette époque sur ces territoires. Ils contribuent à mettre en place des services sociaux, l'État étant totalement absent de ces zones rurales.

Ces missionnaires adoptent une approche portée sur la réconciliation des peuples de la région, et favorisent le dialogue entre les Indiens, les Noirs et les Métis, et font connaître aux habitants les protections juridiques accordées aux Afro-descendants et aux Indiens lors de la constitution de 1991³³⁸. Ils jouent ainsi un rôle clé en accompagnant la définition et la légalisation des territoires collectifs des communautés afro-colombiennes. Le diocèse d'Apartadó ainsi que la paroisse de Riosucio sont des référents importants pour les habitants des bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó. Au-delà d'un référent religieux, la paroisse permet d'accompagner la constitution d'organisations sociales et notamment éducatives. En effet, les organisations sociales présentes avant le déplacement forcé des habitants organisent l'activité communautaire et servent de relais pour dialoguer avec l'État et exiger des services publics dont manquent cruellement les habitants de ces zones rurales. L'action d'évangélisation de

³³⁷ Le travail de Andrés Rios Molina retrace habilement les évolutions religieuses dans une zone voisine des communautés qu'est le golfe d'Uraba. Il met en perspective les différentes perceptions des ancrages territoriaux de la région avec les diverses influences religieuses, celles des jésuites puis des nouvelles églises évangélistes. RIOS MOLINA Andrés, *Identidad y Religión en la colonización del Uraba Antioqueño*, Bogotá, ASCUN, 2002.

³³⁸ La constitution politique de 1991 reconnaît le multiculturalisme en définissant la Colombie comme un État unitaire qui garantit l'autonomie des entités territoriales de base : les municipalités mais aussi les territoires collectifs des minorités ethniques (indigènes et afro-descendants).

l'Église catholique à travers ses missionnaires a aussi permis la formation progressive des leaders et la constitution de collectifs³³⁹ pour défendre les ressources naturelles, la vie et le territoire de ces habitants. Nombre de ces initiatives sont devenues par la suite des Communautés Ecclésiales de Base, comme l'Association Paysanne de la Rivière Atrato fondée en 1987. Les missionnaires sont ainsi les premiers à accompagner les communautés après le déplacement forcé de 1997.

Au cours des entretiens auprès des membres des communautés afro-descendantes, nous nous sommes longuement posé la question de l'absence des expériences militantes de la région dans leurs récits. Certains mentionnent très sporadiquement quelques syndicats d'ouvriers agricoles, quelques associations productives, et une expérience politique décimée, mais ces expériences n'apparaissent pas comme centrales dans la construction de la résistance des communautés. Tout d'abord, les militants qui ont survécu aux vagues de violence ne sont pas retournés sur leurs terres, les héritiers des mobilisations passées ne se retrouvent donc pas au sein des communautés afro-descendantes étudiées. Ils sont souvent restés dans les grandes villes, font partie de mouvements citoyens, d'ONG des droits de l'Homme ou continuent également leur militantisme partisan dans des partis de gauche. Ils ont fait le choix de ne pas retourner sur leurs terres, soit en raison de la répression toujours présente, soit parce qu'ils ne s'identifient pas aux processus de zones humanitaires portées actuellement dans les deux bassins. Ainsi, même si cette histoire de lutte existe et ne doit pas être négligée elle ne se reflète pas dans les appartenances militantes et dans la formulation des causes défendues par les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó. Une autre des possibilités d'explication de ce « vide » militant tient au fait que peu de leaders veulent mettre en avant cette expérience quand ils en ont eu une, le plus souvent parce que cet engagement a été très coûteux en termes de répression, et qu'ils veulent prendre des distances avec cet engagement passé. Ainsi il est très rare de trouver des leaders qui souhaitent témoigner de cette période, d'autant plus que l'identité de « victime civile » est le cadrage prioritaire construit entre communautés et missionnaires, ce qui laisse peu d'espace à la revendication d'un héritage plus politique.

Dans ce contexte, la répression annihile la mobilisation mais aussi toutes possibilités de faire écho à des résistances passées. De plus, les communautés afro-

³³⁹ OSLENDER Ulrich, *Construyendo Contrapoderes a Las Nuevas Guerras Geo-Económicas: Caminos Hacia Una Globalización de La Resistencia*, Bogotá, Universidad Colegio Mayor de Cundinamarca, 2004.

descendantes vivaient très peu dans des villages³⁴⁰ avant le déplacement, à la différence des paysans du Magdalena Medio. C'est l'expérience du déplacement de 1996-1997, puis la précarité dans ces villes qui va rapprocher ces habitants et renforcer l'organisation de ces communautés. Enfin, la communauté en tant que groupe organisé prend surtout conscience d'elle-même par l'expérience traumatique du déplacement. La répression sociale a profondément bouleversé les héritages protestataires dans la région, ce qui a de nombreux effets sur les perceptions locales de l'action collective.

La répression à l'encontre des mobilisations sociales a des effets très divers sur les organisations paysannes, c'est notamment ce qu'a démontré Marie-Emmanuelle Pommerolle³⁴¹. Dans son étude des mobilisations étudiantes au Cameroun, elle montre que les marges de manœuvre de la mobilisation sociale face à un contexte répressif. Les mobilisations étudiantes précédentes avaient été décrédibilisées car elles ont été jugées trop violentes et inefficaces, par conséquent les mobilisations de 2005 ont adapté leurs répertoires d'action non violents pour désarmer l'arsenal répressif. Le mouvement étudiant né sur le campus de Yaoundé fait ainsi preuve d'un apprentissage des échecs antérieurs de la mobilisation, et en utilisant la grève de la faim comme nouveaux répertoire d'action, les leaders étudiants se prémunissent contre une réaction violente du pouvoir. Marie-Emmanuelle Pommerolle rappelle ainsi que le concept de répertoire d'action « met en avant le caractère historiquement situé de toute action de revendication, qui tient compte de l'expérience accumulée et d'un « savoir-faire » protestataire »³⁴². Hélène Combes et Olivier Fillieule³⁴³ ajoutent que la répression n'agit pas seulement sur l'action collective mais également sur l'organisation interne des groupes mobilisés. En effet, les auteurs montrent qu'en s'intéressant à la dynamique processuelle de la mobilisation il est possible de lier les trajectoires militantes personnelles et le contexte dans lesquelles ces ressources militantes s'expriment, car « une propriété sociale n'a de capacité explicative que pour autant qu'on la resitue dans la configuration dans laquelle elle s'actualise »³⁴⁴. La répression n'agit pas seulement

³⁴⁰ Avant le déplacement forcé, les habitants avaient chacun leur parcelle, et se réunissaient seulement aux réunions pour quelques projets ou pour aller à l'Église. Il n'existait pas à proprement parler de « villages ».

³⁴¹ POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes : le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique Africaine*, n°108, 2007, p 155-172.

³⁴² Elle cite ici FILLIEULE Olivier, *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 33. POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes... », *Op.cit.*

³⁴³ COMBES Hélène, FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité contestataire : modèles structuraux et interprétations stratégiques » *Revue française de science politique*, vol 61, 2011, p 1047-1072

³⁴⁴ COMBES Hélène, FILLIEULE Olivier, « De la répression... », *Op.cit.*, p 1067

sur le devenir de la mobilisation sociale, elle a aussi un impact sur la formulation d'une cause et le répertoire de mobilisation qui est utilisé.

Ces effets de la répression, sur la forme de l'organisation collective et sur le répertoire de mobilisation, ont pu être observés auprès des acteurs locaux colombiens. Cependant, la littérature évoquée traite de la répression de type étatique, or il est nécessaire de se pencher également sur les formes de répressions privées à l'encontre de ces organisations. La répression de type privée pose la question des différentes marges de manœuvre qui existent pour réclamer la protection des paysans dans un contexte qui n'est pas à proprement dit « autoritaire », comme c'est souvent le cas des contextes d'étude de la répression. C'est donc le capital militant disponible et perçu comme tel, et le contexte colombien dans lequel ces organisations évoluent qui conditionnent les manières d'appréhender la mobilisation sociale, la construction du collectif puis de la mobilisation.

*Les Afro-descendants et la construction de la
« communauté » une résistance civile inspirée des
missions chrétiennes*

La transposition de l'héritage chrétien est incontournable dans la région du Bas Atrato étant donné le rôle joué par des secteurs de l'Église. On peut retrouver ces héritages à travers l'action collective et sa formulation, notamment *via* le rôle de la Commission Interécclésiale de Justice et Paix (CIJYP). Cette ONG a accompagné le retour des communautés afro-descendantes sur leurs terres, en organisant des actions collectives pour récupérer le territoire puis en accompagnant la constitution des zones humanitaires.

Suite au déplacement des populations dans les centres urbains, cette ONG organise des « missions œcuméniques de récupération du territoire » au début des années 2000. L'objectif de ces actions collectives religieuses est de se réapproprier le territoire et de ressouder les communautés entre elles. Ces missions prennent ainsi la forme de processions composées des habitants des communautés, de prêtres et d'ONG internationales et nationales, de plusieurs secteurs de l'Église, de comités de soutiens divers chrétiens ou non. Les marches sont rythmées par les prêtres, qui agissent ainsi comme des boucliers humains à des périodes où les paramilitaires ont pris possession de ces territoires. L'Église agit ainsi comme une protection et les paramilitaires ne s'en sont que très rarement pris aux hommes d'Église. Ces processions humanitaires et

religieuses ont ainsi permis la réouverture des chemins, entre les villages près du fleuve Curvaradó et l'intérieur des terres qui était déserté depuis de nombreuses années.

Si l'Église a joué un rôle clé à travers la mobilisation des réseaux des missionnaires pour venir en aide aux populations, une recherche plus fine sur cet héritage révèle différents types d'appartenance selon les processus, une influence plus complexe que le simple fait religieux. En effet, au sein des communautés afro-descendantes on retrouve plusieurs courants de l'Église qui vont influencer l'organisation et la formulation de l'action collective, notamment *via* le rôle de deux ONG présentes historiquement dans cette zone : le Centre de Recherche et d'Éducation Populaire-Programme pour la Paix (CINEP) et la Commission Interécclésiale de Justice et Paix (CIJYP). Ces deux ONG partagent une trajectoire politique et idéologique similaire, mais elles diffèrent dans les moyens à mettre en œuvre pour protéger le territoire et les populations. Le CINEP est une ONG de défense des droits de l'Homme, proche de l'Église et très marquée à gauche. À ses débuts, le CINEP incarne l'opposition symbolique à l'État colombien, puis l'ONG évolue vers un recentrage pour re-favoriser un dialogue avec l'État et avec les groupes armés, seule manière selon elle pour travailler auprès des populations et pour mettre en place des projets de développement dans ces zones marginalisées. Pour les leaders de cette ONG centrale en Colombie, il faut se servir des avancées juridiques pour défendre les populations, et notamment des conseils communautaires. L'ONG travaille ainsi en coopération avec les diocèses de la région et avec diverses organisations locales.

La Commission Interécclésiale de Justice et Paix, par le biais de laquelle nous avons réalisé notre étude de terrain³⁴⁵, est l'ONG qui accompagne le processus des zones humanitaires de Curvaradó et Jiguamiandó. Plus proche de la théologie de la libération dans les années 1980, elle compte parmi ses fondateurs des religieux surnommés les « prêtres rouges », ainsi que des membres de l'Église plus modérée. Plus révolutionnaire dans son idéologie, la CIJYP travaille peu avec les diocèses et avec l'État, elle accompagne des processus autonomes de revendication basés sur la notion de résistance. Confrontés au déplacement de populations qu'ils connaissent bien, les missionnaires

³⁴⁵ Ces deux ONG ont leurs différends évidents au regard de leurs trajectoires politiques, elles travaillent d'ailleurs sur les mêmes terrains (dans leur genèse de nombreux membres fondateurs ont circulé entre ces deux initiatives). Pour le chercheur il est quasiment impossible de travailler avec les deux organisations, travailler avec l'une est conçu automatiquement par l'autre comme un parti pris. Nous avons eu la chance d'obtenir une histoire plus objective de la genèse de ces ONG et du rôle qu'elles jouent dans cette région par le biais d'entretiens et d'échanges informels avec des militants du CINEP.

chrétiens ont massivement apporté leur aide pour essayer de restructurer des communautés vulnérables. Ils ont ainsi formés des « communautés de paix », une figure de résistance où des communautés locales se déclarent neutres dans le conflit colombien en faisant notamment appel au respect du droit international humanitaire. Plusieurs communautés de paix voient le jour dans les années 1990 et au début des années 2000. Aujourd'hui seule la communauté de paix de San José de Apartadó subsiste, soutenue par divers secteurs de l'Église et plus particulièrement par un prêtre devenu le symbole de ce mouvement. Les autres communautés de paix ont progressivement disparues après les premières phases de retour des communautés sur leurs terres pour se réclamer d'autres types de processus de résistance, comme celui des zones humanitaires. Un ancien membre du CINEP résume très clairement les différents chemins pris par les communautés afro-descendantes du Bas Atrato dans les années qui ont suivi leur retour :

« Encore une fois, pourquoi certaines communautés font encore appel à des boucliers humains et d'autres pas alors que le territoire c'est le même ? Et du coup les risques sont les mêmes a priori puisque les communautés sont à 30 minutes l'une de l'autre. Pourquoi l'une a une présence internationale et l'autre non ? Mais là où ça diffère c'est que certaines communautés ont pris le parti de la résistance comme les zones humanitaires et donc elles se mettent beaucoup plus en avant, elles font plus de dénonciations et donc reçoivent plus de menaces. Je pense que ça vient plutôt de là le curseur. Les menaces sont les mêmes sur le territoire, mais les leaders ne font pas le même boulot on va dire »³⁴⁶.

La posture même de résistance qui sous-tend la création des zones humanitaires est inspirée de cette longue relation avec l'ONG CIJYP dont c'est le crédo. Les zones humanitaires affirment non seulement un droit au territoire et au retour, mais assument également une posture de dénonciation. L'idée de résistance pour le territoire est une référence au passé de ces communautés et notamment aux « résistants », qui ont vécu une trajectoire bien particulière pendant le déplacement, ce qui fait la particularité de ces deux bassins.

³⁴⁶ Entretien avec un ancien volontaire du CINEP, mai 2014, Paris.

Photo n°6. Maria, leader du Curvaradó devant la zone humanitaire de Camélias, début des années 2000.



Source : Archives de l'ONG CIJYP.

Cependant, les zones humanitaires constituées dans le Jiguamiandó et le Curvaradó sont également le résultat d'un compromis entre les « résistants » qui étaient restés sur le territoire et les déplacés qui étaient réunis à Pavarandó. Ces derniers avaient adopté la dénomination de « communautés de paix », mais cette figure de résistance ne convenaient pas aux habitants qui étaient restés cachés dans la forêt. Pour les résistants, la figure de neutralité et de victime civile n'est pas viable, car, selon eux on ne peut être neutre dans une guerre où l'on est pris directement pour cible. Pour l'autre partie des habitants qui a vécu le déplacement dans les villes et l'accompagnement des églises, la figure des communautés de paix est le seul moyen de retour. Les résistants et les communautés de paix mettent ainsi deux ans à trouver une figure qui leur conviennent, entre résistance affirmée et neutralité dans le conflit. La figure de la « zone humanitaire » permet ainsi de reconstruire le collectif des communautés. Pour notre interlocuteur du CINEP, qui évoque la création des communautés de paix, puis la constitution des zones humanitaires, la formulation de ces échanges et de ce nouveau processus sont clairement inspirés des liens avec une frange de l'Église :

« C'est-à-dire qu'en 1997-1998 lorsque les populations étaient encore réfugiées c'est là que s'est construite la figure des communautés de paix. Et

là il y avait un peu tout le monde : le CINEP, l'Église locale, la communauté internationale, tout un tas de monde. Pour moi cette figure des communautés c'est une figure de l'époque, une figure de résistance de l'époque. Et lorsque les populations sont retournées sur leur territoire, il était plus trop question de parler de communauté de paix, parce que c'est un principe de résistance dans le sens ce conflit n'est pas le nôtre, on ne porte pas d'armes,... mais au bout d'un moment il faut qu'on construise nos propositions. Et c'est à partir de là que ça a commencé à diverger un peu je pense. Il y a des gens qui ont commencé à dire que maintenant qu'on est sur notre territoire on ne peut plus vivre comme avant parce qu'il y a la palme, etc. alors certains ont dit on va se former en conseils communautaires pour avoir la figure légale [des territoires collectifs des communautés afro-descendantes] donc ça c'est surtout ASCOBA [Association des conseils communautaires du Bas Atrato³⁴⁷] pour ce qui est des afro-colombiens, crée en 2003. Donc le CINEP accompagne ASCOBA, donc j'ai accompagné ASCOBA [...] Et l'autre chemin c'est de dire on ne négocie pas avec l'État tant que nos conditions basiques de sécurité humaine, de respect, des droits de l'Homme n'est pas respecté. On ne négocie pas avec les militaires. Ça c'est les zones humanitaires qui se sont créées comme ça en disant on se met dans nos villages et communautés, on se met en zones humanitaires protégées par le droit interaméricain notamment et on n'accepte pas l'entrée des militaires, et pour l'État on donne notre avis, on est en autogestion en gros, on décide sur notre territoire. Et c'est là que ça s'est radicalisé parce que leur discours c'est de dire tant que nous ne sommes pas à égalité pour négocier on ne négocie pas. Ce qui en soit est aussi normal, mais c'est deux visions. C'est-à-dire soit tu penses que tu avanceras en négociant, en médiation, avec l'État, soit tu es dans la posture de résistance »³⁴⁸.

Plusieurs processus sont par conséquent observables dans la région du Bas Atrato : celui des zones humanitaires accompagné par l'ONG CIJYP que nous avons étudié, celui des conseils communautaires organisés en association comme ASCOBA accompagné par le CINEP, et enfin celui de la communauté de paix de San José de Apartadó. L'empreinte religieuse est présente dans toutes ces initiatives locales de revendication des terres, mais il faut entrer dans les subtilités des courants de l'église catholique pour comprendre les différentes formulations de cette cause (la vie et le territoire) et pour appréhender la différence de registre de l'action collective. La rupture du déplacement a bouleversé les équilibres socio-culturels de ces communautés qui

³⁴⁷ Nous renvoyons le lecteur au chapitre précédent, où la figure n°3 détaille les autres organisations collectives présentes sur le territoire étudié.

³⁴⁸ Entretien avec un ancien volontaire du CINEP, mai 2014, Paris.

vivaient en quasi autarcie dans leurs campagnes, et ces courants de l'Église ont constitué des relais essentiels au moment du déplacement. Leur influence est perceptible dans le discours adopté par les communautés et dans les actions collectives, comme l'explique l'ancien volontaire du CINEP :

« Pour les gens tout a changé, déjà ils ne vivaient plus dans les campagnes mais dans les villes, ce qui change leurs modes de vie. Et surtout ils n'ont plus les mêmes espaces sociaux de médiation. Avant c'était la famille et la communauté, maintenant c'est l'Église et les ONG, c'est plus du tout les mêmes rapports. »³⁴⁹

Ce n'est donc pas un hasard si les communautés de paix mises en place avant les zones humanitaires ont pour référence des saints patrons de l'Église : San Francisco, Natividad de Maria et Nuestra Senora del Carmen ; puisque le diocèse d'Apartadó joue alors un rôle clé dans l'organisation des communautés déplacées dans la ville de Pavarandó, puis dans la décision du retour des communautés sur leurs terres à partir de 1999. L'héritage semble donc peser sur la conception du retour, sur l'action collective même, et sur la formulation des revendications territoriales. Tant les discours que la posture de résistance revendiquée par les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó font écho à la théologie de la libération au cœur des conceptions de l'ONG CIJYP, mais elles mobilisent également un registre juridique, central pour l'ONG composée de nombreux juristes³⁵⁰.

Cependant, il convient d'être prudent face à une impression de transmission exacte entre l'expérience des ONG et la mobilisation des communautés. Alors que les ONG y apposent des conceptions idéologiques divergentes, de nombreux habitants interprètent ces différentes voies comme une continuité de la résistance, sans pour autant y voir une rupture entre des courants de l'Église, et sans pour autant reprendre d'ailleurs les mots des ONG. Pour les habitants que nous avons interrogé sur les liens entre les communautés de paix et les zones humanitaires, ces processus d'organisation ont permis le retour puis la possibilité de continuer à revendiquer le territoire, les différentes formulations de cette résistance (ainsi que les conflits internes des ONG) sont secondaires:

³⁴⁹ *Idem.*

³⁵⁰ Nous étudierons plus en détail dans le chapitre 6 le rôle d'intermédiaire de revendications joué par l'ONG auprès des populations afro-descendantes.

« ça c'est pareil, c'est juste que la différence, c'est que ce sont des bassins différents, qui sont des bassins déplacés de Pavarandó. Chacun a cherché la manière de retourner, alors la seule façon se sortir de là, ça a été comme ça, organisé en communauté de paix. Alors San Francisco de Asis, Natividad de Maria et Nuestra Senora del Carmen.

Mais alors vous vous êtes constitués en communauté de paix pour arriver jusqu'ici...

Exactement, en communauté de paix, entre guillemets « neutres », parce que nous on avait rien à voir, c'est-à-dire qu'on s'est identifié comme population civile, on avait rien à voir avec le conflit.

Et tout ça, avec l'aide de l'Église ?

Oui, différentes organisations qui aidaient, il y avait le diocèse, un de ceux qui étaient le plus engagé, et d'autres organisations internationales comme Oxfam, comme Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde, bon une quantité d'organisations qui soutenaient ça.

Mais, alors quelle est la différence entre la communauté de paix et la zone humanitaire ?

Bon, c'est juste que les stratégies changent. Mais de tout façon c'est un nom qu'on utilise, communauté de paix c'est une identification, non ? et avec un saint patron, ok, un saint patron c'est un symbole, mais de paix, une communauté de paix n'est pas partie prenante dans le conflit [...] et puis quand on a fait un pas en avant, on est arrivé à être des zones humanitaires, tu vois comme nous avons fait plusieurs pas. Parce qu'à ce moment on n'avait pas de mesures préventives, pas de mesures provisoires, alors quand on est arrivé en zones humanitaires, on a réussi à avoir des mesures octroyées, c'est différent, et on ne les avait pas dans la communauté de paix.

³⁵¹ »

Un de ses voisins qui suit l'entretien, intervient au sujet de la constitution des zones humanitaires, et insiste sur les aspects pragmatiques de ce choix, au-delà des questionnements idéologiques :

« Mais aussi parce qu'il n'y avait pas les conditions de sécurité. Les opérations paramilitaires ont augmenté dans la région et aussi les opérations des entreprises, et alors il n'y avait pas de garanties pour rester dans un seul endroit, certains courraient par là d'autres fuyaient par là-bas [...] la zone humanitaire a pu garantir la stabilité [...] il n'y avait pas l'appui juridique de la Cour, [la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme-CIDH] pas le soutien que nous avons. Les zones humanitaires viennent avec l'appui

³⁵¹ Entretien avec un leader de Jiguamiandó, Nueva Esperanza, novembre 2013.

juridique et les mesures préventives de protection comme l'a dit le compagnon »³⁵².

Lors de l'installation des premières zones humanitaires le registre religieux est très présent, comme nous avons pu l'observer à travers les archives photographiques des premières zones humanitaires, cependant, celui-ci n'est plus observable dans les zones humanitaires actuelles.

Photo n°7. L'héritage religieux dans la constitution des zones humanitaires.



Source : Archives de l'ONG CIJYP

Traduction :

« Zone humanitaire du Curvaradó. Lien sacré pour le travail. Puis Dieu dit: Que la terre produise de la verdure, de l'herbe portant de la semence, des arbres fruitiers donnant du fruit selon leur espèce et ayant en eux leur semence sur la terre. Et cela fut ainsi. Genèse 1, 11-12 »³⁵³.

Ainsi, cet héritage est présent, diffusé dans les différentes formes d'organisation sociale, il conditionne en partie la vision de l'action collective, mais n'est pas total ; les interprétations des habitants des communautés divergent des débats internes aux courants de l'Église. L'aspect religieux est à la fois vécu par chaque individu comme un salut pour continuer à survivre dans ce contexte hostile et à la fois comme une

³⁵² Entretien avec un leader de Jiguamiandó, Nueva Esperanza, novembre 2013.

³⁵³ Nous avons repris ici la version française du texte du premier livre de la Bible, Genèse 1.11, 1.12.

protection pour le collectif. A chaque début de réunion, une prière est dite par le leader du village et les cérémonies religieuses occupent une place importante dans les mobilisations. Les actions collectives lient ainsi ce double registre de la résistance et du religieux, une dimension qui insiste sur l'aspect collectif (solidarité chrétienne et d'union entre les croyants) et l'aspect revendicatif (car toujours inspiré de la résistance comme principe de vie, inspiré de la théologie de la libération). On retrouve ce double registre dans une des principales actions collectives de grande ampleur entreprise lors de notre terrain en décembre 2013.

Encadré n°9. Registre militant et religieux dans le Bas Atrato.

Registre militant et registre religieux : un exemple d'action collective dans le Curvaradó³⁵⁴.

En 2013, l'essor de la base militaire de Llano Rico ne passe plus inaperçue. C'est une des plus importantes de la région, elle a été construite progressivement, et les habitants se sont rendus compte de l'ampleur de cette installation en voyant arriver les contingents de soldats au milieu du territoire collectif. Les terres sur lesquelles la base a été construite appartiennent aux communautés, qui n'ont pas été consulté pour ce projet. Elles refusent par principe la militarisation de la zone, et également le fait que ce projet leur soit imposé, puisque l'État ignore ainsi le mécanisme de la consultation préalable, obligatoire pour tout projet sur les territoires des minorités ethniques (prévu par la constitution). L'ONG CIJYP, après avoir discuté avec plusieurs leaders, propose d'envisager une action collective pour affirmer le rejet de la base militaire par les populations locales.

Organisation de l'action collective

Lors d'une première réunion interne de préparation de l'action collective, l'accompagnant de l'ONG présente le mécanisme juridique de la consultation préalable et explique aux communautés leurs droits. Après la présentation du mécanisme, il laisse le débat ouvert notamment avec deux questions : que faire et comment le faire. Les leaders insistent tous sur « une présence internationale et avec des gens des droits de l'Homme » pour toute action collective. Dans la discussion, certains leaders insistent sur le fait qu'il faut penser au message qu'ils veulent faire passer, ils veulent mettre en avant leur rejet de la base militaire et réaffirmer leur connaissance de la loi 70 sur les territoires collectifs (on ressent ici l'influence de l'ONG qui a fait diverses formations sur le sujet). Chacun met ensuite en commun ses expériences de mobilisation de ce type, et ils réfléchissent aux symboles à amener devant la base. Certains insistent sur le fait qu'il faut représenter les victimes des exactions militaires, d'autres disent qu'il faut penser avant tout aux vivants, aux conséquences qu'aura cette base sur leur territoire. Enfin, ils insistent tous sur le fait qu'il faudra également faire une veillée après la manifestation devant la base militaire. Le débat sur la veillée est alors aussi important que le précédent. A notre grand étonnement s'ouvre une discussion sur les textes religieux qui seront dits, sur les pasteurs et prêtres à inviter (ils veulent que toutes les branches de la chrétienté soient représentées).

Déroulé de la manifestation : 5-6 décembre 2013

Plusieurs membres d'ONG et de comités de soutien international arrivent la veille de la manifestation. Provenant d'Espagne, des États-Unis et d'Equateur ils ont tous un point commun, ce sont des personnes très religieuses, provenant d'un comité de soutien en lien avec l'Église ou d'une

³⁵⁴ Retranscription à partir des notes du journal de terrain, Novembre-Décembre 2013, Chocó.

congrégation religieuse comme les sœurs équatoriennes. La veille de la manifestation les pancartes sont peintes par les jeunes de la communauté de Camélias, on peut lire : « nous sommes paysans, fils de ce peuple qui lutte pour retourner », « au gouvernement de Santos nous voulons dire : ici ils ont mis une base non consultée », « A qui vous avez demandé ? Qui avez vous consulté ? N'oubliez pas qui sont ceux qui nous ont déplacé », « nous n'avons pas été consulté, c'est pour cela qu'on dit allez vous en ! », « base sans consultation sur notre territoire collectif du Curvaradó ! Non à la base militaire ! », « en mémoire à nos êtres chers, victimes de cette violence », « Non à la persécution et aux signalements contre nos leaders, contre les communautés et contre les organisations solidaires de notre processus ». Les jeunes construisent des croix en bois qu'ils porteront pendant la manifestation. Les anciens voient ensemble le parcours, ils veulent se réunir devant l'entrée de la base en arrivant depuis plusieurs points. Il est décidé que les habitants arriveront en marchant lentement en silence et dans le calme. Tout au long de la journée des membres de plusieurs communautés commencent à affluer des différents villages, des communautés voisines de Jiguamiandó en soutien, et également des Indiens Embera qui font plusieurs heures de trajet pour venir.

Le matin de la manifestation, la tension monte d'un cran, un des leaders est arrêté par les militaires qui ont mis en place un barrage devant la base. Un des militaires l'accuse d'organiser une mobilisation des FARC sous couvert des communautés. Le climat de peur est perceptible. Il y a beaucoup moins de monde que prévu pour la mobilisation. Les soldats filment avec leurs portables personnels, un hélicoptère survole plusieurs fois la base militaire, mais les portes de la base restent fermées, et aucun militaire ne sortira pour parler avec les habitants. Les leaders, qui la veille exprimaient en réunion leur opposition à la base avec véhémence, sont très réticent à prendre la parole pendant la manifestation et personne n'ose se mettre en avant. Alors, les habitants commencent à entonner des chants chrétiens et des liturgies reprises en cœur par tous les manifestants. Un des leaders prend la parole, sur un ton assez modéré, en s'adressant aux soldats, pour leur faire comprendre qu'ils ne sont pas leurs ennemis, mais qu'ils veulent juste qu'on les prenne en compte. Les espagnols, américains et les sœurs équatoriennes lisent un communiqué public en affirmant leur soutien. La manifestation est relativement brève, moins de 30 minutes devant la base militaire, tout le monde retourne très rapidement vers la zone humanitaire de Camélias. Le soir, la veillée rassemble beaucoup plus de monde que la manifestation du matin. La messe attire beaucoup, et tous se réunissent à la maison de la mémoire avec des bougies. Ils échangent de nombreuses prières et cette messe interconfessionnelle dure plusieurs heures. Les passages de la Bible sont particulièrement choisis pour aller avec le contexte des communautés, dans une interprétation très sociale, en insistant sur les notions de justice et de solidarité entre les communautés. Cette manifestation collective allie un répertoire classique de mobilisation (la manifestation) à un répertoire religieux (la veillée). Ces registres ne vont pas l'un sans l'autre, la religion étant une ressource pour mobiliser, mais aussi un répertoire où les habitants vont puiser leur discours.

Conclusion section 1

En comparant l'expérience des communautés afro-descendantes avec celle de l'ACVC, on perçoit ainsi toute la complexité de « l'héritage répressif » dans la mobilisation sociale. Alors que dans le Bas Atrato, la répression a annihilé toute référence au passé politique et influence donc une conception plus civile des revendications territoriales des afro-descendants, au sein de l'ACVC le souvenir de la répression sociale a forcé les militants les plus politisés à reconverter leur discours au sein de l'organisation paysanne.

Cette construction des causes « par le bas » est ancrée dans des contextes régionaux distincts et est le fait d'organisations paysannes qui ont des identités différentes. L'étude des

trajectoires sociales et politiques des deux mouvements nous permet de comprendre l’ancrage des revendications, leur filiation idéologique, et l’appropriation de formulations et de répertoires de mobilisation. Elle nous permet aussi de mettre en avant les manières dont ces organisations s’approprient ou non ces héritages, et comment elles créent des processus organisationnels aux formulations originales. L’écart de moyens et d’expériences entre le Magdalena Medio et le Bas Atrato est important car pour les communautés afro-descendantes il faut tout reconstruire, jusqu’à l’expérience d’organisation qui a été quasi annihilée par la violence. Enfin, les réseaux des deux processus sont assez distincts, car l’ACVC se base beaucoup sur la richesse du tissu associatif régional; tandis que les communautés afro-descendantes du Chocó sont plus isolées à ce niveau.

Les deux organisations paysannes n’ont par conséquent pas les mêmes manières d’entrer en relation avec d’autres acteurs, et ces expériences militantes jouent un rôle important dans les relations que les paysans entretiennent avec des acteurs internationaux. Les deux collectifs ne formulent pas leurs causes de la même manière et se mobilisent différemment. Cependant, si les organisations paysannes se construisent dans des lieux précis, elles évoluent également au gré du contexte. Leurs revendications sont donc évolutives, et l’internationalisation rapide de la situation dans les campagnes joue un rôle dans la redéfinition des causes paysannes, ce sera l’objet de notre deuxième section.

SECTION 2/ L’ATTENTION INTERNATIONALE : UN DES PARAMÈTRES CLÉS DE L’ÉVOLUTION DES REVENDICATIONS PAYSANNES

De la terre au territoire en passant par la question des droits de l’Homme, les organisations paysannes colombiennes ont fait évoluer leurs revendications depuis la fin des années 1970 jusqu’à aujourd’hui. Dans les années 1970 puis 1980, les associations de producteurs et de travailleurs agricoles revendiquent des droits sur leurs terres et de meilleures conditions de travail dans les campagnes. La décennie 1990 s’ouvre quant à elle sur de nouvelles causes. La nouvelle constitution de 1991, qui reconnaît de nouveaux droits aux minorités, a en partie joué un rôle dans les nouvelles orientations des paysans, notamment parmi les mouvements indiens³⁵⁵, un phénomène que l’on

³⁵⁵ GROS Christian, *Nación, identidad y violencia : el desafío latinoamericano*, Bogotá, Ed Universidad Nacional de Colombia, 2010 ; MARTI I PUIG Salvador, « Les raisons de l’existence et du succès des partis

retrouve dans d'autres pays latino-américains. Cependant, les organisations étudiées naissent dans un contexte bien particulier, à la fin des années 1990, où le pays connaît une crise humanitaire. La question des droits de l'Homme devient par conséquent centrale, et celle-ci reste encore un thème important autour duquel s'articulent tous les enjeux : ceux de la dignité, ceux de la terre, ceux de la sécurité et de l'intégrité physique des populations. Alors que le contexte national évolue, et notamment depuis le début des négociations de paix à la Havane en 2012 entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, les organisations paysannes se positionnent face à un enjeu majeur : le territoire. Comment passe t-on de la terre au territoire ? Et quel rôle joue la thématique des droits de l'Homme et l'intervention des acteurs internationaux ? Ce sont ces questions qui sont au cœur de cette section.

En se penchant plus particulièrement sur les évolutions des causes défendues par les acteurs paysans, nous identifions ainsi la manière dont les organisations les construisent selon les moments du contexte. Ces constants allers-retours entre les droits de l'Homme, la terre et le territoire rendent compte d'une construction difficile et non linéaire des causes paysannes, Ces évolutions des revendications induisent également différents rapports entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux. Les revendications ne se résument pas à la mobilisation autour d'une norme à un moment donné du contexte, elles sont observables dans les discours des leaders, dans leurs pratiques mais aussi dans les projets qu'ils mettent en place au niveau local.

Trois phases peuvent ainsi être analysées dans l'évolution des causes défendues par les organisations paysannes. La première est celle qui pousse les paysans à se mobiliser non plus pour la terre mais pour la question des droits de l'Homme, pour faire face à la situation dans laquelle ils se trouvent. C'est cette première phase qui marque réellement une internationalisation des revendications de ces campagnes, et la création de liens de solidarité avec acteurs internationaux. Dans un deuxième temps, on remarque que les organisations paysannes reviennent en quelques sortes vers leur cause centrale, la terre, en consolidant leurs alliances à l'international. En intégrant les différentes générations de droits, elles formulent alors une cause plus générale qui fusionne le respect des droits de l'Homme avec la nécessité d'améliorer les conditions économiques et sociales dans les campagnes. Enfin, dans un dernier temps, on observe depuis

ethniques en Amérique Latine. Les cas de la Bolivie, de l'Équateur, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua et du Pérou (1990-2005) », *Revue internationale de politique comparée*, vol 17, 2010, p 143-165.

quelques années l'émergence de la thématique du territoire, qui fait la synthèse des différentes revendications portées par les mouvements étudiés jusqu'alors, et constitue une cause capable de faire face au nouveau contexte politique colombien. Ces vagues d'adaptation et de reconfiguration des causes paysannes sont portées par des événements régionaux, nationaux et internationaux, mais sont également le fait de rencontres plus particulières avec des acteurs de la solidarité internationale. Si les deux organisations étudiées suivent plus ou moins les mêmes logiques, nous remarquons néanmoins que leur contexte régional, exposé précédemment, reste prégnant dans leurs revendications. Dans cette section nous retracerons ces évolutions, en mettant en avant les particularités de chaque mouvement. Ces « phases » sont bien évidemment schématiques, et ne sont pas exemptes d'allers-retours et d'imprécisions.

De la terre aux droits de l'Homme : le rôle de l'urgence humanitaire dans la constitution de liens de solidarité internationale

Bien que les deux organisations paysannes étudiées soient différentes, elles sont rattrapées par le même contexte à la fin des années 1990 : l'arrivée des paramilitaires et l'augmentation des violences à l'encontre des processus locaux de mobilisation. Cette violence pousse les organisations à chercher des soutiens au niveau international, un soutien formulé en termes de droits de l'Homme et de droit international humanitaire. Cette internationalisation rapide et motivée par l'urgence se réalise en partie *via* des liens de solidarité influencés par les héritages historiques que nous avons décrits précédemment. Elle prend donc différentes formes, de l'urgence de la protection d'une population civile en détresse par les ONG humanitaires à la dénonciation des effets du Plan Colombie par les réseaux altermondialistes. Se projeter à l'international devient une urgence ressentie autant par l'ACVC que par les communautés du Curvaradó et du Jiguamiandó face aux exactions contre les populations rurales et aux attaques contre les organisations déjà constituées.

La défense de la terre et des besoins sociaux, à l'origine des processus d'organisation des paysans (encore en germe au début des années 1990) se traduit progressivement par une cause droits de l'Homme dans l'interaction avec les acteurs internationaux. Devant l'urgence de la situation les organisations paysannes se nourrissent des soutiens existants. L'ACVC mobilise un vaste réseau d'exilés politiques et les communautés afro-descendantes utilisent celui des organisations chrétiennes à

l'étranger. Rendre visible les violations des droits de l'Homme est la première des priorités pour les organisations. Pour ce faire, elles vont utiliser la visibilité et la polysémie de la thématique des droits de l'Homme pour alerter sur la crise humanitaire qu'elles vivent.

Cependant, en raison des différents soutiens qu'elles mobilisent et des formulations propres à chacune des organisations, elles interprètent la revendication droits de l'Homme de diverses manières. Si les droits de l'Homme jouent un rôle non négligeable de sonneur d'alerte à l'international, il convient de ne pas surdéterminer leur rôle. En effet, la visibilité acquise au niveau international et l'investissement d'acteurs internationaux sont également le fait de relais locaux efficaces en Colombie. Ainsi, les droits de l'Homme ne sont pas « importés » en Colombie car de nombreuses organisations nationales travaillent déjà depuis longtemps dans la dénonciation des exactions des différents acteurs armés. Au niveau local, les différentes interprétations des droits de l'Homme par les communautés rurales ne sont pas étrangères, ces discours sur la protection de l'humain font également écho à la résistance qu'elles mènent sur leurs terres.

La Colombie, oubliée des réseaux des droits de l'Homme

De nombreux chercheurs qui se sont penchés sur le pouvoir des droits de l'Homme, sur leurs facultés mobilisatrices et le rôle de pression qu'exercent leur invocation sur les gouvernements nationaux³⁵⁶, cependant la spécificité de la situation colombienne ne permet pas d'observer cet effet si clairement. Malgré les critiques assénées aujourd'hui au discours humanitaire³⁵⁷, celui-ci a fortement été mobilisé en

³⁵⁶ Ces auteurs mettent en avant le rôle de pression de « la norme droits de l'Homme » sur les États qui perpétuent des exactions à l'encontre de leurs populations notamment *via* la publicisation, le « naming and shaming ». L'impact du « shaming and blaming » a été très faible dans le contexte colombien, la répression n'a pas pour autant cessé. De plus, le gouvernement colombien a également utilisé la situation humanitaire pour de se dédouaner auprès des autres pays et a plaidé la cause d'un État démuné face à une guerre civile. MURDIE Amanda, DAVIS David, « Shaming and blaming... », *Op.cit.* ; FRANKLIN James, « Shame on You: The Impact of Human Rights Criticism on Political Repression in Latin America », *International Studies Quarterly* 52, 2008, p 187-211 ; LUTZ Ellen, SIKKINK Kathryn, « International Human Rights Law and Practice in Latin America », *International Organization*, vol 54, n°3, 2000, p 633-659.

³⁵⁷ Pour un aperçu des critiques du « discours humanitaire » : JUHEM Philippe, « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, vol 65, n° 1, 2001, p 9-27, CROCHET Soizick, « Le sacrifice impossible: contradictions de l'action humanitaire », *Revue du MAUSS semestrielle*, vol 5, 1995, p 78-100, POULIGNY Béatrice, « L'humanitaire non gouvernemental face à la guerre », *Politique étrangère*, vol 68, n° 2, 2003, p 367-380 ; HOURS Bernard, « L'idéologie humanitaire ou la globalisation morale », *L'Homme et la*

Colombie dans les années 1990 dans les deux régions que nous avons étudiées. Paradoxalement la situation de la Colombie est très peu médiatisée au niveau international avant la décennie 1990, alors que le pays connaît des taux de violence importants³⁵⁸. Ce ne sont pas tant les violations des droits de l'Homme en tant que telles qui vont rendre visible la situation mais plutôt l'internationalisation progressive du conflit colombien qui permet une attention plus importante sur le pays. Avec l'essor du narcotrafic dans les années 1980 puis 1990, la Colombie se fait connaître sur la scène internationale à travers les mafias et les guerres de cartels, qui mettent en évidence un conflit plus latent, les conditions de vie dans les centres urbains, puis l'absence de contrôle territorial de l'État colombien sur de nombreuses parties du pays. Cette focalisation tardive (ce n'est qu'en 1997 que le Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies s'installe définitivement pour une mission en Colombie), s'explique en partie par une focalisation des réseaux de solidarité sur les dictatures du cône sud³⁵⁹. Aux côtés des violations des droits de l'Homme dans ces contextes dictatoriaux, la démocratie « la plus vieille d'Amérique Latine » génère moins d'attention. Les ONG colombiennes sont d'abord réticentes à chercher des soutiens internationaux, puis dans une volonté de démasquer la politique de l'État colombien à l'international, elles retiennent l'attention des grandes ONGI comme Amnesty International, Human Rights Watch, Washington Office on Latin America, Oxfam, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ou encore la Commission Andine de Juristes. La première tentative de publicisation de la situation remonte au début des années 1980 lorsque la guérilla urbaine du M19 (Mouvement du 19 Avril) investit l'ambassade de la République Dominicaine et retient douze personnes en otages pendant deux mois. Le M19 veut montrer par cette visibilité médiatique que le gouvernement colombien viole les droits de l'Homme *via* la répression, l'arrestation arbitraire, la

société, vol 129, n° 3, 1998, p 47-55 ; CORBET Alice, « Quand l'humanitaire choisit ses victimes », *Projet*, vol 340, n° 3, 2014, p 39-46.

³⁵⁸ Juan Carlos Guerrero Bernal et David Garibay considèrent d'ailleurs le cas colombien comme un cas d'étude pour montrer que malgré son ampleur (par sa durée et son intensité) cette crise extrême, n'est pas perçue comme telle, et n'attire pas une grande attention internationale. GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une "crise extrême" ... », *Op.cit.* ; GUERRERO BERNAL Juan-Carlos, « La fixation progressive d'une représentation floue de la violence colombienne sur la scène médiatique internationale », *Hermès La Revue*, vol 46, n° 3, 2006, p 169-178.

³⁵⁹ Cet argument est avancé par Sophie Daviaud dans son travail sur les droits de l'Homme en Colombie. DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme...Op.cit.* La majorité des travaux entrepris sur le rôle des droits de l'Homme en Amérique Latine se concentrent d'ailleurs sur les effets de la pression internationale sur les dictatures du Cône Sud comme au Chili. HAWKINS Darren, *International Human Rights and Authoritarian Rule in Chile*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2002.

torture et qu'il existe des « prisonniers politiques » dans cette « démocratie ». Suite à cette crise, Amnesty International effectue sa première mission de vérification³⁶⁰. Pour David Garibay et Juan Carlos Guerrero « il est symptomatique que ce soit par le thème des droits de l'Homme que la première entreprise réussie de publicisation à l'étranger se réalise : le M-19 cherche en effet à imposer une lecture de la situation colombienne comparable à celle appliquée alors aux pays du cône sud (Chili, Argentine, Uruguay), à la fois dans la capacité de mobilisation internationale de certains groupes de guérillas urbains (*Montoneros* argentins et surtout *Tupamaros* uruguayens) et dans la répression de l'ensemble de la contestation sociale par des régimes militaires issus de coup d'État »³⁶¹. Les guérillas tentent également de rendre visible le problème colombien en l'assimilant à la crise centraméricaine. Plusieurs éléments dus au contexte international en général et à l'attention internationale sur la Colombie en particulier vont faire émerger des ressources autour de la mobilisation des droits de l'Homme pour les organisations paysannes.

A la fin des années 1990, suite à l'internationalisation du phénomène du trafic de drogue, l'administration de Bill Clinton met en place le Plan Colombie³⁶², destiné à lutter contre le narcotrafic en investissant massivement dans l'armée colombienne. En réaction à ce plan, vivement critiqué aux États-Unis, puis en Europe, de nombreuses ONG d'accompagnement s'intéressent de plus près à la Colombie et dénoncent les conséquences de cette militarisation. Elles consolident ainsi tout un réseau de militants autour de la Colombie ; le Plan Colombie est le déclencheur de l'aide américaine mais aussi de l'américanisation de la thématique des Droits de l'Homme. Les liens avec l'Europe sont avant tout politiques, notamment auprès des victimes colombiennes et des exilés politiques qui affluent dans les pays européens notamment en Espagne, donnant lieu à la création de la Coordination Colombie-Europe³⁶³, puis de la Coordination États-

³⁶⁰ Dans les années 1970, les actions d'Amnesty International (AI) se concentrent sur le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil et l'Argentine. En 1973 AI relate une prise de position en faveur des prisonniers politiques colombiens et soulève des irrégularités dans les procès, met en avant des cas de torture et de menaces contre des avocats colombiens. Cependant il faudra attendre le début des années 1980 pour de réelles missions de recherche. Sources : Rapports par pays, Amnesty International, 1970-1980.

³⁶¹ GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une “crise extrême” ... », *Op.cit.*, p 142.

³⁶² En Juillet 2000 le plan Colombie est avalisé par le congrès américain. Une grande partie de ce plan est destiné au budget militaire pour entraîner des unités anti- drogue, pour l'achat d'hélicoptères et pour la coopération avec la Police Nationale colombienne. Une autre partie moins importante est ensuite prévue pour financer des projets de développement économique ainsi que des programmes sociaux du gouvernement colombien.

³⁶³ Nous nous référons ici aux analyses de Sophie Daviaud qui identifie la constitution des alliances entre ONG colombiennes, européennes et américaines. Elle montre les différents discours tenus par les ONG américaines et européennes quant à la situation colombienne, en fonction des interlocuteurs que ces acteurs internationaux ont

Unis-Colombie. En retour, les ONG colombiennes en Europe cherchent à mettre l'accent sur le thème de la responsabilité de l'État. Les militants colombiens sont alors très présents au sein de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève et font pression pour sensibiliser sur ces questions³⁶⁴.

De plus, en reconnaissant des droits spécifiques aux populations indiennes et afro-descendantes, la constitution de 1991 donne également de nouveaux instruments juridiques pour les mobilisations collectives. Les mobilisations indiennes prennent notamment de l'ampleur. Les nombreuses attaques contre ces communautés, notamment de la part des guérillas dans le Sud du pays, font évoluer la formulation des revendications vers un usage plus régulier des droits de l'Homme. Selon Sophie Daviaud les acteurs locaux sont passés de la « revendication d'autonomie, de droit à la terre à celle de neutralité, de paix, de résistance, de respect du droit international humanitaire »³⁶⁵. Etant donné l'importance des organisations indiennes du pays, parmi les mieux organisées, cette nouvelle prise en compte du registre des droits de l'Homme attire de nouvelles ONGI, et ces expériences se transmettent aux mouvements paysans et afro-descendants. L'usage des droits de l'Homme et DIH tient également aux particularités de la situation conflictuelle en Colombie, celle d'un conflit interne dans lequel la confusion est grande entre les violations des droits de l'Homme imputables au conflit entre acteurs armés, et les autres exactions non imputables aux situations de combats³⁶⁶. Ainsi, l'engouement rapide pour les droits de l'Homme en Colombie et l'investissement sans précédent des organisations locales qui se saisissent de cette thématique, s'expliquent par des facteurs internes (évolution du conflit et de la position

dans le pays, mais aussi en raison des traditions historiques de coopération des deux continents. Ainsi, tandis que les réseaux européens insistent sur les prisonniers politiques et sur les causes structurelles de la violence (notamment à travers un discours plus ancré à gauche sur les inégalités sociales et la pauvreté) les ONG américaines se concentrent sur le phénomène paramilitaire, les liens entre l'armée et les paramilitaires, les violations du DIH par les guérillas et les problèmes d'impunité. DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme...Op.cit.*

³⁶⁴ Trois grands faits violents sont particulièrement rendus visibles à cette tribune, le massacre de Trujillo (1988-1994), le massacre de Segovia (1988) et l'opération Génesis (1996-1997). Ces événements sont par la suite constamment repris pour mettre en exergue les taux de violence en Colombie.

³⁶⁵ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme...Op.cit.*, p 77. Les principales organisations indiennes du pays sont créées dans les années 1970. Les principales organisations sont l'ONIC (Organisation nationale indigène de Colombie), le CRIC (Conseil Régional Indigène du Cauca), l'OIA (Organisation Indigène d'Antioquia), le CRIR (Conseil Régional Indigène de Risaralda) et l'OREWA (Organisation Régionale Embera Wounaan).

³⁶⁶ A ce sujet, Hans-Joachim Heintze propose une synthèse intéressante entre le droit international humanitaire et les droits de l'Homme. Il montre qu'au-delà de leur complémentarité, il n'existe pas un droit en temps de paix (droits de l'Homme) et un droit en temps de guerre (DIH) mais qu'il y a au contraire une convergence entre ces deux types de droits. HEINTZE Hans-Joachim, « Recoupement de la protection des droits de l'Homme et du droit international humanitaire (DIH) dans les situations de crise et de conflit », *Culture et Conflit*, n°60, 2005, p 123-147.

des ONG nationales) et externes (diffusion au niveau internationale de la situation colombienne).

Les ONGI d'humanitaire et de développement ont réajusté leur action en Colombie, c'est-à-dire qu'elles ont progressivement traduit la crise humanitaire et la violence en termes de crise des droits de l'Homme. Dans de nombreux cas, ce sont des ONG spécialisées dans la défense des droits de l'Homme qui se sont intéressées à la question. La majorité des acteurs internationaux³⁶⁷ qui arrive en Colombie articule ainsi deux actions de solidarité internationale, en envoyant des équipes de volontaires sur place pour accompagner les leaders locaux, c'est le cas des Brigades de Paix Internationales (PBI) à partir de 1994³⁶⁸, et en dénonçant la situation des droits de l'Homme à l'étranger *via* des actions de plaidoyer. Les ONG dites « d'accompagnement international » n'opèrent pas de la même manière et ont des mandats différents. Certaines sont plus politisées, comme IPO (International Peace Observatory) en relation avec des partis politiques catalans, certaines sont proches des réseaux chrétiens comme le PASC (Projet Accompagnement Solidarité Colombie), ou elles regroupent des initiatives citoyennes très diverses, comme c'est le cas de Redher un réseau européen³⁶⁹. Un enquêté les décrit comme des « yeux solidaires du monde », et une « solidarité politique et humaine du monde ici. »³⁷⁰

Dans les années 1990, le thème des droits de l'Homme devient donc un moyen de reconnaissance pour beaucoup de mouvements sociaux locaux dont les revendications étaient étouffées au niveau national, et qui surtout n'avaient pas les moyens de se projeter au niveau international. De plus, certains mouvements locaux comme ceux des organisations paysannes étudiées n'avaient pas envisagé chercher des soutiens extérieurs au vu de la localité de leur cause (la terre). Le thème des droits de l'Homme a un double

³⁶⁷ Voir l'annexe n°8. Le tableau montre l'arrivée des principales ONGI de défense des droits de l'Homme que nous avons rencontré sur le terrain avec leurs dates d'arrivée en Colombie.

³⁶⁸ PBI est une des ONGI que nous avons le plus croisé sur nos terrains. Les volontaires accompagnent les leaders menacés dans le Bas Atrato et dans le Magdalena Medio. Leurs principes et méthodes d'action sont très précises et suivent un protocole très particulier. L'association colombienne Credhos est une des organisations qui a favorisé l'installation de PBI en Colombie, leur présence à Barrancabermeja est donc ancienne. Par exemple, pendant la période sombre de répression sociale à Barrancabermeja le Département Administratif de Sécurité (qui dépendait du ministère de l'Intérieur) surveillait les personnes qui venaient dénoncer des exactions dans les bureaux des avocats de Credhos. Seule la présence internationale physique a pu réduire le niveau de violence dans ces moments de tension.

³⁶⁹ Le Redher est un réseau européen de fraternité et de solidarité avec la Colombie (Red de hermandad y solidaridad con Colombia) qui regroupe divers collectifs locaux de solidarité avec la situation en Colombie. On retrouve en son sein des associations et comités français, espagnols, suisses, irlandais, italiens et anglais, créés à la fin des années 1990.

³⁷⁰ Entretien avec un membre de l'ACVC, octobre 2013, Barrancabermeja.

attire, celui d'alerter sur une situation d'urgence locale pour demander une protection, et celui de rendre visible les revendications sociales à une autre échelle. La prise en compte progressive du droit international humanitaire (DIH) est un autre facteur de changement dans la dynamique du conflit colombien. Pour les organisations et les ONG locales qui travaillent auprès des communautés, le DIH garantit un statut de neutralité dans un contexte où les initiatives de rassemblements populaires étaient accusées de faire partie des guérillas. Sophie Daviaud explique que l'introduction du DIH en Colombie correspond à une conjoncture particulière puisque tous les acteurs armés sont dénoncés, guérillas, paramilitaires et militaires par les ONG. Les guérillas sont également accusées d'exactions, elles n'étaient jusqu'alors peu dénoncées par les ONG³⁷¹. Cependant, nous verrons que dans les campagnes colombiennes le DIH est reçu de différentes manières selon les communautés, certaines craignent que ce droit dédouane l'État de sa responsabilité de protéger les populations civiles.

La présence internationale permet aux organisations locales de faire face aux violences. Cependant, elles doivent s'attirer des soutiens étrangers pour se protéger en utilisant des outils qu'elles ne connaissent pas ou peu. Ainsi, nous verrons que les organisations paysannes s'approprient de diverses manières la thématique des droits de l'Homme et interprètent de multiples façons le DIH, qu'elles intègrent progressivement à leurs revendications et à leur besoin de protection.

Les communautés afro-descendantes mettent en avant leur statut de civiles dans la crise humanitaire

Face à la crise humanitaire déclenchée en 1997, les réseaux religieux dans la région du Bas Atrato sont essentiels. Ils constituent les seuls relais pour les populations locales, comme le met en avant un habitant de Jiguamiandó :

« Ils ont aussi aidé avec une protection et une aide humanitaire, parce qu'eux n'avaient pas de moyens de transports [certaines ONG], et le rôle du diocèse a été aussi de garantir la sécurité dans la mobilité, pour sortir et aller chercher les gens, parce qu'il n'y avait pas de garanties. Le diocèse mettait

³⁷¹ Dans les années 1980, le lien plus prégnant entre les guérillas et le narcotrafic ainsi que les évolutions du conflit armé poussent les ONG colombiennes à accuser les guérillas d'enfreindre le DIH et de perpétrer des violations des droits de l'Homme dans les campagnes.

des banderoles sur les véhicules pour s'identifier comme communauté de paix, pour que les acteurs les voient. »³⁷²

Le caractère *civil* des communautés dans le conflit est mis en exergue, pour montrer la vulnérabilité de cette population menacée. Au vu de la débâcle rapide et violente ; plus de 70% du territoire des communautés est vidé en quelques mois ; la sensibilisation au niveau international passe par un registre humanitaire, celle d'une population civile prise entre plusieurs feux. Placées au cœur de cet élan international, les communautés sont très vite considérées comme les grandes victimes de cette situation. L'urgence est tout d'abord de rendre visible la situation pour protéger la population. Des ONGI mettent en place des missions de vérification pour évaluer les besoins humanitaires, c'est ainsi qu'elles constatent que les terres des communautés sont investies par des entreprises d'exploitation de palme africaine. Les leaders des communautés sont directement sollicités pour accompagner les acteurs internationaux, leur montrer leurs terres, dans des situations sécuritaires risquées, puisque les paramilitaires occupent leurs territoires. C'est au cours de ces missions de vérification que se créent les premières relations entre les leaders des communautés et les acteurs internationaux. L'Église et les ONG locales jouent un rôle d'intermédiaire très important. Cependant, un leader d'une zone humanitaire rappelle les obstacles à la reconnaissance du statut de population civile dans ce contexte :

« A quoi pensez vous qu'est dû le respect de cette zone humanitaire ?

Ça c'est dû au droit, au fait que le gouvernement ne nous a pas considéré, nous, comme population civile. Il ne nous a pas donné le droit qui nous correspond. Tu vois, je l'ai dit à un capitaine [de l'armée] qui était dans une réunion une fois, je lui ai dit si quelqu'un devait vivre avec nous ici, ce serait vous, parce que vous êtes notre gouvernement, et moi je me sens colombien, je ne me sens pas de l'extérieur, d'un autre pays, on doit compter sur vous. Mais comme on ne peut pas compter sur vous, parce que vous avez fait de nous ce que vous vouliez, je dis pas vous personnellement, mais le gouvernement n'a pas fait son devoir envers nous. Il m'a dit ok monsieur c'est bon. Alors c'est pour ça que nous avons ces zones humanitaires, pour chercher notre sécurité, celle de la vie et du territoire. C'est là qu'on voit la concrétisation. Est-ce que j'aurai besoin, moi, d'être ici en train de témoigner pour que tu connaisses ce que nous avons vécu ? Non, on ne devrait pas avoir à vous raconter ça, on devrait leur raconter à eux [le gouvernement], pour

³⁷² Entretien avec un leader de Jiguamiandó, novembre 2013, Jiguamiandó.

qu'ils soient avec nous, mais ils nous traitent mal. Alors que toi, tu prends ce témoignage c'est pour le diffuser pour faire connaître, pour voir en quoi on peut nous aider, pour voir ce que l'on peut faire, c'est pour ça qu'on compte sur vous. C'est pour ça qu'on est partis à l'extérieur, et qu'on a eu de l'aide. Tu vois par exemple moi j'ai été quatre ans en procès, parce que j'ai fait une vérification du territoire ici. [cet enquêté est un des seuls à être entré sur le territoire au moment le plus difficile, avec l'aide d'une ONGI et d'une commission nationale il a accompagné une action de vérification pour évaluer l'arrivée des entreprises sur le territoire] Pourquoi ? Parce que j'ai dit la vérité, parce que j'ai réclamé le droit qui nous correspondait. Comme ils n'ont pas pu me tuer pour cette vérification, alors je suis apparu comme le chef du front 57 des FARC³⁷³, tu vois ? Que j'avais séquestré des gens, que j'avais tué, que j'avais pris je ne sais plus quelle prise [militaire]... j'aurais fait de tout. »³⁷⁴

La définition même des zones *humanitaires* fait appel au registre de la protection des populations civiles en zones de conflit. En 2003, grâce à l'activisme des ONGI et des ONG nationales, les communautés obtiennent des mesures de protection accordées par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Le système interaméricain octroie des protections qui donnent beaucoup de visibilité aux communautés, et permettent de faire connaître le cas en Colombie en obligeant la Cour Constitutionnelle colombienne à se prononcer. Quelques leaders ont été amenés à témoigner à la CIDH, accompagnés par des membres des ONG colombiennes. Cet épisode est un pas en avant décisif pour ces communautés, mais cette projection des habitants au niveau international est très rapide et les communautés ignorent les nombreux mécanismes juridiques qui les protègent³⁷⁵. A la violence du déplacement s'ajoute la violence du décalage contextuel entre l'arrivée massive des ONGI de toutes parts et ces populations qui avant le déplacement vivaient en quasi autarcie.

De plus, la construction des zones humanitaires ne résout pas la situation, puisque les communautés reviennent sur leurs terres dans une situation très précaire et dans un

³⁷³ En 2003, 52 membres des zones humanitaires des bassins de Curvaradó et Jiguamiandó sont accusés de collaborer avec la guérilla ou d'en être les chefs.

³⁷⁴ Entretien avec un leader de Jiguamiandó, novembre 2013, zone humanitaire de Camélias, Curvaradó

³⁷⁵ En effet, les mécanismes juridiques de protection qui leur sont accordés sont difficilement appropriés par les leaders paysans qui disposent de peu de compétences, l'ONG CIJYP joue un rôle important dans la transmission progressive de cet usage du droit, c'est ce que nous développerons au cours des prochains chapitres. AGRIKOLIANSKY Éric, « 11. Les usages protestataires du droit », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier et SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux...Op.cit.*, p 225-243.

contexte sécuritaire risqué. En effet, l'instauration de ces zones au début des années 2000 bouleverse les habitudes de vie des habitants. Ils ont tout perdu pendant le déplacement et il faut plusieurs mois pour replanter leurs champs. L'accès aux terres reste délicat, quand celles-ci ne sont pas occupées par les plantations des entreprises. La peur empêche souvent les paysans de s'aventurer trop loin de la zone humanitaire. La reconstruction des maisons prend du temps, mais c'est aussi la vie en village qui crée de nouveaux enjeux, d'ordre sanitaire notamment (assainissements, gestion des déchets, etc.). Les communautés, aidées par les réseaux d'ONG, et notamment la CIJYP, sensibilisent sur leur situation humanitaire alarmante pour recevoir de l'aide médicale, alimentaire, et logistique. Le Secours Catholique, Oxfam, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Christian Aid, la Croix Rouge, etc., investissent largement dans cette zone où tout est à reconstruire. À l'urgence des droits de l'Homme succède la gestion de l'instauration des zones humanitaires. Les communautés représentent alors une population civile en danger qui combine tous les stigmates : population afro-descendante marginalisée, communauté déplacée, situation de conflit armé, zone connue pour son isolement, urgence humanitaire dans ces zones reculées, etc. Un coopérant commente d'ailleurs la situation en parlant de « mode humanitaire » :

« [...] C'est là qu'a commencé la mode humanitaire entre guillemet, puisque c'est le cas de déplacement massif le plus important en Colombie après l'opération Génésis³⁷⁶. Et du coup ça a été la vague humanitaire nationale et internationale. C'est là qu'il fallait être parce que c'est là que ça se passait et qu'il y avait la palme, et c'était symbolique. »³⁷⁷

Les leaders des communautés identifient progressivement ces différents acteurs, et apprennent à connaître les spécificités de chacun, entre les relais nationaux, et les ONG internationales. Propulsés dans ce monde de l'humanitaire qui leur était inconnu, les leaders se forment au contact de ces acteurs internationaux, et de leurs relais colombiens³⁷⁸. Ils tentent également de mettre en place des actions plus pérennes dans les zones humanitaires. Par exemple, un leader³⁷⁹ nous explique comment il a organisé

³⁷⁶ Voir encadré n°5 du chapitre 1.

³⁷⁷ Entretien avec un coopérant, mai 2014, Paris

³⁷⁸ Il est en effet difficile pour les acteurs locaux d'identifier les différents acteurs internationaux qui arrivent en Colombie, notamment entre les ONG d'urgence et de développement. Une complexité qui a aussi suscité de nombreux travaux. SIMEANT Johanna, « Urgence et développement... », *Op.cit.*

³⁷⁹ Entretien avec un membre de Jiguamiandó devenu promoteur de santé de sa communauté, novembre 2013, Jiguamiandó.

des formations de santé, pour que les membres des communautés soient formés pour l'attention médicale de base, afin de ne plus être aussi dépendants des humanitaires. Il explique que de nombreuses ONGI venaient pour délivrer des services de santé, mais qu'entre ces visites il pouvait s'écouler plusieurs mois sans assistance médicale.

Certaines ONGI proposent aux leaders des zones humanitaires de partir à l'étranger pour expliquer leur situation, certains leaders partent alors en Europe, aux États-Unis et au Canada. Le but de ces voyages est de sensibiliser sur la question des droits de l'Homme et des menaces qui pèsent sur les communautés, et de maintenir l'attention humanitaire. Un des plus anciens leaders de Jiguamiandó³⁸⁰ raconte sa première expérience à l'étranger, il dit avoir « survécu » en Allemagne. Dans son témoignage, il explique qu'il était complètement perdu et qu'il a tenté de faire comprendre la situation des communautés afro-descendantes à des étrangers. En racontant ces anecdotes sur la nourriture, les transports et le froid, il rend compte d'une expérience qu'il a vécu comme un choc culturel important, et exprime toutes les difficultés pour se faire comprendre. Pour certains leaders, l'objectif de ces voyages est aussi de commencer à dire ce qu'ils pensent de la situation, qu'ils ne sont pas seulement une population civile en danger, mais que selon eux, le déplacement des populations sert les projets d'agriculture intensive, comme en témoigne le développement de la palme africaine sur leurs territoires.

Au-delà d'une conception misérabiliste de la victime civile, les interactions entre l'ONG CIJYP et les communautés ont en effet mené à la construction de revendications particulières : celles d'une population civile victime d'un modèle économique et d'un État complice des violences. Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó cherchent à obtenir une protection mais aussi à dénoncer les responsables des violences. Le cri humanitaire, et les revendications en termes de droits de l'Homme permettent de capter l'attention dans l'urgence, puis d'expliquer concrètement l'abandon historique de ces territoires, et les intérêts économiques en jeu sur leurs terres.

³⁸⁰ Entretien avec un leader de Jiguamiandó, novembre 2013, zone humanitaire de Camélias, Curvaradó.

L'ACVC se présente comme une population politisée en danger

Face au contexte d'incursion paramilitaire dans la ville de Barrancabermeja et dans la région du Magdalena Medio, l'ACVC va également mettre l'accent sur le registre des droits de l'Homme. Cependant, étant donné l'ancrage politique du mouvement et le réseau social de la région, ce registre s'accompagne d'un discours politique. C'est parce qu'ils défendent leurs droits que les paysans sont pris pour cible dans cette crise humanitaire, tel est le message que l'ACVC souhaite diffuser. L'organisation paysanne, qui vient de se constituer à la fin des années 1990 est désemparée par cette violence et fait d'abord appel aux exilés politiques pour sensibiliser sur cette question, en même temps qu'elle tente d'attirer l'attention d'ONGI de défense des droits de l'Homme.

Elle va tout d'abord mettre à profit le réseau social de la région, et plus particulièrement les organisations de défense des droits de l'Homme. Pablo, membre de Credhos nous raconte qu'il a d'ailleurs été directement pris pour cible à cause de son militantisme, et obligé de s'exiler en Espagne au début des années 2000. Pendant son exil de plusieurs années, il contribue comme les autres, à rendre visible la situation de la prise paramilitaire de Barrancabermeja. Diplômé et fin connaisseur de la zone, son discours est clair quant aux causes qui l'ont poussé à partir et quant à sa position face au conflit colombien. Selon lui, il ne s'agit pas d'une guerre civile mais d'une stratégie paramilitaire et para étatique contre les leaders sociaux, paysans, syndicalistes et défenseurs des droits ; qui sont les premières victimes de cette violence. Son ton de dénonciation politique est plutôt bien reçu par divers secteurs de la gauche espagnole en particulier et européenne en général. Ces exilés portent un message double : ils politisent la violence tout en mettant en exergue un discours sur les droits de l'Homme. Cela se traduit à l'étranger par le développement de réseaux de solidarité créés dans plusieurs pays, et la mobilisation des réseaux des militants de l'Union Patriotique et du Parti Communiste Colombien en exil depuis les années 1980 et 1990. Ce sont là d'autres ressources importantes dans l'internationalisation de la situation de l'ACVC, qui lie ainsi des contacts précieux et rapides à l'étranger. Interrogée sur l'évolution des revendications au sein de l'ACVC, une membre de l'organisation, chargée des partenariats avec les organisations internationales nous explique la progressive sensibilité pour la question des droits de l'Homme:

« L'association a toujours été très active sur le sujet de la diffusion de son travail, de fait depuis qu'il existe internet, l'association s'est toujours bougée pour diffuser son travail, ses motivations, les dénonciations des droits de l'Homme, ça oui avec le sujet des droits de l'Homme...

Plus que sur les questions de la terre ?

Non, oui bien sûr, encore plus avec le sujet des droits de l'Homme, et encore plus pendant le moment où l'action paramilitaire a été aussi forte, les blocus humanitaires, tous ces types de répression forte, on dénonçait tout le temps, l'association dénonçait tout le temps. Je crois aussi que le programme de développement et de paix du Magdalena Medio a joué un rôle et qu'ils ont relayé ces informations, et aussi d'autres réseaux au niveau national colombien. Ces réseaux à leur tour ont leurs relations depuis la décennie des années 1980 plus ou moins, en Europe, où en raison de la problématique des droits de l'Homme, les groupes de droits de l'Homme en Colombie ont commencé à ouvrir les portes au niveau européen avec des groupes de solidarité et surtout avec les exilés, les exilés persécutés...

De l'UP ?

De l'Union Patriotique oui, ou d'autres secteurs qui ont dû s'exiler. Tous ces gens en arrivant en Europe ont créé des réseaux. C'est par là que ça s'est fait, non ? Alors, comment dire... quand la situation des droits de l'Homme dans le pays, et dans la vallée du fleuve Cimitarra est devenue grave, ici au niveau interne de l'association, on s'est lié avec les autres organisations. Ce qu'on appelle la Coordination Europe-États-Unis a eu à voir aussi là dedans, c'est un réseau, un réseau de plus de 200 organisations de droits de l'Homme, syndicales, sociales, etc. les droits de l'Homme sont l'objet de travaux, et l'objectif de l'essor de ce réseau a été, qu'en commun avec des organisations, ils ont présenté des rapports à l'ONU sur la situation des droits de l'Homme, un rapport annuel. Bon ça c'était l'intention pour créer ce réseau, mais bien sûr autour de tout ça plein de relations se font, et plein de travail au niveau international. [...]

Mais ça a été plus facile de sensibiliser sur la question des droits de l'Homme ?

Oui, en Colombie le thème des droits de l'Homme est très fort. Le thème de la terre est un sujet de plus en plus visible depuis qu'a pu être dénoncé le niveau de dépossession terrible qui s'est réalisé et s'est perpétué à travers le paramilitarisme. Et pareil, ces réseaux des droits de l'Homme, du mouvement... tout ça a été dénoncé au niveau international et ça a fait que le gouvernement de Santos au début a dû s'asseoir et dire bon ça c'est trop évident au niveau international, on ne peut plus l'étouffer, il faut qu'on fasse quelque chose. Alors ça on va dire, ce niveau de dénonciation qu'il y a eu au niveau interne du mouvement social colombien, et la réaction de l'État ont fait qu'il y a eu une ouverture sur le sujet. »³⁸¹

³⁸¹ Entretien avec un membre de l'ACVC, octobre 2013, Bogotá

Les liens avec les militants des partis politiques, et les nombreux exilés permettent ainsi à l'ACVC de sensibiliser rapidement sur sa situation. Par la suite cette internationalisation bouleverse rapidement la stratégie de l'organisation, puisque le thème des droits de l'Homme n'était pas une revendication qui était formulée comme telle au niveau local. De plus, l'ACVC crée des liens multiples à l'étranger, ce qui n'est pas sans avoir un impact sur la manière de construire les revendications au sein de l'organisation.

Cette internationalisation se reflète dans l'aide reçue dans la région du Magdalena Medio, notamment à travers le rôle du programme de développement et de paix pour le Magdalena Medio (PDPMM). Celui-ci joue un rôle clé dans la coordination de l'aide internationale qui afflue dans la région, dans l'internationalisation des revendications des paysans, et dans l'alerte autour du sujet des droits de l'Homme. L'Union Européenne (UE) investit massivement dans ce Laboratoire de Paix, et aux côtés de plusieurs organisations sociales à Barrancabermeja une aide particulière est formulée pour endiguer cette violence. L'UE, le PNUD et la Banque Mondiale, accompagnent ainsi ce diagnostic régional autour de la crise dans le monde rural. Les relais locaux, au sein desquels l'ACVC, insistent pour considérer la violence sans oublier les conditions socio-économiques derrière ces violations des droits de l'Homme. Ce cadrage si particulier est le résultat de l'influence de toutes les organisations sociales de Barrancabermeja mais aussi de l'Église ; car le diocèse de Barrancabermeja et la Pastorale Sociale ont joué un rôle non négligeable au sein du PDPMM. C'est ainsi que l'ACVC se nourrit de ces réflexions pour formuler la crise qu'elle vit. Ubelsen Duque, responsable du PDPMM parle d'ailleurs de « maturité politique » et d'un « poids territorial »³⁸² à Barrancabermeja, pour expliquer cette formulation originale de la crise. Il explique que face au déplacement massif des populations dans le reste du pays, son but est que les personnes puissent avoir les moyens de mener à bien leur résistance. Le programme accompagne des formations et finance les projets productifs de l'ACVC comme le projet emblématique des buffles du village de Puerto Matilde. Les défenseurs des droits de l'Homme et les leaders paysans organisent également des ateliers pour sensibiliser sur les droits de l'Homme et le droit international humanitaire ; pour informer les populations sur la situation en cours, et pour leur donner des clés de

³⁸² Entretien avec Ubelsen Duque, directeur du Programme de Développement et de Paix du Magdalena Medio (PDPMM), octobre 2013, Barrancabermeja

réponse face aux acteurs armés³⁸³. Ces ateliers permettent également à l'organisation paysanne de mettre en avant ses revendications dans différents villages et de se faire connaître auprès d'habitants qui ne connaissaient pas encore l'organisation. L'appui international qu'implique ce nouveau cadre de revendications « droits de l'Homme » permet aussi à l'association de gagner en crédibilité auprès des paysans et auprès des ONGI avec qui elle travaillait déjà. C'est le début d'un réel tournant dans le renforcement des capacités de l'organisation paysanne. Plutôt que de se présenter comme des victimes de violations des droits de l'Homme, les paysans cherchent à dénoncer une situation qu'ils perçoivent comme injuste. Les droits de l'Homme permettent finalement de révéler une situation plus structurelle au-delà même des enjeux fonciers.

Les paysans colombiens de l'ACVC et du Bas Atrato sont amenés à parler de droits de l'Homme pour faire face à l'urgence de la situation humanitaire. Ces deux organisations paysannes font référence à ces périodes de violence comme un tournant dans leur combat pour la terre, puisqu'elles ont directement été prises pour cible dans le conflit armé. Bien que les paysans brandissent la banderole des droits de l'Homme, les deux processus étudiés n'entendent pas ces droits de la même manière. D'un côté les communautés parlent de la protection physique tandis que l'ACVC y voit surtout des droits politiques. On observe encore une fois la prégnance des conceptions locales et le rôle des ancrages régionaux dans ces formulations. Par conséquent, l'abondante littérature sur l'usage de la « norme droits de l'Homme » ne permet pas de rendre compte des pratiques des acteurs locaux autour de cette mobilisation³⁸⁴. Les organisations paysannes cherchent en effet à sensibiliser les acteurs internationaux à d'autres revendications, notamment sur la situation plus générale des campagnes

³⁸³ Un leader local témoigne de ce changement important pour les habitants, qui ont pris conscience de leur situation : « [...] à cette époque on ne parlait pas de droits de l'Homme, et encore moins de droit international humanitaire, parce qu'on ne reconnaissait même pas qu'il y avait un conflit en Colombie. Une armée régulière et une autre irrégulière, alors à cette époque quels droits de l'Homme ? Mais alors qu'est ce qui se passait ? La même chose qu'aujourd'hui, le déplacement, mais en se taisant, les gens s'en allaient, d'une parce qu'il n'y avait pas d'entrée économique, et de deux parce que comme le cas de mon beau père, si vous aidiez dans la ferme de un tel, ou du conservateur, voilà comment ça va tourner, alors tu vois [il fait référence ici à la violence entre libéraux et conservateurs] ». Entretien leader de l'ACVC, décembre 2012, Puerto Matilde.

³⁸⁴ KECK. E. Margaret, SIKKINK Kathryn, *Activists Beyond Borders... Op.cit.*

colombiennes. Ainsi il convient d'aborder la cause des droits de l'Homme à travers ses multiples pratiques locales³⁸⁵.

Les corolaires de l'arrivée des ONGI sont multiples, notamment au niveau local dans les pratiques des habitants, peu habitués à cette présence étrangère. Premièrement elle oblige à penser l'internationalisation et donc elle pousse les organisations à formuler une aide. Deuxièmement en formulant une aide, les organisations doivent ainsi projeter des causes à défendre. Or, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, les deux organisations paysannes sont encore en construction ces réflexions occupent ainsi une place importante dans leur formation. La mobilisation autour des droits de l'Homme se fait de manière plus ou moins désordonnée, puisque les paysans ont recours à tous les partenaires et acteurs susceptibles de les accompagner dans cette urgence. C'est dans ce contexte que se construisent les premières solidarités internationales. Progressivement, les acteurs apprennent à connaître leurs interlocuteurs et à différencier les différents acteurs de l'humanitaire, pour expliciter plus précisément leurs revendications, et remettre en avant la question de la terre.

Des droits de l'Homme à la terre : vers des causes plus complexes

Passée l'urgence humanitaire et les besoins de premières nécessités, les organisations paysannes se construisent dans un contexte où la dimension internationale est plus présente. Avec l'irruption des droits de l'Homme dans les campagnes, les paysans ont pu mesurer l'importance des mots. Les questions relatives à la terre ne sont pas pour autant résolues, et les leaders vont faire évoluer les questions agraires classiques en y intégrant le langage des droits de l'Homme. Aux côtés de ces nouveaux partenaires internationaux, les organisations paysannes recentrent ainsi leurs revendications autour des enjeux fonciers, cependant cette construction ne se fait pas de manière linéaire, elle est le produit d'interaction entre tous ces acteurs.

Au niveau international, le débat classique entre droits civils et politiques d'un côté et droits sociaux économiques de l'autre s'apaise vers la définition de nouveaux types de droits, des droits dits de « troisième génération ». Cependant, encore une fois,

³⁸⁵ David Ambrosetti montre que les pratiques, contrairement aux discours, nous renseignent sur les différentes perceptions des causes par les acteurs, sur les manières dont ils incorporent le « corpus droits de l'Homme » à leurs causes locales, et également sur les effets, en interne des organisations, de cette nouvelle mobilisation. AMBROSETTI David, « L'humanitaire comme norme du discours au conseil de sécurité : une pratique légitimatrice socialement sanctionnée », *Cultures et Conflits*, n°60, 2005, p 39-62.

ces débats internationaux prennent une tonalité toute particulière dans le conflit colombien. L'activisme en faveur des droits de l'Homme est très important en Colombie, et les nombreuses ONG colombiennes cherchent à orienter l'action de solidarité internationale en Colombie d'une certaine manière. La redéfinition de causes plus complexes, qui fusionnent droit à la terre et droit de l'Homme, correspond en partie aux enjeux locaux des organisations paysannes, qui construisent ainsi une conception plus intégrale de leurs revendications.

L'appropriation par les ONG colombiennes de nouveaux droits reconnus au niveau international

La reconnaissance des droits de l'Homme comme principes fondamentaux a connu plusieurs vagues de définition mais aussi de crispation et de conflit, loin d'une définition linéaire et consensuelle. Entre la défense des droits civils et politiques (les droits individuels comme la liberté d'expression, la liberté de conscience, etc.) et la défense des droits économiques et sociaux (les droits collectifs comme l'égalité de traitement, le droit du travail, etc.) les deux blocs de la guerre froide ont longuement défendu la suprématie de certains droits de l'Homme sur d'autres.

En Amérique Latine ces conflits discursifs se sont également traduits par des voies armées. En Colombie, la défense des libertés prônée par des gouvernements alliés des États-Unis ont dû faire face à la naissance de guérillas marxistes, qui mettaient en avant la défense des droits économiques et sociaux. La fin de la guerre froide comme la constitution de 1991 en Colombie ont présagé d'un élargissement de ces questions, en reconnaissant des droits collectifs pour des identités particulières. Le sommet de la terre de Rio en 1992 confirme également cet avènement de « nouveaux » droits de l'Homme en mettant en avant le droit à un environnement sain, au développement durable mais aussi à l'autonomie et au respect du multiculturalisme. La conférence mondiale de Vienne de 1993 termine de consacrer cette interdépendance des trois générations de droits de l'Homme, c'est le début de multiples sommets : droits de la femme, environnement, droits des peuples indigènes, etc. Ces évolutions peuvent également s'observer au sein des grandes ONGI comme Amnesty International³⁸⁶ qui a effectué ce qu'Eric Poinot appelle « un tournant économique et social » après longtemps travaillé

³⁸⁶ POINSOT Éric, « Vers une lecture économique et sociale des droits humains : l'évolution d'Amnesty International », *Revue française de science politique*, vol 54, n°3, 2004, p 399-420. Il étudie les rapports de force internes et externes qui ont conduit l'ONG à adopter de nouveaux statuts au début des années 2000.

sur la question de la défense des prisonniers d'opinions. Ces évolutions des droits de l'Homme tiennent à des contextes bien précis tant au Nord qu'au Sud, comme l'ont développé Yves Dezalay et Bryant Garth³⁸⁷ dans leurs analyses à partir des cas du cône sud latino-américain.

L'importation de ces débats au cas colombien va se faire de manière très particulière. En effet, les ONGI qui travaillent sur cette question trouve en Colombie un réseau national très dense d'ONG nationales. Ces ONG sont majoritairement composées de juristes possédant une connaissance très fine de la situation mais elles ne partagent pas toutes les mêmes approches des droits de l'Homme et de leur défense. Cette internationalisation de la situation colombienne permet de protéger les populations locales mais elle ne permet pas de faire pression sur l'État colombien, l'« effet boomerang »³⁸⁸ ne fonctionne pas en Colombie. En effet, le contexte colombien n'est pas à proprement parler un contexte répressif puisque, nous l'avons vu, le phénomène de violence à l'encontre des acteurs sociaux n'est pas seulement étatique. De même, il existe des mécanismes de protection propres à la législation colombienne qui permettent de protéger et d'accompagner les acteurs sociaux menacés dans leurs démarches et dans leur reconnaissance. Les paysans de l'ACVC comme les communautés afro-descendantes font d'ailleurs directement écho à ces droits à travers la loi sur les zones réserves paysannes et celle sur les territoires collectifs. Enfin, les nombreuses ONG colombiennes de défense des droits de l'Homme sont très bien formées et ont su, au cours des mobilisations, interpellier pour protéger les personnes menacées. Les travaux sur l'effet boomerang suggèrent une vulnérabilité interne des systèmes citoyens d'alerte, or ce n'est pas le cas des acteurs colombiens.

La Colombie connaît dans les années 1980 et 1990 un essor considérable des ONG de juristes défenseurs des droits de l'Homme³⁸⁹. La richesse du tissu associatif et l'expérience nationale de mobilisation conduit à un développement original des réseaux de solidarité internationale en Colombie. En effet, ces ONG ont chacune leur conception des droits de l'Homme, en partie liée à leur positionnement vis-à-vis du conflit et de l'interprétation qu'elles en font, par conséquent, elles orientent l'action internationale en faveur de la Colombie. Elles contextualisent la défense des droits de l'Homme et

³⁸⁷ DEZALAY Yves, GARTH G. Bryant, *La mondialisation des guerres de palais...Op.cit.*

³⁸⁸ SIKKINK Kathryn, RISSE, Thomas, ROPP Stephen, *The power of Human Rights...Op.cit.*; SIKKINK Kathryn, RISSE, Thomas, ROPP Stephen *The persistant power of Human Rights...Op.cit.*

³⁸⁹ Nous renvoyons à l'annexe n°10 qui présente les ONG spécialisées dans les droits de l'Homme, celle-ci est inspirée des travaux de Sophie Daviaud, et de nos propres recherches.

cherchent à politiser ces violations. Dans son étude des droits de l'Homme en Colombie, Sophie Daviaud³⁹⁰ met en avant la pluralité des ONG colombiennes, mais aussi les dissonances dans les différentes orientations de celles-ci. Les premières organisations de défenseuse des droits de l'Homme sont d'abord des petits groupes fermés qui se focalisent sur la défense des prisonniers politiques (les « délits de rébellion » sont à cette époque confiés à des tribunaux militaires), elles critiquent les mesures d'exception (avec le statut de sécurité de 1978 mis en place par le président Turbay³⁹¹) et elles dénoncent la torture. Le statut de sécurité suscite de vives oppositions et une des premières grandes conférences sur les droits de l'Homme est organisée à Bogotá sur le sujet en 1979³⁹². Malgré cet engouement pour les droits de l'Homme dans la lignée d'Amnesty International, les premières ONG colombiennes, très marquées par le marxisme restent méfiantes à l'égard de ces droits « occidentaux » et des ONG étrangères³⁹³. Ainsi, « cette vision des droits de l'Homme est liée à un contexte bien particulier de violence mais aussi à une stratégie politique »³⁹⁴ selon Sophie Daviaud. Certaines ONG tentent de maintenir une ligne « neutre » tandis que d'autres dénoncent au contraire les responsabilités d'un acteur en particulier. En effet, les premières ONG dénoncent les exactions de l'État et des paramilitaires, puis intègrent dans les années 1980 les crimes commis par les guérillas. C'est la période dite de la « guerre sale »³⁹⁵

³⁹⁰ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme... Op.cit.*

³⁹¹ Le statut de sécurité, décidé par le président Turbay en 1978 est l'application de l'état d'exception. En raison des menaces des guérillas, le gouvernement décide d'octroyer des mesures supplémentaires à l'armée dans la lutte contre l'ennemi interne. Cela s'est traduit par un durcissement des sanctions pour perturbation à l'ordre public (se couvrir le visage lors d'une manifestation par exemple était puni d'un an de prison) et le jugement des « délits politiques » à l'encontre de la nation par une justice militaire. De nombreuses ONG ont alors dénoncé les dérives de cet état d'exception, et les persécutions à l'encontre des leaders sociaux. Suite à la visite d'Amnesty International en 1982, dont le rapport confirme les atteintes graves aux droits de l'Homme, et sous la pression de diverses ONG, le président Turbay met fin à ces mesures d'exception.

³⁹² La conformité des mesures d'exception avec la constitution et avec les conventions internationales sur les droits de l'Homme y est longuement évoquée. Plusieurs rapports découlent de cette conférence : sur les restrictions des libertés d'opinion, sur les cas de torture, sur la militarisation de certaines zones, etc.

³⁹³ Les travaux de Winifried Tate montrent la manière dont les militants colombiens se représentent la communauté internationale destinataire de leur activisme. Elle montre ainsi qu'il y a deux types de visions : d'un côté les utopistes qui pensent que la communauté internationale peut soutenir leur cause, et les dystopiques qui pensent que le système est corrompu par les intérêts américains et qu'ils risquent de perdre leur autonomie et leur authenticité dans l'internationalisation. TATE Winifred, *Counting the dead: the culture and politics of human rights activism in Colombia*, Los Angeles, Ed University of California press, 2007.

³⁹⁴ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme... Op.cit.*, p 117.

³⁹⁵ La période de la guerre sale désigne une période de pic de violence à la fin des années 1980. Le parti politique de l'Union Patriotique est disséminé, avec l'assassinat et la disparition d'une grande partie de ses membres. Les leaders sociaux, paysans, indiens, afro-descendants, et d'autres franges de partis politiques de gauche sont également victimes d'assassinats, de disparition, de torture et de faux positifs. Cette radicalisation est notamment due à l'augmentation du pouvoir des paramilitaires mais également à l'essor fulgurant du narcotrafic. Les cartels de la drogue, et en particulier celui de Medellín, ont créé un climat de terreur dans le pays en utilisant la violence contre les politiques, les journalistes, mais aussi un certains nombres de magistrats.

qui fait basculer de nombreuses ONG menacées vers le thème des droits de l'Homme, une période où de nombreux mouvements sociaux prennent clairement leurs distances vis-à-vis des guérillas. La Commission Colombienne de Juristes joue un rôle clé en portant certaines interrogations devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme et organise un séminaire en 1989 sur la question de l'efficacité des instruments internationaux de défense des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Cependant la culture du droit, très ancrée dans le pays, continue de marquer le rapport aux droits de l'Homme et le rapport à la politique en général. La pluralité des ONG colombiennes continue aujourd'hui de refléter cette polarisation politique, avec des ONG qui se focalisent contre les crimes de la guérilla notamment les enlèvements, d'autres qui insistent sur les crimes d'État et sur les disparus, tandis qu'une nouvelle génération d'ONG cherche plutôt à faire la promotion des droits de troisième génération.

La cause « droits de l'Homme » est donc loin de faire consensus et doit être comprise à l'aune de l'histoire des différents acteurs sociaux qui la mette en exergue. En Colombie on observe bien une autonomisation de cette cause internationale, puisque les droits de l'Homme ont d'abord été la prérogative d'un secteur important de la gauche colombienne (du Parti communiste puis de l'Union Patriotique) et plus particulièrement des ONG qui dénoncent les crimes d'État ; avant de se développer en une réelle expertise aujourd'hui avec une diversité d'ONG spécialisées sur le sujet. Après avoir maintenu un cadrage très colombien des enjeux droits de l'Homme, les ONG colombiennes se rapprochent aujourd'hui de conceptions plus « universelles » ; à l'image du mouvement observé par Yves Dezalay et Bryant Garth au niveau du continent³⁹⁶. Tant les capacités organisationnelles des ONG nationales que l'importance d'un capital militant « droits de l'Homme » dans ce pays ont permis un cadrage si particulier de cette thématique.

Ces débats nationaux ont un impact au niveau local étant donné la proximité des organisations paysannes avec ces ONG. Les organisations paysannes étudiées mobilisent par conséquent un lexique juridique complexe, inspiré de la législation colombienne (loi 70 de 1993 sur les territoires collectifs, mais aussi la loi 160 de 1994 sur les zones de

³⁹⁶ Yves Dezalay et Garth Bryant ont montré le développement de l'expertise des droits de l'Homme en Amérique Latine, et l'évolution des conceptions des droits de l'Homme. D'abord pensée comme une pratique hégémonique des États-Unis contre le communisme, la promotion des droits de l'Homme devient progressivement un champ autonome en Amérique Latine. Dans chaque pays des acteurs s'approprient ces thématiques et se professionnalisent. DEZALAY Yves, GARTH G. Bryant, *La mondialisation des guerres de palais...Op.cit.*

réserve paysanne), aux côtés des grandes conventions internationales sur le respect des droits de l'Homme. Des droits spécifiques sont progressivement devenus le fer de lance des organisations paysannes qui se sont appropriées ces législations nationales pour positionner leurs revendications territoriales.

Des nouveaux droits aux résonances particulières pour les acteurs locaux

En Colombie, ces décalages entre générations de droits se sont en partie reflétés au sein des acteurs de la société civile, entre d'un côté les différentes organisations de défense des droits civils et politiques que nous avons évoqué, et de l'autre côté des mouvements locaux (paysans, syndicalistes, associations de quartiers, etc.) qui mettent plutôt en avant l'importance des conditions matérielles d'existence. Ces deux types d'organisation sociale semblent avoir évolué en parallèle, pour progressivement collaborer³⁹⁷.

Une conception intégrale des droits de l'Homme permet aux paysans de faire la synthèse entre les menaces qui pèsent sur eux en termes d'intégrité physique et les demandes en termes de justice sociale. Progressivement, on observe donc au sein des organisations paysannes une transformation des questions agraires classiques des années 1970 vers des revendications en termes de développement alternatif, autour du « droit à la vie et au territoire ». Par une formulation universelle (droits de l'Homme) les acteurs peuvent faire des demandes plus spécifiques (la terre) selon la formule de Sophie Daviaud³⁹⁸. En effet, plus les mobilisations sont dynamiques et plus l'éventail des demandes évolue. C'est que démontre Esmeralda Prada³⁹⁹ dans son étude sur l'évolution des mobilisations paysannes et indiennes dans le pays. Entre 1975 et 1990, les organisations se sont concentrées sur la revendication de la propriété de la terre, la dénonciation des violations des droits de l'Homme et les demandes en termes de

³⁹⁷ Peu d'étude pose la question de cette imbrication. En effet, la sociologie des ONG est souvent déconnectée de la sociologie des mouvements sociaux, comme si ces deux types d'acteurs n'appartenaient pas au même monde social, bien que les auteurs mettent en avant les ponts évidents entre ces deux « mondes ». D'un côté des études se focalisent sur des mouvements agraires, indiens et afro-descendants en particulier, tandis que d'autres posent la question du militantisme juridique au sein des ONG de défense des droits de l'Homme.

³⁹⁸ DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme... Op.cit.*

³⁹⁹ PRADA Esmeralda, « Luchas campesinas e indígenas »..., *Op.cit.* ; PRADA Esmeralda, « La protesta en el campo colombiano. De la lucha por la tierra a la defensa de los derechos humanos (1990-2003) », *Revista OSAL*, n°11, 2003, p 54-64.

services publics. Puis, à partir de 1991 jusqu'aux années 2000, le thème de la participation politique a trouvé un nouveau regain chez les paysans.

La crise humanitaire profonde que connaissent les mouvements locaux en Colombie dans les années 1990 conduit à un rapprochement significatif entre ces secteurs plus ruraux et sectorisés et les ONG colombiennes, traditionnellement plus urbaines et composées de membres issus de professions libérales (une grande majorité d'avocats). En prenant la défense de cas emblématiques, et en affirmant un alignement avec les mouvements sociaux populaires, les grandes ONG colombiennes ont cependant été directement menacées, comme c'est le cas du CINEP, de la CIJYP ou encore de Credhos. Défendre l'intégrité physique des personnes est alors la priorité, et les mouvements populaires et paysans ne perdent pas de vue que les menaces à leur encontre poursuivent des buts bien précis. Cette fusion militante, entre les avocats urbains et les leaders paysans, joue également un rôle dans les nouvelles revendications mises en avant par les organisations paysannes. En effet, aux côtés des discours locaux sur la terre, certains leaders ont acquis des capacités juridiques pour défendre différents types de droits. Tandis qu'ils ont montré aux ONG l'importance de la terre pour leur survie, ils ont également appris à leurs côtés à intégrer les droits civils et politiques qu'ils possèdent en tant que citoyens colombiens, et non seulement en tant que paysans. D'un discours sur la défense de la terre, « *en defensa de la tierra* », les organisations paysannes reformulent leurs revendications en termes d'exigence d'un droit à la terre « *derecho a la tierra* ». Un leader de l'ACVC exprime d'ailleurs très clairement ce registre de l'exigence:

« [...] Pour travailler en société, pour défendre l'environnement, logiquement c'est avec les droits de l'Homme et en premier lieu avec les droits de l'Homme, non ? Parce que c'est de là que tout prend racine, ensuite viennent les branches : la terre, le territoire et l'environnement. Mais aussi, à l'intérieur des droits de l'Homme il y a le DIH, le droit international humanitaire, et la démocratie, non ? La participation, nous l'exigeons parce que la loi dit que nous pouvons participer, que nous pouvons nous organiser, que nous pouvons nous exprimer, alors le gouvernement ne peut pas nous demander pourquoi nous le faisons, ils le savent, qu'ils se trompent et qu'ils veulent nous embrouiller ça c'est autre chose. Qu'ils exécutent nos exigences, parce que mendier jamais nous ne le ferons, nous devons leur

exiger, ce qui est différent, parce qu'ils ont l'obligation de nous donner, de nous aider, parce nous avons des droits. »⁴⁰⁰

L'énoncé même des sigles du droit international humanitaire (DIH) par ce leader originaire d'un village du Magdalena Medio marque une appropriation du langage juridique de défense des droits, un vocabulaire qui n'était pas employé dans cette région auparavant. Cette posture d'exigence et la formulation des revendications en termes de droits permettent également un changement profond dans la rhétorique des organisations paysannes. Elles ne sont plus face à une violence incontrôlée dont elles sont les victimes, les paysans sont devenus des détenteurs de droits qui vivent une injustice. La fusion des questions socioéconomiques et politiques entraînent par conséquent un changement de destinataire des revendications, les paysans s'adressent directement à l'État. Pour les paysans, l'État doit pouvoir garantir le développement dans les campagnes, pouvoir assurer la sécurité de ses citoyens, et ces derniers ont le droit d'être représentés. Des questions comme l'accès aux bureaux de vote, qui étaient importantes du temps des campagnes politiques de l'Union Patriotique, reviennent alors à l'ordre du jour. L'enclavement des campagnes est mis en parallèle dans le discours des organisations paysannes avec leur manque d'existence politique, et les paysans se dirigent progressivement, non sans peur, vers certaines institutions étatiques. Ce constat est également partagé par Leila Célis⁴⁰¹ qui a travaillé sur l'évolution des revendications des organisations paysannes colombiennes. Elle explique que les paysans ont fusionné la question des droits de l'Homme avec les questions foncières. Selon elle c'est l'action paradoxale de l'État colombien, entre répression et promotion des droits de l'Homme, qui a donné de nouvelles opportunités de mobilisations. Ainsi, les organisations radicalisent leur rapport à l'État tout en adoptant des pratiques plus institutionnelles.

L'essor des questions culturelles et des droits des minorités joue également un rôle clé dans l'évolution des revendications des organisations paysannes. Ces droits ont une résonance particulière pour les communautés afro-descendantes. En tant que minorité ethnique, elles ont le droit d'être protégées et d'avoir des garanties sur leurs territoires. Cependant, la mise en avant de ces nouvelles revendications prend du temps, même si la loi concernant les titres collectifs (loi 70) date de 1993, ce n'est que plus récemment que

⁴⁰⁰ Entretien avec un leader de l'ACVC, décembre 2012, village de Puerto Matilde.

⁴⁰¹ CELIS Leila, *Les mouvements sociaux dans le contexte de conflit armé : cause et effets de la défense des droits humains 1980-2012*, Thèse soumise à la Faculté d'études supérieures et postdoctorales comme exigence partielle du doctorat en sciences politiques, Université d'Ottawa, 2013.

les communautés ont fait appel à la Cour Constitutionnelle colombienne pour garantir la restitution de leurs territoires au nom de leur ancestralité. Il a en effet fallu du temps pour faire face à l'urgence, mais aussi pour que les communautés apprennent et s'approprient les multiples règles juridiques et les décisions de la Cour Constitutionnelle colombienne. Malgré une impression d'évolution progressive vers de nouveaux droits, les nouveaux cadrages des causes ne sont pas linéaires, au sein des collectifs ces revendications ont suscité des interrogations quant à l'identité même de l'organisation.

Le territoire au centre des revendications paysannes

Depuis quelques années, les discours sur les droits de l'Homme semblent avoir cédé le pas à d'autres types de revendication au sein des mouvements paysans. Plus politiques, plus présentes également sur la scène nationale, les organisations paysannes colombiennes ont renouvelé encore une fois leurs revendications. Il ne s'agit plus seulement d'une vision intégrale des droits de l'Homme, où se mêleraient les différentes générations de droits avec au centre la protection de l'humain et de sa terre, il est également question du territoire. Les revendications territoriales semblent rassembler de nombreux mouvements, notamment les paysans, les indiens et les afro-descendants, qui ont pu avoir à certains moments de profondes divergences sur les questions agraires. Le territoire rassemble aussi parce qu'il parle plus au niveau local, et fait écho au « droit à la vie », qui va de l'intégrité physique à la protection d'un mode de vie particulier, mais qui englobe également l'accès à la terre. Désormais le « droit au territoire » comprend toutes les implications culturelles, politiques et économiques que la lutte face aux pressions foncières exercées par les grands propriétaires terriens, les firmes de l'agrobusiness et le secteur extractif représente. Au-delà d'une dimension individuelle des droits de l'Homme, le mouvement paysan cherche également à redonner une dimension collective à ses revendications, pour proposer des projets de développement alternatif face à un contexte national en profonde mutation. Le territoire, dans sa projection à la fois spatiale et collective permet cette osmose si propre aux acteurs rencontrés. Les revendications territoriales allient ainsi action collective et action sociale qui se traduisent dans des plans de développement locaux mis en place par les communautés paysannes. Les nouvelles formes d'accaparement des terres nécessitent

également pour les paysans de défendre le territoire, puisque la bannière des droits de l'Homme ne suffit plus.

Quand les droits de l'Homme ne suffisent plus

Les violences massives et surtout visibles (massacres, assassinats, déplacements forcés, destructions systématiques de biens privés, etc.) se sont estompées depuis quelques années en Colombie, laissant place à des formes de répression plus subtiles et moins visibles. Cela est dû à plusieurs facteurs, à la recomposition des groupes paramilitaires dans certaines régions, ainsi qu'aux caractéristiques propres du contexte colombien, mi- répressif mi- protecteur au sein duquel la lutte pour la terre devient éminemment plus complexe.

Plusieurs observateurs ont pu remarqué une graduelle politisation des groupes paramilitaires – *las aguilas negras, los rastros, los serafines, los urabeños*, pour ne citer que les principaux groupes opérant dans les régions de nos terrains – dans le sens où ces derniers s'emparent progressivement des administrations et des organes de décision au niveau local. Alors qu'autrefois ils contrôlaient ces espaces politiques locaux *via* des mécanismes de cooptation et de menaces avec un recours permanent à la violence, certains sont maintenant directement au sein des administrations et des conseils municipaux. L'enchevêtrement d'intérêts entre acteurs politiques et acteurs armés contribue à brouiller les démarcations et donc les possibilités d'action pour les acteurs sociaux. Des héritiers de groupes paramilitaires gèrent ainsi des budgets, priorisent les investissements sociaux et économiques sur des zones aussi stratégiques économiquement que défavorisées au niveau social. Par exemple, dans la région du Magdalena Medio de nombreuses autorisations d'exploration et d'exploitation des mines ont été accordées sur des territoires protégés en réserve de forêt ou encore en zone de réserve paysanne. Ce phénomène d'ancrage des acteurs paramilitaires au sein même des institutions⁴⁰² s'illustre tout particulièrement dans les alliances ponctuelles au niveau local pour obtenir certains postes clés, par exemple dans les mairies de Remedios et de Segovia où les paramilitaires investissent la politique locale. Au cours d'une réunion locale avec des paysans des localités de Remedios, certains leaders de l'ACVC ont dû

⁴⁰² GRAJALES Jacobo, *Privatisation de la violence et formation de l'État. Le cas du phénomène paramilitaire en Colombie*, mémoire de recherche, Sciences Po CERI, 2009.

modérer leur ton revendicatif en raison de la présence d'un représentant de la mairie connu comme étant un paramilitaire de cette localité.

Encadré n°10. Une mobilisation en situation de contrainte à Remedios.

Se mobiliser en situation de contrainte : réunion de l'ACVC à Remedios⁴⁰³

Arrivée à Remedios : Une journée de route depuis Barrancabermeja. L'ambiance du village est d'emblée très pesante, tout le monde s'observe. Sur la route pour parvenir jusqu'à Remedios, nous observons un aéroport doté d'une tour de contrôle et un avion en plein milieu de la montagne. On nous indique que cette zone était apparemment utilisée pour envoyer de la cocaïne par avion à l'étranger. Nous nous demandons pourquoi cet aéroport clandestin est toujours en fonctionnement.

Nous accompagnons ce jour-là les leaders de l'ACVC pour une rencontre paysanne qui doit durer deux jours. Nous arrivons la veille à Remedios, et le responsable de cette section de l'ACVC nous reçoit pour nous expliquer le contexte de la région. D'emblée il tient à montrer que Remedios est une région à part du reste du Magdalena Medio et de ce que nous avons pu observer jusqu'alors. Ici, nous dit-il, tout est complexe, certains paramilitaires sont avec la police, d'autres groupes avec l'armée et les ressources minières de la région (de l'or principalement) sont la motivation première de tous ces acteurs. Au milieu de tout cela, annonce-t-il sans détour, l'ACVC doit s'adapter. Il moque alors gentiment les projets productifs portés par d'autres sections de l'ACVC pour montrer qu'ici le seul objectif est de continuer à perdurer en tant qu'organisation sociale pour les paysans : « Là-bas (à Barrancabermeja) ils sont avec des *manaties* (animal de rivière en voie d'extinction) et des campements écologiques, ici le sujet c'est la mine et c'est du lourd »⁴⁰⁴. Nous sommes loin du cœur de la région, la culture de la mine est profondément ancrée dans les mentalités des paysans, la culture de la terre n'est plus rentable, et les habitants cherchent un enrichissement facile dans les mines. Le contrôle paramilitaire est à la fois territorial et politique nous prévient ce leader, ce que nous observerons le jour suivant pendant les réunions.

Rencontre paysanne : L'ACVC a réuni plusieurs conseils d'action communales pour tenter de mettre en commun les problématiques sociales et économiques dans les campagnes. Les débats entre paysans des différentes localités rurales portent sur le manque d'infrastructure, sur l'isolement, sur la pauvreté des récoltes, sur la faiblesse des écoles et de l'accès à la santé, etc. Le ton monte parfois et l'exaspération est ressentie par tous. Les paysans doivent par la suite présenter un cahier des doléances à la mairie pour mettre en avant leurs principales difficultés et entamer un dialogue. L'ACVC agit ainsi comme un lien pour coordonner ces doléances individuelles.

Echange avec l'administration municipale : Dès l'entrée du représentant de la mairie, les paysans se taisent, ceux qui étaient en colère la veille contre l'administration ne prennent pas la parole. Au contraire, face à la réaction du représentant de la mairie, qui les interpellent personnellement et adopte un discours très paternaliste, ils restent réservés. Seul le représentant de l'ACVC énonce les problématiques des paysans, en gommant totalement le ton habituellement revendicatif des leaders paysans de l'organisation. C'est la première fois que nous observons un membre de l'ACVC dans un discours aussi « neutre » et surtout extrêmement prudent, loin de la virulence des propos politiques qu'ils peuvent avoir en d'autres occasions, d'autant plus que nous connaissons bien ce leader et l'avons déjà vu adopter un tout autre discours. Surprise par cette attitude nous interrogeons par la suite ce leader : il résume la situation en expliquant que le but dans cette région est de maintenir un

⁴⁰³ Encadré réalisé à partir des notes du journal de terrain Juillet 2014

⁴⁰⁴ Retranscription des notes du journal de terrain, Remedios Juillet 2014

équilibre précaire pour garantir un minimum aux paysans. Le contexte a changé. En effet, les groupes paramilitaires ont par exemple soutenu des initiatives populaires, comme le Front Ample pour la Paix, un forum de discussion participatif sur les dialogues de paix. Le leader de l'ACVC nous explique que les paramilitaires actuels se reconvertissent en chefs d'entreprise, et que pour conserver leurs intérêts, ils jouent sur d'autres types de contrôle que la terreur. Celle-ci n'a pas pour autant disparue, elle est latente et est surtout combinée à d'autres formes de cooptation dans la région. Alors que faire ? Si les paramilitaires et les intérêts privés jouent la carte politique vis-à-vis des paysans, il faut selon lui pousser les villages à s'organiser pour exiger aux candidats qu'ils respectent leur territoire. En revenant à Barrancabermeja, nous apprenons qu'après notre départ de Remedios, les paysans qui étaient venus assister à la réunion ont reçu des pamphlets de menaces des paramilitaires, leur demandant de ne pas se mêler à l'ACVC. C'est apparemment une pratique très courante et le quotidien des habitants qui souhaitent se mobiliser dans cette région.

Toute la complexité à se mobiliser dans ces contextes se retrouve également au sein des conseils communautaires du Bas Atrato qui n'échappent pas aux nouvelles stratégies d'accaparement du territoire. Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó sont face à une situation d'autant plus difficile que des entreprises sont toujours installées illégalement sur le territoire des communautés. Ces entreprises ne sont pas prêtes à renoncer aux investissements très fructueux qu'elles ont fait sur ces terres. Leur complicité avec les groupes paramilitaires de la région a été démontrée de nombreuses fois par plusieurs rapports qui mettent en avant les relations étroites entre les groupes armés et les chefs d'entreprises, quand ils ne sont pas eux-mêmes membres d'un de ces groupes. En novembre 2014 un juge de Medellin condamne ainsi seize chefs d'entreprise pour « délit aggravé en bande organisée », « déplacement forcé » et « invasion d'aires d'importance écologiques spécifiques »⁴⁰⁵. Cependant, en 2014, ces entreprises contrôlent encore 20% des territoires collectifs des deux communautés⁴⁰⁶. Dans d'autres occasions déjà, l'appareil judiciaire avait soulevé les relations ambiguës entre certains chefs paramilitaires notamment Vicente Castaño et des entreprises de palme africaine ainsi que les stratégies mises en place pour prendre possession des terres dans cette région. Pour assurer la pérennité de leurs investissements, ces chefs d'entreprise proposent aux conseils communautaires, souvent récemment constitués, des « alliances stratégiques », c'est-à-dire que les paysans peuvent récupérer leurs terres mais par le biais d'un contrat ils doivent continuer à produire pour la même entreprise en leur vendant la production. Etant donné que ces entreprises possèdent toute l'infrastructure nécessaire à l'exportation des produits agricoles, et que les communautés

⁴⁰⁵ Les principales entreprises condamnées sont Palmas de Curvaradó S.A, Palmura S.A, Palmas de Bajirá S.A, Inversiones Agropalma & Cia Ltda et Palmadó Ltda.

⁴⁰⁶ Source : Estimations réalisées par l'ONG CIJYP.

font face à une situation de pauvreté chronique, il est très difficile pour les leaders de ces processus d'empêcher les paysans de la région d'adhérer à ces alliances. Cependant, de nombreux conseils communautaires s'opposent à ces formes de re-victimisation des populations (qui se voient obligées de cultiver pour l'entreprise qui a tiré profit du déplacement) et à ces nouveaux types de contrats qui équivalent à des locations de terres sur des périodes quasi indéfinies.

Or, face à l'union des différentes zones humanitaires qui refusent de participer à ces alliances avec les entreprises, les groupes paramilitaires ont également changé de stratégie. Dès 2010, ils portent ainsi leur attention sur la représentation légale de ces conseils communautaires⁴⁰⁷, des conseils qui, nous l'avons vu, sont encore en cours de formation. Ce sont des processus nouveaux et fragiles, où la représentation au sein du conseil majeur est centrale puisque c'est l'organe de décision pour tout projet sur le territoire collectif. Entre cooptation et menaces, les groupes armés et les entrepreneurs font pression sur l'élection de membres plus enclins à conserver des liens avec ces entreprises au nom du développement économique de la zone. L'enjeu majeur dans cette région est donc d'identifier quels sont les habitants originaires et quels sont ceux qui sont arrivés pendant le déplacement. On distingue les « occupants de bonne foi », qui ont parfois acheté une terre « vierge » sans savoir que cette terre appartient aux communautés déplacées (c'est souvent le cas de familles paysannes qui occupent de petites parcelles et qui ont acheté leurs terres à des intermédiaires véreux) et les « occupants de mauvaise foi » qui ont eu pleinement connaissance du déplacement et en ont profité pour investir ou simplement s'installer sur ces terres (plus généralement ce sont des entrepreneurs de la région ou des entreprises multinationales). Pour identifier les habitants, les villages doivent être reconnus comme des conseils communautaires mineurs, pour ensuite élire leurs représentants au conseil majeur (qui correspondent à des bassins). Dans ce conflit, à la fois juridique et identitaire (puisque les titres collectifs sont destinés à des minorités afro-descendantes), les communautés des deux bassins font face à plusieurs soubresauts. Dans les zones humanitaires, l'ouverture de cette procédure de restitution spécifique pour ces communautés a donné lieu à une hausse des menaces et des violences notamment à l'encontre des leaders du Curvaradó et du Jiguamiandó.

⁴⁰⁷ Chaque bassin est légalement constitué d'un conseil communautaire majeur, qui rassemble l'ensemble des conseils communautaires mineurs (qui correspondent souvent à des villages ou des petites localités, et souvent aux zones humanitaires constituées par les habitants). C'est au sein des conseils majeurs que sont prises les décisions concernant le territoire collectif de chaque bassin.

Sur le terrain législatif⁴⁰⁸, la restitution a donné lieu à un échange de décisions entre la CIDH et la Cour Constitutionnelle colombienne, pour préciser une procédure qui se heurte à la complexité de la situation locale, et à la réalité des pressions foncières dans cette région. Le critère d'afro-descendance est tour à tour utilisé par les communautés pour se protéger, puis repris par certains membres qui cherchent à exclure les villages qui ne sont pas « noirs de peau », réduisant l'ethnicité à des critères raciaux. Tandis que le bassin du Jiguamiandó a réussi à faire élire un représentant légal qui fait l'unanimité, dans le Curvaradó la procédure n'est toujours pas terminée. Ce bassin concentre un grand nombre d'occupations illégales, et c'est la première porte d'entrée depuis la rivière sur les champs de palme. La procédure se complexifie chaque fois plus pour identifier les « réels » habitants ancestraux du territoire, mais pendant le temps de cette élection sans fin, les investissements agro-industriels continuent sur ces terres.

Les leaders du bassin du Curvaradó font ainsi des recours juridiques divers pour contrer ces accaparements quasi légaux, ils peuvent compter sur le relai efficace de l'ONG CIJYP qui suit les procédures. Cependant, dans d'autres bassins voisins, comme celui de La Larga Tumarado, la représentation légale a été octroyée sans réel débat ni même participation des habitants puisque beaucoup étaient encore déplacés dans les villes au moment de la procédure. Par conséquent, certaines communautés ne sont même pas représentées, c'est-à-dire qu'elles n'existent pas légalement sur le territoire collectif. Ces paysans sont menacés d'être illégaux sur leurs propres terres, ou de n'avoir aucun droit de décision quant au projet à mettre en place sur leur territoire. Une fois que les alliances entre groupes paramilitaires et chefs d'entreprises contrôlent la représentation même des communautés, ils assurent ainsi la continuité de leur projet et étendent leur contrôle territorial. Les connivences entre les administrations locales, la police, les entreprises et les paramilitaires freinent les ordres d'expulsion des entreprises, pourtant actés par la justice colombienne. On assiste alors à un véritable processus de légalisation de la dépossession où les administrations locales ne mettent pas en œuvre les mesures judiciaires à l'encontre de ces occupants illégaux. Cette dépossession va encore plus loin avec des cas où les entreprises qui occupent illégalement ces terres portent plainte pour invasion de biens privés contre les communautés qui ont pourtant un titre de propriété sur leur territoire.

⁴⁰⁸ Voir en annexe n° 12 une chronologie de ce conflit juridico-politique.

Encadré n°11. La mobilisation d'une communauté afro-descendante face à un ordre d'expulsion.

Mobilisation d'une communauté face à un ordre d'expulsion⁴⁰⁹

30 septembre 2014 : Après être retournée sur ses terres depuis un an, une famille du bassin de la Larga Tumarado est informée de son expulsion. Elle se tourne alors vers l'ONG CIJYP pour connaître les recours pour démontrer qu'elle est bien propriétaire de cette terre selon le titre collectif.

Après plusieurs discussions auprès de l'Inspecteur de police de Riosucio, l'ordre d'expulsion est bien valide, la plainte a été déposée par un entrepreneur de la région qui accuse ces familles de s'être installées illégalement sur son territoire. La famille originaire du bassin cherche à mobiliser autour d'elle pour prouver que sa présence est antérieure au déplacement. L'ONG prévient l'Unité de Restitution des Terres et l'Unité de Victimes, deux entités chargées de garantir les droits des victimes pour éviter un nouveau déplacement de population. Malgré cela l'occupant de mauvaise foi a déposé une tutelle, ce qui oblige l'Inspecteur de police de Riosucio à aller au bout de la procédure.

1^{er} octobre : La tension est à son comble dans les petits baraquements installés le long du fleuve. Beaucoup de stress et d'appréhension dans la communauté. Les membres de l'ONG rassurent les paysans en réexpliquant leurs droits et l'incohérence de la procédure. La veille, l'Ambassade britannique a fait savoir qu'elle avait alerté le gouvernement colombien de la situation. Des accompagnateurs internationaux de PBI sont présents sur place, ils ont sorti leurs bannières pour qu'elles soient visibles depuis le fleuve. Les leaders de la communauté se remémorent leur argumentaire et désignent les chefs de famille qui prendront la parole devant les autorités. Le stress est important ce matin, les jeunes ont rempli leurs sacs de plombs et ont sorti les machettes, certaines femmes ont préparé un sac « au cas où », mais on sent la détermination, les jeunes disent qu'ils ne vont pas se laisser sortir d'ici. Arrivée de l'Inspecteur de police, d'un commissaire chargé de la famille, d'une secrétaire et d'un fonctionnaire de l'Unité de Restitution des Terres. Ils arrivent sur une barque depuis le fleuve et un employé de la mairie filme depuis leur arrivée. Puis, le responsable légal du conseil communautaire du bassin arrive. Chacun prend la parole tour à tour, entouré de toute la communauté. Le fait que tout soit filmé et l'arrivée massive de ces fonctionnaires impressionnent les paysans. Le fonctionnaire de l'Unité de Restitution clarifie d'emblée qu'aucune action de tutelle ne peut être déposée sur ce territoire, et encore moins d'ordre d'expulsion étant donné qu'un processus spécifique de restitution est en cours, la procédure n'a donc pas lieu d'être. Les autres suivent l'acte administratif mais l'Inspecteur de police se rend compte au fur et à mesure de l'incongruité de cette démarche. La communauté commence à prendre un peu plus de confiance en soi, et certains prennent la parole pour s'exprimer. Ils mettent en avant le fait qu'ils sont des habitants ancestraux de ce territoire, et que celui-ci leur appartient. Les prises de parole des chefs de famille sont émouvantes, et peu font finalement écho à l'aspect juridique de la protection de la loi 70. Bien que les argumentaires aient été travaillés en amont avec l'ONG, les leaders laissent libre court à leurs émotions et revendiquent un droit ancestral sur cette terre qui est à eux. Puis, au cours de la procédure des hommes armés arrivent de toute part derrière les maisons, ce sont des forces spéciales de la police, dépêchées pour réaliser l'expulsion, ils encerclent rapidement les maisons. La tension remonte d'un cran face à cet imprévu. Un des leaders leur rappelle qu'ils doivent rester en dehors des habitations, mais les policiers prennent place dans les maisons. Ce n'est qu'en voyant les banderoles de PBI et peut-être aussi les t-shirts blancs des membres de l'ONG qu'ils se retirent. L'expulsion ne se fera pas, l'Inspecteur prononce le non-lieu et tous les fonctionnaires repartent par la rivière. C'est le soulagement.

⁴⁰⁹ Retranscription à partir des notes du journal de terrain dans une communauté de La Larga Tumarado, octobre 2014.

Comme nous avons pu le voir à travers ces exemples, le travail de dénonciation des organisations sociales est beaucoup plus complexe que le registre des droits de l'Homme le permet. De plus, il n'est plus seulement question de se protéger des violences physiques. En effet, les leaders paysans doivent aussi faire face à la subtilité des stratégies politiques, juridiques, légales et illégales. Ces nouveaux types de violence affectent les organisations sociales, d'autant plus que les conditions socio-économiques dans les campagnes sont difficiles.

La notion de territoire : convergence toutes les revendications

Les discours basés sur le registre humanitaire et la protection des droits de l'Homme ont joué un rôle important pour les habitants. Cependant, face à ces nouvelles formes d'accaparement des terres, ce registre ne suffit plus. De même, les organisations paysannes souhaitent mettre en avant des enjeux qui leur correspondent plus, et des causes qui cherchent à résoudre en profondeur leur situation. La notion de territoire semble réunir toutes ces dynamiques.

Alors que dans les années 1990 le droit à la terre signifiait l'accès à un espace de production et de vie pour la famille paysanne, aujourd'hui le droit au territoire recouvre d'autres sens : c'est la culture du paysannat, l'importance du respect de l'environnement, la souveraineté alimentaire, le maintien d'espaces de socialisation, et la conscientisation politique qui sont en jeu. Plus qu'à la terre, l'attachement au territoire comporte une dimension identitaire que revendiquent les paysans, qui s'opposent à leur transformation en employés agricoles substituables ou à leur déplacement – forcé ou contraint – vers les villes. Organiser la lutte au niveau du territoire permet aussi de sortir des logiques individuelles imposées ces dernières années par les politiques de formalisation et d'enregistrement des droits fonciers et de constituer des collectifs qui seuls peuvent garantir à moyen terme la sécurité foncière et la permanence *in situ* des paysans. Ubelsen Duque, coordinateur du Plan de Développement et de Paix du Magdalena Medio résume ainsi l'évolution des revendications paysannes dans cette région :

« On a découvert l'importance des projets politiques dans les territoires, c'est-à-dire que plus que la terre, ici on lutte pour le territoire, pour le nid vital pour vivre. Si on ne garantit pas le territoire, alors la terre n'est pas...on

va dire qu'elle n'est pas suffisante. Ici il y a toujours eu le débat autour des titres, à l'intérieur des communautés le sujet de la propriété de la terre est là, et on sait qu'on doit la protéger [...] et pendant la marche de 1998, quand justement on parlait des titres de la terre, d'avoir une propriété, beaucoup se sont demandés, est-ce-que si on a un titre on devient moins vulnérable ? Parce que le chef d'entreprise, le politique, il n'envahit pas, il l'achète à la veuve, ou il achète petit à petit. Alors est ce que ça, un titre, ça nous protège ? Alors de là on s'est rendu compte qu'il faut trouver une façon, sans entrer en contradiction avec le paysan parce que c'est nécessaire le droit à la propriété, la titularisation de la terre, mais nous avons besoin de quelque chose de plus. On a besoin d'une figure collective qui nous apporte, qui nous protège, en plus de la solidarité humaine du paysannat qui est suffisante. Et puis, [c'est] quelque chose qui a été le fruit des luttes paysannes de ce pays. Les zones de réserve paysanne jouent ce rôle. »⁴¹⁰

L'ACVC est ainsi devenu le fer de lance de la promotion des zones de réserve paysanne (ZRC), qui se profilent comme des territoires de développement humain durable, mais aussi comme des territoires de paix et de justice sociale où peuvent être créés des espaces de participation politique. Au sein de cette zone de réserve paysanne, l'association a mis en place un « plan de développement durable de la zone de réserve paysanne », qui comprend un diagnostic des atouts et faiblesses de la région ainsi qu'une liste de projets prioritaires réalisés suite à une consultation des paysans sur les projets qu'ils souhaitent mettre en œuvre. Ce document long de 200 pages a été réalisé par l'équipe technique de l'organisation paysanne sur plusieurs années. La partie concernant le diagnostic est particulièrement riche et montre la connaissance fine qu'ont les paysans de leur environnement. Les éléments propres à la faune, la flore, les caractéristiques des sols, les sources d'eau, et l'identification des différents types de forêts, les calendriers saisonniers pour les différentes cultures, la structure de la propriété de la terre, etc sont particulièrement détaillés. Avec ce diagnostic, l'organisation paysanne identifie les principaux obstacles au développement de la région, ainsi que les causes de ces problèmes. Chaque problématique⁴¹¹ comporte une priorisation des projets ainsi qu'un plan pour les dix prochaines années. La dimension territoriale est mise en valeur autant au niveau du sens que le territoire revêt pour les habitants, que pour sa dimension planificatrice.

⁴¹⁰ Entretien avec Ubelsen Duque, directeur du PDPMM, octobre 2013, Barrancabermeja.

⁴¹¹ Ces problématiques sont réunies en plusieurs sections : 1) problèmes politiques et développement institutionnel, 2) droits de l'Homme, 3) développement économique 4) éducation, 5) culture 6) environnement, 7) santé et services publics.

Ces évolutions des causes paysannes mises en avant par l'ACVC sont également présentes au sein des zones humanitaires dans le Bas Atrato. Cependant elles ne s'expriment pas de la même manière au vu d'un contexte sécuritaire plus risqué. La question du territoire reste toujours attachée à la question de la préservation de la vie, étant donné les conditions très précaires dans lesquelles vivent les communautés. Historiquement ces communautés ont toujours vécu de manière plus isolée et dans une certaine harmonie avec la nature, empruntant ponctuellement une certaine cosmovision indienne suite à la proximité avec les différentes communautés Embera de la région. De même, la forêt occupait une grande partie de leur territoire, et le déboisement actuel perturbe grandement les habitudes agricoles et les pratiques paysannes. Protéger le territoire a donc un sens au-delà de la titularisation de la terre. Les zones humanitaires représentaient avant tout un lieu de refuge (droits de l'Homme et DIH), mais on note que progressivement ces zones deviennent un lieu et un objet de revendication pour le territoire. Les débats suscités autour de la représentation légale des conseils communautaires ont aussi transformé les zones humanitaires en des espaces de contestation et de projection territoriale. Au cours des entretiens, les leaders du Curvaradó et du Jiguamiandó montrent qu'ils veulent se positionner face au développement intensif que subit leur région, et revaloriser une autre manière de vivre ensemble après l'expérience traumatique du déplacement. Ils souhaitent également transmettre aux familles qui reviennent sur leurs terres une autre vision du territoire. La constitution progressive des zones de biodiversité, des espaces de protection de la nature, montre cette affirmation de protéger le territoire. D'un refuge pour des populations en danger à un espace de construction d'un projet politique alternatif, les zones humanitaires ont beaucoup évolué depuis les années 2000.

Conclusion section 2

Au cours de cette section nous avons souhaité montrer que les organisations paysannes ont adapté leurs revendications en fonction du contexte national et international. Les droits de l'Homme ont joué un rôle déterminant pour rendre visible la situation des campagnes, et susciter l'attention internationale. Cependant, les ONG colombiennes de défense des droits de l'Homme ont contribué à orienter la solidarité internationale de diverses manières, en rappelant aux acteurs internationaux la complexité du contexte colombien, celui d'un État protecteur des droits et considéré

comme oppresseur par une grande partie de ces militants colombiens. Nous avons également montré que les organisations paysannes se sont appropriées le discours des droits de l'Homme et du DIH de diverses manières en fonction des héritages militants de leurs régions. Puis, progressivement, la valorisation au niveau international des droits économiques et sociaux, puis du respect des minorités et des droits collectifs ont eu un écho particulier au niveau local. Les organisations paysannes mettent ainsi en avant des revendications pour le respect des droits de l'Homme et l'accès à la terre. Or, ces revendications ne suffisent plus aujourd'hui à protéger leurs espaces de vie et de production, le territoire devient par conséquent une cause centrale pour les acteurs locaux. Cette revendication symbolise les diverses influences internationales dans la formulation des causes, ainsi que divers procédés de réappropriations des revendications agraires. Ces évolutions ne sont pas linéaires, elles sont le fait d'allers-retours entre le niveau international, national et local, et le fruit d'échanges entre des acteurs de la solidarité internationale et des leaders paysans qui ont appris à se connaître.

CONCLUSION CHAPITRE 2

Au cours de ce chapitre, nous avons souhaité exposer l'ancrage contextuel des mobilisations paysannes pour comprendre les manières dont se construisent les causes paysannes et comment se sont constitués les premiers liens de solidarité internationale.

Défendre le territoire dans le Magdalena Medio et dans le Bas Atrato ne signifie pas la même chose, au vu des caractéristiques des communautés et de l'histoire sociale de ces zones. Les expériences militantes passées ainsi que la trajectoire des leaders nous renseignent plus précisément sur la manière dont les collectifs construisent leurs revendications. L'ACVC optimise ainsi les ressources militantes des partis politiques et des militants des droits de l'Homme tandis que les communautés s'inspirent des différents courants de l'Église des pauvres et de l'influence de l'ONG CIJYP pour construire des alternatives de résistance.

Si ces causes sont dépendantes de leur contexte de production, elles évoluent également dans le temps. Nous avons ainsi retracé les évolutions majeures des causes défendues par les deux organisations paysannes et l'intégration progressive d'influences internationales. À la fin des années 1990, les acteurs locaux sont confrontés à une crise humanitaire suite à l'arrivée des paramilitaires dans les régions du Bas Atrato et du Magdalena Medio. La question de l'intégrité physique et de la protection des droits de

l'Homme sont des thématiques qui permettent de construire des premiers contacts au niveau international. Cependant, là encore, l'histoire propre à chaque région permet la constitution de réseaux divers, politiques et religieux. Les ONG nationales sont également centrales dans l'accompagnement des mouvements locaux, puisqu'elles se sont progressivement professionnalisées autour de la thématique des droits de l'Homme. L'internationalisation de la situation des paysans colombiens et la construction des solidarités internationales à la fin des années 1990 est le résultat d'un processus d'interactions multiples : entre des acteurs internationaux très divers, des ONG colombiennes qui interprètent à leur manière l'aide internationale, et enfin, des acteurs locaux qui, eux aussi, s'approprient les différents droits (droits de l'Homme, DIH et les différentes générations de droits) à l'aune de leurs revendications.

La notion de territoire, et la recomposition plus récente des enjeux territoriaux par les organisations paysannes semblent vouloir réunir diverses dynamiques. Le territoire symbolise la pluralité des liens internationaux mobilisés, et donc les influences de ces partenaires, mais caractérise également un renforcement progressif des capacités des leaders dans la formulation de ces causes. En effet, suite à la mobilisation internationale en faveur des droits de l'Homme, les organisations paysannes ne vont cesser de maintenir et de diversifier leurs relations avec d'autres acteurs internationaux, ce sont ces rencontres qui seront au cœur du prochain chapitre.

CHAPITRE 3. Les paysans colombiens et la solidarité internationale : entre décalages et construction de sens commun

Introduction

En Colombie la défense des droits de l'Homme et les mobilisations pour le territoire ont suscité des élans de solidarité au niveau international. Ces soutiens prennent diverses formes. On trouve en Colombie des ONGI de défense des droits de l'Homme, des agences de coopération, des ONG de développement et d'accompagnement ou encore des programmes de l'ONU. D'autres soutiens plus politiques ou qui mettent en œuvre des actions de plaidoyer sont également mis en exergue par les acteurs locaux. Au fur et à mesure de l'évolution des revendications, les paysans colombiens ont ainsi diversifié les liens qu'ils entretiennent avec les acteurs de la solidarité internationale. Ces derniers les ont aidés à être visibles et à devenir légitimes dans leur propre pays et continuent à les accompagner dans différents projets de développement.

Les évolutions du contexte international, ainsi que la progressive internationalisation de mouvements locaux⁴¹² dans d'autres contextes ont eu un effet significatif sur la situation des mouvements sociaux colombiens. En effet, la fin de la guerre froide offre un nouveau contexte de mobilisation au niveau international, comme en témoigne l'émergence de nouveaux acteurs comme les ONG. Ce n'est donc pas un hasard si les années 1990 marquent l'arrivée de plusieurs ONGI des droits de l'Homme en Colombie. Ces changements sont également d'ordre cognitif puisque les revendications locales ont une résonance au niveau international, à l'image des mouvements altermondialistes ou anti-mondialisation⁴¹³. Pour les paysans colombiens,

⁴¹² Donatella della Porta et Sidney Tarrow identifient plusieurs changements qui ont amené les mouvements à orienter leurs revendications au niveau international. Tout d'abord, les groupes d'opposition ne sont plus catalogués comme « pro-communistes », ce qui rend possible une autre forme d'opposition à la dynamique de la globalisation. La mise en place d'instances de régulation économique (création de l'OMC et constitution du G8) représente également des cibles privilégiées pour les activistes. De nombreuses institutions internationales investissent aussi plus directement dans des projets de développement. Ces changements contextuels et cognitifs ont un effet sur la situation des paysans colombiens, bien que nous ne parlions pas de « transnationalisation de l'action collective » comme ces auteurs. DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest... Op.cit.*

⁴¹³ Ces changements sont d'ordre relationnel, avec le développement de liens horizontaux plus étroits entre les acteurs locaux au niveau international. En effet, les mouvements altermondialistes n'ont pas seulement poussé à repenser la mondialisation, ils ont aussi tenté de renverser les rapports entre le Nord et le Sud, en en remettant notamment en cause le fonctionnement vertical des institutions d'aide internationale. Les mouvements

la mobilisation zapatiste de 1994 a eu des répercussions importantes, en montrant qu'un groupe de paysans mobilisés peut dire « Ya basta ! » (ça suffit !), et recevoir des soutiens provenant de plusieurs parties du globe.

Au cours des chapitres précédents, nous avons vu que les mouvements paysans étudiés se sont organisés en fonction d'histoires individuelles et collectives particulières. Les causes qu'ils ont construites sont locales, puisqu'elles répondent à des visions particulières du territoire, et évolutives au gré du contexte. Face à cet ancrage si précis des causes paysannes, comment les acteurs locaux font-ils pour échanger avec d'autres acteurs au niveau international ? Comment des acteurs locaux et internationaux, qui ne partagent pas le même contexte, se comprennent-ils, et se comprennent-ils vraiment ? Au cours de ce chapitre, il s'agira de se pencher sur les relations qu'entretiennent les paysans colombiens avec les acteurs de la solidarité internationale.

La focalisation excessive sur les macro processus de la globalisation, soulignée par Donatella della Porta et Sidney Tarrow⁴¹⁴, cache souvent des interactions entre acteurs locaux et internationaux plus complexes. Celles-ci dépendent des contextes, des rencontres entre acteurs et des co-constructions qui émergent de ces échanges. Les liens de solidarité ne se créent pas de manière linéaire et cohérente mais font plutôt penser à un « internationalisme complexe »⁴¹⁵, qui confronte les organisations paysannes à des acteurs très divers. Ce chapitre s'attachera à saisir la nature des liens qu'entretiennent les paysans de l'ACVC et les afro-descendants du Bas Atrato avec ces acteurs internationaux, afin de comprendre comment ils entrent en interaction et créent ces relations de solidarité si particulières.

Identifier ces liens n'est cependant pas une chose aisée. Il s'agit de déterminer les espaces de rencontres, les moments d'interaction, et les acteurs de ces échanges ; en définitive il est question de « trouver le terrain »⁴¹⁶, au-delà du terrain de l'observation, et d'identifier l'espace de ces rencontres entre acteurs locaux et internationaux. Johanna

altermondialistes ont également permis à de nombreux acteurs locaux de sortir de leurs contextes, par le biais de rencontres internationales comme les forums sociaux mondiaux. Malgré la grande diversité des mouvements : femmes, indiens, paysans, syndicalistes, ouvriers, etc., ces échanges ont permis aux activistes locaux de trouver des points communs avec d'autres mouvements. DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest... Op.cit.*

⁴¹⁴ DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest... Op.cit.*

⁴¹⁵ *Idem.*

⁴¹⁶ SIMEANT Johanna, LICKERT Victoria, POUPONNEAU Florent, « Échelles, récifs, bureaux... », *Op.cit.*, p 14. Les auteurs font ici référence à un article de Lisa Markowitz. MARKOWITZ Lisa, « Finding the field : notes on the ethnography of NGOs », *Human Organization*, vol 60, n°1, 2001, p 40-26.

Siméant apporte à ce sujet quelques pistes de recherche éclairantes⁴¹⁷. Elle montre que pour parvenir à mettre au jour ces processus d'interaction, il faut se donner « les moyens de saisir empiriquement les changements d'échelle pratiqués par les acteurs eux-mêmes »⁴¹⁸. Pour Johanna Siméant, l'observation de ces processus peut se faire par l'ethnographie pour saisir les « nombreux espaces dans lesquels sont encastrées les stratégies des acteurs »⁴¹⁹.

Par le biais des entretiens, nous avons ainsi pu observer la densité des relations de solidarité, en analysant les soutiens internationaux que mettent en avant les organisations paysannes, et ceux qu'ils valorisent moins. En comparant les entretiens avec d'autres sources, et notamment les financements reçus par les organisations paysannes, nous pouvons par exemple appréhender la manière dont les paysans perçoivent ces différents acteurs et le rôle qu'ils leur accordent. Puis, nous avons suivi les acteurs locaux dans leurs échanges avec les acteurs de la solidarité internationale, ce qui permet de rendre compte du contenu de ces rencontres, des lieux, et des résultats de ces interactions.

La première section de ce chapitre présentera la diversité des liens internationaux, ils laissent apparaître tout l'éventail des causes défendues par les organisations paysannes ainsi que toutes les difficultés à déterritorialiser des enjeux très locaux. Dans une seconde section, nous montrerons comment les acteurs locaux et internationaux entrent en relation pour construire des liens de solidarité. Nous postulons qu'au cours de cette internationalisation complexe, les acteurs se comprennent à travers des processus d'attribution de similarité.

SECTION 1/ A CHAQUE CAUSE PAYSANNE SES PARTENAIRES INTERNATIONAUX

A travers les liens mentionnés dans les entretiens et les projets développés par les organisations paysannes, il est possible d'identifier plusieurs positionnements qui feront l'objet de cette section. Dans un premier temps, nous présenterons les liens qui se sont créés à partir des revendications portant sur la défense des droits de l'Homme et sur

⁴¹⁷ SIMEANT Johanna (dir.), *Guide de l'enquête globale...Op.cit.*

⁴¹⁸ Idem., p 15. Elle fait référence ici à l'article de Sidney Tarrow et à Doug McAdam sur les changements d'échelle. MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in transnational contention »...*Op.cit*

⁴¹⁹ Idem., p 16.

l'importance des enjeux agraires. On identifie ainsi des allers-retours constants entre la question humanitaire et celle du développement. Défendre le territoire au niveau international induit une multitude de partenaires bien que la cause territoriale en tant que telle soit peu présente dans les projets internationaux.

Puis, dans un second temps, nous montrerons les liens politiques qu'entretiennent les organisations paysannes avec des acteurs internationaux. Malgré la mise en avant de liens avec d'autres mouvements paysans, les organisations rencontrent des difficultés pour créer des relations pérennes avec leurs voisins latino-américains, la majorité des partenaires étant européens et canadiens. Ces acteurs internationaux évoluent également au gré de leurs relations avec les paysans colombiens, mais ils sont pris, eux aussi, dans des contextes internationaux et nationaux particuliers.

Entre droits de l'Homme et développement : la diversité des soutiens internationaux à la cause paysanne

Devant la multiplicité des liens internationaux qu'entretiennent les paysans colombiens, il est difficile de percevoir l'importance de chacun de ces acteurs solidaires, et de comprendre ceux qui « comptent » et ce qu'ils apportent pour les acteurs locaux. Les causes paysannes défendues sont « thématiques » par les acteurs internationaux, alors même qu'au niveau local c'est leur multi-dimensionnalité qui est mise en avant et ressentie comme telle. Pour les acteurs locaux, le territoire représente la vie, l'environnement, l'éducation, la santé, mais aussi l'avenir, la terre et la production. Les questions de droits de l'Homme et celles de développement, ainsi que les notions d'urgence et de long terme sont par conséquent intrinsèquement liées. Pour les acteurs internationaux il s'agit de comprendre cette crise complexe que traverse le monde rural colombien à partir de leurs outils et de leur perception de l'aide. Pour les paysans, il s'agit de traduire leurs revendications locales, c'est-à-dire l'action collective en termes de projets.

Du côté des acteurs internationaux : comprendre pour agir

Au fur et à mesure que les revendications paysannes se forment et se complexifient, les relations avec les acteurs internationaux évoluent elles aussi. Aux actions concrètes des ONGI sur place s'ajoutent des actions de plaidoyers auprès de l'opinion publique à l'étranger. Sous l'effet du courant altermondialiste qui rapproche progressivement les urgentistes et les développementalistes⁴²⁰ les liens avec les acteurs locaux évoluent. Il ne suffit plus d'aider de « pauvres malheureux » par des actions humanitaires ponctuelles mais de mettre l'accent sur les origines de la misère et de la situation de violence dans laquelle se trouvent les populations⁴²¹. Cette posture se traduit au niveau local par une multitude de projets de développement.

Cependant, le conflit colombien a longtemps suscité plusieurs interprétations qui ont retardé la dénonciation des exactions dans le pays par les réseaux internationaux des droits de l'Homme⁴²². David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal⁴²³ mettent différentes lectures internationales du conflit colombien, et on retrouve ces évolutions de perception à travers les différents partenaires des organisations paysannes. Entre 1950 à 1980, le conflit colombien est progressivement interprété comme un conflit entre un gouvernement et des guérillas. Pendant cette période, la situation colombienne est peu connue à l'étranger. La décennie des années 1980 marque un tournant, car les ONG nationales font davantage appel à l'opinion publique internationale. Dans le même temps, l'apparition du trafic de drogue internationalise la crise colombienne, sans pour autant que celle-ci soit interprétée de manière uniforme. La vision du problème colombien est peu expliquée par les différents acteurs internationaux et n'apparaît pas de manière cohérente au niveau international. Pour David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal, l'épisode de la prise du palais de justice par la guérilla du M19 en 1985⁴²⁴ et la confusion qui s'ensuit, contribuent à bouleverser les lectures politiques de

420 AGRİKOLIANSKY Éric, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », communication au colloque du Germm intitulé « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003.

421 SMILLIE Ian (dir.), *Protection ou partenariat... Op.cit.*

422 Nous renvoyons les lecteurs au chapitre 2.

423 GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une "crise extrême"... », *Op.cit.*

424 En 1985 la guérilla du Mouvement du 19 Avril (M19) investit le palais de justice de manière spectaculaire et prend en otage tous les membres de la Cour Suprême. Son objectif est d'organiser un jugement armé symbolique contre le Président de la République et de dénoncer les exactions de l'armée colombienne. Cependant, la réaction de l'armée, qui décide l'envoi d'un commando et d'un tank pour reprendre de force le bâtiment, se solde par un

la situation colombienne. Le peu d'articulation et de coordination entre les acteurs internationaux contribue à construire la vision d'un pays « affecté de manière permanente par une violence protéiforme et normale, rendant d'autant plus difficile toute entreprise spécifique de qualification »⁴²⁵. Les ONGI et les organismes multilatéraux vont donc construire des visions très fragmentaires du problème au gré de compréhensions thématiques, comme en témoigne la production de rapports par les ONG sur différents thèmes : populations indigènes, défenseurs des droits de l'Homme, disparitions forcées, enfants et femmes dans le conflit, violations du DIH, liens paramilitaires et militaires, etc. Ces rapports restituent des expériences locales et toute une diversité d'acteurs mais ils rendent peu compte d'une vision d'ensemble ou d'une interprétation de la crise colombienne. Les rapports illustrent des situations particulières analysées selon les différentes spécialités des acteurs internationaux. Ils sont par conséquent très thématiques, et contribuent, dans une certaine mesure, à produire une image kaléidoscopique de la situation. Ainsi, pour David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal, les différentes mises en récit du conflit (« crise des droits de l'Homme », « crise sociale », « crise politique », « crise humanitaire »), « constituent autant de registres concurrents et spécifiques, relevant des compétences partielles de chacun des acteurs intervenant sur le terrain »⁴²⁶.

Nous retrouvons cette thématisation dans la pléthore d'ONGI humanitaires et de développement qui investissent dans des projets et font des apparitions sporadiques dans les territoires que nous avons étudiés. C'est ainsi que la majorité des liens de solidarité entre les paysans que nous avons rencontrés et les acteurs internationaux suivent des axes thématiques particuliers et qu'il existe une différence nette entre ce que les paysans désignent comme les soutiens « politiques » et les autres. Une telle sectorisation des

massacre et la mort des membres de la guérilla et des otages (92 morts selon les sources médiatiques de l'époque). Selon Juan Carlos Guerrero Bernal, cet épisode brouille totalement les cartes, puisqu'on ne sait plus à qui imputer la responsabilité de ce bain de sang. Dans son analyse des médias, l'auteur montre que le Président donne l'impression d'être manipulé par les militaires, que les guérilleros sont perçus comme des extrémistes contre la démocratie et l'action militaire apparaît comme une réponse insensée : « la seule explication vraisemblable pour de nombreux journalistes fut donc « l'habitude » des Colombiens à la violence. D'après eux, cet « événement » n'était, pour les Colombiens, qu'un fait violent de plus, juste un peu plus sanglant que les précédents » (p 175). Le sentiment d'une violence « naturelle » a été ensuite conforté par l'explosion du volcan du Nevado del Ruiz qui a anéanti la ville d'Armero (10 000 morts) en même temps que la prise du palais de justice. Violence politique et violence de la nature, la Colombie apparaît comme un pays « maudit » où la violence est protéiforme et presque normale. GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « La fixation progressive d'une représentation floue de la violence... », *Op.cit.*

⁴²⁵ GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une “crise extrême”... », *Op.cit.* p 143.

⁴²⁶ *Idem.*, p 148.

revendications paysannes est contradictoire avec la conception intégrale qu'ont les populations locales de leur territoire. En effet, le « droit à la vie » est inséparable de la question de la terre et de la garantie d'une représentation politique du paysannat. Il existe ainsi un écart entre la perception des acteurs locaux qui vivent cette crise, et les différentes catégorisations de ces crises par les acteurs internationaux.

Enfin, ce n'est que lorsque la situation est perçue par les acteurs internationaux comme problématique que l'on observe la constitution effective d'un lien entre ces acteurs. Selon les David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal, « ces épreuves sont définies comme les moments où, au cours du déroulement du conflit, un événement, d'emblée normal pour les acteurs locaux, acquiert ensuite une certaine visibilité sur la scène internationale, réclamant ainsi l'attention de l'opinion publique internationale et la mobilisation d'instances étrangères capables d'agir face à la situation *devenue* problématique »⁴²⁷.

L'accompagnement physique de volontaires internationaux aux leaders menacés constitue la forme de solidarité la plus concrète que nous avons pu observer. Plusieurs ONGI suivent ainsi les leaders dans leurs activités quotidiennes et militantes et agissent tels des « boucliers » humains entre les acteurs armés et les populations. Cet accompagnement international est très apprécié des paysans, qui peuvent ainsi poursuivre leur travail au niveau local tout en rendant visible leur situation au niveau international. De plus, la présence physique dans les communautés rurales renforce les liens entre les acteurs locaux et internationaux, car ils font l'expérience commune des apports de cette internationalisation.

L'ONG basque Paz y Tercer Mundo (Paix et Tiers Monde)⁴²⁸ est présente dès la fin des années 1990 dans le Bas Atrato. Elle fait l'expérience malheureuse de l'importance de l'accompagnement international. En effet, en novembre 1999, un coopérant espagnol⁴²⁹ est tué dans une attaque des paramilitaires, sur un bateau qui

⁴²⁷ *Idem.*, p 149. Les italiques sont de nous.

⁴²⁸ Cette ONG est financée par la Commission Européenne et a reçu par le prix européen de solidarité en 1998.

⁴²⁹ L'un des membres de l'ONG espagnole est victime d'un attentat perpétré par les paramilitaires en novembre 1999 alors qu'il circulait avec des membres d'une communauté sur le fleuve Atrato. Dans un premier temps la disparition du coopérant, puis la découverte de son corps, créent une réaction vive de la part des ONGI européennes travaillant en Colombie et de la part de l'ambassade d'Espagne qui, très rapidement, demande des explications à la Colombie. Puis, sous la pression médiatique, la Fiscalité Générale de la Nation (équivalent du procureur) réagit vite en identifiant l'embarcation qui a provoqué le choc comme étant celle des paramilitaires des Autodéfenses Unies de Colombie, puis en arrêtant 9 personnes quelques jours plus tard. Par la suite, un communiqué du groupe paramilitaire annonce publiquement que la mort du coopérant était une erreur. La

transportait des membres des communautés afro-descendantes sur le fleuve Atrato. Les effets de la pression internationale à la suite de cet événement (les autorités colombiennes procèdent très rapidement à plusieurs arrestations de paramilitaires), ainsi que la visibilité de cette affaire (la réaction de la Colombie ainsi que des paramilitaires eux-mêmes qui, par la suite, s'excuseront de cette erreur), montrent le rôle clé que joue la présence physique de ces acteurs internationaux au niveau local. Pour les communautés afro-descendantes comme pour les ONGI, cet épisode confirme la portée de ces relations de solidarité. Elles sont considérées comme essentielles pour continuer à dénoncer les violations des droits de l'Homme depuis les campagnes. D'autres ONGI d'accompagnement sont présentes auprès des deux organisations paysannes étudiées, ce sont les contacts les plus directs et également les plus concrets entre les communautés paysannes et des acteurs internationaux⁴³⁰.

Les interprétations de la situation colombienne dépendent des liens que les ONGI nouent au niveau local mais aussi de l'identité de ces acteurs internationaux. Ainsi, observe-t-on différentes relations tissées avec les acteurs locaux. Dans un premier temps les liens de solidarité sont plutôt tournés vers la question des droits de l'Homme, puis progressivement ils se diversifient pour prendre en compte des questions de développement très diverses (pauvreté, question des femmes, éducation, santé, développement agricole, environnement, etc.). On remarque également que les acteurs internationaux ne s'engagent pas tous au même degré auprès des acteurs locaux, certains allient leurs actions locales à des actions de plaidoyers tandis que d'autres mettent en place des projets sans pour autant émettre d'avis sur la situation politique, économique ou sociale en Colombie. Par conséquent, certains acteurs reprennent en partie les revendications exprimées par les acteurs locaux mais d'autres se prononcent peu sur la mobilisation de ces « bénéficiaires ».

rapidité avec laquelle l'enquête a été menée, et les paramilitaires responsables arrêtés, posent question. Plusieurs éléments sont déconcertants, tout d'abord le fait que les autorités colombiennes agissent aussi rapidement et parviennent à identifier les responsables laissent penser qu'elles connaissaient l'existence de ce barrage. Enfin, le fait que le groupe armé illégal annonce ainsi son erreur est plutôt surprenant. Pour beaucoup, cet épisode tragique, qui a touché un acteur international, rend compte du rôle de visibilité que joue la présence humanitaire et également le rôle de pression qu'exerce cette présence au quotidien sur les autorités comme sur les acteurs armés de la zone. Par la suite le cas sera mis en avant à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU http://elpais.com/diario/1999/11/26/internacional/943570820_850215.html Consulté le 20/10/2015.

⁴³⁰ On renvoie le lecteur à l'annexe n°9 sur les principales ONGI d'accompagnement sur nos terrains.

Du côté des paysans : traduire des revendications en projets

Pour les organisations locales, il s'agit de traduire leurs revendications en termes de projet pour pouvoir espérer correspondre aux agendas des acteurs internationaux. Les relations de solidarité en tant que telles constituent ainsi des apprentissages de formulation et de communication. Or, les acteurs locaux évoluent dans des contextes difficiles et disposent de peu de ressources pour rendre compte de leur situation.

Au sein des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó, le registre humanitaire, qui a été mobilisé pour faire face à la crise humanitaire et au déplacement forcé⁴³¹, se traduit par la présence internationale sporadique de quelques ONGI et d'agences onusiennes. Les visites de ces acteurs internationaux sont peu mentionnées par les leaders qui insistent avant tout sur la présence des accompagnants internationaux dans les zones humanitaires. Cependant, au cours de nos observations, nous remarquons que plusieurs acteurs internationaux ont eu une présence dans les zones humanitaires⁴³². C'est le cas de l'ONG Christian Aid qui a installé des toilettes sèches, du HCR⁴³³ qui s'est occupée de la question des déplacés, de SuizAid et d'Oxfam qui ont distribué des graines pour permettre aux populations de recommencer à cultiver leurs champs. On note également que plusieurs brigades de santé ont été organisées, comme en témoigne le matériel laissé sur place. Cependant, ces projets sont rares, la situation sécuritaire est risquée, et la question de la propriété de la terre n'étant toujours pas résolue, ces projets concentrent trop d'incertitude pour les ONGI. De plus, ces solidarités passent nécessairement par l'ONG CIJYP qui est le lien principal entre les acteurs internationaux et les communautés. L'aide est très fragmentée et il est difficile d'identifier une logique dans ces liens avec les partenaires internationaux. Ces relations ne paraissent pas perdurer au-delà de l'apport humanitaire ponctuel.

Au contraire, pour les paysans de l'ACVC, la thématization des projets de développement a mené à un travail de réflexion au sein de l'organisation sur les différentes manières de valoriser le territoire. Pour l'ACVC il s'agit d'assurer une production agricole pendant les périodes de crises pour subvenir aux besoins des

⁴³¹ On renvoie le lecteur au chapitre 2.

⁴³² Cette présence est identifiable par des dépliants et des affiches laissés dans les zones humanitaires, il est parfois fait mention de leur passage dans les discussions informelles, ou bien ces acteurs internationaux ont laissé du matériel.

⁴³³ Le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU.

populations. Le morcellement de la « cause territoriale » a permis de glaner plusieurs types de financements et de mobiliser différents soutiens. L'ACVC utilise la diversité des revendications paysannes (la paix, le territoire, les droits de l'Homme, la terre, etc.) pour obtenir des ressources internationales de différents partenaires. La maîtrise des différentes thématiques qui peuvent accompagner la cause du territoire rend compte des capacités de l'organisation paysanne à s'adapter aux demandes des acteurs internationaux.

Plusieurs documents internes de l'ACVC répartissent les projets par thématique. De 1998 à 2014 on peut observer le découpage suivant: la paix (2 projets financés), les droits de l'Homme (5 projets financés sous cette thématique) et le développement rural (10 financements). Ces financements internationaux servent à organiser des événements de grande ampleur comme des rassemblements pour la paix et des rencontres entre plusieurs zones de réserve paysanne dans le pays. Les formations et le « renforcement organisationnel »⁴³⁴ ont également été financés par ces partenaires internationaux, notamment par le biais d'ateliers portants sur les droits de l'Homme dans les campagnes. Enfin, le volet « développement rural » compte divers projets productifs, production de riz, de buffle, de canne à sucre, mise en place de jardins communautaires pour la souveraineté alimentaire des familles ainsi que des formations ; pour l'élevage des buffles, formation à l'environnement et l'agroécologie, etc. Une rupture est observée en 2006, puisque jusqu'à cette date le principal bailleur est l'Union Européenne à travers le financement du Laboratoire de paix⁴³⁵. L'UE finance en priorité les formations aux droits de l'Homme et des projets productifs précis. Après 2006, on note une diversification des aides, qui proviennent de plusieurs agences de coopération et des ONGI. Les financements sont plus modestes et portent sur des projets ponctuels de plus courte durée. Alors que la question du développement rural est une constante, les formations sur les droits de l'Homme, auxquelles sont destinées une grande partie des financements internationaux reçus, laissent progressivement la place aux questions de renforcement organisationnel. Ceci témoigne d'un développement important au sein de l'organisation paysanne. Par ailleurs, on remarque qu'à partir de 2006, l'ACVC demande et reçoit des financements pour des événements et des projets en dehors de la

⁴³⁴ Exprimé comme tel au cours des entretiens, et rédigé de cette manière dans les appels à projets et les demandes de financement.

⁴³⁵ Le laboratoire de paix finance le Programme de Paix et de Développement pour le Magdalena Medio que nous avons mentionné à plusieurs reprises au cours du chapitre 2.

région Cimitarra, alors qu'auparavant tous les projets de développement étaient exclusivement dans le cadre local de la ZRC. L'expérience des projets productifs de la ZRC de l'ACVC est exportée dans d'autres zones du pays où l'ACVC se porte garante auprès des bailleurs internationaux de la bonne mise en œuvre des projets pour d'autres organisations paysannes amies. C'est par exemple le cas de FOS Colombia (fond finno-suédois de coopération pour la société civile colombienne) qui a financé pour la période 2012-2015 des « rencontres nationales de communautés afro-descendantes, indigènes et paysannes pour la terre et la paix », un financement dont la gestion a été confiée à l'ACVC aux côtés d'autres organisations sociales.

Le thème de la paix est plus présent à partir de 2011 et correspond aux positionnements plus récents de l'ACVC sur la scène nationale colombienne dans le contexte des dialogues de paix à la Havane. Parmi les projets productifs discutés au cours des réunions internes auxquelles nous avons pu assister, il a été question de partenariats avec les Nations Unies comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi qu'avec d'autres ONGI ou la coopération européenne. Ces projets, discutés au sein de l'ACVC, concernent souvent l'Association Nationale des Zones de réserves paysannes (ANZORC). L'ACVC, à l'origine de la constitution de cette association à dimension nationale, porte ainsi ses revendications au-delà du cadre de la vallée du fleuve Cimitarra. L'ACVC et l'ANZORC mutualisent ainsi souvent leurs relations internationales.

L'identification des liens internationaux que maintiennent les deux organisations paysannes nous renseigne sur les capacités des paysans à entretenir des relations avec des acteurs internationaux, à traduire des revendications en projets, et à négocier avec d'autres acteurs. Ces relations témoignent ainsi, sous certains aspects, de l'évolution des processus paysans. Sur ce sujet, la différence entre l'ACVC et les communautés du Bas Atrato est importante. En termes de thématiques, l'ACVC a diversifié ses partenaires internationaux et reçoit des soutiens pour différents projets, des droits de l'Homme aux questions de développement en passant par d'autres thématiques comme le soutien aux initiatives de paix. A l'inverse, les communautés afro-descendantes reçoivent surtout des soutiens étrangers liés aux thématiques de l'urgence humanitaire. En termes de relations, alors que l'ACVC identifie chaque acteur en fonction de ses revendications, les communautés afro-descendantes parviennent peu à distinguer les spécialités de chaque acteur international.

Au-delà du financement sur projet, les deux organisations paysannes ont des financeurs principaux. L'étude des financements des organisations est délicate, et les sources de financements sont en général peu mentionnées dans les entretiens. Cela peut s'expliquer par le fait que les leaders ne les connaissent pas toujours, ou parce que ces soutiens internationaux sont moins stratégiques, c'est-à-dire qu'ils ne démontrent pas une ligne politique particulière (et que par conséquent les leaders paysans ne considèrent pas utiles de les mentionner). En effet, les organisations paysannes cherchent souvent à insister sur les liens internationaux qui leur permettent de valoriser leurs revendications locales ou un positionnement plus politique. Cependant, malgré la diversité des liens qu'ils affichent, les leaders confient, au cours des conversations informelles, leurs difficultés d'obtenir des financements structurels pour faire fonctionner les organisations⁴³⁶.

L'ACVC revendique quelques partenaires internationaux majoritaires : l'association catalane pour la paix, la mairie de Barcelone, Misereor (l'œuvre de l'Église catholique en Allemagne) et Diakonia, une ONG suédoise qui soutient également les dépenses structurelles de l'organisation paysanne. En ce qui concerne les financements des communautés du Bas Atrato, il est difficile d'identifier un bailleur. Celles-ci fonctionnent en effet en autonomie et reçoivent plus ponctuellement l'aide de quelques ONGI *via* le financement de l'ONG colombienne CIJYP. Les documents produits par l'ONG CIJYP annoncent l'appui financier de bailleurs comme Christian Aid, la coopération espagnole, la coopération irlandaise, l'ONG Inspir'action⁴³⁷, l'ONG IEPALA⁴³⁸, l'ONG Développement et Paix⁴³⁹ et FOS Colombia⁴⁴⁰. Nous pouvons donc

⁴³⁶ Nous reviendrons ultérieurement sur les conditionnements des financements, sur les conséquences de ces dépendances financières mais également sur les difficultés à obtenir des financements structurels capables de maintenir les organisations dans le temps au-delà de l'exécution des projets. Chapitre 7.

⁴³⁷ ONG espagnole, elle fait partie de Christian Aid. Elle met en place des projets de développement dont la principale mission est d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes. Sur le site internet de l'ONG on trouve la présentation suivante : « L'objectif fondamental d'Inspir'Action est de révéler au monde le scandale de la pauvreté, de contribuer à l'éliminer grâce à des solutions pratiques, en se confrontant et en changeant le système qui favorisent les riches et les puissants face aux pauvres et aux marginalisés. Nous travaillons à l'échelle locale avec pour objectif de sensibiliser et de donner la parole aux personnes et sociétés pour qu'ils dénoncent et réussissent un impact positif, et également pour influencer les politiques quand cela est nécessaire ». Traduction personnelle. <https://www.inspiration.org/nosotros/mision> consulté le 20/10/2015.

⁴³⁸ IEPALA est une autre ONG espagnole. Sa mission est de « contribuer au processus radical de développement humain et soutenable pour améliorer la qualité de vie, de bien vivre (« buen vivir »), en impulsant une citoyenneté consciente et organisée, capable d'exiger le respect des droits de l'Homme dans une approche de genre, pour tous les êtres humains. Contribuer à la formation et l'information critique des personnes et des collectivités pour qu'elles découvrent leur identité, développent leurs capacités et décident de s'insérer efficacement, et avec une volonté de changement, dans une société plus égalitaire ». Traduction personnelle. <http://www.iepala.es/que-es-iepala/mision-vision-y-valores/> consulté le 20/10/2015

⁴³⁹ Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix.

voir que la majorité des financements des organisations paysannes provient des coopérations européennes, d'ONG européennes ou canadienne ou de fondations religieuses. Ces financeurs structurels ne sont pourtant pas mis en avant dans les relations créées par les leaders paysans qui insistent sur d'autres points essentiels dans l'internationalisation de leurs revendications.

La volonté des paysans de constituer des soutiens politiques internationaux

Les leaders paysans interrogés sur leur lien avec la solidarité internationale mettent surtout en exergue des liens plus « politiques », dans la mesure où ce sont des relations qui leur permettent, au-delà de l'interprétation thématique de leur situation, d'aborder réellement le cœur de leurs revendications.

En effet, les paysans ne cachent rien de leur opposition à l'État colombien, que les communautés afro-descendantes accusent de complicité dans le déplacement et que l'ACVC pointe du doigt pour son absence structurelle dans sa région. L'aide d'urgence fait face aux conséquences de la situation humanitaire dans les campagnes, tandis que les ONGI plus axées sur des missions de développement permettent aux organisations paysannes de rester et d'affirmer leurs revendications sur leurs territoires.

Positionner des enjeux territoriaux est délicat puisque cela nécessite de nouveaux rapports avec les acteurs internationaux, mais aussi des rencontres de plus long terme pour transmettre un contexte local complexe. Le phénomène de globalisation des marchés agricoles place nécessairement les acteurs paysans dans une dynamique qui va au-delà des frontières de leur État et de leur région. L'ancrage local de ces phénomènes internationaux a été mis en exergue lors des mobilisations agraires de 2013, lorsque les paysans ont manifesté contre la signature des traités de libre échange avec les États-Unis et l'Union Européenne, des accords qui les placent en désavantage face à des agricultures subventionnées et plus technicisées⁴⁴¹. Le mouvement paysan colombien a remis en cause l'État et ses orientations néolibérales qui affectent des économies paysannes peu développées et des agricultures locales très fragilisées. Pour les paysans colombiens, ces revendications sont éminemment politiques, et peuvent trouver des soutiens au niveau international, étant donné que la libéralisation des marchés agricoles

⁴⁴⁰ Fond fino-suédois pour la Société Civile Colombienne.

⁴⁴¹ Nous revenons plus en détail sur ce mouvement paysan de 2013. Cf Chapitre 6.

affecte d'autres acteurs. Pour les organisations paysannes que nous avons étudiées, la défense du territoire va de pair avec une opposition ferme aux logiques de concentration et d'accumulation de terres, aux logiques latifundiaires et agro-minière exportatrices. Cependant, ces discours, tenus au cours des entretiens et dans les moments d'action collective, trouvent difficilement une concrétisation dans les liens de solidarité internationale.

ACVC : la constitution assumée de solidarités politiques

Pour l'ACVC, les relations politiques font parties prenantes de ses stratégies d'internationalisation, elle parle d'ailleurs d'un « axe de travail de solidarités politiques internationales ». L'organisation tente de développer ses propres liens avec des partenaires étrangers. Les déplacements à l'étranger des membres de l'ACVC sont de bons indicateurs de la pluralité des liens qu'entretient l'organisation paysanne car ils sont l'occasion de consolider des partenariats, d'entretenir des relations et de créer de nouvelles opportunités. Les grandes tournées européennes, effectuées par les principaux leaders de l'organisation, à la fin des années 1990 et pendant les années 2000, suivent dans un premier temps les pas des réseaux des exilés politiques⁴⁴² puis se diversifient. Les paysans de l'ACVC rencontrent divers députés européens issus de partis de gauche ainsi que certains parlementaires nationaux européens. L'ancrage politique des revendications paysannes est ainsi maintenu dans les relations internationales. Pour l'une des membres de l'ACVC, ces relations permettent à l'association paysanne de mettre en commun des intérêts entre l'ACVC et des partis politiques, et ce bénéfice est réciproque :

« Et l'autre axe, qui est plus propre à l'ACVC, plus politico-social, on va dire que ce n'est pas nécessairement un travail de droits de l'Homme, mais [c'est un travail] qui remet en question de manière convaincante le système politique colombien. Cela a aussi à voir avec les exilés du monde, parce que ces derniers ont généré des réseaux à travers leur travail.

Mais pour aller au parlement européen [elle l'avait mentionné un peu plus tôt dans l'entretien], il faut avoir des contacts, non?

⁴⁴² En raison de la répression des dictatures du Cône Sud latino-américain, de nombreux militants de gauche se sont réfugiés en Europe et aux États-Unis. Au moment de la persécution des partisans du parti communiste colombien (PCC) et de l'Union Patriotique en 1985, de nombreux militants fuient vers l'Europe, en France, en Suisse, en Espagne et en Allemagne. Galvanisés par l'expérience internationale de leurs compatriotes latino-américains, ils créent des réseaux de solidarité pour rendre compte de la situation colombienne.

Oui bien sûr, mais là on parle d'un travail de plus de dix ans, regarde, la proposition de travail de l'association est très forte, très convaincante ; regarde aussi sa capacité d'organisation, sa capacité à se documenter, et aussi la capacité à proposer, c'est un groupe très important. Alors, ces voyages à l'étranger⁴⁴³, tu vois ces exilés, ces personnes, ces groupes de solidarité, pas seulement les exilés d'ailleurs parce qu'il y a beaucoup d'européens qui se joignent à ce travail, et bien tout cela se rejoint avec le travail des parlementaires, des journalistes, avec les partis communistes et socialistes européens qui ont clairement des commissions de travail international. En définitive, c'est réunir des intérêts avec les nôtres, non ? Pour eux leur travail est plus convaincant là-bas quand ils amènent la voix de la personne, le visage de la personne qui porte les dénonciations de ce qui se passe en Colombie par exemple ; ou ce qui se passe dans le tiers monde en général. Alors on peut dire que c'est une stratégie qui rend plus convaincant le travail que nous pouvons faire, autant pour eux que pour nous. »⁴⁴⁴

Pour l'ACVC, ces liens plus « politiques » permettent également de se placer sur un pied d'égalité avec leurs interlocuteurs internationaux, qui sont donc des « partenaires », en partant du principe que le processus politique local peut apporter à la manière de faire de la politique en Europe. Plus récemment, la constitution du mouvement politique la Marche Patriotique⁴⁴⁵ par plusieurs organisations sociales colombiennes, dont l'ACVC, a réaffirmé les prétentions politiques de l'association et s'est traduite par de nouvelles relations au niveau international. Gilberto Guerra, président de l'association paysanne, explique qu'il est nécessaire d'articuler les revendications paysannes avec le mouvement politique Marche Patriotique et de mener une internationalisation conjointe. Selon lui, dans cette alliance, l'ACVC assume un choix délicat puisque l'articulation avec un mouvement politique peut faire perdre à

⁴⁴³ En espagnol les « giras » sont des « tournées ». Nous avons préféré ici le terme de voyage à l'étranger.

⁴⁴⁴ Entretien avec une membre de l'ACVC, octobre 2013, Bogotá.

⁴⁴⁵ La Marche Patriotique est un mouvement politique qui rassemble divers mouvements populaires de gauche. Ce mouvement est né en 2010 suite à la grande marche de commémoration du bicentenaire de l'indépendance (1810). Selon sa déclaration politique, le mouvement veut une « deuxième et définitive indépendance ». Sur le site du mouvement, la Marche Patriotique explique que : « Pendant plus de 200 ans, les puissants ont imposé un projet de nation à la Colombie, un projet basé sur leurs intérêts et l'exploitation des travailleurs et ont soumis le peuple à l'opprobre et à la misère dans le but de sauvegarder et de défendre les privilèges mesquins d'une classe, au prix de la faim des secteurs sociaux et populaires. Les colombiennes et colombiens avons résisté historiquement aux politiques des puissants et des élites. Le moment est venu pour que le peuple unisse et déploie encore plus sa créativité, ses initiatives et ses désirs pour la construction d'un modèle alternatif de pays ». Traduction personnelle. Source : <http://www.marchapatriotica.org/>. Le mouvement est officiel depuis 2012 et s'est illustré ces dernières années dans les mobilisations pour la paix et dans les marches paysannes de 2013. D'autres « mouvements politiques » qui ne sont pas (encore) des partis politiques se sont constitués depuis 2010 et depuis l'ouverture des dialogues de paix en 2012. Nous reviendrons plus en détail sur le rôle joué par l'ACVC dans la constitution de ce mouvement politique dont l'importance sur la scène politique colombienne est croissante. Cf. Chapitre 6.

l'association paysanne des ressources financières internationales et des soutiens. En assumant publiquement son « opposition au système »⁴⁴⁶, l'association peut perdre le soutien d'acteurs étrangers peu enclins à afficher leur proximité voire leur accord avec un mouvement politique comme la Marche Patriotique. Mais le président le répète en plusieurs occasions, c'est un coût que l'association est prête aujourd'hui à assumer car il est essentiel, selon lui, de repolitiser les questions agraires et de porter la lutte territoriale au-delà du fleuve Cimitarra. Les liens politiques créés *via* ce mouvement permettent à l'ACVC d'avoir un dialogue indépendamment des financements internationaux qu'elle reçoit et une autonomie dans les décisions. Ce travail politique passe aussi par l'ANZORC (l'Association nationale des zones de réserve paysanne) dont nous avons vu l'importance croissante. Finalement, malgré cette affiliation politique affichée, l'ACVC semble avoir gardé de très bons contacts parmi ses bailleurs et cet « axe de travail » appelé explicitement « incidence politique » se reflète dans la formulation des demandes de financement. En regardant de près ces demandes de financement, nous observons que l'argumentaire paysan se complexifie. De la question spécifique des paysans de la vallée du fleuve Cimitarra, l'ACVC est passé à la formulation de solutions politiques pour le problème agricole au niveau national. Cet argumentaire transparaît dans cet extrait d'une demande de financement international :

⁴⁴⁶ Entretien avec Gilberto Guerra, août 2014, Barrancabermeja, siège de l'ACVC.

Encadré n°12. Un financement international pour soutenir la défense des zones de réserve paysanne

Exemple d'une demande de financement de l'ANZORC pour un projet de 6 mois intitulé « Incidence politique »⁴⁴⁷

« Objectif général : Renforcer les capacités d'incidence politique de l'ANZORC pour la défense des zones de réserve paysanne.

Objectifs spécifiques :

- Générer des alliances avec des organisations sociales et politiques en Europe pour la défense des zones de réserve paysanne.
- Positionner dans l'agenda public, dans les médias, auprès de l'État, de la société civile et de la communauté internationale, la proposition politique et programmatique des ZRC pour une réforme agraire intégrale.
- Défendre juridiquement la permanence des ZRC dans l'ordre juridique national, à travers des interventions citoyennes.

Les premiers résultats obtenus :

Résultat 1 : Des alliances avec des acteurs politiques et sociaux en Europe pour conserver un soutien aux zones de réserve paysanne (ZRC) ont été réalisées. (...) »

Le projet détaille par la suite toutes les activités comprises dans ce financement, dont de nombreux déplacements en Europe pour des réunions « qui se feront avec des organisations sociales et politiques qui soutiennent cette figure juridique (ZRC). Des conférences seront également données dans des universités et auprès d'organisations qui abordent le problème agraire en Colombie et les ZRC comme une figure agraire qui pourrait résoudre ces conflits sur la terre »⁴⁴⁸.

Ainsi, l'ACVC maximise-t-elle clairement ses liens politiques au niveau international et utilise différentes voies pour sensibiliser sur la situation de sa région et pour mettre en avant des revendications au niveau national. Certains soutiens internationaux financent ainsi directement des actions collectives et non des projets de développement locaux. Ces financements et la place des relations politiques dans les discours des paysans de l'ACVC témoignent d'une maîtrise croissante des rapports avec ces acteurs internationaux. Cependant, ces relations permettent surtout d'affirmer des revendications territoriales au niveau local

⁴⁴⁷ Une membre de l'ACVC nous demande de rédiger une demande de financement international pour le projet « campement écologique » dont nous sommes en charge. Nous lui demandons alors de nous faire parvenir un modèle. C'est ainsi qu'elle nous transmet le document dont nous restituons ici une partie. Le reste du document présente le contexte (« les antécédents »), l'organisation ANZORC dont fait partie l'ACVC (et qu'elle pilote en partie) et les objectifs du projet. Les résultats obtenus sont retranscrits ici. Traduction personnelle.

⁴⁴⁸ Issu du document interne sur le financement du projet d'incidence politique d'ANZORC.

puisqu'au niveau international elles ne donnent pas lieu à la constitution d'un réseau politique large de soutien envers la cause paysanne colombienne.

Les communautés afro-descendantes : des liens politiques peu définis

Alors que l'ACVC consolide considérablement ce qu'elle définit comme un « axe politique » au niveau international, l'expérience des communautés afro-descendantes à ce sujet semble manquer de coordination. En effet, elles peinent à développer des réseaux propres, malgré quelques contacts leur permettant progressivement de faire passer leur message. Ce plaidoyer politique est considéré comme important par de nombreux leaders mais ce travail n'est pas rendu visible. Les liens que les communautés entretiennent avec des ONGI sont des liens particuliers, interpersonnels, construits avec des acteurs internationaux qui ont connu directement les communautés.

Les zones humanitaires du Bas Atrato entretiennent par exemple des liens sporadiques avec des associations chrétiennes à l'étranger, qui se concrétisent par des rencontres intitulés « Foi et Politique » animées par les membres de l'ONG CIJYP. Même si ces actes de solidarité sont importants pour la visibilité des actions collectives, ces relations organisées par CIJYP relèvent d'une solidarité religieuse transnationale plutôt floue. D'autres partenaires internationaux ont évolué dans leur discours, au fur et à mesure que les revendications des communautés se précisaient et qu'elles s'installaient sur leurs territoires. C'est, par exemple, le cas du Programme d'Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)⁴⁴⁹ créé suite à la visite d'une jeune anthropologue canadienne dans les zones humanitaires du Curvaradó. Sensible à l'expérience des communautés et au processus de construction des zones humanitaires, elle décide de créer l'association PASC à son retour au Canada en 2003-2004. Au début, le PASC envoie des volontaires pour répondre à l'exigence de présence physique sur le territoire puis, par la suite, une leader afro-descendante accompagne les bénévoles directement au Canada au début des années 2000 pour sensibiliser sur la situation dans le Curvaradó. Cette leader raconte en ces mots un échange avec les membres canadiens de l'association :

⁴⁴⁹ De son nom complet : Pour la défense de la vie, la dignité et l'autonomie, projet d'accompagnement et de solidarité avec la Colombie. Site internet : www.pasc.ca

« Non, mais moi je leur ai expliqué point par point, et j'ai exigé d'eux qu'ils nous accompagnent, qu'ils nous soutiennent dans ce processus, parce que de toute façon tous les pays internationaux ont mis la main dans le déplacement, parce que eux ils ont amené l'argent. Souvent, ce n'était pas leur faute, parce que le Président allait dans les pays internationaux pour demander des ressources pour le bénéfice des communautés et en fait c'était pour acheter des avions pour nous faire sortir d'ici. Tout cela je leur ai expliqué »⁴⁵⁰.

La rencontre avec cette leader va changer le travail du PASC, notamment parce que les membres de l'ONG découvrent un discours politique qui va au-delà des questions humanitaires. En effet, l'ONG connaissait les communautés à travers leur initiative de résistance dans un contexte de conflit armé, et les percevait comme des victimes civiles qui avaient besoin d'être accompagnées dans un contexte difficile pour reconstruire leurs villages. Or, progressivement les communautés mettent également en relief une critique du rôle des entreprises étrangères dans leur région, puis de manière plus générale elles remettent en question certaines formes de « développement ». Ces revendications ne sont pas sans faire écho aux engagements personnels des principaux membres de l'ONG. De l'accompagnement physique, le PASC évolue progressivement vers un autre travail de solidarité qui cherche à intégrer une dimension plus politique. C'est ainsi que Blandine, membre du PASC, explique le positionnement de l'ONG :

« On est ici parce qu'en ce moment, ce qui se passe en Colombie, c'est un agenda global. Et par exemple, c'est contre ça qu'on se bat au Canada, contre les orientations néolibérales, contre l'appropriation des ressources naturelles [...]. La Colombie, c'est un peu l'Israël des Amériques, le partenaire des États-Unis, c'est le pilier de l'empire dans le Sud. »⁴⁵¹

Au-delà des violations des droits de l'Homme, ces jeunes bénévoles sont spécialisés dans la dénonciation du rôle des entreprises étrangères, notamment canadiennes, dans le déplacement des populations du Bas Atrato dans un premier temps puis dans leurs responsabilités dans d'autres localités en Colombie. L'ONG publie par exemple un journal⁴⁵²

⁴⁵⁰ Entretien avec une leader du Curvaradó, novembre 2013.

⁴⁵¹ Entretien avec Blandine, membre de PASC, mai 2013, Bogotá.

⁴⁵² Ce journal s'intitule « le caillou dans le soulier », en écho à l'expression colombienne qui signifie « quelque chose qui gêne ». On y trouve par exemple des articles intitulés : « Canada- Colombie : qui a besoin d'un accord de libre échange pour poursuivre les échanges coloniaux ? », « Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie », « Nouvelles victimes de la palme africaine : Ecocert parle de certification bio ; la communauté de déplacement forcé », « Poursuite contre la minière Drummond accusée de financer les paramilitaires », *Le caillou dans le soulier*, Printemps 2011, n°8.

sur les effets des politiques économiques et commerciales de leur propre pays sur les populations rurales colombiennes. Le ton des dénonciations du PASC fait en partie écho au mouvement altermondialiste et s'est construit au fur et à mesure des interactions entre les jeunes bénévoles et les communautés du Curvaradó. Aujourd'hui, l'association n'envoie plus de bénévoles pour accompagner les leaders afro-descendants mais continue de faire des formations au Canada sur les enjeux miniers et leurs conséquences socio-environnementales dans les pays du Sud, et notamment en Colombie. Les relations nouées avec les leaders afro-descendants ont ainsi permis à un acteur international de repenser son action de solidarité et de réorienter une action humanitaire vers un travail politique de plus grande ampleur.

Si les liens politiques sont moins mis en avant au sein des communautés afro-descendantes, le ton politique de certains de leurs partenaires est cependant bien présent. Entre l'expérience de l'ACVC et celle du Bas Atrato, on note surtout que les liens entretenus par les paysans avec leurs partenaires internationaux ne sont pas figés et qu'ils sont en constante évolution au gré du contexte et des acteurs. Les principales différences tiennent surtout aux capacités organisationnelles des deux collectifs. Alors que l'ACVC a les moyens de mettre en oeuvre un travail de mise en relation au niveau international, les communautés afro-descendantes restent dépendantes des aléas des rencontres avec des acteurs internationaux. Les liens politiques qu'elles parviennent à nouer sont peu nombreux et dépendent des capacités de certaines ONGI à repenser leur action de solidarité internationale. Cependant, cette réorientation, comme celle du PASC, est plutôt le fait de petites structures. Un autre élément essentiel qui différencie les deux organisations paysannes tient au contexte local de mobilisation. La situation humanitaire et sécuritaire ne permet pas toujours aux communautés de réfléchir à la portée politique de leurs revendications et de solliciter d'autres types soutiens.

L'absence de liens avec d'autres mouvements paysans du Sud

Face au ton politique et aux revendications mises en avant par les paysans colombiens, nous avons cherché à comprendre le décalage entre la prégnance de liens avec des acteurs du Nord et l'absence de partenaires au Sud. En effet, au vu du profil des mobilisés, il serait tentant de rallier l'internationalisation des causes paysannes colombiennes à la promotion d'une « globalization from below » largement mise en

avant dans la littérature sur les mouvements sociaux⁴⁵³. La situation des paysans colombiens serait *a priori* plus facilement comparable à celle d'autres paysans en Amérique Latine, ou dans d'autres pays du Sud.

C'est d'ailleurs ce que revendiquent les leaders de l'ACVC qui soulignent l'importance de suivre cette vague de relations politiques en Amérique Latine. L'association revendique des liens avec le Mouvement des Sans Terre du Brésil, les paysans colombiens sont allés plusieurs fois se former auprès de ce mouvement emblématique d'Amérique latine. L'ACVC fait également partie de la CLOC-Via Campesina, un partenaire souvent mis en avant dans les entretiens, alors que peu de liens ont réellement été concrétisés (l'ACVC n'est que membre invité⁴⁵⁴ des réunions de la Via Campesina, étant donné que seules les organisations nationales sont reconnues). Enfin, les leaders paysans de l'ACVC nourrissent un attrait fort pour ce qu'ils appellent le « processus vénézuélien », qui symbolise pour eux « une grande bataille, une lutte de longue haleine, une bataille structurelle »⁴⁵⁵. Là encore, il n'existe pas de liens concrets entre des paysans vénézuéliens et colombiens. L'expérience des organisations paysannes étudiées montre qu'elles font face à de nombreux obstacles pour la réalisation de ces solidarités de « mouvement à mouvement »⁴⁵⁶. Elles restent très dépendantes des solidarités provenant de structures plus importantes (des grandes ONG plutôt que des collectifs militants) et situées dans les pays de l'OCDE. Ces décalages s'expliquent de différentes manières. Ils tiennent à l'hétérogénéité même des mouvements paysans dans les Suds, aux buts poursuivis par ces derniers ainsi qu'aux difficultés matérielles d'acteurs ancrés dans des phénomènes de globalisation complexes.

Geoffrey Pleyers⁴⁵⁷ rappelle que l'impression d'un phénomène global autour des mobilisations sociales ne signifie pas pour autant une homogénéité de ces mouvements.

⁴⁵³ DELLACIOPPA Kara, WEBER Clare, *Cultural politics and resistance in the 21st century*, New York, Palgrave MacMillan, 2012 ; BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, et KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements...Op.cit.*; KENNEDY Paul, *Local lives and global transformation...Op.cit.* ; PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization...Op.cit.*

⁴⁵⁴ En tant qu'association régionale, l'ACVC ne fait pas partie de la Via Campesina, mais elle est « invitée » ponctuellement aux rencontres internationales. Elle n'est alors qu'observatrice et n'a pas de droit de vote dans les instances du mouvement.

⁴⁵⁵ Entretien avec une membre de l'ACVC, octobre 2013, Bogotá.

⁴⁵⁶ Joe Bandy et Jackie Smith pointent dans leurs travaux les difficultés de rencontres entre acteurs locaux. Ils soulignent les différences culturelles de compréhension entre des acteurs très différents et les obstacles inhérents aux relations de pouvoir que les interactions entre le local et l'international impliquent. Ils mettent ainsi en exergue l'importance de la prise en compte des conditions sociales des militants dans la constitution d'alliances internationales. BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders...Op.cit.*

⁴⁵⁷ PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization...Op.cit.*

Si plusieurs mouvements semblent avoir des revendications similaires, ils ne se ressemblent pas toujours, ou du moins pas assez pour créer un élan commun. Dans son étude sur l'« alterglobalisation », l'auteur met en exergue des mouvements d'une grande diversité qui communiquent ou échangent des symboles tout en étant ancrés dans des réalités particulières. Aucun des mouvements étudiés par Geoffrey Pleyers – les activistes progressistes comme les Indignés espagnols et le mouvement Occupy à New York, les zapatistes au Mexique, et les militants du « Buen Vivir » en Equateur – n'est défini comme un mouvement « alterglobalisation ». Il explique que ce n'est que par l'agrégation de chacun de ces acteurs que le mouvement « alterglobalisation » en tant qu'acteur international, prend forme. Chacun se reconnaît dans cette construction d'une cohérence commune, sans pour autant constituer une coalition à proprement parler. L'impression de « mouvement » et de « collectif » est créée *a posteriori* par les commentateurs et par l'agrégation de ces revendications. Cependant ce n'est pas toujours un but recherché par les organisations elles-mêmes.

Dans le cas des paysans colombiens, les discours d'alterglobalisation trouvent un écho bien particulier, notamment depuis les marches et actions entreprises par le mouvement paysan de 2013 qui a mis en relief la question de la régulation des marchés agricoles internationaux et des enjeux agraires propres au contexte colombien. Cependant, malgré une dynamique de renforcement des liens politiques avec des acteurs internationaux, les organisations paysannes étudiées restent aux prises avec un contexte local très prégnant, avec notamment des obstacles matériels. Ils entretiennent donc des liens d'interdépendance complexe avec les acteurs internationaux qui les financent. En ce qui concerne les communautés afro-descendantes, elles sont dans l'incapacité organisationnelle de garder le contact avec des mouvements à l'étranger. Les rencontres qu'elles ont eues avec ces acteurs ont été permises, comme nous l'avons observé, par l'ONG CIJYP au cours de quelques mobilisations sporadiques organisées dans les territoires collectifs des communautés. Concernant l'ACVC, certains leaders abordent les obstacles à la constitution de liens de solidarité avec des paysans du Sud au cours des entretiens. Un leader paysan résume ainsi toute la complexité des relations internationales qu'entretient l'association paysanne :

« nous ici aucun des latinos ne va nous donner de ressources. C'est impossible de faire de la gestion, on ne peut en faire avec personne. Ça c'est aussi une des raisons pour laquelle nous sommes allés en premier vers

l'Europe. Et pour la différence médiatique aussi, qui est importante. L'Europe a donné de l'argent ici. Ce sont des miettes réellement en comparaison de tout ce qu'ils ont emporté [il fait référence ici à la colonisation]. Ce sont des miettes mais, ça, c'est donner une reconnaissance politique, et d'avoir une relation entre l'ACVC et le parlement européen par exemple, ça, c'est un statut politique. Nous avons été au parlement à plusieurs reprises, et là-bas ils ouvrent un espace, on parle, on dénonce avec les parlementaires amis, ceux de la gauche unie, et tous ces liens politiques plus spécifiques. Alors, ce sont ces espaces politiques, ces espaces qui nous permettent d'avoir une gestion économique, ce sont les raisons fondamentales pour aller là-bas. Les relations avec le continent [latino américain] sont d'ordre politique et organisationnel, dans le cadre d'un partage des problèmes et des expériences. Ce sont des expériences organisationnelles pour voir ce qui peut nous servir, pour mettre en place ici, et pour voir ce que nous pouvons aussi réussir depuis notre expérience là-bas ; mais de là ça ne va pas plus loin. Avec le MST c'est ce genre de relation que nous avons. Tous ces processus vénézuéliens... [...] le Venezuela a la facilité d'aider économiquement avec tout le potentiel en ressources économiques, cependant, ici les politiques d'État priment. Il ne convient pas au Venezuela d'avoir des mauvaises relations avec la Colombie, alors dans le cadre de ces bonnes relations avec l'État colombien, pour s'éviter tous ces problèmes, ils ne financent pas des projets de base ; c'est ça l'expérience qu'on a avec les camarades. On a des amis vénézuéliens mais on n'a pas reçu un seul bolivar de là-bas. »⁴⁵⁸

Même si ce témoignage illustre l'existence de relations avec d'autres mouvements sociaux du continent, la dépendance financière des organisations paysannes apparaît très rapidement comme un obstacle important dans la perpétuation de ces relations. Alors même que les organisations paysannes tentent de promouvoir d'autres rapports de force avec leurs partenaires internationaux, la difficulté financière se ressent dans la frustration de ne pas pouvoir aller plus loin dans les relations avec des processus sociaux similaires. Ce leader montre ainsi de manière très pragmatique toute la complexité d'internationaliser la cause paysanne colombienne.

En effet, les territoires paysans se retrouvent, malgré eux, au cœur de la mondialisation, avec d'un côté l'arrivée des investissements étrangers et de l'autre de nombreuses ONGI et agences de coopération internationales. Entre ces deux types d'acteurs, le territoire des paysans représente bien plus que des terres agricoles pour la

⁴⁵⁸ Entretien avec un membre de l'ACVC, responsable des relations internationales et politiques, décembre 2013, Bogotá

production locale. Il devient un champ de bataille entre plusieurs visions du monde et du développement. Cette bataille symbolique oppose différents partisans d'une autre mondialisation, ou partisans d'un autre voie de développement ; des acteurs très divers, entre des opposants au « capitalisme sauvage » (les ONGI dans le courant altermondialiste) et ceux qui font la promotion d'un développement intégré à une logique de marché (par exemple la FAO). En résultent des interactions éminemment complexes entre acteurs locaux et acteurs internationaux, ce que Saturnino Borrás, Marc Edelman et Cristobal Kay ont mis en avant dans leurs travaux⁴⁵⁹. Ces auteurs montrent que, malgré l'ancrage rural et localisé des revendications paysannes, il existe des interconnectivités entre les différents niveaux (local, national, international), et que les acteurs sont en permanente négociation concernant ces positionnements. En effet, les territoires des paysans du Magdalena Medio et ceux des populations afro-descendantes, galvanisent des luttes qui vont bien au-delà du cadre national. L'ONG canadienne PASC reflète d'ailleurs cette logique en réorientant ses activités d'une aide physique aux communautés sur leurs terres à la dénonciation au Canada du rôle néfaste des entreprises canadiennes. De même, la Via Campesina relaie le cas de l'ACVC au sein d'instances qui dépassent le cadre colombien. Différents acteurs internationaux « s'approprient » donc, en quelque sorte, les luttes paysannes localisées en y voyant des opportunités pour défendre des causes plus générales. Pour les paysans, la résistance s'organise au niveau local voire au niveau national, et dans le même temps, leur résistance au local est, en soit, une résistance au capitalisme mondial.

Les organisations paysannes étudiées entretiennent des relations internationales de nature très différente : d'ordre humanitaire, autour de projets de développement, des relations plus politiques, des liens avec des mouvements étrangers similaires, des identifications avec des processus paysans voisins, etc. Ces différents liens permettent d'identifier plusieurs manières de sensibiliser à la cause paysanne. Ces soutiens internationaux font également émerger de nombreuses limites, en termes de capacité des acteurs locaux à se projeter au-delà de leurs territoires, et en termes de dépendance vis-à-vis de certains partenaires.

On identifie deux voies dans ces processus d'internationalisation. D'un côté, les communautés afro-descendantes sont dépendantes de l'intermédiation de l'ONG CIJYP

⁴⁵⁹ BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements..., Op.cit.*

pour entrer en contact avec des acteurs internationaux. Les relations qu'elles tissent portent une empreinte humanitaire importante malgré quelques liens interpersonnels qui ont permis une certaine politisation. D'un autre côté, l'ACVC prend directement en main ce processus d'internationalisation, en diversifiant ses contacts, en traduisant sa cause de diverses manières et surtout en essayant de renforcer l'aspect politique de cette solidarité.

Conclusion section 1

Les paysans colombiens entretiennent ainsi des relations de solidarité avec une pluralité d'acteurs internationaux. Cette diversité rend compte de l'imbrication de plusieurs problématiques de la solidarité internationale au sein des revendications pour le territoire, mais aussi des capacités des paysans à rassembler différents types de soutiens. Ils mobilisent ainsi tout un panel d'acteurs, qui couvre plusieurs champs de la solidarité internationale : le domaine l'humanitaire, celui du développement et des relations plus politiques. Les paysans jouent ainsi sur les nombreux aspects de leur lutte locale et de leur identité pour sensibiliser à leur situation. Cependant, cette diversité de partenaires cache également de nombreuses difficultés dans la transmission de l'intégralité des revendications paysannes à l'international. En effet, la faiblesse de la portée des liens politiques avec leurs partenaires renvoie aux difficultés de restituer toute la spécificité de leurs revendications. Finalement, les acteurs internationaux qui financent et rendent possible matériellement l'action collective locale ne sont pas toujours les partenaires dont les paysans sont les plus proches politiquement. Les mouvements politiques et les liens avec des partenaires du Sud, créent une solidarité internationale différente qui accompagne d'autres aspects de l'action collective, sans toujours permettre de compenser l'apport nécessaire des plus gros bailleurs⁴⁶⁰.

La comparaison entre les deux organisations paysannes nous a permis d'identifier différentes formes de construction de la solidarité. D'un côté, l'ACVC pense son internationalisation en tant que telle, elle s'approprie les logiques thématiques des acteurs internationaux et tente de développer de nouveaux liens plus politiques. De l'autre, les communautés afro-descendantes sont dépendantes d'un intermédiaire dans

⁴⁶⁰ Nous reviendrons plus spécifiquement sur le conditionnement des bailleurs de fonds au sein des organisations paysannes. Chapitre 7.

leurs relations avec leurs partenaires internationaux, et restent tributaires d'une aide fléchée « humanitaire ». La spécificité des contextes locaux est parfois difficile à saisir par des acteurs de la solidarité internationale qui cherchent une « population cible » pour la mise en œuvre de projets, tandis que les acteurs locaux ignorent parfois la complexité des alliances qu'ils suscitent.

Les organisations paysannes semblent donc aux prises avec un « internationalisme complexe »⁴⁶¹, qui se traduit par une volonté d'internationalisation réitérée en permanence dans les discours des leaders mais incomplet dans ses actes ; et surtout en apparence insaisissable. Les paysans doivent rendre compte de leurs réalités localisées alors qu'ils sont aux prises avec des enjeux mondiaux qui les dépassent. Le catalogue⁴⁶² des partenaires internationaux laisse difficilement émerger l'idée d'une cause commune entre acteurs locaux et acteurs internationaux. Pour leurs partenaires de solidarité, les paysans colombiens semblent être alternativement des sujets politiques, des pauvres ruraux ou des civils en danger. La question paysanne n'est pas clairement transmise au niveau international telle qu'elle est exprimée au niveau local.

Cependant, ce constat ne dit pas tout des relations internationales constituées, et des processus organisationnels locaux. Leur réussite dépend des capacités des acteurs à saisir ce contexte international qui n'est pas le leur, pour positionner leurs revendications et interagir avec d'autres acteurs capables de relayer leurs préoccupations. Donatella della Porta et Sidney Tarrow expliquent que les acteurs locaux doivent adapter leurs stratégies pour capter les possibilités de se lier à une hétérogénéité d'acteurs. Dès lors, comment les acteurs surmontent-ils ces décalages entre le niveau local et le niveau international et créent, malgré tout, des solidarités ? Une attention particulière aux échelles d'analyse apparaît là encore nécessaire à la compréhension des interactions complexes entre ces acteurs. Il convient d'analyser ces processus en profondeur, pour comprendre, au-delà des financements et des relations affichées, ce qui crée réellement la solidarité internationale, c'est que nous tâcherons de comprendre dans la prochaine section.

⁴⁶¹ DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest...Op.cit.*, p 11 et 12.

⁴⁶² Nous renvoyons le lecteur à annexe n° 8 les différents liens internationaux des organisations paysannes, recensés au cours de notre recherche.

SECTION 2/ LA SOLIDARITE INTERNATIONALE, FRUIT DE RENCONTRES ENTRE LES PAYSANS COLOMBIENS ET DES ACTEURS INTERNATIONAUX

Les paysans colombiens se mobilisent dans des contextes complexes où la terre et le territoire sont des enjeux à la fois locaux et internationaux. Les relations mises en exergue précédemment, et notamment l'étude des projets et des financements, ne suffisent pas à comprendre comment les acteurs se retrouvent, se rencontrent et échangent. Doug McAdam et Sidney Tarrow⁴⁶³ ont identifié plusieurs voies de diffusion entre le niveau local et le niveau international. Le courtage, qui renvoi au transfert d'information entre deux sphères sociales auparavant déconnectées, est ce que nous avons identifié dans la partie précédente. Les leaders paysans revendiquent être en relation avec certains partenaires internationaux et échangent des informations, ce qui donne lieu à des financements et/ou à des projets. La diffusion non relationnelle est une autre manière de diffuser des idées et elle induit un transfert d'information par le biais des médias. Or, cette forme de communication est très limitée dans le cas des organisations paysannes que nous avons étudiées, car celles-ci ont peu de moyens et de relais médiatiques. Elles n'ont pas non plus l'ambition de créer un « chiapas virtuel » à l'image de la diffusion des symboles et de la lutte zapatiste, comme dans le cas analysé par Doug McAdam et Sidney Tarrow. Enfin, la plus concrète des diffusions et la plus « mesurable » reste la diffusion relationnelle, elle consiste à suivre les rencontres physiques entre acteurs ; et c'est cette voie qui concerne notre deuxième section.

Figure 5. Les différentes voies de diffusion entre les niveaux local et international

<p>Le courtage : entretiens (déclaration des leaders), projets et financements internationaux</p> <p>La diffusion non relationnelle : médias et transferts de symboles</p> <p>La diffusion relationnelle : les rencontres physiques entre acteurs</p>
--

Les acteurs locaux et internationaux se rencontrent peu malgré la pluralité des relations affichées et l'importance des liens qui unissent ces acteurs. Lorsqu'ils se

⁴⁶³ MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in transnational contention »...*Op.cit.*

rencontrent, ces échanges donnent parfois lieu à des décalages, ce que nous montrerons dans un premier temps. Cependant, une solidarité est mise en place puisque des projets sont financés et des soutiens étrangers revendiqués. Comment expliquer ce paradoxe ? Nous montrerons que plusieurs sortes de solidarité sont maintenues entre les paysans et leurs partenaires même si ces relations sont parfois difficiles à saisir. L'attribution de similarité entre, d'un côté, les causes paysannes et, de l'autre les intérêts des acteurs internationaux, permet aux acteurs de produire un sens commun qui génère une solidarité, c'est ce que nous détaillerons dans une deuxième partie.

Des rencontres loin des campagnes

Nous avons fait l'expérience des difficultés à saisir les relations internationales dans les entretiens et les témoignages des paysans. Par conséquent nous avons par la suite suivi ces paysans dans leurs interactions avec ces multiples partenaires, dans les villages, à Bogotá puis à l'étranger. Suivre les acteurs dans leur quotidien au gré des rencontres reste le meilleur moyen de « saisir » ces processus d'interaction⁴⁶⁴. En suivant ces moments de rencontre en Colombie et les trajectoires des organisations paysannes à l'international, on fait ainsi le constat que les acteurs locaux et internationaux se rencontrent peu. Lorsqu'ils se rencontrent, c'est le plus souvent dans la capitale du pays, Bogotá, et très peu dans les territoires des communautés paysannes. De plus, lorsque les paysans partent à l'étranger pour sensibiliser sur leur situation, ils ont du mal à diffuser leurs revendications.

⁴⁶⁴ SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international... », *Op.cit.*

Des solidarités qui se construisent à Bogotá

Figure 6. Résumé des observations participantes⁴⁶⁵ des rencontres entre acteurs locaux et internationaux en Colombie.

	Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra ACVC	Communautés de Curvaradó et de Jiguamiandó
Rencontres entre les paysans et les acteurs internationaux dans les campagnes	<p>Présence des interlocuteurs ACVC/ FAO dans plusieurs villages.</p> <p>Atelier pour l'organisation du campement écologique ACVC-Forum Syd⁴⁶⁶ (ONG suédoise) à Barrancabermeja.</p> <p>Accompagnement des leaders par l'ONG IAP⁴⁶⁷ dans la région de Remedios.</p>	<p>Accueil des membres internationaux de la « commission éthique », Zone humanitaire de Camélias.</p> <p>Mobilisation devant la base militaire : présence des membres internationaux de la « commission éthique ».</p> <p>Très nombreux accompagnements de PBI⁴⁶⁸ auprès des communautés : rencontre interethnique dans le Jiguamiandó, retour d'une famille dans le Curvaradó (avec la présence de Witness For Peace⁴⁶⁹), accompagnements dans les communautés de Bijao Onofre, La Palma, la Madre Union et La Larga à plusieurs reprises.</p>
Rencontres entre les leaders paysans et les acteurs internationaux en Colombie	3 réunions entre l'ACVC et l'ONG Forum Syd pour l'organisation d'un atelier et pour le financement du campement écologique	Célébration des 25 ans de l'ONG CIJYP. L'ONG a alors invité à Bogotá des membres des membres des zones humanitaires ainsi que des ONGI présentes en Colombie.

⁴⁶⁵ Nous avons été en mesure d'assister à ces différentes rencontres entre acteurs locaux et internationaux. On peut également comparer ces observations participantes avec les rencontres nationales et régionales qui sont beaucoup plus nombreuses. Voir annexe n°2 sur le bilan exhaustif des observations participantes 2012-2015.

⁴⁶⁶ Forum Syd est une ONG suédoise. Elle œuvre pour la défense des droits humains. Sur son site on peut trouver la présentation suivante : « Forum Syd croit que seule la reconnaissance des droits permet un développement soutenable et sur le long terme ». Traduction personnelle. <http://www.forumsyd.org/InternationalStart/Colombia/About-Forum-Syd/>

⁴⁶⁷ IAP : International Action For Peace, ONG d'accompagnement physique. Voir annexe n° 9 sur les ONG d'accompagnement international.

⁴⁶⁸ PBI : Peace Brigades International, ONG d'accompagnement physique. Voir annexe n° 9 sur les ONG d'accompagnement international. Nous renvoyons également au détail des observations participantes, où l'on peut remarquer la présence régulière des volontaires internationaux de PBI. Annexe n° 2.

⁴⁶⁹ Witness For Peace est une autre ONG d'accompagnement international.

L'analyse des rencontres entre acteurs nous mène à un constat : l'espace local qui est pourtant au centre des enjeux n'est pas toujours l'endroit privilégié des rencontres. Les membres de la base des organisations paysannes, que nous avons précédemment qualifiés de membres implicites, rencontrent peu d'acteurs internationaux dans leurs villages. Cette présence internationale est surtout celle des volontaires étrangers des ONGI d'accompagnement qui constituent le lien le plus direct et le plus constant entre les niveaux local et international. Cette présence inscrit les relations de solidarité dans des rapports très personnels mais concerne surtout des mesures de protection et des questions d'ordre humanitaire. Ces constats permettent en partie de comprendre l'étonnement des paysans lorsque nous les avons interrogé sur les liens internationaux qu'entretient leur organisation. En effet, lors de nombreux échanges, les paysans membres implicites n'identifient pas leurs « alliés internationaux » et ne font pas toujours la différence entre ces différents acteurs étrangers. Ils perçoivent tous les acteurs internationaux de la même façon, sans distinguer les ONG entre elles des soutiens politiques, ou des agences onusiennes. En de nombreuses occasions, les enquêtés nous mentionnent d'ailleurs comme un de ces acteurs internationaux. Interrogés sur la solidarité internationale, ils nous renvoient la question, en nous demandant comment nous nous sommes personnellement intéressée à leur situation pourtant lointaine. Un enquêté, dans un village éloigné de la Vallée du fleuve Cimitarra fait clairement le parallèle entre les contacts avec des ONGI et notre présence étrangère:

« Et ces liens avec les internationaux ils se sont fait comment ?

Comment ça ?

Comment vous êtes rentrés en contact, comment ils sont arrivés à connaître la situation ici ?

Ah bah ça, ça... ça s'est fait par l'intermédiaire des organisations sociales d'ici, de Colombie [...] ils ont des contacts pour ça. Par exemple, une ONG dans ton pays, par exemple, toi ça t'intéresse de connaître la situation des droits de l'Homme ici en Colombie, comment ils les violent, etc. Alors sûrement tu te mets en contact avec l'ACVC. C'est la même chose que tu es en train de faire. Toi tu sais comment on vit ici, les difficultés que nous avons, comment nous nous organisons,... elles [les ONG] font comme ça. Tu me comprends? Toi t'as fait comment pour arriver jusqu'ici? Par l'intermédiaire d'eux [l'ACVC]?

*Oui. »*⁴⁷⁰

⁴⁷⁰ Entretien avec un président de conseil d'action communale, octobre 2013, département du Bolivar.

Saisir la présence de la solidarité internationale au niveau local n'est pas aisé ; « suivre les individus pour identifier les espaces internationaux suppose moins ici de croire au pouvoir systématiquement explicatif de la socialisation primaire, mais plutôt, compte tenu de l'indétermination des champs internationaux dans lesquels évoluent les individus, de procéder, comme l'on suivrait des oiseaux migrateurs afin de comprendre des changements climatiques – bref, en reconstruisant ces espaces grâce au suivi des individus qui y évoluent »⁴⁷¹ selon Johanna Siméant. Ainsi, au-delà des liens affichés dans les entretiens, c'est en suivant les leaders paysans que l'on se rend compte d'un paradoxe : les paysans ont des liens très limités avec des acteurs internationaux, dans le même temps qu'ils font constamment écho à l'importance de la solidarité internationale. Finalement, les paysans dans leurs villages ne rencontrent que peu d'interlocuteurs étrangers et la gestion des ressources internationales et des contacts internationaux est le fait de quelques leaders.

Par conséquent, il y a peu de rencontres sur le terrain, et celles-ci se réalisent surtout à Bogotá. Ces rencontres dépendent aussi de la manière dont les organisations paysannes sont structurées, c'est-à-dire de leurs capacités à avoir une représentation dans la capitale et à pouvoir dialoguer dans des espaces urbains qui ne sont en apparence pas les leurs. Par exemple, l'ACVC a choisi de déléguer directement des personnes à Bogotá, qui sont chargées de mener à bien ces relations internationales. De cette manière, les partenaires internationaux ont des interlocuteurs définis, des personnes qui sont directement nommées par la direction de l'association à Barrancabermeja. Il convient également de souligner l'originalité des rapports entre l'ACVC et la FAO. Certains membres de l'ACVC sont ainsi mandatés par le programme des Nations Unies pour la mise en œuvre d'un projet local. Cette manière de lier local et international au sein d'une même personne, membre de l'organisation paysanne et représentante du projet international, est une des techniques employée par l'ACVC. Elle permet de réduire les écarts entre partenaires et de mieux gérer les projets selon les demandes de l'association. Cette manière de faire contribue dans le même temps à la crédibilité et à la visibilité de l'agence onusienne qui agit ainsi au plus près des acteurs locaux.

Les communautés afro-descendantes passent quant à elles par l'intermédiaire de l'ONG CIJYP pour contacter leurs partenaires internationaux à Bogotá. Elles n'ont pas les ressources financières pour voyager jusqu'à la capitale (il faut deux jours en

⁴⁷¹ SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international... », *Op.cit.*, p 125.

transport routier et les vols sont extrêmement coûteux). De plus, les rares rencontres à Bogotá attestent des difficultés pour les leaders afro-descendants de s'adapter aux modes « urbains » d'interaction et aux formes de rencontre propres à la capitale. Au cours de nos passages dans les locaux de l'ONG CIJYP nous avons ainsi pu identifier les membres des zones humanitaires qui viennent pour la première fois (que l'on remarque à leur comportement et leur habillement) et ceux qui sont habitués à ces voyages. Les leaders afro-descendants qui restent plusieurs semaines auprès de l'ONG sont plus à l'aise face à ces étrangers qu'ils apprennent à connaître.

Au niveau des sujets abordés lors des rencontres à Bogotá, nous remarquons que le contenu des échanges est très technique et porte sur des questions précises de coopération. Nous n'avons assisté à des échanges portant sur le fond des causes défendues par les organisations paysannes qu'en de très rares occasions. Dans la majorité des cas observés, les acteurs locaux (les leaders) et les acteurs internationaux (les coopérants) se connaissent déjà, et ont des discussions plus pragmatiques (budgétaires, approvisionnement et projets à venir).

Ces observations des moments de rencontre entre les paysans et leurs partenaires nous renseignent sur les difficultés d'échange entre le niveau local et le niveau international ainsi que sur l'importance des stratégies organisationnelles mises en place pour réduire les éventuels écarts de perception. Les différences entre l'ACVC et les communautés afro-descendantes sont importantes à ce sujet et se retrouvent au moment de suivre les acteurs locaux au niveau international.

Les paysans font connaître leurs causes à l'étranger

Les déplacements des paysans à l'étranger constituent un autre point d'observation privilégié pour mesurer les liens de solidarité entre les acteurs locaux et internationaux. Ces occasions sont rares mais elles permettent de comprendre la complexité des interactions et les revendications que cherchent à transmettre les paysans colombiens.

Depuis sa création, l'association paysanne de la Vallée du fleuve Cimitarra effectue des déplacements en Europe aux cours desquels les leaders rencontrent plusieurs partenaires étrangers. Ces voyages se réalisent en général tous les deux ans, selon les ressources financières et les invitations ponctuelles des ONGI. PBI a participé aux premiers voyages de l'organisation paysanne et continue de rencontrer l'ACVC lors de ses passages en Europe. Ces déplacements sont l'occasion de sensibiliser sur une thématique particulière (celle des

droits de l'Homme lors des premiers voyages puis progressivement celle des enjeux territoriaux), auprès de partenaires que l'ACVC connaît ou pour créer de nouvelles relations. Dans cette optique, les thèmes des déplacements et l'agenda de ces rencontres témoignent de l'évolution de l'organisation paysanne et de ses soutiens.

Nous avons eu l'occasion d'accompagner une de ces visites en 2014 et de suivre Franco, jeune chimiste de l'association, en charge de l'équipe technique, et désigné sur le tard pour réaliser ce voyage⁴⁷² en France. La priorité de cette venue est de faire la promotion des zones de réserve paysanne, de montrer que cette figure juridique protège le paysannat colombien et qu'elle est une garantie pour une transition vers la paix dans le pays. Trois rencontres sont ainsi prévues : une conférence universitaire à l'IEP de Bordeaux sur les atteintes environnementales de l'activité minière, une réunion avec la Confédération Paysanne, et une rencontre avec le responsable international du Parti de Gauche. Ce sont trois rencontres totalement différentes, aux cours desquelles Franco tente de présenter la situation des paysans colombiens à divers interlocuteurs. Il utilise d'ailleurs le même outil pour les différentes rencontres, une présentation power point qui montre les impacts de l'activité minière dans la région du Cimitarra (sa spécialité en tant qu'ingénieur chimiste) et les initiatives de la zone de réserve paysanne pour remédier à ces activités néfastes. Ces rencontres permettent d'observer au plus près le discours de l'ACVC à l'étranger. Par le biais de Franco, l'ACVC sensibilise sur la défense de l'environnement, échange sur la question agraire en Colombie et consolide ses soutiens politiques.

Cependant, cette « cohérence » apparente suscite parfois des difficultés de communication lors des échanges entre les acteurs. Face aux étudiants de l'IEP, Franco insiste surtout sur les aspects techniques des atteintes environnementales, en replaçant ce qui se passe à l'échelle de la région dans un contexte national plus large. Il évoque alors peu les revendications politiques du mouvement paysan. A l'inverse face au responsable des relations internationales du Parti de Gauche, le ton politique est omniprésent et les questions techniques des activités minières (et notamment l'activité artisanale) sont rapidement évincées. Les

⁴⁷² Deux leaders avaient été désignés pour effectuer ce voyage. L'ACVC nous avait alors contacté pour coordonner quelques rencontres en France et assurer la traduction avec certains partenaires. Il était également question qu'un des leaders de l'ACVC vienne en tant que représentant du mouvement politique de la Marche Patriotique. Cependant, les deux leaders choisis par l'ACVC pour réaliser ce voyage ont été victimes de menaces des paramilitaires quelques semaines avant leur départ. En 2014, la question des zones de réserve paysanne est sensible car le sujet est en discussion à la table des négociations à la Havane. Les prises de position de l'ACVC font ainsi l'objet d'une attention médiatique mais également de menaces de différents groupes paramilitaires. Dans ce contexte, les deux leaders menacés annulent leur voyage, et Franco, le responsable de l'équipe technique, est chargé de continuer l'agenda prévu. Au cours des conversations précédents sa venue en France, Franco insiste sur le fait qu'il souhaite rencontrer des syndicats, des partis politiques (il tient surtout à rencontrer le Parti Communiste Français) et des étudiants.

affinités idéologiques entre les acteurs politiques français rencontrés et l'ACVC sont claires, ils partagent un intérêt pour les luttes sociales et pour une opposition ferme aux politiques néolibérales. Dans cet échange, Franco et son interlocuteur du Parti de Gauche mettent en perspective le mouvement paysan colombien avec d'autres mobilisations pour les ressources et pour la dignité en Amérique Latine. Cependant, même si ces acteurs trouvent des points communs dans leurs discussions, certains échanges donnent lieu à des décalages, ce fut notamment le cas de la rencontre entre l'ACVC et un membre de la Via Campesina – la Confédération Paysanne. Pierre, un producteur de porc de Champagne accueille Franco dans les locaux parisiens de la « Conf' » et ce dernier lui explique brièvement le but de sa présence en France puisque c'est la première fois que l'ACVC prend contact avec le syndicat agricole français. Après la présentation de Franco, Pierre et lui échangent sur l'ouverture internationale des marchés agricoles, sur les prix fixés par des marchés virtuels et plus globalement sur l'impact des politiques libérales. Franco explique la situation en Colombie et les conséquences des traités de libre échange dans les campagnes, ce que Pierre essaye de mettre en lien avec la situation des agriculteurs français. Franco insiste sur les difficultés locales pour cultiver en l'absence d'infrastructures, ainsi que sur l'insécurité foncière, la présence des multinationales et les menaces qui pèsent sur les paysans qui restent sur le territoire. Pierre a l'air grandement intéressé, mais a du mal à saisir ce que Franco tente de lui expliquer sur le contexte colombien. Franco lui parle alors des violences que subissent les leaders paysans, pendant que Pierre lui présente la menace des transgéniques en France. Les deux acteurs locaux semblent très heureux de leur rencontre, leur ressenti semble analogue : les marchés globaux menacent l'agriculture paysanne. Mais, la chercheuse (qui se prête pour l'occasion au rôle de traductrice⁴⁷³) ayant eu l'occasion de connaître les deux contextes peut se rendre compte que les deux acteurs ne parlent pas de la même chose. Chacun interprète la cause de l'autre à l'aune de ses propres réalités. Ces difficultés rappellent celles analysées par Saturnino Borrás, Marc Edelman et Cristobal Kay⁴⁷⁴ lorsqu'ils montrent que les interactions complexes entre acteurs locaux et internationaux mènent à des processus de simplification des causes paysannes : des biais sont parfois nécessaires pour rendre compréhensibles des réalités complexes.

⁴⁷³ Il convient ici de penser le rôle multiple de la traduction, linguistique et socio-culturelle. Pierre nous interroge tout au long de l'entretien sur des éléments de contexte colombien qu'il a du mal à situer et à comprendre, tandis que Franco ponctue son discours de « je ne sais pas comment cela peut se dire en France... », « est-ce que cela a un sens pour lui ? », interpellant en permanence le statut de « traducteur » que nous occupons dans cette interaction.

⁴⁷⁴ BORRAS Saturnino, EDELMAN Marc, KAY Cristobal (dir.), *Transnational Agrarian movements...*, *Op.cit.*

Ces difficultés à transmettre et expliquer la complexité des contextes locaux marquent également la venue en France de deux leaders des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó. Cependant, leur venue en 2015 se réalise dans un tout autre contexte puisque Enrique et Omaira arrivent en France en tant que réfugiés politiques. Au cours d'un terrain en 2013 nous avons eu l'occasion de rencontrer Enrique, leader du Curvaradó, il a pris la parole dans de nombreuses assemblées pour sensibiliser sur l'importance de la représentation des conseils communautaires. C'est un des jeunes leaders du Curvaradó, il a fait des études jusqu'au baccalauréat et connaît parfaitement la législation colombienne, des compétences rares dans les zones humanitaires. Après plusieurs prises de position publique, Enrique et son amie Omaira reçoivent plusieurs menaces des paramilitaires. Réfugiés dans un premier temps à Bogotá, les menaces ont continué, Omaira a été suivie dans la capitale par des hommes cagoulés et ses enfants et le reste de sa famille ont également reçus des menaces. Avec l'aide de diverses ONGI et de CIJYP ils s'exilent en Espagne, puis, en 2015, les deux leaders viennent en France pour témoigner de leur situation. Ils sont accueillis par PBI qui les accompagne dans chaque rendez-vous, en France mais aussi dans d'autres pays européens. A leur arrivée à Paris, ils semblent désorientés face à ce qui leur arrive et suite à toutes les rencontres avec des parlementaires européens (dont Enrique avoue ne plus se souvenir le nom), et d'autres associations, ONG,... où ils répètent indéfiniment la même histoire. En France, PBI a réuni un réseau d'ONG françaises qui travaillent sur la Colombie : le réseau France-Colombie Solidarité, Terres des Hommes, Amnesty International et Caritas, pour que les deux leaders témoignent de leur situation. Puis plusieurs rendez-vous sont prévus : une conférence grand public d'Amnesty International à l'occasion de la publication d'un rapport sur le problème agraire en Colombie⁴⁷⁵, des entretiens à Radio France International (RFI) Espagne et RFI France, une réunion avec le rédacteur Colombie du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) et une personne chargée des droits de l'Homme au MAEE. Au cours de ces différentes rencontres auxquelles nous assistons, Enrique et Omaira sont présentés comme des déplacés. Leur discours alterne entre la dénonciation de la situation par Enrique et le récit des violences par Omaira qui raconte son histoire. Enrique confie sa frustration devant les questions des journalistes ou des fonctionnaires,

⁴⁷⁵ AMNESTY INTERNACIONAL, *Un título de propiedad no basta. Por una restitución sostenible de tierras en Colombia*, Londres, 2014.

qui se concentrent sur leur situation personnelle sans interroger les raisons plus politiques de la situation actuelle des communautés. Omaira, devenue « leader » dans cet exil (elle n'avait auparavant jamais pris la parole de cette manière dans les réunions bien qu'elle suivît le processus des zones humanitaires), est fatiguée de devoir rendre compte des détails des violences subies et des menaces. Ces récits l'obligent à revivre ces événements traumatiques. Les fonctionnaires du MAEE écoutent avec attention leur témoignage, en leur demandant la manière dont ils perçoivent le processus de paix. Enrique tente de faire comprendre qu'au-delà du processus de paix d'autres enjeux sont en cours sur leurs territoires et aborde la question de la présence des entreprises étrangères. En sortant de cette réunion, il confie qu'il a l'impression, qu'en Europe, il est difficile de parler de leur situation, étant donné que le président Juan Manuel Santos a fait un très bon travail de communication et que la Colombie est devenue, selon ses mots, « respectable ». Il a la sensation que les enjeux économiques sont tellement importants qu'il devient difficile de parler des violations des droits de l'Homme au sein des institutions étrangères.

Photo n°8. Enrique explique la situation des communautés afro-descendantes au micro de RFI.



Source : Mathilde Allain, Février 2015.

Les questions de la sécurité et la situation humanitaire des communautés afro-descendantes restent, encore une fois, prégnantes dans les échanges avec les partenaires internationaux en France, en comparaison le leader de l'ACVC échange davantage sur des orientations politiques quant à la défense du territoire. Dans leurs rencontres au

niveau international, le même constat est à relever : alors que l'ACVC a intégré cette internationalisation dans une stratégie, même hésitante et chaotique, les communautés se retrouvent projetées à l'étranger dans des circonstances beaucoup plus dramatiques.

Que ces rencontres se déroulent en Colombie ou à l'étranger, dans des bureaux ou dans les campagnes colombiennes, elles confrontent souvent deux mondes. D'un côté les acteurs locaux sont attachés à certaines conceptions politiques de leurs revendications et d'un autre côté, les acteurs internationaux doivent répondre à des objectifs et des lignes de conduite particulières. Par conséquent les échanges ne sont pas toujours faciles. Les acteurs paysans raisonnent à partir d'enjeux très localisés et la socialisation au niveau local est déjà, en soi, une étape importante de mobilisation. Pour la majorité des paysans colombiens que nous avons rencontrés, les enjeux qui portent sur leur territoire ne se traduisent pas dans les liens de solidarité internationale que tissent les leaders dans leurs déplacements à l'étranger. Mario Diani⁴⁷⁶ met en relief toutes les imbrications entre le niveau local et les revendications internationales en étudiant la perception des enjeux globaux dans deux villes britanniques. Il montre que ce n'est pas parce qu'une question est globale qu'elle sera interprétée ainsi au niveau local. Pour identifier un espace particulier pour le « global » il faut se pencher sur la structure des enjeux qui sont perçus comme importants par les citoyens des organisations qu'il étudie. Selon lui, cette identification dépend beaucoup de la combinaison de différents événements et des interprétations d'une action collective. Ce n'est pas parce qu'une action collective locale correspond à un agenda global qu'elle sera forcément mise en relation avec cet enjeu global. Si l'on fait le parallèle avec notre recherche, le rôle des leaders paysans apparaît là encore central puisque ce sont eux qui font le lien entre les niveaux local et international. Ils sont notamment conscients que ce ne sont pas les mêmes acteurs qui soutiennent politiquement leurs initiatives et ceux qui financent les projets locaux, loin des perceptions floues de « l'international » que l'on retrouve chez certains membres implicites. L'internationalisation n'a par conséquent rien d'inné, c'est plutôt un processus long et difficile que seuls certains acteurs locaux maîtrisent. C'est aussi un travail de co-construction d'un sens commun avec différents interlocuteurs, qui passe par une attribution de similarité entre les causes paysannes et d'autres revendications.

⁴⁷⁶ DIANI Mario, « Cities in the world : local civil society and global issues in Britain », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.), *Transnational Protest...Op.cit.*, p 45-67.

La construction de la solidarité malgré une compréhension partielle des revendications locales

Les mouvements locaux sont engagés de différentes manières dans un « internationalisme complexe » où la terre, le territoire, leur niveau local, n'ont paradoxalement jamais autant été un enjeu global. L'internationalisation de ces questions crée des interdépendances nouvelles et met en exergue une solidarité complexe, voire fragmentée. Le territoire, qui est à la fois le centre et le lieu de revendication, est cependant peu investi « physiquement » par la solidarité internationale. Il existerait ainsi une contradiction dans ces relations. En effet la communication entre le niveau local et le niveau international est difficile et les acteurs ne semblent pas toujours se comprendre pourtant ces liens de solidarité existent et permettent la constitution de projets, de soutiens et d'un certain élan à l'étranger pour la cause paysanne. Alors, comment les acteurs se comprennent-ils et entrent-ils en résonance autour d'une cause à défendre ou à promouvoir ? Nous montrerons que par le jeu des attributions de similarité, les acteurs locaux et internationaux se comprennent pour créer ces liens de solidarité.

Qu'est-ce que produire un sens commun ?

Dans les rencontres avec des acteurs internationaux, les paysans cherchent à rendre intelligible leur situation, à transmettre leur cause, mais aussi à susciter un sentiment de solidarité. Au vu de la distance physique et culturelle qui sépare les paysans de leurs soutiens, le rôle des leaders consiste à intervenir à plusieurs échelles, pour que l'échange ait un sens à tous ces niveaux de revendication. Le sens commun serait alors cette base qui permet aux paysans colombiens et à leurs partenaires d'échanger, une sorte d'accord général où les parties consentent à 1) manifester un intérêt l'une pour l'autre 2) qui peut donner suite à une coopération / un échange 3) s'accorder sur les modalités de ces échanges. Nous postulons qu'à travers les décalages et inévitables incompréhensions que nous avons identifiés, la solidarité naît lorsque chaque acteur annexe la cause de l'autre à ses propres intérêts. Un échange existe entre deux acteurs différents dès lors que les raisons et le contenu des échanges font « sens » c'est-à-dire ont une logique et une cohérence pour l'un et pour l'autre.

Prenons pour exemple de construction d'un sens commun la visite de deux Espagnols et de deux Américains dans les zones humanitaires du Curvaradó en soutien à la manifestation des communautés devant la base militaire⁴⁷⁷. La venue de ces internationaux était prévue par l'ONG CIJYP et nous avons été chargée de les accueillir personnellement dans la zone humanitaire et de les accompagner dans cette action collective. Le fait que l'ONG nous désigne pour accueillir des partenaires internationaux au détriment d'un accueil par un membre de la communauté était en partie un signe d'un décalage, voire d'un choc culturel important entre le niveau local et le niveau international. A leur arrivée, les militants américains et espagnols expliquent qu'ils sont venus pour soutenir la « cause de la communauté ». Nos premiers échanges nous surprennent, ils connaissent très peu la situation politique en Colombie et c'est, pour certains, la première fois qu'ils réalisent un tel voyage. Au cours de l'action collective qu'ils sont venus accompagner, Andrew choisit spontanément d'entonner une chanson lui rappelant la lutte des Noirs Américains pour leurs droits civiques, une situation qui, selon lui, s'apparente à la lutte des communautés afro-descendantes. La scène est déconcertante ; il chante à pleins poumons et en anglais devant la base militaire. Malgré le fait que les communautés ne comprennent pas les paroles, elles sont profondément touchées et chantent à leur tour des chants chrétiens. Main sur la poitrine, Andrew partage alors un moment particulier avec les paysans du Curvaradó. Comme lui, les autres acteurs internationaux font ainsi le parallèle avec des faits qui leur paraissent similaires et font le lien entre des luttes qu'ils connaissent et la situation des communautés. Dans ces moments d'action collective, l'émotion joue un rôle particulier et permet de rassembler au-delà des difficultés de langage⁴⁷⁸.

Toute interaction linguistique est une rencontre localisée entre des acteurs qui portent en eux un contexte, ou une structure sociale. Les travaux de Pierre Bourdieu mettent en relief l'usage des discours⁴⁷⁹ et l'importance des conditions sociales de production et de circulations des idées⁴⁸⁰, ils sont éclairants pour décrypter cette situation. Une analyse des conditions sociales de la circulation des idées en Europe permet d'observer que les intellectuels ne se comprennent pas toujours car ils ne

⁴⁷⁷ Voir l'encadré n°8 sur le répertoire religieux et politique des populations du Curvaradó et du Jiguamiandó, chapitre 2.

⁴⁷⁸ TRAÏNI Christophe, *Emotions... mobilisation !*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

⁴⁷⁹ BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Ed Du Seuil, 2001.

⁴⁸⁰ BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002, p 3-8.

recréent pas les conditions sociales de production du discours⁴⁸¹. Si l'on pousse un peu plus loin le parallèle avec les relations entre paysans et leurs soutiens on peut identifier plusieurs mécanismes qui permettent de comprendre les échanges entre acteurs. En effet, à l'image des interactions entre intellectuels, on observe dans les relations entre les acteurs locaux et internationaux une opération de sélection (sorte de tri par rapport à ce qui est exportable mais aussi importable – au sein d'une organisation locale ou dans le champ scientifique étranger –, une opération de marquage (effet de traduction et d'annexion aux problématiques locales sans reconstruire le champ d'origine de production de l'idée importée) et une opération de lecture (à la lumière des perceptions, catégories et références nationales et locales). Pour Pierre Bourdieu ces mauvaises compréhensions donnent lieu à des décalages théoriques importants et à des déphasages parfois fâcheux « (...) qui en favorisant des alliances ou des refus également fondés sur le malentendu, interdisent ou minimisent *la cumulation des acquis historiques des différentes traditions* et l'internationalisation (ou la « dénationalisation ») des catégories de pensée qui est la condition première d'un véritable universalisme intellectuel »⁴⁸². Selon lui, c'est en internationalisant ces catégories de pensée que l'on atteint un véritable universalisme intellectuel.

Suite à nos observations des interactions entre acteur local et acteur international nous faisons l'hypothèse que ces décalages sont présents et parfois fâcheux, à l'image d'Andrew chantant en anglais devant la base militaire face à une foule de manifestants qui cherchaient à être discrets. Cependant, malgré ces décalages, et peut-être grâce à ces derniers, une base d'échange commune est trouvée. Bien qu'ils ne partagent ni le même contexte ni la même histoire, ces acteurs trouvent un accord à un moment donné sur une vision commune, un sens commun, qui peut donner lieu à une action collective commune (autour d'un projet, d'une action d'urgence, ou d'un soutien politique). Lorsque Franco et Pierre se rencontrent, ils ne connaissent pas le contexte de production du discours de leur interlocuteur. Franco n'est venu que quelques fois en France, et

⁴⁸¹ L'article traite de la circulation des idées entre l'Allemagne et la France et sur les rapports entre les intellectuels de ces deux pays. Cependant, Bourdieu avait déjà développé cette réflexion en mettant en exergue le rôle du langage et des discours savants. Il montre que certains discours politiques ou religieux acquièrent une efficacité symbolique et c'est en cela qu'ils sont compréhensibles au-delà de la structure du champ dans lequel ils sont produits et du champ de réception où est interprété le message. En sortant ainsi du champ spécifique de production « les discours ésotériques subissent une sorte d'universalisation automatique » BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique, ... Op. cit.* p 65.

⁴⁸² BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation... », *Op.cit.*, p 7. Les italiques sont de l'auteur.

Pierre ne connaît pas la Colombie. Franco fait le tri (l'opération de sélection dont parle Bourdieu) dans ce que son interlocuteur est susceptible de comprendre ou non, en choisissant de parler à Pierre du manque d'infrastructures plutôt que de la complexité de la loi sur les zones réserve paysanne. Dans leur interaction, Pierre et Franco font également une opération de marquage en rattachant la cause exposée par l'autre à ce qu'ils connaissent, et à ce qu'ils défendent. Ils comprennent alors le discours de leur interlocuteur à travers leur propre contexte, *via* l'opération de lecture que décrit Bourdieu, et qui se réalise selon les perceptions propres à chacun.

Figure 7 : Les étapes de l'interaction entre Franco et Pierre

Franco, chimiste colombien délégué de l'ACVC	Interaction	Pierre, producteur de porc français
Connaît peu les questions du monde paysan en France	Ne parlent pas la même langue. Ne partagent pas le même contexte. Ne s'approprient pas les conditions de production du discours.	Ne connaît pas la Colombie
1) Le manque d'infrastructures dans les campagnes colombiennes et les traités de libre échange.	Opération de sélection : choix d'un sujet qui est susceptible d'être compréhensible par l'autre.	
	Opération de marquage : compréhension de ce que dit l'autre à l'aune de ce que l'on connaît.	2) La situation des petites exploitations en France, elles aussi victimes de la mondialisation néolibérale.
L'accaparement des territoires paysans comme conséquence du capitalisme.	Opération de lecture : chacun lit ce que l'autre expose selon ses propres perceptions	La libéralisation des marchés agricoles contre l'agriculture paysanne en France.

Bien que chaque acteur dans son contexte ait formulé la cause de façon différente, dans l'interaction les acteurs ont l'impression de se retrouver dans des valeurs qu'ils partagent. Ainsi, Pierre et Franco ont l'impression d'avoir trouvé une base commune, en rapprochant la situation des paysans français et celle des paysans colombiens. Malgré les écarts linguistiques et culturels, ils ont trouvé un accord sur la responsabilité de la

mondialisation néolibérale dans les changements agricoles récents et dans l'appauvrissement des paysans dans le monde. Ils ont ainsi réalisé un exercice de montée en généralité de leur cause pour pouvoir échanger. En exprimant leurs revendications, ils perçoivent soit une résistance propre soit une résistance plus globale. La même attribution de similarité est observable lorsque qu'Andrew choisit (opération de sélection) une chanson sur les droits civiques américains, que les communautés annexent à leur cause (opération de marquage) qu'est la lutte des afro-descendants pour leur terre. L'échange qui en découle dépend de la lecture de chacun des acteurs (opération de lecture) qui interprètent cette rencontre au gré de leurs références propres.

Les liens entre les paysans colombiens et les acteurs internationaux nous laissent donc face à un paradoxe apparent, les acteurs ne partagent pas les mêmes revendications mais s'identifient à un processus de mise en commun. Ces rencontres sont possibles *via* deux voies de diffusion des mouvements locaux au niveau international selon Doug McAdam et Sidney Tarrow⁴⁸³ : l'attribution de similarité et l'émulation⁴⁸⁴. Plusieurs auteurs ont ainsi montré les différentes identifications aux mobilisations zapatistes lors de manifestation altermondialiste, « Occupy », ou lors du mouvement des Indignés⁴⁸⁵. L'émulation permet par la suite des actions similaires et fait écho à une volonté de changement que vont partager différents acteurs. Ils n'ont *in fine* pas *besoin* de se comprendre pour concrétiser cette solidarité.

Une solidarité internationale fragmentée

La complexité des relations entretenues par les acteurs locaux, ainsi que l'imbrication des causes locales avec des enjeux multi-scalaires nous amènent à repenser la nature des liens de solidarité. L'usage du singulier laisserait penser à l'uniformité de ce mouvement d'empathie et de soutien, or celui-ci est multiple comme nous l'avons expliqué à plusieurs reprises au cours de ce chapitre. Il se crée *des* solidarités, par thème (la paix, les droits de

⁴⁸³ MCADAM Doug, TARROW Sidney, « Scale shift in transnational contention »...*Op.cit.*

⁴⁸⁴ Les auteurs utilisent cependant ces termes lorsqu'il s'agit d'un mouvement qui s'étend à l'international lorsque des actions locales atteignent un autre groupe qui s'auto-définit comme « similaire » aux premiers mobilisés (attribution de similarité). Ce groupe s'engage également dans des actions similaires (l'émulation) qui mènent ensuite à des actions coordonnées dans les deux lieux. Nous utilisons ces deux concepts pour rendre compte des liens de solidarités entre les deux organisations paysannes et les acteurs internationaux.

⁴⁸⁵ PLEYERS Geoffrey, *Alter-globalization...Op.cit.* ; FERRON Benjamin, *Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006. Contribution à une analyse de la société transnationale*, Thèse de doctorat soutenue le 12 mars 2012 à Rennes (CRAPE) ; EMILSSON Elin, ZASLAVSKY Danièle, « Stratégies communicationnelles... », *Op.cit.*

l'Homme, la terre, l'environnement, la culture autochtone, etc.) et par projet (du financement de toilettes sèches à celui de grands rassemblements pour la paix, en passant par des projets agricoles précis). Il existe une diversité d'acteurs et de manière de fonctionner. Certaines ONGI gardent des lignes de fonctionnement précises dans le système des appels à projets, tandis que d'autres, (souvent de plus petites structures) réorientent leur action au contact des acteurs locaux.

Cependant, il convient de rappeler que les interactions entre acteurs locaux et internationaux ne portent pas seulement sur des enjeux sémantiques, mais traduisent également des rapports de force. Si ces derniers sont gommés par l'appartenance à un paysannat (comme lors de la rencontre entre la Confédération Paysanne et l'ACVC), c'est moins le cas lors de rencontres avec des partenaires internationaux susceptibles de financer des projets. Sans verser dans des rapports de force « bourdieusiens », au sein desquels les échanges langagiers ont une fonction proprement symbolique d'imposition d'une définition du monde social conforme aux intérêts des dominés, nous observons que les acteurs locaux et internationaux ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Les acteurs internationaux suivent parfois des exigences administratives et financières qui poussent à penser l'action solidaire par le biais de mécanismes de développement et d'objectifs reconnus comme légitimes⁴⁸⁶ (l'usage de « cadres logiques » ou par exemple un fonctionnement en « cycle de projet »). Le rapport au territoire reste ambigu : central pour les paysans, il est quasiment absent du discours des acteurs internationaux qui peinent à saisir la multi-dimensionalité de cette cause.

Ce territoire reste pourtant le cadre d'action et de la concrétisation de la solidarité internationale. Face à cet « internationalisme complexe », Peter Waterman⁴⁸⁷ montre qu'il est nécessaire de concevoir une « solidarité complexe », comme « un processus actif de négociation des différences et de création d'identité »⁴⁸⁸. Une solidarité complexe prendrait plusieurs formes pour intégrer les inégalités de pouvoir et de possibilités entre les groupes sociaux qui résistent aux différentes formes de la globalisation néolibérale⁴⁸⁹.

⁴⁸⁶ Nous reviendrons plus en détail sur les effets de ces fonctionnements sur les organisations paysannes. Cf. Chapitre 7.

⁴⁸⁷ WATERMAN Peter, *Globalisation social movement and the new internationalisms*, London Continuum, 2001.

⁴⁸⁸ *Idem.*, p 36. Traduction personnelle.

⁴⁸⁹ *Idem.*, p 235-236.

Conclusion section 2

Au long de cette deuxième section, il a été question de mieux cerner les moments de rencontres entre les acteurs locaux et internationaux, pour comprendre les interactions au cours desquelles se concrétise la solidarité internationale. Cette démarche nous a menée à un double bilan, qui rend compte de rapports de solidarité éminemment complexes. Nous pourrions caractériser les rapports entre acteurs locaux et internationaux de solidarité à distance, voire de relation platonique, car les paysans rencontrent peu leurs soutiens étrangers dans leurs territoires. Les rencontres sporadiques, qui sont le fait des leaders, traduisent parfois des décalages de compréhension dans les interactions. Cependant, la solidarité se crée dans ces rencontres et les acteurs parviennent à échanger. Malgré la fragmentation des relations qu'entretiennent les paysans avec leurs partenaires, ils parviennent à transmettre leurs causes et leurs idées grâce à un processus d'attribution de similarité. Un sens commun est construit dans ces interactions originales.

L'internationalisation complexe des mouvements locaux tels que les organisations paysannes étudiées laisse ainsi place, selon Donatella della Porta et Sidney Tarrow à trois bilans : des engagements partiels (*partial commitment*), des compromis verbaux (*verbal compromises*) et des déviations organisationnelles (*organizational drift*). La montée en généralité et les effets d'amplification des causes locales permettent d'accéder à un consensus sur le sens du monde social et donc à des engagements partiels (*partial commitment*). Ces processus de mise en commun⁴⁹⁰ sont le fait de multiples rencontres, qui ne sont ni linéaires ni toujours chronologiques. Un accord ou des compromis verbaux (*verbal compromises*) peuvent être trouvés autour d'une thématique auprès de certains partenaires internationaux. Ces compromis évoluent au gré des revendications paysannes. Si ces engagements verbaux ne permettent pas toujours de concrétiser une aide matérielle, les soutiens de principe sont pourtant valorisés au sein de collectifs paysans qui cherchent à être légitimes dans leur propre pays. Ces échanges permettent également l'instauration de précédents dans les rencontres entre paysans colombiens et acteurs internationaux autour d'un sentiment d'émulation. En définitive, l'idée d'attribution de similarité permet d'entrer en résonance, par le biais d'une

⁴⁹⁰ L'attribution de similarité est un processus qui a lieu à différentes échelles de construction du collectif, notamment au niveau local où les individus se rapprochent d'un collectif en attribuant leurs doléances personnelles à des revendications communes ; comme nous l'avons analysé au cours du premier chapitre.

négociation permanente. Ces liens de solidarité induisent donc nécessairement des changements au sein des organisations (*organizational drift*).

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

Saisir l'international au niveau local et appréhender les liens entre les paysans et les multiples partenaires internationaux nous ont permis de comprendre plusieurs points essentiels.

Tout d'abord, nous constatons que les organisations paysannes étudiées ne font aucunement partie de « réseaux transnationaux »⁴⁹¹, étant donné que les liens avec des acteurs internationaux ne sont ni continus ni maintenus dans le temps et qu'ils ne se réalisent pas non plus de manière temporaire au sein de grande coalition thématique. Cependant, les organisations paysannes sont aux prises avec un contexte complexe, car elles revendiquent un ancrage local tout en faisant appel à des soutiens internationaux. Leurs territoires sont au cœur d'enjeux qui dépassent le cadre national colombien et les paysans interagissent, même malgré eux, dans des environnements globaux.

Ensuite, le croisement de différentes données et de différents points d'observation a été nécessaire pour identifier les relations internationales annoncées, les financeurs, ainsi que la diversité des rencontres physiques entre acteurs. Définir la nature de ces liens et la catégorisation de cette solidarité nous a mené à identifier les obstacles à l'interaction mais aussi les compréhensions mutuelles entre le niveau local et le niveau international.

Enfin, le processus d'attribution de similarité entre les acteurs permet de surmonter les obstacles de compréhension et les décalages inhérents à l'effet d'échelle. Ainsi, « la » cause paysanne semble difficilement saisissable, tout autant que l'usage singulier de « la » solidarité. Les différents aspects des causes paysannes défendues par les paysans de l'ACVC et par les communautés afro-descendantes suscitent en réalité une

⁴⁹¹ Une partie de la littérature sur l'internationalisation des mouvements sociaux conçoit ces rencontres en termes de réseaux. Ces analyses se penchent plus particulièrement sur la création de ces réseaux, leur maintien dans le temps, et leur capacité à mener des actions collectives capables de créer une « société civile transnationale ». Cette littérature interroge également leurs fonctionnements démocratiques et certains des obstacles que rencontrent des organisations nationales dans leur internationalisation. Parler de « liens » nous permet plus aisément d'analyser en détail les relations qu'entretiennent les acteurs entre eux, tandis que la logique de réseau ne permet pas de rendre compte de ce qui s'échange, de la nature des liens et de leur formation ; et des acteurs qui par leurs interactions permettent ce lien solidaire. WOOD Lesley, « Bridging the Chasms: The Case of People's Global Action » in BANDY Joe, SMITH Jackie (dir.), *Coalition Across Borders...Op.cit.*, p 95-117.

solidarité fragmentée, que les acteurs locaux doivent par la suite traduire au niveau local.

Les paysans apprennent progressivement à comprendre comment passer des revendications locales à des formulations plus adaptées à leurs interlocuteurs. Ils perçoivent également comment interagir et à quel niveau ils peuvent mettre en avant la défense du territoire. Cependant, les limites que nous avons identifiées et les différences entre les deux organisations paysannes mettent en exergue les effets de la solidarité internationale sur les collectifs. Les paysans cherchent à s'adapter pour continuer à porter leurs revendications à différents niveaux, c'est que nous verrons dans une seconde partie.

Conclusion de la 1^{ère} partie

Au terme de cette première partie, les logiques locales d'engagement des paysans ainsi que leur rapport à la solidarité internationale apparaissent plus clairement. On comprend mieux qui sont ces acteurs locaux derrière les solidarités internationales, ce pour quoi ils se mobilisent, ainsi que la perception qu'ils ont de leurs contextes. Se mobiliser dans le Magdalena Medio et dans le Bas Atrato ne signifie pas la même chose, et les expériences collectives dans ces deux régions influencent la défense du territoire.

Nous avons également appréhendé la nature des relations qu'entretiennent les acteurs locaux avec la solidarité internationale. Celle-ci, initialement motivée par des préoccupations liées au respect des droits de l'Homme, est interprétée de différentes manières par les paysans. En effet, on observe un phénomène d'allers-retours entre les causes défendues par les acteurs internationaux et les revendications mises en exergue au niveau local au cours d'interactions ponctuelles. Les causes paysannes sont ainsi sans cesse retravaillées, traduites, et transformées au gré du contexte et des temporalités de la mobilisation. Ces rencontres rendent compte des décalages très nombreux entre des acteurs locaux qui pensent leur situation à partir de leur contexte, et des acteurs internationaux qui les rencontrent loin de la réalité des campagnes colombiennes. Cependant, lors de ces échanges, l'attribution d'une similarité entre les objectifs des uns et les revendications des autres rend possible la construction d'un sens commun.

Cette étude attentive des rencontres entre le niveau local et le niveau international met en évidence le rôle prépondérant de leaders paysans au sein des organisations paysannes. Ces derniers, plus expérimentés que les autres membres de leur communauté, apprennent à comprendre leurs partenaires et à orienter leurs revendications de manière à ce que leurs interlocuteurs internationaux les comprennent. L'emploi d'un langage approprié et adapté est nécessaire pour entrer en interaction avec toute une diversité de partenaires internationaux dont dépend l'action locale (pour son financement, sa protection, sa légitimité et sa crédibilité). « Et c'est précisément à travers ce travail de traduction de l'expérience individuelle en un langage effectif et « efficace » dans le champ juridique, humanitaire ou politique et une nécessaire socialisation avec le « langage autorisé », ou du moins familier à ces institutions, que « dire » permet

ultimement de « faire » ». ⁴⁹² Cette première partie montre toute la pertinence d'une analyse multi-scalaire pour comprendre l'interaction entre des acteurs locaux et internationaux et le rôle déterminant des leaders paysans. Ceux-ci ont appris à appeler l'attention de différents partenaires et à les sensibiliser aux différents enjeux que recouvre la cause territoriale. Construire la solidarité implique cependant des adaptations au sein des organisations paysannes pour maintenir une cohérence entre le message porté auprès des interlocuteurs internationaux et les revendications de leur base sociale. Ce sont ces adaptations qui constitueront le cœur de notre prochaine partie.

⁴⁹² RAGAZZI Francesco, « Chronique bibliographique. A propos de Crises extrêmes. Face aux massacres, aux urgences civiles et aux génocides », *Cultures & Conflits*, n°65, 2007, p 168-172, p 169.

2^{ème} Partie : Les paysans colombiens s'adaptent pour se mobiliser à différents niveaux

Le début des années 2010 marque un tournant important pour les mobilisations paysannes. En effet, le gouvernement colombien promulgue deux lois majeures en 2011 : la « loi des victimes », qui prévoit diverses formes d'indemnisation et la loi sur la restitution des terres spoliées durant le conflit. En 2012, le début des dialogues de paix entre la guérilla des FARC et le gouvernement colombien confirme l'importance de la question agraire qui constitue le premier point de l'agenda des négociations. Pour continuer la défense du territoire et maintenir les liens avec divers acteurs internationaux, comment les paysans colombiens se sont-ils adaptés, dans leurs discours et dans leurs pratiques ?

Apprendre à parler avec des acteurs internationaux et construire un nouveau discours, à la fois crédible localement et internationalement, constituent de réels enjeux pour des acteurs historiquement marginalisés et qui disposent de peu de ressources. Nous montrerons que, pour mieux défendre leur territoire, les organisations paysannes valorisent leurs savoirs locaux et les allient avec les nouvelles compétences qu'elles sont obligées d'acquérir. Il leur faut en effet de plus en plus de compétences techniques pour comprendre la complexité des lois de restitution, les mécanismes juridiques de protection des droits de l'Homme, s'approprier la loi sur les zones réserve paysanne de 1994 ou la loi sur les territoires collectifs de 1993. Les organisations paysannes ont ainsi modifié progressivement leurs structures internes et leurs manières de formuler leurs doléances.

Cette partie s'attachera à comprendre comment ces changements sont vécus, les conflits qu'ils suscitent en termes d'identité mais aussi ce que permettent ces adaptations pour de nouvelles mobilisations. Dans un quatrième chapitre nous poserons ainsi la question du rôle des différents savoirs locaux et professionnels au sein des organisations paysannes. Puis, notre cinquième chapitre se concentrera sur les adaptations discursives effectuées par les paysans, qui cadrent leur langage et leur discours au gré des acteurs et des niveaux de revendications.

CHAPITRE 4. Adapter les organisations paysannes : l'alliance des savoirs locaux et des expertises techniques

Introduction :

Pour s'adapter aux différentes échelles de revendication les paysans ont fait le constat suivant : ils ont besoin d'être mieux formés pour interagir avec d'autres interlocuteurs et pour revendiquer pleinement leur attachement au territoire. Ils ont relevé à plusieurs reprises les carences en éducation dans leurs villages et n'ont cessé de demander un meilleur investissement social dans leurs régions. Ce déficit scolaire les handicape et ils reconnaissent l'utilité des discours plus experts. En effet, lorsqu'il a fallu défendre leur vie en sollicitant une aide internationale et formuler des revendications plus pointues sur la défense des droits de l'Homme, ils ont pris connaissance de l'importance des mots. Cependant, dans leurs interactions croissantes avec divers soutiens étrangers et notamment des professionnels du développement, les leaders locaux ont rencontré quelques obstacles. Ils font le constat d'un besoin de renforcer leurs capacités internes pour intégrer différentes manières de penser leur territoire et de le défendre dans les projets de développement. Quelle place ces différents savoirs, expert et militant occupent-ils au sein des organisations paysannes étudiées ? Comment les paysans se sont-ils adaptés, ont-ils incorporé ces savoirs savants au sein de leurs structures, et comment les articulent-ils avec leurs savoirs locaux ?

Ces changements ne sont pas aisés et suscitent des questionnements au sein des structures paysannes. Le besoin d'expertise, en termes juridiques et techniques, interroge le sens du militantisme local et l'identité même des acteurs paysans. Marc Edelman⁴⁹³ a montré les différentes interactions possibles entre deux types de savoirs, militant et savant, en distinguant trois types d'acteurs qui interagissent en mêlant ces

⁴⁹³ EDELMAN Marc, « Synergies and tensions between rural social movements and professional researchers », *Journal of Peasant Studies*, vol 36, 2009, p 245-265.

savoirs : les militants, les chercheurs au sein d'universités ou d'institutions et les « professionnels » d'autres institutions, comme les ONG. Les mouvements locaux et plus spécifiquement les mouvements paysans se sont engagés au début du XXIème siècle dans un processus de production de connaissance pour rendre compte de leur réalité mais aussi afin de se former. Marc Edelman montre que de nombreux mouvements⁴⁹⁴ ont notamment créé, souvent avec l'aide d'ONG, des « grassroots intellectuels », c'est-à-dire des militants locaux mieux formés. Ces derniers ont contribué à faire connaître leur mouvement en écrivant leur histoire et en incorporant d'autres types de savoirs. Nous retrouvons en grande partie ces « intellectuels paysans » au cœur des organisations que nous avons étudié, que ce soit parmi les nouveaux leaders de l'ACVC ou parmi les jeunes leaders des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó. Ces « grassroots intellectuels » sont-ils le résultat d'une fusion des savoirs expert et paysan ? S'agit-il d'une nouvelle manière de percevoir le savoir paysan ou est-ce une appropriation du savoir expert par ces derniers ? Dans quelle mesure et par quels moyens ces leaders parviennent-ils aujourd'hui à asseoir leur légitimité au sein de leur collectif ? Sont-ils légitimes en tant qu'expert et en tant que paysans ? Quelle image projettent-ils vers l'extérieur ? Où se situe la frontière entre le « grassroots » et l'expertise ?

Les frontières entre ces savoirs, la place qu'ils occupent aujourd'hui dans les organisations paysannes, ainsi que les processus d'appropriation et d'articulation de ces catégories de savoirs sont au cœur de ce chapitre. Il s'agit de poser la question des capacités d'adaptation et de changement de ces organisations à partir des capitaux disponibles au sein de celles-ci. D'une part, les propriétés sociales des membres des organisations constituent des ressources internes pour faire face au changement. D'autre part, l'articulation des savoirs se conjugue de différentes manières selon les organisations et le contexte de mobilisation⁴⁹⁵. L'organisation est ainsi à la fois un

⁴⁹⁴ Il prend pour exemple ses recherches sur le mouvement paysan en Amérique Central où les activistes paysans sont très formés en politiques commerciales, en administration coopérative et en agro-écologie.

⁴⁹⁵ Dans son étude des mouvements écologistes français, Sylvie Ollitrault met en avant deux points importants : la prise en compte des cadres d'interprétation légitime au sein du mouvement (à savoir l'expertise ou le militantisme) ainsi que l'itinéraire des acteurs qui structurent leur représentation de l'action à mener. OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 1996, vol 9, n° 36, p 141-162.

processus qui organise l'action (une structure réceptacle des différentes tensions entre expert et militant) et à la fois une entité qui est le résultat de cette action (une association de personne aux diverses trajectoires). En effet, les organisations paysannes ont une double tâche, celle de créer une action collective cohérente et celle de construire un collectif capable de faire tenir des individus.

Sous de nombreux aspects, l'étude du changement au sein de ces collectifs paysans peut se nourrir de la sociologie des organisations. La question des tensions entre la structure organisationnelle et l'identité du groupe qui la constitue, celle de l'intégration de nouvelles règles et de la constitution de nouvelles légitimités au sein de l'organisation ou encore celle des rapports hiérarchiques et du pouvoir, sont des aspects qui se posent au sein des collectifs paysans. Les organisations paysannes s'interrogent en effet sur la manière d'exprimer leurs revendications avec les moyens dont elles disposent. Elles mettent en place des mécanismes pour réguler le changement au sein de leurs structures et pour conserver l'identité du groupe. Elles s'adaptent. Les paysans colombiens interagissent avec de nombreux professionnels du développement, des fonctionnaires, des avocats, etc. Ces organisations professionnelles ont une influence sur le fonctionnement même des collectifs paysans. Les parallèles avec la sociologie des organisations doivent cependant se faire sans perdre de vue la nature collective et revendicative des mouvements étudiés, il convient par conséquent d'aller au-delà d'une conception stratégeste de ces organisations⁴⁹⁶. Les organisations paysannes interagissent dans et avec leur environnement et elles sont également composées de militants animés par différentes conceptions de leurs engagements et de leur appartenance au collectif.

La place de l'expertise dans les mouvements sociaux est une question qui a longuement été soulevée dans la littérature. Celle-ci aborde à la fois les capitaux militants disponibles au sein des mouvements ainsi que la place des différents types de savoirs. La valorisation d'un savoir expert permet à ces mouvements d'accéder à de

⁴⁹⁶ A ce sujet nous réitérons que nous ne pensons pas que les approches stratégestes (comme la théorie de l'acteur stratégique en sociologie des organisations par exemple) soient applicables à notre sujet. Les paysans interagissent dans un contexte dans lequel ils ne maîtrisent pas toutes les données et sont engagés dans un processus collectif qui les amènent à agir au-delà de la maximisation de leur intérêt personnel. Si au sein de ce processus collectif ils mènent des parcours divers, en fonction de leurs capacités et de leurs intérêts, ces actions restent dans le cadre d'un engagement militant qui vise à maximiser les intérêts de l'organisation. L'organisation paysanne est une communauté humaine avec ses valeurs, et le degré de revendication et la place de la croyance la distinguent d'une entreprise organisationnelle classique.

nouveaux espaces de revendication, et d'être plus crédible dans l'espace public. La place du militantisme est tout autant valorisée, puisque le savoir militant est celui qui fonde la légitimité de l'engagement. Au sein des mouvements écologistes, de défense des patients, mais aussi au sein des ONG, l'expertise juridique, médicale et scientifique joue un rôle de redéfinition des orientations de ces mouvements⁴⁹⁷. Il y a ainsi deux mouvements idéal-typique de changement à retenir dans ces interactions. Le premier mouvement est celui de la formation des militants au fur et à mesure de leur engagement, tandis que le deuxième mouvement concerne l'arrivée d'experts qui viennent soutenir les mouvements sociaux et s'engagent dans ces structures militantes. Ces deux mouvements ne sont pas linéaires et chronologiques, et dans de nombreuses organisations collectives nous avons pu observer une frontière floue entre ces savoirs, avec l'avènement de militants-experts ou d'experts-militants. Sylvie Ollitrault souligne d'ailleurs l'auto-circularité observée dans les mouvements écologistes au sein desquels il est difficile de dire si les savants sont devenus militants ou s'il s'agit du mécanisme inverse⁴⁹⁸. Ces deux catégories évoluent et s'entrelacent dans les trajectoires personnelles des militants écologistes et s'auto-entretiennent. Raisonner à partir de ces catégories savantes et militantes nous permet d'appréhender les différentes interactions entre les savoirs et les personnes, puis de comprendre les effets sur les structures militantes elles-mêmes.

On nommera alternativement savoir expert, technicien ou savant les savoirs professionnels importés qui constituent soit une profession (avocat, agronome, vétérinaire) soit une compétence (gestion, communication, etc.), et savoir militant, local ou paysan les compétences des membres de la base sociale, des compétences propres à leur métier de la terre, à leur caractéristique d'habitant de la région ainsi qu'à leur vécu de militant. On devine les jeux de définition autour de ces savoirs schématiques, ainsi

⁴⁹⁷ Sandrine Garcia analyse par exemple l'articulation des savoirs militants et experts au sein du mouvement sur la libéralisation pour l'avortement. Sylvie Ollitrault s'interroge sur la place des experts dans le mouvement écologiste français et les changements induits par cette expertise sur le militantisme à travers diverses trajectoires. Elle montre comment les militants valorisent alors leur identité d'expert sans pour autant que cela signifie un renoncement de leur engagement. GARCIA Sandrine, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 158, 2005. OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol 51, 2001, p 105-130.

⁴⁹⁸ OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme... », *Op.cit.*

que les mécanismes de promotion, d'importation, d'incorporation et d'adaptation de ces différentes catégories au sein d'un collectif si particulier que sont les organisations paysannes étudiées.

Geoffrey Pleyers identifie à ce titre deux voies d'action empruntées par les acteurs qui s'opposent à la « mondialisation néolibérale » : la voie de la raison et la voie de la subjectivité⁴⁹⁹, deux directions qui font écho aux différents types de savoir mobilisés dans l'action collective. La voie de la raison rassemble pour lui un vaste réseau de citoyens et d'experts engagés qui font la promotion d'une citoyenneté plus active et mieux informée, tout en réalisant une critique experte des politiques dominantes. Ces experts jouent ainsi le double rôle d'alerte et de contrôle de la mondialisation néolibérale tout en cherchant à diffuser ces savoirs par l'éducation populaire. Les arguments qu'ils mobilisent sont rationnels, techniques et scientifiques pour proposer des politiques alternatives. D'un autre côté, la voie de la subjectivité cherche à défendre l'autonomie d'une expérience vécue. Ces militants s'opposent à l'emprise de la globalisation sur leurs vies quotidiennes et sur leurs manières de concevoir leur développement. Ils clament leur liberté contre des logiques de pouvoirs, de production, de consommation et de médias de masse et privilégient une voie d'apprentissage et d'expérimentation en rejetant tout modèle préconçu. Ils sont ainsi dans la quête d'une voie qui leur est propre, respectueuse de ce qu'ils sont et de leur environnement. Ces militants considèrent que le changement est un processus⁵⁰⁰. Ce terme fait directement écho à nos recherches puisque les paysans colombiens parlent autant de mobilisation (entendue comme ponctuelle) que de processus (« *El proceso* ») d'organisation. Ainsi, la mobilisation va de pair avec l'expérience quotidienne de l'organisation. Selon Pleyers, les acteurs de la voie de la subjectivité considèrent d'ailleurs la démocratie comme une pratique et un compromis personnel, pour atteindre un vivre ensemble (*convivencia*). Voie de la raison et voie de la subjectivité ne sont que des idéaux-types qui permettent

⁴⁹⁹ L'auteur précise que ces idéaux types ne s'expriment pas aussi distinctement dans les mouvements sociaux et qu'aucun mouvement ou organisation est la traduction pure d'une de ces voies. PLEYERS Geoffrey, « Volverse actor: dos vías para los movimientos sociales en el siglo XXI », *Revista de Estudios Sociales*, n°35, 2015, p 179-183.

⁵⁰⁰ Geoffrey Pleyers reprend ici le slogan des zapatistes « le chemin se fait en marchant » (« el camino se hace al andar ») qui considèrent le changement comme un processus. PLEYERS Geoffrey, « Volverse actor... », *Op cit.*, p 181.

de penser une « grammaire de l'action⁵⁰¹ » que chaque mouvement conjugue de différentes manières.

Dans les deux organisations paysannes colombiennes, le besoin d'un savoir expert a suscité plusieurs réflexions sur la place des savoirs locaux et l'incorporation ou l'apprentissage de nouvelles connaissances. Johanna Siméant⁵⁰² précise d'ailleurs que l'expertise au sein du militantisme n'est pas seulement destinée à l'extérieur pour légitimer l'action, elle a aussi une fonction de réassurance en interne. En effet, pour les communautés afro-descendantes comme pour les paysans de l'ACVC, ces connaissances permettent de resserrer les rangs du mouvement en renforçant la confiance des membres en leur collectif. Pour Johanna Siméant, il faut penser les ressorts internes de cette appropriation de connaissances qui permettent de « fonder en raison cet engagement »⁵⁰³. Selon la composition sociale des organisations, il existe différentes manières de s'approprier un savoir et de le distribuer au sein du collectif. Ces changements peuvent cependant créer des déséquilibres : lorsque l'expertise perçue comme un savoir dominateur et déconnecté de la réalité stigmatise encore plus les acteurs locaux ou bien lorsque ce savoir éloigne les militants de base qui ne le maîtriseraient pas. Pour l'auteure, il faut penser dans le même temps la place des savoirs de l'extérieur (savoir savant importés) et les processus par lesquels l'organisation peut produire son propre discours savant (savoirs savants endogènes).

Ainsi, il convient de prendre en compte les différentes représentations des savoirs savants et locaux et les processus de légitimation qu'ils impliquent. Les savoirs sont appréhendés en termes de compétences et en termes de représentations. Nous montrerons comment les organisations paysannes, attachées à leurs territoires, renouvellent également *leurs* savoirs locaux pour tenter de les (re)légitimer. Elles cherchent à agir sur perceptions des nouvelles générations ainsi que sur celles de leurs divers interlocuteurs. En effet, les paysans ne souhaitent pas seulement intégrer un savoir expert pour défendre le territoire, ils veulent aussi remettre en cause la légitimité

⁵⁰¹ *Idem*, p 180.

⁵⁰² SIMEANT Johanna, « Fiches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in HAMMAN Philippe MEON Jean-Mathieu, VERRIER Benoît (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan. 2002, p 17-53.

⁵⁰³ *Idem.*, p 26

de ce savoir sur leurs territoires, en valorisant d'autres savoirs locaux, jugés plus légitimes que les premiers. Ce processus de recours à l'épidémiologie populaire a notamment été analysé dans les études sur les mouvements de victimes. Pour faire reconnaître leurs problèmes de santé et les liens avec leur environnement et/ou une activité humaine spécifique, de nombreux citoyens réunis en collectifs se forment aux savoirs experts. Ils deviennent progressivement des « experts profanes », et contestent la légitimité des savoirs médicaux et des expertises⁵⁰⁴. La mobilisation d'un certain savoir induit par conséquent une certaine confiance ou défiance attribuée à celui-ci, elle dépend des représentations que peuvent en avoir les divers acteurs ainsi que des légitimités que celles-ci impliquent. Nous remarquons que les leaders paysans se font d'autant plus les défenseurs des savoirs locaux qu'ils ont acquis différents aspects techniques et savent jouer sur plusieurs registres. Ces savoirs au sein des collectifs constituent également des revendications en tant que telles puisqu'ils servent à argumenter une certaine attache territoriale et à réaffirmer un lien avec la « base » et « ses » savoirs.

L'incorporation de nouvelles compétences et l'articulation entre différents savoirs ne sont pas sans susciter des conflits. Plusieurs chercheurs⁵⁰⁵ ont soulevé les difficultés des organisations à caractère social à intégrer le changement, qu'il soit le fait de l'arrivée d'une nouvelle génération, d'une professionnalisation nécessaire ou de facto, ou bien d'un personnel moins politisé ainsi que les nombreuses questions posées par l'arrivée des femmes ou d'une nouvelle classe sociale dans ces espaces militants. Or, ces questions se posent d'autant plus dans des organisations où la grande majorité des

⁵⁰⁴ Ainsi, les acteurs locaux s'approprient en parties certains savoirs experts pour comprendre leur situation et dénoncer les atteintes à leur santé, tout en contestant l'épidémiologie, comme expertise scientifique qui ne prend pas en compte leur situation (souvent en raison d'un échantillon trop faible de cas). C'est ce que Marcel Calvez, à la suite des travaux de Phil Brown, désigne comme l'épidémiologie populaire, qui « repose sur l'idée que les groupes concernés sont les premiers experts de la situation dans laquelle ils se trouvent et des problèmes de santé qu'ils rencontrent ». CALVEZ Marcel, « Épidémiologie populaire », in HENRY Emmanuel et al., *Dictionnaire critique de l'expertise*, Presses de Sciences Po, Coll. Références, 2015, p 125-133, p 127 ; CALVEZ Marcel, « Les signalements profanes de clusters. Epidémiologie populaire et expertise en santé environnementale », *Sciences sociales et santé*, vol 27, n° 2, 2009, 79-106 ; LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian (dir.), *Mobilisations des victimes*, Presses universitaires de Rennes, Coll. « Res Publica », 2009.

⁵⁰⁵ Cécile Péchu analyse par exemple les différentes générations de militants au sein de l'association Droit au Logement, PECHU Cécile, *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Paris, Dalloz, 2006. Johanna Siméant met en exergue les changements qui animent des ONG urgentistes comme Médecin du Monde entre professionnalisation/militantisme et développement/urgence. Elle met en avant les tensions au sein des ONG médicales lorsque les non médecins développent d'autres types de savoir et concurrencent les militants d'origine, notamment les médecins urgentistes, dans leur légitimité d'aide à l'autre. SIMEANT Johanna, « Urgence et développement,... », *Op.cit.*

membres dispose de peu de ressources scolaires, une grande partie des paysans sont analphabètes, ont peu accès à l'information et n'appréhendent pas toujours ce qui se passe en dehors de leurs territoires⁵⁰⁶. L'arrivée de jeunes diplômés, de femmes et d'experts, est une valeur importante pour ces collectifs qui ont peu de ressources mais également un risque pour l'identité de ces derniers.

L'originalité de la démarche des organisations paysannes étudiées est qu'elles évoluent entre ces différents types de savoirs. Loin de les opposer, elles tentent de fusionner toutes ces compétences au sein de leur mouvement pour garder une cohérence et un contrôle sur leurs luttes collectives. La lutte pour le territoire étant aussi une lutte contre la domination et l'imposition de normes, les paysans doivent rester eux-mêmes tout en intégrant des manières d'être et de faire des divers experts pour défendre leurs visions du monde.

Nous avons personnellement pu expérimenter les différentes réactions suscitées par l'arrivée d'un savoir savant⁵⁰⁷ au sein des structures paysannes. Les acteurs ont tenté de définir notre place, nos limites mais aussi nos différents usages. D'un côté, nous avons pu ressentir la crainte des leaders d'un savoir qui délégitimerait les processus locaux en rationalisant l'action⁵⁰⁸. D'un autre côté, ce savoir est perçu comme une opportunité d'accompagner la construction des revendications collectives et la légitimité des postures locales. Cependant, dans les deux cas, le savoir savant est sommé de s'intégrer pour mieux comprendre et la chercheuse de vivre au plus près des militants de base pour s'imprégner des savoirs locaux. Ces deux postures, que nous avons retrouvées

⁵⁰⁶ En ce sens, les paysans mobilisés se rapprochent des militants étudiés dans les mobilisations dites de « sans », et notamment des groupes sociaux sans ressources. DUNEZAT Xavier, *Chômage et action collective. Luites dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

⁵⁰⁷ Comme d'autres chercheurs nous avons été utilisée et objectivée par nos propres enquêtés. Interpellée sur sa méthode par des enquêtés à la fois savant et militant, puis sur son militantisme écologiste, Sylvie Ollitrault montre ainsi que les réflexions de certains enquêtés quant à sa recherche lui ont permis de comprendre la place et le rôle du savoir expert au sein du mouvement écologiste français. OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme... », *Op.cit.* Sur ces questions on se réfère également à : BEVINGTON Douglas, DIXON Chris, « Movement-relevant theory. Rethinking social movement scholarship and activism », *Social Movement Studies*, vol 4, n°3, 2005, p 185-208; EDELMAN Marc, « Synergies and tensions... », *Op.cit.* ; DANIEL François-Joseph, « Action Research and Performativity : How Sociology Shaped a Farmers' Movement in The Netherlands. », *Sociologia Ruralis*, vol 51, n°1, 2011, p 17-34 .

⁵⁰⁸ Le mouvement paysan apparaîtrait alors comme un construit social susceptible d'être moins légitime car moins le fait d'un ressenti populaire. Pour ces militants, la chercheuse doit alors nécessairement adhérer et comprendre en profondeur la société étudiée pour pouvoir en rendre compte sans nuire au processus.

dans les deux organisations étudiées, nous renseignent en partie sur la place des savoirs extérieurs et leur articulation avec les savoirs militants. Les réactions de nos différents interlocuteurs par rapport à notre recherche⁵⁰⁹ nous ont en partie aidée à comprendre la perception des savoirs experts puis l'usage de ces compétences au sein des collectifs paysans⁵¹⁰.

Le dilemme de l'ACVC et des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó est donc de pouvoir continuer à s'adapter aux évolutions du contexte tout en restant en contact avec leur base sociale. Il est question de concilier les savoirs et les personnes au sein de structures organisationnelles très différentes. Les deux mouvements paysans ne se sont pas constitués de la même manière et n'entretiennent pas les mêmes rapports au changement et à la hiérarchie. De même, faire partie de l'organisation ne recouvre pas le même sens au sein de l'ACVC, une structure associative ouverte à différents militants et dans le Bas Atrato, où, pour faire partie du processus, il faut être partie intégrante de la communauté. Les types de structure nous renseignent en partie sur les capacités d'adaptation et sur réticences possibles.

⁵⁰⁹ Nous faisons ici écho à l'introduction générale dans laquelle nous avons développé les différents usages de notre position de chercheuse. Il serait bien évidemment prétentieux de penser que cette méthode de recherche a été pensée comme telle dès le début, au contraire, nous ne nous sommes rendue compte de l'utilité de notre « posture extérieure » qu'au fur et à mesure de notre enquête. Tout au long de cette recherche nous n'avons fait que suivre les recommandations des organisations paysannes, en pensant être la plus neutre et objective possible, en suivant leurs conseils et leurs injonctions, afin de ne pas peser sur le social étudié. En fait, nous étions une perturbatrice centrale et notre rôle n'était en rien « neutre », nous n'avons cessé d'être ramenée à notre propre identité et les enquêtés n'ont pas conçu notre présence comme celle d'une « chercheuse objective ».

⁵¹⁰ A ce sujet, les deux organisations paysannes ont adopté un rôle très différent par rapport à ce savoir « expert ». L'ACVC a d'abord conçu nos compétences comme une utilité pour la structure de l'organisation. Nous avons progressivement été rattachée à une équipe technique, avant d'être passée par plusieurs phases de terrain dans les différents villages. Au sein des communautés afro-descendantes, ce savoir a été directement délégué à l'ONG qui accompagne les populations, qui s'est chargée de nous intégrer dans son équipe de terrain. Nous avons ainsi adopté la posture de conseil et d'expertise ponctuelle auprès de ces habitants. Ces expériences nous donne plusieurs pistes sur les adaptations au sein des structures paysannes. D'un côté, c'est l'intermédiaire qui a fait le filtre, ce qui reflète toutes les difficultés des communautés à interagir directement avec ces savoirs experts, à les comprendre et les incorporer au sein de son processus. De plus, notre « culture savante » a été dès le début considérée comme éloignée des « réalités du terrain » pour les militants de l'ONG qui maîtrisent très bien le vocabulaire juridique et les procédures. Ce n'est qu'une fois nous maîtrisons également ces références, que notre savoir sur d'autres sujets a été jugé légitime. D'un autre côté, au sein de l'ACVC cette position a d'emblée été considérée comme importante mais tout en étant très encadrée. Nous devons ainsi « connaître les communautés » au préalable avant de trouver une mission précise susceptible d'apporter à l'organisation.

Figure 8. Structure organisationnelle et hiérarchique des deux organisations paysannes

ACVC	Communautés de Curvaradó et Jiguamiandó
Direction-coordination de 5-6 personnes. Coordonne directement les leaders des sections.	Le conseil majeur du bassin : organe officiel de représentation (les élus des conseils mineurs). Un pour Curvaradó (non constitué) et un pour Jiguamiandó (déjà constitué).
Leaders de sections : coordination des équipes de terrain.	Les conseils mineurs du bassin : composés des représentants élus de chaque communauté.
Equipes de terrain : fonction d'exécution et un rapport direct avec la population paysanne.	Les leaders reconnus au sein des conseils communautaires : pas de statut légal mais reconnaissance implicite.
Equipe technique et équipe de gestion : fonction de conseil sur des sujets techniques précis.	Les leaders reconnus des zones humanitaires : <i>idem</i> . Les principales zones humanitaires correspondent à des communautés (sens juridico-légal) avec un conseil mineur, mais toutes les communautés ne sont pas rassemblées en zones humanitaires.
Assemblée générale de l'Association : rassemble les 120 JAC de l'ACVC. Oriente les décisions et votent les grandes orientations de l'organisation.	AFLICOC : Association des Familles des Conseils Communautaires de Curvaradó, Jiguamiandó, Pedeguita et Mancilla et Vigía Curvaradó. Union des différents processus de zones humanitaires et de biodiversité, et des communautés souhaitant faire partie du collectif pour la commercialisation alternative de bananes.
Fonctionnement très vertical et hiérarchisé Attention particulière aux logiques hiérarchiques et aux fonctions de chacun. Assemblée participative (réunion tous les 2 ans) mais les décisions stratégiques se prennent au niveau de la direction.	Fonctionnement autour des principaux leaders, qui combinent la majorité de ces représentations. Les leaders « naturels » restent ceux qui prennent les décisions majeures, ce sont de réels matriarches ou patriarches.

La structure des organisations paysannes, ainsi que l'identité même de chaque mouvement sont déterminants pour comprendre la possibilité et les manières d'intégrer ces changements. La structure verticale des prises de décisions au sein de l'ACVC ne permet pas d'intégrer le changement de la même manière qu'au sein des communautés où la figure du leader ancestral est centrale. Nos deux organisations sont de surcroît composées de capitaux militants différents. Ce savoir militant joue un rôle multiple dans un contexte où la majorité des paysans pâtit d'un déficit éducatif et d'une position de marginalisation dans la société colombienne. Daniel Gaxie⁵¹¹ montre à ce sujet que l'appartenance à une organisation permet d'acquérir un capital culturel déconnecté de sa position sociale *via* l'expérience et l'autodidactisme. Le militantisme opère comme un substitut à l'action scolaire en permettant de compenser les handicaps liés à l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle défavorisée et de dépasser le sentiment d'illégitimité pour acquérir des compétences politiques. Nous faisons référence ici aux manières dont les deux processus ont su capitaliser sur les ressources disponibles dans leur région⁵¹². Alors que l'ACVC a su glaner des soutiens en dehors du monde paysan, et s'entourer d'alliés clés pour ouvrir plusieurs fronts de revendication, les communautés de Curvaradó et de Jiguamiandó se sont quant à elles inspirées du travail des missionnaires chrétiens et d'une éthique de la résistance qui a renforcé l'importance de figures charismatiques.

⁵¹¹ GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités structurelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil 1978.

⁵¹² On renvoie le lecteur au chapitre n°2.

Figure 9. Les conditions organisationnelles du changement

	ACVC	Curvaradó - Jiguamiandó
Conditions au changement	Peut venir de l'extérieur mais doit faire ses preuves <u>Structure fermée</u>	Tout membre doit faire partie de la communauté <u>Structure hermétique</u>
Capital disponible	Différents capitaux militants	La figure du résistant comme légitimité première
Des réticences	Une identité paysanne forte, réticente aux professionnels de l'extérieur. Peur de la détérioration de l'identité et des savoirs paysans. Une structure très verticale dans sa chaîne d'exécution	Une identité ancestrale matriarcale et patriarcale Pas de structure organisationnelle claire : importance du leader « naturel » charismatique, ancestral et résistant
Différentes réactions à l'adaptation	Former les paysans et « paysanniser » les professionnels	Allier leaders ancestraux et jeunes leaders professionnalisés

Ce chapitre analysera ainsi les adaptations vécues au cœur des structures paysannes. Les deux premières sections aborderont les articulations entre deux savoirs et deux catégories de personnes au sein des organisations paysannes. Puis dans une troisième section il s'agira d'analyser les usages que font les organisations paysannes de ces savoirs pour continuer la promotion du territoire à différents niveaux de mobilisation.

SECTION 1/ AU SEIN DE L'ACVC : DIVERSIFIER ET PROFESSIONNALISER LES MEMBRES.

L'ACVC est une organisation très hiérarchique et avec une identité paysanne forte. Le lien avec la base sociale (les paysans dans les villages) ainsi que la cohérence des revendications sont des éléments importants pour l'association. L'ACVC a beaucoup évolué depuis sa création en 1998, au niveau de ses revendications et dans la diversification de ses interlocuteurs nationaux et internationaux. L'association paysanne a su penser son interaction avec les acteurs de la solidarité internationale en déléguant des personnes compétentes pour développer ces relations tout en maintenant une

visibilité constante sur la scène nationale colombienne. Ces changements ont amené l'ACVC à adapter son militantisme et à repenser l'identité de l'organisation locale pour pouvoir se mobiliser au-delà de la vallée du fleuve Cimitarra. Pour faire face au contexte, nous avons vu que l'ACVC a mobilisé différents soutiens au niveau régional dans les réseaux politiques, des droits de l'Homme, des syndicats et des associations de quartiers. Ces soutiens ont aidé les membres de l'association lors des procès, pour relayer leur information, pour les protéger et pour continuer la lutte pour le territoire. Par conséquent, c'est une organisation qui a conscience de ses compétences et de celles qu'elle n'a pas. Certains paysans ont également reconverti leur capital politique, juridique ou associatif dans le militantisme paysan⁵¹³.

Après avoir longuement sollicité l'aide des réseaux militants colombiens, l'ACVC a fait le choix d'incorporer ces différentes compétences au sein même du processus d'organisation. Il ne s'agit plus de faire appel à des alliés ponctuels mais d'intégrer ces militants comme membres de l'ACVC à part entière. L'organisation paysanne poursuit ainsi un double objectif : former les paysans qui la composent (ce qui fait partie intégrante des revendications en termes de développement de la classe paysanne) et intégrer des professionnels acquis à sa cause. Ces réflexions induisent une articulation entre le besoin de technicité et le besoin de maintenir, voire de renforcer l'identité paysanne. L'organisation paysanne cherche par conséquent à éviter deux travers : l'éloignement avec la base et le risque d'avoir des membres peu préparés à la lutte territoriale qu'ils prétendent mener. Au niveau pratique, cela se traduit par un système de ressources humaines efficace pour lier des techniciens et des paysans. L'association entend ainsi former les paysans tout en « paysannisant » les professionnels. En favorisant ces échanges entre savoirs, l'ACVC espère pallier les conflits inhérents aux

⁵¹³ Frédéric Matonti et Franck Poupeau parle ainsi de capital militant qui « recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions » selon la définition de Frédérique Matonti et de Franck Poupeau, MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant... », *Op.cit.* p 8. Sur la notion de capital, nous prenons en compte les critiques d'Erick Neveu qui met en garde contre l'inflation de l'usage des capitaux. Il insiste sur le fait qu'un capital peut être ressenti et utilisé de diverses manières par des acteurs sociaux, et également mobilisés de différentes façons selon les espaces et les jeux sociaux. Il invite ainsi à conserver une approche relationnelle du capital. NEVEU Érik, « Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ?... », *Op.cit.*

adaptations organisationnelles et promouvoir une égalité des savoirs experts et paysans. En interne, elle maintient la centralité de l'identité paysanne et le lien avec la base. Vis-à-vis de l'extérieur, la diversité des membres de l'ACVC permet à l'association de pouvoir répondre à la fois aux critères d'authenticité paysanne et de technicité pour recueillir plus de soutiens.

Nous explorerons tout d'abord les processus de formation des paysans, puis nous analyserons les ressorts d'une « paysannisation » des professionnels.

De longs processus de formation: des paysans qui se « technicisent »

L'ACVC est une association qui évolue dans une région dont le tissu associatif est riche. Les leaders ont une trajectoire politique et militante importante. Ils se sont constamment formés tout au long de leur carrière, par l'expérience ainsi qu'à travers des formations plus spécifiques. Ces formations portent sur le renforcement des capacités de leadership (prendre la parole en public, mener à bien une réunion, organiser une action collective) ainsi que sur des compétences plus spécifiques (des connaissances juridiques sur la loi des zones de réserve paysannes – les ZRC– mais aussi concernant les enjeux environnementaux et la paix). La formation permet d'assurer la relève générationnelle dans les campagnes, puis de former des paysans qui comprendront les revendications de l'association paysanne et continueront à les relayer au niveau local. Ces processus sont longs et l'organisation est exigeante vis-à-vis des paysans : elle demande un engagement militant, un suivi assidu des formations et une conscience politique.

Devenir membre de l'ACVC : les processus d'intégration

L'intégration dans l'association est un long processus, d'apprentissage et de dévouement. L'ACVC demande aux futurs membres de s'intégrer pleinement, de se former, aux règles de vie et conceptions de l'association. L'organisation de l'ACVC se

revendique elle-même de « principes d'organisation léniniste »⁵¹⁴ : 1) centralisme démocratique, 2) direction collective, 3) critique, 4) autocritique, 5) responsabilité individuelle, 6) planification et contrôle.

L'organisation fonctionne autour de deux pôles⁵¹⁵ : la direction à Barrancabermeja composée de leaders historiques de l'association qui coordonnent le travail et prennent les décisions, et des équipes de terrain réparties en trois sections qui mettent en place l'action collective. Les trois sections, Nord-Est de l'Antioquia, Sud du Bolivar, région centrale de Yondo et Cantagallo, correspondent aux régions d'influence de l'ACVC et plus ou moins aux découpages administratifs. Ces équipes de terrain sont composées de militants historiques et de jeunes paysans engagés qui sillonnent les différents villages de leur région. Ils représentent l'ACVC au niveau local, assurant ainsi le relais entre la direction et les différents villages. Ils sont au plus proche des paysans pour répondre à leurs inquiétudes, organiser les réunions et assurer le suivi des projets. Les conditions d'engagement dans l'organisation sont énoncées aux futurs militants ; il n'y a pas de salaire pour les membres qui consacrent l'entièreté de leur temps à l'association mais il existe un fonctionnement par rétribution. Les membres sont indemnisés de leurs déplacements, de leur logement et de leur alimentation. Ils touchent ensuite un supplément selon les finances de l'association. En cas de crise financière de l'association, les équipes contribuent à l'effort collectif en réduisant parfois drastiquement leurs dépenses quotidiennes. Chaque section régionale est évaluée tous les mois selon les activités réalisées : ateliers de formation, réunions, mobilisations, mise en place d'un projet productif, suivi d'un dossier, etc. Les différents membres échangent lors de ces réunions de section et règlent d'éventuels problèmes internes et conflits interpersonnels. L'organisation paysanne met en œuvre un système de rotation des équipes afin qu'elles restent stimulées dans leur travail. En effet, cela oblige les membres à connaître d'autres villages et d'autres problématiques, et permet également de pallier les conflits à l'intérieur de ces équipes. Chaque région a des caractéristiques différentes obligeant l'association à adapter son travail. Comme le précisent les leaders

⁵¹⁴ Ces principes sont enseignés dans les formations politiques de l'organisation paysanne. Nous avons pu l'observer à travers les archives photographiques de l'ACVC.

⁵¹⁵ Voir Figure 8 de ce chapitre.

régionaux, l'approche de l'association n'est pas la même dans les villages de la région centrale, une zone relativement proche de Barrancabermeja (quelques heures de transport par le fleuve) et qui représente le cœur militant de l'ACVC, que celle de la région du Sud du Bolivar très affectée par les cultures de coca, ou encore la région de Remedios dans le Nord-Est, plus inaccessible.

La direction générale de l'ACVC, communément appelée la « coordination » est une direction collective (5 à 6 personnes) composée des principaux leaders de l'organisation. Elle suit les grandes orientations prises par l'assemblée générale de l'ACVC (qui réunit les 120 conseils d'action municipale), coordonne les différentes équipes de terrain et prend les décisions stratégiques. Elle centralise également toute l'information et répartit le travail des équipes techniques, de gestion, des relais à Bogotá et de la communication. Tout passe par la coordination et seule celle-ci est habilitée à prendre des décisions au nom de l'ACVC. Elle est évaluée tous les ans au cours d'un grand bilan des activités qui est un moment important pour tous les membres, qui évalue le chemin parcouru mais qui discute du futur de l'ACVC. L'assemblée générale de l'ACVC se réunit quant à elle tous les deux ans.

La discipline au sein de l'ACVC est très importante, et il existe un système d'autorégulation (sorte de blâme ou de travail supplémentaire à exposer pendant les réunions), lorsque les membres ont des conduites considérées comme inconciliables avec l'engagement militant (bagarres, consommation excessive d'alcool, violence conjugale, etc.). D'autres conduites comme le non-respect des consignes de sécurité ou un manquement grave devant les communautés sont analysées dans les réunions internes pour décider de la sanction à adopter. L'engagement au sein de l'association n'est donc pas anodin.

Les anciens leaders ont une expérience importante qu'ils tentent de transmettre aux plus jeunes. Ces référents historiques jouent un rôle clé au niveau local, car ils se connaissent et connaissent les communautés. De plus, ils ont vécu des périodes difficiles, dans leur militantisme politique pour certains (persécution de l'Union Patriotique et du Parti Communiste Colombien), associatifs pour d'autres (au sein de collectifs paysans, de coopératives ou d'autres associations citoyennes) puis au sein de l'ACVC notamment lors de l'arrestation des principaux dirigeants de l'association en

2007. Ces leaders sont issus du monde paysan, ils parlent le langage local et bénéficient d'une légitimité auprès des populations.

L'ACVC a conscience de l'importance du renouvellement générationnel et du besoin de relais compétents au niveau local, c'est pourquoi elle a entrepris de former des personnes au sein des villages pour qu'elles fassent pleinement partie de l'organisation. En 2014, nous assistons à une réunion importante puisque Gilberto, dirigeant historique de l'ACVC, annonce l'arrivée à la direction de deux jeunes leaders « formés à l'école de l'ACVC »⁵¹⁶ et salue l'ascension des « fils de l'ACVC » ainsi que l'arrivée d'une nouvelle génération. Ces deux leaders, bien que jeunes ne sont pas des nouveaux militants et sont en réalité bien connus de tous. Ils ont tous les deux fait partie d'équipes de terrain, puis ont été dirigeants de section avant d'accéder à la direction. L'ascension au sein de l'organisation paysanne prend du temps car les leaders doivent à la fois être formés et connaître le terrain. Cette relation avec la base est considérée comme essentielle pour comprendre le travail d'organisation et pour être légitime auprès des communautés.

Cependant, ce renouvellement et cette rotation des postes ne sont pas aussi évidents. En effet, les leaders locaux sont parfois plus réticents aux changements organisationnels et aux nouveaux chantiers de l'ACVC, tandis que les jeunes sont plus enclins à nouer des relations avec des acteurs extérieurs. Les plus anciens reprochent souvent aux jeunes de moins connaître le travail de la terre, contrairement aux plus jeunes, ils ont vécu la violence et ont construit l'organisation paysanne. A l'inverse, les jeunes sont sollicités très tôt pour s'engager et sont parfois moins motivés par la dureté des conditions de vie dans les campagnes et les exigences d'un militantisme quotidien. Certains jeunes abordent⁵¹⁷ d'ailleurs plus facilement les contraintes personnelles et financières de ce dévouement militant, leur engagement a des répercussions sur leur vie personnelle puisqu'il leur est difficile, avec cette discipline de travail, de mener une vie de couple et d'avoir une famille. Les jeunes exigent ainsi de meilleures conditions pour exercer leur militantisme et font valoir leur droit à la formation et à un équilibre familial. Les diverses formations et l'intégration des plus jeunes générations sont des

⁵¹⁶ Observation participante, Barrancabermeja, 2014

⁵¹⁷ Discussions informelles lors des observations participantes dans le Sud du Bolivar, octobre 2013

changements qui s'apparentent en quelque sorte, à une professionnalisation du militantisme. Tous ces changements ont en effet amené la structure de l'ACVC à évoluer, puisqu'elle gère plus de personnes et plus de ressources financières. Elle doit rémunérer une structure plus importante (locaux, dirigeants, secrétaires, matériels, etc.). Cela crée parfois des déséquilibres entre les jeunes paysans souvent mieux formés et leurs aînés qui sont des militants plus politiques et ont une autre vision de l'engagement. En soi, l'ACVC est parfois confrontée aux questions qui animent les secteurs des ONG et de l'humanitaire⁵¹⁸.

Pour Gilberto, c'est un mouvement nécessaire d'intégration et de formation. L'ACVC doit, selon lui, être capable de réunir toutes ces compétences au sein d'un collectif. C'est en partie grâce à sa place et à la trajectoire d'autres leaders clé que l'ACVC a entamé très rapidement un renforcement de ses capacités.

Former les paysans : renforcer et élargir les compétences

Le renforcement des capacités de l'organisation est un des axes prioritaires de l'association paysanne et elle formule d'ailleurs explicitement des demandes de financement pour ces projets. Ces formations ont d'abord porté sur les droits de l'Homme dans le but de faire connaître aux paysans leurs droits et de savoir les défendre. Puis, d'autres formations visant à donner de nouvelles compétences, notamment juridiques, aux paysans ont été organisées. Là encore, le processus est long mais garantit la formation de membres qui connaissent les communautés et sont capables d'articuler plusieurs savoirs. Un leader détaille ainsi les étapes de formation :

« On te met en lien avec une équipe, une équipe de travail et on te désigne quelqu'un qui a de l'expérience, c'est un peu comme une école pratique. Dans cette école pratique, nous apprenons [en même temps que] nous aidons aussi à [la] développer. Dans des formations productives par exemple, bref, tout le monde apprend et on apprend de tous. Parfois celui qui vient d'arriver n'a pas beaucoup d'expérience, de pratique comme les [leaders] historiques. Dans mon cas, par exemple, j'ai eu plusieurs expériences, parce qu'ici la

⁵¹⁸ SIMEANT Johanna, « Urgence et développement,... », *Op.cit.*

formation est intégrale, il faut apprendre de tout, de communication, de droits de l'Homme, savoir mener une réunion de conseil municipal, mener une mobilisation, une manifestation, faire un rapport, faire une action collective, savoir donner un atelier de formation politique, d'organisation, de leadership, il faut savoir s'occuper du bureau dans les démarches administratives. Il y a aussi toutes les expériences de l'ACVC dans la partie productive. Ils nous font tourner pour pouvoir comprendre [ces différentes tâches]. »⁵¹⁹

Un jeune leader raconte également son expérience au sein de l'ACVC, formé par des leaders historiques, qui transmettent leur histoire, et par le biais de formations dispensées par des professionnels en dehors de l'association :

«C'est un long processus. Il y a des gens de l'extérieur qui nous cultive, mais aussi beaucoup de gens de la région qui nous raconte leur histoire, et puis de la part de mon père aussi qui a toujours été dans ce processus. [...] La motivation est venue aussi de l'apprentissage sur les droits de l'Homme, [nous avons eu] plein de formation droits de l'Homme. Ça ça motive beaucoup parce que quand tu connais tes droits alors tu les défends. [...] Certaines formations sont dispensées par des personnes de l'extérieur et d'autres par les leaders paysans, des gens des universités, ... tout ça ça nous a beaucoup aidé à nous fortifier. [...] ça aide aussi cette double expérience, celle qu'ils amènent eux [les étudiants et universitaires] et celle que l'on a nous. Ce sont des gens de l'association qui ont commencé à travailler avec des groupes de danse, en faisant des activités avec les jeunes des villages, de la ville, et ces activités permettent de se connaître [...] Puis, par la suite j'ai commencé à faire partie du groupe de jeunes, avec des ateliers plus politiques sur la situation que vit le pays, sur les droits de l'Homme, sur la défense du territoire, de la terre. Tout ça m'a servi et quand on concentre toutes ces connaissances, on commence à comprendre, du moins, on comprend cette réalité que nous vivons. »⁵²⁰

La majorité des formations se réalisent auprès des conseils d'action communale c'est-à-dire au plus petit échelon de l'ACVC. Pour éviter de rendre ces conseils dépendants des formations, des volontaires parmi les villageois sont désignés pour être devenir formateurs à leur tour. Ils sont par la suite accompagnés pour continuer la

⁵¹⁹ Entretien avec un leader de l'ACVC, octobre 2013, Bogotá

⁵²⁰ Entretien avec un jeune leader de l'ACVC, octobre 2013 à Barrancabermeja

formation et prendre eux-mêmes le relai au sein de leur communauté. Le but pour l'ACVC est de transmettre un savoir sans se substituer aux villageois et d'avoir des paysans formés qui seront des relais efficaces et permettront d'utiliser les équipes de terrain dans d'autres tâches.

Se projeter sur le territoire induit de connaître les enjeux économiques, sociaux et politiques caractéristiques de chaque zone. Un atelier organisé par l'ACVC et une ONG suédoise en 2014 témoigne de cet apprentissage et des ressources des leaders de sections. Ils savent dessiner à la main la carte de leur territoire, y placer les éléments naturels (cours d'eau, forêts), les ressources agricoles et minières et les acteurs présents sur leur territoire. Ils peuvent ainsi, grâce à cette cartographie territoriale, identifier les manques en termes d'éducation et de santé, et projeter leurs revendications sur ces cartes.

Photo n°9. La carte d'une partie de la ZRC, dessinée par les leaders de l'ACVC.



Source : Mathilde Allain, 2014.

D'autres ateliers portent plus spécialement sur la place des femmes dans les villages et sur l'intégration croissante des femmes au sein des organes décisionnels des

conseils d'action communale et de l'ACVC. Une paysanne confie que ce travail a été important dans une société marquée par le patriarcat. La majorité des membres de l'ACVC étaient auparavant des hommes, puis, progressivement, ce sont leurs femmes qui ont repris le flambeau dans les moments les plus critiques de l'organisation (notamment pendant les périodes de persécution et de menaces, et lors de l'arrestation des leaders de l'ACVC en 2007). Elles ont donc acquis une place au sein des réunions. L'ACVC a soutenu ces initiatives, en intégrant plus de femmes dans les organes décisionnels de l'association, puis en favorisant l'organisation d'ateliers au niveau local. Sandra explique ainsi ce changement important de perception dans l'association :

« Maintenant les femmes voient l'ACVC comme un soutien, une aide, une protection, parce que [l'association] a une fonction de conseil, et grâce à cela, à ces formations, la femme a pu grandir en tant que femme paysanne, elles parlent et apportent quelque chose. Quand je suis arrivée [dans les villages] les femmes ne disaient rien, elles ne prenaient pas la parole dans les réunions, maintenant elles la demande et elles participent. »⁵²¹

Paysanne elle-même, Sandra facilite les relations entre l'association et les femmes paysannes. Elle connaît leur réalité, leur ressemble, et fait le lien avec d'autres intervenants pour travailler à une amélioration de la condition et de la participation des femmes dans les campagnes. Des personnes comme Sandra permettent d'éviter une rupture franche dans des sociétés paysannes patriarcales puisque ces questions sensibles sont déléguées à de jeunes femmes elles-mêmes issues de ces milieux, qui par leur expérience peuvent plus facilement s'imposer, ou du moins dialoguer avec les chefs de villages. En effet, l'ACVC a conscience que le changement doit être progressif, afin de garder ce qui constitue l'identité paysanne et la culture rurale, tout en changeant certaines coutumes. Ces processus de changement sont une progressive adéquation avec les idéaux politiques de l'ACVC qui milite pour la construction d'un collectif plus égalitaire.

⁵²¹ Entretien avec Sandra, octobre 2013, Barrancabermeja.

Une formation politique centrale

L'aspect politique de la lutte pour le territoire est une constante au sein de l'organisation paysanne, par conséquent, la formation des paysans est une transmission politisée. L'organisation accorde de l'importance à ce qu'elle veut transmettre et sur la manière de le transmettre. Les principes de l'éducation populaire occupent une place importante dans ces réflexions.

Afin d'affiner le regard critique des paysans sur leur propre situation, l'ACVC organise des ateliers de « formation politique ». Pour réaliser ces ateliers, elle est en partenariat avec deux « écoles populaires », l'école de formation politique et de leadership Nelsy Cuesta et l'école de formation populaire Sandra Rondon Pinto. Ces cours sont dispensés aux futurs leaders afin qu'ils acquièrent des connaissances sur l'histoire colombienne, le contexte politique et un autre regard sur l'actualité et les institutions étatiques, en suivant la vision politique de l'ACVC. Nous avons pu constater que ces formations, au ton marxiste, mettent en exergue l'oppression historique de la classe paysanne par la bourgeoisie colombienne. Dans une des formations dispensées en 2014, le formateur a dessiné une frise chronologique sur un tableau. Il y a placé les dates et faits jugés importants pour l'association, on y trouve ainsi⁵²² : l'émergence des mouvements de gauche en Amérique latine (Venezuela) et de figures emblématiques de la défense des droits de l'Homme (Mandela en Afrique du Sud), l'histoire de la Marche Patriotique, les différentes étapes des dialogues de paix entre les FARC et le gouvernement colombien, les trajectoires des mouvements guérilleros, l'histoire politique colombienne (massacre de l'Union Patriotique et prise du palais de justice sont des dates clés) et internationale (la guerre des Malouines, le 11 septembre 2001, la guerre en Irak ou encore la crise économique). Ces événements ne sont pas choisis au hasard, ils montrent une réflexion politique sur plusieurs contextes : des éléments très locaux sur l'histoire de la région, nationaux sur la politique colombienne et enfin des grandes dates du contexte international. Au-delà du contenu des formations, c'est également la méthodologie d'apprentissage qui est alternative. Celle-ci combine des ateliers participatifs, des conférences de spécialistes et des activités culturelles. Par le

⁵²² C'est dans les archives de l'ACVC que nous avons retrouvé une photo prise au cours de cet atelier.

biais du théâtre, les paysans simulent par exemple des scènes de négociation avec des responsables du gouvernement où ils apprennent à renforcer leur argumentation.

Cette transmission de savoirs se veut être un principe d'émancipation des paysans, et appréhende l'éducation comme un droit humain autant que comme un processus social et collectif. Selon l'ACVC, ces formations valorisent les espaces de résistances au modèle néolibéral et prônent une autre éducation fondée sur la justice sociale, une lecture critique, respectueuse des identités et des différences et sensible à l'environnement. Elle tente ainsi, par divers ateliers au sein des villages de déconstruire les relations de pouvoir qui sous-tendent, selon elle, la société capitaliste. Un des enseignements est d'ailleurs intitulé « compréhension de la réalité », il vise à amener les paysans à appréhender différents contextes, avec toujours un œil politique très critique.

La professionnalisation des militants paysans est une des adaptations majeures de l'ACVC, qui dispose ainsi d'équipes permanentes. A cette formation croissante des paysans s'ajoute également l'intégration progressive des professionnels au cœur de l'association. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'intégrer des jeunes formés mais d'en faire des militants à part entière.

Des processus d'intégration des non-paysans : la « paysannisation » des techniciens

En choisissant d'intégrer des professionnels au sein d'une association dont la base paysanne est une des revendications forte, l'ACVC s'expose à divers conflits internes mais aussi à un souci de cohérence. Elle met en place un processus d'intégration bien particulier pour ces jeunes professionnels en les rapprochant le plus possible des campagnes et des paysans pour qui ils se mobilisent. L'ACVC a ainsi progressivement constitué ce qu'elle appelle une équipe technique qui permet un suivi assidu des projets. Elle tente de relier au maximum cette équipe au reste des membres de l'ACVC pour rapprocher les différents types de savoirs, paysan et expert. L'organisation paysanne transforme en quelque sorte la place du savoir légitime, en légitimant le paysan face à l'expert, tout en valorisant l'expertise au sein du militantisme paysan.

L'intégration des professionnels : la naissance d'une équipe technique

Le développement progressif de l'association, son insertion progressive sur une scène nationale au langage très juridique et dans un espace international où elle interagit avec différents acteurs, l'a mené à avoir recours à des experts extérieurs à l'association. L'organisation a en effet besoin de professionnels pour répondre aux appels d'offre internationaux, pour gérer les projets, rechercher des soutiens, assister techniquement les paysans; autant de compétences nécessaires pour que l'association ait les moyens de mener des revendications à différentes échelles⁵²³. Intégrer des professionnels comporte des risques pour l'association, en termes de légitimité mais également en termes de cohérence vis-à-vis de la base sociale paysanne qui est l'identité même de l'ACVC. Cependant, c'est par la pratique, et la sollicitation régulière d'experts sur certains sujets, que l'ACVC a compris l'intérêt d'avoir ses propres techniciens, capables d'apporter leurs connaissances techniques tout en respectant les savoirs locaux des paysans. Agronomes, vétérinaires, juristes, gestionnaires, sociologues, ingénieurs constituent ainsi l'équipe technique qui travaille directement pour l'ACVC.

Yesica est une des fondatrices de cette équipe. Militante au sein du mouvement étudiant à Barrancabermeja, dans lequel elle animait un groupe de danse, elle rencontre les membres de l'ACVC lors des mobilisations paysannes de 1998. Les leaders paysans lui ont alors proposé d'être volontaire dans les campagnes pour connaître leur processus. Elle a commencé par développer des projets culturels, ce qui s'est révélé être une activité clé pour l'ACVC: ces événements permettent en effet de rassembler dans les villages, de renforcer l'union entre les communautés et de rendre visible l'action de l'association. Yesica raconte la réflexion autour du changement dans l'organisation paysanne et la genèse de l'équipe technique :

⁵²³ D'autres auteurs ont également soulevé les contraintes managériales qui pèsent sur les associations et les ONG. LEFEVRE Sylvain, OLLITRAULT Sylvie, « Les militants face aux contraintes managériales : le cas des groupes locaux de Handicap International », *Sociologies pratiques*, n° 15, 2007, p 97-110 ; SIMEANT Johanna, « *Urgence et développement...* », *Op.cit.*

« C'est une initiative qui apparaît en 2005, une proposition de ces jeunes étudiants et professionnels qui étaient sensibles au mouvement social et voulaient participer. L'ACVC a alors dit, bon, il y a des gens qui veulent faire leurs travaux de fin d'année, leur stage, venir faire des volontariats, venir apporter quelque chose au processus avec leur connaissance, mais comment va-t-on canaliser tout ça pour renforcer notre processus organisationnel ? Parce que, bon, on a des projets productifs mais nous avons des limites en termes de capacités professionnelles. Que ces professionnels viennent dans la région, qu'ils restent, et qu'ils se dévouent au processus. Là fut la difficulté, parce que la région a ses particularités. N'importe qui ne va pas dans une région comme la nôtre, il faut supporter les moustiques et les longues marches, peut-être tomber malade, c'est difficile, c'est un autre monde, c'est différent et les gens qui viennent de la ville ne vont pas tous s'engager pleinement dans la région. Mais il y avait une motivation, il y avait beaucoup d'étudiants et de collectifs, alors on a eu l'idée de créer une équipe technique propre à l'ACVC. »⁵²⁴

Lier des non paysans au sein d'une organisation dont l'identité paysanne est forte n'est pas aisé, et Yesica ne le nie pas. Il s'agit de concilier des personnalités très différentes, et des savoirs paysans et techniques. Cependant, ces interactions nécessaires pour la lutte pour le territoire ont été conçues comme faisant partie intégrante de la dynamique organisationnelle de l'ACVC. Yesica explique ainsi les diverses étapes de la constitution de cette équipe :

« Cette équipe technique se maintient après tous les changements du monde ! On a reformulé, restructuré au moins 5 fois, en cherchant une forme qui puisse être un réel apport pour la région et ses dynamiques. On a eu cinq coordinateurs tout au long du processus, il y a même eu une coordination de trois femmes ! Mais on peut faire un bilan positif puisque toutes ces dynamiques ont eu pour objectifs d'améliorer [l'organisation]. Ce que fait [l'équipe technique] c'est apporter un appui technique pour les projets productifs, administratifs, et [c'est] une sorte de conseil pour la gestion de la zone de réserve paysanne.

Et comment s'est passé la relation entre ces professionnels qui arrivent de la ville et les paysans ? Parce qu'il s'agit de deux types de savoirs, non ?

⁵²⁴ Entretien avec Yesica, septembre 2014, Bogotá.

Oui précisément ça a été l'un des prémices des hauts et des bas. On sait qu'au sein de l'académie, dans notre langage et dans les dynamiques scolaires, les logiques sont assez égocentriques, non? Celui qui va à l'université et qui a ces connaissances, c'est celui qui sait, et le paysan il ne sait rien et il faut lui enseigner des choses... C'est aussi un enjeu, de comment s'adresser à une population dont les niveaux de scolarité [sont] très bas, oui on va dire que tout ça a généré certaines difficultés. Mais bon, c'est comme tout, il y a des gens qui ont su gérer cela et des étudiants et des professionnels qui n'ont jamais pu se faire comprendre de la communauté. Mais comme c'est quelque chose dirigé par l'ACVC, construit par l'ACVC, à l'intérieur de l'ACVC, ça a beaucoup facilité les choses. Il y a une équipe de terrain, une relation directe, les étudiants n'arrivaient pas laissés à eux-mêmes, ils étaient accompagnés. Et pour l'ACVC ça a été aussi un apprentissage, celui de diriger une équipe technique. A partir des critiques des paysans, des gens qui ont travaillé sur ce processus et de la part des étudiants eux-mêmes on a restructuré la chose. Il y a eu des difficultés au niveau du langage, le fait de reconnaître que les paysans n'étaient pas des ignorants mais qu'ils avaient leurs propres dynamiques. Il fallait comprendre comment se nourrir de ces savoirs, la manière dont ils s'échangent, faire tout un travail d'enseignement. [...] Aujourd'hui l'équipe technique est indispensable et nécessaire pour toute la région. En fait, pendant tous ces hauts et ces bas, on n'a jamais pensé à abandonner ce projet d'équipe technique, au contraire, on a toujours cherché à l'améliorer. [...] Ça nous a aussi aidé à être plus réalistes dans les projets. Maintenant, on s'assoit avec la communauté et on leur demande quels sont les besoins techniques. »⁵²⁵

Les jeunes de l'équipe technique ont des trajectoires sociales similaires, ils sont pour la plupart issus de milieux populaires ou des classes moyennes et ont réalisé leurs études dans des universités publiques. Ils proviennent de différentes disciplines mais l'agronomie reste un domaine très valorisé au sein de l'ACVC, notamment parce qu'elle trouve un écho avec le savoir de la terre des paysans. Les membres de l'équipe technique sont en général chargés d'un projet, qui provient le plus souvent de la coopération internationale ou bien d'un partenariat avec une ONG nationale. Cela permet à l'ACVC d'avoir des interlocuteurs permanents avec ces acteurs extérieurs, des membres formés et qui connaissent les modes d'interaction propres aux villes. Formés et

⁵²⁵ *Idem.*

façonnés au milieu rural et à la pensée de l'ACVC, ces jeunes professionnels sont des interlocuteurs idéaux pour défendre le territoire de manière technique.

Figure 10. Parcours de quelques membres de l'équipe technique

Membre de l'équipe technique	Lieu de formation	Type de formation universitaire	Parcours au sein de l'ACVC
Yesica	Université de Barrancabermeja puis Université pédagogique et technique (UPTC) de Tunja (dep.Boyacá).	Licence en Sciences sociales Master en gestion de projet	Ex responsable de l'équipe technique. Est passée par les équipes de terrain (niveau section). Aujourd'hui en charge des relations de l'ACVC à Bogotá et des contacts avec la coopération internationale.
Franco	Etudes à l'Université de Bucaramanga puis doctorat de chimie en Italie.	Docteur en chimie et ingénieur des mines	Coordinateur de l'équipe technique. Spécialiste de la contamination des eaux par l'activité minière. Recherches scientifiques avec l'Univ. de Brescia (Italie) sur ce sujet. Gestion des partenariats universitaires.
Jeune femme	UPTC Tunja	Licence en agronomie	A connu l'ACVC pendant ses études. Chargée de la coordination d'un projet FAO-ACVC portant sur des jardins communautaires dans les villages du Cimitarra.
Jeune femme	UPTC Tunja	Licence en agronomie	A connu l'ACVC pendant ses études. A fait un stage à Barrancabermeja. Fait partie de l'équipe technique et coordonne les projets d'agronomie.
Jeune homme	UPTC Tunja	Licence de psychologie	A connu l'ACVC au cours des mobilisations étudiantes. Marié à une militante de la Marche Patriotique de l'antenne régionale de Barrancabermeja. A travaillé auprès

			d'associations de victimes. Tente de développer un petit groupe de psychologues au sein de l'ACVC
Jeune homme	Université Nationale de Bogotá	Licence en agronomie, spécialité en agro-écologie	A connu l'ACVC au cours d'une formation. Equipe technique de Bogotá, aide régulièrement sur des projets et formation en agro-écologie.
Karen	Université de la paix, Barrancabermeja	Ingénieure environnemental (encore en études)	Sa mère est une paysanne de l'ACVC, elle participe ponctuellement aux réunions du groupe des jeunes, puis aux réunions de l'équipe technique.

On note que Karen, une jeune membre de l'équipe technique, provient de Barrancabermeja et d'un milieu paysan. Comme elle, de nombreux jeunes issus de la région, fils et filles de leaders paysans ou proches du mouvement, choisissent d'étudier en fonction des besoins de l'ACVC. Ainsi, ce n'est pas un hasard si dans cette nouvelle génération on retrouve beaucoup d'étudiants en sciences de l'ingénieur, vétérinaire, dans le domaine environnemental, de l'eau et de la santé. Ces compétences correspondent aux besoins de l'ACVC dans le suivi des projets collectifs mis en œuvre sur le territoire. Ce sont ainsi des techniciens très proches du milieu paysan et qui viennent de la région. Tout au long de leurs études, ils viennent ponctuellement aux réunions pour commencer à s'engager dans l'ACVC. L'équipe technique a d'ailleurs signé un accord avec l'Université de la Paix de Barrancabermeja pour faciliter la réalisation de stages. Les fondateurs de l'équipe technique ainsi que ses principaux membres ne sont pas originaires de la région et ont souvent grandi dans les villes. Si l'engouement des jeunes professionnels est important, la direction de l'ACVC tient à rappeler aux techniciens la centralité de l'identité paysanne du mouvement.

Fondre les techniciens dans l'organisation pour maintenir l'identité paysanne

La promotion de l'identité paysanne est une des revendications importantes de l'ACVC. L'association met en avant l'importance des savoirs paysans et les capacités des acteurs locaux à défendre leur territoire. Le contact avec la base constitue la

légitimité du processus paysan, par conséquent l'intégration de jeunes universitaires et professionnels au sein de l'organisation paysanne n'est pas aisée. Au cours des entretiens, nous avons d'ailleurs remarqué qu'il était parfois délicat de questionner les origines paysannes des membres de l'ACVC. Interrogé sur le sujet, Alvaro, un leader paysan nous répond :

« Et aujourd'hui, la majorité des gens de l'ACVC est d'origine paysanne ?

Non...de par l'histoire et de par notre condition nous sommes paysans. Après, on a des équipes de professionnels qui viennent nous aider, comme c'est le cas de l'équipe technique, ce sont de jeunes universitaires qui viennent faire un stage avec leur université, ils viennent pour connaître le travail et l'expérience. Certains tombent amoureux et restent ici, mais ça ce n'est pas de notre faute ! (rires) C'est pas de notre faute ! On pense que pour le futur de ce pays [c'est important] que les jeunes connaissent ce travail organisationnel. Ils arrivent des bureaux, ils viennent échanger avec les gens, avocats, agronomes, tout ça, et puis ils se disent allons dans la région, ils viennent, et les premiers jours c'est difficile. Mais après, ils montent à cheval, sur les bateaux, sur les pirogues et puis progressivement ils veulent continuer à venir, au bout d'un moment ils arrivent avec leur valise, et ils nous disent qu'ils veulent rester (rires).

Ah d'accord, donc vous avez des gens de tous horizons...

Oui, parce qu'en plus si on regarde l'histoire de la Coordination paysanne et populaire, nous n'avions pas toutes ces garanties, nous n'avions pas cette vision.

Et petit à petit...

Oui avec de l'expérience. [...] Bon, les anciens nous ont dit de nous entourer d'organisations de défenseurs des droits de l'Homme, mais au niveau du travail pratique, dans la campagne, on est bons pour dire que telle terre donne du manioc, de la banane plantain, du maïs, mais au niveau technique on n'a pas de connaissances. Alors il fallait amener l'aspect technique, pour qu'ils nous disent que ça ils le font comme ça...un ingénieur agronome, un vétérinaire, ils nous disent de le faire ainsi. Alors, on a évalué les choses, même en termes comptables on ne sait même pas tenir des comptes, on sait dépenser l'argent, c'est tout. Parce que ça, rendre des bilans comptables, c'est très complexe, alors maintenant on a une équipe comptable, une équipe juridique, une équipe technique, et aussi un conseil éthique et moral, tu sais ce que c'est le conseil éthique et moral ?

Non

C'est un groupe de 15 à 20 paysans qui ont entre 70, 65, 80 ans et qui ont parcouru le pays, ils ont des histoires sur comment était le pays depuis leurs grands-parents, aujourd'hui ils s'en souviennent et sont capables de le raconter. »⁵²⁶

Plusieurs éléments nous renseignent sur les relations entre l'équipe technique et les paysans dans cette réponse. Tout d'abord, Alvaro valorise l'arrivée de jeunes techniciens et explique que l'organisation a eu besoin d'une expertise dans les droits de l'Homme et que d'autres savoirs techniques concernant les pratiques agricoles et d'élevage sont maintenant nécessaires. Cependant, l'équipe technique interagit sur un sujet qui pourrait être concurrent des paysans, à savoir l'expérience et la connaissance de la terre. Dans la gestion des projets, deux types de savoirs sont mobilisés, l'un technique appris dans les universités, l'autre local acquis par l'expérience. Alvaro précise que l'adaptation des techniciens n'est pas toujours facile, avec beaucoup d'humour il moque gentiment les jeunes universitaires qui arrivent dans les campagnes et peinent parfois à se faire aux modes de vie. Enfin, il fait aussi remarquer que malgré cet apport technique nécessaire il existe un conseil éthique et moral, composé d'anciens paysans. Ce comité a pour but de veiller à l'âme de l'ACVC et de rappeler l'histoire paysanne du mouvement.

Alors que les paysans suivent des formations, on demande également aux techniciens qui arrivent d'aller dans les campagnes, d'y rester un moment, pour connaître le mode de vie des paysans et pour comprendre leurs manières d'appréhender leur terre et leur savoir. L'intégration des membres de l'équipe technique suit un long processus, que l'on pourrait qualifier de « paysannisation ». C'est d'ailleurs une injonction permanente de l'ACVC. Toute personne souhaitant travailler sur eux ou avec eux est invitée à venir au cœur de la vallée du fleuve Cimitarra pour échanger directement avec les paysans. Ce contact prolongé avec les paysans doit permettre aux militants professionnels de renouveler leur engagement en toute connaissance de cause et de connaître ceux pour qui ils s'engagent. Les jeunes professionnels sont ainsi envoyés ponctuellement dans des familles paysannes ou pour suivre un projet en vivant directement dans les villages.

⁵²⁶ Entretien avec Alvaro, août 2014, Yondo, vallée du fleuve Cimitarra.

Au-delà de l'aspect identitaire, qui est central pour la cohérence interne de l'ACVC, ces méthodes de « paysannisation » des techniciens cherchent à réduire les décalages inhérents aux personnes, aux façons de vivre et aux types de savoirs. Pour articuler efficacement ces deux types de savoirs, paysan et technique, il faut avant tout que les personnes se comprennent. Or, la culture paysanne est parfois très ascète à côté du mode de vie des étudiants, comme le révèlent certains conflits de mœurs (vie sexuelle, consommation d'alcool et de tabac, langage, etc.). Sur le long terme, les techniciens comprennent ainsi les manières d'être des paysans pour proposer des solutions et une interaction qui ne rompent pas avec le quotidien des habitants de la région. De même, ils apprennent à valoriser les savoirs locaux pour mieux transmettre leurs connaissances techniques. Du côté des paysans, cette présence sert aussi à valoriser leur culture et leur savoir, et à mieux connaître personnellement ces jeunes professionnels.

Néanmoins, cette forme d'« acculturation », et le militantisme au sein de l'ACVC sont loin d'être simples car c'est une rupture importante dans les parcours de vie de ces jeunes diplômés qui choisissent de consacrer leur temps à l'association. Yesica évoque ses débuts difficiles :

« Je n'avais jamais imaginé que derrière ce fleuve il y avait autant de profondeur, de gens, de communautés paysannes et tout cela, tout ce processus organisationnel, et des gens qui souffrent autant de l'abandon étatique et d'autant de choses ; j'ai connu un monde très différent alors même que je vivais à côté. [...] C'était un volontariat et après j'ai dit que je restais ici, que j'allais apporter quelque chose ici. L'ACVC m'assurait l'alimentation, un lieu où dormir dans les villages et le nécessaire de toilette et les besoins de base. Il n'y avait pas de salaire, il n'y avait aucune ressource économique. Les journées de travail normales étaient longues, il fallait marcher des heures, et puis, bon, avec l'alimentation qui arrive jusque dans la région...ce n'était pas la meilleure alimentation, mais bon, on avait de quoi manger. Tout ça a été un enrichissement personnel aussi, un apprentissage qui m'a aidé à me décider politiquement. Alors voilà depuis 2005 jusqu'à aujourd'hui je fais partie de l'association. »⁵²⁷

⁵²⁷ Entretien avec Yesica, septembre 2014, Bogotá.

Les membres de l'équipe technique sont rémunérés selon les projets car ils en sont souvent les porteurs directs, puis il reverse une partie des financements à l'ACVC selon les principes de collectivisation de l'association. Beaucoup expliquent qu'ils gagnent ce qu'ils considèrent comme « juste », selon leur fonction, leur niveau d'étude, leurs besoins et selon l'état des finances de l'association. L'ACVC fait ainsi vivre d'autres membres à d'autres postes sans ressources *via* les projets que « rapportent » l'équipe technique. Le fonctionnement par projet, en partie imposé par les appels d'offre de la coopération internationale, permet à l'ACVC de lier les jeunes autour d'un objectif précis et de les responsabiliser vis-à-vis des communautés. Aujourd'hui, l'ACVC a considérablement développé son équipe technique qui est devenue un véritable organe de conseil. Il existe maintenant des équipes dans d'autres régions : à Bogotá, à Medellin, à Manizales et à Bucaramanga, qui sont des équipes de soutiens dans les villes. L'équipe technique est donc devenue très stratégique au sein de l'ACVC, puisqu'elle permet à l'association d'être visible et crédible avec des projets productifs performants en plus d'assurer une certaine entrée financière. Dans la pratique, l'équipe technique rapporte de l'argent, tandis que les équipes de terrain apportent la légitimité paysanne à l'association. La paysannisation des techniciens ainsi que la technicisation des paysans cherchent à pallier les tensions inhérentes suscitées par ces changements.

En incorporant un savoir technique et en revalorisant les savoirs locaux, l'ACVC a en partie redéfini son rapport aux savoirs. Elle remet en cause la légitimité unique du savoir savant dans les campagnes, mais ne veut se priver d'un savoir expert qui pourrait l'aider dans le développement local. Lilian Mathieu explique que les mouvements sociaux sont en partie réticents à l'usage de savoirs experts, des savoirs qui sont traditionnellement maniés par le pouvoir et qui ont servi à les dominer. Il montre comment ces savoirs sont progressivement utilisés au sein des collectifs comme des outils de résistance et de contre-pouvoir⁵²⁸. Il explique que l'acquisition puis la maîtrise

⁵²⁸ Lilian Mathieu montre que le droit ou bien le savoir médical sont utilisés en faveur de la défense des mouvements (par exemple par les malades du sida dans les années 1980, ce qui a contribué à renverser les rapports de force entre les médecins et les patients). MATHIEU Lilian, « Savoirs = pouvoir. Les enjeux de la science et de l'expertise dans les mouvements sociaux », *Ecorev*, n° 18, 2005, disponible en ligne, consulté le 2 mars 2016, URL : <http://ecorev.org/spip.php?article328>

de ce savoir expert permet de faire évoluer les revendications des mouvements sociaux et de passer d'une posture d'opposition à celle de proposition. Cela semble bien correspondre aux prétentions de l'ACVC puisque l'association s'oppose aux grands projets d'exploitation dans sa région mais cherche aussi à construire des alternatives crédibles pour défendre le territoire.

Conclusion section 1

Dans cette section nous avons cherché à montrer de quelle manière l'ACVC s'était adaptée progressivement au contexte de mobilisation. Nous avons démontré qu'il existe un double mouvement au sein de l'association paysanne : une professionnalisation des militants avec des paysans mieux formés et une intégration de professionnels sensibilisés au militantisme paysan.

L'organisation paysanne fait le constat d'un besoin d'améliorer les compétences de l'association tout en restant proche de sa base paysanne. S'adapter aux exigences des partenariats internationaux et des nouvelles manières de défendre le territoire n'est pas aisé au sein d'une organisation comme l'ACVC où la hiérarchie est très marquée et où les militants historiques occupent une place centrale. Par égard pour ses convictions politiques et son identité paysanne, l'ACVC ne veut pas avoir recours à des experts qui ne comprendraient pas sa démarche de mobilisation et les paysans. Par conséquent, une équipe technique composée de ses propres professionnels répond ainsi à ces inquiétudes. Cependant, cette adaptation de l'organisation doit également passer par une formation des paysans, des membres et des leaders de base. Les équipes de terrain suivent régulièrement des formations, et forment à leur tour des relais compétents au sein des villages. L'association facilite la rencontre des savoirs paysans et experts, mais aussi des personnes. Maintenir une cohérence identitaire et une adhésion au collectif est essentielle pour mettre en avant des revendications claires aux différents niveaux de mobilisation⁵²⁹. La paysannisation des techniciens se réalise ainsi en parallèle d'un

⁵²⁹ Ce double mouvement, s'inscrire dans la continuité de l'identité de l'organisation et revendiquer un changement, a notamment été analysée dans les travaux sur le rôle de la formation dans les partis politiques comme le Parti Communiste Français ou sur dans les syndicats comme la CGT. Ces études soulignent également

processus de formation des paysans. L'ACVC pense ainsi la relève générationnelle et l'adaptation tout en conservant une prégnance de la direction paysanne qui reste centrale dans toutes les décisions.

Cette capacité organisationnelle témoigne d'une certaine maturité de l'association paysanne. Elle a même contribué à constituer des militants hybrides, entre le paysan et le technicien, se donnant ainsi les moyens humains et techniques de positionner des revendications à d'autres échelles. Ces adaptations ont également été analysées par Sylvie Ollitrault qui explique que les écologistes français ont été amenés à se former et à devenir des experts de l'environnement pour mieux le défendre. Au fur et à mesure que ces militants ont été sollicités par les autorités publiques, ils ont alors fait évoluer leur militantisme. Elle montre que dans les années 1980, les associations écologistes sont alors sommées d'être « sérieuses »⁵³⁰, c'est-à-dire expertes. Cependant, leur identité d'expert ne fait pas pour autant perdre à ces militants leur engagement puisqu'ils fusionnent ces deux types d'identité. Si dans le cas d'association paysanne comme l'ACVC il ne s'agit pas d'un « militantisme d'expertise »⁵³¹, les professionnels permettent néanmoins à l'ACVC d'occuper une autre place dans le paysage militant national. L'association sait en effet qu'elle sera sollicitée pour justifier l'application d'un modèle alternatif dans la zone de réserve paysanne, et qu'elle sera attendue par les autorités et surtout par ses détracteurs si cette zone n'est pas productive et ne permet pas un développement « réel » des campagnes. Pour l'ACVC, intégrer des professionnels est un moyen de se montrer à la hauteur des revendications qu'elle met en avant depuis plusieurs années. En créant des expertises, en constituant leur propre diagnostic de leur zone, les militants se préparent ainsi à légitimer les zones de réserve paysanne. L'intégration de ces compétences ont permis aux mouvements paysans et en particulier à

le rapport particulier au savoir, à la transmission et à la politisation. Il y est question de former de futurs cadres et de transmettre une culture de lutte des classes. PUDAL Bernard, « La CGT et le rapport individuel-collectif dans l'éducation ouvrière et l'éducation syndicale de 1944 à 1967 », in DAVID Marcel (dir.), *L'individuel et le collectif dans la formation des travailleurs. Approche historique 1944-1968*, Paris, Economica, 1976 ; ETHUIN Nathalie, SIBLOT Yasmine, « Du cursus d'éducation syndicale aux parcours de formation des militants de la CGT (années 1950-2000) », *Le Mouvement Social*, n° 235, 2011, p 53-69.

⁵³⁰ OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, ... », *Op.cit.*, p 106.

⁵³¹ *Idem.*, p 118. Il convient de souligner que les « experts » au sein de l'ACVC sont de jeunes diplômés (niveau licence pour la majorité) et que les principaux leaders de l'association n'ont pas fait d'études supérieures. Le curseur de l'expertise ne se place pas ici au même niveau que les experts écologistes que mentionne Sylvie Ollitrault.

l'ACVC de faire renaître la loi 160 de 1994 sur les zones de réserve paysanne et d'en faire un réel cheval de bataille de la défense du territoire en Colombie aujourd'hui.

A l'inverse, les communautés afro-descendantes ont été poussées dans l'urgence à s'adapter pour continuer à défendre leurs territoires. En effet, elles n'ont pris pleinement connaissance de la législation sur les titres collectifs qu'à leur retour sur leurs terres. Elles ont été sommées de s'approprier très rapidement ces droits pour pouvoir les revendiquer. Ce cadre protecteur était préexistant à leur mobilisation, alors que l'ACVC a contribué à construire le cadre de revendication des zones de réserve paysanne. Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó sont rentrées sur leur territoire pour lutter pour leur vie et leur espace de vie; la dimension identitaire n'était pas un sujet de revendication en tant que tel. Le changement et les adaptations au sein des communautés afro-descendantes se vit différemment, et elles déploient d'autres types de ressources pour y répondre.

SECTION 2/ ANCESTRALITE ET RENOUVELLEMENT GENERATIONNEL DANS LE BAS ATRATO

Les questions d'adaptations organisationnelles se posent dans d'autres termes au sein des communautés afro-descendantes. Les membres de ce processus n'ont pas la même histoire d'organisation et n'évoluent pas dans le même contexte que celui de l'ACVC. Ces communautés ont été profondément touchées par le déplacement massif de 1997 et seulement une petite partie des habitants est retournée sur leurs territoires. Les leaders sont régulièrement menacés, et prendre la parole en public dans ce contexte est très risqué. Par conséquent, les communautés tendent à se resserrer sur elles-mêmes, pour renforcer l'esprit collectif et trouver la force de rester sur leur territoire, mais aussi parce qu'elles redoutent l'intrusion de personnes qui ne feraient pas partie de la communauté. Ses membres ont dû acquérir très rapidement de nombreuses connaissances juridiques pour défendre leur territoire notamment toute la législation de la loi 70 de 1993 ainsi que les différentes procédures complexes de restitution des terres et de représentation légale. Elles ont dû échanger avec les plus grandes instances de

l'État colombien, la Cour Constitutionnelle puis la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. Dans ce contexte, le rôle des leaders communautaires a été et reste incontournable dans le maintien et la défense des communautés afro-descendantes. Ils sont devenus les garants de « l'afro-descendance » qui protège les territoires des habitants, comme nous le verrons dans un premier temps. Cependant, aux côtés des emblématiques leaders ancestraux, le renouvellement générationnel est délicat. Ces futures générations n'ont pas fait l'expérience de la résistance au déplacement et doivent puiser dans un nécessaire registre de légitimité ancestrale tout en étant formés, ce que nous analyserons dans un second temps.

Des leaders « charismatiques » incontournables

Les différences de contexte entre le Magdalena Medio et le Bas Atrato se confirment lorsque l'on compare les structures organisationnelles des deux collectifs paysans. La construction des communautés n'est pas un processus linéaire et a subi une rupture (celle du déplacement) qui a fortement perturbé le fonctionnement des autorités traditionnelles. La constitution des zones humanitaires se fait dans des conditions précaires et les membres de ce processus disposent de peu de ressources militantes. Peut-être par contraste avec cette situation délicate, le leadership est mené par des figures très charismatiques, qui symbolisent la résistance et qui parviennent à rassembler. Si l'on fait écho aux travaux de Max Weber sur les différentes formes de légitimation du pouvoir⁵³², le système d'autorité communautaire dans les bassins du Bas Atrato se rapprocherait de figures charismatiques et traditionnelles. Ces leaders sont légitimes en raison de leur expérience, de leur « aura », et de leur force d'argumentation auprès des populations démunies, une légitimité qui n'a cessé de se renforcer au gré du contexte. Dans cette partie, il s'agit de comprendre qui sont ces leaders et comment ils émergent dans un contexte sécuritaire tendu où le capital social et économique des militants est extrêmement faible.

⁵³² Pour Max Weber il existe différentes formes de légitimation du pouvoir : traditionnelle, légale-rationnelle et charismatique. WEBER Max, *Économie et société*, 1, Paris, Plon, 1971

Des autorités « naturelles » au sein des communautés afro-descendantes

En arrivant dans les zones humanitaires du Bas Atrato, il n'est pas nécessaire de chercher les leaders, ils nous sont directement présentés. Bien qu'ils nous aient été désignés dès le début de notre recherche, il est aisé de comprendre la place qu'ils occupent puisque leur présence charismatique est palpable dans les réunions. Ces leaders combinent plusieurs qualités de meneurs : une ancienneté dans la région, une expérience de résistance, puis des qualités personnelles qui les distinguent des autres membres des communautés.

Dans le bassin du Bas Atrato et sur la côte Pacifique en général, la vie locale s'organise autour des groupes de famille qui sont à l'origine de l'existence de la « communauté ». La colonisation tardive de ces terres permet encore de distinguer les premiers habitants de celles-ci qui sont arrivés en défrichant leur terrain et en construisant des habitations. Ce sont les « ancêtres », les premiers à être arrivés, l'expression « antiguo de esta región⁵³³ » (« ancien de cette région ») est une marque de respect et une reconnaissance d'une légitimité. La référence aux anciens rappelle qu'ils ont joué un rôle dans la construction matérielle et immatérielle de la communauté. Les membres des communautés leur reconnaissent traditionnellement un rôle à part dans les réunions et ils ont un statut indépendamment du fait qu'ils soient élus ou non au sein des instances communautaires (les JAC avant 1993 puis les conseils communautaires). Les descendants des fondateurs occupent également une place importante ; comme l'a montré Odile Hoffmann dans son étude du bassin de Mejicano⁵³⁴ dans la région de Tumaco, au Sud de la Colombie. Les anthropologues qui se sont penchés sur une compréhension fine des sociétés du Pacifique dans les années 1980 puis 1990 soulignent l'importance de la régulation du pouvoir local et de sa rotation. Odile Hoffmann analyse ainsi une sorte de séparation des pouvoirs au sein des communautés, entre les personnes

⁵³³ De nombreux « anciens » se présentent ainsi au cours des entretiens que nous avons réalisés. De même cette expression est utilisée en réunion pour présenter un patriarche ou une matriarche.

⁵³⁴ Odile Hoffmann montre que les liens de filiation avec les fondateurs de la communauté ne déterminent pas totalement le prestige au sein du groupe et ne sont pas toujours déterminants. D'autres aspects socioéconomiques sont également stratégiques comme le fait d'avoir une pirogue, un moteur de bateau, une petite boutique, une chaîne hifi et surtout des parcelles productives souligne l'auteur. HOFFMANN Odile, *Comunidades negras en el Pacífico colombiano*, Quito, Ed Abya-Yala, 2007.

chargées des questions quotidiennes, politiques, agricoles ou encore religieuses. De même, lorsqu'une personne est chargée d'un projet, la communauté veille à ce que toute autorité déléguée reste dans les prérogatives de cette mission particulière. Le statut d'autorité est donc en permanente renégociation selon les contextes, c'est une forme de régulation micro-politique⁵³⁵. Nous avons pu observer ces régulations lors des grandes réunions où une partie des débats est toujours consacrée à la manière d'organiser la prise de parole. A chaque début de réunion, l'assemblée élit un modérateur et statue collectivement sur la prise de parole et les modalités d'expression de chacun.

Ce fonctionnement particulier d'organisation communautaire a été en partie bouleversé par l'expérience du déplacement puisque les membres des communautés ont été dispersés et que jusqu'à maintenant peu de leaders sont revenus sur leurs territoires. Les leaders traditionnels ont également été amenés à exercer une forme plus légale-rationnelle de leadership puisqu'ils assument la représentation légale des communautés dans les années 2000 pendant une période de transition. Ils vont ensuite prendre en main le processus de constitution des zones humanitaires, la plupart installent d'ailleurs les premiers baraquements de fortune sur leurs terres. Une partie des membres des communautés ne sait ni lire ni écrire et fait confiance aux leaders pour prendre les « bonnes décisions ». La plupart de ces leaders l'était déjà avant le déplacement, mais le contexte du retour implique d'autres qualités pour faire autorité : un récit quasi héroïque pendant le déplacement et la force de réunir dans les moments critiques sont des éléments qui témoignent d'un certain charisme. Celui-ci tient en partie à la personnalité de certains leaders, mais a également été construit par les événements.

Chaque zone humanitaire a son leader historique, tout le monde connaît leur histoire et ce sont des figures très respectées. Au sein de la zone humanitaire de Camélias, dans laquelle nous avons vécu⁵³⁶, c'est Maria⁵³⁷ qui donne le ton. Sa

⁵³⁵ Odile Hoffmann revient sur les études qui ont longtemps qualifiées les sociétés noires du Pacifique comme étant « acéphales » et montre qu'au contraire, elles seraient plutôt « polycéphales » puisqu'à chaque situation correspond un mécanisme ad hoc de régulation des conflits. *Idem.*, p 129.

⁵³⁶ Au cours des différents terrains, la zone humanitaire de Camélias est le lieu dans lequel nous restions le plus souvent. C'est dans cette zone que l'équipe de terrain de l'ONG CIJYP a sa maison, mais c'est aussi une zone centrale où se réunissent souvent les leaders du Curvaradó. Proche du fleuve et de la route c'est un point de passage obligé. C'est également une des premières zones humanitaires de la région et une des plus grandes.

⁵³⁷ Au cours des trois terrains dans le Bas Atrato nous avons pu partager de longs moments avec Maria, en entretien, au cours des réunions, dans ses rencontres avec des acteurs internationaux, mais aussi dans son

trajectoire illustre bien les différentes qualités du leader, à la fois ancestral et charismatique. Cette petite femme noire, (elle mesure à peine 1m50), dont l'âge reste un mystère (elle aurait près de 80 ans) impose par sa présence. Elle a cédé à la communauté son terrain pour constituer la zone humanitaire de Camélias, une zone centrale dans le Curvaradó. Une grande partie de sa famille⁵³⁸ fait partie de la zone humanitaire, enfants, petits-enfants, arrières petits-enfants. Son leadership est un mélange d'autorité maternelle et de figure de résistant. Tous les habitants reconnaissent son courage et sa force de caractère. Lors des réunions, elle reste parfois silencieuse dans un coin de la salle laissant le débat, puis soudainement elle se lève et d'une voix forte motive les habitants. Elle s'adresse aux membres de la zone humanitaire en les appelant « mes gens » et entretient un rapport très familial avec sa communauté. Lors du conflit entre les « noirs » et les « métis »⁵³⁹, elle a pris ouvertement la défense des métis, les *chilapos* (qui composent une grande partie du Curvaradó) contre certains leaders qui voulaient les exclure ; elle considère les *chilapos* comme faisant partie de « sa » communauté, ce qui lui vaut d'être très appréciée. Interrogée sur son leadership au sein de la communauté elle nous répond :

« Tu sais, il y a des moments où on naît avec un esprit et avec ce que tu vois, ce qui t'arrive, l'esprit se développe et alors tu comprends ce que tu entends, ce que tu vois. Et puis la nature de chacun fait qu'on naît avec une force. Avoir de l'énergie, du courage, des connaissances sur les choses, tout ça te donne de la force. »⁵⁴⁰

Ces qualités « naturelles » sont pour certains des caractéristiques « ancestrales » des gens du Chocó, une image combative largement renforcée par la légitimité acquise

quotidien avec ses enfants dans la zone humanitaire de Camélias. Par la suite nous l'avons accompagné dans de nombreuses démarches à Apartadó.

⁵³⁸ La notion de « famille » va au-delà de la famille nucléaire (un père une mère et des enfants). D'après nos observations, il y a dans le Bas Atrato une dimension plus large de la famille, on y intègre les grands parents, les cousins et les différentes générations d'enfants. De même, l'adoption d'enfants d'une famille à une autre est assez courante (ainsi de nombreux enfants peuvent être élevés un temps par un oncle ou une tante). Les unions et désunions des couples ne sont pas formalisées. Il n'est pas rare, par exemple, qu'un homme qui se met en couple avec une mère de famille adopte ses enfants.

⁵³⁹ Nous avons déjà évoqué ce conflit à plusieurs occasions. Il a mené à l'exclusion de la majorité des communautés de leurs droits de représentation et de vote pour l'élection des représentants du conseil majeur du Curvaradó. On renvoie le lecteur à l'annexe n°12 pour les détails de ce conflit.

⁵⁴⁰ Entretien avec Maria, novembre 2013, zone humanitaire de Camélias, Curvaradó.

par l'expérience de résistance. Ces qualités font écho à la définition weberienne du charisme⁵⁴¹, en ce sens que la légitimité proviendrait d'une qualité extraordinaire qui fait le chef. Ce charisme est également cultivé par l'expérience du déplacement qui est souvent rappelée, notamment dans des récits⁵⁴² qui construisent le collectif. Plus qu'un épisode historique de la lutte, c'est une valeur qui forme la communauté et lui a permis de survivre. Maria fait partie de ces « résistants » qui n'ont pas quitté le territoire et se sont réfugiés dans la forêt avec son mari et ses enfants pendant les violences du déplacement. Elle raconte, non sans émotion, la peur qui la traversait lorsqu'elle attendait pendant des heures dans la forêt avec ses enfants en bas âge. Elle confie qu'elle les cachait entre ses jupes pour les protéger de la pluie et tentait de leur faire oublier la faim⁵⁴³. Par le biais de ces témoignages, elle montre qu'elle est une femme et une mère comme les autres, prête à défendre ses proches. Le charisme de Maria est la rencontre de qualités individuelles (capacités à prendre la parole, à analyser la situation, à convaincre et à rassembler) avec des attentes collectives dues au contexte précis des zones humanitaires. En effet, après la déstructuration du déplacement et la situation sécuritaire dans laquelle vivent les communautés, une figure charismatique comme celle de Maria forte et proche, motive et réunit. Ce leadership et cette visibilité ont plusieurs revers dans le contexte sécuritaire tendu du Bas Atrato, puisque la meneuse de Camélias a été menacée à plusieurs reprises. Tout d'abord, dans les années 2000 elle a été accusée par la justice colombienne de faire partie de la guérilla des FARC⁵⁴⁴ puis elle a reçu de

⁵⁴¹ Max Weber définit le charisme ainsi : « Nous appellerons charisme la qualité extraordinaire (à l'origine déterminée de façon magique tant chez les prophètes et les sages, thérapeutes ou juristes, que chez les chefs des peuples chasseurs et les héros guerriers) d'un personnage qui est considéré comme doué de forces et de qualités surnaturelles ou surhumaines, ou au moins spécifiquement extra-quotidiennes qui ne sont pas accessibles à tous, ou comme envoyée par Dieu, ou comme exemplaire, et qui pour cette raison est considérée (*gewertet*) comme «chef». ». WEBER Max, *Économie et société*,...*Op.cit.*, p 320.

⁵⁴² On fait référence ici à la portée du récit collectif abordé dans le premier chapitre de cette thèse.

⁵⁴³ Ses manières de raconter mêlent à la fois un sentiment de résistance et la mise en exergue d'un récit produit par les victimes du déplacement pour exprimer leurs ressentis. Ces mécanismes sont notamment soulevés par les recherches sur les mobilisations de victimes. LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna, « Les victimes écrivent leur Histoire », *Raisons politiques*, n° 30, 2008, p 5-19.

⁵⁴⁴ Face à cette accusation elle s'est rendue directement à la Fiscalité Générale (équivalent du Procureur) et, à la surprise des magistrats, elle s'est déshabillée devant eux pour montrer qu'elle n'avait pas de marques sur le corps, les marques de lanières sur les épaules (à cause du sac) ainsi que les cicatrices dues aux combats étant des signes distinctifs des personnes ayant fait partie de la guérilla. Les accusations (non des moindres, celles d'être la chef du front 57 qui opère dans cette région) ont été abandonnées par la suite. « Avec huit enfants et 44 petits enfants », elle répète souvent comme une provocation « vous pensez que j'ai eu le temps de faire la guerre ? ».

nombreuses menaces des groupes paramilitaires, ce qui l'oblige maintenant à se déplacer sous haute protection⁵⁴⁵.

Ces légitimités acquises au sein de leurs communautés sont en partie renforcées par le contexte de la région.

Une légitimité renforcée par les faits

Plusieurs éléments du contexte confirment ces figures de dirigeants et les renforcent au sein des communautés. D'une part, le contexte sécuritaire impose, d'une certaine manière, aux communautés de resserrer les rangs autour d'un chef légitime. D'autre part, l'intervention internationale a renforcé l'importance de ces leaders, puisque ces acteurs extérieurs recherchent des médiateurs et des relais efficaces dans les communautés.

En arrivant dans la région, les premiers missionnaires chrétiens ont traditionnellement eu recours aux leaders ancestraux définis par la communauté. Ils ont trouvé en ces personnes des relais efficaces pour communiquer avec le reste de la communauté. Par la suite les ONG colombiennes puis les acteurs internationaux se sont naturellement tournés vers ces figures visibles pour trouver dans l'urgence une solution à la détresse de ces populations. Sur le long terme, ils ont aussi renforcé l'importance de ces figures au sein du processus car ils en ont fait de réels médiateurs. Au niveau international, ils les ont rendu visibles, en mettant en avant leurs portraits, en les faisant voyager et en leur donnant plus régulièrement la parole. Les acteurs internationaux ont ainsi fait des entretiens, des vidéos, ont consacré des articles à ces personnalités, qui ont été confirmées dans leurs rôles de porte-parole de leur communauté. Maria a très vite recherché et suscité des soutiens extérieurs, notamment par le biais de l'ONG CIJYP, et ce n'est pas un hasard si l'ONG a installé son bureau (et la maison des membres de l'ONG) à Camélias. Cependant, Maria s'est aussi formée pour comprendre la complexité de la législation colombienne sur la protection du territoire et notamment la loi 70 sur les territoires collectifs. Elle connaît par cœur toute la législation relative à la protection

⁵⁴⁵ Pour sortir de la zone humanitaire elle doit utiliser une voiture blindée et être suivi par un garde du corps qui vit en permanence à Camélias.

du territoire et les dates clés du processus. Peu instruite, elle a démontré une force de caractère pour intégrer ces connaissances :

«La loi 70 de 1993 ? [j'ai appris] en lisant la loi, en analysant les points, en analysant les choses, et aussi au milieu de tout ça avec un peu de formation. En fait, je n'ai pas beaucoup de capacités comme certains, parce que je n'ai pas fait beaucoup d'études, mais j'ai la capacité d'affronter n'importe qui. Ça peut être le Président de la République, c'est le dernier qu'il me reste ! »⁵⁴⁶

Elle fait ici écho au nombre d'interlocuteurs qu'elle a rencontré depuis le retour des déplacés sur leurs terres et la constitution des zones humanitaires. Devant des responsables locaux, régionaux, différents ministères, des institutions colombiennes, puis à l'étranger devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, elle n'a cessé de présenter le cas des communautés. Cette expérience est un apprentissage, elle a longuement répété et perfectionné son discours, ses arguments et ses connaissances. À la différence d'autres membres des zones humanitaires, Maria raconte les faits de manière précise (date, lieu, chronologie) et ponctue son récit d'échos à la situation nationale colombienne. On perçoit ici encore le rôle clé de l'ONG CIJYP dans la formation très rapide des principaux leaders des zones humanitaires, puis dans l'accompagnement de ces leaders dans les différentes instances colombiennes et étrangères. Lors de ces interventions, Maria étonne toujours ses interlocuteurs, elle se déplace toujours sans note, elle fait rire son public et elle surprend en racontant des détails parfois intimes. Aux côtés de Maria, quelques leaders seulement portent le processus d'organisation des zones humanitaires des deux bassins.

L'espace clos de la zone humanitaire influence beaucoup la consolidation des leaders. Cet espace cherche autant à réunir qu'à protéger de l'extérieur, des acteurs armés qui évoluent dans la région et des civils qui viendraient perturber le processus de résistance. Les habitants sont par conséquent très méfiants lorsque des inconnus arrivent dans les zones humanitaires, ils craignent les espions qui viendraient se renseigner sur les prochaines actions collectives, intimider, proférer des menaces ou porter atteinte à l'intégrité physique d'un des membres. Un des leaders de la communauté de Caño

⁵⁴⁶ Entretien avec Maria, novembre 2013, zone humanitaire de Camélias, Curvaradó.

Manso a d'ailleurs été assassiné au sein de la zone humanitaire par des paramilitaires en 2008⁵⁴⁷.

L'assemblée générale du bassin de Curvaradó que nous avons suivi à Caño Manso en 2014 s'est par exemple réalisée sous haute tension. Avant la réunion, tous les représentants ont été réunis chez la leader de Caño Manso, avec des consignes claires : chaque communauté doit veiller sur ses membres et éviter toute infiltration de personnes extérieures. Des tours de garde sont mis en place pendant la nuit et un contrôle à l'entrée de la zone humanitaire est instauré pendant la durée de l'assemblée. Cet espace clos et la peur renforce en partie les figures charismatiques des leaders qui sont les seuls à prendre la parole. L'instinct de protection de la communauté accentue l'effet hiérarchique et les décisions des représentants sont plus facilement légitimées.

De plus, si ces leaders suscitent autant de respect voire d'admiration, notamment en période de crise, c'est parce que peu de membres des communautés veulent cette place. Les zones humanitaires sont autant un espace de protection que de contestation. Ainsi, être désigné comme le porte-parole de ce processus politique est un risque élevé, de nombreux leaders ont dû partir à cause des menaces reçues ou ont été assassinés. Leurs déplacements sont contraints et l'impératif de sécurité a profondément modifié les rapports de pouvoir au sein de ces sociétés. A présent, les leaders ont des gardes du corps et des voitures blindées dans des zones où les habitants ont peu de ressources économiques. Si ces biens matériels suscitent parfois l'envie, peu de personnes souhaitent prendre le relais des leaders actuels. En définitive, il reste peu de personnes dans les zones humanitaires pour prendre la parole, seules les figures « ancestrales » historiques continuent de porter le processus et de l'incarner.

Enfin, en octroyant des protections spécifiques aux communautés afro-descendantes, la législation colombienne a aussi contribué au renforcement de ces figures charismatiques au sein des communautés. En effet, les territoires collectifs sont octroyés en fonction du caractère « autochtone » des populations afro-descendantes, ce qui pousse les communautés à réaffirmer cette caractéristique. La protection

⁵⁴⁷ Ualberto Hoyos est assassiné en 2008 par un groupe paramilitaire alors qu'il venait de retourner sur ses terres. Ualberto et son frère Miguel étaient des témoins dans le procès pour le meurtre d'Orlando Valencia, un autre réclmant de terre du Curvaradó, torturé et assassiné en 2005 par le Bloc paramilitaire «Elmer Cárdenas».

constitutionnelle des territoires collectifs n'est pas attribuée aux victimes du déplacement ni à la population paysanne mais à la minorité afro-descendante. Cette « autochtonie » a été remise en valeur ces dernières années dans la perspective de maximiser la protection et la visibilité de ces communautés en danger. Les acteurs internationaux, les autorités nationales et les ONG colombiennes connaissent notamment les zones humanitaires en raison du caractère afro-descendant de leurs habitants. Cela a un effet notable sur les structures organisationnelles des communautés des deux bassins, au sein desquelles s'affirme un caractère identitaire plus fort⁵⁴⁸. Puisque le territoire dépend du caractère autochtone, il convient, au sein des structures de l'organisation, d'affirmer l'ancestralité autour de leaders visibles et symboliques.

Le besoin de nouveaux leaders pour porter le collectif

« Il faut comprendre que le leader ici c'est la personne qui prend le mégaphone et exprime ce que le peuple veut dire. Leaders nous le sommes tous, il y a seulement quelques personnes qui ont un peu plus de connaissances, ou alors ils ont un bon souffle pour crier dans le mégaphone ! »⁵⁴⁹

Interrogé sur les qualités nécessaires pour mener, un leader exprime ainsi sa vision du leadership dans les communautés. L'autorité n'est pas clairement définie au sein des communautés de Curvaradó. Au niveau légal, il n'y a toujours pas de représentant et les conseils mineurs ne parviennent pas à se rassembler de manière régulière. Les leaders semblent naturellement pressentis par le reste de la population sans que ces positions soient formalisées, leur autorité étant tacitement renouvelée au cours des actions et des réunions. La définition de la légitimité de Pierre Bourdieu⁵⁵⁰ nous renseigne sur le caractère méconnu et tacite de cette domination. Selon Bourdieu, « c'est cet accord immédiat et tacite (en tout opposé à un contrat explicite) qui fonde la relation de soumission doxite qui nous lie, par tous les liens de l'inconscient, à l'ordre établi. La

⁵⁴⁸ Nous poursuivrons cette réflexion dans un prochain chapitre dans une section consacrée à l'essor des particularismes identitaires. Cf Chapitre 5.

⁵⁴⁹ Entretien avec un leader du Curvaradó, novembre 2013.

⁵⁵⁰ BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, les Editions de Minuit, 1980, p 110.

reconnaissance de la légitimité n'est pas, comme le croit Max Weber, un acte libre de la conscience claire. Elle s'enracine dans l'accord immédiat entre les structures incorporées, devenues inconscientes, (...), et les structures objectives »⁵⁵¹.

Le leadership dans le Bas Atrato ne passe pas par des ressorts administratifs, statutaires ou de représentation précis, comme c'est le cas au sein de l'ACVC où les leaders ont des fonctions particulières qui légitiment leurs positions. Pour reprendre le vocabulaire « bourdieusien », la domination symbolique qu'exercent les dirigeants ancestraux des communautés n'est pas caractérisée par des éléments légitimes « objectifs ». Par conséquent, cette autorité est difficile à transmettre, car penser la transmission oblige à objectiver les qualités requises pour devenir leader. Le renouvellement de ces derniers comporte ainsi des risques, l'objectivation pourrait amener à délégitimer les leaders historiques actuels (en montrant par exemple que certains ont peu de connaissances du processus juridique), et pose la question de la transmission d'une expérience passée (et non pas d'une compétence spécifique).

Les communautés afro-descendantes doivent ainsi progressivement penser les ressorts du leadership en tant que tel, c'est-à-dire définir les principes et les qualités reconnues comme légitimes au sein de la communauté. Cette formulation pousse, *in extenso*, à une réflexion sur l'identité de l'organisation.

Dans un premier temps de nouveaux relais légitimes émergent au sein des communautés, ce sont des leaders plus jeunes et mieux formés, ils s'appuient sur la légitimité des anciens pour apporter des arguments juridiques à l'organisation. Dans un deuxième temps, les communautés s'interrogent sur la constitution d'une nouvelle génération de jeunes, qui doit être formée tout en restant « authentiques ».

De jeunes leaders prometteurs parmi les nouvelles générations

Originaires de la région, les « nouveaux » leaders des zones humanitaires ont des trajectoires assez diverses. Ils ont une meilleure formation que leurs aînés et sont reconnus par les leaders ancestraux pour ces connaissances. Ils ont été déplacés

⁵⁵¹ BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques...Op.cit.*, p 127.

lorsqu'ils étaient très jeunes, et ont vécu la majorité de leur adolescence dans des camps de déplacés ou aux abords des villes où leurs parents s'étaient réfugiés. Pendant cette période « en dehors du territoire », certains ont eu l'opportunité d'aller à l'école et de suivre par la suite une scolarité plus ou moins normale. Ils ont grandi dans l'espoir de retourner sur leurs terres et se sont construits avec cet esprit de retour. Ainsi, au moment de la constitution des zones humanitaires, ils sont retournés avec leurs parents pour retrouver leurs terres. Mieux formés que leurs aînés ils agissent en complément des leaders ancestraux qui restent une référence importante. Ils sont en quelque sorte des leaders plus pratiques, capables de traduire et d'exposer aux habitants les enjeux extérieurs à la communauté mais qui affectent leur territoire. Ils obtiennent leur légitimité au fur et à mesure grâce à leur capacité à comprendre les discours politiques et institutionnels.

Figure 11. Trajectoires de jeunes leaders dans le Curvaradó

Leader	Avant le déplacement	Pendant le déplacement	Au sein des zones humanitaires	Compétences
Wilson	Jeune président d'un conseil d'action communale (JAC).	Se réfugie dans une ville voisine. Leader d'une association de déplacés.	Fait partie du conseil communautaire d'une communauté du Curvaradó. Continue son engagement pour le droit des déplacés. Membre du G8 ⁵⁵² .	Grand orateur et chanteur. Connaissances juridiques sur les droits des déplacés et la législation (loi 70).
Enrique	Enfant, déplacé à 10 ans.	Réfugié vers la frontière avec le Panama. Va au collège et obtient son baccalauréat.	Constitue une zone de biodiversité sur la terre de ses parents. Membre du G8. Exilé pendant un temps en Europe.	Connaissances du contexte et du cadre législatif.
Raul	Enfant, déplacé à 4 ans.	Réfugié à Medellin. Va au collège et poursuit ses études.	Devient leader de la communauté de sa femme et constitue la zone humanitaire de Caracoli. Élu au conseil municipal de Carmen del Darien.	Connaissances du système juridique et politique colombien. Beaucoup voient en lui le futur représentant légal du bassin.
Guillermo	Enfant, sa famille est déplacée après l'assassinat de son frère et de son père (conseiller municipal d'une petite ville).	Déplacé dans une ville voisine. Ouvrier agricole pendant plus de 10 ans.	Au retour sur le territoire, son frère est assassiné, et une zone humanitaire est construite en sa mémoire. Leader d'une communauté et leader de l'opposition à la construction de la base militaire. Fait partie à titre personnel du mouvement de la Marche Patriotique.	Voix très écoutée au sein du bassin, a repris le leadership de son père et de ses frères assassinés. Connaissances juridiques et du système politique colombien.

⁵⁵² Le G8 rassemble 8 personnalités du bassin du Curvaradó en charge de veiller à la restitution des terres.

Au cours des grandes assemblées, ces leaders sont les garants de l'organisation, et rappellent point par point les arguments juridiques de la défense du territoire. Leurs prises de parole au cours de l'assemblée du bassin de Curvaradó à Caño Manso en 2014, déjà évoquée précédemment, illustre bien le rôle de ces meneurs. Rappelons que cette assemblée se déroule dans un contexte risqué puisqu'une entreprise est installée sur les terres de cette communauté et fait pression sur ses habitants. Le bétail qui paît dans les champs des communautés, malgré le fait que les propriétaires ne soient pas autorisés à être sur ces terres, a détruit les cultures des paysans. À cette situation s'ajoutent les menaces reçues par les travailleurs agricoles de l'entreprise à l'encontre des habitants des zones humanitaires. La veille de l'assemblée, ces hommes de main ont agressé une jeune fille de la communauté et détruit le pont qui permet à la communauté d'avoir accès à la route. L'armée, qui sillonne le secteur, n'est pas intervenue, et seule la présence internationale⁵⁵³ a permis d'éviter de nouvelles confrontations entre les communautés environnantes et les hommes de main. Le sujet est donc omniprésent pendant cette assemblée. Face à la colère des habitants ces jeunes leaders apportent des arguments juridiques et expliquent les procédures légales à suivre devant les institutions colombiennes ainsi que les moyens de pression possible *via* une visibilité internationale. Au cours de l'assemblée, un jeune se lève et propose d'aller détruire la maison des travailleurs de l'entreprise (« les envahisseurs »), qui les menacent constamment et détruisent leurs cultures. Il est immédiatement applaudi par le reste de la communauté, pressée de pouvoir agir. Cependant, Wilson, intervient calmement et explique que ce

⁵⁵³ Observation participante, 2014. Suite aux appels répétitifs de la communauté de Caño Manso, l'équipe de l'ONG CIJYP accompagnée des membres de PBI se rend sur place pour discuter avec les leaders locaux. Les communautés ont décidé de camper toute la nuit à côté du pont détruit pour éviter que les travailleurs entrent dans la zone humanitaire. A notre arrivée, l'ambiance est donc tendue, les travailleurs refusent dans un premier temps de laisser passer la caravane humanitaire. Puis, après une courte réunion avec les habitants de Caño Manso, nous apercevons un groupe d'hommes cagoulés et armés de machettes se diriger vers les habitants. Un bataillon de l'armée a établi son campement à quelques mètres des habitations et regarde la scène sans réagir. Plusieurs habitants courent prévenir les soldats qui se reposent dans leurs hamacs. Les hommes cagoulés sont maintenant de l'autre côté du pont et s'apprêtent à le franchir. Devant cette situation, les membres de l'ONG et les accompagnants internationaux de PBI font directement appel au colonel en charge de la zone pour rendre compte des menaces immédiates qui pèsent sur les paysans. En attendant une réaction de l'armée, les membres de PBI se sont placés devant les communautés et les membres de CIJYP ont sorti une caméra. Certains paysans ont sorti leurs machettes. Un groupe de soldat arrive finalement et s'interpose entre les hommes cagoulés et les habitants de Caño Manso. S'ensuit alors un long dialogue entre l'armée et ces hommes de main qui font finalement marche arrière. Face aux réclamations de l'ONG (non assistance à personne en danger, dialogue de l'armée avec des hommes cagoulés non identifiés, etc.) le colonel répond que l'armée ne peut interférer « dans un conflit entre populations civiles ». La colère des habitants de Caño Manso est alors à son comble.

genre d'action, bien que légitime en soit (puisque le territoire appartient aux communautés), ne sert à rien si elle se fait sans procédure juridique, et sans témoins nationaux et internationaux. Il apporte ensuite d'autres exemples issus d'actions qui ont pour but de leur « rendre leur dignité »⁵⁵⁴. Il rappelle le moment où les habitants de Caño Manso ont détruit la maison du chef d'entreprise installé sur leurs terres ou lorsque les communautés de Camélias ont coupé la palme africaine plantée illégalement sur leur territoire. Il explique ainsi, qu'en amont de ces actions il y a eu une procédure juridique, que ces occupations illégales avaient été dénoncées et les ordres d'expulsion n'avaient pas été appliqués. De même, il rappelle que chaque action a été préparée médiatiquement et a bénéficié d'une présence internationale importante. Une destruction sans visibilité et sans procédure serait, selon lui, préjudiciable aux communautés puisqu'elles seraient rendues responsables de la destruction d'un bien privé. Ainsi, montre-t-il de manière pédagogique, les étapes à suivre pour que cet acte légitime soit reconnu.

Le discours de ces jeunes leaders martèle sans cesse le même argument : au *besoin* d'accès à la terre ressenti comme légitime par les populations, il faut exiger un *droit* qui doit être reconnu par l'État. Ces leaders ont ainsi un rôle plus pédagogique que leurs aînés. Alors que les anciens parlent plutôt depuis leur expérience et forcent le respect par leur sagesse, ces leaders plus jeunes et mieux formés apportent des arguments juridiques à la lutte locale. D'un côté, les anciens renforcent l'unité du collectif autour d'un passé, de l'autre côté les plus jeunes tentent de fédérer autour d'un projet commun réunissant plusieurs communautés. L'enjeu pour ces leaders est de continuer à politiser la lutte mais aussi d'assurer la relève générationnelle.

⁵⁵⁴ En espagnol « acción de dignificación », littéralement une action qui rend digne ou qui rend leur dignité aux paysans.

Les futures générations : comment concilier technicité et ancestralité ?

La jeunesse des zones humanitaires est confrontée à d'autres enjeux pour trouver sa place dans l'organisation. En effet, les leaders historiques basent leur légitimité sur une expérience que les plus jeunes n'ont pas vécue car ils sont nés pour la plupart dans ces zones humanitaires. À l'inverse des nouveaux leaders présentés précédemment, la nouvelle génération n'a pas fait le choix symbolique du « retour », et ils n'ont pu acquérir une formation. Les communautés n'ayant pas routinisé ces processus de légitimation, la production de dirigeants est éminemment complexe. Les entretiens avec les anciens leaders abordent ces difficultés, ils exigent des jeunes mieux formés qu'eux et sensibilisés à l'histoire de leur processus de résistance. Cependant, il n'y a pas d'école dans cette région, les professeurs ne viennent pas et les jeunes n'ont pas la possibilité d'aller étudier à l'extérieur des bassins. Le processus des zones humanitaires en tant que tel ne sait ni comment former ces futures générations ni comment faire naître les vocations. De plus, le contexte a également changé depuis la constitution des zones humanitaires. En effet, il ne s'agit plus seulement d'affirmer une opposition au conflit armé, la résistance des communautés passe à présent par une réappropriation de son territoire, et par la mise en place de plans de développement. Les leaders d'aujourd'hui doivent pouvoir parler un langage « expert » (connaître un processus juridique complexe) tout en étant légitime au niveau ancestral (se réapproprier la tradition des ancêtres). Un leader communautaire explique la situation de l'éducation dans les zones humanitaires :

« Nous, nous avons exigé au gouvernement national qu'il mette en place dans les communautés des cours d'ethno-éducation, c'est-à-dire premièrement transmettre et permettre la transmission des savoirs ancestraux de nos grands-parents, parce qu'aujourd'hui, et ça fait mal de le dire, mais le gouvernement colombien n'a pas intérêt à avoir des enfants qui vont à l'école et qui redoublent. Si l'enfant passe l'année très bien, sinon tant pis l'instituteur doit remonter sa note pour le faire passer. Alors avec ça le gouvernement crée des être humains à qui l'on n'exige rien pour obtenir des objectifs. Bon, premièrement l'alimentation est mauvaise, deuxièmement le contexte du conflit t'oblige à penser dix milles trucs en même temps, et trois

tu vas à l'école et si tu apprends tu passes, si tu n'apprends pas, c'est pareil. Alors ils n'apprennent pas, ils ne savent pas comment défendre ce pays, et comme le gouvernement colombien n'a pas intérêt à ce que la classe paysanne, pauvre, ouvrière, de statut 1, 2, 3 jusqu'à 4⁵⁵⁵ se forme, pour qu'elle puisse après réclamer ses droits et son territoire... Ce qu'il veut c'est plus de soldats et plus de guérilleros et plus de paramilitaires. Ou alors former des employés pour les entreprises. Ils sont en train de créer des personnes qui se laissent diriger. Nous les paysans nous ne sommes pas habitués à produire pour quelqu'un d'autre. Ça ça nous inquiète. Quand est-ce que l'on pourra transmettre nos savoirs, par exemple à quelle période récolter, tout ça ? Mais il [le gouvernement colombien] veut en finir avec nous et avec la terre, pour que nous ne puissions pas défendre nos droits. »⁵⁵⁶

L'ONG CIJYP a longuement réfléchi à ces questions avec les communautés et a accompagné la création d'un collège rural. Celui-ci, encore embryonnaire, a pour objectif de lier la transmission des connaissances locales et une scolarisation plus classique. Depuis 2013, ce collège tente de transmettre une éducation propre, conforme aux besoins scolaires et aux revendications des communautés. Dans son étude des mobilisations indiennes, Christian Gros⁵⁵⁷ a observé les mêmes évolutions concernant les revendications éducationnelles. En mettant en avant le concept d'ethno-éducation, (que reprend d'ailleurs le jeune leader ci-dessus), Christian Gros illustre l'émergence d'une double revendication des populations indiennes : celle du droit à l'éducation comme tout citoyen et celle du droit à l'éducation différenciée c'est-à-dire à la transmission de savoirs locaux propres à chaque culture. L'école devient ainsi un espace de transmission d'une identité et d'un militantisme, elle doit permettre de construire les leaderships et les bases du futur projet politique. Au sein des zones humanitaires du

⁵⁵⁵ En Colombie, il existe une stratification socio-économique des habitations afin que les ménages payent les services publics (eau, électricité, gaz) en fonction de leur situation socio-économique, numérotée de 1 à 6. Cependant, cette stratification est réalisée par secteur et porte sur le lieu de résidence et non sur les revenus des familles. Ces strates sont également utilisées au sein de la société colombienne pour faire référence au statut socio-économique des personnes, la logique de classe est très marquée. Alors que le système de stratification est à la base une manière de mieux répartir les dépenses, celui-ci a renforcé la ségrégation socio-spatiale dans les grandes villes. Les plus riches se concentrent dans certaines parties de la ville, tandis que les plus pauvres restent à la périphérie où les services publics sont moins chers.

⁵⁵⁶ Entretien avec un leader du Curvaradó, novembre 2013.

⁵⁵⁷ GROS Christian, *Nación, identidad y violencia...Op.cit.*

Curvaradó, le collège rural⁵⁵⁸ représente un lieu de transmission identitaire et un vivier pour le renouvellement générationnel, comme nous avons pu l'observer lors de la présentation des travaux de fin de semestre des jeunes élèves.

Réunis dans la maison de la mémoire, les jeunes du collège rural devaient présenter à la communauté de Camélias un sujet qu'ils avaient développé sous forme de petite recherche. Les questions de recherche choisies par les élèves témoignent de l'omniprésence du processus politique de résistance dans leur quotidien : Quelles sont les causes de l'impunité ? Qu'est-ce que le processus de zone humanitaire ? Qu'est-il arrivé aux disparus du Curvaradó ? Pourquoi la terre est-elle si fertile dans le Chocó ? Quelles sont les causes du déplacement ? En faisant une référence constante au déplacement et à la période de violence (ils s'expriment d'ailleurs ainsi : « nous avons fait la guerre » ou « ils nous ont déplacé »), les jeunes s'approprient un processus construit par les anciens. Tout au long de leurs présentations ils expliquent que pour développer ces questions de recherche, ils ont interrogé les leaders et les anciens des communautés. Après ces présentations, trois des jeunes prennent la parole pour réitérer leur volonté de continuer ce travail au sein de l'école et ils espèrent pouvoir compter sur le soutien des anciens pour mieux comprendre ce processus. Ils ont conscience d'être une nouvelle génération de leaders, mais leur place n'est pas toujours facile à trouver.

La responsable pédagogique du collège confie en effet qu'il n'a pas toujours été facile de lier les anciens et les jeunes au sein de ces espaces. Les anciens étaient très attachés à l'ordre et négligeaient parfois les jeunes, ils avaient aussi peur pour eux dans ce contexte. Les jeunes sont arrivés dans des espaces clos (les zones humanitaires) où il y avait peu d'activités alors qu'ils avaient grandi dans des milieux très différents et parfois en ville. Puis, progressivement, chacun a trouvé sa place dans ce processus. L'intégration des jeunes dans les réunions s'est réalisée par le biais des activités culturelles et des rencontres sportives. La mise en place d'un terrain de foot au centre de

⁵⁵⁸ Le collège rural est animé par de jeunes volontaires, contactés par le biais de l'ONG CIJYP. Certains sont professeurs des écoles et viennent ponctuellement dispenser des cours, d'autres sont issus plus directement du milieu associatif. On trouve également de nombreux étudiants, en cours d'étude, qui viennent enseigner quelques matières au cours de l'année. L'ONG CIJYP les accompagne et a récemment créé une équipe pédagogique pour mieux encadrer cette aide. C'est une initiative qui est très valorisée au sein des communautés afro-descendantes et l'arrivée des « profs » s'accompagne aussi d'un nouveau dynamisme pour l'action collective, comme nous avons pu l'observer au cours de nos différents terrains.

la zone humanitaire, à côté de la maison de la mémoire où se réunissent les membres de la communauté est un symbole de ce rapprochement entre les anciens et les jeunes. Par la danse, la musique et le foot, de nombreux jeunes ont aussi favorisé l'échange avec d'autres communautés lors des rencontres sportives ou culturelles. Il existe par exemple un groupe de danse traditionnelle du Pacifique, des tournois de foot féminin et masculin inter-zones humanitaires et un groupe de rap qui rassemblent plusieurs jeunes des communautés. Ces rappeurs chantent des textes qu'ils composent eux-mêmes et reflètent l'histoire du processus de résistance, ils y décrivent l'héroïsme de leurs leaders, l'espoir de retrouver le territoire, et l'importance d'une collectivité soudée. D'autres activités artistiques ont été motivées par l'intervention de collectifs militants originaires de Bogotá. Photographie⁵⁵⁹, formation au documentaire⁵⁶⁰ et à la communication⁵⁶¹ sont des initiatives qui permettent aux jeunes des zones humanitaires de se former, d'interagir avec d'autres étudiants et d'apprendre à sensibiliser sur la situation qu'ils vivent par le biais de moyens de communication modernes. Un des documentaires-fictions réalisés par les jeunes de Camélias, intitulé « Retour »⁵⁶², raconte l'histoire d'une jeune mère déplacée qui convainc son mari de retourner sur ses terres. Le documentaire reconstruit le moment de retour et raconte avec humour les décalages entre la vie en ville et à la campagne. Les jeunes réalisateurs valorisent ainsi l'expérience des anciens à travers le personnage charismatique de la mère (dont certains traits de caractère rappellent Maria) et mettent en avant les difficultés des jeunes à s'adapter au cadre des zones humanitaires (les personnages jouant les enfants de ce couple se plaignent régulièrement des conditions de vie).

⁵⁵⁹ En juillet 2015, les étudiants du collège de Camélias ont suivi une formation aux techniques de photographie (avec un sténopé) qui permet de prendre des photos à moindre coût et de pouvoir les développer avec peu de matériaux. Ils ont ainsi échangé des photographies relatant leur vie quotidienne avec le collège d'une zone humanitaire du Cacarica qui ont également envoyé leurs travaux à Camélias.

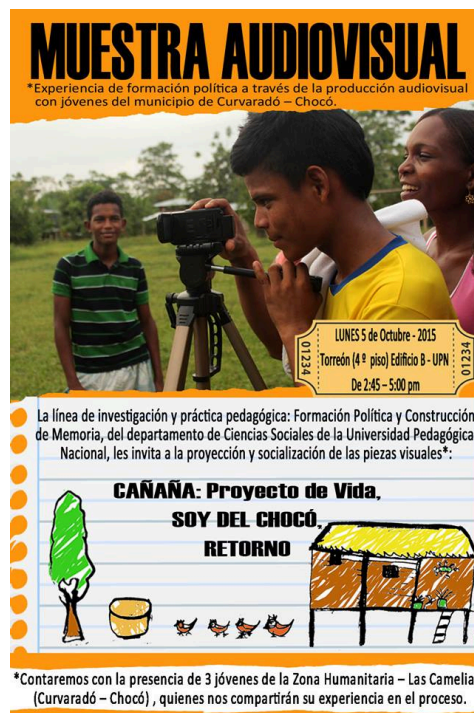
⁵⁶⁰ Les étudiants de Camélias ont reçu une formation à la création documentaire en partenariat avec des étudiants de l'université pédagogique nationale (département de sciences humaines) et le collectif Revelados. Ces formations et l'interaction avec des étudiants de Bogotá marquent l'importance pour les communautés de s'approprier des outils de communication et de savoir sensibiliser sur leurs situations. Un extrait du documentaire conçu par les communautés peut être vu : <https://www.youtube.com/watch?v=B-6ffD88fro> consulté le 8 février 2016.

⁵⁶¹ Formation dans le cadre de CONPAZ à l'utilisation d'appareils d'enregistrement et aux techniques de communication (comment transmettre une information à la radio par exemple).

⁵⁶² <https://www.youtube.com/watch?v=dI9C1eMCLzY> consulté le 8 février 2016. Avec l'appui du collectif Mejoda, les jeunes ont participé à un festival de cinéma communautaire en 2015 où ils ont présenté ce documentaire.

Le collège permet de donner un nouvel élan au processus des zones humanitaires et de lier les jeunes à l'organisation collective. Cette nouvelle génération a une vision différente de la lutte pour le territoire, et elle est plus ouverte sur l'extérieur que les aînés. Entre la technicité et l'ancestralité, les jeunes des zones humanitaires trouvent progressivement un espace pour se construire, et construire des alternatives pour défendre le territoire.

Photo n°12. Affiche de promotion du documentaire-fiction des jeunes de Camélias



Source : Collectif Revelados et département de sciences sociales de l'Université Pédagogique de Colombie, 2015.

Conclusion section 2

Les communautés afro-descendantes des bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó vivent ces changements d'échelles de revendication de manière plus brusque par rapport à l'expérience de l'ACVC. La médiatisation de leur cas, la visibilité internationale ainsi que l'emprise privée sur leurs territoires les ont poussé à s'adapter très rapidement. Or, ces communautés n'ont que très peu de capitaux militants mobilisables. L'organisation du collectif fait ainsi face à deux impératifs, celui de se former rapidement pour se défendre et exprimer clairement ses positions à différents interlocuteurs mais aussi celui de construire des figures d'autorité capables d'assurer la représentation de la collectivité. En termes de formation et d'apprentissages, l'organisation a pu compter sur l'appui incontournable de l'ONG CIJYP. En effet, les arguments des leaders sont clairement inspirés de l'esprit de résistance civile des membres de l'ONG. Ces derniers ont longuement formé les dirigeants afro-descendants pour qu'ils puissent défendre leurs droits. Cette présence de l'intermédiaire de l'ONG a permis de pallier les manques de compétences juridiques ; une expertise vitale dans le contexte colombien. Dans d'autres domaines (psycho-social, communication et éducation), le soutien de l'ONG CIJYP a également été très important⁵⁶³.

Les adaptations au sein des communautés ont été très difficiles à mettre en place, en partie parce que celles-ci ne disposent pas d'une structure d'organisation clairement définie et que le fonctionnement des autorités ancestrales ne permet pas des adaptations rapides. Cependant, malgré la précarité de la situation, les difficultés et les réticences dans cette adaptation, les diverses générations trouvent progressivement leurs places et apportent au processus collectif. Les anciens assurent l'héritage et l'histoire de la communauté, les relais formés la technicité de l'argumentaire tandis que les plus jeunes construisent une nouvelle vision de la lutte pour le territoire. Depuis ces zones reculées, les jeunes sont connectés à de nouveaux réseaux, à des collectifs militants et populaires dans d'autres régions de Colombie. Ils fusionnent ainsi les savoirs militants et locaux,

⁵⁶³ Nous développerons dans un prochain chapitre le rôle de l'intermédiaire de l'ONG dans la construction des revendications à plusieurs niveaux. Cf. Chapitre 6.

tout en intégrant d'autres types de savoirs, *via* l'usage des réseaux sociaux et de différents types de médias.

Dans le Curvaradó et dans le Jiguamiandó, la lutte collective redéfinit en permanence les contours de la communauté, qui elle-même détermine à son tour d'autres cadres de revendication pour le territoire.

SECTION 3/ L'ALTERNANCE DU PAYSAN ET DE L'EXPERT POUR MOBILISER A DIFFERENTS NIVEAUX

Au cours des sections précédentes nous avons vu que les organisations paysannes s'adaptent de différentes manières pour porter leurs revendications à plusieurs niveaux de mobilisation. Les savoirs paysans et experts constituent des ressources essentielles pour porter l'action collective à différentes échelles mais également pour assurer l'efficacité du fonctionnement quotidien de ces organisations. Dans cette section, nous analyserons les usages qu'elles font de ces diverses facettes du militantisme.

Au niveau local, les catégories paysannes et expertes servent à défendre le territoire de manière concrète par le biais d'une certaine division du travail. Les leaders se répartissent ainsi les tâches selon leurs compétences pour faire avancer la collectivité. L'ACVC manie bien ce mélange des genres, ce que nous verrons en première partie.

Aux niveaux national et international, les militants choisissent avec précaution les personnes qui vont représenter les organisations paysannes, et alternent entre la figure experte et la figure paysanne. Pour être présent dans de nombreuses institutions et réseaux militants, c'est tour à tour l'expert ou le paysan qui est légitime. Les organisations paysannes ont ainsi incorporé ces différentes « cartes » qu'elles jouent au gré du contexte, ce que nous montrerons dans une deuxième partie.

Dans cette section nous aborderons presque exclusivement le cas de l'ACVC puisque les adaptations organisationnelles des communautés afro-descendantes sont encore embryonnaires à ce sujet. Avec l'aide de l'ONG CIJYP, les communautés commencent cependant à faire usage de leur légitimité ancestrale et n'hésitent plus à mobiliser leurs leaders plus experts pour faire porter leur message au niveau international. La stratégie de l'ACVC est assez différente, puisque l'association

paysanne s'implante sur la scène nationale colombienne, au sein des ministères, des réseaux paysans, des médias alternatifs, etc.

La complémentarité des savoirs pour organiser l'action locale

Dans l'organisation de l'ACVC, les leaders ont un rôle prégnant et les décisions sont extrêmement centralisées, ainsi chaque personne a-t-elle une place particulière. Ce travail collectif est en soit éminemment politique puisqu'il pense l'organisation (en terme de gestion des ressources humaines et financières) comme une manière de faire de la politique au quotidien. Les revendications politiques anti-hégémoniques de l'ACVC⁵⁶⁴ se traduisent ainsi jusque dans le cœur de sa structure organisationnelle. L'association paysanne ne cherche pas seulement à accéder à des compétences techniques pour s'adapter, elle tente aussi de remettre en cause la prédominance de certains savoirs et les manières de les enseigner. Dans la pratique, cette imbrication des savoirs donne lieu à une division du travail qui permet à l'ACVC d'être efficace dans les différents chantiers qu'elle a entrepris.

Le refus d'une vision hégémonique des savoirs

Les études critiques du développement ont soulevé les effets pervers de l'expertise sur les structures locales⁵⁶⁵. Elles pointent du doigt le fait que les experts extérieurs orientent voire dictent des règles de développement, des manières de faire qui peuvent

⁵⁶⁴ Les travaux de Chantal Mouffe s'attachent à retracer l'histoire de la notion d'hégémonie et les évolutions du concept développé par Gramsci. Adopter une posture contre-hégémonique signifie, pour l'ACVC, remettre en question le fait que la « classe paysanne » soit peu représentée politiquement alors qu'elle joue un rôle économique important (notamment dans la production d'aliments pour le pays). Pour l'ACVC, l'emploi des termes « contre-hégémonique » poursuit également une visée politique et discursive, celle d'attirer l'attention sur l'existence d'un « système » dominant. Sur la notion d'hégémonie : LACLAU Ernesto, MOUFFE Chantal *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Paris, Les Solitaires Intempestifs, 2009.

⁵⁶⁵ Raphaëlle Parizet analyse l'instauration de deux dispositifs de développement auprès de populations indiennes au Mexique, notamment un programme du PNUD portant sur la formation de « promoteurs du développement ». Elle soulève alors plusieurs paradoxes parmi lesquels le fait que ces dispositifs favorisent *in fine* le développement individuel de certaines personnes au détriment du collectif. PARIZET Raphaëlle, *Les paradoxes du développement. Sociologie politique des dispositifs de normalisation des populations indiennes au Mexique*, Paris, Dalloz, 2015.

être en rupture avec les conceptions locales. L'arrivée des professionnels a certes permis à l'association paysanne de s'adapter aux normes internationales de gestion et de communication que les plus jeunes techniciens sont plus à même de maîtriser. Cependant, ces normes font l'objet de débat au sein de l'organisation paysanne et ne sont pas toujours en adéquation avec les orientations politiques de celle-ci. A l'inverse, d'autres programmes de développement cherchent à former des experts locaux qui par la suite se professionnalisent, et deviennent des experts en développement parfois éloignés de leur communauté. Toutefois, le double processus de formation/paysannisation de l'ACVC, détaillé précédemment, permet à l'ACVC d'éviter en partie certains de ces paradoxes du développement. En effet, l'incorporation de techniciens qui connaissent les populations (et surtout qui font partie du même processus et sont liés par la même identité collective) et la formation des paysans (qui sont plus à même de comprendre les exigences professionnelles des bailleurs) permettent de pallier ces travers *via* une centralisation interne.

Ces rencontres de savoirs sont en effet rendues possibles par une transmission fondée sur les principes de l'éducation populaire, une éducation qui invite à repenser les différentes formes de dominations qui s'exercent dans les manières d'enseigner et dans le contenu de ces enseignements⁵⁶⁶. Les savoirs enseignés dans les zones rurales suivent une pédagogie alternative basée sur la transmission d'un regard critique sur le modèle économique et politique en Colombie. Cette éducation se veut « dé-colonisante » (elle questionne la primauté d'un savoir occidental sur les caractéristiques nationales), « anti-patriarcale » (elle s'oppose à la reproduction d'une société de domination de l'homme sur la femme) et « démocratisante » (elle met en avant la participation populaire contre

⁵⁶⁶ A ce sujet, plusieurs études latino-américaines prônent une « décolonisation du savoir ». Ces travaux mettent en avant le fait que le savoir produit en Amérique latine et pour le continent, a été construit à partir de réflexions dans d'autres contextes (notamment européens). Ces auteurs sont partisans d'une épistémologie latino-américaine des sciences sociales, qui inviterait à repenser le caractère situé de la production des savoirs ainsi que leur rapport avec les sociétés au sein desquels ils sont produits. Le chercheur péruvien Anibal Quijano parle ainsi de « colonialité du pouvoir », qu'il définit autour de quatre piliers : exploitation au travail, domination ethno-raciale, rapport inégaux de genre et contrôle de la culture légitime (eurocentrée). QUIJANO Anibal « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina », in LANDER Edgardo (dir.), *La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p 201- 246 ; CASTRO-GOMEZ Santiago, *Crítica de la razón latinoamericana*, Barcelona, Puvill Libros, 1996.

la reproduction des élites) selon Boaventura de Sousa Santos⁵⁶⁷. Cette démarche induit tout une réflexion sur l'articulation des savoirs locaux et techniques, sur la légitimité de ces derniers et sur les manières de transmettre un savoir à des populations qui ne se sentent pas toujours valorisées par ce savoir expert. Ces principes d'éducation font directement écho aux positionnements politiques de l'ACVC, qui prône un modèle alternatif de développement au « modèle néolibéral colombien ». L'association cherche ainsi à valoriser les connaissances locales des paysans, par l'accès de ces derniers à une éducation de qualité et par un enseignement jugé « émancipateur ». D'autre part, le savoir technique ou scientifique doit être capable, pour l'association, de développer une sensibilité aux autres types de savoirs. Il doit pouvoir être transmis de manière utile et pratique aux populations qui en ont besoin.

C'est cette conception des savoirs qui a été au cœur du campement écologique organisé par l'ACVC en 2014⁵⁶⁸. Ce campement poursuit un double objectif : sensibiliser sur les enjeux environnementaux de la zone de réserve paysanne et créer un espace d'échanges des savoirs. Pour l'association paysanne il s'agit de favoriser une prise de conscience des atteintes environnementales, en postulant que si les paysans connaissent mieux leur biodiversité et ont les moyens de protéger leur environnement, ils seront plus à même de le défendre. Cependant, au lieu d'envoyer les leaders en formation pour les sensibiliser à la protection de l'environnement, le principe du campement est d'amener des universitaires et des spécialistes au cœur de la zone de

⁵⁶⁷ Partisan d'une « épistémologie du Sud », il invite à repenser les savoirs pour réinventer de nouvelles relations de pouvoir. Selon lui « l'écologie des savoirs se fonde sur l'idée que la connaissance est interconnaissance ». L'auteur brésilien développe ainsi ce qu'il appelle une « sociologie des absences », en partant du principe que la recherche a un pouvoir révélateur, celui de démontrer que ce qui n'existe pas est produit pour ne pas exister. La sociologie doit alors transformer ces objets impossibles/invisibles en objets de recherche possibles, elle doit devenir une « sociologie des émergences ». Pour cela la recherche sociologique doit réinventer de nouveaux concepts qui permettent de ne pas reproduire les effets de domination. DE SOUSA SANTOS Boaventura, *Descolonizar el saber, reinventar el poder*, Montevideo, Ed Trilce 2010, p 49. Traduction personnelle. DE SOUSA SANTOS Boaventura, *Conocer desde el Sur: Para una cultura política emancipatoria*. Lima, Fondo Editorial de la Facultad de Ciencias Sociales, Programa de Estudios sobre Democracia y Transformación Global, 2005.

⁵⁶⁸ Nous avons fait partie de l'équipe technique qui a organisé ce campement écologique lors de notre troisième terrain avec l'ACVC. Nous avons d'ailleurs été chargée de rédiger la proposition méthodologique du campement, et avons ainsi pu solliciter les différents membres de l'ACVC sur la vision qu'ils avaient de cet événement. La direction de l'ACVC nous avait demandé de réaliser un bilan des activités des précédents campements et nous avons ainsi pu avoir accès à différents documents relatant les expériences passées. Nous avons également été chargée de contacter les chercheurs travaillant sur les zones de réserve paysanne et la défense du territoire en Colombie.

réserve paysanne. Ainsi, c'est l'ensemble de la communauté paysanne qui peut échanger sur plusieurs jours avec des scientifiques et d'autres personnalités⁵⁶⁹. L'autre objectif est aussi de montrer à ces acteurs extérieurs les projets mis en place par l'organisation paysanne ainsi que les relations particulières qu'entretiennent les paysans avec leur territoire. Cette proposition est éminemment politique pour l'ACVC puisque l'association met sur le même plan deux types de savoirs, en effet faire venir des personnalités et des universitaires au cœur même de la zone paysanne est un symbole fort⁵⁷⁰. Trois thèmes ont été abordés : les impacts environnementaux et les adaptations au changement climatique, les pratiques de l'agro-écologie et enfin les questions d'assainissement et de protection quotidienne de l'environnement. Des conférences académiques se sont déroulées au milieu de la forêt puis des ateliers participatifs portant sur des propositions concrètes à mettre en œuvre. Les universitaires et autres personnalités politiques invitées ont pu ainsi échanger directement avec des acteurs qu'ils rencontrent peu. En effet, ces « acteurs locaux » sont évoqués dans les recherches scientifiques des universitaires ou sont les premières victimes des activités économiques que dénoncent les ONG depuis Bogotá. De même, pour les paysans, ce fut l'opportunité d'avoir accès directement à ces savoirs pour enrichir leur prise de conscience et leur confiance en eux. Ce campement a ainsi contribué à réduire la distance tant physique que cognitive entre les paysans et les chercheurs. Les villageois ont pu suivre des conférences dans leur environnement et auprès de chercheurs et de militants qui connaissent leur lutte territoriale. Le parcours de Franco, coordinateur de l'équipe technique, symbolise ce dialogue entre ces deux types de savoirs.

⁵⁶⁹ Parmi les participants on retrouve des associations de défense de l'environnement, des ONG internationales, des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'INCODER (institut colombien de développement rural), des représentants d'agences onusiennes, des collectifs étudiants, des syndicats, des collectifs de recherche militante, des collectifs d'avocats, des chercheurs, des organisations paysannes et des personnalités politiques de gauche.

⁵⁷⁰ Cependant, ce n'est pas la première fois que ces universitaires sont en contact avec les paysans. En effet, les universitaires contactés ont déjà un lien avec l'ACVC ou l'ANZORC. Concernant les sciences sociales, ce sont des chercheurs qui travaillent sur le thème des zones de réserve paysanne et sur la question foncière en Colombie. Ils connaissent les équipes de l'ACVC ou d'ANZORC à Bogotá et ont des affinités politiques avec ces organisations paysannes (certains font partie du mouvement politique de la Marche patriotique). Les ingénieurs agronomes qui ont été contactés travaillent au sein de collectifs militants sur des recherches participatives portant sur les impacts de l'environnement. Ces derniers ont été contactés par le biais des ONG de défense de l'environnement ou par l'intermédiaire des membres de l'équipe technique (leurs collègues ou professeurs).

Encadré n°13. Le parcours de Franco, un chercheur au sein de l'ACVC

Franco, la recherche scientifique au cœur des zones de réserve paysanne.

Coordinateur de l'équipe technique, Franco a connu l'ACVC pendant ses études d'ingénieur à l'Université de Bucaramanga. Pendant ses études il s'engage dans les Jeunesses Communistes et participe à de nombreuses manifestations étudiantes. C'est par le biais de ce militantisme qu'il entre en contact avec l'ACVC et effectue un volontariat auprès de l'association paysanne. Il passe ensuite deux ans au sein d'une équipe de terrain de l'association et il travaille auprès des communautés dans le sud du département du Bolivar. Ce département est particulièrement touché par l'activité minière et de nombreux scientifiques viennent dans cette région pour prélever des échantillons afin d'évaluer les futures recettes de l'activité minière. Franco constate que de nombreux espaces du territoire sont mis en concession tandis que les petits mineurs artisanaux sont criminalisés pour leur activité d'orpaillage illégal.

Sensible à ces questions, Franco décide de consacrer ses recherches aux effets de l'extraction minière sur l'environnement. Il poursuit par la suite ses études de doctorat en Italie, à l'université de Brescia. A son retour en Colombie, il travaille quelques mois dans des entreprises minières, puis, totalement opposé à certaines pratiques, il recontacte l'organisation paysanne. Il intègre très rapidement l'équipe technique et met en place un partenariat entre l'ACVC et son école doctorale pour mener un projet postdoctoral portant sur la pollution des eaux par l'activité minière. Il parcourt ainsi tout le territoire du Cimitarra pour évaluer les impacts environnementaux. Il dresse un double constat : 1) les activités artisanales des communautés polluent les eaux et les sols et constituent un risque pour la santé de ces paysans, 2) l'exploitation des grandes entreprises minières dans la région a des impacts considérables sur l'environnement et sur la santé. Ce constat dressé, l'ACVC est face à un dilemme dans son argumentaire, elle s'oppose à l'exploitation minière des entreprises mais c'est une activité que pratiquent les communautés de la région, qui elles aussi, polluent l'eau qu'elles boivent sans le savoir. L'ACVC décide d'envisager des solutions concernant l'activité minière artisanale, notamment la sensibilisation des populations sur les impacts de leurs activités.

Cependant, cette sensibilisation doit s'accompagner d'alternatives pour des populations qui dépendent entièrement de ces ressources. Franco travaille actuellement sur de nouveaux procédés moins polluants, qui visent à réduire l'usage du mercure dans la séparation de la pierre et de l'or. Puis, il continue d'alimenter les arguments de l'ACVC sur les activités minières des multinationales implantées ou qui souhaitent s'implanter sur le territoire. Il identifie également les zones où les entreprises souhaitent s'implanter et valorise la faune et la flore de ces régions. Ainsi, le discours de l'ACVC n'est-il pas seulement celui de l'opposition à l'arrivée des multinationales sur son territoire, c'est aussi un argument scientifique contre des activités polluantes, rejetées par les populations, et qui nuisent à une biodiversité unique. Le partenariat avec l'école doctorale permet à Franco d'aller présenter l'avancée de ses recherches et de faire venir des chercheurs italiens dans le Magdalena Medio, ce qui confirme la légitimité et la crédibilité de l'association paysanne.

Pour Franco, toute recherche académique doit avoir un rôle social important, sans pour autant que ce soit la seule connaissance valable. Il fait référence en partie aux préceptes d'un sociologue colombien, Orlando Fals Borda⁵⁷¹ qui a contribué à construire une méthodologie de l'observation-action-participante. Ce dernier considère que dans le contexte colombien, la sociologie doit pouvoir dévoiler les inégalités qui persistent dans le pays et être au service de l'amélioration des conditions de vie des gens. Franco explique sans cesse que son

⁵⁷¹ Voir l'encadré n°3 en introduction de ce travail.

rôle va au-delà de son expertise de chimiste, il consiste souvent à expliquer le contexte et à donner des arguments aux communautés paysannes.

Il porte lui même un regard très critique sur ses connaissances acquises à l'université, un point de vue partagé par de nombreux membres de l'équipe technique. Le campement écologique dont il a coordonné l'organisation visait justement à repenser cette articulation des savoirs : savoir scientifique, engagement politique et transmission alternative des savoirs.

Photo n° 10. Affiche de promotion du campement écologique.



Source : ACVC, 2014.

Photo n°11. Une conférence lors du campement écologique de l'ACVC



Source : Prensa Rural, 2014.

Une division du travail militant efficace

La complémentarité des savoirs et des personnes au sein de l'organisation paysanne a été mise en avant lors d'un atelier de formation des leaders⁵⁷². Chaque participant devait se définir selon ses aptitudes en choisissant une partie du corps: tête, corps ou cœur qui représentent des qualités et des compétences. La tête représente ceux qui donnent les idées, qui organisent, modèrent et coordonnent. De nombreux étudiants en stage ainsi que certains membres de l'équipe technique en charge des projets centraux de l'ACVC se sont reconnus dans les qualités propres à la tête. Le corps, qui correspondrait à des compétences plus concrètes, a été choisi par les leaders de section qui insistent sur l'aspect pratique des projets et de la mobilisation. Enfin, les personnes qui s'identifient par le cœur sont celles qui permettent d'assurer le lien social dans les communautés. Ce sont les équipes de terrain et des personnes de l'équipe technique, qui travaillent au plus près des populations rurales dans les villages, qui ont choisi le cœur. Ces dernières (souvent des femmes) expliquent qu'elles ne peuvent faire leur travail sans passion et qu'elles ont une conviction profonde pour la collectivité, ainsi qu'un engagement politique fort. Cet atelier a par la suite entraîné un débat sur la place de chacun, selon ses compétences et ses qualités personnelles. Le but de cet exercice était également de montrer la diversité des personnes qui compose l'organisation et de mettre en avant le fait qu'elles se retrouvent dans un même projet collectif. L'ACVC met ainsi en relief qu'il n'est pas nécessaire d'avoir les mêmes motivations et les mêmes qualités pour croire en cet engagement paysan. Mélange des savoirs et des personnes permettent, selon l'ACVC, d'être efficaces à tous niveaux, puisque le corps, la tête et le cœur sont nécessaires et complémentaires pour faire fonctionner l'organisation.

En effet, dans la pratique, les équipes technique et de terrain sont en relation permanente. La socialisation paysanne des jeunes techniciens, ainsi que les rapports de long terme entre paysans et équipe technique permettent, comme nous l'avons vu, de réduire la distance entre les personnes. Nous avons pu observer ce mélange des genres

⁵⁷² Observation participante lors d'une « formation pour formateur » réunissant plusieurs membres des équipes de l'ACVC, équipes de terrain, équipe technique et aussi les leaders des sections, Barrancabermeja, septembre 2014. Ces ateliers visent à transmettre des compétences de leadership aux acteurs qui seront amenés à prendre la parole et à transmettre des informations au sein de leurs communautés.

en de nombreuses occasions lors de réunions portant sur des projets concrets. Ce fut par exemple le cas lors d'une réunion entre l'équipe technique et des paysans dans un village du Cimitarra en 2013. Ce jour-là, deux jeunes agronomes ont une réunion avec les leaders du village pour mettre en œuvre plusieurs projets. Après des échanges amicaux entre les jeunes et les paysans, qui se connaissent bien, la réunion commence. Yeny, jeune agronome, rappelle les projets qui avaient été décidés concernant le village et elle explique les avancements de l'équipe technique. Elle présente l'évaluation des projets et elle rend compte des financements qui ont été trouvés, notamment pour un projet de production de riz qui serait financé par un bailleur international. Yeny explique qu'elle doit présenter au bailleur des délais pour mener la production à bien et mettre en place un calendrier précis de l'avancement du projet. S'ensuit un échange technique sur la parcelle idéale pour la production de riz, selon l'exposition aux épidémies, la pluviométrie, la qualité de la terre, la disponibilité en main d'œuvre locale, etc. Les paysans connaissent bien leurs terres et leur environnement tandis que les agronomes peuvent apporter leurs connaissances pour le traitement de plaies particulières ou pour mettre en place des systèmes d'irrigation et pour accompagner l'usage de fertilisants naturels. Les paysans et les agronomes tentent ensuite de mettre en place un calendrier cohérent pour le bailleur et pour les habitants. L'équipe technique se chargera par la suite de négocier le projet et de rédiger l'argumentaire tandis que les paysans se chargeront du suivi du projet dans le village. L'association a ainsi les ressources humaines pour permettre ces échanges et des prises de décisions rapides et efficaces qui correspondent à la réalité du terrain. C'est cette imbrication des savoirs paysans et experts, et surtout des personnes, qui permet à l'ACVC de présenter des projets aboutis. Le mélange des savoirs paysans et techniques permet d'éviter l'imposition d'expertises extérieures qui proviendraient des bailleurs de fonds.

Certains leaders détiennent plusieurs types de savoirs, ce qui leur permet d'avoir accès à plusieurs espaces. Ce sont ainsi des intermédiaires et des médiateurs importants qui permettent à l'organisation de se mobiliser à différentes échelles. La fusion de ces compétences au niveau local est efficace en interne, mais elle l'est également pour mettre en avant les revendications paysannes à différentes échelles.

Le multi-positionnement des leaders : plusieurs rôles pour investir de nouveaux espaces

L'association paysanne de l'ACVC est aujourd'hui très visible au niveau national, elle est incontournable au niveau local, tandis qu'à l'échelle internationale elle entretient de multiples relations de solidarité. Par le biais de projets collectifs visibles, l'association renvoie une image sérieuse, à travers une équipe technique performante, et une image « authentique » parce qu'elle reste conduite par les paysans de la vallée du fleuve Cimitarra. C'est en partie cette image très soignée qui a permis à l'ACVC d'acquérir autant de légitimité sur la scène nationale colombienne et de lier des soutiens très divers au niveau international. Afin de conquérir ces nouveaux espaces, l'organisation paysanne manie avec habileté les rôles d'expert et de paysan selon les interlocuteurs et les situations.

Ainsi, le paysan et l'expert sont parfois la même personne, à l'image de leaders charismatiques, « devenus » experts ou bien « devenus » militants paysans. Le couple paysan-expert ne cesse d'être la clé de l'ACVC pour conquérir de nouveaux espaces, au niveau national comme international, c'est ce que nous montrerons dans cette partie.

César Jérez : expertise et légitimité paysanne

L'hybridation militante, qui mêle le paysan expert ou l'expert paysan, joue un rôle important dans les positionnements de l'organisation paysanne. La trajectoire de César Jérez est particulièrement éclairante pour illustrer ces changements. César Jérez est un personnage incontournable de l'ACVC car il possède une légitimité vis-à-vis de la population paysanne et une expertise importante. Son engagement politique, ainsi que ses connaissances techniques, font de lui une ressource considérable pour l'organisation. C'est une des premières personnes à avoir participé aux déplacements à l'étranger pour alerter sur la question des droits de l'Homme. De plus, il a fortement contribué à faire de l'ACVC une organisation à l'avant-garde de la revendication des zones de réserve paysanne. Figure locale, nationale et internationale, savoir paysan et expert, il incarne toutes les capacités organisationnelles de l'ACVC.

César est né à Bucaramanga dans le département de Santander, proche de Barrancabermeja. Grâce à une bourse d'étude du gouvernement soviétique, il réalise ses études de géologie industrielle et pétrolière en URSS (en Azerbaïdjan). Il rentre ensuite en Colombie au début des années 1990, et il travaille un temps auprès des mineurs dans le sud du département du Bolivar et dans l'Arauca. Il est également professeur et traducteur de russe. Il arrive dans la vallée du fleuve Cimitarra en 1998, où il se lie avec les mouvements sociaux qui se mobilisent à Barrancabermeja, il prend ainsi part à la naissance de l'ACVC. En 2001, il participe au Forum Social Mondial de Porto Alegre, et à son retour en Colombie crée l'agence de presse Agencia Prensa Rural ainsi que la radio Contagio Radio. Ces médias permettent de diffuser les actions collectives et les informations des communautés rurales en Colombie, peu visibles dans les médias traditionnels. Ces médias alternatifs rassemblent différentes organisations et rendent visible le mouvement politique paysan en Colombie. Par la suite, César anime Prensa Rural en relayant les informations des communautés sur internet et publie des chroniques dans diverses revues et médias de gauche comme la revue *Rebelión*.

Accusé plusieurs fois de faire partie de la guérilla des FARC, il reçoit plusieurs menaces de la part des paramilitaires. En 2008, suite à l'arrestation des leaders de l'ACVC, il décide de s'exiler en Espagne. Pendant cet exil, il rencontre de nombreux exilés latino-américains en Europe et sensibilise les responsables politiques européens sur la situation en Colombie sous le gouvernement d'Alvaro Uribe. En 2011, au moment de la réactivation de la zone de réserve paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra (qui avait été suspendue par Alvaro Uribe), il participe au renouveau de l'Association Nationale des Zones de Réserve Paysanne (ANZORC). Il utilise ses contacts, acquis par ses années de travail de terrain auprès des populations rurales, pour mobiliser (et mettre en relation) les différentes zones de réserve paysanne. Il rend ainsi visible, sur la scène nationale, cette forme d'aménagement territorial. Il contribue à pousser le débat plus loin et à faire de ces zones des espaces de contestation et de proposition d'un développement alternatif.

Puis, il participe au déclenchement de la grève agraire de 2013 au cours de laquelle il se tient aux côtés de l'association paysanne du Catatumbo (ASCAMCAT) qui demande sa reconnaissance en tant que ZRC, une proposition refusée par le

gouvernement colombien. Cette opposition met le feu aux poudres en 2013, en étendant la contestation dans tout le pays. César contribue à alimenter les arguments contre la signature des traités de libre échange et à rendre visible l'appauvrissement des campagnes colombiennes. Il occupe ainsi une position importante dans le mouvement paysan. Au sommet agraire, qui s'est réuni après la grève, il est un des porte-parole, il y anime les débats et coordonne les discussions. Bien que non paysan, sa proximité avec les communautés est importante. Il a d'ailleurs été directement sollicité par l'ASCAMCAT pour accompagner leur processus local de définition de la ZRC. C'est une référence, tant pour les paysans qui se sentent proches de lui, que pour les professionnels qui cherchent une manière alternative d'exercer leur métier auprès des populations.

Dans une de nos discussions, César explique qu'au « sein de l'ACVC nous sommes tous autodidactes »⁵⁷³ et évince les questions relatives à son leadership et sa formation. Au cours de cet échange, il tient à montrer qu'il fait partie des paysans de l'organisation et qu'ils sont tous au même niveau. Cette volonté d'éviter de personnaliser le pouvoir est une question importante au sein d'une association comme l'ACVC. En effet, on remarque qu'elle investit dans des relations très personnelles avec ses interlocuteurs tout en essayant de ne pas personnaliser le pouvoir en tant que tel. Là encore c'est dans la structure même de l'organisation que l'on peut observer ces paradoxes. D'une part, la direction cherche à maîtriser le changement, en filtrant⁵⁷⁴ ceux qui sont en droit d'avoir accès à la stratégie, aux projets et aux partenaires. Pour représenter l'ACVC, il faut au préalable avoir été choisi par la direction pour effectuer une tâche ou prendre la parole au nom de l'association. Par exemple, au niveau local, ce sont toujours les mêmes personnes qui vont solliciter l'aide financière des mairies, au niveau des relations avec les administrations ce sont également les mêmes membres qui sont délégués. L'objectif de l'association est ainsi de profiter des liens interpersonnels

⁵⁷³ César Jérez est un des premiers contacts au sein de l'ACVC, nous l'avons rencontré pour la première fois en octobre 2012.

⁵⁷⁴ Nous avons ainsi pu en faire l'épreuve. Chacune de nos visites de terrains devaient être avalisées par la direction de l'ACVC, après un entretien avec le coordinateur général sur les raisons de ces recherches. De même, sans jamais interférer dans la recherche, l'ACVC nous fixait cependant un objectif, une tâche à accomplir, et exigeait un document de présentation de fin de mission. Avant de repartir, la direction de l'ACVC nous recevait pour faire un bilan de notre terrain. Elle nous interrogeait alors sur les conditions dans lesquelles nous avions été reçue et notre avis personnel sur le développement de certains projets.

que peuvent avoir les leaders dans certains espaces. Par exemple, certains leaders ont des liens privilégiés avec des administrations, d'autres au sein de partis politiques, d'association de droit de l'Homme influentes, de fondations, etc. D'autre part, les leaders autorégulent le pouvoir au sein de la direction, pour tenter d'éviter ces phénomènes de personnalisation. Ainsi, la coordination générale tourne tous les 4 ans et de nombreux postes évoluent. Il arrive que certains leaders restent plus longtemps dans les campagnes, lorsque l'association le juge parfois nécessaire pour que la direction ne soit pas « déconnectée de la base ». Les leaders incontournables sont utilisés pour maximiser le rayonnement de l'organisation, cependant l'organisation, en tant que telle, a dans le même temps le souci de ne jamais personnaliser le pouvoir. Mario Martinez a été coordinateur général pendant plus de quatre ans. Il devait y avoir des élections pour le remplacer mais, en raison du contexte risqué dans la région, celles-ci n'ont pas eu lieu. Avec humour il insiste en entretien⁵⁷⁵ sur le risque de reproduire le même schéma que l'ex-président Alvaro Uribe, qui avait demandé une réforme constitutionnelle pour pouvoir se présenter pour un troisième mandat. Pour lui, cette rotation est une question de cohérence interne, difficile à mettre en place mais dont dépend l'avenir de l'ACVC.

Les trajectoires comme celle de César permettent à l'association d'être efficace et d'atteindre différents niveaux de mobilisation ainsi que différents espaces, notamment politiques, associatifs mais également au sein des administrations. César est le symbole d'une volonté de l'ACVC de peser dans le débat national : il est présent dans le mouvement paysan, dans la revendication des zones de réserve paysanne, dans les médias alternatifs et dans les négociations agraires.

Au niveau national : paysans et experts sur tous les terrains

Gilberto Guerra, coordinateur de l'ACVC, ne cache pas que les prétentions de l'association paysanne sont d'amener la lutte territoriale au-delà de la vallée du fleuve Cimitarra. Cette ambition se reflète dans les projets de l'association, puisque ces derniers sont conçus en partenariat avec d'autres zones de réserve paysanne et les

⁵⁷⁵ Entretien avec Mario Martinez, octobre 2013, Barrancabermeja.

financements portent sur l'organisation de rencontres d'envergure nationale. Au niveau des thématiques portées par ces projets, on note que l'ACVC se recentre sur le cœur de ses revendications, les questions foncières et territoriales⁵⁷⁶. La question des droits de l'Homme est par exemple de nouveau déléguée à des alliés extérieurs, comme l'association CREDHOS dont c'est la spécialité. L'organisation paysanne délègue ainsi cette question à d'autres organisations compétentes en la matière alors même que, dans les années 2000, cette thématique était omniprésente dans le langage et les revendications de l'ACVC. A l'inverse, la question territoriale devient centrale et est portée dans d'autres espaces. Au cours d'un entretien, Gilberto annonce clairement qu'il y a trois espaces nationaux à prendre en compte en Colombie : l'ANZORC, la Marche Patriotique et Prensa Rural. Ces espaces sont effectivement très investis par les membres de l'ACVC mais d'autres institutions et organisations de la société civile le sont également, comme on peut l'observer sur le tableau suivant⁵⁷⁷.

⁵⁷⁶ Nous nous basons ici sur la liste des demandes de financement et les différents projets mis en œuvre par l'ACVC, des sources auxquelles nous avons eu accès au cours du dernier terrain. Cf. Chapitre 3 dans lequel nous détaillons les différents partenaires internationaux de l'ACVC et les différents types de projets financés.

⁵⁷⁷ Tableau réalisé à partir des entretiens et des observations participantes.

Figure 12. Présence des délégués de l'ACVC dans d'autres institutions et organisations au niveau national.

Institution/organisation au sein desquelles des membres de l'ACVC sont présents	Mission du délégué de l'ACVC
ANZORC	Promotion des zones de réserve paysanne.
Marche Patriotique	Porter les revendications politiques du paysannat.
Prensa Rural	Communication propre des communautés paysannes. Relayer l'information sur les événements de l'ACVC. Diffuser les chroniques d'opinion.
MIA : table d'interlocution et d'accords	Négociations avec le gouvernement sur le pacte agraire suite à la grève de 2013.
Sommet agraire	Négociations et échanges avec d'autres organisations paysannes sur des revendications communes après la grève agraire.
Constituantes pour la paix	Faire la promotion des négociations de paix. Mettre en avant le besoin d'une consultation et d'une réforme constitutionnelle pour adopter les accords de paix.
INCODER : Institut colombien de développement rural	Faire la promotion des zones de réserve paysanne au sein des institutions. Être au courant des procédures de restitution et favoriser le processus en interne.
Universités	Sensibiliser les étudiants sur les besoins dans les campagnes et la cause paysanne. Motiver les jeunes à un engagement envers les communautés rurales. Créer des partenariats de long terme au sein des universités .

Dans tous ces espaces, nous avons retrouvé des membres de l'ACVC qui jouent ainsi différents rôles, celui de l'organisation paysanne et celui d'une autre organisation. Ainsi, l'ACVC n'est plus seulement engagée dans une promotion de ses revendications, elle investit physiquement ces nouveaux espaces. Ses leaders sont reconnus dans ces institutions et organisations comme des interlocuteurs légitimes et peuvent ainsi faire avancer la cause paysanne et les visions de l'ACVC depuis l'intérieur de ces espaces

conquis. La carrière des militants est un instrument de méthode pour rendre compte de l'évolution de l'ACVC. À partir des trajectoires des dirigeants et la circulation des leaders, on peut identifier les évolutions de l'organisation paysanne. On perçoit la manière dont l'ACVC articule son militantisme local à d'autres sphères nationales, comment elle se met en relation avec différentes organisations colombiennes et comment elle interagit avec l'espace politique. Au cours d'un entretien avec le coordinateur de l'association paysanne en 2013, Mario décline longuement la participation de l'ACVC à différents événements : un campement agraire, le bicentenaire de l'indépendance, une rencontre des afro-descendants pour la paix, etc. et nous dit, en riant, « nous faisons de tout, sauf la messe »⁵⁷⁸.

D'autres exemples de ce multi-positionnement⁵⁷⁹ de l'ACVC existent, c'est notamment le cas d'Andrés Gil. Ce leader historique de l'ACVC, d'origine paysanne, est devenu un des membres visibles de la Marche Patriotique et de la MIA (table de négociation et d'accords) pendant la grève agraire. Au sein de l'ANZORC, l'ACVC est également omniprésente, on retrouve à tous les postes des personnes qui ont eu une expérience au sein de l'organisation paysanne. Ces derniers confient continuer leur engagement depuis un autre niveau⁵⁸⁰. Même au sein des ministères et plus particulièrement de l'INCODER (Institut Colombien de Développement Rural), rattaché au ministère de l'Agriculture, on trouve des membres historiques de l'ACVC, notamment une juriste qui fait aussi partie de l'ANZORC⁵⁸¹.

Le multi-positionnement des membres de l'ACVC permet à l'association d'avoir une expertise locale fine sur la connaissance du territoire. L'ACVC peut ainsi se recentrer sur son travail principal, à savoir les thématiques agraire et productive. Cependant, ce n'est pas un retour aux thématiques agraires telles qu'elles étaient mises en valeur au début des années 1990, puisque les compétences de l'association ont évoluées. Les questions de souveraineté alimentaire, d'agro-écologie puis celles des

⁵⁷⁸ Entretien avec Mario Martinez, octobre 2013, Barrancabermeja.

⁵⁷⁹ Nous reviendrons plus loin sur la littérature portant sur le multi-positionnement des acteurs (chapitre 6). COMBES Hélène, « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain » *Sociologie et Société*, vol 41, n°2, 2009, p 161-188.

⁵⁸⁰ Discussions informelles avec des membres de l'ANZORC.

⁵⁸¹ De nombreux leaders, rencontrés à Bogotá, nous donnent rendez-vous directement au siège de la Marche Patriotique ou dans leurs bureaux, sur leurs temps de travail, à l'INCODER. Les lieux où se réalisent les entretiens révèlent ainsi les différents espaces occupés par l'ACVC.

zones de réserve paysanne prennent une place centrale. A ce sujet, les multiples positionnements de l'ACVC lui ont permis de faire émerger un réel problème public sur la scène nationale colombienne⁵⁸².

A l'échelle internationale, le paysan et l'expert trouvent un tout autre usage, puisqu'à ce niveau, il s'agit d'être à la fois expert et authentiquement paysan pour défendre le territoire.

A l'échelle internationale : manier l'authenticité et l'expertise

L'internationalisation des revendications paysannes a bien évidemment un effet durable sur les structures de l'organisation et sur le militantisme local. Deux effets inverses sont créés. D'un côté, les paysans ont dû reconvertir leur légitimité locale au niveau international, ce qui n'est pas aisé. D'un autre côté, ils sont par conséquent devenus des experts, qui pourraient parfois manquer d'authenticité aux yeux de leurs interlocuteurs internationaux qui cherchent à agir auprès de populations démunies⁵⁸³.

Les membres de l'ACVC disposent d'une légitimité locale et d'un savoir militant reconnu sur leur territoire. Cependant, convertir ce capital au niveau international n'est pas aisé. Anne-Catherine Wagner⁵⁸⁴ met en avant le fait que des acteurs illégitimes peuvent acquérir des compétences internationales *via* la mobilisation d'autres types de ressources organisationnelles, et qu'ils parviennent à contester les principes mêmes de l'accès à ces espaces internationaux. En mettant sur le même plan différents types de savoirs, les organisations paysannes peuvent alors amorcer une remise en cause de la domination de l'expertise. Cependant, Anne-Catherine Wagner montre les tensions inhérentes à l'internationalisation des syndicalistes européens entre la légitimité

⁵⁸² La stratégie nationale de l'ACVC est une des conclusions de notre recherche, ce que nous explorons plus amplement au cours du chapitre 6.

⁵⁸³ Ces deux postures, des acteurs locaux compétents/mais démunis, induisent des positions parfois délicates pour les organisations paysannes. Nous approfondirons ces paradoxes au cours du chapitre 7.

⁵⁸⁴ WAGNER Anne-Catherine, « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p 12-33.

reconnue au niveau local et un niveau international qui demande davantage de postures cosmopolites.

Un des autres paradoxes de l'internationalisation des paysans est qu'ils deviennent progressivement des experts dans leurs relations avec divers acteurs internationaux. Ils ont appris à mettre en avant leur expérience et à trouver des soutiens. Ils sont ainsi capables de discuter des projets de coopération et d'assurer à leurs interlocuteurs internationaux toutes les garanties dans le suivi et la gestion des finances octroyées. Or, les ONG et les organisations internationales ont également le souci d'accompagner les populations qui sont le plus dans le besoin et d'acheminer leur aide au plus près de celles-ci. Le risque des experts paysans est alors qu'ils apparaissent un peu trop experts et plus assez comme des paysans « authentiques » pour certains partenaires internationaux. L'ACVC tente ainsi de maintenir un équilibre entre ces deux positionnements. Le maintien de l'identité paysanne à l'étranger ne doit cependant pas être réduit à sa portée stratégique, puisque les paysans cherchent aussi à témoigner de leurs réalités et de rester eux-mêmes.

On peut observer une autre division du travail des organisations paysannes dans leurs interactions avec les divers acteurs internationaux. Ce ne sont pas les mêmes personnes qui vont négocier les accords de coopération et celles qui vont discuter l'aspect technique des projets. De même, à l'étranger, ce ne sont pas les mêmes membres de l'association qui expliquent les revendications territoriales et ceux qui témoignent des violences. Alors qu'au sein de l'ACVC cette division du travail semble pleinement assumée, avec des équipes clairement définies et déléguées pour des missions spécifiques, les communautés afro-descendantes adoptent également ces logiques sans toujours avoir conscience de cette complémentarité des membres.

En 2015, l'ACVC a entrepris un voyage en Europe et a notamment rencontré plusieurs partenaires internationaux en France. Pour réaliser ces rencontres, deux femmes ont été envoyées par l'organisation paysanne, Yenly, avocate et spécialiste des questions foncières et de développement et Irene, paysanne du Cimitarra et leader importante de la région. Yenly possède la légitimité de l'expertise, elle fait partie de l'équipe de gestion et de l'équipe technique, elle a suivi de près le processus de constitution de la zone de réserve paysanne. Irene représente une légitimité paysanne

emblématique de la région du Cimitarra. De plus, Irene est une des premières femmes à avoir assumé la coordination de l'association dans les moments de crise de l'ACVC. Ce couple paysan-expert se relaie ainsi de manière efficace pour dialoguer et solliciter de nouveaux soutiens et de nouveaux financements. Cela permet à l'ACVC de remédier à deux risques : celui de présenter une personne experte moins « authentique » et moins légitime pour représenter la cause paysanne, ou celui d'avoir une personne qui bénéficie d'une légitimité locale importante mais a des difficultés pour se faire comprendre face à d'autres interlocuteurs.

Nous avons observé un mécanisme similaire lors de la venue des leaders du Curvaradó à Paris en 2015. En effet, Enrique se chargeait d'expliquer le contexte des revendications des communautés afro-descendantes, il amenait ainsi son décryptage de la situation et son expertise juridique. Puis, Omaira apportait la voix des victimes en témoignant des violences et des menaces reçues. Elle permettait ainsi de dénoncer *via* un registre plus émotionnel que les arguments juridiques d'Enrique. Les journalistes qui ont réalisé des entretiens pour Radio France Internationale ont d'ailleurs spontanément orienté leurs questions de cette manière. Enrique était sollicité pour rappeler les droits que possèdent les communautés sur leurs territoires et les divers recours effectués auprès des juridictions colombiennes. On demandait plutôt à Omaira de raconter son histoire personnelle. Moins habituée à cet exercice qu'Enrique, elle racontait les violences avec ses mots. A eux deux, sans s'en rendre compte, ils étaient assez complémentaires, et pouvaient ainsi s'adresser à différents interlocuteurs.

Conclusion section 3

L'imbrication des savoirs locaux et experts ont permis aux organisations paysannes de conquérir de nouveaux espaces de mobilisations. L'ACVC est à ce titre un bon exemple de l'usage des ressources humaines pour mettre en avant ses revendications. Elle possède des militants-experts qui rassemblent et articulent différents réseaux comme César Jérez, et elle utilise également les compétences de chacun pour peser physiquement dans ces nouveaux espaces. Ses ressources militantes et techniques lui permettent d'engager de nouvelles revendications au niveau national

tout en consolidant sa proposition locale. En effet, l'usage multiple de l'expert et du militant, permet à l'organisation de se maintenir dans différents espaces. Au-delà de l'imbrication des savoirs, l'ACVC a montré qu'elle sait tirer partie de ces différentes catégories.

Les observations participantes que nous avons réalisées au sein de cette organisation rendent compte d'une réflexion importante sur la cohérence entre les revendications politiques portées par l'association et le fonctionnement interne et quotidien de celle-ci. Pour l'ACVC les causes doivent être cohérentes avec la structure. Former au niveau local, éviter une personnalisation du pouvoir et garder prise sur le processus d'adaptation, sont des questions que les dirigeants se posent. Ainsi, lorsque l'ACVC invite des chercheurs dans les forêts du Magdalena Medio ou lorsqu'elle envoie des paysans à l'étranger, elle participe à une réflexion sur l'imbrication des différents savoirs.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

Lier savoir expert et savoir paysan est un réel enjeu pour les organisations paysannes. Elles doivent s'adapter pour interagir avec des acteurs divers, qui ne parlent pas le même langage, n'ont pas les mêmes intérêts et mobilisent des ressources sociales, culturelles, économiques et politiques différentes des leurs. La dimension internationale des revendications et cette projection en dehors de leur territoire ont des effets notables et irréversibles sur les structures organisationnelles. C'est l'organisation en tant que processus et en tant qu'entité qui est exposée à ces adaptations.

Pour défendre leur territoire, les communautés paysannes colombiennes se sont progressivement formées et restructurées à partir d'une faible dotation en capitaux. La formation de ces militants s'est faite par l'expérience du militantisme puis par l'intégration de nouvelles compétences. Ces changements, en partie souhaités, en partie conditionnés par le contexte, poussent les organisations paysannes à réfléchir à leur organisation, à leur structure et à se pencher sur leur identité. Au sein des deux processus étudiés, nous avons pu observer les mêmes questionnements : 1) assurer le

renouvellement des dirigeants, 2) former les paysans pour qu'ils puissent défendre leurs droits, 3) conserver le lien avec la base, 4) porter les revendications à différents niveaux.

Ces adaptations sont relativement rapides alors même que le renforcement de l'identité des organisations en tant que structure, et en tant que processus, prend du temps. La survie des organisations tient à deux éléments qui pourraient être antinomiques: une légitimité militante vis-à-vis des populations locales et une légitimité experte pour défendre le territoire à différentes échelles. Les adaptations des organisations paysannes les ont mené à repenser la place des différents savoirs et les manières de les transmettre. Entre éducation populaire et ethno-éducation, les deux cas étudiés ont mis en avant des mécanismes innovants pour articuler savoir expert et savoir local.

Cependant, les deux organisations étudiées n'ont pas les mêmes capacités de changement, en raison de leur structure et de leur identité. Elles ont suivi deux voies particulières, un équilibre entre l'ancestralité et la technicité d'un côté, et une fusion entre le paysan et le technicien de l'autre. L'ACVC a en effet mis en place un double processus, de professionnalisation de sa base militante puis de « paysannisation » de jeunes professionnels. Elle intègre ainsi pleinement savoir expert et savoir local au sein de l'organisation, une démarche qu'elle affirme comme étant partie intégrante de ses revendications politiques. D'un autre côté, les communautés afro-descendantes des bassins du Bas Atrato tentent de lier différentes générations de savoirs et d'expériences au sein d'un collectif. Les leaders historiques qui occupent une place prépondérante sont secondés par de jeunes leaders mieux formés. Une nouvelle génération s'imprègne de l'ancestralité des aînés et de la technicité des plus jeunes, pour redéfinir un nouveau type de savoir local et, à terme, une nouvelle manière de construire l'action collective.

Alors que l'ACVC conçoit le changement en tant que tel, et comme une condition pour aller au-delà du niveau local, pour les communautés afro-descendantes ces adaptations sont les conditions nécessaires pour la survie du processus. Le développement organisationnel de l'ACVC correspond aux nouvelles prétentions de l'association qui entend peser au niveau national. Au contraire, les communautés ont dû s'adapter très rapidement aux procédures juridiques de restitution mises en place sur

leurs territoires, ces changements ont donc parfois été vécus comme une rupture avec le fonctionnement en autonomie de ces bassins.

Dans les deux cas d'étude, les changements représentent de réels enjeux pour l'identité des organisations, ce qui se traduit par des crispations et un dirigisme fort. Les jeunes des zones humanitaires évoluent sous l'œil des leaders historiques qui les légitiment. Les paysans de l'ACVC se forment dans un cadre bien particulier qui induit le suivi d'un comportement et d'une éthique de l'engagement. Les organisations paysannes tentent en réalité de contrôler ces adaptations pour maîtriser le processus de revendication.

L'action collective dans le monde rural en Colombie ne s'illustre plus seulement à travers des mobilisations ponctuelles et des manifestations de masse. Elle est intégrée au quotidien des organisations et s'envisage au-delà de la mobilisation. L'ACVC est une association qui a développé une réelle gestion et une expertise dans de nombreux domaines. Les communautés afro-descendantes, autrefois isolées, ont des leaders qui connaissent parfaitement les décisions de la Cour Constitutionnelle colombienne et des jeunes qui savent maîtriser des outils de communication modernes. L'expérience des leaders des zones humanitaires démontre également que des communautés en détresse trouvent malgré tout des ressources pour transmettre l'autochtonie et les savoirs locaux, sans pour autant se laisser envahir par des changements qui ne leur ressemblent pas.

Ces territoires, du Magdalena Medio et du Bas Atrato, sont modifiés, investis de nouvelles compétences et de plus en plus reliés au reste du pays. Les adaptations organisationnelles permettent de garder prise et de se servir de ce changement pour renforcer l'identité et pour confirmer un impact politique local. Les organisations paysannes étudiées ont choisi de maintenir la dimension locale *et* plusieurs échelles de revendication. Cela se traduit également, sur le long terme, par une évolution des discours et implique différents cadrages des causes paysannes, ce que nous analyserons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 5. Cadrer la cause. La construction des discours paysans

Introduction

« Dans les années 1990, dans le cas particulier du Magdalena Medio, nous avons commencé à penser : comment allions nous nous positionner dans cet ordre international ? Et pas seulement par rapport à ce qu'il était en train de nous arriver, mais surtout par rapport à un [possible] soutien politique à nos initiatives, en termes fondamentalement politiques. Et ça ça ne devait pas rester dans le bénévolat, mais [ça devait être] vraiment dans un sens où ils [les soutiens internationaux] partagent réellement notre initiative. [L'idée est d'] expliquer pourquoi nous faisons et proposons cela.

Mais...c'est-à-dire...

C'est-à-dire qu'ils ne puissent pas dire ok, on aide les pauvres petits paysans. Non ! Mais qu'ils comprennent qu'au-delà de la pauvreté économique, il y a une richesse d'ordre politique, d'ordre humanitaire du paysannat. Ces pauvres paysans, ils ont des propositions, ils prennent des initiatives, ils ont une idée de pays, ils ont une idée de société, ils ont des propositions économiques. C'est en ces termes que nous avons commencé à nous concentrer, et que nous commençons à faire naître une sensibilité du côté de la communauté internationale. »

Leader de l'ACVC, Bogotá, décembre 2013

Comme en témoigne cet extrait d'entretien, les organisations paysannes entretiennent un rapport particulier au langage et à la manière dont leurs causes sont exprimées. Elles souhaitent accéder à de nouveaux espaces de mobilisation et transmettre ce qu'elles sont et ce qu'elles veulent. Comme dans tout mouvement social, les discours permettent à fois de rallier d'autres mobilisés, de consolider la base sociale et d'exprimer ses revendications. Les organisations paysannes doivent poursuivre en même temps ces trois objectifs. Or, elles mettent en avant leurs revendications dans des espaces très distincts les uns des autres, qui ne fonctionnent pas de la même manière et

qui n'ont pas tous les mêmes perceptions de ce que vivent les paysans. Au niveau national, les paysans sont empreints de tout un héritage de luttes sociales et politiques qui ont marqué le pays et ils inscrivent ainsi leurs causes dans un contexte précis. Au niveau international, ils ont tissé des relations multiples, avec des interlocuteurs qui évoluent dans d'autres contextes et qui se font leurs propres représentations de ces mouvements colombiens. Les organisations paysannes se présentent et sont perçues de manière très différente selon ces deux niveaux de revendication. Par conséquent il existe deux types de discours, ceux produits par et pour l'organisation locale et sa base sociale, et ceux destinés à des interlocuteurs extérieurs.

Comment les paysans font-ils comprendre leur message à tous ces interlocuteurs ? Et quels effets ces discours ont-ils sur les organisations paysannes ? Ces deux questions seront au cœur de ce chapitre.

Nous avons analysé les difficultés des organisations paysannes à se faire comprendre en dehors de leur contexte local (chapitre 3), puis nous avons vu que les leaders paysans ont aussi développé des capacités particulières pour s'adapter à différents contextes et interlocuteurs (chapitre 4). L'acquisition de différents types de savoirs permet aux organisations paysannes d'adapter leur langage et de se faire comprendre.

Dans un travail sur l'internationalisation des revendications mapuches, Michael Barbut montre le lien essentiel entre les capitaux militants acquis et la manière de formuler les causes dans différents espaces⁵⁸⁵. À travers l'expérience de Jorge, un militant mapuche chilien venu témoigner de la situation de sa communauté en Europe, il rend compte des décalages suscités par des causes qui ne sont pas adaptées aux interlocuteurs. Au cours de cette tournée européenne, Jorge rencontre plusieurs députés, des groupes de soutien à la cause mapuche, et réalise des interventions à l'OIT ainsi que devant le conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Selon Michael Barbut, au cours de chacune de ces rencontres, Jorge ne parvient pas à rendre compte de la situation de sa communauté. Par exemple, Jorge tient à parler de sa

⁵⁸⁵ BARBUT Michael, « Les logiques chiliennes de l'internationalisation de la cause mapuche », Communication présentée lors du séminaire du Groupe d'Etudes Latino-américaines de la Sorbonne, 26 Février 2014.

localité, Temucuicui, et ne veut pas s'exprimer au nom de toutes les communautés mapuches. Cette posture est difficilement compréhensible pour les comités de soutiens composés d'exilés politiques et de sympathisants de la « cause mapuche ». De même, devant les interlocuteurs institutionnels, il remet en cause la légitimité de l'État chilien sur les terres mapuches, « ce qui n'allait pas sans poser problème au sein d'un espace politique où le droit international fait figure de principal registre de dénonciation »⁵⁸⁶. Enfin, Jorge entre en conflit avec les exilés chiliens qui l'accompagnent dans cette tournée et qui attendent de lui une dénonciation plus large de la démocratie chilienne. Michael Barbut, qui a suivi cette tournée, la résume ainsi : « ce voyage en Suisse était marqué par l'improvisation et le décalage entre les compétences locales, voire nationales de Jorge et les exigences de la communauté internationale ». Jorge n'avait finalement pas « le bon discours », il n'a pas su cadrer la cause de sa communauté pour susciter un intérêt, il est resté très spécifique dans sa représentation (pas de montée en généralité autour de la cause mapuche) et n'a pas adapté son discours. Ce détour par l'expérience d'un militant mapuche à l'international est intéressant à plusieurs titres pour notre cas d'étude. Tout d'abord, elle témoigne d'une manière spécifique de présenter la cause locale selon les interlocuteurs, puis de se présenter en tant que collectif à l'international. Enfin, les mots utilisés véhiculent une identité précise, les interlocuteurs étant autant attachés à ce que les paysans ont à dire qu'à ce qu'ils sont et surtout ce qu'ils représentent.

Comment avoir le bon cadrage ? Adapter, cadrer un discours supposent des capitaux militants et une certaine socialisation à l'international. L'adaptation du langage est nécessaire pour réduire la distance intrinsèque entre deux interlocuteurs. Les spécialistes du langage rappellent ainsi le double rôle de la parole que sont l'émission et la réception. Les opérations de traductions demandent une double fidélité, au texte source (à ce qui est produit à l'origine) et au lecteur cible (respect des interlocuteurs). Le processus de construction des causes n'échappe pas à cette logique puisque la cause est produite dans un contexte et reçue dans un autre. Cela induit des phénomènes

⁵⁸⁶ *Idem.* p 20

d'appropriation, de récupération et de transformation de celles-ci. Face à ces situations, les paysans développent un sens pratique et s'adaptent.

Quelle est, en définitive, la cause défendue par les organisations paysannes ? Cela dépend du contexte de revendications ainsi que des destinataires. Tenant compte de l'évolution dans le temps des organisations paysannes (chapitre 2) et des multiples interactions avec les acteurs internationaux (chapitre 3), permises par les adaptations organisationnelles (chapitre 4) on peut rendre compte, dans le tableau suivant des luttes paysannes en Colombie (à partir des cas étudiés).

Figure 13. La multi-dimensionnalité des causes paysannes

Echelle de revendication	Formulation Jigua/Curva début création	Formulation ACVC début création	Formulation Jigua/ curva aujourd'hui	Formulations ACVC aujourd'hui
LES LEADERS AU NIVEAU LOCAL	Protection/ Sécurité Respect pour la vie Revendications terres	Protection/ Sécurité Respect pour la vie Meilleures conditions vie dans les zones rurales Propriété terre	Droit à la vie et au territoire Réparation en tant que victime Respect des droits en général	Droit à la vie et au territoire Respect des paysans et des droits de l'Homme Reconnaissance de la part de l'État
LES LEADERS AU NIVEAU DE L'ORGANISATION	Droits de l'Homme Respect de la vie Droit International Humanitaire	Droits de l'Homme Respect de la vie et droits sur la terre Droit International humanitaire	Respect de la loi 70 de 1993 sur les territoires collectifs des afro-descendants Réparation et reconnaissance des victimes Justice sociale Respect de la nature	Respect de la loi 160 de 1994 sur les zones de réserve paysanne Reconnaissance du paysan comme sujet politique Justice sociale et droits économiques et sociaux Remise en cause du modèle de développement
LES LEADERS VERS L'INTERNATIONAL	Droit international humanitaire Droits de l'Homme	Droit international humanitaire Droits de l'Homme	Droits de l'Homme / population déplacée / population civile Droit au territoire Droits des « peuples autochtones » et préoccupations environnementales	Droits de l'Homme Droit au territoire Remise en cause du modèle de développement Justice Sociale et respect de l'environnement

Ce tableau suggère différents jeux de langage entrepris pour changer d'échelon de revendication. La structure rigide du tableau ne doit cependant pas laisser penser que ces évolutions sont constantes et linéaires ; il faut au contraire imaginer de multiples allers et retours entre chaque formulation.

Pour expliquer le rapport qu'entretiennent les organisations avec leurs propres discours, nous avons recours à l'analyse en termes de cadres d'interprétation. Selon Erving Goffman les cadres sont des « schèmes d'interprétation » qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier, étiqueter » des situations⁵⁸⁷. Transposés à l'action collective par William Gamson⁵⁸⁸, ces cadres permettent de penser des situations sociales, et de réinterpréter des situations perçues comme injustes. Les cadres doivent faire sens pour les acteurs mobilisés mais aussi être suffisamment larges pour rallier de potentiels soutiens.

Cependant, l'engagement collectif ne peut être réduit à un accord autour d'une cause, les cadres d'interprétation permettent au contraire de penser le débat au sein de l'organisation autour des revendications et de leurs différentes interprétations. Lilian Mathieu souligne que les cadres ne sont pas des discours cohérents et démunis de contradiction⁵⁸⁹. Cadrer la cause suscite nécessairement des débats autour des valeurs et des idées défendues par les organisations paysannes. Il existe différentes interprétations d'un même cadre, celles-ci rendent compte des différentes perceptions de ces revendications. La logique de cadre permet de penser les aspects cognitifs, tel que l'appropriation d'une thématique, et discursifs tel que la reformulation de cette thématique. Ainsi, au cours de ce chapitre, il s'agit de comprendre les processus interactifs de construction des causes, c'est-à-dire la manière dont les cadres sont construits, discutés, transformés, remplacés, etc. La comparaison entre les discours internes (tenus dans les réunions, au sein de l'organisation, et à travers les journaux internes) et les discours externes (à destination d'une échelle nationale/internationale, observables dans différents espaces) est une manière d'appréhender ces processus d'adaptation, d'appropriation et de traduction des revendications.

⁵⁸⁷ GOFFMAN Erving, *Frame analysis...Op.cit.*, p 21

⁵⁸⁸ GAMSON William, *Talking Politics,...Op.cit.*

⁵⁸⁹ MATHIEU Lilian, « Rapport au politique,... », *Op.cit.* .

Dès lors, on pourrait schématiser ces mécanismes par deux mouvements simultanés : celui de l'importation de cadres extérieurs (construits dans d'autres contextes, nationaux ou internationaux) et celui de l'exportation de cadres intérieurs (construits par l'organisation). Les leaders paysans tentent ainsi de se positionner à différents niveaux et de faire comprendre leur vision du monde.

On ne peut réduire l'analyse des cadres à une portée stratégiste⁵⁹⁰, puisque si les paysans font preuve de pragmatisme en s'appropriant des discours produits ailleurs, ils sont également engagés dans une lutte de sens. En effet, les processus de cadrage de la cause révèlent des conflits pour définir l'espace de revendication légitime ainsi que les formulations et concepts pertinents. Ainsi, au niveau international les paysans usent de termes consensuels pour attirer l'attention sur la situation colombienne et faire la promotion de leurs choix de développement. Au niveau national, ils tentent de montrer qu'ils sont légitimes et s'opposent à la stigmatisation constante de leurs revendications. Ils cherchent ainsi à se positionner comme des interlocuteurs crédibles mais non crédules. Doug McAdam et Sidney Tarrow⁵⁹¹ détaillent deux processus par lesquels les mouvements locaux ont ainsi recours à des cadrages plus globaux de leurs causes. Le premier processus est celui de l'internalisation, au cours duquel des revendications à caractère national sont dirigées vers des destinataires internationaux. Le deuxième est un processus de cadrage plus global de la cause (*global framing*), les luttes nationales sont formulées en langage international. Une telle imbrication des échelles de revendication (changements de destinataire/adoption d'un cadrage plus international pour des luttes locales) montre ainsi les différents usages qui peuvent être faits des références internationales. Pour comprendre ces mobilisations, il convient donc de re-contextualiser l'usage de ces cadres à la lumière des luttes de sens que mènent les acteurs locaux.

Au cours de ce chapitre, nous postulons que dans le cas des organisations paysannes, la reprise de cadres internationaux ne doit pas être interprétée comme une tentative de participation à un mouvement plus transnational (ni à un changement de

⁵⁹⁰ Lilian Mathieu critique le fait que les cadres d'interprétation soient réduits à un accord autour d'une cause et des visées stratégistes. Les schèmes d'interprétation goffmaniens sont devenus, selon lui, des produits rigides. Il propose ainsi de réifier les aspects cognitifs des cadres. MATHIEU Lilian, « Rapport au politique... », *Op.cit.*

⁵⁹¹ TARROW Sidney, MCADAM Doug, « Scale shift in transnational contention... », *Op.cit.*, p 122.

destinataire). Au contraire, ces réappropriations de discours produits ailleurs marquent l'enracinement d'une stratégie plus nationale des organisations paysannes colombiennes. L'usage de discours produits dans d'autres contextes permet ainsi aux communautés paysannes de re-politiser certains sujets sur la scène nationale.

Pour mettre en exergue les revendications paysannes dans différents espaces, la cause doit rester cohérente au niveau local tout en étant compréhensible aux niveaux national et international, ces mécanismes seront analysés dans une première section. Dans une deuxième section, nous verrons que les divers cadrages des revendications ne laissent pas indemnes les collectifs et ont des effets sur les structures d'organisation et sur le mouvement paysan au niveau national.

SECTION 1/ PORTER LES REVENDICATIONS PAYSANNES A DIFFERENTS NIVEAUX

Se faire comprendre est un enjeu crucial pour les groupes mobilisés. Les paysans que nous avons suivis ont besoin de communiquer pour sensibiliser à l'injustice qu'ils vivent. Ils cherchent par conséquent à porter leurs revendications dans différents espaces, au niveau international, national mais également au niveau local. En effet, ils tentent tout autant d'exporter leurs revendications pour obtenir des soutiens et des changements politiques que d'internaliser, au sein de leur base paysanne, une prise de conscience de la situation des campagnes colombiennes. Or, le langage adopté pour s'exprimer dans ces différents espaces n'est pas le même, et n'est d'ailleurs pas toujours tenu par les mêmes membres de l'organisation. Le plus important reste que ces discours fassent sens, qu'ils entrent en résonance avec les préoccupations, les manières d'être et de penser de leurs interlocuteurs. Jan Willem Duyvendak et Christian Bröer⁵⁹² ont à ce sujet identifié plusieurs processus clé : *focusing*, *internalizing* et *converting*, qui nous permettent de rendre compte des différents positionnements des acteurs paysans. Selon les auteurs, les acteurs mobilisés produisent un discours en même temps qu'ils se

⁵⁹² DUYVENDAK Jan Willem, BROER Christian, « Sensing and seizing opportunities » in GOODWIN Jeff, JASPER James (dir.), *Contention in context: political opportunities and the emergence of protest*, Stanford, Ed Stanford University Press, 2012.

construisent en tant qu'acteurs. Les discours sont des processus d'apprentissage, qui évoluent en fonction des buts poursuivis par les acteurs, et qui peuvent contenir des contradictions. Ainsi, le « *focusing* » permet de mettre l'accent sur une cause précise, en tenant compte des expériences passées et des enjeux dus au contexte. Le but est de cadrer autour de sujets qui vont attirer l'attention et intéresser divers interlocuteurs. Les acteurs sont ensuite amenés à internaliser (*internalizing*) ces nouveaux cadrages, les intégrer dans leurs débats internes et dans leurs pratiques. Enfin, ils « personnalisent » (*converting*) en quelque sorte ce discours venu d'ailleurs, parce qu'il fait écho à certaines choses vécues, et parce que les revendications défendues doivent continuer à faire sens pour le collectif. Ce processus d'apprentissage est parfois explicite, par exemple avec l'adoption de nouveaux discours, mais peut aussi être plus implicite. En effet, les aspects cognitifs sont autant importants que les constructions discursives qui en découlent.

Les questions locales sont omniprésentes même lorsque les paysans « adoptent » un langage international. Pareillement, le niveau international est loin d'être absent lorsque les paysans s'adressent à leur propre base sociale locale. L'imbrication entre les échelons de revendication est toujours aussi prégnante, puisque les paysans s'adressent à plusieurs interlocuteurs. Leurs causes sont par conséquent en constante reconstruction. Cette impossibilité d'analyser les discours locaux et internationaux de manière indépendante est au cœur de cette première section.

Le rapport avec le discours dominant est intéressant à étudier au sein de collectifs mobilisés, parce que cela suggère d'internaliser ce discours, pour en faire une critique, l'éviter sans confrontation ou pour proposer un autre cadre concurrent. Il convient de s'intéresser ici à l'usage que font les acteurs locaux de cadrages internationaux, comment ils les utilisent, ce qu'ils représentent en termes de contrainte et de visibilité. Nous postulons que la polysémie de nombreux cadres permet justement aux acteurs sociaux de profiter de ce « vide définitionnel » pour aborder d'autres sens. Les paysans se livrent ainsi à des jeux d'interprétations (ils donnent ainsi l'impression de parler la même langue que leurs interlocuteurs) et de réappropriations (pour mener un tout autre débat dans la sphère nationale). Renverser le cadre est ainsi une constante des mouvements sociaux, et plus particulièrement en Colombie, où le vaste réseau d'ONG

continue ce qu'elles appellent une opération de « démasquage » de l'image de la Colombie à l'international. De fait, les paysans utilisent des cadres de mobilisation consensuels, que ces derniers soient légitimés par des politiques particulières (à l'exemple de l'année internationale de l'agriculture familiale de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), ou qu'ils valorisent certaines figures (comme celle de la victime) pour porter leurs propres causes. Ces références internationales jouent également un rôle au niveau local. Elles peuvent être utilisées pour asseoir la légitimité d'un collectif ou pour mettre en valeur une revendication locale. Pour cela, elles doivent être comprises, car tous les paysans n'ont pas accès à la maîtrise de ce langage international. Par soucis de cohérence, les leaders paysans ont donc pour tâche de « traduire »⁵⁹³ la cause paysanne au niveau local.

Premièrement, nous analyserons le processus d'appropriation des références linguistiques et des cadres de mobilisation internationaux par les paysans pour asseoir leurs revendications. Puis, deuxièmement, nous tenterons d'analyser un autre processus, moins connu, qu'est celui de la traduction de la « cause paysanne » pour les paysans.

Appropriation et utilisation de discours venus d'ailleurs

Suite aux relations prolongées avec le milieu humanitaire et la coopération internationale, les leaders paysans de l'ACVC et des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó se sont progressivement socialisés au « langage international ». Ils se sont ainsi appropriés des référents internationaux communs pour entrer en contact avec leurs interlocuteurs et pour faire entendre leur cause. Mais, ils en ont également fait leurs propres interprétations. En définitive, ils font un usage particulier de ces cadres, en apparence dominants, pour porter des revendications moins consensuelles et surtout qui leur sont propres. L'usage de ces cadres dominants (*master frames*) permet dans un premier temps d'acquérir une certaine visibilité et des soutiens (financiers entre autres), pour ensuite, dans un deuxième temps, mettre en avant les revendications que les

⁵⁹³ BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation... », *Op.cit.* Sur les questions de traduction, nous renvoyons le lecteur au chapitre 3 au cours duquel nous avons analysé quelques uns de ces processus d'échange entre acteur local et international.

organisations paysannes ont à cœur. Un observateur extérieur considérera que ces citoyens se mobilisent pour des revendications légitimes et reconnues par tous, mais une attention portée aux détails du langage et des mises en pratiques permet de saisir un usage bien particulier de ces discours venus d'ailleurs⁵⁹⁴.

Il est difficile de rendre compte de ces processus d'appropriation et de réinterprétation des enjeux internationaux, tant les causes paysannes sont multiples et évoluent dans le temps. Nous avons ainsi choisi de nous concentrer sur deux cadres d'interprétation qui permettent de rendre compte des différents jeux des leaders paysans pour porter leurs revendications. En jouant sur les formulations, l'ACVC sait par exemple gommer le côté revendicatif de son discours pour réaliser certains projets locaux. Ainsi, un projet comportant les termes clés d'« agriculture familiale », « souveraineté alimentaire », ou encore « développement durable » sera plus à même d'être pris en compte par des coopérants internationaux que si le langage local avait été transposé directement. « Résistance territoriale », « souveraineté sur le territoire » ou encore « lutte anti-impérialiste » ne sont pas des mots employés par leurs principaux interlocuteurs. Les communautés afro-descendantes utilisent également le registre de la protection des « victimes » pour rendre compte de leur situation, mais aussi pour mettre en avant les enjeux derrière cette victimisation, comme les questions culturelles et territoriales. Le cadre est considéré ici de manière plus large, comme une ressource linguistique (autour d'un terme particulier), et comme une présentation de soi (autour d'une figure précise).

⁵⁹⁴ A partir de son étude des mobilisations sociales dans deux villes anglaises, Mario Diani montre les différents usages locaux des références à des luttes globales. Il explique notamment que les « global issues » sont attrayantes pour des acteurs qui veulent se créer un statut particulier. Les références aux luttes globales seront donc plus facilement reprises, selon lui, par des mouvements ayant à la fois un réseau dense entre les organisations et une identité commune. Cependant, si ces références aux enjeux internationaux permettent d'acquérir une visibilité, l'auteur montre aussi comment les mobilisations se traduisent surtout par des actions locales, qui dépendent de contextes bien spécifiques. DIANI Mario, « Cities in the World... », *Op.cit.*, p 65.

De l'agriculture « familiale » à l'agriculture « paysanne »⁵⁹⁵

L'agriculture familiale érigée en modèle et légitimée par la FAO via l'année internationale en 2014 représente un thème d'appel pour l'ACVC dans un contexte de crise agricole mondiale et de marchandisation des ressources naturelles. Le concept d'agriculture familiale est présenté par la FAO comme une « solution » pour faire face aux déséquilibres agricoles mondiaux et à la faim dans le monde. De même, le cadrage « agriculture familiale » apparaît comme suffisamment flexible et inclusif pour que de nombreux paysans s'y sentent affiliés, comme une sorte de cadre cardinal (*master frame*), un dénominateur commun idéal.

Cependant, importée dans le contexte colombien, l'agriculture familiale prend une dimension plus technique et se trouve déconnectée des acteurs locaux. La FAO valorise pendant toute cette année 2014 diverses initiatives locales dans le pays, en faisant la promotion des petites agricultures qui permettent d'assurer l'alimentation du pays.

Les organisations paysannes colombiennes, et plus particulièrement l'ACVC, n'ont de prime abord pas d'affinités particulières avec la FAO, ni même de relations de coopération antérieures avec cette organisation. L'ACVC va utiliser le terme d'agriculture *familiale* d'une autre manière, pour se référer à ce qui est traditionnellement connu en Colombie comme l'agriculture *paysanne*. Etant donné que le « paysannat », *el campesinado*, reflète dans le pays une dimension historique de lutte (pour la redistribution et pour la reconnaissance) qui va bien au-delà de la dimension productive de l'agriculture, l'agriculture familiale est alors réinterprétée ainsi par l'association paysanne. L'ACVC s'approprie le concept, ainsi que les éléments de langage qui accompagnent l'argumentaire de la FAO comme la valorisation de la famille, des petites unités de travail, de la production d'aliments pour subvenir aux besoins de l'unité productive, etc. Il est vrai que l'année de l'agriculture familiale a eu pour objectif de revaloriser des agricultures souvent considérées comme peu productives

⁵⁹⁵ Nous avons eu l'occasion de développer plus particulièrement ce sujet au cours d'un article. ALLAIN Mathilde, BEUF Alice, « L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », *Revue Tiers Monde*, n°220, 2014, p 45-62.

et basées sur des systèmes de production jugés archaïques. Or, la revalorisation de la productivité des petites unités, et l'importance du lien entre la production et l'alimentation correspondent en partie aux conceptions de l'ACVC⁵⁹⁶.

Cependant, le débat international sur l'agriculture familiale, et les projets proposés par la FAO se concentrent surtout sur les aspects techniques de la production agricole et sur l'articulation de ces unités productives aux marchés locaux. Pour une organisation comme l'ACVC, pour qui la dimension politique de la lutte territoriale est essentielle, la proposition de la FAO est bien trop consensuelle. Cet engouement international a d'ailleurs été suivi par le gouvernement colombien qui a profité de l'année 2014 pour lancer son programme d'agriculture familiale⁵⁹⁷. Entre la proposition de la FAO, celle du gouvernement colombien et celle des organisations paysannes colombiennes, on assiste à un consensus apparent, autour d'un terme finalement peu, voire pas défini, dont la porosité semble convenir, mais qui laisse place à de très nombreuses interprétations. Jean-Gabriel Contamin⁵⁹⁸ explique que l'engouement autour d'un mouvement social s'explique en partie par le fait que différents cadres hétérogènes interagissent et que leurs acteurs tentent ainsi de profiter du pouvoir d'attraction d'un mouvement central. Ainsi, si l'ONU définit l'agriculture familiale et lui donne en 2014 une importance, les acteurs participant de cet engouement ont tous des interprétations distinctes de ce concept et rassemblent autour de lui des intérêts et des agendas parfois très divergents.

Dans les discours de l'ACVC, l'agriculture *familiale* se confond très rapidement avec l'agriculture *paysanne*. Cette reprise reflète bien le conflit de sens autour de cette notion, et le conflit politico-social au niveau local et national. La proximité sémantique entre agriculture familiale et agriculture paysanne permet à l'organisation paysanne de jouer sur plusieurs cadres, entre le cadre apparemment neutre mis en avant au niveau

⁵⁹⁶ Il convient de préciser que si la FAO met en avant l'agriculture familiale, celle-ci est déjà présente dans les campagnes latino-américaines. Pour une approche des différentes formes d'agriculture familiale et des politiques publiques récentes voir SABOURIN et al, « Agricultures familiales en Amérique Latine. Emergence, avancées et limites des politiques ciblées », *Revue Tiers Monde*, n°220, 2014, p 23-41.

⁵⁹⁷ La résolution 267 de 2014 crée le programme agriculture familiale considérant que celle-ci concerne les familles dont 75% des revenus proviennent des activités agricoles et dont la main d'œuvre est presque exclusivement familiale.

⁵⁹⁸ CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », communication au colloque du Germm intitulé « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003.

international et le cadre politique au niveau national (puisque la revendication du terme « paysan » s’inscrit dans l’histoire des luttes sociales du pays). Les termes d’agriculture familiale et d’agriculture paysanne peuvent donc, selon le contexte, être employés comme synonymes ou être distingués, pour s’inscrire dans une vision technique du développement dans le premier cas, ou dans une vision politisée dans le second. Ainsi, le cadre d’interprétation de l’agriculture familiale permet à l’ACVC d’aborder à la fois les questions foncières, celles de souveraineté alimentaire, la place du paysannat dans le post-conflit et les questions relatives au modèle de développement économique (notamment les tensions entre politiques agricoles et minières, et entre promotion des investissements nationaux et étrangers).

Les décalages de définition entre ces acteurs internationaux et locaux révèlent les différents processus d’appropriation du cadre dominant par les paysans. Ce fut notamment le cas lors d’un séminaire organisé en octobre 2013 dans le département du Cauca (Sud-Ouest du pays) par la FAO et l’INCODER (Institut Colombien de Développement Rural) et auquel participaient des représentants de plusieurs zones de réserve paysannes dont l’ACVC⁵⁹⁹. Cette rencontre avait pour but de créer une plateforme d’échange des pratiques agro-écologiques entre les différentes zones de réserve paysanne. En préparation de l’année internationale de l’agriculture familiale, l’unité productive de la famille était particulièrement mise en avant par les représentants institutionnels, ce qui était en apparence logique pour les paysans présents, qui, pour la plupart, travaillent en famille sur leurs petites exploitations. Un des ateliers portait sur la réalisation du diagnostic d’une exploitation agricole de la région. Réunis en groupes, les paysans devaient par la suite proposer des solutions pour améliorer la production de cette exploitation familiale⁶⁰⁰. Les différents groupes ont mis en évidence plusieurs problèmes comme le manque d’accès à l’eau, la pauvreté des sols, la présence de fléaux divers nuisant aux cultures, la pauvreté de l’alimentation pour les volailles et l’existence

⁵⁹⁹ Nous sommes invitée par l’organisation paysanne d’Inza-Tierradentro (ACIT) à assister à ce séminaire. L’ACIT reçoit les délégations de paysans de tout le pays, des zones de réserve paysannes constituées et en cours de constitution, ainsi que des membres de l’INCODER, de l’ANZORC et de la FAO. Ce séminaire d’une semaine est ponctué par des ateliers divers, des conférences, et des rencontres avec les paysans de la région. Observations participantes, Inza, Cauca, octobre 2013.

⁶⁰⁰ Les propriétaires de la ferme présentaient aux groupes leurs activités, et exposaient aussi leurs difficultés. Le but était de pouvoir avancer des solutions pour améliorer les revenus et la productivité de l’exploitation.

d'un conflit territorial. Le dernier élément est celui qui a suscité le plus de débats. Les animateurs de la FAO recommandaient de ne pas faire apparaître cette problématique dans le compte rendu, justifiant que l'exercice devait pouvoir aider le paysan à améliorer sa production, de manière individuelle et à l'échelle locale. De nombreux groupes ont insisté pour faire apparaître ce problème qu'ils jugeaient central. Face à ces conversations, parfois virulentes, les animateurs de la FAO étaient plutôt mal à l'aise et essayaient de ramener le débat sur les solutions techniques à apporter. Cependant, la prévalence d'un conflit territorial dans le Cauca a soulevé d'âpres débats entre différents membres de ZRC qui insistaient sur le problème foncier. Les groupes ont formulé celui-ci de diverses manières : « conflit territorial », « manque de sécurité sur la terre », « titre de propriété », « permanence sur le territoire ». Ils insistaient sur le fait que sans la terre le paysan ne pouvait pas penser à long terme les autres problèmes identifiés.

Photos n°13 et 14. Atelier d'identification des problèmes de la finca.



Source : Mathilde Allain, 2013.



Source : Mathilde Allain, 2013.

Malgré un consensus autour de l'agriculture familiale, la question de l'accès à la terre et des conflits territoriaux est omniprésente pour les communautés paysannes locales. En effet, le processus de cadrage n'est pas seulement l'apanage des « producteurs » du concept (ici la FAO), mais aussi le fait des leaders locaux qui cherchent à utiliser cette thématique selon les besoins identifiés à partir de leur expérience locale. On aurait ainsi, selon Jean-Gabriel Contamin, une « rencontre de deux « stratégies » plus ou moins conscientes : celles d'entrepreneurs « centraux » qui cherchent à élaborer un cadre assez ouvert pour que chacun puisse s'y retrouver et apparaître comme concerné ; et celle d'entrepreneurs « locaux » qui contribuent à ce rapprochement des cadres en acclimatant le cadre central à des configurations locales et en facilitant la construction du « concernement » des mobilisés potentiels »⁶⁰¹. L'ACVC utilise par exemple les ressentis exprimés par les paysans autour de la prégnance des conflits territoriaux pour mettre en avant la défense d'une agriculture paysanne.

Le cadrage « agriculture paysanne » ne constitue pas vraiment un contre-cadrage puisque les leaders de l'ACVC montrent, au contraire, qu'ils savent tirer parti de la résonance d'une formulation et de l'aura internationale qu'elle apporte pour faire passer leur message. L'ACVC utilise un cadre dominant pour affirmer un cadre plus alternatif. Dans son étude des mouvements altermondialistes, Jean Gabriel Contamin

⁶⁰¹ CONTAMIN Jean-Gabriel, « Les mobilisations altermondialistes... », *Op.cit.*, p 19.

montre que des mouvements au ton plus radical s'expriment en adoptant un cadre plus général et consensuel, dans ce qu'il appelle une opération de « blanchiment politique ». L'auteur explique que les mobilisations altermondialistes, qui ont suivi les manifestations de 1995 en France, ont paradoxalement gommé de leurs discours toutes les connotations politiques, qui étaient pourtant centrales dans ces premiers mouvements, pour adopter un cadre plus général. Il montre que les mobilisés ont réduit « le caractère partisan et « extrémiste », en en retirant notamment sa dimension marxiste »⁶⁰². Le rattachement de l'ACVC et d'autres organisations paysannes au cadre de l'agriculture familiale peut être vu comme une opération de blanchiment politique, puisqu'elle permet à ces organisations, souvent stigmatisées pour leur radicalité, d'accéder à d'autres espaces (par exemple de rallier des acteurs plus urbains à qui le ton marxiste rappelle trop les luttes armées).

Dans l'analyse de Jean Gabriel Contamin, le lissage des cadrages marxistes a contribué à terme à une exclusion des associations les plus politisées du mouvement altermondialiste, alors même que c'était le cadre principal des mobilisations initiales⁶⁰³. Au contraire, dans le cas de l'ACVC, l'accès à ce cadre international (en apparence moins politisé) permet de re-politiser le terme d'agriculture familiale au niveau national. Les échanges entre les acteurs de la FAO et les paysans lors du séminaire dans le Cauca montrent qu'il existe un accord de principe autour de l'agriculture familiale (n'oublions pas que le séminaire portait notamment sur les pratiques agro-écologiques) mais laissent apparaître un réel conflit dans les solutions à apporter. Alors que le terme de l'agriculture familiale utilisé par la FAO propose des solutions productives à la famille et à l'unité agricole familiale, les paysans de diverses régions insistent sur l'ampleur d'une telle question en Colombie. Certains paysans proposent même comme solution la grève générale pour exiger de meilleures conditions de production, et une manifestation des différents secteurs. L'atelier échappe progressivement aux animateurs de la FAO qui n'avaient pas prévu ce genre de « solution » : l'agriculture paysanne est *in fine* très politisée dans le cadre national. Ces mêmes mécanismes ont été observés par d'autres

⁶⁰² *Idem.*, p 17.

⁶⁰³ La comparaison entre la liste des premières organisations signataires de l'appel des « Autres voix de la planète » et la liste des organisations fondatrices de l'association Attac mène au constat de la suppression des organisations les plus politisées. *Idem.*, p 17.

études autour des enjeux sur la « faim dans le monde ». Delphine Thivet⁶⁰⁴ montre par exemple comment le terme de la souveraineté alimentaire est utilisé par la Via Campesina pour porter des revendications éminemment politiques.

Cependant, il ne fait pas réduire la mobilisation autour de ces concepts à leur aspect stratéliste, en ce sens que les acteurs chercheraient à maximiser, de manière rationnelle, leur visibilité. Il faut également réintégrer l'aspect cognitif de l'introduction d'un tel concept dans un contexte autre que celui de sa définition⁶⁰⁵. Les acteurs locaux ne sont pas en attente d'une solidarité internationale providentielle qui s'imposerait avec ses propres concepts. Au contraire, les paysans de l'ACVC s'approprient ces concepts et les adaptent, les traduisent en langage local, et les mettent en parallèle avec leurs propres perceptions. L'agriculture paysanne fait sens au niveau local avec les revendications défendues par les paysans. Un mécanisme similaire est observable autour de la figure de la victime dans le Bas Atrato.

L'opportunité de se revendiquer « victime »

Au cours des chapitres précédents, nous avons vu que les communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó ont été amenées à se présenter très rapidement à des acteurs extérieurs afin de bénéficier d'une protection. Le cadre de la victime s'est ainsi imposé aux communautés en besoin de protection, alors même que l'organisation collective en tant que telle n'était pas encore totalement constituée. Le cadre de mobilisation apparaît ainsi avant même les mobilisations de ces communautés. Par la suite, elles tentent de conserver l'attrait de la figure de victime tout en positionnant d'autres revendications, mais font face à quelques difficultés pour faire comprendre leur cause.

Déplacées dans les villes et dans les campagnes, les familles ont été très rapidement désignées comme des victimes, terme qu'elles ont repris pour assurer leur protection, mais leur position, en tant qu'organisation paysanne, était encore indéfinie.

⁶⁰⁴ THIVET Delphine, « Des paysans contre la faim. La "souveraineté alimentaire", naissance d'une cause paysanne transnationale, *Terrains & travaux*, n° 20, 2012, p 69-85.

⁶⁰⁵ JOHNSTON Hank, « Methodology for Frame Analysis: From Discourse to Cognitive Schemata », in JOHNSTON Hank, KLANDERMANS Bert, (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p 217-246.

Elles ont longuement hésité sur la manière de se rassembler, sur la forme de mobilisation et sur leur identité collective⁶⁰⁶. Le cadre de victime semblait correspondre à l'urgence de la situation et au besoin de visibilité, un cadre qui a d'ailleurs été confirmé par de nombreuses procédures juridiques. Les mesures de protection prises par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, puis l'exceptionnalité de la procédure de restitution mise en place par la Cour Constitutionnelle concernant ces territoires, ancrent la reconnaissance de leur situation en tant que victimes du conflit. De 2003 à 2012, on voit ainsi apparaître les communautés comme un cas « emblématique » de restitution des terres. En effet, ces communautés cumulent une procédure de restitution dans un contexte de violence et des difficultés liées à la reconnaissance de droits spécifiques d'une population historiquement marginalisée. Les communautés concentrent ainsi tous les maux de la Colombie, considérées comme un cas d'école au niveau national, et un cas d'étude bénéficiant d'une grande visibilité internationale. De plus, l'adoption de la loi des Victimes (loi 1448) de 2011 fait exister une nouvelle catégorie, et crée un statut national de « victime ». Ce cadre national apparaît comme très protecteur pour ces populations, qui, en tant qu'afro-descendantes, victimes du conflit, et bénéficiaires d'une procédure particulière de restitution, peuvent compter sur de nombreux appuis juridiques. Tout cela, cumulé à une attention internationale plus vive, contribue à définir le cadre de mobilisation des communautés afro-descendantes de ces deux bassins. Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó se saisissent de ce cadre victimaire.

Cependant, plus qu'un *statut* de victime, les communautés du Bas Atrato ont développé une *identité* de victime⁶⁰⁷. Au vu de la situation humanitaire qu'elles vivent, mettre en avant leur identité victimaire relève d'une stratégie de survie dans ce contexte hostile : rappeler qu'elles ont été victimes d'un déplacement c'est aussi conserver pleinement la mémoire des proches disparus et c'est rappeler que cette situation perdure. Les événements violents passés sont ainsi réinterprétés à l'aune des événements actuels

⁶⁰⁶ Nous faisons référence aux débats qui ont porté sur les communautés de paix et sur le rôle des communautés « en résistance » jusqu'à la création des zones humanitaires. Nous renvoyons le lecteur au chapitre 1 pour appréhender l'évolution des formes organisationnelles des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó.

⁶⁰⁷ PEDROT Florian, « Être ou devenir victime ? Le cas des surirradiés », *Politix*, vol 106, 2014, p 189-210.

pour continuer à dénoncer une situation jugée alarmante⁶⁰⁸. Le but est de faire comprendre aux interlocuteurs que la violence continue, et que les communautés sont toujours menacées. Les récits d'une partie de la population qui ne s'est pas déplacée pendant les violences et qui est restée cachée dans la forêt pendant plusieurs années, les résistants, dont nous avons pu analyser précédemment les ressorts mobilisateurs, jouent un rôle important.

Les ONG qui accompagnent les communautés afro-descendantes incitent la réalisation de reportages vidéo, d'enregistrement d'émission de radio, à la réalisation de recueils de souvenirs, etc. La parole des victimes est mise en valeur au niveau national, et présentée ainsi au niveau international⁶⁰⁹. Les membres des zones humanitaires adoptent dès lors une manière très particulière de raconter, de dire les violences dans ces documents destinés à « l'extérieur » qui témoignent d'un travail sur la portée du témoignage. Elles savent ce qu'elles doivent raconter, omettre, comment le dire et comment se présenter. La construction de « maison de la mémoire » dans chacune des zones humanitaires rend également compte de ce travail.

⁶⁰⁸ OSTRIITCHOUK ZAZULYA Olha, « Des victimes du stalinisme à la nation victime : De la commémoration en Ukraine (1989-2007) », *Le Débat*, n° 155, 2009, p 141-151.

⁶⁰⁹ Nous faisons référence ici aux nombreux documents produits par les ONG (notamment la CIJYP) et par les divers ONGI qui ont eu connaissance du cas de ces communautés. Les recherches de Sarah Gensburger montre comment se construisent des référentiels de victimes, qui circulent par la suite et généralisent des images victimaires. GENSBURGER Sarah, « Voir et revoir le passé. Retour sur une exposition historique à visée commémorative. », *Critique Internationale*, n°68, 2015, p 81-99.

Photo n°15. Maison de la mémoire de Nueva Esperanza, Jiguamiandó



Source : Mathilde Allain, 2013.

On peut lire : « Maison de la mémoire. 1996-1997 déplacement massif forcé et massacre par la stratégie paramilitaire de l'État. Justice pour les victimes.

Cependant, si les leaders des communautés se présentent officiellement comme des victimes, ils confient, au cours des entretiens adopter une certaine distance entre le cadre victimaire mis en avant à l'extérieur et le cadre dans lequel s'inscrit la lutte locale. En effet, face aux politiques de réparation, les communautés de Jiguamiandó et Curvaradó se montrent partagées : d'un côté la situation sociale des habitants les poussent à accepter des réparations financières, mais d'un autre côté, celles-ci sont critiquées comme étant trop faciles, trop rapides ou inexistantes. Un membre d'un conseil communautaire de Jiguamiandó rend ainsi compte des procédures qu'il a entrepris pour obtenir une réparation auprès de l'Unité des Victimes :

« Une Unité des Victimes est apparue, une « je ne sais quoi » des victimes, ils m'ont fait aller d'ici à Apartadó, et personnellement, jusqu'à maintenant, ils ne m'ont rien donné. L'autre jour, ils m'ont envoyé à Bajira, je lui ai dit [au responsable de l'unité des victimes], je viens mais je vais vous dire un truc, je ne suis pas en train de vous demander quelque chose, si vous me dites que vous allez me donner quelque chose, donnez la moi, et sinon ne me faites pas dépenser ce qui est à moi pour aller jusqu'à là-bas. Mais, moi, d'ici je

suis parti à Apartadó avec la Commission de Justice et Paix [CIJPYP], on est arrivés là-bas et rien. Ensuite, ils m'ont donné rendez-vous deux mois après, apparemment maintenant ils avaient des ressources, et je ne sais plus quoi d'autre. Je suis revenu ici, puis je suis allé encore là-bas, et le monsieur n'était pas là. L'autre jour à Bajira, je leur ai dit, je viens, mais pour discuter, parce que je ne demande pas l'aumône, Dieu m'a donné la possibilité d'avoir une ferme, de pouvoir travailler, et d'avoir à manger, mais ne venez pas me mentir comme on ment à un petit chien, parce que le gouvernement s'habitue à nous mener en bateau quand il le veut. Moi, je ne suis pas là pour ça. »⁶¹⁰

Si le cadrage victimaire permet aux membres des communautés de bénéficier d'une visibilité et d'une protection juridique, dans les faits, les victimes n'obtiennent pas toujours réparation. De plus, la peur de la « perte » du statut de victime, (une fois que la victime est indemnisée) est aussi celle de perdre l'opportunité de mener des recherches sur les faits, de comprendre les violences et de dénoncer. En effet, la position de victime a permis aux communautés d'acquérir un statut de dénonciatrices. En se posant comme des témoins des violences subies et actuelles sur leurs territoires, les communautés afro-descendantes cherchent à dénoncer les raisons économiques et politiques qui les ont menées à fuir leurs territoires. Le témoignage leur permet de porter des revendications⁶¹¹, alors que la position de victime les cantonne dans un état de fait⁶¹².

Les leaders de Jiguamiandó et de Curvaradó tentent ainsi de profiter du cadre de la victime pour l'élargir à d'autres enjeux qui les touchent. Ils ne veulent pas être considérés comme des victimes en attente d'une réparation, comme le rappelle ce leader de Jiguamiandó, cette situation d'attente les rabaisse (« je ne demande pas l'aumône ») en tant que paysans habitués à être autonomes sur leur terre (« Dieu m'a donné la possibilité d'avoir une ferme, de pouvoir travailler »). Les leaders veulent pouvoir montrer que derrière la victime, il y a des citoyens qui tentent de se faire entendre pour

⁶¹⁰ Entretien avec un membre du bassin de Jiguamiandó, novembre 2013, zone humanitaire de Camélias.

⁶¹¹ Sur les liens entre le statut de victime et l'action collective : LATTÉ Stéphane, *Les « victimes », la formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2008 ; LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian (dir.), *Mobilisations des victimes... Op.cit.* Nous avons montré, dans une première partie de ce travail, comment les communautés afro-descendantes utilisaient leur statut de témoin pour construire leur revendication sur leurs territoires.

⁶¹² AGIER Michel, « La force du témoignage... », *Op.cit.*. Le témoignage permet aux victimes de construire un récit local, puis de constituer réellement cette figure du « témoin ».

que leurs droits soient respectés. Ils ne veulent pas être vus comme les victimes collatérales d'un conflit mais comme les principales cibles d'une politique économique qui souhaite, selon eux, les expulser de leurs terres. C'est parce qu'ils sont des paysans installés sur ces terres qu'ils sont précisément devenus victimes du conflit. Par ce recadrage du discours victimaire, ils tentent ainsi d'élargir le statut de victime pour aborder les sujets liés à l'économie agricole et à la question foncière, mais cette extension de cadre est difficile.

En effet, pour rendre intelligible une cause locale, les leaders doivent aussi s'adapter pour cadrer avec les attentes et les perceptions de la victime au niveau international. La dynamique internationale n'est à ce titre pas exempt d'effets puisque l'internationalisation croissante des victimes et la recherche de soutiens internationaux poussent sans cesse les acteurs locaux à se positionner sur ce que Guy Nicolas appelle un « marché victimaire »⁶¹³. Les acteurs victimes doivent en permanence assurer une certaine « cote victimaire » pour glaner des soutiens. Cette dynamique pousse, selon lui, à l'accumulation de tragédies puisque la solidarité internationale fondée sur un élan de compassion doit être « activée ou ciblée sur telle ou telle situation de victimisation pour être efficace »⁶¹⁴. De même, selon Béatrice Pouligny, « ceci renvoie à une seconde difficulté, propre à l'approche humanitaire, qui repose sur une double distinction victimes / bourreaux et civils / militaires, autant de catégories conçues de façon homogènes et globales. L'intervention et l'aide qui l'accompagnent sont largement basées sur la figure de la victime civile, passive et déconnectée de toute réalité socio-politique »⁶¹⁵.

Les communautés afro-descendantes du Curvaradó et du Jiguamiandó sont ainsi dans un entre-deux discursif. D'un côté, elles entreprennent un lissage du discours revendicatif et politique pour faire valoir une image de population civile en danger et continuer à faire appel à une aide humanitaire. On observe cela à travers les rapports des ONG qui évoque la situation des communautés, ou lorsque celles-ci rencontrent des partenaires internationaux à l'étranger. D'un autre côté, elles valorisent leur identité de

⁶¹³ NICOLAS Guy, « De l'usage des victimes dans les stratégies politiques contemporaines » *Cultures et Conflits*, n°8, 1992, Disponible en ligne, consulté le 4 avril 2015, URL : <http://conflits.revues.org/531>

⁶¹⁴ *Idem.*, p 9.

⁶¹⁵ POULIGNY Béatrice, « La communauté internationale face aux crimes de masse : les limites d'une communauté d'humanité », *Revue internationale de politique comparée*, vol 8, 2001, p 93-108, p 101.

victime pour dénoncer l'injustice qu'elles subissent dans une certaine forme de politisation de leur situation. Le discours des leaders peut alors paraître paradoxal puisqu'ils exigent des protections nationales de l'État colombien et dans le même temps, ils continuent à dénoncer le rôle de l'État dans les violences passées et actuelles (i.e. le rôle de l'armée dans le déplacement puis la perpétuation des investissements économiques sur les territoires des communautés). Les leaders font donc des choix, en adaptant leurs postures au gré des interactions avec les partenaires internationaux et nationaux. Sans pour autant tomber dans le stratégisme que suggèrent parfois ces réflexions, il est important de prendre en compte le besoin de visibilité de ces communautés, et les différents cadrages nécessaires pour faire connaître leur situation. Ce n'est qu'avec l'aide de nombreux interlocuteurs que les communautés parviennent à verbaliser toute la complexité de leur situation. Ils mettent ainsi à distance l'image de la victime neutre, tout en restant dans le cadre victimaire.

A travers deux exemples de cadrage, d'un côté autour de l'agriculture familiale, de l'autre autour de la figure de victime, nous avons montré que les paysans colombiens savent utiliser les discours venus d'ailleurs pour exprimer leurs revendications. En s'appropriant des termes plus consensuels et plus facilement compréhensibles par leurs interlocuteurs, les paysans colombiens amplifient les cadrages et leur donnent une autre valeur. L'ACVC semble maîtriser l'usage d'un cadre international pour le redéfinir selon ses propres revendications, et les communautés afro-descendantes tentent de profiter d'un cadre attractif comme celui de la figure de victime. Or, les deux organisations n'ont ni les mêmes origines ni les mêmes ressources internes pour ces adaptations discursives. Les communautés afro-descendantes peinent à sortir du cadre victimaire qui leur a permis de se constituer en tant que collectif et en tant que cas emblématique de restitution des terres. L'ACVC mobilise d'autres alliés autour de son cadrage original de l'agriculture familiale pour politiser cette question au niveau national.

Une autre différence importante a trait à la place de ces cadrages dans les différents positionnements locaux, nationaux et internationaux des collectifs. Pour les communautés du Bas Atrato, la figure de victime est à la base de l'identité collective et

à la base de leur visibilité internationale. Ce cadre est par conséquent utilisé à tous les échelons de mobilisation, du local à l'international en passant par le national. Au contraire, en ce qui concerne l'ACVC, les subtilités des jeux entre agriculture *familiale* et *paysanne* sont l'apanage de quelques leaders qui naviguent entre ces niveaux de revendication. Pour l'association paysanne de l'ACVC, il est alors nécessaire de « traduire » ce changement de cadrage pour la base sociale de l'organisation.

Traductions locales d'enjeux internationalisés

Les jeux de cadrage de la cause paysanne sous-entendent la maîtrise de différents niveaux de mobilisation, et l'adaptation de la parole à différents interlocuteurs. Les organisations paysannes disposent pour cela de plusieurs ressources, et notamment de leaders multi-positionnés qui sont capables de naviguer dans ces différents univers sociaux et de se faire comprendre⁶¹⁶. Ces leaders se sont imprégnés des cadres de mobilisation connus à l'international, et se sont aussi appropriés, parfois de manière sommaire, d'autres luttes internationales. Leurs capacités discursives leur permettent de faire évoluer les collectifs paysans et de porter la cause paysanne dans d'autres espaces.

Cependant, ces compétences ne sont pas le fait de tous les membres de l'organisation, nous avons évoqué à plusieurs reprises l'importance des ancrages locaux des paysans. En effet, certains leaders ont accès à l'information et se nourrissent des luttes construites dans d'autres espaces mais ce n'est pas le cas de la majorité des paysans de l'association⁶¹⁷. L'organisation paysanne est à la fois locale et perméable aux influences internationales. L'ACVC est l'interface entre ces différents niveaux. D'un côté, elle a recours à des luttes internationales pour mobiliser sa base sociale et motiver l'action locale. D'un autre côté, elle doit également traduire à sa propre base sociale les causes défendues au niveau international. L'intérêt de cette partie est ainsi d'explorer la présence de référents internationaux au niveau local, de comprendre comment le niveau international est ainsi valorisé dans les villages du Cimitarra pour devenir un argument mobilisateur.

⁶¹⁶ Nous faisons écho ici au chapitre 4.

⁶¹⁷ Nous ne revenons pas ici sur l'ancrage local des perceptions des paysans, que nous avons explicité au cours du chapitre 1.

Premièrement, une attention particulière portée aux journaux de diffusion interne de l'ACVC montre la réutilisation des luttes internationales au niveau local par l'association paysanne. Puis deuxièmement, les réunions internes entre l'ACVC et les villages rendent compte de tout un travail de « traduction » de la cause paysanne aux paysans.

La réutilisation locale des luttes internationales

Les références au contexte international apparaissent parfois là où on ne les attendait pas forcément. En analysant les communications internes et plus particulièrement le journal interne de l'ACVC, on remarque l'importance croissante des références à des luttes construites dans d'autres contextes politiques. On constate tout d'abord un certain phénomène d'importation de luttes étrangères dans les campagnes du Magdalena Medio. Toutes les modalités du débat international ne sont pas retranscrites et c'est surtout la posture contestataire de ces luttes qui est retenue au cours des articles. Les références au Venezuela, à la lutte des Palestiniens, mais aussi à d'autres sujets plus surprenants, comme la crise ukrainienne, sont des occasions pour les leaders paysans de réaffirmer une opposition à l'impérialisme américain et européen et de montrer aux paysans colombiens qu'ils ne sont pas les seuls à lutter. Les parallèles avec la situation colombienne ne sont jamais explicites, mais le choix des sujets et surtout des mots témoigne d'une production intellectuelle très locale réalisée à partir d'un sujet importé. Donatella della Porta et Sidney Tarrow parlent d'un processus de « domestication » (*domestication*)⁶¹⁸ lorsque les acteurs internalisent des conflits produits dans d'autres contextes nationaux. Dans notre cas, les acteurs ne changent pas seulement d'échelle, ils

⁶¹⁸ DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.) *Transnational protest... Op.cit.*, p 4-5. Ce terme est un synonyme du processus d'« internalisation » exposé par les auteurs en introduction de leur ouvrage. Ils le définissent comme le fait de recourir, dans le cadre national, à un conflit qui a ses origines ailleurs. Cette question est notamment abordée par des travaux qui portent sur les mobilisations contre certaines dispositions de l'Union Européenne, les mobilisés s'adressant alors à leurs gouvernements nationaux en utilisant un discours d'opposition aux mesures européennes. On retrouve une autre définition de ce terme reprise par Kathryn Sikkink dans le même ouvrage. Dans le cadre d'une lutte locale, la « domestication » s'apparenterait, selon elle, au fait d'avoir recours à l'usage d'une institution internationale pour créer des opportunités de mobilisation dans le cadre national (p 152). Nous allons au-delà de cette définition pour parler d'une réelle *traduction* des luttes produites ailleurs. SIKKINK Kathryn, « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition », in DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (dir.) *Transnational protest... Op.cit.*, p 151-173.

s'approprient la lutte conçue ailleurs pour justifier leur propre engagement local. Ainsi, ils s'inspirent non pas de la lutte en elle-même mais de ce qu'elle représente dans le contexte colombien et pour les paysans mobilisés. Pour transmettre des revendications et renforcer la légitimité des paysans dans leur lutte, l'ACVC use ainsi de son expérience internationale dans un tout autre sens.

L'ACVC dispose de différents moyens pour communiquer, vers l'extérieur et avec « ses » campagnes. Suite à la création de Prensa Rural par César Jérez et d'autres membres de l'ACVC, l'organisation paysanne a développé une équipe de communication importante. Le portail internet de Prensa Rural rassemble des articles d'opinion publiés par des leaders sociaux et des journalistes indépendants, ainsi que les communiqués des organisations paysannes en Colombie. A raison de 5 à 6 articles par jour, la plateforme est très active. Tous les comptes rendus d'assemblées, les appels à la mobilisation, les dénonciations, les prises de position des organisations paysannes y sont relayés. Le petit groupe à l'origine de ce média indépendant a également contribué à la création d'une radio, Contagio Radio, dont les studios sont hébergés dans les locaux de l'ONG CIJYP (la même ONG qui accompagne les communautés afro-descendantes). Cette radio est animée par des étudiants en journalisme, des professionnels et des militants, pour la plupart proches de l'ONG⁶¹⁹. L'ACVC publiait à ses débuts une revue intitulée *La Marcha*. Mais son édition, plus coûteuse, ainsi que son format long n'ont pas été jugés adaptés aux lecteurs paysans. C'est ainsi que le journal *Tierra* l'a remplacé. Ce journal interne est diffusé dans les différents villages et distribué aux partenaires régionaux de l'ACVC à Barrancabermeja. Le journal comporte différentes sections, « régionale » qui met en avant les actualités paysannes dans le reste du pays, « nationale » qui aborde les débats nationaux sur les questions agraires, et « internationale ». Ce sont ces pages internationales qui ont suscité notre intérêt. Elles n'existaient pas dans les versions de la revue *La Marcha*, pourtant celle-ci était plus longue. En effet, la « section internationale » devient plus importante dans les dernières

⁶¹⁹ La radio a plusieurs programmes ; musicaux, d'information, mais aussi des séquences de reportage qui mettent en avant la parole des communautés paysannes. Par exemple, lors du retour des communautés sur leurs terres dans le Bas Atrato, ou lors d'une décision juridique favorable aux afro-descendants, nous avons pu observer les échanges entre la radio et les leaders de ces communautés. Contagio Radio envoie parfois un journaliste mais le plus souvent ce sont directement les membres de l'équipe de terrain de l'ONG qui se chargent d'enregistrer les témoignages pour les transmettre à la radio.

versions de *Tierra*. Alors qu'en 2011 seul un article y était consacré, en 2014 on compte parfois jusqu'à 4 articles concernant les pages internationales, ce qui n'est pas négligeable pour un journal local destiné aux paysans du Cimitarra. A partir d'un échantillon de journaux (de 2011 à 2014) nous retenons quatre exemples qui illustrent un autre aspect de la localisation de l'international, et les différents cadrages de la cause paysanne au niveau local.

Dans l'édition de janvier/mars 2014, un article est consacré à la CELAC⁶²⁰ (Communauté d'États latino-américains et Caraïbes), et est intitulé « le deuxième sommet de la CELAC a dessiné le chemin vers la Grande Patrie ». La *Patria Grande* fait écho au projet d'union latino-américaine du *libertador* Simon Bolivar. L'article met en avant le fait que de nombreux pays latino-américains demandent le retrait des bases américaines et britanniques en Amérique latine pour garantir l'indépendance du continent. L'auteur de l'article insiste ainsi sur l'importance des relations Sud/Sud et des réunions latino-américaines sans la présence des États Unis.

On retrouve également ce discours contre l'impérialisme américain dans les nombreux articles qui portent sur le Venezuela. Nous avons déjà remarqué, en de nombreuses occasions, les affinités idéologiques entre le régime chaviste et l'ACVC (les portraits de Chavez et Maduro sont par exemple accrochés à côté de ceux de Bolivar dans les nombreux bureaux de l'ACVC). En 2014, lors des manifestations au Venezuela contre le pouvoir de Maduro, le journal *Tierra* critique vivement les manifestants et minimise les mobilisations étudiantes. Cette position peut paraître surprenante provenant d'un mouvement social ayant lui aussi subi ces dévalorisations. L'auteur de l'article remet clairement en cause la légitimité des manifestants, la cohérence de leurs propos, le but recherché, et parle d'une « manipulation médiatique ». Selon l'auteur, les manifestants veulent montrer un pays en crise et en pénurie alors qu'ils « ont des vêtements de marque, des téléphones dernière génération et attaquent la force publique avec des balles de golf »⁶²¹. L'article relaie plus généralement la position du gouvernement vénézuélien, à savoir que la droite n'a aucune solution à apporter à la

⁶²⁰ La communauté d'États latino-américains et Caraïbes a été créée officiellement en 2011 à Caracas (Venezuela). Elle exclut le Canada et les États Unis ainsi que les territoires outremer européens. Cette alliance régionale cherche à concurrencer l'OEA (Organisation des États Américains).

⁶²¹ *Tierra*, janvier/mars 2014, p 22, Traduction Personnelle.

crise et qu'elle menace de faire un coup d'État contre le président légitimement élu. L'opposition de classe est clairement mise en avant, entre de « riches manifestants qui menacent l'ordre public » et manipulent les informations, et un pouvoir proche du peuple et légitimement élu.

Si la position pro-vénézuélienne de l'ACVC surprend peu, d'autres articles d'opinion rencontrés dans les pages de *Tierra* déconcertent plus. Ces derniers portent surtout sur des conflits en dehors du continent américain. Les contextes étrangers ne sont pas contextualisés, les conflits peu explicités, mais servent à énoncer des opinions radicales. Un article de 2014 intitulé « Qu'est ce qui se passe en Ukraine ? »⁶²² exprime notamment une opinion très tranchée sur les manifestations ukrainiennes. Pour l'auteur, l'identité des Ukrainiens est bafouée par les intérêts capitalistes de l'Union Européenne et des États-Unis. L'article poursuit cette dichotomie entre un peuple en lutte pour ses droits et les intérêts économiques: « c'est un fait qu'aujourd'hui les liens historiques entre les peuples russes et ukrainiens sont minés, et que jusqu'à maintenant les intérêts économiques des élites européennes occidentales ont été placés au dessus des intérêts des travailleurs »⁶²³. En définitive, l'article est assez flou sur le contexte politique en Ukraine, et est incompréhensible pour un paysan du Cimitarra non familiarisé avec l'histoire européenne. Or, nous savons que de nombreux membres de l'ACVC ont voyagé et connaissent bien l'Europe, ils ont les capacités s'ils le souhaitent, de transmettre ces connaissances. Le but de ces articles est surtout de rendre compte d'une lutte d'un peuple opprimé (les travailleurs ukrainiens) pour la reconnaissance de sa culture, et une manière d'affirmer, encore une fois, une opposition à l'impérialisme (ici européen et américain).

Cette importation d'un conflit extérieur sert à renforcer l'esprit de résistance des paysans et non à rendre compte d'une situation étrangère. Les éléments contextuels ne sont jamais retransmis, seule l'opinion des auteurs est exprimée. Un autre article de l'édition d'avril/juillet 2014 signé par le Front Populaire de Libération de la Palestine⁶²⁴

⁶²² *Tierra*, Janvier/mars 2014, p 23, Traduction Personnelle.

⁶²³ *Tierra*, janvier/mars 2014, p 23, Traduction Personnelle.

⁶²⁴ Créé en 1967 le FPLP est un parti marxiste palestinien issu du mouvement des nationalistes arabes. Le FPLP s'oppose à l'Autorité Palestinienne et prône une position jugée plus radicale, celle d'un seul État démocratique

suit la même logique. Ce communiqué dénonce un bombardement de l'armée israélienne dans la bande de Gaza ainsi que la complicité des États-Unis et des pays occidentaux en général dans leur soutien à l'État Israélien qui opprime un peuple légitime sur son territoire. Le lien entre la cause palestinienne et la critique du capitalisme est mise en avant à plusieurs reprises, cependant, il n'y a aucune contextualisation du conflit israélo-palestinien (l'article évoque d'ailleurs plusieurs tensions au sein des mouvements palestiniens, des détails que sont peu susceptibles de connaître les paysans colombiens de la vallée du fleuve Cimitarra). Le ton belliqueux de l'article, qui appelle à la résistance armée, est même à contre-sens de la première page de cette édition de *Tierra* qui titre « No más guerra » (« Plus de guerre »). Cependant, il ne faut pas voir dans cet article une volonté de faire connaître la situation palestinienne ni celle d'affirmer une sorte de soutien au Front Populaire de Libération de la Palestine. Au-delà des affinités idéologiques entre cette organisation et l'ACVC, (le FPLP exerçait notamment une certaine attraction sur les mouvements de gauche en Amérique Latine⁶²⁵ dans les années 1960 à 1980), les contextes sont très différents et il n'existe aucun contact entre ces deux organisations. L'écho des luttes palestiniennes permet à l'ACVC de mettre en avant le cas d'un peuple qui lutte pour ses droits légitimes contre une force d'occupation. La « question palestinienne » est d'ailleurs un sujet très présent dans les forums altermondialistes latino-américains, et est partie prenante d'une rhétorique d'affirmation, et d'autonomie contre l'impérialisme américain. Cecilia Baeza⁶²⁶, qui a travaillé sur la place de la question palestinienne dans les relations internationales en Amérique Latine, montre que les positionnements des diplomaties latino-américaines vis-à-vis du Moyen Orient sont d'ailleurs souvent utilisés à des fins symboliques. Elle explique que le conflit israélo-palestinien, et plus précisément la condamnation de l'offensive militaire israélienne, sont une manière d'exprimer des valeurs de gauche et une autonomie en matière de politique étrangère. Dans le contexte d'une publication

palestinien pour les Juifs et les Arabes. Bien qu'il soit officiellement désigné comme une organisation terroriste par l'Europe et les États-Unis, le FPLP a des élus dans les municipalités palestiniennes.

⁶²⁵ Les liens entre Palestiniens et mouvements révolutionnaires se sont également noués autour de l'OLP en général, et pas particulièrement avec une faction spécifique. Le Fatah avait de fait lui aussi des liens forts avec ces mouvements révolutionnaires.

⁶²⁶ BAEZA Cecilia, « Le rôle du Moyen-Orient dans les nouvelles relations internationales de l'Amérique latine », *Mouvements*, n° 76, 2013, p 25-36.

locale en Colombie, la question palestinienne trouve une autre performativité puisqu'elle donne la possibilité d'affirmer une position politique anti-impérialiste. Pour les paysans colombiens, peu aux faits du contexte palestinien, l'expérience d'un autre peuple en lutte permet de renforcer la légitimité de leur militantisme. Au-delà des dénonciations des bombardements des sociétés civiles, qui ne vont pas sans faire écho à la situation qu'ont connu certains villages colombiens bombardés par l'armée, la situation des Palestiniens est ainsi utilisée au niveau local pour critiquer le gouvernement national, la Colombie étant pour beaucoup de militants « l'Israël d'Amérique Latine ».

L'ACVC interprète ainsi des conflits venus d'ailleurs au gré de ses propres références. Malgré la diffusion d'une certaine opinion internationale, et la maîtrise des contextes étrangers, les lectures restent situées. Des sujets comme le conflit israélo-palestinien « donnent à ces prises de positions individuelles et collectives une existence sociale : ils permettent aux individus de s'identifier à un « mouvement d'opinion » transnational »⁶²⁷. Ces pages internationales et l'importation de mobilisations construites ailleurs permettent à l'ACVC d'affirmer aux paysans leur appartenance à une communauté de lutte. On retrouve ainsi plusieurs éléments de langage qui font écho à des positionnements politiques de l'ACVC: une rhétorique anti-impérialiste, la manipulation des médias de masse au service du capitalisme et l'oppression d'une classe de travailleurs du Sud par des intérêts économiques étrangers. L'originalité de ces importations au niveau local est qu'elles permettent à l'ACVC d'articuler la question de la reconnaissance de l'identité avec celle de la lutte des classes.

Ces pages internationales, placées au centre du journal, permettent de faire, implicitement, un parallèle entre les revendications régionales et internationales. Les paysans colombiens du Cimitarra ne sont ainsi pas seuls à se mobiliser.

⁶²⁷ DEBOS Marielle, GOHENEIX Alice, « Les ONG et la fabrique... », *Op.cit.*, p 79.

Parler de la cause paysanne aux paysans

Les leaders paysans de l'ACVC ont développé de nombreuses capacités pour cadrer les discours internationaux au niveau local et pour transmettre leurs revendications d'une autre manière. Cependant, l'usage répété de références étrangères et de cadrages internationaux comporte un risque, celui de perdre le contact avec les paysans dans les villages. En effet, les leaders maîtrisent les subtilités de ces positionnements mais les paysans qui constituent la base sociale de l'organisation n'évoluent pas dans le même contexte. Ils formulent leurs problématiques quotidiennes de manière très différente. Ils n'ont pas toujours connaissance des divers jeux de formulation effectués par l'organisation pour permettre la mise en place de projet sur leurs territoires. De même, ils méconnaissent souvent les relations qu'entretient l'association au niveau international⁶²⁸. La prise de parole en « termes internationaux » peut alors mener à des décalages, par exemple lorsque la parole des leaders devient plus importante que la parole de ceux qu'ils sont censés représenter⁶²⁹.

Nous avons pu voir que la cohérence interne est une des préoccupations de l'ACVC et le rapprochement entre paysans et techniciens vise justement à éviter ces travers⁶³⁰. Or, « revenir vers la base » n'est pas aisé. Comment garder une cohérence entre les revendications présentées à des acteurs internationaux et les doléances particulières ressenties au niveau local ? Et surtout, comment conserver la légitimité nécessaire pour toujours parler « au nom de la base » ? Pour remédier à ces distances, les leaders paysans effectuent une opération de « traduction », qui consiste à expliquer les termes du débat national et international au niveau des villages. Ainsi, les leaders expliquent la cause dans des termes que les paysans sont susceptibles de comprendre, sans pour autant les infantiliser et sans oublier la fonction pédagogique que revêt le fait

⁶²⁸ Au cours du chapitre 1 nous avons insisté sur cette dimension très localisée des enjeux et les faibles connaissances des enjeux internationaux qu'ont les acteurs locaux.

⁶²⁹ Rony Brauman montre qu'au sein des ONG, la parole du témoin devient en réalité celle du « secouriste narrateur ». BRAUMAN Rony, « Les liaisons dangereuses du témoignage humanitaire et des propagandes politiques. Biafra, Cambodge, les mythes fondateurs de Médecin sans frontières » in LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, ...Op.cit.*, p 188-204, 190.

⁶³⁰ Nous renvoyons ici au chapitre 4.

de porter les revendications à d'autres niveaux (dans la mesure où elle permet aux paysans d'avoir accès à d'autres connaissances).

Les leaders paysans ont recours à divers procédés de recadrage au cours des réunions dans les villages. Nous avons pu observer la manière dont ils transmettent les discours tenus à d'autres niveaux de revendication (comme par exemple le débat sur l'agriculture familiale). Ce rôle de traducteur est même parfois assumé comme tel, ce que confie Alvaro au cours d'une réunion paysanne. Selon lui, il faut « parler paysan »⁶³¹ aux gens, et cela signifie plusieurs choses. Premièrement, il faut traduire les débats internes de l'ACVC avec des mots que les paysans comprennent. Ces cadrages sont une manière de réaffirmer la culture paysanne, en valorisant des termes locaux et les situations que vivent les paysans au quotidien. C'est aussi une façon de rappeler l'authenticité et la simplicité (assimilée ici à la sincérité) de la parole paysanne, qui ne se cacherait pas derrière des mots grandiloquents. Enfin, « parler paysan » consiste à se rapprocher socialement de la base sociale. Alvaro ne se présente jamais comme un porte-parole dans les assemblées paysannes, il insiste au contraire sur son identité paysanne, en ponctuant ses phrases de « nous les paysans ». En suivant Alvaro dans plusieurs réunions dans les villages, nous percevons le travail de contextualisation locale des revendications paysannes ainsi que les différents processus discursifs de l'ACVC. Tout au long de ces réunions, Alvaro prend toujours la parole sans aucune note ; il parle simplement, utilise et reprend les mots avec lesquels les paysans s'expriment. Il s'adapte également à chaque situation locale et traduit la cause selon les particularités de chaque village.

En 2014 lors d'une réunion qui se déroule dans un contexte tendu à Remedios, Alvaro présente les avancées des dialogues de paix⁶³². L'objectif de l'ACVC, qui est investie au niveau national pour porter le sujet des zones de réserve paysanne, est de montrer aux paysans que les dialogues de paix sont l'occasion pour eux de revendiquer leurs droits. Dans des zones de conflit éloignées des centres urbains, comme Remedios, où la violence est encore importante, les dialogues à la Havane peuvent paraître éloignés pour les populations locales. Patiemment, Alvaro reprend chaque point des négociations

⁶³¹ En espagnol, « hablarles campesino ». Observation participante Cimitarra octobre 2014.

⁶³² Observation participante, juillet 2014, Remedios.

et explique les enjeux de chaque discussion. Au sujet de la thématique agraire, il montre que les paysans de Remedios sont concernés, puisqu'il est question d'infrastructures et de commercialisation des produits agricoles. Il prend pour exemple un cas très concret que les paysans de cette région connaissent bien, celui des obstacles à la titularisation des terres enregistrées comme des zones forestières⁶³³ (dont une grande partie des villages de Remedios). Il essaye de stimuler son public, en montrant certaines contradictions. Par exemple, les paysans n'ont pas le droit à la terre au nom de la conservation de la forêt mais ces mêmes terres sont octroyées en concession à des entreprises pétrolières et minières. Ce type de contradiction fait en partie réagir son assistance. Après avoir expliqué très longuement le contexte, il montre que même au niveau local les paysans jouent un rôle dans les négociations de paix. Il reprend l'exemple des zones de réserve paysanne, en montrant que c'est une proposition qui a été faite par eux, les paysans. Celle-ci a ensuite été transmise à la Havane et présentée par les FARC. Derrière cette proposition, dit-il, il y a des heures de réunions comme celle à laquelle les paysans assistent à Remedios. Il rappelle ainsi que les paysans ont un rôle central à jouer, et que leurs propositions « remontent » et vont même jusqu'à la Havane.

Une autre réunion à Cantagallo⁶³⁴ en Août 2014, qui réunit plusieurs représentants de conseils municipaux dans le bureau régional de l'ACVC, rend également compte de ces cadrages « vers le bas ». Javier, le leader de la section, commence par prendre la parole pour expliquer les sujets qui seront abordés lors de la prochaine rencontre nationale des zones de réserve paysanne. Il sort un dépliant imprimé par l'association, et lit chaque point du débat. Dès les premières phrases, Alvaro l'interpelle et rappelle qu'« il faut leur parler en termes paysans ». Il se charge alors de cette « traduction ». Par exemple, lorsque Javier lit « promotion de l'inter-culturalité », Alvaro explique que l'inter-culturalité désigne les relations entre les Afro-descendants, les Indiens et les paysans.

⁶³³ Une partie du territoire de la zone de réserve paysanne ne peut pas être titularisé pour les paysans car c'est une zone protégée de forêt, selon la loi n°2 de 1959 qui définit des « zones forestières » sur le territoire national. Officiellement ce territoire est donc « vide » et l'exploitation du bois interdite.

⁶³⁴ Observation participante, août 2014, Cantagallo.

Au cours de cette même réunion, Javier rappelle le soutien des paysans à la maire de la ville de Cantagallo, accusée de relations avec la guérilla. Suite à sa mise en examen, le procureur a dénoncé dans la presse les supposées réunions qui auraient eu lieu entre la maire de la ville et des chefs guérilleros lors des déplacements de cette dernière dans les campagnes. Les paysans ont été scandalisés par ces accusations, puisque c'est avec eux que la maire de la ville s'est réunie en de nombreuses occasions pour discuter du plan de développement de la zone de réserve paysanne. Dire que la maire de la ville a rencontré des guérilleros, selon eux à accuser les paysans de faire partie de la guérilla, et cela contribue à stigmatiser la zone de réserve paysanne. Une conférence de presse a été prévue, et les paysans de l'ACVC veulent dénoncer cette stigmatisation. Le climat est tendu et les paysans n'ont pas l'habitude de parler ainsi devant les médias. Les membres de l'ACVC sont là pour les accompagner dans la formulation de leurs arguments. Javier s'exprime ainsi aux paysans : « on va faire attention à ce que l'on va dire, faire attention à ne pas s'embrouiller et parler de ce dont nous avons parlé ». Alvaro rappelle ensuite les éléments de langage pour parler aux médias. En quelques points clairs il répète les arguments et clarifie que celui qui prendra la parole s'exprimera « au nom des paysans » (il précise bien que ce n'est pas au nom de l'ACVC mais des paysans de la région). Cependant, au moment de désigner un porte-parole parmi les paysans présents à la réunion, aucun ne se porte volontaire pour parler à la mairie devant les médias locaux. Si certains parlent dans les réunions et s'insurgent de la situation, ils ont toutefois peur de s'adresser ainsi en public devant la télévision et la radio locales. Cela s'explique en partie par un manque d'aptitudes à parler en public, mais aussi par le contexte. En effet, les accusations contre la maire sont graves, et celui qui prendrait la parole pourrait être à son tour accusé de collaborer avec la guérilla. Javier insiste de nouveau sur le fait que c'est un communiqué collectif, que celui qui s'exprimera parlera au nom de tous les paysans, que tous seront réunis dans la salle face à la presse, etc. Malgré la préparation d'Alvaro (qui joue ainsi un rôle de « conseiller communication ») et les encouragements de Javier, les paysans sont très réticents à parler. Nous demandons à Javier pourquoi il ne prend pas lui même la parole, et il nous répond qu'il ne veut pas que la parole des paysans apparaisse comme manipulée par l'ACVC, il nous répète qu'il « faut que ça vienne de la base ».

Photos n° 16 et 17. Les paysans de l'ACVC en conférence de presse à Cantagallo



Source : Mathilde Allain, 2014.



Source : Mathilde Allain, 2014.

Finally, the press conference takes place. Gathered in the town hall, the peasants wait anxiously for the arrival of the media. Javier then tries to make signs to the spokesperson « voluntary » so that he places in his speech the arguments repeated all morning. In the end, none of the points mentioned by Alvaro will appear very clearly in the press communiqué. The peasants who spoke will perhaps have retained from the ACVC a certain way of expressing themselves in public since the tone of rejection of the accusations is well there, but they will not have directly repeated

les propos de leurs leaders. Il semblerait que même lorsque les causes sont traduites dans un langage adapté et qu'elles sont recadrées pour correspondre aux réalités locales, elles sont en permanence transformées et réinterprétées.

La traduction des causes paysannes pour la base sociale est un autre processus de cadrage nécessaire dans la mobilisation sociale. Cependant, ces expériences de retransmission des causes internationalisées montrent aussi les multiples marges de manœuvres des individus, loin de l'idée des visées stratégistes des processus de cadrage qui figent le cadre d'interprétation d'une cause.

Conclusion section 1

Pour porter leurs revendications dans différents espaces de mobilisation, les paysans de l'ACVC et des communautés afro-descendantes ont recours à divers processus de cadrage. Nous avons ainsi observé deux mouvements, celui de l'appropriation de discours venus d'ailleurs puis celui de la traduction des causes paysannes vers la base sociale des organisations. Ces cadrages ne sont pas seulement discursifs puisqu'ils correspondent aussi à des aspects cognitifs, c'est-à-dire qu'ils font écho aux manières dont les individus perçoivent leur réalité.

Nous avons souhaité montrer que les paysans sont capables de jouer sur ces différents cadres pour glaner des soutiens, pour accéder à de nouvelles arènes d'expression mais surtout pour mettre en avant leurs propres revendications. Ils font ainsi un usage original des références internationales pour proposer leur vision du monde et s'imposer ainsi comme des acteurs incontournables sur la scène politique nationale. En effet, l'usage de ces ressources internationales sert plus souvent à intervenir et peser dans le débat national colombien qu'à avoir accès à une mobilisation au niveau international.

Cependant, nous observons différentes manières de s'approprier les cadres d'interprétation internationaux pour porter des causes locales. L'ACVC semble maîtriser le cadrage de sa cause en usant des références internationales et en ayant à cœur de traduire ces débats jusqu'au niveau local. Ses leaders agissent ainsi comme des

traducteurs qui permettent de maintenir une certaine cohérence de la cause paysanne, elle entre ainsi en résonance aux différents niveaux de l'organisation. Au contraire, les communautés afro-descendantes n'ont pas eu ce même choix vis-à-vis du cadre victimaire, elles l'utilisent mais ont du mal à s'en détacher. Elles peinent ainsi à exprimer le cœur de leurs revendications et à faire évoluer la figure de victime.

Les dynamiques locales et globales s'entrecroisent et les cadres s'imbriquent, ils font ainsi le jeu des acteurs qui savent en jouer. Garder une cohérence est un enjeu central pour les collectifs. L'usage d'un cadre spécifique, de mots « plus visibles » a des répercussions sur l'identité des organisations paysannes.

SECTION 2/ LES EFFETS DES DIFFERENTS CADRES SUR LES COLLECTIFS PAYSANS

« Comment un cadre est-il partagé par les membres d'un groupe : est-ce que les gens ont des conceptions identiques ou bien est-ce qu'ils partagent des règles pour lier des éléments d'idées ? En d'autres termes, est-ce qu'un cadre partagé ressemble plutôt à un schéma mental ou bien à un langage partagé ? »⁶³⁵. Cette question de Francesca Poletta et de M.Kai Ho résume l'ambivalence entre ce qui est ressenti et partagé par un collectif et sa traduction verbale. En effet, un cadre est utilisé pour présenter le mouvement à l'extérieur, pour rallier d'autres soutiens ainsi que pour continuer à mobiliser ceux qui le sont déjà. Les cadres utilisés à l'extérieur de la mobilisation doivent ainsi faire sens à l'intérieur des organisations qui les portent. Les opérations de cadrage sont multiples, et elles ont des effets non négligeables sur les collectifs qui se mobilisent. Elles représentent des enjeux discursifs et des enjeux de sens.

Au-delà d'une conception stratégeste des cadrages, nous considérons que les cadres représentent aussi une certaine conception du monde, un cadre de pensée. En effet, les identités collectives sont en partie façonnées au moyen de ces divers processus de mise

⁶³⁵ POLETTA Francesca, KAI HO M., « Chapter 10. Frames and Their Consequences », in GOODIN Robert, TILLY Charles (dir.), *The Oxford handbook of contextual political analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 188-209, p 7 (non paginé). Traduction Personnelle.

en discours des revendications⁶³⁶, par conséquent, cadrages et identités collectives sont intrinsèquement liés. Au niveau local, les cadres d'interprétation n'ont plus la même fonction stratégique d'argumentation et de communication avec les acteurs extérieurs mais servent à unir un collectif autour de valeurs ressenties par les militants. Les cadres permettent ainsi d'appréhender l'identité de l'organisation. Cette identité est mise en avant et réinterprétée selon les moments et les cadrages jugés pertinents par les collectifs et par les individus qui les composent. Cependant, l'identité est difficile à saisir et à définir tant les acteurs l'utilisent de multiples façons.

Les réflexions de Martina Avanza et de Gilles Laferté⁶³⁷ permettent d'aborder l'identité à travers ses différentes pratiques. L'*identification* est la manière dont les « autres » attribuent une identité à des individus ou à un collectif. Le résultat serait ainsi l'*image sociale* qui découle de ces identifications. Le terme d'*appartenance* consisterait en une appropriation ou en un rejet de ces identifications et de ces images sociales par le groupe en question. Ainsi, il convient de discerner l'identité ressentie au niveau local (qui représenterait les différentes appartenances) de l'identité que se font les différents interlocuteurs des organisations paysannes (les manières dont elles sont identifiées). Dès lors, des écarts sont susceptibles d'être créés entre le langage employé pour rendre compte de la réalité des paysans et la représentation de la réalité que se font ces acteurs sociaux⁶³⁸. Les manières de « dire la cause » influent sur les façons dont les paysans sont perçus et définis. Si ces images sociales véhiculées aux niveaux national et

⁶³⁶ Nous suivons ici une perspective plus constructiviste de l'analyse des identités. Cette approche fait écho, selon Eglantine Samouth et Yeny Serrano, à l'analyse du discours « à la française ». Elles citent Alice Krieg-Planque pour qui « le discours n'est pas un mode d'accès aux représentations du monde – qui permettrait notamment d'avoir accès aux intentions, aux stratégies, aux idées, aux pensées ou aux opinions –, qu'il n'est pas une représentation de la réalité, mais qu'il est lui-même une réalité. KRIEG-PLANQUE Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin, 2012, p 40-41 ; SAMOUTH Eglantine, SERRANO Yeny, « Identités et conflits dans le discours latino-américain », *Mots. Les langages du politique*, n° 109, 2015, p 5-19, p 8.

⁶³⁷ AVANZA Martina, LAFERTE Gilles, « Dépasser la “construction des identités”... », *Op.cit.*

⁶³⁸ Patrick Charaudeau différencie « l'identité discursive » qui est l'identité transmise à travers la parole et « l'identité psycho-sociale » qui est telle qu'elle est attribuée ou perçue. A partir de leur identité, les acteurs sont faces à des stratégies discursives multiples : ils doivent être légitime (c'est-à-dire que leur identité sociale doit correspondre à leur identité discursive), être crédible (être digne d'être cru), et enfin ils doivent pouvoir capter l'attention d'autres adhérents. CHARAUDEAU Patrick, « Identité sociale et identité discursive. Un jeu de miroir fondateur de l'activité langagière », *Identités sociales et discursives du sujet parlant*, Paris, L'Harmattan, 2009, p 15-28, cité par SAMOUTH Eglantine, SERRANO Yeny, « Identités et conflits... », *Op.cit.*, p 8-9.

international ont permis de mobiliser, elles entrent parfois en inadéquation avec les systèmes d'appartenances locaux.

En effet, si un cadre fort permet au collectif d'accéder à de nouveaux espaces de revendication, les organisations paysannes étudiées ont tout d'abord besoin d'un cadre de référence au quotidien. Les membres des zones humanitaires et les paysans dans les campagnes du Cimitarra ne sont pas tous les jours confrontés au travail que réalise l'organisation en tant que telle. Malgré des actions collectives ponctuelles, ils ne sont pas tous dans la mobilisation permanente. Pour faire tenir le processus dans le temps, et pour qu'il ait un sens pour ces habitants, il faut que les discours soient compréhensibles pour tous et surtout qu'ils soient cohérents avec leurs différentes appartenances. Le processus même de cadrage implique un processus de négociation et de confrontation pour obtenir une vision partagée. En effet, « les cadres de l'action collective ne se réduisent pas à un agrégat d'attitudes et de perceptions individuelles mais sont aussi l'aboutissement de la négociation d'un sens partagé » selon William Gamson⁶³⁹. Pour Robert Benford⁶⁴⁰, ces conflits sont autant utiles que préjudiciables pour le mouvement et pour ses organisations. Ils sont utiles car ils représentent un débat sur les manières de se présenter la réalité et de créer une cohésion interne, mais peuvent également comporter des risques de division si ces manières de percevoir la cause ne permettent pas d'obtenir un sens commun.

Les organisations paysannes que nous avons étudiées sont en partie contraintes par le contexte d'adopter un cadre particulier afin d'obtenir divers soutiens internationaux ainsi que se faire entendre. Or, ces cadrages suscitent parfois de nouveaux débats au niveau local. Ces débats peuvent porter sur la pertinence de certains projets ainsi que sur les diverses manières de traduire les causes paysannes dans d'autres espaces. Est-ce que ces cadres font sens au niveau local ? Au sein de l'organisation ? En définitive, est-ce que le cadre adopté correspond réellement à l'identité de l'organisation ?

Les organisations paysannes cherchent, schématiquement, à produire deux types de discours, un premier qui puisse être cohérent par rapport à la situation que vivent les

⁶³⁹ GAMSON William, *Talking Politics...* *Op.cit.*, p 111.

⁶⁴⁰ BENFORD Robert, « Frame dispute within the nuclear disarmament movement » *Social Forces*, vol 71, n°3, 1993, p 677-701, cité par SNOW David, BENFORD Robert, «Framing processes...», *Op.cit.*, p 626.

paysans et un deuxième qui permet d'avoir accès à d'autres niveaux de mobilisation. Ainsi, ces acteurs locaux sont « à la fois des consommateurs de significations culturelles existantes et des producteurs de nouvelles significations » selon Sidney Tarrow⁶⁴¹. Or, la manière de présenter les revendications en interne, au niveau local, n'est pas toujours la même que celle qui prévaut lors des grandes mobilisations nationales, ou bien lors d'interlocutions avec des acteurs internationaux.

L'analyse des effets de ces cadrages sur les organisations sera ainsi au cœur de cette section. Dans une première partie, nous verrons que les cadrages interrogent directement l'identité de l'organisation mais que l'ACVC et les communautés afro-descendantes tentent de maintenir une cohérence interne malgré de nombreuses difficultés. Dans une deuxième partie, nous nous pencherons plus précisément sur l'essor d'un cadrage identitaire en Colombie. L'identité est un cadre qui rassemble autour d'un territoire, qui permet de fédérer et qui donne plus de visibilité aux collectifs. Or, si des cadrages identitaires permettent de mobiliser, de réels enjeux se posent au sein des collectifs étudiés lorsque le seul cadre possible pour protéger le territoire.

Quand l'usage des cadres « travaillent » l'identité des organisations paysannes

Victimes, paysans, afro-descendants, déplacés, agriculteurs familiaux, qui sont-ils ? Les paysans doivent expliquer leur situation pour faire valoir leur cause au niveau international et par conséquent s'identifier. Cependant, en utilisant des cadres construits ailleurs, les paysans ne maîtrisent pas toujours les effets de cette internationalisation. Leur image comme leurs causes sont comprises d'une certaine manière et ils ne contrôlent pas totalement les interprétations que font leurs interlocuteurs des causes paysannes en Colombie⁶⁴². Présenter la cause devant une diversité d'interlocuteurs interroge autant l'identité que veut montrer l'organisation paysanne que les jeux

⁶⁴¹ TARROW Sidney, « Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames: Constructing Meaning Through Action », in MORRIS Aldon, MCCLURG MUELLER Carol (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, CT Yale University Press, 1992, p 174-203, p 189.

⁶⁴² Pour Patrick Charaudeau, l'identité se construit en interne mais également par son extériorisation. Il existe donc une identité pour soi et une identité pour les autres. L'une ayant bien évidemment des effets sur l'autre. CHARAUDEAU Patrick, « Identité linguistique, identité culturelle... », *Op.cit.* .

d'appartenances qui constituent le collectif au niveau local⁶⁴³. Les cadres utilisés par les leaders suscitent des interrogations sur l'identité du collectif. Les membres peuvent entrer en désaccord sur la manière dont est présentée l'action. Ils peuvent en effet avoir différentes manières d'aborder l'usage d'un cadre d'interprétation, ou considérer que le discours de l'organisation ne correspond pas en interne à l'image que se font les membres de leur identité.

Ce débat se pose de manière très distincte dans les deux organisations paysannes. L'ACVC veut pouvoir imposer sa propre vision des choses à ses partenaires de coopération et cherche ainsi à limiter l'imposition d'un cadre extérieur ainsi que les pratiques qui en découlent au niveau local. Dans le cas des communautés du Bas Atrato, une mobilisation autour de l'afro-descendance, en partie motivée par le contexte, suscite des conflits à l'intérieur des communautés. Si la loi crée un cadre opportun pour défendre le territoire, il ne correspond pas totalement à la vision que les communautés ont de leur collectif.

Débats internes au sein de l'ACVC : quelle marge de manœuvre au niveau local face à un cadre international ?

L'usage d'un cadrage plus général et consensuel, comme celui de l'agriculture familiale, permet à l'ACVC d'avoir une nouvelle audience puis d'imposer progressivement sa vision du développement rural. Rendre compte de l'originalité de son processus organisationnel et des causes défendues n'est cependant pas toujours aisé, notamment lorsque l'organisation paysanne dépend des ressources internationales. En effet, même si l'ACVC arrive progressivement à mettre en avant ses revendications et sa manière de percevoir le développement des communautés rurales, l'association reste

⁶⁴³ Denis-Constant Martin mets en avant les jeux d'identité dans leur définition politique. En effet, au sein des organisations paysannes, les leaders cherchent à définir une identité politique des paysans, susceptible d'être mobilisable, entendu comme utile pour l'action collective. Les membres de ces organisations ne se ressentent pas toujours identifiés dans cette identité de mobilisation. Ces « écarts » d'identité jouent autant sur les membres dans leur individualité que sur les collectifs. Si « les identités n'ont peut être pas de « réalités intrinsèques », les usages qui en sont faits et leurs effets sont bien réels, et ont été souvent dramatiques. » p 24. MARTIN Denis-Constant et *al.*, « Écarts d'identité, comment dire l'Autre en politique ? », in MARTIN Denis-Constant (dir.), *L'identité en jeux*, Editions Karthala, 2010, p 13-134.

dépendante financièrement des ressources apportées par ces partenaires. Or, les orientations de ces derniers ne sont pas toujours en cohérence avec la dimension plus politique des projets de l'ACVC. Lorsqu'il s'agit de trouver des soutiens, les jeux de langage permettent de trouver un accord autour d'un cadre d'interprétation qui satisfait les partenaires, comme nous l'avons vu précédemment (agriculture *familiale/paysanne*). Cependant, lorsqu'il s'agit de concrétiser cette solidarité, de la mettre en action autour d'un projet de coopération localisé, l'ACVC fait souvent face à plusieurs dilemmes.

La manière de dire a un impact sur la manière de faire, et les cadres d'interprétation ne sont alors plus seulement des enjeux de langage. Appliquer un cadre d'interprétation véhicule nécessairement une certaine vision du développement. Ces cadrages larges permettent aux associations d'être visibles, mais ils peuvent porter des visions contradictoires avec leur conception de la défense du territoire. Les paysans sont ainsi en négociation permanente avec leurs partenaires, dans des échanges parfois idéels mais aussi très pragmatiques. Sans adhérer aux valeurs défendues par leurs partenaires internationaux, sans les rejeter totalement non plus, les paysans tentent de profiter de ces cadres pour mettre en avant les causes qu'ils défendent.

De même, nous tenons à rappeler que tous les paysans n'ont pas le même rapport aux mots, et à la maîtrise du langage international. De manière générale, peu de paysans de l'ACVC maîtrisent ces cadrages, et d'ailleurs craignent bien souvent l'utilisation de leur parole. Lors d'un atelier⁶⁴⁴ sur la préservation de la biodiversité, réunissant plusieurs associations de Yondo dont l'ACVC, les habitants ont d'ailleurs expliqué cette peur des « grands mots » qui réduiraient, selon eux, leurs revendications. Les différents collectifs ont dressé les missions à venir pour constituer un « comité environnemental » chargé du suivi des mesures de protection de l'environnement dans le département. A l'horizon 2025, ils ont établi des objectifs de préservation des zones à risques à Yondo. Cette feuille de route à tenir sera présentée à tous les candidats aux élections municipales. Le responsable de l'atelier demande ensuite aux participants comment ils pourraient résumer leur démarche et leur vision autour de quelques mots clés, qui permettraient de sensibiliser plus facilement les médias et les hommes politiques du

⁶⁴⁴ Observation participante Yondo, août 2014.

département. Il explique que ces derniers ne liront pas la (longue) liste des priorités à mettre en place, et qu'il faut trouver des mots pour résumer leur vision des choses. Les habitants ne comprennent pas ce que recherche le responsable, et insistent sur le fait que « grands mots » sont ceux des politiques. Au contraire, ils mettent en avant une liste concrète d'actions. Selon eux, ces grands mots et ces « visions » servent à cacher d'autres intentions. Ils pensent que ces mots sont utilisés par les hommes politiques et leurs avocats pour tromper les habitants. L'organisateur explique qu'en regardant le plan de développement de Yondo (« Yondo Alcaldia 2021 ») on retrouve ces grands mots sans qu'il y ait eu une consultation des populations. Il met en avant le fait que les questions de la « durabilité », « l'usage modéré des ressources », la « protection de l'environnement », etc. sont déjà présents dans le plan de la mairie. Selon lui, ce sont des mots qu'il faut utiliser pour exiger une consultation des populations, sur la base de la liste des priorités établies. Malgré son argument, les habitants restent sceptiques et préfèrent s'en tenir aux missions très précises qu'ils ont détaillées dans leur document. Ils ne tiennent pas à « résumer » leur « vision » puisque, selon eux, cela réduirait leur ambition de porter toutes ces priorités environnementales.

Cette « peur des mots » suscite parfois de vifs débats lorsqu'il s'agit de mettre en place des projets de développement au sein de l'ACVC. En 2014, lors d'une réunion interne de la direction portant sur l'avancée de certains projets fléchés « agriculture familiale », l'usage de ce cadre a directement appelé un débat sur l'identité même de l'ACVC. Le projet, financé par la FAO (en coopération avec la province d'Antioquia) portait sur la commercialisation du riz dans la vallée du fleuve Cimitarra. Le projet comprenait le financement d'infrastructures, l'achat d'une machine et des formations pour les paysans. En contrepartie, les paysans doivent suivre un cahier des charges où il est mentionné l'adhésion à de « bonnes pratiques » d'agriculture. Ces « bonnes pratiques » sont justement celles qui ont suscité le débat.

Les « bonnes pratiques » agricoles, cheval de Troie de la FAO ? Débat interne à l'ACVC

Retranscription à partir des notes du journal de terrain. Observation participante Juillet 2014, Réunion interne de l'ACVC, Barrancabermeja.

Sont présents à la réunion :

Les techniciens :

Maria, agronome de l'équipe technique, en charge du partenariat FAO-ACVC,

Yenly, juriste en charge de la coopération internationale de l'ACVC,

Claudia, agronome et membre de l'équipe technique.

Les paysans :

Luis Carlos, paysan en charge de la mise en place des projets productifs de l'ACVC dans les villages

Mario, paysan membre de la coordination générale (ex coordinateur général),

Gilberto, paysan coordinateur général.

Maria commence par présenter le projet aux autres membres, elle rappelle que la FAO a conçu ce projet pour des communautés afro-descendantes, mais n'ayant pas trouvé d'association pour prendre le relai, la FAO s'est tournée vers l'ACVC. L'accord FAO-Mana (la province d'Antioquia) ainsi que le budget ont été définis. L'accord FAO-Mana implique des objectifs en termes de population cible : le projet doit être géré par des entités autonomes comme les conseils d'action communale. Le projet a un financement important (infrastructures, machines agricoles et des crédits formation). La FAO a une condition : la mise en place de « bonnes pratiques ». Pour Maria, le projet présente de nombreux avantages : renforcer les liens entre la zone de réserve paysanne et les institutions régionales (« on ne pourra plus dire que c'est un repaire de la guérilla si le gouvernement travaille directement avec nous »), opportunité de rendre compte de la qualité du travail de terrain de l'ACVC et des capacités de production, *in fine* c'est une manière de valoriser le territoire.

Yenly intervient ensuite pour demander s'il est possible d'apposer sur les sacs de riz le logo de l'ACVC. Le slogan « cosechas del campo » (« les récoltes de la campagne ») est une marque du gouvernement d'Antioquia, et il faut réfléchir au fait que l'ACVC y soit affiliée. Elle explique que l'association essaye de faire la promotion de son propre label. Elle soulève un autre problème, le fait que le projet doit être signé par les conseils d'action communale implique que l'ACVC ne puisse pas contrôler directement le processus.

Puis, Luis Carlos intervient et s'interroge sur le sens de ces « bonnes pratiques ». Selon lui, celles-ci représentent un risque tant qu'elles ne sont pas clairement définies. Il veut qu'elles valorisent les savoirs paysans mais il ne veut pas que le projet finance des intrants chimiques.

Yenly confie, elle aussi, son inquiétude à ce sujet. Selon elle, l'ACVC doit définir ces pratiques et éviter que la FAO ne dicte ses méthodes de production. Elle rappelle qu'il existe dans la région de nombreux projets pour une transition agro-écologique et qu'il est important de « rester cohérent ». Elle souligne que l'ACVC est en train « d'investir dans une image bio », et qu'il faut par conséquent définir clairement les marges de manœuvre de l'ACVC dans ce projet.

Claudia prend ensuite la parole et pose la question de la commercialisation. Où se réaliseraient les achats ? Qui définit le prix pour la commercialisation ? Selon elle, il faut que la commercialisation soit collective pour éviter de faire fluctuer les prix entre les producteurs. Le fonctionnement en coopérative permettrait, selon elle de garantir l'aspect collectif du projet.

Selon Mario, le risque majeur, dans ce projet, est de laisser « les bonnes pratiques » à la

libre interprétation des conseils d'action communale. Il rappelle l'expérience d'autres projets, pour mettre en exergue le fait que de nombreux président de conseils vont tout d'abord penser à leurs bénéficiaires personnels et oublier la dimension collective du projet.

Luis Carlos reprend la parole, et rappelle que l'ACVC doit rester gestionnaires du projet, « nous ne pouvons pas nous tromper sur un projet aussi visible » dit-il. Selon lui, certains paysans vont se laisser « séduire par « des bonnes pratiques » chimiques ». Il insiste sur le fait que le projet doit pouvoir inclure les habitants sans pour autant les assister en leur donnant « tout comme ça ».

Claudia propose d'inscrire « l'intérêt collectif » dans les « bonnes pratiques ». Selon elle, la FAO « voulaient un truc pour des communautés afro-descendantes », l'ACVC peut ainsi mettre en avant un fonctionnement communautaire.

Enfin Gilberto prend la parole après avoir longuement écouté le débat. Il rappelle que c'est à l'équipe technique d'aider les paysans sur la question des bonnes pratiques et qu'il faut accompagner les paysans dans les campagnes. Selon lui, il convient d'éviter de faire reposer le projet sur un seul village, car les gens doivent se sentir légitimes et pour cela il faut leur donner des responsabilités. Il rappelle qu'e l'ACVC doit être vigilante vis-à-vis de l'imposition de certaines techniques. Le comité ne peut être créé de l'extérieur et les normes de fonctionnement non plus. Il désigne ainsi des personnes en charge de suivre ce sujet, de se renseigner sur les supports techniques apportés, et il conseille également de mettre en place leurs propres critères de validation du projet. Il termine en disant : **«qu'ils ne nous imposent pas un modèle, il faut faire attention, parce que ces bonnes pratiques c'est le modèle néolibéral qui nous les imposent, et ici au sein de l'ACVC il est question de la défense d'un modèle propre ».**

Plusieurs éléments du débat sont intéressants à observer au cours de cette réunion. Tout d'abord, on perçoit bien ici la volonté de l'ACVC de mettre en avant, non seulement ses revendications, mais aussi les principes de production qui en découlent. Les « bonnes pratiques » de l'organisation paysanne consisteraient en une production sans intermédiaire, avec une dimension collective et solidaire du commerce (avec une logique de coopérative par exemple), et une agriculture respectueuse des savoir-faire locaux et de l'environnement. Il n'est pas seulement question des méthodes agricoles employées mais de tout un modèle de développement que défend ici l'ACVC. Là-dessus tous les membres de l'association concordent. Cependant, on perçoit aussi toute la difficulté à manœuvrer le cadrage imposé par la FAO. Les paysans tentent de ne pas se laisser imposer une vision des choses sur leur territoire, mais en même temps, les marges de négociation sont faibles. Par conséquent, ils tentent de profiter du flou définitionnel du cadre des bonnes pratiques ou au contraire d'exiger qu'elles soient définies plus clairement. Ces pratiques deviennent ainsi un enjeu primordial pour l'ACVC puisqu'elles mettent en jeu son identité. La peur de ne pas maîtriser le processus est palpable.

Un autre point révélé par cette observation est l'importance des ressources organisationnelles de l'ACVC. Tous les profils de l'ACVC échangent au cours de cette réunion. On retrouve des membres qui maîtrisent la logique de projets internationaux et qui négocient directement leurs formulations, des paysans chargés de mettre en place ce projet qui s'inquiètent des mises en œuvre pragmatiques, et enfin, des dirigeants qui se posent comme des garants du collectif. Ces ressources humaines permettent de discuter de l'identité collective, et de maîtriser le processus d'internationalisation. Des questions restent en suspens : jusqu'où l'ACVC est-elle prête à faire financer ce projet ? Jusqu'où doit-elle mettre en avant ses principes et, jusqu'à quel point peut-elle faire des concessions sans renoncer à ce qu'elle est ?

Finalement, les cadres internationaux ont des effets sur l'organisation des collectifs, puisqu'ils agissent sur la représentation que ces acteurs se font de leurs causes. Ainsi, cela amène nécessairement à des repositionnements pensés à travers le prisme de l'internationalisation⁶⁴⁵. Ces jeux d'importation et d'exportation des cadres permettent *in fine* « aux acteurs locaux de se penser, se représenter et être représentés »⁶⁴⁶.

Émergence de débats identitaires au sein des communautés : l'afro-descendance en question

Les jeux entre cadrages locaux et internationaux des causes paysannes ne sont pas les mêmes dans le contexte de mobilisation des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó. Le cadre de l'afro-descendance, imposé par le contexte, et ensuite valorisé au niveau international, est devenu incontournable au niveau local. Or,

⁶⁴⁵ A travers un projet de promotion de la biodiversité en Inde, Sylvie Ollitrault montre également les effets d'un cadre international sur les pratiques locales. Les cadres importés ont des effets sur les discours internes ainsi que sur les pratiques des acteurs locaux. Les financements disponibles jouent par exemple un rôle dans la redéfinition de l'identité de certaines organisations (dans une logique *top/down*), notamment *via* la prise en compte de standards internationaux. Un projet international de protection de la biodiversité en Inde a par exemple amené des acteurs locaux (des guérisseurs-médecins et des femmes) à travailler ensemble alors qu'ils ne le faisaient pas nécessairement auparavant. De même, ces acteurs ont aussi réorienté en partie leurs demandes locales vers la préservation des plantes et des savoirs médicaux locaux. Cependant, cette mobilisation a permis à l'ONG People and Plants de repenser elle aussi son action locale (dans une démarche *bottom/up* cette fois-ci), puisqu'elle s'est retrouvée à s'investir dans une politique publique locale de santé (en créant une sorte de dispensaire) sur un projet qui portait initialement sur la préservation de la biodiversité. OLLITRAULT Sylvie, « Des plantes et des hommes... », *Op.cit.*

⁶⁴⁶ *Idem.*, p 454.

son usage n'est pas sans effet sur les collectifs organisés qui ont du mal à faire valoir leurs propres perceptions de l'afro-descendance. Les communautés se sont fait connaître par cette caractéristique, ce qui les oblige à se présenter et d'être présentées d'une certaine façon. Ce cadre a en retour des effets sur leurs propres représentations. Le cadre de l'afro-descendance est ainsi un cadre protecteur tout en étant un réel risque pour la représentation légale de ces bassins.

L'identité afro-descendante confère aux communautés une protection sur leur territoire, en raison de leur statut particulier, reconnu par la constitution de 1991. Celui-ci est confirmé par l'attribution de titres collectifs aux « communautés noires rurales riveraines du Pacifique » (qui ne concernent pas toutes les populations noires de Colombie) par la loi 70 de 1993. Ce cadre protecteur a été mis en avant dans les démarches d'internationalisation des communautés, notamment pour obtenir des mesures de protection de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme. De même, en tant que « minorité vulnérable », l'attention internationale est plus forte, notamment depuis la déclaration des droits des peuples autochtones à l'Organisation des Nations Unies en 2007.

Ce cadre protecteur qui a trait à l'identité afro-descendante pousse ainsi les communautés à se mobiliser en tant que telles, tout comme le cadre victimaire leur avait permis de protéger les zones humanitaires. Or, elles n'ont, encore une fois, pas choisi ce cadre d'interprétation de leur cause, et il ne correspond pas toujours à leur manière de se percevoir en tant que communauté afro-descendante. Elles ont dû apprendre ce qu'est un titre collectif et ce qu'est l'afro-descendance.

Les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó n'ont pas fait partie des processus de mobilisation noire que l'on retrouve dans le Pacifique colombien⁶⁴⁷. Elles ne font pas non plus partie des discussions sur la constitution de 1991 et ne participent pas aux premières vagues de revendications ethniques qui ont eu lieu en 1993 autour de la loi 70. Il faut attendre 1995, date à laquelle le décret est promulgué, pour que les

⁶⁴⁷ Sur les mobilisations afro-descendantes : WABGOU Maguemati, AROCHA RODRIGUEZ Jaime, SALGADO CASSIANI Aiden José, CARABALI OSPINA Juan Alberto, *Movimiento social afrocolombiano, negro, raizal y palenquero : el largo camino hacia la construcción de espacios comunes y alianzas estratégicas para la incidencia política en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Instituto Unidad de Investigaciones Jurídico-Sociales Gerardo Molina, 2012.

populations des bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó s'intéressent à ce mécanisme de titres collectifs. Certaines communautés en font la demande mais d'autres pas. Le processus d'identification est long, il suppose de recompiler les histoires de peuplement, de faire un inventaire des titres de propriété et de tous les documents administratifs en possession des habitants. Ce n'est qu'entre 1997 et 2000 que les communautés du Bas Atrato obtiennent les titres collectifs. Or, à cette même période, la région est aux prises avec des phénomènes de déplacements massifs en raison des violences militaires et paramilitaires. Interrogés à ce sujet, les membres de l'ONG CIJYP nous ont d'ailleurs raconté qu'il a été très difficile de définir les territoires collectifs. Il fallait relever les coordonnées topographiques des terrains (qui n'apparaissaient sur aucune carte), et aller dans les montagnes pour récolter les coordonnées GPS ou en pleine jungle pour identifier les « frontières » de ces titres collectifs avec l'aide des membres des communautés. Lorsque les communautés sont retournées sur leurs terres au début des années 2000, il a fallu retrouver les personnes qui étaient présentes lors de la titularisation. En raison du conflit, les contrôles sur le terrain n'ont pas tous été réalisés, aucun fonctionnaire n'est venu réellement mesurer les titres collectifs. Par conséquent, les membres de l'ONG confient que les coordonnées GPS retenues ne correspondent pas toujours à la réalité. Ceci implique de futurs conflits pour la délimitation des terrains dans une zone où la restitution des terres est extrêmement complexe.

De plus, la loi 70 n'est pas claire pour tous les membres de ces communautés, comme en témoignent les nombreux ateliers organisés par l'ONG et l'Église dans la région pour sensibiliser sur les droits qui existent⁶⁴⁸. Les communautés se sont progressivement formées aux exigences de la loi 70 de 1993 sur les titres collectifs. Si la culture et l'identité noire sont présentes dans ces communautés, ce n'est pas un enjeu de revendication. D'ailleurs, au début, les leaders traditionnels de Jiguamiandó et de Curvaradó ne s'investissent pas réellement dans ce cadre identitaire. Puis,

⁶⁴⁸ Carlos Agudelo observe le même processus concernant la région du Guapi dans le Pacifique Central-Sud. Il souligne que l'arrivée de ressources économiques importantes pour des organisations sans expérience en la matière et dans un contexte de précarité comme celui de la région du Chocó, a généré plusieurs complications, notamment parce que certaines organisations ont cherché à centraliser le processus et à restreindre la participation d'autres acteurs. De là surgissent des disputes internes sur la légitimité de telle ou telle organisation pour représenter les communautés. Un débat qui est toujours autant d'actualité, notamment dans le Bas Atrato (Pacifique Nord). AGUDELO Carlos Efrén *Multiculturalismo en Colombia. Política, inclusión y exclusión de poblaciones negras*, Medellín, La Carreta, IRD, iCanH, IERI, 2005.

progressivement, ils prennent conscience de l'importance de ces mécanismes juridiques. Après le déplacement forcé, les territoires collectifs apparaissent comme un rempart pour protéger le territoire.

Ce cadre les pousse à réaffirmer leur attachement à cette culture, bien qu'en interne cette identité soit beaucoup plus sujette à accommodements⁶⁴⁹. En effet, Odile Hoffmann et Jessica Corredor⁶⁵⁰ montrent ainsi que c'est la loi qui a fait exister juridiquement l'afro-descendance comme une identité. En comparaison, les mobilisations indiennes ont, quant à elles, créé la loi. Odile Hoffmann explique comment les savoirs savants avaient en quelque sorte « produit » les principaux référents culturels dont se revendiquent aujourd'hui les afro-descendants. Dans les années 1940, une large production scientifique s'est attachée à décrire et à définir la culture afro-descendante et a ainsi forgé des images fortes qu'elle énumère : « communautés rurales dispersées, capacités d'adaptation à des environnements écologiques et socioéconomiques adverses, organisation sociale fondée sur les rapports de parenté, pratiques productives traditionnelles, traits culturels spécifiques »⁶⁵¹ (danses, musique et gestuelle). Elle montre que ces critères ont par la suite influencé la mise en place d'un cadre législatif calqué sur le modèle indien⁶⁵². Ce n'est que plus récemment que la diversité des sociétés afro-descendantes du Pacifique est étudiée. Mais « la flexibilité des pratiques est ainsi gommée au profit d'une construction intellectuelle cohérente et proche des schémas d'organisation sociale déjà connus, plus facile à faire passer auprès du public et des décideurs »⁶⁵³. Dès lors, l'enjeu de la loi 70 est de faire concorder territoire et identité.

⁶⁴⁹ AVANZA Martina, LAFERTE Gilles, « Dépasser la “construction des identités”... », *Op.cit.*

⁶⁵⁰ HOFFMANN Odile, *Communautés noires du Pacifique colombien...Op.cit.* ; CORREDOR Jessica, *Exercer sa citoyenneté par le droit à la terre : Les zones humanitaires et de biodiversité dans le Bajo Atrato en Colombie*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, Université Paris-Diderot, 2015.

⁶⁵¹ HOFFMANN Odile, « Jeux de parole et de mémoire autour des mobilisations identitaires (Colombie) » *Autrepart*, 2000, p 33-51, p 38.

⁶⁵² Odile Hoffmann montre notamment que « la gestion collective des terres, notion centrale défendue par les législateurs et les assesseurs participant à l'élaboration de la loi 70, pose donc question. En effet l'absence, effective quoique partielle, de titres fonciers individuels légalisés, a été trop rapidement assimilée à l'existence de normes collectives d'usage. De « collectives » on est passé à « communautaires », la dérive impliquant logiquement l'existence d'instances sociales plus ou moins formalisées chargées de faire respecter ces normes : les Conseils communautaires faisaient naturellement leur apparition dans le discours. », HOFFMANN Odile, « Flux et reflux des catégories identitaires. Une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie », in PREVOT SCHAPIRA Marie-France, RIVIERE D'ARC Hélène, (dir.) *Les territoires de l'État-Nation en Amérique Latine*, Paris, IHEAL Editions, 2001, p 101-120, p 10, manuscrit auteur.

⁶⁵³ HOFFMANN Odile, « Jeux de parole et de mémoire... », *Op.cit.*

Dans le cas des communautés de Curvaradó et de Jiguamiandó, les droits spécifiques sont reconnus à une population qui ne s'était pas particulièrement mobilisée autour de cette appartenance ethnique. Pour les institutions, l'identité amène à un droit spécifique sur le territoire, tandis que pour les populations, c'est le territoire et le droit ressenti sur celui-ci qui mène et contraint souvent à l'énoncé d'une identité. Au sein des communautés afro-descendantes de Curvaradó et Jiguamiandó, les identités ne sont pas absentes, mais s'expriment à travers des traits culturels multiples plutôt que par des critères clairement définis. Ce sont des zones qui ont été définies comme afro-descendantes, alors que ces communautés se sont formées à partir de multiples métissages⁶⁵⁴. A l'arrivée des métis (que les noirs appellent les *chilapos*⁶⁵⁵), les habitants du Chocó (les *chocanos*⁶⁵⁶) les ont accueillis, et de nombreux mariages ont mené à une intégration des *chilapos* au sein des communautés noires du Chocó. Ils ont ainsi partagé les habitudes alimentaires, les musiques et les danses, mais ont aussi intégré leurs manières de vivre ; comme l'explique ce leader :

« Par le biais de la loi 70, nous nous sommes organisés en conseils communautaires avec pour objectif d'avoir le titre collectif pour le territoire, pour que cela rentre dans le cadre de la loi 70. La loi 70 aujourd'hui et jusqu'à maintenant protège les terres des communautés noires du fleuve Curvaradó, et nous, nous faisons partie de ces communautés noires du fleuve Curvaradó. Pourquoi ? Parce que justement quand nous sommes arrivés, en 1975, d'autres dans les années 1980, nous avons été reçus par les communautés noires et acceptés par les communautés noires, et nous avons accepté les normes, la culture, tout. Nous avons partagé tout ce que la communauté faisait ici. Nous sommes devenus des membres de la

⁶⁵⁴ RESTREPO Eduardo, « Etnización y multiculturalismo en el Bajo Atrato », *Revista Colombiana de Antropología*, n°47, juillet 2008, p 37-68.

⁶⁵⁵ CORREDOR Jessica, « Négociations identitaires et légitimités territoriales : les Chilapos dans le Bajo Atrato en Colombie », *Cahiers de l'Urmis*, n°15, 2014, Disponible en ligne, consulté le 18 février 2015. URL : <http://urmis.revues.org/1261>

⁶⁵⁶ En Colombie le terme « métis » fait référence au métissage entre « blanc » et « indien », et le terme « mulâtre » désigne alors le métissage entre « noir » et « blanc », « noir » et « métis », « noir » et « indien ». Il convient de préciser que ces classifications arbitraires connaissent des variantes régionales, les *chilapos* seraient des personnes avec un parent métis et autre noir, et les *chocoanos* seraient des personnes noires de peau originaires du Chocó.

communauté noire. »⁶⁵⁷

Jessica Corredor montre que les critères locaux d'appartenance à l'afro-descendance vont bien au-delà des critères retenus par la loi 70⁶⁵⁸. Les zones humanitaires et les zones de biodiversité correspondent d'ailleurs plus au cadre de revendication du territoire collectif qu'à l'identité afro-descendante qui s'y rapporte légalement. La dimension collective et l'appartenance au territoire se traduisent plus par une envie de partager un projet et un futur que par l'attachement à des traits culturels, par ailleurs très peu définis. Le cadre des zones humanitaires et de biodiversité est le cadre construit par les communautés elles-mêmes, et dans lequel elles projettent leur action collective. Or, le cadre mis en avant pour défendre le territoire est surtout celui de l'afro-descendance, il suscite donc des interrogations sur le collectif et menace les communautés de conflits internes.

Malgré ces protections constitutionnelles et le fait que les communautés ne cessent de brandir ce cadre face aux autorités pour accéder à leurs droits, la procédure de restitution ainsi que le processus de représentation légale sont toujours inachevés dans le Curvaradó. En effet, le bassin du Jiguamiandó est sur ce point plus avancé puisque la communauté a obtenu son titre collectif et une représentation légale, tandis que le bassin du Curvaradó n'a toujours pas de représentant légal malgré la reconnaissance du titre collectif. En 2010, devant l'urgence de la situation, la CIDH a rendu un arrêt, dit du « 18 de mayo » (18 Mai), dans lequel elle définit que la restitution des terres doit suivre plusieurs étapes et notamment celle de l'identification des habitants de ces territoires. La CIDH incite également l'État colombien à mettre en œuvre un plan de prévention et de protection pour créer les conditions d'une élection juste et libre. La Cour Constitutionnelle colombienne répond par le décret 299 qui met ainsi en place une procédure de restitution des terres spécifiques pour ces deux bassins. La participation et le vote pour l'élection d'un conseil majeur (représentant tous les conseils communautaires) est garantie aux personnes qui répondent à quatre critères⁶⁵⁹:

⁶⁵⁷ Entretien avec un leader du Curvaradó, novembre 2013.

⁶⁵⁸ CORREDOR Jessica, « Négociations identitaires... », *Op.cit.*

⁶⁵⁹ L'État a sollicité des anthropologues et des juristes pour établir ces « critères » de l'afro-descendance. Au moment de leur visite, ces derniers ont été très critiqués par les populations du Curvaradó et du Jiguamiandó qui

l'existence d'une culture afro-descendante, l'ancienneté sur le territoire (plus de 10ans), des liens de parenté avec un membre d'un conseil et la reconnaissance par un autre membre de la communauté.

Cependant, le flou du cadre de l'afro-descendance laisse place à de nombreuses interprétations, que vont utiliser certains individus membres des communautés du Curvaradó et dont les liens avec les entreprises installées sur le territoire sont dénoncés aujourd'hui. Ainsi, au moment de l'élection des conseils communautaires devant faire partie du conseil majeur, 17 communautés sur 23 sont exclues par quelques individus qui, devant les fonctionnaires de l'État, accusent le reste des communautés ne pas être afro-descendantes au motif qu'elles ne sont pas noires de peau.

La constitution de « critères d'afro-descendance », rendue nécessaire pour effectuer la restitution des terres aux propriétaires légitimes du titre collectif et aux victimes du conflit, crispe encore plus l'identité. La tentative de « racialiser » l'identité, autour de l'assimilation de l'afro-descendant à la couleur de peau, est un des aspects de ces nouveaux conflits. Le caractère métissé (entre *chilapos* et noirs) de l'identité afro-descendante est plus difficile à valoriser, parce qu'il induit des frontières floues que la loi, puis la procédure de restitution des terres, ne permettent pas. L'administration a besoin d'identifier pour restituer, et pour délimiter, elle va chercher ce qui distingue les habitants les uns des autres, ce qui les rend plus légitimes ou non pour un accès à la terre. Au nom de la protection des communautés légitimes, ces processus donnent lieu à une surenchère des critères et des spécificités pour définir l'afro-descendance. Les communautés afro-descendantes sont ainsi accusées de ne pas l'être, et c'est tout leur cadre d'action collective qui s'effondre. Elles tentent de mettre en avant un cadrage plus vaste de l'identité, qui rassemblerait différentes origines culturelles, davantage ancrées dans le sentiment d'appartenance que dans la couleur de peau. Leur vision, finalement plus complexe de l'identité, a permis d'interrompre le processus d'exclusion des

s'opposent par principe au fait que des personnalités extérieures à la communauté viennent définir leurs droits sur le territoire. Au vu du métissage complexe de la zone, et des différentes perceptions de ces identifications selon les individus (au vu de leur passé, leur tradition, leur liens d'appartenance à la communauté), on imagine toute la complexité (et le risque) de l'établissement de ces critères ethniques. Sollicitée pour préciser ces critères, la Cour Constitutionnelle a d'ailleurs invité les acteurs à « interpréter » ces derniers. Une sage décision en termes juridiques et sociologiques, mais qui a des conséquences au moment de déterminer les habitants qui sont légitimes ou non sur ces territoires, dans un contexte de pression foncière accru. Pour plus de clarification sur la procédure de restitution des terres dans cette zone, voir l'annexe n° 12.

chilapos dans le Curvaradó, notamment parce que les leaders les plus emblématiques de ces communautés, comme Maria, noire de peau, ont préféré boycotter le processus plutôt que d'exclure la majorité des communautés. Les tensions ont été moindres dans le Jiguamiandó qui a finalement pu avoir une représentation légale et continue d'afficher son soutien au bassin voisin. Cependant, les tensions sont difficiles à manœuvrer dans ce contexte où les intérêts fonciers sont importants. On observe des crispations identitaires au sein même des collectifs où l'identité afro-descendante n'était pas un enjeu de lutte mais un cadre permettant d'être protégé.

Dans ce contexte, les discours sur l'afro-descendance vont bien au-delà des discours identitaires, pour les communautés c'est un cadre qui est devenu une réelle arme pour survivre sur leur territoire et pour défendre leur identité collective telle qu'elles la conçoivent. Dans le cas du Bas Atrato, le cadre législatif utilisé comme cadre de mobilisation, crée de nombreuses tensions, et amènent les collectifs à redéfinir leur identité.

Ainsi, tant au sein des communautés afro-descendantes que de l'ACVC les manières de cadrer la cause ont des répercussions sur les collectifs. En effet, l'usage d'un cadre parfois imposé, parfois négocié ou réinterprété, suscite des questionnements quant à l'identité interne de l'organisation. Ces collectifs font face à des questions qui peuvent leur permettre de réaffirmer leurs revendications, mais peuvent aussi les faire implorer lorsque les écarts de cadrages sont trop importants. L'identité de l'organisation est directement remise en question, notamment dans un contexte politique national et international où l'identité devient un cadre dominant pour accéder à des droits.

Des cadrages identitaires à l'identité comme seul cadre

Depuis la constitution colombienne de 1991 et depuis la reconnaissance des peuples autochtones aux Nations Unies, les revendications identitaires en Colombie sont plus présentes sur la scène nationale. Ces mesures de protection globales souvent conçues à partir d'autres contextes socio-politiques ont des effets locaux très forts. Le cadrage identitaire facilite en partie la constitution d'alliances nationales (au nom d'une

identité paysanne par exemple), rend possible une plus grande visibilité internationale (en tant que minorité ethnique par exemple) et garantit l'accès à des droits (droits collectifs et réserves indiennes). Or, ce cadrage réduit aussi les organisations paysannes à ce qu'elles sont (sous-entendu telles qu'elles sont présentées selon des grilles d'appartenance déjà définies) au détriment de ce qu'elles disent. Comment interpréter ces revendications en termes identitaires dans le contexte colombien? Et comment les paysans cadrent-ils les identités pour défendre le territoire ?

Pour qu'un groupe existe aujourd'hui en Colombie, pour qu'il soit protégé et prioritaire pour la restitution des terres, il doit être labellisé. Ces dynamiques s'apparentent à des mises en patrimoine⁶⁶⁰ du territoire, où la reconnaissance d'une identité particulière, d'une culture et d'un patrimoine donne accès à une protection. Concernant les populations afro-descendantes, c'est tout un arsenal juridique international de reconnaissance des minorités ainsi que de mécanismes nationaux de création de territoires différenciés qui permet cette protection. Reconnaître que le territoire devient un patrimoine c'est en partie enlever ces terres du marché, et ainsi freiner l'emprise des entreprises sur ces ressources naturelles. Or, malgré la protection territoriale que ces mesures suggèrent, la patrimonialisation pose d'autres problèmes. Tout d'abord, parce que la protection du territoire est confondue avec une préservation de la biodiversité, une responsabilité qui incombe par conséquent aux populations qui y vivent. Ensuite, cette préservation du territoire peut être conçue d'une autre manière par ces populations locales. En effet « il y a souvent confrontation entre les représentations étatiques de l'héritage culturel, relayées par les agences internationales du patrimoine, et

⁶⁶⁰. Les approches critiques du patrimoine mettent notamment en avant l'importance d'un modèle de patrimoine conçu dans les pays occidentaux et basé sur une certaine forme de préservation. Or derrière cette universalité prétendue, il existe une grande diversité de pratiques locales de patrimoine. BONDAZ, Julien, GRAEZER BIDEAU, Florence, ISNART, Cyril, LEBLON, Anaïs, « Relocaliser les discours sur le "patrimoine" », in BONDAZ, Julien, GRAEZER BIDEAU, Florence, ISNART, Cyril, LEBLON, Anaïs, *Les vocabulaires locaux du « patrimoine » : traductions, négociations et transformations*, Berlin, Lit, 2014, p 9-30, p 11. Pour une perspective critique du patrimoine : BONDAZ Julien, ISNART Cyril, LEBLON Anaïs, « Au-delà du consensus patrimonial », *Civilisations*, n°61, 2012, p 9-21. Ces auteurs montrent que les processus de mise en patrimoine (auquel nous faisons écho en évoquant les protections accordées au couple territoire-identité) sont aussi des manières de décrire, de traiter et se représenter les objets qualifiés de patrimoniaux (p 9) (dans notre cas les territoires et par conséquent les identités). Ils exposent ainsi des études critiques des processus de patrimonialisation et montrent comment diverses sociétés et groupes sociaux appréhendent ces phénomènes de patrimonialisation : contestation de l'usage patrimonial, recours alternatif au patrimoine (p 14) mais aussi remise en cause de la distinction entre patrimoine culturel et patrimoine naturel (p13).

ce que les acteurs jugent nécessaire de transmettre et de protéger »⁶⁶¹. De plus, ces dynamiques mènent aussi à figer les identités des habitants de ces territoires, qui, pour conserver leurs droits, doivent rester « authentiques ». Enfin, il importe plus, pour être protégé et reconnu, de se présenter en tant que groupe social plutôt que d'expliquer des revendications sociales. En définitive, l'aspect revendicatif des communautés rurales sur leur territoire est menacé au profit de l'identité, qui suffirait, en soi, à assurer une protection. Or, nous avons démontré que cette protection n'est pas effective. Au sein des collectifs étudiés, l'usage de ces cadrages identitaires entrent en contradiction avec ce qu'ils sont et ce qu'ils défendent comme nous l'avons vu précédemment.

Ces cadrages identitaires masquent les multiples manières de rendre compte des causes paysannes, de les comprendre et de les porter à différents niveaux. L'identité en tant que telle est devenue un cadre en soi. Les organisations paysannes que nous avons étudiées s'efforcent de rendre compte de leurs demandes précises, de leur manière de concevoir leur territoire et ainsi que de leurs perspectives critiques sur le développement. Un jeu d'équilibriste commence pour ces collectifs qui ne souhaitent pas être réduits à ce qu'ils sont et tentent d'imposer ce qu'ils souhaitent sur leurs territoires. Sortir du cadre identitaire sans renier l'identité, être protégés sans accepter n'importe quelle protection et mettre en valeur un cadrage d'injustice, telles sont les difficultés des mouvements paysans aujourd'hui. Au niveau national, les paysans tentent de maintenir des cadrages identitaires multiples, mais aussi d'éviter que l'identité ne devienne le seul cadre pour obtenir une garantie sur le territoire.

Une analyse à différents niveaux de mobilisation permet de comprendre le jeu des acteurs paysans aux prises avec une logique particulariste.

L'essor de revendications à caractère identitaire

En reconnaissant des droits spécifiques, la constitution colombienne de 1991 offre des opportunités de nouvelles mobilisations. La reconnaissance de ces droits fait également suite à de nombreuses demandes de la part des communautés indiennes pour

⁶⁶¹ BONDAZ Julien, ISNART Cyril et LEBLON Anaïs, « Au-delà du consensus... », *Op.cit.*, p 11.

la reconnaissance de leur autochtonie⁶⁶². Les mobilisations « identitaires » des afro-descendants sont différentes⁶⁶³ des mobilisations indiennes à plusieurs titres. Tout d'abord, le débat académique et politique colombien portant sur l'ethnicité s'est déroulé dans une invisibilité historique⁶⁶⁴ de la population noire en Colombie, invisibilité renforcée par une focalisation sur les populations indiennes. La constitution de 1991 rend très rapidement « visible » cette population avec les premières statistiques d'auto-identification ethnique en 1993⁶⁶⁵. Or, même le DANE (Département Administratif National des statistiques) note, dans la conclusion d'un recensement, toute la difficulté d'identifier la population noire : « il y a eu un biais [dans les premières statistiques] vis-à-vis des Indiens, influencé par les changements constitutionnels et sociopolitiques récents, lesquels ont mis l'accent sur le besoin de reconnaissance. (...) La façon dont la première question a été formulée et codifiée n'a pas permis de faire la différence entre les Noirs et les Indiens. De nombreux Noirs ne se considèrent pas comme un groupe ethnique »⁶⁶⁶. Enfin, les Indiens se sont largement mobilisés pour ces droits, or on

⁶⁶² Les processus de construction d'identités ethniques commencent à la moitié des années 1970 avec l'essor du mouvement indien caucano (du Cauca), le CRIC (CRIC : *Movimiento indígena caucano*). Alors que les mouvements paysans et de salariés ruraux se mobilisent pour une réforme agraire pour les sans terre, et la garantie d'une propriété foncière, les organisations indiennes du Cauca commencent à se mobiliser autour de référents ethnico-territoriaux.

⁶⁶³ Les mouvements noirs du Pacifique sont plus importants dans le Sud central de la région du Chocó, notamment dans le Cauca, et sont le fait de militants politiques, de travailleurs et d'habitants urbains qui revendiquent le droit d'être intégrés pleinement à la nation colombienne, ce qui sous-entend un accès plus égalitaire à l'éducation, la santé et la terre. Il faut cependant tenir compte de l'importance des disparités géographiques de toute la côte pacifique. En effet, les mobilisations ethniques sont d'abord portées par des groupes politisés et d'origine urbaine qui revendiquent leur identité noire, comme une façon de revendiquer l'exigence du respect de leurs droits civiques, face au dénuement et à la discrimination des populations noires des quartiers pauvres des villes du Pacifique. Entre 1991 et 1993 la question de l'identité noire colombienne est surtout posée dans des espaces de mobilisation intellectuelle et politique, et majoritairement dans les villes. Dans le Bas Atrato, la mobilisation en termes ethniques est plus tardive, et prend une tout autre dimension. AGIER Michel, HOFFMANN Odile, « Les terres des communautés noires dans le pacifique colombien. Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique Latine*, janvier mars n°32, 1999, p 17-42.

⁶⁶⁴ Les pionniers des études afro-colombiennes, Nina de Friedemann et Jaime Arocha, mettent en avant l'absence de la question noire dans les sphères juridique, politique et jusque dans la production statistique. DE FRIEDEMANN Nina, « Estudios de negros en la antropología colombiana », in AROCHA Jaime, DE FRIEDEMANN Nina (dir.), *Un siglo de investigación social : antropología en Colombia*, Bogotá, Etno, 1984.

⁶⁶⁵ La question posée est alors la suivante : « Appartenez vous à une ethnie, groupe indigène ou communauté noire ? 1. Oui. Laquelle ? 2. Non » Formulaire Censal 1, DANE 1993. Le même recensement contient un formulaire particulier pour les Indiens en zone rurale, considérant que la caractéristique ethnique ne s'applique qu'aux Indiens dans les zones rurales. En Colombie ce n'est que dans les années 1950, avec la naissance de l'anthropologie nationale que des recensements de la population indienne sont réalisés.

⁶⁶⁶ DANE, 2000, p 19, cité par BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia : dinamicas sociopoliticas en Cali y el Pacifico*, Lealon, CIDSE, IRD, COLCIENCIAS, 2004.

observe comparativement peu de mobilisations concernant la reconnaissance des populations afro-descendantes⁶⁶⁷.

Au sein des organisations paysannes sans définition spécifique comme l'ACVC, ou comme au sein des communautés afro-descendantes reconnues par la constitution, on observe une dynamique de revalorisation des identités dans le but d'exiger une protection du territoire. Alors que les communautés afro-descendantes et les Indiens bénéficient de protections spécifiques au regard de la loi (sans pour autant que cela signifie une garantie en pratique⁶⁶⁸), les paysans sans attribution spécifique, c'est-à-dire les paysans métis, ne bénéficient pas de droits différenciés en tant que communautés rurales. Le développement des zones de réserve paysanne représente ainsi pour eux la seule manière d'obtenir un accès collectif à des ressources. Même si la figure juridique des ZRC n'est pas prévue pour des droits collectifs de propriété, beaucoup de paysans y voit le seul chemin légal vers l'obtention d'une protection.

Dans le contexte de dé-paysannisation des campagnes, la culture paysanne et les savoir-faire paysans sont considérés comme menacés. L'identité paysanne trouve un élan, face au risque de disparition du paysan. Les organisations paysannes cherchent par conséquent à défendre leur territoire *via* la promotion de leur mode de vie et de leur culture. Ils considèrent que leur identité paysanne est menacée par le déplacement des populations et par la réduction des terres agricoles en raison des activités extractives. Les paysans formule deux demandes à l'État colombien. Ils exigent d'être considérés comme de réels citoyens et de participer aux décisions qui affectent leurs territoires, tout en demandant une protection spécifique au nom de leur identité culturelle. Les paysans s'appuient ainsi sur le registre du particulier, sur une identité, pour accéder à une revendication de portée plus générale – la citoyenneté.

⁶⁶⁷ Le qualificatif retenu est d'ailleurs celui d'« afro-descendant », mais l'on trouve d'autres termes mobilisés à la fois par les scientifiques et par les organisations comme populations noires, communautés noires, afro-colombiens, etc.

⁶⁶⁸ La pression des mobilisations indiennes qui mènent à la reconnaissance de ces droits vient également du fait que ces populations sont les plus touchées par la crise humanitaire, le déplacement forcé et les exactions dues au conflit armé. Aujourd'hui encore les populations afro-descendantes et indiennes souffrent de la violence, et de la répression sur leurs territoires collectifs. En effet, ces zones restent des zones majeures de conflit ; où leurs droits ne sont pas garantis ; en témoignent les récents déplacements dans le Chocó notamment. Dans les zones « pacifiées », les droits à la consultation préalable des populations pour tout projet sur leur territoire sont rarement respectés.

Ces ambivalences se ressentent au sein d'une organisation très politisée comme l'ACVC qui a une vision plus « marxiste » du paysannat, qu'elle considère comme une classe opprimée par des intérêts économiques défendus par l'État et la grande bourgeoisie colombienne. La valorisation du territoire et du travail de la terre, chers aux paysans de l'ACVC, s'accompagne d'une mise en valeur des savoir-faire paysans et des manières de vivre. Les revendications en termes identitaires trouvent ainsi progressivement leurs places dans l'argumentaire marxiste de l'ACVC. Les leaders se sont également appropriés les cadres de mobilisation des Indiens et des afro-descendants protégés en raison de leur identité particulière. Ils insistent ainsi à leur tour sur des aspects culturels, et notamment sur la préservation de l'environnement, devenue une des causes de l'ACVC et un élément important de reconnaissance en tant que « culture traditionnelle ». L'ACVC tente ainsi une fusion entre le respect du multiculturalisme et une volonté de maintenir une certaine culture de classe qui permet de rallier plusieurs secteurs « opprimés ».

Cette demande de reconnaissance s'est notamment exprimée au niveau national par le rejet, de la part de plusieurs secteurs paysans, du troisième recensement agricole national organisé par le gouvernement colombien. Cet exercice statistique, qui a pour but d'évaluer la situation sociale et économique dans les campagnes, n'avait pas été réalisé depuis 44 ans dans le pays⁶⁶⁹. Selon l'association paysanne, ce recensement parle de « producteurs agricoles » et non de la catégorie « paysan », ce qui est perçue comme une négation du paysannat en tant que « sujet politique » qui disposerait des droits spécifiques au même titre que les Indiens et les Afro-descendants. Pour l'ACVC, le recensement du gouvernement n'est pas une méthode pour connaître les besoins réels des paysans mais une façon de rendre légitime sa politique de développement en réduisant le paysan à son rôle de producteur. Les paysans de l'ACVC sont très attachés à leur condition de « populaire » qu'ils revendiquent face à une bourgeoisie qui n'a, selon

⁶⁶⁹ En effet, depuis 1970 la Colombie n'avait pas de statistiques officielles concernant de nombreuses zones rurales (types de production, de population, revenus ruraux, activités agricoles, éducation, santé, etc.). De nombreux enfants ne sont pas enregistrés au service civil, et certains villages n'ont pas d'existence juridique. Il y a ainsi un manque très important de données pour mettre en place des politiques publiques. Le cadastre est quant à lui totalement désuet quand il y en a un. Par exemple, les zones de colonisation, comme de nombreux villages de l'ACVC, n'ont pas de cadastre, car ces zones sont officiellement « vides » et les terres appartiennent à l'État (terres domaniales-les *baldíos de la Nación*).

eux, pas la même conception de la terre. L'ACVC rappelle l'importance de la dimension sociale de la terre et de la culture du paysanat pour s'opposer à l'*agrobusiness* et aux industries extractives. Au-delà d'un débat de vocabulaire autour du paysan ou du producteur agricole, le nœud gordien de cette polémique autour du recensement n'est autre que l'enjeu territorial et la reconnaissance d'une territorialité paysanne, à l'exemple des territoires collectifs et des réserves indiennes.

Ainsi, le développement d'un lexique identitaire par l'ACVC comme par les communautés afro-descendantes cherche avant tout à sécuriser le territoire. A partir de ces particularités locales, les paysans revendiquent l'appartenance de leurs lieux de vie au reste de la Nation.

Être « labellisé » pour exister

En se faisant le promoteur du multiculturalisme, l'État colombien investit ainsi dans le champ de la reconnaissance des minorités et de la protection de l'environnement, des thèmes éminemment porteurs au niveau international, comme l'explique Odile Hoffmann⁶⁷⁰. C'est une manière de retrouver une certaine légitimité sur la scène internationale notamment après les vives critiques quant à la situation des droits de l'Homme en Colombie. La nouvelle constitution de 1991 intervient d'ailleurs dans une période très trouble de recrudescence des violences dans le pays. Enfin, cette reconnaissance s'accompagne d'une sorte de décentralisation qui permet au gouvernement colombien de déléguer les problèmes de conflits armés, de production de drogue, et de déplacement massif aux autorités locales. Odile Hoffmann rappelle que la majorité des réserves indiennes et des territoires collectifs des afro-descendants se situent d'ailleurs dans des territoires où l'État n'avait aucun contrôle territorial au début des années 1990.

La décennie 1990 est également marquée par l'essor des questions autochtones aux Nations Unies. Après l'année internationale des peuples autochtones du monde en 1993, c'est la décennie 1995-2004 qui est consacrée aux peuples autochtones. La création d'un

⁶⁷⁰ HOFFMANN Odile, « Jeux de parole et de mémoire... », *Op.cit*

forum permanent à l'ONU sur ces questions, puis la déclaration sur les droits des peuples autochtones en 2007 confirment la volonté des Nations Unies de donner une visibilité à ces acteurs. Cette visibilité internationale crée des ressources non négligeables pour les populations locales. De même, la reconnaissance des minorités va de pair avec la valorisation de la biodiversité, les liens entre respect de la nature et des cultures sont maintes fois mis en avant (sans être explicités), faisant des minorités ethniques des protectrices de l'environnement.

L'appartenance territoriale est en quelque sorte essentialisée, puisque celle-ci dépend dès lors d'une identité particulière. Dès lors, tout l'enjeu des acteurs sociaux est de faire correspondre territoire et identité. Être « labellisé », défini, enregistré, reconnu comme « traditionnel », « ancestral », est la clé pour garantir une protection de son territoire ; par conséquent, il convient de rendre incontestable l'identité. S'il s'agit de reconnaître une spécificité de ces populations attachées à leur identité, les politiques d'ethno-territorialisation en Colombie ne vont cependant pas plus loin. La reconnaissance des minorités en Colombie s'accompagne de la désignation d'autorités locales qui sont considérées comme légitimes au regard des procédures juridiques déterminées par la constitution, au détriment d'autres interlocuteurs et d'autres instances locales de décision. La spécificité des individus est reconnue, mais pas leurs pratiques agricoles et leurs organisations locales. Ils peinent en effet à faire reconnaître leurs institutions traditionnelles et les mécanismes de consultation préalable. Cette patrimonialisation « par le haut » n'est pas sans susciter des changements dans l'organisation « traditionnelle » des populations sur leurs territoires.

Cependant, les acteurs ne se font pas d'illusions sur l'opportunité que représentent ces discours et cherchent à protéger leur territoire dans des contextes de pression foncière accrue. Les acteurs locaux ont les capacités de s'adapter au contexte et aux opportunités discursives pour défendre leurs droits ; en témoigne la réappropriation de coutumes et de récits « traditionnels ». Jean-François Bayart invite, dans son ouvrage *L'illusion identitaire*⁶⁷¹, à penser l'usage politique des identités ethniques. Selon l'auteur, ces processus de construction identitaire sont soumis aux effets de la

⁶⁷¹ BAYART Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

globalisation. Il convient de considérer les identités ethniques non comme des processus naturels préexistants et homogènes, mais de les concevoir comme des entreprises politiques que l'on doit replacer dans leur contexte de production. En les re-contextualisant, ces entreprises politiques deviennent des clés de compréhension de situations politiques. Teodora Hurtado et Fernando Urrea⁶⁷² vont plus loin en considérant que les mobilisations ethniques ne sont qu'une étape de plus dans la dynamique des mouvements des paysans noirs colombiens. Ils en déduisent que « finalement la réinvention du territoire, associé à un nouveau statut sociopolitique, constitue le pilier de l'exercice de mobilisation et la méthode à travers laquelle cette population, dans ses conditions d'exclusion économique et de marginalité sociale, prétend accéder à la citoyenneté »⁶⁷³.

Dans ces conflits plus territoriaux qu'interethniques, l'État joue alors un rôle de juge. Or, ce sont justement les logiques de parcellisation identitaires induites par la politique agraire qui crispent les identités locales. Le cas de la région du Cauca est par exemple très révélateur puisque les communautés indiennes demandent l'élargissement de leurs réserves, ce qui n'est pas sans déplaire aux communautés paysannes qui jouxtent ces territoires.

Union des causes paysannes ou particularismes identitaires ?

L'essor des cadrages identitaires tend parfois à réduire la mobilisation sociale à l'identité, et à la considérer comme le seul cadre d'interprétation des causes. Dans un contexte où l'identité est le dernier rempart pour défendre le territoire, ces catégorisations identitaires entraînent des crispations locales et interrogent les collectifs

⁶⁷² BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia...*, *Op.cit.*. Cet ouvrage porte sur les processus historiques de construction et de transformation permanente de la population noire en Colombie, ainsi que sur son hétérogénéité socio-économique et culturelle. En étudiant l'ensemble de la région pacifique colombienne, les auteurs mettent en avant les différentes formes d'expressions identitaires tout en présentant la situation de cette population par rapport au reste de la population colombienne. Les auteurs insistent notamment sur les logiques d'identification et de différenciation ethnique mises en place dès 1991 au nom d'un discours multi-culturaliste. Malheureusement cet ouvrage n'aborde pas le cas du Bas Atrato au Nord du Chocó.

⁶⁷³ HURTADO Teodora, URREA Fernando, « Políticas y movimiento social negro agrario en el norte del cauca » in BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia...*, *Op.cit.*, p 359-396, p 361.

sur les manières de se mobiliser. Les rapports entre revendication territoriale et revendication identitaire s'expriment de différentes manières dans nos deux cas d'étude.

D'un côté, la catégorie légale d'« afro-descendant » pousse les afro-colombiens à se manifester comme tel. Il faut « mériter » cette catégorie et cette protection particulière, et la collectivité des terres induit par conséquent que l'identité noire doit, elle aussi, avoir une dimension collective forte, car « de cette manière, si la titularisation des terres, et avec elle l'identité noire, ne sont pas collectives et « ethniques » (...), l'ensemble de l'édifice juridique (...) perd son sens et résulte inapplicable »⁶⁷⁴. Alors que les communautés tentent de rentrer en adéquation avec « leur » catégorie, d'un autre côté, l'identité paysanne (qui ne répond pas à une catégorie précise), en fait la demande. Ces catégorisations créent des crispations, puisque ce processus induit l'exclusion de ceux qui ne font pas partie du cadre. En interne, les groupes ne sont pas homogènes et ne se reconnaissent pas toujours dans cette identité. Ceux qui ne correspondent pas aux « critères » menacent la reconnaissance de l'identité et en sont donc exclus. En externe, cette logique pousse à mettre face à face des identités : celle des Afro-descendants contre les métis, celles des métis contre les Indiens, des Indiens contre les Afro-descendants, etc. De nombreuses études montrent à ce sujet l'augmentation des tensions dans certaines zones du pays comme le Cauca, où les conflits interethniques pour le territoire sont particulièrement forts⁶⁷⁵.

Ces cadres identitaires entrent également en conflit avec des causes paysannes plus politisées. Nous avons vu que les organisations paysannes ne se mobilisent plus

⁶⁷⁴ AGIER Michel, QUINTIN Pedro, « Política, cultura y autopercepción : las identidades en cuestión » in BARBARY Olivier, URREA Fernando (dir.), *Gente Negra en Colombia...*, *Op.cit.*, 397-406, p 400.

⁶⁷⁵ Le département du Cauca (au Sud ouest du pays) concentre une diversité de formes d'organisation du territoire et de perceptions du territoire : y cohabitent des paysans métis, différentes communautés indiennes ainsi que différentes communautés afro-descendantes (qui ne partagent pas entre elles les mêmes caractéristiques). La reconnaissance du multiculturalisme intervient dans ce département, selon Carlos Duarte, dans un contexte de pauvreté et d'exclusion sociale qui exacerbe les tensions autour des espaces de représentation, et autour de l'accès à ces droits différenciés. Or, dans de nombreuses parties du département, ces groupes ont maintenu historiquement un usage partagé du territoire et des relations entre eux. Selon Carlos Duarte, ce n'est donc pas l'autonomie territoriale et les droits des populations indiennes et afro-descendantes en tant que tels qui créent les conflits interethniques mais la structure même de la répartition de la terre. Par exemple, les terres les plus riches ont été consacrées au développement de monocultures dans des *latifundios*, alors que les *minifundios* qui rassemblent l'essentiel des paysans, Indiens et Afro-descendants, sont des terres moins productives. DUARTE Carlos, *Desencuentros territoriales, Tomo 1 : la emergencia de los conflictos interétnicos e interculturales en el departamento del Cauca*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2015.

seulement pour un accès à la terre (que garantirait le cadre identitaire pour les minorités) mais pour le territoire (qui inclut l'usage des ressources, des manières de s'organiser, de penser le développement, etc.), des causes qui vont au-delà de l'identité. En effet, les mobilisations pour l'identité entrent parfois en contradiction avec la défense, au niveau national, d'un modèle de développement alternatif. Les paysans craignent ainsi que l'identité contribue à dépolitiser l'emprise sur leurs territoires. De plus, les récentes orientations économiques, explicitées dans le plan national de développement 2010-2014⁶⁷⁶ ne rassurent pas les organisations paysannes. À la situation sécuritaire tendue, s'ajoute l'exode rural massif des familles paysannes qui ne parviennent plus à se maintenir sur leurs territoires faute de politiques agricoles adaptées. Selon l'ACVC et les communautés afro-descendantes, cette politique agricole et la vision du développement mise en place par le gouvernement de Juan Manuel Santos ne garantit pas que les petits paysans, (même propriétaires de leurs terres) et que les communautés (dont les droits sont pourtant reconnus), puissent rester sur leurs territoires. Finalement, les deux procédés de catégorisation identitaire que nous avons étudiés tentent avant tout une reconnaissance nationale pour protéger ces territoires d'autres activités.

Les organisations paysannes étudiées continuent d'utiliser un double discours, en revendiquant une protection spécifique (zones de réserve paysanne / titres collectifs), tout en dénonçant une économie agricole et des choix politiques qui les excluent de leur territoire. Les leaders s'adaptent en *repolitisant* les questions agraires et de développement et en *dépolitisant* l'identité. Cela donne lieu à des jeux d'équilibristes difficiles à tenir au niveau national. Le mouvement paysan colombien national a en effet montré des signes d'union autour de plateformes de rassemblement tels que la Marche Patriotique, le Congrès des Peuples ou le Sommet national agraire réunissant toute la diversité du monde rural⁶⁷⁷. Cependant, au niveau local, chaque organisation tente de défendre son espace de vie et de production. Les Indiens se replient sur les réserves indiennes, les communautés afro-descendantes s'affairent aux titres collectifs dans l'espoir de protéger des portions de territoire, tandis que les paysans « métis » font la

⁶⁷⁶ DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, República de Colombia...*Op.cit.* . Celui-ci est basé sur une plus grande flexibilité dans l'octroi des concessions d'exploration et d'exploitation minières et pétrolières, l'incitation aux investissements étrangers et les subventions aux industries de l'*agrobusiness*.

⁶⁷⁷ Nous nous intéresserons à ces initiatives nationales dans un prochain chapitre. Cf. Chapitre 6.

promotion des zones de réserve paysanne. Les leaders nationaux tentent d'occulter des différentiels d'autochtonie pour réaffirmer une union au niveau national, notamment pour afficher un front commun entre Indiens, paysans métis et Afro-descendants, tandis qu'au niveau local, chaque collectif tente d'exacerber ses différences identitaires pour garder la terre.

Cette question, au cœur du mouvement social colombien en 2013-2014, a notamment été mise en exergue lors de la « rencontre interethnique » organisée par CONPAZ (« Communautés qui construisent la paix dans les territoires »). Cette organisation réunit 113 organisations locales de tout le pays dont les communautés afro-descendantes du Bas Atrato, et est accompagnée par l'ONG CIJYP⁶⁷⁸. En octobre 2014, plusieurs organisations locales (indiennes, afro-descendantes, métis, etc.) s'est réunit dans un village du bassin de Jiguamiandó⁶⁷⁹ pour mettre en commun les expériences de mobilisation et pour réaffirmer les initiatives de paix qui se construisent dans les différentes régions. L'objectif des organisateurs était aussi de favoriser les échanges entre leaders de différentes communautés pour apaiser les conflits locaux et mettre en commun un agenda national. Des ateliers de réflexions portant sur la politique agricole et environnementale ont eu lieu, avec des moments où les paysans réfléchissaient entre groupe d'« appartenance ethnique » puis d'autres où tous les groupes étaient mélangés. Lors des échanges, les communautés indiennes et afro-descendantes ont mis l'accent sur les divers obstacles à la consultation préalable⁶⁸⁰ pour les projets d'exploitation des

⁶⁷⁸ Cette organisation rassemble une grande partie des processus locaux d'organisation collective que l'ONG accompagne juridiquement et physiquement. Constituée très récemment, CONPAZ est encore indéfinie quant à ses objectifs, cependant l'influence de l'ONG est palpable. L'ONG travaille en effet avec différentes communautés dans tout le pays, et ses équipes de terrain ont donc souvent des réunions internes pour aborder les questions de coopération inter-ethniques. L'ONG joue ici un rôle central de pont entre ces communautés, comme nous le détaillerons plus amplement dans un prochain chapitre.

⁶⁷⁹ Cette réflexion est issue des observations participantes pendant la rencontre interethnique. Nous étions chargée par l'ONG de la logistique de transport des différentes communautés jusqu'au village de Pueblo Nuevo, accessible seulement par voie fluviale. Ainsi, nous avons pu assister aux échanges, accompagner chaque « délégation » jusqu'au village et également observer les moments de partage informels entre les leaders indiens, afro-descendants et paysans.

⁶⁸⁰ Le mécanisme de consultation préalable qui oblige toute entreprise à consulter les populations pour tout projet affectant leurs territoires est souvent bafoué selon les communautés locales. En effet, la consultation se résume souvent à une question sur la réalisation ou non du projet et s'accompagne régulièrement de menaces visant à faire pression pour que les communautés acceptent le projet. Le pouvoir de décision des communautés est alors extrêmement réduit puisqu'elles ne peuvent décider des projets, ni de la manière dont l'entreprise pourrait inclure la communauté, ni des conditions environnementales de ces derniers. Selon elles, ces consultations se résument à un acte administratif de légitimation des entreprises sur leurs territoires.

ressources sur leurs territoires et les paysans métis leur ont rappelé qu'ils ne disposent même pas de la possibilité d'objection culturelle. Après plusieurs débats, l'organisation de CONPAZ conclut qu'il est nécessaire de re-politiser le débat pour éviter « la division entre les peuples » et de mettre en place des mécanismes de « résistances territoriales ». Un des leaders de CONPAZ s'exprime ainsi :

« Ils veulent nous diviser en donnant un nom différent à chaque communauté, ici il n'y a pas d'indien, de paysan, de métis ou de noir mais le peuple colombien. Ce sont les mêmes paysans qui travaillent dans les mêmes entreprises qui nous déplacent. »⁶⁸¹

⁶⁸¹ Propos tenus par un leader de CONPAZ en octobre 2014. Observation participante, transcription du journal de terrain.

Photos n° 18 et 19. Rencontre des communautés de CONPAZ

Délégation des Indiens Embera d'Urada (Jiguamiandó) et photo de groupe après l'activité de clôture de l'événement.



Source : Mathilde Allain, 2014.



Source : Mathilde Allain, 2014.

Derrière les constructions discursives érigées en « cause paysanne » se cachent des enjeux de taille. L'identité est en permanence travaillée, mise en avant ou gommée au gré des acteurs et des enjeux que les interlocuteurs mettent en avant. L'enjeu pour ces communautés rurales reste le territoire et l'autonomie sur ce territoire. Elles mettent en place des fonctionnements propres et tentent de contrôler les cadrages imposés par l'extérieur et par le contexte. Les leaders paysans développent pour cela des capacités discursives importantes pour orienter les projets selon leur conception du développement. Cependant, une comparaison des mobilisations locales et nationales laisse apparaître ce jeu d'équilibrisme complexe auquel se livrent les organisations pour défendre leurs intérêts.

Conclusion section 2

Se présenter, exposer ses revendications, être représenté par ses causes : les manières de formuler ne sont jamais sans effets. Ces cadres comportent aussi des risques même si les leaders ont développé des habilités particulières pour se réapproprier les thèmes porteurs et adopter des cadrages qui leur permettent d'être visibles et entendus. Les effets sur les organisations paysannes sont multiples, et on peut les résumer en trois points.

Premièrement, ces cadrages suscitent des débats internes aux organisations, et de possibles conflits entre leaders, entre différentes visions de l'action collective à l'intérieur de la même organisation. Ces débats peuvent être des manières de renforcer le collectif, mais exposent également les organisations plus fragiles notamment lorsque l'on touche au cœur du collectif, à leur identité même. Deuxièmement, les cadres ont des effets sur les revendications portées par les organisations, c'est-à-dire sur la cause elle-même. Les cadres, les manières de dire, conditionnent aussi des manières de faire, de se mobiliser et donc d'être. Troisièmement, les cadrages ont des effets sur le mouvement paysan au niveau national. En effet, lorsque l'identité devient le cadre protecteur, les alliances nationales autour d'un cadrage d'injustice peuvent être mises à mal par des conflits locaux.

Cependant, nous avons également souhaité montrer qu'il existe toujours des marges de manœuvres, des positionnements ambigus et des allers-retours dans l'usage de ces cadrages. L'apport de la comparaison entre les deux organisations, mais aussi entre leurs mobilisations locales et nationales nous a permis de comprendre la distance que les organisations paysannes mettent entre leur collectif et leurs propres discours, et le rôle des leaders agissent dans la réduction de ces écarts.

Les organisations paysannes tentent ainsi d'être visibles, de saisir diverses opportunités, dues au contexte national, aux mécanismes de reconnaissance internationaux, et de profiter ainsi de cadres porteurs sans pour autant renoncer à ce qu'elles sont (dans toute la diversité de leurs appartenances), et surtout sans renoncer à ce qu'elles veulent.

CONCLUSION CHAPITRE 5

Au cours de ce chapitre nous avons analysé les rapports qu'entretiennent les organisations paysannes avec les causes paysannes et leurs formulations. Une analyse multi-scalaire nous a permis de rendre compte de l'usage de ressources internationales pour défendre la cause paysanne. Afin de porter leurs revendications dans différents espaces, les organisations ont recours à des processus d'appropriation de discours produits ailleurs. Elles les interprètent selon leur contexte et les traduisent ensuite au niveau local. Ces processus multiples de cadrages ont des effets sur l'identité de ces organisations et suscitent des débats en interne. Nous avons notamment soulevé les questions posées par l'émergence d'un cadrage identitaire au sein des organisations paysannes étudiées. En changeant de niveau d'observation, on peut se rendre compte de la capacité des leaders à jouer sur la polysémie de certains cadrages pour profiter de l'attractivité de ces termes.

Les paysans colombiens ont recours à des cadrages internationaux de leurs causes pour plusieurs raisons. Ils cherchent tout d'abord à être visibles et légitimes, et l'appropriation de certaines formulations leur permet de se faire une place et d'être entendus. Enfin, ils cherchent également à mettre en exergue leurs revendications, et

surtout à peser sur les débats nationaux. À travers ces divers positionnements, les paysans interrogent la légitimité des termes du débat tout autant que les canaux « légitimes » d'expression.

En parallèle de ces échanges, autour de l'agriculture familiale ou de la position de victime afro-descendante, nous ne pouvons perdre de vue que ces organisations sont également engagées dans des actions collectives concrètes. Il ne faut pas oublier que tous ces processus étudiés prennent place dans une dialectique de la mobilisation. Pour les paysans attachés à leur territoire, la mise en place des projets et les manières de fonctionner au niveau local importent tout autant que la cause exprimée, *faire* compte tout autant que *dire*.

Ces processus de cadrage nous ont aussi permis d'appréhender les enjeux de cohérence interne de ces collectifs. En effet, ces cadres ne servent pas seulement à maximiser des soutiens, ils doivent également être cohérents pour la base sociale de ces organisations. Ce retour vers le local est particulièrement intéressant à étudier au sein de l'ACVC, puisque la structure verticale et la distance géographique entre les paysans à Bogotá et ceux qui sont dans les campagnes, peuvent impliquer des différences de points de vue. Or, ce retour vers le local et la manière dont l'organisation interroge son identité et ses manières de traduire la cause, rendent compte de ce besoin de cohérence. De même, et c'est également le cas au sein des communautés afro-descendantes, ces débats internes suscités par des cadrages généraux, mettent en avant une certaine force de conviction. En effet, les organisations paysannes sont souvent tentées de suivre ces cadrages généraux parce qu'ils garantissent de nombreuses ressources financières et une audience (pour les victimes ou bien pour des projets de coopération). Or, nous observons que ces groupes sociaux ne souhaitent pas renoncer à ce qu'ils sont. Par exemple, l'ACVC est prête à laisser de côté des financements internationaux si elle juge que ces derniers conditionnent l'action locale et compromettent la vision de l'association. Les communautés afro-descendantes se distancent quant à elles d'une position de victime silencieuse et ne se laissent pas instrumentalisées par des cadrages identitaires. Actuellement, le conseil de Curvaradó a préféré renoncer à une représentation légale plutôt que d'exclure une partie de la communauté.

Il convient de souligner le rôle que jouent les leaders des organisations paysannes dans la mise en avant des revendications collectives à ces différents niveaux. Les adaptations discursives sont, en effet, le fait d'intermédiaires efficaces, qui évoluent aux niveaux local et national et interagissent avec des acteurs internationaux très divers.

Conclusion de la 2^{ème} partie

Au cours de cette deuxième partie, nous avons souhaité insister sur la traduction de des relations de solidarité à l'intérieur des collectifs mobilisés, qui constitue un aspect peu étudié des mobilisations locales et des travaux sur la solidarité internationale. Les organisations sont travaillées par la solidarité internationale, en tant que structures qui lient les paysans entre eux, et en tant qu'entités qui s'expriment au nom des acteurs. Nous avons démontré qu'il est possible d'analyser les adaptations des collectifs dans leurs pratiques et dans leurs discours sans pour autant considérer les acteurs locaux comme des stratèges.

Ces deux adaptations, organisationnelles et discursives, sont intrinsèquement liées, puisque ce sont les compétences acquises qui permettent aux acteurs locaux de porter leurs revendications à différents niveaux sans pour autant perdre de vue leur base sociale. Dans ces processus d'adaptation, les deux organisations paysannes ne disposent pas des mêmes ressources et n'adoptent pas les mêmes changements.

Cependant, deux points communs peuvent être soulignés. Premièrement, les acteurs locaux du Cimitarra comme ceux du Jiguamiandó et du Curvaradó ont à cœur de conserver une cohérence interne au sein de leurs collectifs. Ils cherchent également à maintenir un certain contrôle sur leurs revendications et sur la manière dont ils mobilisent leurs savoirs. Pour ce faire ils mettent en place des mécanismes locaux pour assurer la relève au sein de ces collectifs afin de faire face à l'isolement des campagnes mais aussi pour s'opposer à l'imposition d'un développement de leur territoire qui ne leur correspond pas.

Deuxièmement, ces changements ne sont pas sans susciter des conflits internes dans les deux organisations paysannes car ils produisent de nouveaux rapports de force. En effet, les adaptations étudiées amènent les collectifs à remettre en question leur identité, la légitimité de leurs savoirs tout autant que la manière dont ils formulent leurs revendications. Dans les deux cas, ces changements conduisent les acteurs locaux à repenser l'échelle pertinente de mobilisation. La défense du territoire s'exprime ainsi à travers une résistance discursive et une meilleure formation des leaders paysans.

Nous avons observé que dans le contexte colombien, la défense du territoire pousse les paysans à aller au-delà de leurs espaces locaux et à politiser la question agraire. Pour ce faire, les paysans développent d'autres ressources, et le recours à des intermédiaires est alors essentiel pour créer des liens entre les organisations, entre l'État et les paysans, et entre les paysans et leurs interlocuteurs internationaux. Les mécanismes d'adaptation et de réappropriation des causes que nous avons identifiés sont en effet le fait d'acteurs qui interagissent à différents niveaux de la mobilisation : local, national et international. Ces acteurs locaux sont des intermédiaires clés pour faire entendre la voix des paysans. Entre les lieux de production du discours paysan et la réception de ces discours, il faut en effet des messagers efficaces. Ce sera l'objet de notre prochaine partie.

3^{ème} Partie : Entre politisation des acteurs locaux et pragmatisme des solidarités internationales

Comment caractériser les relations de solidarité qu'entretiennent les acteurs locaux avec les acteurs internationaux ? Cette question au cœur de la troisième partie naît d'un constat : les acteurs locaux sont mieux formés et se mobilisent au niveau national, tout en conservant des liens plutôt fragmentés avec les acteurs de la solidarité internationale.

Deux éléments contextuels ont fait évoluer le rapport des acteurs locaux à la solidarité internationale. Premièrement les mobilisations agraires de 2013 qui ont partiellement bloqué le pays pendant plusieurs mois et poussé le gouvernement colombien à prendre en compte l'existence de citoyens en désaccord avec son plan de développement. Deuxièmement, la perspective de la signature des accords de paix entre le gouvernement et les FARC implique un nouveau rôle pour les acteurs locaux et une redéfinition des relations de solidarité internationale.

L'échelle internationale ne semble ainsi plus aussi prégnante dans le travail des organisations paysannes. Pourtant, les paysans colombiens lient dans leurs discours leur territoire et les politiques agricoles internationales. Ces questions ne sont pas pour autant reprises par la majorité des partenaires internationaux qui soutiennent financièrement leurs actions.

Ces solidarités internationales permettent-elles un nouveau rapport des acteurs locaux à la politique ?

A travers la figure de l'intermédiaire, nous verrons comment les paysans redéfinissent leur place sur la scène nationale colombienne. Au cours d'un sixième chapitre, nous montrerons que les paysans colombiens politisent leurs revendications locales et agissent en même temps comme des facilitateurs de l'action de l'État sur leur territoire. Ils créent ainsi de nouveaux mécanismes locaux pour exprimer leur attachement au territoire et leur volonté de participer au processus de paix et à la définition de la politique agricole au niveau national. Nous verrons également que la

grève nationale agraire de 2013 marque un tournant puisqu'elle mobilise divers acteurs au niveau national et permet de politiser davantage la question du territoire.

Puis, au cours d'un dernier chapitre nous interrogerons les rapports de solidarité internationale à l'aune des évolutions politiques et nationales des acteurs locaux. Nous montrerons que les soutiens étrangers restent dispersés et se réalisent en fonction de la conjoncture et des acteurs qui se rencontrent. Les acteurs locaux font alors preuve d'un certain pragmatisme pour adapter localement les différentes formes de solidarités internationales en fonction de leurs revendications. Nous démontrerons que les liens de solidarité permettent aux acteurs locaux de poursuivre la défense du territoire au niveau national.

CHAPITRE 6. La politisation croissante des paysans sur la scène nationale colombienne

Introduction

« ça c'est important que tu le prennes en compte, c'est que... l'ACVC a été, depuis ses débuts, une organisation paysanne avec une forte incidence dans la sphère politique, c'est-à-dire que nous, nous ne sommes pas restés dans la lutte revendicative, dans la lutte pour le territoire, qui est bien évidemment en relation avec le politique, mais nous avons été aussi très actifs au niveau de la participation politique, dans des scénarios politiques ».

Leader de l'ACVC, octobre 2013.

« *Quel est le travail que vous réalisez avec les communautés ?*

Nous, nous les soutenons au niveau de la protection par le biais des témoignages historiques [rapports sur les violations des droits de l'Homme], par le biais d'un dialogue avec le gouvernement, un dialogue avec des agences du système des Nations Unies, *via* les procédures de mesures préventives de protection avec la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, nous soutenons aussi le travail pédagogique du collège, parce que beaucoup d'enfants de ces familles étudient au collège. Nous [les] conseillons aussi sur la constitution des zones de biodiversité, quand ils veulent délimiter ces espaces pour les protéger et les rendre visibles, alors oui dans ce sens-là on les accompagne. Aussi, il y a un accompagnement concernant le travail de mémoire et la recherche de la vérité sur ce qu'il est arrivé aux personnes assassinées, aux disparus, ce qui s'est passé au niveau de la terre. On accompagne aussi la recherche de justice pour les crimes dont ils ont été victimes, avec beaucoup d'entre eux nous menons des procès internes contre les entreprises qui sont encore ici dans la zone. Et aussi toutes les procédures devant l'OIT, devant les Nations Unies, ... »

Militant de l'ONG Commission Intereclésiale de Justice et Paix, décembre 2013.

Ces deux extraits d'entretiens rendent compte de différents positionnements vis-à-vis de la politisation. Dans les discours de l'ACVC nous pouvons remarquer une affirmation claire du caractère politique des revendications et des prétentions de l'organisation paysanne, tandis que le discours de l'ONG qui accompagne les

communautés afro-descendantes est davantage orienté vers une défense des droits au niveau juridique. D'un côté, l'ACVC est directement investie à différentes échelles de mobilisation, dans l'espace politique colombien et au-delà de son territoire, de l'autre, les communautés ont recours à un intermédiaire pour relayer leurs causes *via* l'ONG de la Commission Interéclesiale de Justice et Paix (CIJYP) aux niveaux national et international.

Partant de ce constant, la question des relations qu'entretiennent les paysans avec le et la politique se pose. Leurs revendications témoignent d'une remise en cause du système politique, au sein duquel leurs voix ne sont pas prises en compte, et d'une remise en cause du modèle économique du gouvernement colombien. Par conséquent, cette transformation des questions sociales en enjeux politiques est caractéristique d'un processus de politisation. Selon Jacques Lagroye, la politisation est « une requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités »⁶⁸². On observe ici une opposition classique entre *la* politique et *le* politique. Selon Jacques Lagroye, les acteurs sociaux tendent plus facilement à rejeter la première mais pensent que leurs actions ont une « portée politique ». Les mouvements sociaux tendraient ainsi à entretenir une certaine distance vis-à-vis de la politique institutionnelle et partisane. On peut parler de politisation d'un enjeu (une revendication aurait une cause politique) mais aussi de la politisation des acteurs. Ces diverses formes de « recours au politique » contribuent donc à repenser ce que Jacques Lagroye appelle la « production d'un ordre politique ».

En Colombie, nous observons que la politisation des paysans s'observe à plusieurs échelles de mobilisation. Au niveau local elle consiste en une prise de conscience des injustices puis, au niveau national, elle porte sur un questionnement plus large sur le rôle des paysans dans la société colombienne. La politisation est à la fois un processus de recours au politique (par des affinités idéologiques et des relations ponctuelles avec les partis politiques) et d'interactions institutionnelles (avec les diverses administrations de l'État), et à la fois un processus de « nationalisation » des luttes locales.

⁶⁸² LAGROYE Jacques, « Les processus de politisation »..., *Op.cit.*

L'intérêt des acteurs sociaux pour la politique institutionnelle n'est pas nouveau⁶⁸³, et recouvre plusieurs formes. La politisation sous-entend ainsi une grande diversité de relations entre d'un côté partis politiques et mouvements sociaux, et de l'autre État et mouvements sociaux, sans oublier que de nombreux acteurs rattachés à une structure partisane sont placés au cœur de l'appareil d'État et vice-versa. La science politique a longtemps écarté la mobilisation sociale comme expression du politique, au motif qu'elle ne constituait pas une forme de demande sociale institutionnelle et qu'elle serait par conséquent illégitime. Cette irruption des « profanes » dans la politique a suscité un intérêt plus tardif dans les années 1970, sans pour autant que les acteurs sociaux agissant en dehors des partis politiques institutionnalisés soient considérés comme faisant partie du jeu politique. Divers mouvements entre politique institutionnelle et non institutionnelle (ou profane) sont alors identifiés. Une convergence des mouvements vers les partis ou une prise de distance des premiers vis-à-vis des seconds sont observées. Puis, de nombreuses études⁶⁸⁴ ont mis en avant les relations entre sphère politique et sphère sociale en insistant notamment sur la porosité de ces frontières, avec des passages de l'une à l'autre, voir la constitution de coalitions hybrides⁶⁸⁵. Hélène Combes⁶⁸⁶ rappelle que les analyses portant sur les rapports entre partis politiques et mouvements sociaux sont souvent réduites aux relations d'instrumentalisation ou de cooptation. En appréhendant les trajectoires militantes, elle montre les allers-retours militants entre ces deux sphères et le multi-engagement des acteurs. Les interdépendances et relations avec d'autres espaces sont ainsi multiples⁶⁸⁷.

⁶⁸³ Charles Tilly différencie les acteurs faisant partie de la politique institutionnelle (*les insiders*) des autres (*les outsiders*) qui cherchent à y accéder. Cependant, nous verrons au cours de ce chapitre que les *outsiders* ne cherchent pas toujours à accéder à la politique institutionnelle en tant que telle, mais qu'ils cherchent plutôt à peser sur elle. De plus, nous verrons que ces catégories *insiders/outsiders* tendent parfois à se confondre, notamment lorsque des acteurs intermédiaires occupent une place dans les deux espaces. TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978. Sur la complexité des rapports entre *challenger* et *member*, voir le numéro de *Sociologie et Sociétés* portant sur les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle : ANCELOVICI Marcos, ROUSSEAU Stéphanie « Présentation : les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle / Content » *Sociologie et sociétés*, vol 41, n° 2, 2009, p 5-14.

⁶⁸⁴ Pour Simon Luck et Stéphanie Dechezelles, « il serait donc erroné d'opposer politique institutionnelle, organisations partisans et mouvements protestataires, tant ces trois sphères d'action s'interpénètrent fréquemment. » ; LUCK Simon, DECHEZELLES Stéphanie (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p 6.

⁶⁸⁵ GOLDSTONE Jack, « Bridging Institutionalized and Noninstitutionalized Politics », in GOLDSTONE Jack (dir.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p 20-24.

⁶⁸⁶ COMBES Hélène, « Pour une sociologie du multi-engagement... », *Op.cit.*

⁶⁸⁷ MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements... », *Op.cit.*

Dans le cas de la Colombie, la concentration de la littérature sur le phénomène d'une expression politique armée puis sur l'analyse des dérives des guérillas et de son influence sur le système politique, peut en partie avoir occulté l'étude sur d'autres acteurs sociaux politiques tels que les mouvements sociaux. Ceci dit, nous ne pouvons nier le fait que cette dimension armée est centrale pour appréhender l'étude des multiples relations entre État, partis politiques et mouvements sociaux dans ce pays dans un contexte de transition vers la paix. Les paysans colombiens étudiés entretiennent ainsi un rapport ambigu avec la politique. En effet, ils exigent à la fois d'être partie prenante de la construction des politiques publiques au niveau local tout en maintenant un discours contestataire sur les manières de faire de la politique. Ils oscillent également entre un rejet de la politique politicienne (et notamment des élus locaux jugés corrompus et incapables de prendre en compte les demandes des populations) et une volonté de créer leurs propres plateformes politiques capables de peser sur les choix électoraux.

Comment évaluer le rapport des paysans colombiens au politique/ à la politique ? Comment les organisations paysannes interagissent-elles avec l'État, avec les partis politiques et avec le niveau national ? Nous postulons que par le biais d'une grande diversité d'intermédiaires les organisations paysannes sont constamment en contact avec la et le politique. Ces acteurs multi-engagés⁶⁸⁸, intermédiaires⁶⁸⁹, et entrepreneurs de politisation⁶⁹⁰, agissent pour fluidifier les relations et créer de nouveaux échanges. Ils naviguent ainsi entre les différents niveaux de mobilisation, aux niveaux local, national et international mais aussi entre différents mondes, partisans, institutionnels, militants, etc. Selon Elise Massicard⁶⁹¹, l'intermédiaire ne se définit pas selon ses ressources mais selon ses relations, il accumule ainsi des ressources en termes de capital social. Ces intermédiaires constituent des « passeurs entre deux frontières ». Les recherches d'Olivier Nay et d'Andy Smith⁶⁹² sur les jeux de médiation entre institutions montrent que les acteurs intermédiaires permettent des rencontres « à la marge » des institutions,

⁶⁸⁸ COMBES Hélène, « Pour une sociologie du multi-engagement... », *Op.cit.*

⁶⁸⁹ MASSICARD Elise, « Le fonctionnaire inachevé ? La figure du maire de quartier (muhtar) » in AYMES Marc, GOURISSE Benjamin, MASSICARD Elise, *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire Ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2014, p 259-292.

⁶⁹⁰ LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po-Dalloz, 1991.

⁶⁹¹ Les muhtars sont à la fois des élus et des fonctionnaires. Ce sont des personnalités issues des quartiers qu'ils administrent, il y a par conséquent une tension entre la figure de l'agent et celle de l' élu.

⁶⁹² NAY Olivier, SMITH Andy (dir.), « Les intermédiaires en politique... », *Op.cit.*

par le biais de rapports individuels, qui sont essentiels pour la renégociation des règles d'action collective. La multiplication des acteurs qui représentent l'État est un avantage pour les paysans qui peuvent alors solliciter différentes institutions étatiques au gré des alliés qui s'y trouvent, étant donné que « les échanges dans l'espace public ne s'inscrivent plus sur une scène unique dominée par l'État »⁶⁹³. Il existe ainsi plusieurs lieux de négociation et les acteurs doivent « apprendre à naviguer d'une institution à l'autre, à faire usage de plusieurs répertoires d'action et à négocier avec des interlocuteurs dont le nombre et la qualité peuvent varier en fonction du contexte et du niveau de la négociation »⁶⁹⁴. Se focaliser sur certains acteurs et leurs micro-interactions nous semble pertinent pour comprendre le positionnement plus large des paysans aujourd'hui sur la scène nationale. En effet, selon Nay et Smith « l'imbrication des institutions sociales et politiques est loin de se rapporter à des processus généraux qui seraient indépendants des micro décisions, des petites routines, des échanges interindividuels, des attitudes adoptées par ceux qui «représentent» une institution »⁶⁹⁵. En définitive, ces acteurs intermédiaires, les leaders paysans de l'ACVC, et les militants de l'ONG CIJYP pour les communautés du Bas Atrato, permettent de « formuler une représentation commune de la situation »⁶⁹⁶ entre des acteurs qui auraient des intérêts pourtant divergents.

Ces acteurs semblent par conséquent faire preuve d'un certain pragmatisme pour rendre possibles les actions collectives coordonnées (avec d'autres organisations sociales par exemple), permettre des relations avec les institutions étatiques et avec différents partis politiques. Y-a-t-il incompatibilité entre ces formes de pragmatisme et les formes de politisation des causes paysannes ? Olivier Nay et Andy Smith différencient deux formes d'activité de ces acteurs intermédiaires, d'une part celle qui consiste à créer des liens et donc à créer un « sens commun » entre des acteurs divers (les auteurs cités précédemment parlent de milieux institutionnels), et d'autre part celle qui consiste à trouver des solutions, faire des ponts entre des acteurs qui n'ont à priori

⁶⁹³ *Idem.*, p 5.

⁶⁹⁴ *Idem.*, p 5.

⁶⁹⁵ *Idem.*, p 8.

⁶⁹⁶ *Idem.*, p 12 et 13.

pas les mêmes objectifs⁶⁹⁷. Ainsi les dimensions cognitive et pragmatique (les auteurs parlent de dimension stratégique de la médiation) sont conciliables⁶⁹⁸. En effet, les organisations paysannes sont à la fois tiraillées par des convictions sociales et politiques fortes et par une volonté croissante de peser au niveau national et de continuer à être visible au niveau international. Les capacités internes des organisations, étudiées dans la partie précédente, sont évidemment centrales. En effet, l'appartenance à tous ces espaces sous-entend une maîtrise de pratiques que seuls les intermédiaires possèdent.

Ces acteurs intermédiaires, leaders paysans de l'ACVC mais aussi militants de l'ONG CIJYP, permettent aux organisations paysannes de se maintenir à la fois dans et en dehors de la sphère politique. Ils sont à la fois agents de politisation des revendications au niveau national et « facilitateurs » des alliances nationales. Ainsi, les paysans colombiens expérimentent différents processus de politisation, dont certains sont particulièrement novateurs⁶⁹⁹. On observe des formes de pragmatisme couplées à des formes de politisation très diverses. Ces deux points ne sont en aucun cas antinomiques mais ces ambivalences, que l'on retrouve à travers ces acteurs intermédiaires, mi « agents de politisation », mi « facilitateurs » de solidarités, suscitent parfois des questionnements au sein des organisations paysannes que nous avons suivies. Ces relations seront également au cœur de ce chapitre.

Sur ce plan, nos deux organisations diffèrent largement. L'ACVC a développé des capacités lui permettant d'avoir ses propres intermédiaires multi-positionnés (entre l'ACVC et les institutions, entre l'ACVC et les autres collectifs paysans et entre l'association et ses interlocuteurs de la coopération internationale). À l'inverse, les communautés afro-descendantes n'ont pas développé les mêmes compétences et peinent encore à avoir des leaders capables de créer ces ponts. Cependant, la Commission Intereclésiale de Justice et Paix agit comme un réel intermédiaire pour les communautés.

⁶⁹⁷ *Idem.*, p 14.

⁶⁹⁸ Les travaux de Lilian Mathieu mettent également en avant à la fois le rapport à la politique et l'aspect pragmatique des mouvements sociaux. MATHIEU Lilian, « Rapport au politique... », *Op.cit.* .

⁶⁹⁹ La question de la création de nouveaux partis par des mouvements sociaux a notamment été analysée par Herbert Kitschelt. KITSCHOLT Herbert, *The Logics of Party Formation : Ecological Politics in Belgium and Germany*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1989. Plusieurs dossiers de revue ont également été consacrés aux rapports entre mouvements sociaux et partis politiques en France. Voir : « Quelle articulation entre partis, syndicats et mouvements ? Discussion avec Daniel Bensaid, Philippe Khalifa, Claire Villiers et Pierre Zarka », *Actuel Marx*, n° 46, 2009, p 12-26.

Elle utilise ses ressources nationales et ses compétences institutionnelles et politiques pour permettre aux communautés d'accéder à différents espaces de revendication⁷⁰⁰. Cette ONG agit tel un médiateur pour les communautés, ce qui leur permet de sortir de leur enclavement territorial. Cependant, comme nous le verrons ponctuellement, les prétentions nationales et politiques de l'ONG ne sont pas toujours celles adoptées au niveau local par les leaders afro-descendants.

Au cours de ce chapitre, nous analyserons dans une première section l'action de politisation au niveau local, qui va d'une prise de conscience des inégalités à une forme d'action citoyenne et de participation à la constitution des politiques publiques. Dans une deuxième section, nous nous intéresserons aux alliances sectorielles entre les paysans au niveau national ainsi qu'aux plateformes communes qui ont été créées durant la grève nationale agraire de 2013. Ces alliances sociales et politiques ont également révélé différentes formes de politisation des organisations paysannes à l'œuvre depuis 2010.

SECTION 1/ LES PAYSANS ET L'ÉTAT : ENTRE CONTESTATION POLITIQUE ET CONSTRUCTION DE NOUVELLES RELATIONS

Les communautés afro-descendantes et l'ACVC se caractérisent par leurs prises de position virulentes à l'encontre de l'action de l'État en Colombie. Cependant, nos observations sur le terrain mettent en avant une grande diversité de pratiques et de relations entre l'État (ses fonctionnaires, ses institutions, son armée) et les organisations paysannes étudiées. Celles-ci ne sont pas seulement conflictuelles. Au contraire, les leaders paysans qui agissent en tant qu'intermédiaires entre l'État et les habitants des zones rurales entretiennent des relations durables avec des fonctionnaires dans différentes administrations. Au-delà d'une dénonciation de l'abandon de l'État, très présent dans les discours revendicatifs des collectifs paysans, il existe des ponts entre ces derniers et leur administration.

⁷⁰⁰ Par exemple, toutes nos observations des rencontres institutions colombiennes/communautés sont accompagnées par l'un des avocats ou membre de l'ONG.

Les caractéristiques même de l'État colombien⁷⁰¹ – mi- protecteur, mi- oppresseur – rendent ces relations éminemment complexes. De même, les paysans colombiens du Bas Atrato et du Magdalena Medio ont constitué des collectifs qui ont pour tâche de porter leurs revendications locales au-delà de leurs territoires tout en construisant des alternatives locales. Actions collectives de mobilisation et construction quotidienne d'alternatives s'imbriquent et sous-tendent les rapports avec les administrations publiques. Redéfinir la place des paysans colombiens sur la scène nationale implique une mobilisation nationale plus importante mais également la consolidation d'expériences locales capables d'être portées comme des références à d'autres niveaux. La question agraire en Colombie, souvent appréhendée à travers le prisme des mobilisations nationales, peut aussi être comprise à travers l'étude des multiples relations locales tissées entre les paysans et l'État. La position de négociation des paysans colombiens, est le résultat des interactions répétées avec des administrations locales dans ces deux régions. Ces interactions ont permis aux paysans d'affirmer leur connaissance du territoire et de faire connaître leurs revendications auprès des fonctionnaires. Au-delà de l'aspect revendicatif de l'opposition à un État oppresseur, les leaders paysans ont construit des relations durables avec l'État sur leurs territoires. Ils rendent par conséquent possible l'action publique au niveau local, ce que nous analyserons dans un premier temps.

Ces relations de long terme ont aussi permis la constitution d'alliés au sein de certaines administrations, une confiance acquise par des négociations quotidiennes et des interactions répétées. Ces alliés constituent autant d'intermédiaires nécessaires pour fluidifier les relations entre l'État et les mobilisés. Cependant, les organisations paysannes deviennent plus que des médiatrices, elles cherchent à reconfigurer cette présence étatique. Les leaders de l'ACVC réitèrent leur opposition à l'État colombien tout en renforçant dans le même temps leurs liens avec des fonctionnaires de diverses

⁷⁰¹ DABÈNE Olivier, « Enclaves autoritaires en démocratie : perspectives latino-américaines », in CAMAU Michel et al. (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : convergences Nord-Sud : mélanges offerts à Michel Camau*, Paris, La Découverte, 2008, p 89-112. William Avilès parle « démocratie de basse intensité ». AVILES William, « Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy, *Journal of Latin American Studies*, vol 38, 2006, p 376-408.

institutions locales. De même, alors que les communautés afro-descendantes se mobilisent devant la base militaire installée sur leurs territoires, elles bénéficient à Bogotá de solides alliés au sein des institutions gouvernementales de défense des droits de l'Homme. Ainsi, l'autonomie territoriale mise en avant dans les discours se traduit parfois paradoxalement par un resserrement des liens entre paysans et État colombien. Les paysans entendent également redéfinir l'action de l'État sur leurs territoires, ainsi que leur rôle en tant que citoyens, en créant de nouveaux mécanismes de participation locale, ce qui constituera l'objet de notre deuxième partie. Les paysans réalisent différents processus de politisation et montrent notamment leur capacité à passer de problèmes concrets à la construction de programmes politiques plus abstraits. Les acteurs intermédiaires permettent de politiser les enjeux locaux et d'exacerber la politisation des injustices, tout en facilitant, de manière plus pragmatique, l'action de l'État dans leurs territoires.

Les paysans rendent possible l'action de l'État au niveau local

L'État colombien est remis en cause par les organisations paysannes, à travers une critique de la politique gouvernementale, mais également à travers une remise en cause de sa structure. En effet, les organisations locales dénoncent la prégnance des intérêts privés (paramilitaires et économiques) au sein des administrations. Paradoxalement, les institutions étatiques sont sollicitées pour protéger les populations en danger (Défenseur des droits, Secrétariat de la présidence pour les droits de l'Homme, Unité des Victimes, etc.), et les territoires (Institut colombien de développement rural, Unité de restitution, ministère de l'Agriculture, etc.). Une attention portée à la pratique des organisations paysannes, et surtout à celles de leurs acteurs intermédiaires, permet d'observer une multitude de relations entre les paysans et les administrations publiques.

Dans le contexte d'isolement des campagnes et de vulnérabilité des populations, la première action des organisations collectives est bien souvent très pragmatique : expliquer aux paysans ce qu'est l'État ainsi que leurs droits en tant que citoyens. Par conséquent, ces leaders, « relais » des besoins locaux, deviennent également le relai de l'État et le garant d'un dialogue avec les institutions étatiques dans ces zones rurales.

Ainsi, les paysans se retrouvent dans une double fonction de relai : d'une part, ils politisent les besoins ressentis au niveau local pour faire émerger des revendications collectives et les adresser à l'État, et d'autre part, ils permettent aux paysans d'être en contact avec l'État, notamment facilitant l'accès des fonctionnaires aux populations et aux territoires.

Celis Leila⁷⁰² défend la thèse d'une relation complexe entre les communautés rurales et l'État dans son étude de trois processus d'organisation locale en Colombie. Elle montre que « l'action paradoxale de l'État », entre répression et promotion des droits de l'Homme, a créé des opportunités de mobilisation pour les organisations locales, qui vont par la suite radicaliser leur rapport à l'État tout en adoptant de nouvelles pratiques institutionnelles. Nous avons pu retrouver cette ambivalence au sein des deux organisations étudiées, et plus particulièrement à travers les pratiques des leaders de l'ACVC et des membres de l'ONG CIJYP. Ces acteurs sont plus à même de maîtriser ces alternances de position et d'ancrer une cohérence d'action entre la dénonciation de l'État et la construction locale d'une relation plus durable.

On retrouve au niveau local deux sens de la politisation, le premier relatif à l'attribution d'une causalité politique aux injustices ressenties et le deuxième relatif au rapprochement entre la chose politique et les habitants ruraux. La définition de Jacques Lagroye, pour qui la politisation est « l'ensemble des pratiques et des discours qui tendent à donner une signification politique aux actions et aux comportements, à entretenir un intérêt pratique pour la participation épisodique à des activités réputées spécifiquement politiques, et à diffuser la croyance en la nécessité et en la dignité suprême de l'organisation politique des sociétés »⁷⁰³, prend alors tout son sens.

⁷⁰² CELIS Leila, *Les mouvements sociaux dans le contexte de conflit...*, *Op.cit.* Les compétences internes de chaque organisation ne sont cependant pas étudiées dans ce travail. Or, ces dernières permettent aux organisations paysannes de concilier à la fois l'action collective revendicative (pour s'opposer à la répression) et la construction locale de nouvelles relations (notamment en capitalisant sur les mesures de protection des droits de l'Homme). Ce n'est pas l'ambiguïté de l'État colombien qui en soit crée des opportunités de mobilisation, mais bien les capacités des acteurs locaux à jouer de ce contexte, de différentes manières et avec des résultats très inégaux selon les organisations (cf chapitre 4).

⁷⁰³ LAGROYE Jacques, *Sociologie politique,...*, *Op.cit.*, p 288.

Politiser les besoins locaux

Prendre conscience des injustices dans la répartition des terres, prendre la mesure de la situation des communautés rurales en Colombie puis s'en émouvoir n'est pas un processus anodin. En effet, cette « injustice » est ressentie et exprimée comme telle par certains paysans, alors que d'autres préfèrent parler d'une fatalité qui toucherait les habitants de ces campagnes. Pourquoi certains paysans ont-ils choisi d'attribuer une forme de responsabilité à l'État ? La « politisation » sous-entend l'attribution d'une cause politique à la situation vécue par ces populations. Les leaders des organisations sensibilisent ainsi leur base sociale sur l'origine de ces injustices en mettant en avant une attribution de causalité. En amenant les paysans à interroger *leur* société, c'est-à-dire leur entourage, leurs relations avec leur communauté, leur environnement, etc., les leaders cherchent à amener les paysans à interroger *la* société de manière plus générale. La politisation des besoins locaux suggèrent une double mission pour les acteurs intermédiaires : expliquer le fonctionnement de la politique et l'ancrage des injustices, puis rassembler et contextualiser la situation des communautés rurales par rapport au reste du pays.

Au sein des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó, tous les habitants n'ont pas fait le choix d'être en contact avec l'ONG. Par conséquent, leur situation est moins visible et moins présente dans la dynamique de dénonciation au niveau national. Au sein de chacune des communautés, les membres de CIJYP ont des interlocuteurs privilégiés, des personnalités reconnues comme légitimes par la population. Les communautés qui travaillent avec l'ONG pour relayer leurs causes semblent plus revendicatives que d'autres. Est-ce pour cette volonté de porter leur résistance qu'elles ont choisi de poursuivre leurs revendications au-delà de leur territoire avec l'aide de l'ONG, ou est-ce l'accompagnement de l'ONG qui a permis à ces communautés de connaître leurs droits et par conséquent de les défendre autrement ? Il semble ainsi difficile de démêler les origines de la politisation de ces communautés. Dans tous les cas, l'ONG constitue une interface centrale entre les communautés afro-descendantes et « l'extérieur ».

Cet « extérieur » ne symbolise pas seulement ce qui est « en dehors du territoire », il représente aussi tout un univers cognitif de ce qui ne fait pas partie de la communauté,

un extérieur dont les membres des zones humanitaires ne maîtrisent pas toujours les codes. L'ONG CIJYP permet physiquement de rapprocher les communautés des institutions, puisque les équipes de l'ONG habitent dans les zones humanitaires, elles peuvent informer et faire « remonter » les situations d'urgence. La mise en visibilité de cette résistance locale est aussi argumentée juridiquement. Au droit « naturel » des populations à vivre sur leurs terres, les membres de l'ONG apportent des éléments juridiques qui légitiment leur posture. Ainsi, au cours des interactions entre l'ONG et les populations locales, les membres de CIJYP répètent souvent les dispositions juridiques de la loi 70 qui garantit des territoires collectifs aux communautés afro-descendantes. Ces rencontres, entre l'ONG et les leaders des communautés, prennent également une dimension de formation civique. Par exemple, il est parfois question d'expliquer le fonctionnement de l'État (à quoi sert l'État ? À quoi sert chaque administration ? Comment prendre contact avec une administration ? Etc.). Enfin, le travail de CIJYP est aussi un exercice de contextualisation des luttes locales dans la dynamique nationale. Elle suit les avancées législatives qui pourraient menacer les communautés et s'informent également des autres luttes paysannes et afro-descendantes qui pourraient les aider.

Ce travail d'interface et de politisation des besoins locaux est disséminé dans les différentes rencontres que réalisent les équipes de terrain de l'ONG. Il ne se formule pas explicitement mais est le fait de plusieurs interactions de long terme. Le retour d'une communauté paysanne sur ses terres a constitué un point d'observation intéressant pour comprendre le rôle de CIJYP dans la constitution de ces nouvelles relations.

En octobre 2014, 14 familles de la communauté de La Madre Union, dans le bassin de La Larga Tumarado, voisin de Curvaradó, ont décidé de retourner sur leurs terres après plusieurs années à vivre dans des villes voisines. Quelques familles ont pris l'initiative de retrouver les autres membres de la communauté, pour ensuite décider d'un retour collectif sur leurs territoires. Hector, le leader de cette communauté, avait pris contact avec l'ONG CIJYP pour connaître les dispositions légales du retour et pour prévenir les autorités colombiennes de la décision de ces familles. Camilo, membre de l'ONG a accompagné Hector à Bogotá. Il nous explique que l'enjeu du travail sur le terrain est différent selon chaque communauté et selon chaque étape du processus de

retour. Pour lui, la force de la communauté de La Larga réside dans la proximité entre les habitants. C'est notamment en s'appuyant sur ces liens, qui sont souvent familiaux, que l'esprit de communauté est renforcé. En effet, étant donné que le territoire est collectif, l'entente au sein de la communauté est primordiale. Pour Camilo, la mission de l'ONG à La Larga est surtout de « donner des arguments pour rester sur le territoire ». Il s'agit de renforcer l'idée que les habitants sont légitimes dans leur démarche, et que leur présence sur leurs terres est légale.

En rendant visite aux communautés de manière régulière, l'ONG cherche à systématiser un espace de discussion collective. Lors d'une réunion à La Larga, un membre de CIJYP rappelle aux habitants qu'il n'est pas nécessaire que l'ONG vienne pour que la communauté se réunisse afin d'évoquer leur organisation interne. Concernant un soutien plus matériel, l'ONG dispose de très peu de fonds propres dédiés à l'aide strictement humanitaire. Or, rester sur le territoire passe également par une amélioration des conditions de vie des familles, en premier lieu par la construction d'habitat et des garanties alimentaires. Sans ces deux éléments, les familles risquent de se décourager et de repartir vers les villes. Quelques semaines après le retour des habitants de La Larga sur leurs terres, l'ONG constate un rationnement important des portions de nourriture durant les repas. Les habitants n'osent l'avouer, mais les réserves de riz s'amenuisent. Une pénurie signifierait l'échec du retour. Après avoir constaté cette situation, les membres de l'ONG choisissent d'en informer les leaders des zones du Curvaradó, qui, très rapidement, mettent en place un système d'entraide pour récolter du riz dans chaque famille et ensuite l'amener aux familles nouvellement installées. L'ONG, qui, dans ce cas, est un simple relai, a tout de même permis aux communautés d'entrer en contact. Les nouveaux arrivants prennent ainsi conscience qu'ils ne sont pas seuls et les communautés déjà installées se sentent responsables de ces nouvelles familles. Quelques jours après cette récolte communautaire, de nombreux leaders du Curvaradó proposent d'ailleurs d'aller rendre visite aux familles de La Larga pour leur transmettre leur expérience de résistance.

Pour l'ONG, ces moments de rencontre permettent de mettre en commun plusieurs expériences similaires. De cette manière, à chaque réunion, les avocats de CIJYP répètent aux paysans, que ce qu'ils vivent (leur expérience micro-locale) est ressentie

par d'autres communautés, dans d'autres bassins de la région mais aussi dans d'autres communautés rurales en Colombie. Ils expliquent que leurs expériences ne sont pas isolées et qu'elles comptent dans la dénonciation d'une stratégie plus régionale d'accaparement des terres. Ils montrent que ce que les populations vivent au quotidien est un motif de revendication.

Rapprocher l'État et les paysans

Rapprocher l'État et les paysans n'est pas un des buts affichés par les leaders, au contraire, ces derniers insistent au cours des entretiens sur leur opposition à l'État colombien. Cependant, en pratique, nous avons assisté à de nombreux moments d'échange et d'interaction entre l'État, ses administrations et ses fonctionnaires, et les paysans. Ces relations révèlent le rôle de médiation des leaders. Les communautés afro-descendantes bénéficient de garde-fous constitutionnels et de diverses protections de l'État mais ces interactions sont toutefois très conflictuelles. À l'inverse, les paysans de l'ACVC expriment leur conflit avec le gouvernement colombien tout en entretenant une multitude d'interactions souvent peu problématiques avec les administrations locales.

Les relations entre l'État et les communautés afro-descendantes se réalisent souvent avec l'intermédiaire de l'ONG CIJYP. Les communautés la sollicitent dès qu'elles ont un rendez-vous auprès d'une institution, et plus régulièrement l'ONG crée directement les situations de rencontres avec les institutions étatiques. Alors que l'ACVC est en relation avec le ministère de l'Agriculture et ses agences spécialisées (notamment l'INCODER), les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó sont quant à elles en relation avec l'Unité des Victimes, l'Unité de Protection ou encore le Secrétariat aux droits de l'Homme de la présidence de la République. Ces relations sont rarement directes. Elles sont téléphoniques (les institutions appellent directement l'ONG dans ces cas), ou administratives. Par exemple, la plupart des rendez-vous qui devaient avoir lieu entre les familles nouvellement arrivées de La Larga et l'Unité des Victimes chargée d'enregistrer leur situation, ont été annulées par l'administration au motif que les conditions de sécurité pour le voyage des fonctionnaires dans la zone n'étaient pas réunies.

Sur les six interactions « physiques » que nous avons pu observer, trois rencontres concernent l'armée⁷⁰⁴. Ces rencontres sont très conflictuelles et renforcent auprès des populations l'image militaire de l'État. Un autre exemple de ce rapport difficile aux institutions a pu être observé en novembre 2014, lorsqu'un avocat de l'ONG est envoyé dans le Bas Atrato pour suivre le procès d'un jeune d'une communauté de Curvaradó accusé de délit de rébellion⁷⁰⁵ et en attente de jugement depuis plusieurs années. Arrivés⁷⁰⁶ à Riosucio pour l'audience, la cour de justice est vide, le prévenu n'ayant pas été transféré de son centre de détention jusqu'au tribunal. Le tribunal de Riosucio et la prison d'Apartadó ne sont pas parvenus à trouver un accord concernant l'institution en charge de financer le déplacement du détenu. La déception est grande pour la famille, qui est une nouvelle fois confrontée aux mauvais fonctionnements du système dans ces zones très éloignées de la capitale. Dans ces deux types de relations entre les communautés et l'État, l'ONG CIJYP joue un rôle essentiel. Dans le premier cas c'est un réel tampon protecteur entre l'armée et les communautés, où l'usage du « t-shirt blanc » sert à rappeler aux militaires que leurs actions sont visibles au-delà du territoire. Dans le deuxième cas, c'est un acteur qui permet de faire le pont entre une administration incompréhensible et des populations qui attendent que justice leur soit rendue.

À l'inverse, les rencontres entre l'ACVC et les institutions étatiques sont très encadrées. Ces échanges prennent place dans le quotidien de l'organisation, puisque l'ACVC dispose d'alliés dans de nombreuses institutions étatiques⁷⁰⁷ (notamment au sein de l'INCODER, l'Institut colombien de développement rural). Ces alliés font partie de l'ACVC et travaillent en même temps au sein de ces institutions, ou ils ont de très bonnes relations avec certains leaders de l'organisation paysannes. De nombreux

⁷⁰⁴ 1^{ère} interaction : lors d'un conflit avec des travailleurs installés illégalement sur le territoire des communautés, l'armée n'a pas protégé les populations qui faisait appelle à elle. 2^{ème} interaction : les habitants des zones humanitaires ont manifesté devant la base militaire de Llano Rico, l'armée a alors fermé les portes de la base et envoyé un hélicoptère pour « surveiller » la manifestation. 3^{ème} interaction : l'expulsion des populations récemment retournées sur leurs terres.

⁷⁰⁵ De nombreuses personnes n'ayant aucun lien avec la guérilla ont des peines pour délits de rébellion. Dans certaines régions du pays, il est courant de se voir proposer une réduction de peine pour des délits mineurs en échange de se déclarer comme un démobilisé de la guérilla. Ce système des « faux judiciaires » permet d'augmenter le chiffre de personnes démobilisées, ou bien les chiffres de capture de guérilleros.

⁷⁰⁶ Nous sommes chargée par l'ONG d'accompagner l'avocat pendant le procès, et dans ses déplacements à Riosucio.

⁷⁰⁷ Nous renvoyons le lecteur au chapitre 4, section 3 sur le « multi-positionnement des leaders ».

membres de l'équipe technique de l'ACVC sont les relais d'un projet entre l'association paysanne et l'INCODER. Ces membres ont un double rôle, ils permettent à l'institution d'avoir accès aux populations paysannes, et parallèlement permettent à l'association paysanne de comprendre les logiques internes de l'institution. De cette façon, il est plus facile pour les leaders d'interagir avec ces fonctionnaires et d'influencer les projets en cours.

Les organisations paysannes constituent des relais clés pour que l'État puisse accéder à certaines portions de territoire. En effet, l'administration ne connaît pas ses administrés dans ces zones, elle ne connaît pas non plus ses territoires qui ont pendant longtemps été des zones de guerre. Les agents de l'État sollicitent ainsi les organisations paysannes, notamment l'ACVC, pour avoir accès aux territoires et aux populations. En août 2014, un représentant de l'Institut de Géographie Agustin Codazzi (IGAC), Miguel⁷⁰⁸, chargé de réaliser les cartes officielles du pays, prend contact avec l'ACVC et plus particulièrement avec un de ses leaders, Alvaro. Miguel nous explique qu'auparavant personne ne pouvait venir dans cette zone de guerre et que l'institut n'a pas toujours les coordonnées exactes des terrains. Par conséquent, l'IGAC ne peut pas commencer le travail de restitution et de répartition des terres (l'INCODER se base sur les relevés de l'IGAC). La région étant plus calme, le fonctionnaire admet qu'il a besoin des habitants locaux pour se repérer dans l'espace et cartographier le territoire. Pour l'ACVC, consciente qu'il est nécessaire de cartographier l'espace pour commencer un processus de restitution des terres, cet inventaire des ressources du territoire peut aussi être un risque. En effet, ces cartes pourraient permettre la mise en place de projets visant à s'accaparer leurs terres. Néanmoins, Miguel et Alvaro ont déjà travaillé ensemble en d'autres occasions, et les deux hommes ont une confiance mutuelle. Ils permettent de faire l'intermédiaire entre l'État et les campagnes et de rendre ces échanges possibles. Pour Miguel, il est essentiel de faire appel à l'ACVC car il ne s'aventurerait pas sur ce terrain sans être accompagné des paysans de l'association (par crainte de représailles de la population mais aussi de mauvaises rencontres avec des groupes armés). Pour Alvaro, le fait d'être sollicité de cette façon renforce la légitimité de l'association, comme un acteur crédible ayant une bonne connaissance de son territoire. Ces relations entre les

⁷⁰⁸ Le prénom du fonctionnaire a été modifié.

paysans et l'État sont courantes, mais le rôle d'intermédiaire de certains leaders est essentiel pour fluidifier les rencontres et éviter d'éventuelles frictions entre les paysans et les fonctionnaires.

Cette fonction de relai de l'État a cependant certaines limites, notamment lorsque les intermédiaires doivent interagir avec des institutions locales corrompues et des représentants politiques locaux qui les obligent à entrer dans des relations clientélistes délicates. Or, loin d'être seulement vulnérables face à ces systèmes locaux difficiles (notamment dans les cas où les liens entre entreprises-paramilitaires-élus locaux sont connus), les acteurs locaux ont développé des jeux d'adaptation. Ces « stratégies » révèlent souvent une maîtrise très fine des enjeux locaux et de la complexité des contextes politico-économiques avec lesquels ils doivent composer. Ces relations sont aussi l'occasion de « protéger » les zones d'action de l'organisation et d'ainsi contrôler l'action de l'État dans les territoires qui constituent la base sociale de l'organisation.

En définitive, les organisations paysannes doivent « jongler » avec deux notions de la politique. D'une part, elles cherchent à politiser les injustices locales pour alerter les pouvoirs publics et maintenir la mobilisation collective, et d'autre part, elles veulent sensibiliser les populations paysannes aux enjeux citoyens. Elles remettent ainsi en cause certaines prérogatives de l'État sur leurs territoires, mais appellent également à plus d'investissements publics dans d'autres domaines. *In fine*, elles redéfinissent leurs relations avec l'État.

La construction de nouveaux mécanismes de « participation » locale

En parallèle de leurs actions revendicatives, les organisations paysannes ont commencé, depuis quelques années, à développer de nouvelles manières de participer au niveau local, et donc de redéfinir l'action de l'État sur leurs territoires. Entre volonté d'ancrer leur autonomie et volonté d'asseoir leurs revendications, ces nouveaux mécanismes de participation permettent de comprendre les évolutions futures de ces organisations paysannes. D'un côté, l'ACVC a mis en place des « tables communales pour la vie digne », des bureaux dans les centres urbains permettant de conseiller les

paysans dans leurs démarches et de rassembler leurs doléances pour les adresser à la mairie. D'un autre côté, les communautés afro-descendantes se sont liées à une organisation réunissant plusieurs collectifs locaux intitulée CONPAZ (« communautés qui construisent la paix dans les territoires »). Cette plateforme est un espace de réflexion pour s'informer et formuler des revendications que partagent des processus de résistance parfois isolés.

Que signifie « participer » dans ces espaces ? Les organisations paysannes désignent ces mécanismes comme étant des espaces de « participation » et souhaitent mettre en avant la participation de divers acteurs. La littérature portant sur les processus participatifs et la démocratie participative est riche⁷⁰⁹, et a permis de mettre en avant divers types de participation ainsi que certaines limites de ces mécanismes⁷¹⁰. L'intérêt de cette partie est plus particulièrement de comprendre en quoi les organisations paysannes considèrent ces mécanismes comme « participatifs ».

Ces mécanismes poursuivent plusieurs buts. Tout d'abord, ils permettent de construire de nouveaux espaces de dialogue et d'échange entre les populations locales, et entre les acteurs locaux et les autorités. Ensuite, ces mécanismes servent également de formation aux acteurs locaux qui peuvent ainsi mieux comprendre le fonctionnement des administrations et connaître leurs droits. Enfin, ces initiatives servent à rassembler des paysans au-delà de la base sociale des organisations paysannes et au-delà de leur espace local. Bien que ces expériences soient encore en constitution, et qu'il serait prématuré d'évaluer leurs impacts sur la médiation avec l'État, sur la dynamique collective ou encore sur les effets sur la participation locale, nous pouvons dresser quelques constats suite à nos observations.

Ces deux mécanismes, les tables communales et CONPAZ, diffèrent l'un de l'autre. Alors que les tables communales pour la vie digne ont été mises en place

⁷⁰⁹ L'article d'Alice Mazeaud, Magali Nonjon et de Raphaëlle Parizet revient sur les travaux consacrés aux dispositifs participatifs. Elles mettent en avant la grande diversité des mécanismes locaux et des usages de la participation et de l'appropriation des discours sur la participation. MAZEAUD Alice, NONJON Magali, PARIZET Raphaëlle, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative », *Participations*, n° 14, 2016, p 5-35. D'autres auteurs ont également montré les différentes approches politiques des mécanismes participatifs en Amérique latine. DENIEUIL Pierre-Noël, « Représentations comparées et limites de la notion de participation suscitée en Afrique et en Amérique latine. La participation pour le développement, de Albert Meister », *Revue Tiers Monde*, n° 195, 2008, p 647-659.

⁷¹⁰ MAZEAUD Alice, NONJON Magali, « Vers un standard participatif mondial ? Enjeux, conditions et limites de la standardisation internationale de la participation publique », *Participations*, n° 14, 2016, p 121-151.

directement par l'ACVC, la plateforme de CONPAZ, elle, est une initiative de l'ONG CIJYP qui rassemble plusieurs processus d'organisation en Colombie. CONPAZ s'organise avant tout pour aborder les questions relatives au post-conflit et au rôle des communautés rurales dans la paix, tandis que les tables communales se présentent plus directement comme des interlocuteurs privilégiés entre la mairie et les paysans au niveau local. CONPAZ est un rassemblement d'alternatives locales dont l'objectif est de faire des propositions pour la paix. Les tables communales pourraient devenir une institution intermédiaire incontournable permettant aux paysans d'avoir accès aux administrations locales.

L'expérience des « tables communales pour la vie digne » : de nouvelles interactions entre paysans et politique

L'expérience des tables communales dans le Magdalena Medio crée de nouvelles interactions entre paysans, puis entre les paysans et leur administration municipale. C'est un espace local de convergence des différents conseils d'action communale (les JAC : *juntas de accion comunal*, le plus petit échelon administratif) destiné à mettre en commun les problématiques et les doléances des campagnes. Ces tables communales ont été conçues comme une alternative locale aux relations clientélistes qu'entretiennent les élus locaux avec leurs électeurs, une manière de redéfinir les rapports entre les mairies et les administrés. Bien que l'objectif affiché soit la constitution d'une plateforme de négociation indépendante et exclusivement dédiée aux relations locales, pour l'ACVC c'est aussi une manière d'intégrer de nouveaux espaces de mobilisation collective.

Cette initiative naît en 2005 suite à l'union ponctuelle de plusieurs villages qui décident d'unir leurs doléances face à l'administration et refusent de suivre les canaux classiques de participation instaurés jusqu'alors par les autorités municipales. Les points mis en avant à ce moment-là sont la crise humanitaire (notamment les faux positifs), les fumigations aériennes contre les villages, et les blocus économiques répétitifs imposés aux paysans. Rappelons brièvement que les conseils d'action communale (JAC) ont été créés pour contrôler l'organisation des campagnes dans le but de surveiller les

mouvements paysans en les contenant dans une structure administrative précise⁷¹¹. A l'origine, *Asojuntas* était une structure associative mise en place pour mieux rendre compte des demandes des campagnes, elle rassemble toujours l'ensemble des JAC. Cependant, cette association a très vite été contrôlée par les élites locales. Les dates de réunions, les ordres du jour, mais également les lieux de rencontres avec l'administration municipale sont déterminés par les mairies elles-mêmes, laissant peu de possibilité pour que de nouvelles problématiques émergent. De plus, les rapports individuels qu'entretiennent certains JAC avec des élus locaux de la mairie renforcent ce système clientéliste. *Asojuntas* met ainsi en place un système individualisé des demandes, c'est-à-dire que chaque JAC présente ses problématiques au conseil municipal, ce qui a pour effet de fragmenter les alliances entre villages qui connaissent les mêmes enjeux. Les espaces de discussions existants ont tendance à laisser la place aux notables locaux et les prises de parole des fonctionnaires ne favorisent pas réellement la participation des paysans qui disposent souvent de capitaux sociaux culturels et de compétences politiques moins élevés. Par conséquent, ce sont des espaces où la violence symbolique exerce une pression importante sur les paysans qui se sont progressivement désengagés, pour ceux qui s'y étaient investis, de ces espaces de « participation »⁷¹². Un espace de discussion plus démocratique pour rassembler les villages, échanger et se former était jugé nécessaire par l'ACVC.

Pour l'ACVC, la constitution de ces tables communales est également un pas important, puisque l'association paysanne cesse d'être dans la confrontation et investit des espaces officiels d'interaction avec l'État. En regardant de plus près, on remarque que ce sont quatre villages d'implantation historique de l'ACVC (No te Pases, Y De los abuelos, Puerto Matilde et Jabonal) qui sont à l'origine de cette initiative. La « participation » au sein des tables communales est à la fois une tentative pour renforcer

⁷¹¹ On renvoie ici au chapitre 1 où la naissance des JAC est expliquée.

⁷¹² De nombreux travaux sur la démocratie participative ont mis en avant les obstacles à la participation des citoyens. Les processus de reproduction des compétences politiques dans l'espace participatif, l'inégalité des citoyens face à la participation ou encore la présence des élus dans ces espaces, sont également observables dans le cas colombien. BLATRIX Cécile, « La démocratie participative en représentation », *Société Contemporaine*, n° 74, 2009, p 97-119, GAXIE Daniel, « Cognitions, auto-habilitation... », *Op.cit.*

les compétences publiques du paysannat, pour que les paysans connaissent le fonctionnement de leur administration et la manière dont se décident les politiques publiques qui affectent leurs territoires, et également une manière pour l'ACVC de continuer à diffuser ses idées politiques.

L'ACVC joue en effet un rôle central dans l'organisation quotidienne de ces tables communales, en termes administratif, logistique et politique. Grâce à ses différents appuis régionaux, l'organisation paysanne invite ainsi des fonctionnaires et elle convoque des réunions pour renouer un dialogue local. Elle met tout d'abord en relation plusieurs paysans provenant de différents villages (qui ne se connaissent pas forcément) puis tente d'instaurer un nouveau dialogue entre paysans et fonctionnaires. Les leaders paysans parient sur le fait qu'en rapprochant les fonctionnaires et les paysans, ces derniers seront plus à même de défendre leurs intérêts. Au-delà de la filiation directe entre ces mécanismes de rassemblement et l'ACVC, les membres de l'association paysanne, militants et sympathisants, font vivre ces tables communales. Ils tiennent les permanences, organisent les ateliers, réunissent les habitants et organisent leurs transports jusqu'aux lieux de réunions. Des équipes de l'ACVC sont directement déléguées pour s'occuper des tables communales, mais aussi pour aller à la rencontre de tous les villages afin d'expliquer l'intérêt de ce mécanisme participatif. L'ACVC coordonne également les assemblées de la table communale qui réunit tous les JAC pour mettre en commun les doléances locales et formuler des exigences auprès de la mairie. Les délégués des JAC peuvent ainsi se réunir et mettre en avant les manques d'infrastructures (routes et ponts et électrification), les demandes en termes éducatifs et de santé, etc.

Encadré n°15. L'assemblée générale de la table communale de Remedios.

L'assemblée de la table communale de Remedios Juillet 2014 : une rencontre, plusieurs objectifs

Déroulement de l'assemblée :

- Bilan du contexte politique en Colombie.
- Explication de ce qu'est un « acte d'engagement », une lettre que devra signer la mairie en s'engageant auprès des paysans sur un certain nombre de projets.
- Discussion des problèmes par petit groupe : infrastructure, politique agricole, éducation.
- Identification des priorités des conseils d'action communale. La priorité retenue : infrastructures.
- Lecture de l'acte d'engagement qui reprend les propositions des paysans.
- Présentation de l'acte à la mairie, et rencontre avec les membres du conseil municipal.

Objectifs de l'ACVC (annoncés lors de la réunion interne de préparation la veille de l'assemblée) :

- Expliquer le contexte politique aux paysans de Remedios (Remedios est, pour des raisons historiques et géographiques, une zone de moindre influence de l'ACVC).
- Expliquer aux « gens »⁷¹³ l'intérêt de la table communale pour la vie digne (qui vient d'être créée à Remedios).
- Présenter le plan de développement de la ZRC et expliquer aux paysans ce qu'est la ZRC.
- Entreprendre des relations avec la mairie et le conseil municipal.

Pour les membres de l'ACVC, il ne s'agit plus de créer une plateforme pour demander des services publics à des notables, mais bien d'exiger l'accomplissement du plan de développement décidé par les communautés rurales. Les tables communales permettent de penser sur le long terme une stratégie de politique publique rurale. Le premier objectif est de rompre avec les logiques électoralistes. En effet, à chaque élection, les conseils d'action communale sont obligés de trouver des alliances précaires avec différents candidats pour espérer faire avancer leurs projets. Puis, le deuxième objectif affiché par l'ACVC est de pouvoir, à terme, soumettre tous les candidats aux élections municipales à l'approbation du plan de développement territorial. En effet, l'organisation paysanne considère que les politiques publiques à destination des campagnes sont trop fragmentées et individualisées⁷¹⁴. L'objectif de l'ACVC est aussi

⁷¹³ Propos recueillis lors de l'observation participante à Remedios, juillet 2014.

⁷¹⁴ La fragmentation des politiques publiques rurales entre en contradiction avec les perceptions territoriales des habitants. Ce constat n'est pas propre à la Colombie. MASSARDIER Gilles, SABOURIN Eric, LECUYER Lauren, AVILA Mario, « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle : l'exemple du "développement rural durable territorial" au Brésil, territoire Aguas Emendadas », *Participations*, n°2, 2012, p 78-102.

de faire émerger un agenda territorial commun. Au cours de l'assemblée de Remedios, les paysans sont répartis par groupe de travail et par thème. Les délégués paysans en charge d'identifier les problématiques des infrastructures insistent tous sur un manque de routes et de ponts pour aller de leurs villages à Remedios. Or, un membre de l'ACVC explique que l'intérêt est aussi de prioriser les routes à construire et les ponts « les plus pertinents ». Il rappelle qu'il est aussi important d'avoir des infrastructures routières reliant les villages entre eux. Concernant les demandes pour la construction des postes de santé, il incite également les paysans à réfléchir à leur emplacement. Si tous les villages demandent un centre de santé, il est peu probable que la mairie de Remedios investisse. Au contraire, si les paysans s'accordent sur la construction de quelques centres de santé, idéalement situés entre plusieurs villages, les membres de la table communale pourront plus facilement exiger à l'administration la construction de ce centre. D'une force de mobilisation, l'ACVC entend transformer « sa » base rurale en électeurs « conscientisés », qui donneront leur vote aux candidats respectueux du plan de développement, assurant alors la continuité des projets au-delà des exigences électorales.

Les tables communales installées dans quatre des villes principales de la zone de réserve paysanne, Cantagallo, Yondo, Remedios et San Pablo, ont chacune un bureau où elles reçoivent les citoyens. Par ce mécanisme, l'ACVC réinvente et redynamise les liens entre les paysans et l'administration locale. En effet, les tables communales, situées au centre de ces zones urbaines sont progressivement devenues des centres de formation populaire et une sorte d'organe de contrôle administratif. Les ateliers de formation expliquent les compétences des administrations aux habitants (et pas seulement les paysans). Des commissions ont également été créées pour suivre les différents projets de la municipalité. Par exemple, une commission est chargée du contrôle des travaux publics et les membres surveillent la bonne mise en œuvre des principaux chantiers annoncés pendant les élections⁷¹⁵, comme la construction d'hôpitaux, d'écoles et de bâtiments administratifs. La commission peut demander à

⁷¹⁵ Dans certaines zones, les candidats promettent la construction de nouveaux bâtiments à chaque élection, mais aucune de ces constructions ne voient le jour alors même que les fonds ont été versés.

consulter le budget de la mairie. Les équipes de suivi sont chargées de faire pression et d'évaluer les travaux réalisés.

Cependant, l'ACVC ne perd pas pour autant de vue ses visées politiques et son rôle de mobilisation contre un modèle économique qu'elle considère destructeur pour le paysannat, comme le rappelle ce leader de la table communale de Cantagallo :

« L'avancée la plus importante de notre projet c'est que les gens sont en train de participer de manière plus constante. Les gens sont en train de comprendre la problématique administrative du modèle économique actuel. Les gens comprennent que si les choses n'avancent pas, c'est parce qu'il y a un modèle, et ce modèle n'est pas pensé pour améliorer le développement social de la région, mais il sert d'autres projets. »⁷¹⁶

En étant présent dans le quotidien des conseils d'action communale, le discours de l'ACVC peut alors être repris dans les formulations des demandes adressées à l'administration. De plus, il est diffusé au sein des villages lorsque les présidents de conseil rendent compte de leurs actions auprès de leur population. Selon l'ACVC les paysans formulent progressivement leurs demandes en termes « d'exigences du respect de leurs droits », et n'espèrent plus de « faveurs » de la part de la mairie. Dans cet espace local, les militants de l'ACVC prennent soin de ne pas se présenter au nom de l'association paysanne, au contraire, ils mettent en avant les tables communales pour la vie digne comme étant un rassemblement des différents villages. L'ACVC montre ainsi à l'administration que les paysans savent s'organiser de manière « autonome », sans que les tables communales soient accusées de partialité.

Derrière cette volonté de déléguer une partie du travail militant aux conseils d'action communale, l'ACVC cherche à renforcer son ancrage territorial et son influence. Dans un entretien avec le président de l'ACVC en 2014, Gilberto Guerra ne s'en cache pas. Il considère que les tables communales ne sont pas seulement des espaces de doléances, ce sont aussi des lieux de conscientisation, de socialisation et de mobilisation. Nous avons en effet pu observer le poids local des tables communales lors de la destitution de la maire de Cantagallo, qui a entraîné la mobilisation de la table

⁷¹⁶ Entretien avec un leader de l'ACVC de Cantagallo, août 2014.

communale de ce même village, comme nous l'avons relaté précédemment⁷¹⁷. Au-delà du soutien affiché à une représentante politique qui leur convient, les paysans de l'ACVC ont montré leurs capacités mobilisatrices. En quelques jours l'association a réussi à mobiliser l'ensemble des villages de Cantagallo et à réunir des présidents de conseils pour parler aux médias. Dans cette dynamique, l'ACVC joue sa légitimité populaire et sa capacité de mobilisation contre les élites locales. Elle prône le dialogue et la participation tout en maintenant la pression sociale pour réaffirmer le contre-pouvoir qu'elle constitue au sein des zones rurales. En définitive, les tables communales qui semblent avoir plus d'interaction avec leur mairie sont les zones historiques d'implantation de l'ACVC. Les points d'achoppements entre la constitution de ce mécanisme de participation et l'action collective locale sont ainsi pertinents à analyser pour comprendre le rôle de l'ACVC dans la ZRC⁷¹⁸.

Les expériences de CONPAZ, « Communautés qui construisent la paix dans les territoires » : partage d'alternatives locales et proposition d'un modèle pour la paix

CONPAZ, ce réseau des « communautés qui construisent la paix dans les territoires », est une initiative de rassemblement de 113 organisations locales, dont la majorité est accompagnée par l'ONG CIJYP. Créé en 2000, cette plateforme rassemble une grande diversité de collectifs⁷¹⁹, indiens, afro-descendants et métis dans tout le pays. Ces collectifs sont des associations paysannes, des conseils communautaires afro-descendants, des zones de réserve paysanne, des initiatives citoyennes de résistance aux grands projets d'exploitation, des familles de victimes, etc. Malgré leur grande diversité,

⁷¹⁷ Cf. chapitre 5.

⁷¹⁸ Dans un article sur la participation des agriculteurs familiaux à l'élaboration des politiques publiques rurales au Brésil, Gilles Massardier, Eric Sabourin, Lauren Lécuyer et Mario Avila interrogent le rôle des acteurs militants au sein de ces dispositifs. Ils mettent ainsi en valeur l'intérêt de croiser une sociologie de l'action collective avec l'étude des mécanismes participatifs et des politiques publiques.

MASSARDIER Gilles, SABOURIN Eric, LECUYER Lauren, AVILA Mario, « La démocratie participative... », *Op.cit.*

⁷¹⁹ Nous adoptons ici le terme plus large de collectifs étant donné que certaines organisations sont formalisées et ont une structure claire tandis que d'autres ne le sont pas. Certains sont des collectifs organisés plus spontanément autour d'une revendication ou le plus souvent autour de l'opposition à un projet. Enfin, certaines communautés ont une existence juridique ethnique, qu'ils représentent des conseils communautaires afro-descendants ou bien des réserves indiennes.

à la fois géographique, ethnique et leurs types d'organisation, ces collectifs locaux se caractérisent par le fait qu'ils ont choisi de mettre en place des formes autonomes de résistance. Ils ne font pas partie d'un mouvement national, mais leur combat local s'illustre par un ancrage territorial fort ainsi que par une volonté d'autonomie locale. On peut distinguer quatre types d'organisation au sein de CONPAZ.

Premièrement, on trouve des rassemblements de nature « humanitaire », des zones humanitaires comme celles de Curvaradó et de Jiguamiandó, des espaces humanitaires en ville (comme à Buenaventura où les habitants se sont organisés en quartier humanitaire interdisant l'entrée des acteurs armés), des lieux de refuge, des réserves humanitaires, etc. Ces différentes initiatives sont pour la plupart issues de processus de résistance civile au milieu du conflit, et qui, comme les zones humanitaires du Bas Atrato, ont adopté une figure juridique de droit international humanitaire pour obtenir une protection spécifique. D'espaces de protection de populations civiles, ces lieux de vie sont aussi devenus des lieux de réflexion et de résistance à la violence. Ces habitants, en zone rurale ou urbaine, cherchent à construire des alternatives de vivre ensemble et d'autres formes de mobilisation. Deuxièmement, on retrouve des collectifs réunis autour d'un combat particulier contre l'implantation d'un projet passé ou futur. Ces collectifs rassemblent une diversité d'acteurs, opposés aux projets d'hydro-électrique (qui ont/vont par exemple submerger des terres et des villages), aux projets d'exploitation minière, pétrolière ou bien aux effets des traités de libre commerce. Une troisième catégorie d'acteurs rassemble les réserves indiennes et les gouvernements autonomes indiens (les « *cabildos* ») de différentes zones du pays. Ces groupes ne sont généralement pas issus des groupes indiens majoritaires du pays et vivent dans des zones reculées, souvent en cohabitation avec des conseils communautaires afro-descendants ou bien avec des communautés de paysans métis. De nombreuses communautés indiennes sont récemment retournées sur leurs terres et cherchent par conséquent à créer des liens inter-ethniques pour défendre leur territoire et leur biodiversité. Enfin, un dernier groupe peut être identifié autour des petites associations de victimes, constituées par des familles après la perte d'un proche, ou des associations de femmes veuves déplacées qui s'organisent autour de petits projets de commercialisation. On note également la présence au sein de CONPAZ de deux autres ONG, le Movice, le Mouvement des

victimes de crimes d'État, et la Fondation comité de solidarité avec les prisonniers politiques.

Les organisations de CONPAZ cherchent à construire un espace de partage entre les communautés, pour mettre en commun des expériences de luttes et des initiatives pour créer des territoires de paix. Ce rassemblement a pour objectif de renforcer ces organisations locales qui pourraient se sentir isolées, c'est en ce sens que les acteurs locaux à l'initiative de cette plateforme parlent de participation. Pour ces collectifs locaux, souvent isolés, participer signifie avant tout être en contact avec d'autres organisations, puis formuler progressivement des propositions communes. C'est ainsi un espace de socialisation des pratiques de mobilisation, des ressources militantes et des contacts permettant de rendre visibles certaines situations.

Les communautés faisant partie de CONPAZ se rassemblent peu, notamment en raison des difficultés logistiques pour réaliser de tels rassemblements. L'organisation souple de cette plateforme ressemble plutôt à une mise en réseau d'initiatives de défense du territoire qu'à une organisation en tant que telle. Les organisations du Bas Atrato, notamment les membres de Cacarica, des zones humanitaires de Jiguamiandó et de Curvaradó, sont particulièrement présentes dans l'organisation des rencontres, une présence en partie due à la forte mobilisation de l'ONG dans cette partie du pays ces dernières années. L'ONG met constamment en avant l'autonomie de l'organisation de CONPAZ, or il est indéniable que la majorité des collectifs présents sont des initiatives que l'ONG accompagne dans tout le pays. Si elle respecte l'originalité et l'autonomie de chaque organisation locale, l'ONG cherche aussi à les mettre en relation pour créer des synergies. Au-delà d'une simple médiation de courtiers de la solidarité, l'ONG est réellement engagée dans un processus de politisation de ces initiatives. Son rôle s'est notamment illustré lors de la rencontre interethnique, organisée dans le bassin de Jiguamiandó en octobre 2014. L'ONG a fait preuve d'une gestion importante pour faire venir des communautés isolées de toute la Colombie dans un village excentré du Bas Atrato.

Deux constats peuvent être faits au cours de cette rencontre. Premièrement, des différents débats, ressort l'idée que les mécanismes de participation actuels, notamment autour de la consultation préalable, ne sont pas satisfaisants selon les paysans.

Deuxièmement, la mise en commun des problématiques permet aux différentes organisations de prendre conscience qu'elles vivent des situations similaires.

Encadré n°16. La rencontre inter-ethnique de Jiguamiandó

RENCONTRE INTER-ETHNIQUE DE JIGUAMIANDO OCTOBRE 2014⁷²⁰ :

Créer un espace de rencontre et une mobilisation au niveau national

12 octobre 2014

Arrivée des délégations à Pueblo Nuevo, certaines ont fait plus de deux jours de trajet pour arriver. Plus de 100 personnes sont présentes, des tentes de fortune ont été montées pour l'occasion, et tout le village est mobilisé pour organiser les repas. L'ambiance est joyeuse, certains leaders ont eu l'occasion de se retrouver et se saluent. Le soir tout le monde se retrouve au bord du fleuve pour se baigner et échanger.

13 octobre 2014

Introduction des principaux thèmes de la rencontre : la consultation préalable, la loi 70, et le code des mines. Présentation de chaque délégation (une demie-journée) : chaque groupe se présente et explique ce qu'il attend de la rencontre.

Conférence d'une membre de CIJYP sur « le droit comme instrument de lutte pour le territoire ».

Conférence d'une autre membre de CIJYP sur « le concept de développement et l'hégémonie ». Débats sur la consultation préalable et échanges d'expériences. De nombreuses communautés posent des questions à l'assistance : « comment arrêter un projet déjà en cours ? comment décider de la question qui doit être posée lors de la consultation préalable ? Que faire contre la construction de bases militaires ? comment éviter la criminalisation des petits mineurs artisanaux ? ».

Ateliers de réflexion répartis par groupes ethniques. Tous les participants répondent, par groupe, aux différentes questions portant sur le code minier et la protection du territoire, la consultation préalable et la loi 70.

Pendant ce temps : **réunion interne des membres de CIJYP** sur les manières d'accompagner juridiquement les communautés et sur les manières de dénoncer les atteintes environnementales et les violations des droits de l'Homme.

14 octobre 2014

Ateliers par groupe mixte sur les propositions que peut faire CONPAZ pour renforcer la protection des territoires.

Réunion interne de CIJYP sur les cohabitations interethniques, les enjeux de la représentation légale dans certains territoires et la possibilité de territoires interethniques. CIJYP est intégrée dans plusieurs plateformes de discussion pour envoyer des propositions locales à la Havane. Elle fait partie d'une plateforme qui rassemble 85 organisations de défense des droits de l'Homme en charge d'apporter des réflexions aux dialogues de paix. L'ONG a également créé des commissions de la vérité pour compiler les nombreuses données sur les violations des droits de l'Homme dans le pays. Elle souhaite mettre en place une commission nationale de la vérité.

⁷²⁰ Observation participante, retranscrite à partir des notes de terrain.

Présentation des négociations de paix par l'ONG

Danilo Rueda, co-fondateur et responsable de l'ONG, contextualise les dialogues de paix et explique les enjeux. Il montre ensuite une vidéo d'une victime qui est allée à La Havane pour témoigner. Il explique le lien entre les ateliers que réalisent les habitants au niveau local et les discussions à la Havane. Il montre l'intérêt de la participation des populations locales. Danilo présente ensuite les propositions des FARC, en montrant que ce sont des points qui ont été proposés par les communautés : « Les FARC, depuis quand sont-elles des défenseuses de l'environnement ? C'est qu'en fait de nombreuses organisations sociales ont envoyé leurs propositions, et tout ça ils [les membres des FARC] y ont réfléchi, ils n'avaient jamais parlé de ça avant ».

Débat sur les dialogues de paix qui évolue vers un débat sur la représentation politique. L'idée de créer des listes autonomes des partis avec des représentants des communautés émerge, car selon plusieurs participants, la paix se jouera dans les mairies et pas à la Havane.

Plénière et bilan des ateliers par groupe ethniques et par groupes mixtes

Le groupe métis met en avant l'importance d'un droit d'objection culturelle et de consultation préalable pour les paysans au même titre que les Indiens et les Afro-descendants. Les autres groupes font des propositions : Faire des plans de développement plus larges au-delà d'un avis vis-à-vis d'un projet, obliger les entreprises à fournir des licences environnementales et à mettre en avant le principe de précaution, ou encore trouver une forme juridique de protection pour les sources d'eau.

Présentation du spectacle des enfants pour clore la rencontre.

Tout au long de cette rencontre, la Commission Interécclésiale de Justice et Paix facilite les échanges entre les communautés et espère faire naître des synergies communes de ces rencontres. En effet, en insistant sur le modèle économique, sur les instruments juridiques existants, et en sensibilisant les acteurs locaux sur les différents enjeux autour de la paix et de leurs territoires, l'ONG politise des situations ressenties comme injustes au niveau local. Elle tente ainsi de créer un espace de débat pour dépasser la résistance locale et pour que les communautés choisissent de mener un combat au-delà de leurs territoires. En ce sens, l'intermédiaire permet de changer d'échelle dans la mobilisation, et de diriger des revendications au niveau national. Nous avons pu suivre les réunions internes de l'ONG et celles-ci rendent compte d'une réflexion sur les manières d'accompagner les communautés mais aussi de les mobiliser. L'influence de l'ONG est par conséquent importante durant ces rencontres, comme en témoignent les conférences qu'elle organise dans le Jiguamiandó.

La rencontre d'octobre 2014 a constitué le début prometteur de développements plus récents de cette plateforme. En effet, en 2014, l'ONG CIJYP introduit l'idée d'instaurer une commission de la vérité, une institution qui permettrait, dans le cadre d'un contexte post-conflit, de mettre en avant *les* vérités et les perceptions locales des

victimes sur les violences qu'elles ont subies. Entre 2014 et 2016, CONPAZ est progressivement devenue un espace de proposition pour les dialogues de paix. La plateforme s'est constituée en interlocuteur représentant la société civile pour envoyer des propositions à la Havane⁷²¹. En 2016, l'organisation de CONPAZ a envoyé une lettre aux délégations des FARC et du gouvernement à Cuba intitulée « Des initiatives humanitaires aux initiatives territoriales de paix »⁷²². Dans cette lettre l'organisation CONPAZ met en avant son expérience dans la construction d'alternatives de paix, des expériences locales qui pourraient être transposées, selon CONPAZ, au niveau national pour la construction de la paix dans le pays.

Ces initiatives locales, bien que différentes, rendent compte d'une évolution de l'action collective dans les deux zones étudiées, et d'une volonté plus affirmée par les organisations paysannes de faire le lien entre le niveau local et le niveau international. Chacune de ces initiatives contribue à redéfinir les enjeux de la participation locale et le lien entre les territoires et l'État. En effet, entre les tables communales et CONPAZ plusieurs points communs peuvent être retenus.

Tout d'abord, les organisations paysannes locales cherchent à peser plus directement sur leur environnement proche, les tables communales en devenant des interlocuteurs privilégiés des mairies et les communautés de CONPAZ en rendant visibles les violations des droits de l'Homme et les atteintes environnementales sur leurs territoires. Les deux mécanismes cherchent à influencer les administrations locales, en

⁷²¹ Le processus de paix n'est pas participatif, cependant, une plateforme avait été ouverte, pour que la « société civile » puisse envoyer ses propositions aux négociateurs. Ces propositions ne sont pas contraignantes. De même, de nombreuses organisations sociales ont également envoyé leurs propositions par d'autres canaux alternatifs aux parties en négociation, pour faire valoir leur point de vue. Concernant le point de l'agenda des négociations consacré aux victimes, certains collectifs de victimes ont été invités à La Havane pour faire valoir leur point de vue et être entendu par les FARC et le gouvernement. Au total, ce sont 5 cycles d'échange qui ont eu lieu, chacun de ces cycles permettant jusqu'à 12 victimes de s'exprimer devant les négociateurs. Certaines ont présenté des cas personnels, d'autres collectifs, victimes de la guérilla, de l'État, du narcotrafic, des paramilitaires, etc., de différentes régions et de différents secteurs sociaux. Les FARC et le gouvernement avaient établi des critères pour constituer les délégations de victimes, afin de garder ces différents équilibres, et le processus de sélection étaient suivi par un centre de recherche de l'université nationale et le bureau des Nations Unies en Colombie. Les témoignages des victimes devaient aider les négociateurs dans leurs négociations. Suite à cette décision, plusieurs forums de victimes ont été organisés dans tout le pays par des organisations colombiennes afin de créer des espaces de participation des différentes victimes.

⁷²² <https://comunidadesconpaz.wordpress.com/2016/03/20/iniciativas-humanitarias-a-iniciativas-territoriales-de-paz/> consulté le 22/06/2016.

exigeant le respect des plans locaux alternatifs élaborés par les organisations paysannes, des chartes d'éthique et des licences pour les exploitations des ressources locales. Ainsi, alors que les communautés afro-descendantes au sein de CONPAZ insistent sur la systématisation de la consultation préalable, les paysans de l'ACVC cherchent à lier les mairies au respect du plan de développement de la zone de réserve paysanne. Les deux initiatives témoignent en ce sens d'une volonté des paysans d'avoir plus de contrôle sur l'action publique et privée sur leurs territoires.

Ensuite, on observe qu'au-delà de l'aspect revendicatif, ces acteurs intermédiaires réussissent progressivement à transformer ces espaces de discussion en espaces de propositions. Les tables communales pour la vie digne mettent en avant les plans de développement locaux, tandis que les communautés de CONPAZ veulent devenir des modèles d'initiatives pour la paix.

Enfin, même si ces initiatives sont embryonnaires, et font face à de nombreuses difficultés logistiques et financières (elles ne sont pas autonomes et peinent souvent à trouver des militants permanents), elles ancrent une volonté des organisations locales de passer à une autre échelle de revendication. CONPAZ est ainsi un exemple d'un passage progressif d'initiatives locales de résistance, en une proposition d'union nationale autour de grands thèmes tels que la mémoire. L'ACVC entame également une stratégie de délégation de ses ressources locales aux tables communales, pour se concentrer plus amplement sur ses visées nationales.

Les acteurs intermédiaires sont incontournables dans la création de ces mécanismes de participation locale, dans l'administration et la définition de la participation, et dans la transformation de l'action collective. En effet, ce sont ces intermédiaires qui créent ces espaces de rencontre et de discussion, CONPAZ ne pourrait exister sans l'appui et le soutien inconditionnel de l'ONG CIJYP, tandis que les tables communales ne peuvent se maintenir sans les militants et les ressources des leaders de l'ACVC. Ces acteurs clés, de par leurs capacités à faire le lien entre le niveau local et le niveau national donnent une nouvelle envergure à l'action collective dans le milieu rural colombien. Ils enracinent à la fois leur légitimité territoriale et leur prétention à peser sur la politique nationale colombienne.

En définitive, que la participation soit effective ou non et qu'elle connaisse des degrés divers d'encadrement, ces mécanismes utilisent la participation pour créer des plateformes incontournables pour les administrations locales et pour l'État. Plus que des espaces qui se revendiquent participatifs, ce sont avant tout des espaces où les leaders forment les paysans sur ce qu'est la participation. Pour l'ACVC, ces formations s'accompagnent d'une éducation politique (expliquer aux populations qu'elles sont légitimes pour s'exprimer) et d'un accompagnement à la mobilisation (conseils sur les répertoires d'action collective et sur les manières de formuler les demandes). Pour les communautés afro-descendantes, les formations de CONPAZ permettent de sensibiliser les paysans sur leurs droits à la participation et sur la légalité de leur présence sur leurs territoires.

Conclusion section 1

Au cours de cette section, nous avons montré que les organisations paysannes alternent entre actions collectives au ton politique et interactions plus pragmatiques avec différents acteurs. Des différences sont identifiables entre les deux organisations étudiées. Ces différences s'expliquent par les compétences internes propres à chaque organisation, mais aussi par les prétentions nationales de chaque mouvement.

A travers les interactions avec les institutions, ainsi qu'à travers la construction de nouveaux mécanismes participatifs, les organisations paysannes contribuent à redéfinir les liens entre les paysans et l'État. En cela, l'action des paysans colombiens apparaît comme originale en comparaison d'autres relations entre mouvements sociaux et État en Amérique latine⁷²³. Patricia Rodriguez⁷²⁴ montre que le mouvement paysan en Colombie n'a pas pour objectif de créer une autonomie territoriale, à l'image du mouvement zapatiste au Mexique, mais qu'il n'est pas non plus dans une disposition de collaboration avec l'État à la manière du Mouvement des Sans Terre au Brésil (qui

⁷²³ VERGARA-CAMUS Leandro, *Land and Freedom: The MST, the Zapatistas and Peasant Alternatives to Neoliberalism*, London, Zed Books, 2014 ; DAGNINO Evelina, OLVERA Alberto, PANCHINI Aldo, *La disputa por la construcción democrática en América Latina, Mexico*, CIESAS, 2006.

⁷²⁴ RODRIGUEZ Patricia, « Social Movements and Territorial Ordering in Colombia: The Challenge of Development Alternatives », Conférence au congrès international de la Latin American Studies Association, Panel « Organizing for peace in Colombia », New York, mai 2016.

négoce par exemple des concessions temporaires et une intégration au marché pour les familles installées). Les mouvements paysans colombiens ont préféré choisir la voie d'un changement à l'intérieur de l'État.

Nous ajoutons que cette position se traduit par l'investissement des mouvements sociaux dans différentes institutions étatiques, alors même que ces mouvements conservent des actions de mobilisation pour maintenir une pression sur le gouvernement colombien.

La diversité d'action et les capacités à peser au niveau national est une des caractéristiques des acteurs intermédiaires. Ces derniers permettent ainsi de constituer des ponts entre les organisations locales.

SECTION 2/ LA TENTATIVE D'ARTICULATION DES REVENDICATIONS PAYSANNES POUR LES PORTER AU NIVEAU NATIONAL

Le soulèvement paysan de 2013 marque un tournant important dans les mobilisations des campagnes en Colombie. A plusieurs titres ces mobilisations révèlent la prégnance des questions agraires dans le pays et la crise économique que subissent les campagnes. Elles rendent aussi compte des changements profonds dans l'organisation des acteurs sociaux locaux. Les mobilisations de 2013 annoncent les prémices de deux changements. D'une part, le mouvement a pu « prendre » grâce à de nouvelles convergences entre plusieurs organisations paysannes au niveau national, des plateformes communes de négociation ont en effet été créées pour dialoguer avec le gouvernement colombien. D'autre part, on observe depuis 2010 la constitution d'un nouveau rapport à la politique et à la représentation, cette politisation croissante des paysans a notamment été visible lors de la grève agricole de 2013.

Alliances paysannes sectorielles et nouvelles formes de politisation contribuent à redéfinir le poids du mouvement paysan mais aussi les prétentions de l'action collective dans les campagnes. Ces deux changements – convergences nationales des paysanneries et politisation des acteurs locaux – peuvent être complémentaires mais sont également générateurs de tensions, en interne des organisations paysannes étudiées et au sein du

jeune mouvement paysan colombien. Les intermédiaires constituent de réels ponts entre des organisations paysannes très distinctes et entre les paysans et d'autres secteurs sociaux. Ils jouent un double rôle, celui de faciliter les actions collectives et la construction de rassemblements d'envergure nationale, et celui de politiser leur action, *via* divers processus de politisation. Ce double ancrage, cette volonté de peser sur les décisions au niveau local et au niveau national se ressent tout particulièrement dans les organisations paysannes étudiées.

Ainsi, après un bref détour historique pour comprendre l'importance des mobilisations de 2013, nous analyserons la construction d'alliances sectorielles lors de la grève agraire, puis nous aborderons les voies de politisation particulières suivies par l'ACVC et les communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó.

2013, un tournant historique pour le mouvement paysan colombien

Les mobilisations de 2013 sont le résultat d'une décennie de mobilisations locales et de reconfigurations des résistances territoriales dans tout le pays. La portée de la grève nationale agraire est particulière au regard de l'histoire des mouvements sociaux en Colombie. En effet, les mouvements sociaux colombiens, historiquement très divisés et dispersés, se sont alliés le temps d'une mobilisation d'ampleur nationale. Celle-ci a mis en exergue de nouveaux liens avec les partis politiques. Cette première partie constitue un détour historique pour comprendre l'importance de la grève nationale agraire, et ce que la mobilisation révèle de la dynamique paysanne actuelle dans une période de transition vers la paix.

Des mouvements sociaux historiquement divisés

En Colombie, les alliances entre secteurs sociaux sont très rares malgré l'histoire sociale mouvementée du pays. À la diversité des paysanneries colombiennes s'ajoute la complexité des alliances identitaires et ethniques (indiens, afro-descendants, paysans, métis, etc.), qui constitue parfois des obstacles pour une convergence des secteurs ruraux. De plus, il existe peu de moments de coopération entre les paysans et les autres

secteurs populaires dans l'histoire du pays. Les liens entre les villes (et ce qui a été dénommé par les chercheurs colombiens comme les mouvements « citoyens » ou « civiques ») et les campagnes ont rarement perduré. Avant la création de l'ANUC, l'Association nationale des usagers paysans (*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos*) dans les années 1970, les organisations paysannes se rattachaient traditionnellement aux différents syndicats ouvriers lors des mobilisations (souvent par région ou par municipalité). Par la suite, cette association, qui avait l'avantage de l'envergure nationale, n'a pas échappé aux divisions multiples propres à la gauche colombienne, et plusieurs scissions de l'ANUC sont apparues. Ces divergences idéologiques sont accentuées par les influences de la guerre froide et la constitution des différentes guérillas entre les années 1960 et 1970. La grande diversité du pays et par conséquent des paysans colombiens, ne permet pas toujours aux organisations locales de partager les mêmes problématiques (diversité des cultures, des traditions, mais aussi importance des revendications précises autour d'un projet, d'une loi, d'un terrain, etc.). Lorsque les organisations locales considèrent l'échelle nationale, ce qui n'est pas toujours le cas, elles font face à des obstacles plus pratiques pour entrer en contact entre elles.

Jusque dans les années 1990, les luttes sociales colombiennes restent marquées par des logiques de classe. Selon Mauricio Archila⁷²⁵, les mouvements d'ouvriers et de salariés sont les acteurs sociaux les plus visibles dans les années 1970-1980. La grande mobilisation de 1977, la « grève civique nationale », fait d'ailleurs suite à la création du Conseil National Syndical, résultat d'une union entre plusieurs branches syndicales. Les

⁷²⁵ ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, ... Op.cit.* La qualité des recherches menées par le CINEP permet d'avoir accès à une grande base de données sur les mobilisations sociales en Colombie. Cependant, les méthodes de récolte des données ainsi que la logique de classification, propre à ce centre de recherche, ne permettent pas toujours d'identifier les alliances entre les secteurs, et par conséquent les convergences au niveau des thématiques de mobilisation. Premièrement, ces données sont récoltées à partir du traitement régional et national des mobilisations par la presse, ce qui a pour effet de valoriser les mobilisations les plus visibles, mais aussi les groupes les plus institutionnalisés et identifiables (syndicats ouvriers, organisations paysannes, syndicats étudiants, grandes organisations sociales, ou ONG). Deuxièmement, la logique de « classement » des revendications par grandes thématiques permet de percevoir une évolution dans le temps mais ne permet pas d'appréhender la subtilité des cadrages ponctuels, et des rapprochements entre les différentes luttes sociales. Troisièmement, l'ampleur des mobilisations est difficile à évaluer, étant donné qu'une marche de quelques centaines de participants est enregistrée de la même manière qu'une mobilisation de milliers de personnes. Enfin, ce traitement quantitatif ne permet pas de saisir l'évolution interne des organisations paysannes, pour appréhender les formes de convergence et comprendre la technicité déployée par les acteurs dans l'articulation des thématiques et des interactions avec l'État.

années 1990 laissent apparaître d'autres acteurs, qui raisonnent en dehors des logiques de classe, mais qui n'hésitent pas à se réunir ponctuellement sous la bannière d'un mouvement que les acteurs sociaux qualifient de « populaire ». L'avènement de la Constitution de 1991 marque l'émergence de mouvements identitaires, notamment indiens puis afro-descendants ce qui change quelque peu les alliances possibles entre secteurs populaires. Ces mouvements s'identifient comme des mobilisations indiennes ou afro-descendantes et sont répertoriés à part des mouvements paysans dans les statistiques et dans le traitement médiatique. Les mouvements environnementaux et mouvements « civiques » (pour le transport, la santé, l'éducation, les politiques publiques urbaines etc.) plus ancrés dans les villes, deviennent plus visibles (cela ne veut pas dire qu'ils n'existaient pas sous d'autres formes avant) dans la deuxième moitié des années 1990.

Au cours de la grève agraire de 2013, tous ces acteurs se retrouvent à un moment donné réunis, soit lors de marches ponctuelles, de blocages communs d'axes routiers, lors d'actions culturelles de soutien à la grève dans les universités, d'occupation des places des grandes villes, etc. On ne peut pour autant parler d'une « convergence des luttes » comme l'expriment les organisations paysannes, néanmoins, on observe un mouvement de mise en commun des revendications et une volonté de s'exprimer en même temps lors de l'été 2013. Une série de conflits locaux ont déclenché la mobilisation, mais le rôle de certains intermédiaires est central dans la concrétisation de ces alliances. En effet, ces intermédiaires ont permis au mouvement non seulement de prendre forme mais aussi de se rassembler autour de plateformes de négociation plus durables dans le temps. Il convient ainsi d'analyser ces alliances non comme un résultat, mais plutôt comme un point d'observation permettant de comprendre les changements qui traversent les mouvements sociaux étudiés. A ce titre, nous suivons les propos de Lilian Mathieu : « prendre les alliances pour objet enjoint de ne pas considérer la dimension collective des mobilisations comme un donné, mais de la placer au centre de

l'analyse en identifiant ses modes de construction, de consolidation et, éventuellement, de délitement »⁷²⁶.

Le rapport ambigu des mouvements paysans à la politique

Les mobilisations de 2013 sont un point d'observation privilégié pour comprendre les nouvelles formes de politisation des paysans en Colombie étant donné que les liens entre mouvements sociaux et partis politiques dans ce pays ont souvent été très ambigus. Les mouvements sociaux, et plus particulièrement paysans, cherchent à conserver une autonomie entre plusieurs acteurs qui souhaitent les allier à leurs causes. En Colombie, les mouvements paysans ont dû mener leurs mobilisations tout en s'affranchissant de trois acteurs. Face aux partis traditionnels (libéral et conservateur) très implantés localement avec des réseaux clientélistes puissants, ils ont tenté de construire des alternatives indépendantes. Les organisations ont également dû composer avec une instrumentalisation de leurs luttes par les groupes révolutionnaires armés. Enfin il fût difficile de s'émanciper d'une reprise de leurs luttes par les partis de gauche⁷²⁷ dont les relations avec les deux acteurs précédents (les partis politiques et les guérillas) restent, aux yeux des paysans, relativement floues. En effet, l'existence d'une gauche colombienne armée a influencé durablement la relation entre les acteurs sociaux et le politique, mais a aussi des répercussions sur les relations entre les mouvements sociaux et le pouvoir légitime. D'une part, la porosité des frontières entre la gauche armée et la gauche « politique » (non armée) a dans une certaine mesure contribué à décrédibiliser la voie politique. D'autre part, les partis de gauche ont longtemps été réprimés par l'État et les paramilitaires ce qui a réduit ses possibilités institutionnelles. Les gouvernements colombiens successifs n'ont cessé d'accuser la mobilisation sociale d'être infiltrée par la guérilla et donc d'être potentiellement dangereuse, justifiant ainsi une répression à l'encontre des actions collectives. Cependant, les guérillas n'ont pas toujours soutenu les initiatives de mouvements populaires. Elles ont parfois tenté de se

⁷²⁶ MATHIEU Lilian, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de "Nous sommes la gauche" à Occupation », *Revue française de science politique*, vol 59, 2009 p 77-96, p 77.

⁷²⁷ Nous renvoyons le lecteur à l'annexe n° 7 qui présente les différents partis politiques en Colombie.

faire les porte-parole de ces mobilisations sans pour autant qu'elles y aient été invitées, et les guérillas ont également « accompagner » à leur manière les mobilisations *via* des actions violentes (enlèvement de chefs d'entreprise, prise de radio, attentats sur des ponts et routes, etc.). Ces actions ont parfois permis de faire pression sur les gouvernements mais elles ont surtout durablement nuit à la crédibilité des mouvements sociaux, les réussites ponctuelles étant plutôt le résultat d'une peur de la guérilla que d'une considération réelle pour les demandes sociales des mobilisés⁷²⁸. Par conséquent, les mobilisations sociales en Colombie ont traditionnellement tenté de maintenir une distance avec la lutte armée.

Les relations avec la gauche « politique » sont néanmoins très fortes. Les organisations sociales se sont inspirées des orientations de la gauche colombienne, une inspiration que l'on retrouve dans les discours des leaders paysans ainsi qu'à travers la circulation des acteurs, avec des militants qui oscillent entre partis politiques et mouvements sociaux. Ces longues relations d'échange ont permis aux partis d'afficher un soutien populaire et de se réclamer ainsi des luttes sociales du pays. En retour, la présence de militants politiques au cœur des mouvements paysans a permis à ces derniers de projeter leurs luttes au niveau national. En termes de formation politique et de transformations des revendications (notamment dans le fait qu'elles soient directement adressées à l'État), les partis politiques ont joué un rôle important notamment dans les campagnes. Le parti communiste colombien (PCC) puis également l'Union Patriotique (UP) ont contribué, dans les années 1980, à donner aux leaders locaux une éducation plus politique, nous l'avons vu par exemple à travers les trajectoires de certains membres de l'ACVC qui ont eu une expérience dans ces partis⁷²⁹.

Cependant, cette affinité entre mouvements sociaux et partis politiques ne se traduit pas dans les résultats électoraux, en témoigne le peu de vote pour les partis de gauche en Colombie et dans ces zones d'activisme social. Les acteurs sociaux

⁷²⁸ ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, ... Op.cit.*

⁷²⁹ Dans un tout autre contexte, Julian Mischi analyse l'implantation du Parti Communiste Français dans quatre localités. Il montre que, même si l'influence du parti est forte au niveau local, celui-ci doit composer avec une diversité d'acteurs locaux (que l'auteur rassemble sous le terme de « sociabilités populaires ») qui interprètent de diverses manières l'engagement partisan. Ces socialisations locales « travaillent » également le PCF. MISCHI Julian, « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste », *Politix*, vol 16, n°63, 2003, p 91-119.

reviennent paradoxalement aux réflexes d'un vote bipartisan au moment des élections alors même que la gauche est implantée localement dans les discours des organisations sociales. Ce paradoxe s'explique, selon Mauricio Archila, par le fait que les acteurs sociaux délèguent à « la gauche » la partie sociale, les luttes pour l'acquisition des droits et les positions syndicales, mais qu'au niveau politique, ils se rattachent à un certain pragmatisme. Les « secteurs subalternes », selon l'expression de l'historien colombien, ont ainsi différents niveaux de lecture, qui ne sont pas considérés comme contradictoires⁷³⁰. Pour Mauricio Archila, « les mouvements sociaux ont repensé cette séparation [entre les sphères sociales et politiques] et ont provoqué la fluidité entre l'une et l'autre. (...) Dans des conditions difficiles, d'une autonomie précaire vis-à-vis des acteurs politiques, et surtout des acteurs armés, ils ont réussi à rompre l'isolement et à avancer vers une re-politisation de leur action, en lui donnant de nouvelles dimensions au-delà d'une seule détermination économique »⁷³¹. Les acteurs sociaux tentent de trouver une place, sans être instrumentalisés par la politique, ni être éloignés du politique.

Cette re-politisation passe aujourd'hui par l'affiliation à d'autres types de structures partisans, qui, pour le moment, sont à mi-chemin entre un mouvement social-politique et un parti tout en demeurant en dehors des partis de la gauche traditionnelle. La grève nationale agraire de 2013 a notamment été l'occasion pour ces nouvelles « plateformes » de rassemblement de tester leur force de mobilisation, leur soutien, mais aussi leurs capacités à dialoguer entre elles.

La grève nationale agraire de 2013 : la convergence nationale

Après avoir dit que « la grève agraire n'existait pas », le président Santos s'est ravisé. Malgré les tentatives de discréditer les paysans dans les médias – les responsables politiques ont notamment insisté sur les violences et le vandalisme puis insinué que ces mobilisations étaient infiltrées et commandées par les guérillas – la grève agraire a émergé très rapidement comme un mouvement national. Deux types

⁷³⁰ *Idem.*, p 319. Traduction Personnelle.

⁷³¹ *Idem.*, p 330. Traduction Personnelle.

d'alliances peuvent être observés. D'un côté, on peut remarquer des alliances sectorielles, qui sont le résultat de dialogues entre différents types de paysannerie en Colombie. D'un autre côté, on note des alliances politiques nouvelles. Ces convergences de mouvements locaux très divers sont le résultat d'un long travail de mise en relation réalisée par des acteurs intermédiaires. Ces derniers ont été capables d'unir des mouvements locaux entre eux, puis d'amener ces mouvements à changer d'échelle de revendication. Le contexte des dialogues de paix a également favorisé le rapprochement de plusieurs secteurs sociaux, à la fois enthousiastes face aux perspectives de paix et inquiets pour leurs territoires.

Plusieurs conflits locaux et plusieurs types de revendications convergent en 2013. Premièrement, depuis le mois de mars de cette même année, les producteurs de café étaient mobilisés contre la détérioration croissante de leur secteur, en crise depuis plusieurs années. Puis, les paysans de la région du Catatumbo (Nord Santander), et notamment de l'ASCAMCAT (Association paysanne du Catatumbo) proche de l'ACVC, qui réclament depuis plusieurs années la reconnaissance de la zone de réserve paysanne ont commencé à se mobiliser. Enfin, d'autres collectifs se sont créés en opposition à la signature des Traités de libre-échange (les TLC) avec les États-Unis (en mai 2012) et avec l'Union européenne (en août 2013), des traités qui mettent directement en concurrence les paysans colombiens faiblement équipés et non subventionnés, avec les secteurs subventionnés de l'*agrobusiness* nord-américain et européen⁷³². Ces collectifs contestent également l'interdiction de semer les graines issues des récoltes et l'obligation d'obtenir de coûteuses certifications pour les semences, dispositions qui sont incluses dans ces traités. Si la signature du traité de libre-échange avec l'Union Européenne a déclenché cette vague de protestation, de manière plus générale les paysans se mobilisent contre une politique agraire qui ne convient pas, selon eux, à la réalité des campagnes et n'est pas capable de combattre l'extrême pauvreté⁷³³. Demandes de dignité, demandes de reconnaissance, exigence d'une autre politique pour

⁷³² GARAY SALAMANCA Luis Jorge, BARBERI GOMEZ Fernando, CARDONA LANDINEZ Ivan, *Impactos del TLC con Estados Unidos sobre la economía campesina en Colombia*, Bogotá, Ilsa, 2010.

⁷³³ En 2011 la pauvreté extrême au niveau national atteint 10,6%, dans les centres urbains elle est de 7% mais dans les zones rurales elle concerne 22,1% de la population. Sources : DANE, Communiqué de presse « Pauvreté en Colombie », mai 2012.

les campagnes, les mobilisations paysannes ont ainsi remis sur le devant de la scène un thème central des négociations de paix, la question agraire.

Les alliances sectorielles dans un pays mobilisé

Des mouvements locaux et régionaux, le mouvement de contestation s'est rapidement étendu à d'autres zones du pays. Même si les paysans ne se mobilisent pas exactement pour les mêmes raisons selon les régions, des convergences sont faites ponctuellement dans les grandes villes, et les différentes organisations paysannes s'accordent pour se mobiliser en même temps. On peut identifier trois différents processus de rassemblement, qui correspondent à différents types de paysanneries colombiennes. Les collectifs qui s'unissent sont motivés par des doléances propres à leurs enjeux locaux mais s'accordent avec d'autres organisations sur une critique plus générale du modèle économique colombien et de la politique agraire du gouvernement.

Une des premières coalitions est celle qui se réunit sous la plateforme de la MIA : la Table nationale agricole et populaire d'interlocution et d'accord (*Mesa Nacional Agropecuaria y Popular de Interlocución y Acuerdo*). La MIA regroupe différentes organisations et associations paysannes d'envergure nationale et locale, dont certains collectifs qui appartiennent à la Fédération Syndicale Unitaire Agraire Fensuagro (*Federación Sindical Unitaria Agraria*)⁷³⁴. La MIA représente les intérêts des paysans « colons », c'est-à-dire des paysans sans terre qui ont repoussé la frontière agricole, pour cultiver des terres vierges et pour fuir la violence bipartisane du XXème siècle. On retrouve dans cette première plateforme les paysans de l'ACVC et de la région de la vallée du fleuve Cimitarra. Pour ces organisations, la question de l'aménagement social et productif du territoire est essentielle puisqu'elle permettra de formaliser la terre et de les reconnaître en tant que paysans (la reconnaissance politique du paysannat). Les Zones de réserve paysanne constituent à ce titre une alternative

⁷³⁴ La forme d'organisation syndicale s'observe également dans les campagnes. Ces syndicats agraires sont les héritiers des mobilisations de travailleurs des haciendas ainsi que des organisations syndicales des entreprises comme la United Fruit Company, arrivée dans les années 1920 sur la côte Caraïbe. On retrouve plus particulièrement des syndicats agraires dans les secteurs du café, les plantations de bananes et de canne à sucre ainsi que plus récemment dans les plantations de palme africaine.

majeure pour ces organisations qui représentent les paysans les plus marginalisés du pays.

Une deuxième coalition s'est rassemblée autour du CNA : le Coordinateur National Agraire (*Coordinador Nacional Agrario*) et est composée d'organisations locales et régionales de petits propriétaires producteurs agricoles, de petits mineurs artisanaux, de petits propriétaires de bétails, ainsi que de petits producteurs de café. Ces paysans sont généralement propriétaires de leurs terres, mais n'ont pas toujours les capacités économiques pour s'intégrer dans les marchés régionaux et nationaux, ils dépendent également de la main d'œuvre familiale. Le CNA est inspiré des luttes des producteurs de café du département du Tolima et des régions caféières mobilisées ces dernières années contre la chute du secteur du café dans les années 1990 et 2000⁷³⁵. Au sein de cette coordination on retrouve la Fedegromisbol, la Fédération Agrominière du Sud du Bolivar, qui est présente dans le Magdalena Medio, et partenaire occasionnelle de l'ACVC⁷³⁶.

Enfin, un troisième groupe de mobilisation s'est formé autour de « Dignité Agraire » et des « dignités » par secteurs de production. Ce mouvement tire également son origine du mouvement des producteurs de café, divisé entre la Fédération Nationale des Caféiers en bon terme avec le gouvernement, et le mouvement Dignité Caféière (*Dignidad Cafetera*), qui se mobilise pour des conditions de commercialisation plus justes⁷³⁷. Ce groupe de mobilisés demande à ce que leurs produits soient exclus des traités de libre commerce pour protéger la production nationale. Ils demandent des aides de l'État, des subventions pour la production et la baisse des prix des intrants. Suite à la mobilisation de la Dignité Caféière, d'autres « dignités » ont suivi, les producteurs de pomme de terre de la région du Boyacá réunis autour du comité « Dignidad Papera », puis les producteurs d'oignons (« Dignidad Cebollera »), les producteurs de lait (« Dignidad Lechera »), et enfin les producteurs de *panela* (dérivé de la canne à sucre) du

⁷³⁵ La majorité des accords signés avec le gouvernement durant ces périodes de mobilisation n'ont pas été respectés par les autorités. Les petits producteurs de café sont à l'avant garde de ces mobilisations, ils ont une expérience d'organisation et de mobilisation plus importante que le reste du mouvement paysan.

⁷³⁶ Nous renvoyons ici le lecteur aux processus présents dans les zones étudiées. Cf Figure n°3, chapitre 1.

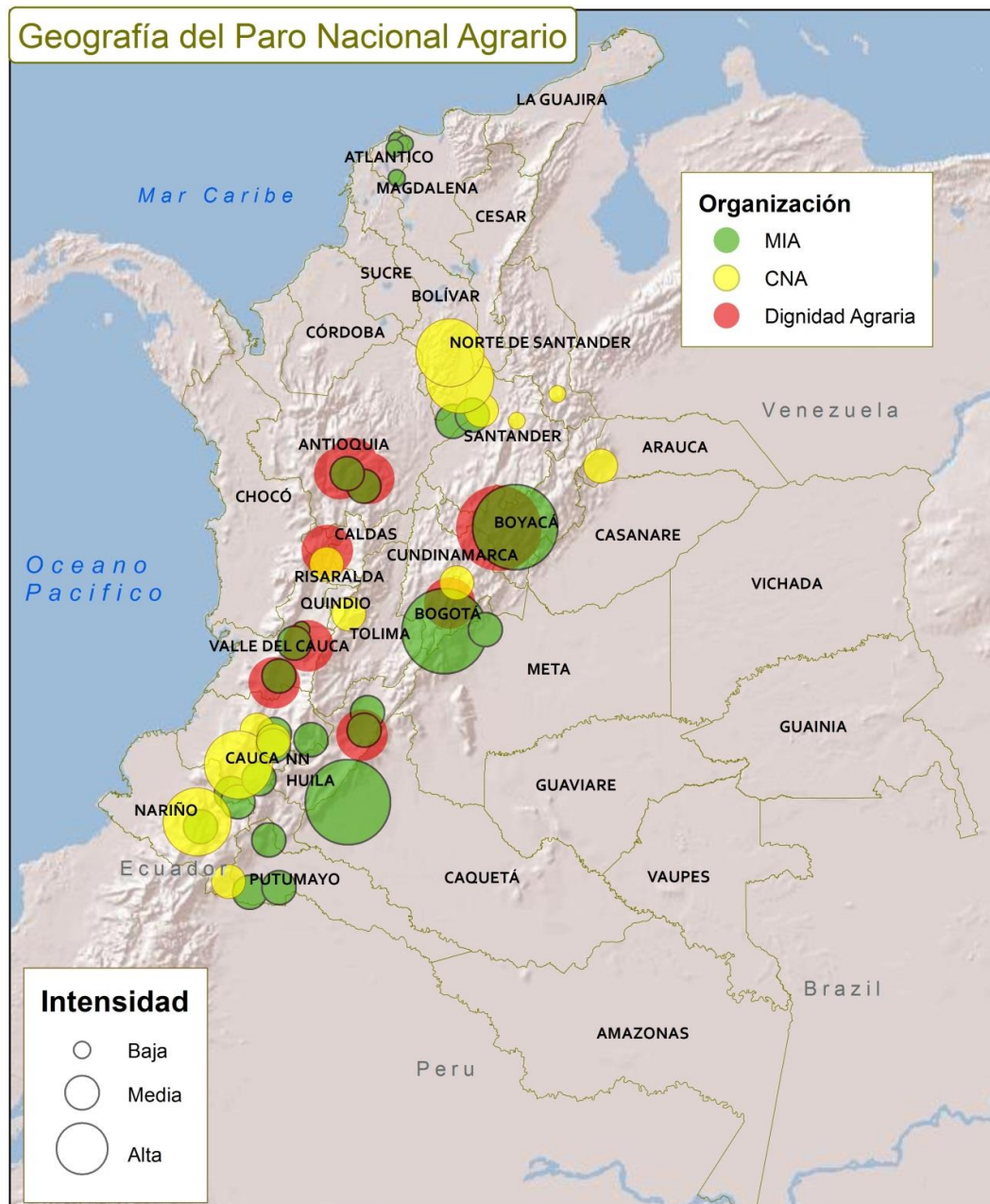
⁷³⁷ Le secteur du café est en crise depuis les années 1990. Cf : RAMIREZ BACCA Renzo, « El movimiento cafetero campesino y su lucha contra los efectos de la apertura económica », in ARCHILA NEIRA Mauricio, PARDO Mauricio, *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*, Bogotá, Universidad nacional de Colombia-CES/ICANH, vol 1, 2001, p 173-204.

département du Valle del Cauca (« Dignidad Panelera »). Les producteurs de pommes de terre de la région du Boyacá ont été très visibles notamment parce qu'en bloquant toutes les routes d'accès à Bogotá, ils ont réussi à créer des pénuries alimentaires dans la capitale pendant quelques jours.

Ces différents secteurs du paysannat colombien se sont mobilisés entre mars et septembre 2013, avec un pic de la mobilisation en août 2013. Dès le début de la grève, chaque secteur a entamé des négociations avec le gouvernement, tout en continuant la mobilisation *via* le blocus des principaux axes routiers du pays. Les paysans de la MIA, du CNA et de Dignité Agraire ont partagé des actions collectives, des blocages d'axes routiers et des grandes marches. Cependant, certaines régions sont caractérisées par la présence plus importante d'un des acteurs, notamment en raison des traditions agricoles de certaines parties du pays, comme la présence des secteurs des Dignités dans les régions du Boyacá (production de pommes de terre et d'oignon dans les Andes) du Huila (région de production de riz), et les producteurs de café dans les zones tempérées. Les paysans de la MIA sont logiquement plus présents dans les zones de colonisation agricole, au bas de la cordillère orientale et dans les zones rurales autour de Bogotá. Enfin, on retrouve les organisations paysannes du CNA dans les plaines des cordillères centrales et occidentales, et dans le Cauca et le Nariño au sud du pays⁷³⁸.

⁷³⁸ Certaines régions historiques de mobilisation n'ont cependant pas connu de mouvements importants en 2013, c'est le cas de la région des Montes de Maria (départements de Sucre et de Cordoba). Très mobilisés dans les années 1970, cette zone du pays a souffert d'une répression importante des organisations sociales qui a entraîné des vagues de déplacement forcé. Aujourd'hui, c'est une des régions les plus touchées par les grandes productions de palme africaine destinées à la fabrication d'agro-carburants pour l'exportation, les paysans qui sont restés sur leurs terres manifestent peu, notamment en raison de la répression et du souvenir de celle-ci.

Carte n°4. Les mobilisations pendant la grève nationale agraire



Centro de Estudios Interculturales
2013

Source : Centre d'Etudes Interculturelles, Université Javeriana de Cali, 2013.

Il convient de nuancer les affiliations à ces trois plateformes. Les mobilisations ont également mis en exergue de nombreux individus non affiliés. Beaucoup de paysans

sont aussi allés manifester sans se rallier à l'une ou l'autre des organisations majoritaires, profitant de l'occasion collective pour revendiquer des demandes plus particulières ou pour laisser s'exprimer un mécontentement généralisé. L'agenda de ces organisations et la large liste des revendications ont permis une participation de différents secteurs.

Si les différentes plateformes de convergence ont partagé des moments d'action collective, elles ont néanmoins mené des négociations séparées avec le gouvernement colombien. Derrière le « mouvement paysan » de la grève agraire, il faut distinguer trois voies de négociation différentes. Les deux premières plateformes, CNA et MIA, ont demandé à avoir des négociations au niveau national avec le gouvernement. Au-delà des questions de production et des difficultés économiques, ces deux plateformes revendicatives pointent du doigt la structure foncière du pays, les choix économiques du gouvernement, et la non-reconnaissance du paysan en tant que sujet politique. Après une phase de forte répression sociale (de nombreux blessés et des morts parmi les manifestants), le gouvernement a accepté des négociations départementales, niant les revendications de caractère national de ces alliances paysannes. En réduisant les négociations au niveau départemental, le gouvernement cherchait ainsi à désarçonner tous les efforts d'union nationale. Cependant, la mobilisation s'est ainsi transformée, au lieu de bloquer les routes, les paysans se sont installés dans des campements aux abords des villes. Ils ont également relayé les manifestations dans les centres urbains du pays. La MIA a finalement réussi à avoir des négociations à l'échelle nationale, et le CNA a créé des tables régionales de discussion et de négociation avec les autorités publiques le 6 septembre 2013. Pendant ce temps, le 7 septembre 2013, Dignité Agraire a signé un accord avec le gouvernement colombien dans plusieurs régions et met fin aux manifestations. Le gouvernement s'engage à protéger les produits des petites et moyennes entreprises agricoles des effets des traités de libre-échange. Finalement, le gouvernement colombien a discuté à la marge des questions de subventions et n'a pas remis en fondamentalement en question l'existence de cette ouverture économique. Le 8 septembre 2013 des accords nationaux sont signés à Popayán par la MIA, ces derniers mettent ainsi fin aux blocus et instaurent une commission nationale pour aborder les

différents points des revendications. La plateforme MIA obtient l'accompagnement de l'ONU, ce qui constitue une victoire importante pour les paysans.

Le 12 septembre 2013, deux lignes de fracture se sont confirmées dans le conflit agraire en Colombie. D'une part, le gouvernement a signé le Grand Pacte Agraire (« Gran Pacto Agrario ») avec des producteurs de grandes et moyennes exploitations. Ce pacte vise à favoriser des synergies entre ces acteurs ruraux et les politiques gouvernementales. D'autre part, le CNA et la MIA ont convoqué, dans le même temps, les paysans à un Sommet Agraire, Paysan, Ethnique et Populaire (*Cumbre Agraria Campesina, Étnica y Popular*). Le nom-même de cette plateforme témoigne d'une volonté de rassembler une grande diversité d'acteurs. En effet, d'autres alliances ponctuelles ont été réalisées entre les organisations paysannes et les organisations indiennes. Ces dernières ont été très présentes pendant la grève agraire, notamment dans le Sud-Est du pays (région du Cauca) à travers les grandes organisations, l'ONIC, Organisation Nationale Indienne de Colombie (*Organización Nacional Indígena de Colombia*) et le CRIC, le Conseil Régional Indien du Cauca (*Consejo Regional Indígena del Cauca*). Dans une moindre mesure, le mouvement des communautés afro-descendantes, qui pour certaines sont réunies autour du Processus de Communautés Noires (PCN- *Proceso de Comunidades Negras*) a rejoint la grève agraire.

Le Sommet Agraire s'est réuni pendant plusieurs mois et a établi des exigences précises autour de huit grands thèmes : 1) terre, territoire et aménagement territorial, 2) économie propre contre les modèles de dépossession, 3) mines, énergies et ruralité, 4) cultures de coca, marijuana et *amapola*, 5) droits politiques, garanties, victimes et justice, 6) droits sociaux, 7) relations entre les campagnes et les villes, 8) paix, justice sociale et solution politique du conflit⁷³⁹.

Ces thématiques inaugurent un programme de réflexion commune et institutionnalisent en quelque sorte une plateforme de rassemblement. En 2014, de nouvelles mobilisations paysannes ont eu lieu. Malgré une ampleur moindre que celles de 2013, ces mobilisations ont toutefois permis de maintenir la pression alors que devaient être mis en place des accords signés avec le gouvernement. En mai 2016, les

⁷³⁹ Nous retranscrivons ici les thèmes annoncés au début de l'ouverture du sommet agraire tels qu'ils ont été formulés par les organisateurs.

mêmes alliances se re-concrétisent et, cette fois-ci, c'est directement le Sommet Agraire national qui en est le principal acteur, rejoint très vite par la Minga⁷⁴⁰ Nationale, le mouvement convoqué par les organisations indiennes. En une semaine, les paysans et les Indiens parviennent à bloquer de nouveau plusieurs villes du pays, notamment dans le Sud de la Colombie. Les exigences de 2016 sont similaires à celles de 2013. En effet, comme de nombreuses mobilisations sociales en Colombie⁷⁴¹, les actions collectives de 2016 sont motivées par le non-respect des accords passés lors des mobilisations précédentes. Cependant, les manifestations de 2016 interviennent également dans un contexte où les accords de paix auraient dû être signés fin mars de cette même année, et ne le sont qu'en juin. En se mobilisant de nouveau, les paysans rappellent qu'ils ne souhaitent pas que la paix se limite à la fin du conflit armé.

Photo n°20. Les paysans du Cimitarra rentrent chez eux après plusieurs mois de grève.



Source : Mathilde Allain, 2013.

⁷⁴⁰ La Minga fait référence à une ancienne tradition de travail communautaire. Les leaders convoquaient alors à « la minga », et tous les membres des communautés rurales venaient pour réaliser des travaux collectifs.

⁷⁴¹ Selon Mauricio Archila, de nombreuses mobilisations sociales ont eu lieu en raison d'un non respect des accords passés lors de mobilisations antérieures. ARCHILA NEIRA Mauricio, *Idas y venidas, ... Op.cit.*

Figure 14. La diversité des paysans mobilisés pendant la grève agraire de 2013.

Types d'agriculture familiale selon FAO-BID⁷⁴²	Agriculture familiale de subsistance	Agriculture familiale de transition	Agriculture familiale consolidée
Types d'agricultures/de paysans en Colombie⁷⁴³	Conditions précaires. Paysans sans terre. Petits colons. Informalité des titres de propriété. Peu de liens avec les marchés. Présence dans les zones de colonisation historique du pays, comme les ZRC.	Petits producteurs d'aliments et de café, petits mineurs artisanaux, et petits propriétaires de bétail. Propriété formalisée mais difficultés à se lier aux marchés régionaux et nationaux. Dépend de la main d'œuvre familiale.	Réunis en corporation régionale et sectorielle. Producteurs de café de petite et moyenne taille, de pommes de terre, d'oignons, de <i>panela</i> , de riz et secteurs des mineurs de moyenne taille. Meilleures conditions de production et d'accès à la terre et aux infrastructures. Quelques capacités d'exportation, mais surtout importance dans les marchés nationaux.
Organisation	Plateforme MIA Table d'interlocution et d'accord	Plateforme CNA Coordinateur National Agraire	« Dignités agraires » déclinées par secteurs
Négociations avec le gouvernement	Accords nationaux à Popayán	Accords régionaux	Accords par secteurs
Affiliation politique	Mouvement de la Marche Patriotique	Congrès des Peuples	<i>Polo Democrático</i>
Union sectorielle	Sommet Agraire, paysan, ethnique et populaire		Le mouvement des dignités est déjà, en soi, une union de différents secteurs.

⁷⁴² FAO-BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO, *Políticas para la agricultura familiar en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Fernando Soto Baquero, Marcos Rodríguez Fazzone César Falconi (dir.), Oficina regional de la FAO para América Latina y el Caribe, 2007

⁷⁴³ Ce tableau est inspiré des recherches de l'Université Javeriana de Cali, qui reprennent les typologies d'agriculture familiale pour identifier les paysans mobilisés en 2013. Cf : DUARTE Carlos, PINZÓN Ricardo, SALCEDO Leonardo, « El paro nacional agrario: un análisis de los actores agrarios y los procesos organizativos del campesinado colombiano », Cali, Área de Investigación Aplicada, Centro de Estudios Interculturales, Universidad Javeriana de Cali, 2013.

La mobilisation nationale de 2013 a redynamisé les débats autour de la question agraire dans le pays ainsi que l'émulation des organisations locales. Cette mobilisation a permis de créer de nouvelles alliances entre des processus locaux qui ont ainsi interagi avec une pluralité d'acteurs (d'autres paysans, d'autres colombiens urbains, mais aussi avec les autorités locales, régionales et nationales). L'ampleur de la grève a notamment poussé les paysans à diversifier leurs répertoires d'action collective, puisqu'ils ont lié des mobilisations nationales à des processus de négociations avec le gouvernement. La mobilisation a aussi permis à de nombreux paysans de sortir de leurs villages et de mesurer l'ampleur des soutiens à leurs revendications.

Enfin, en plein processus de paix, ces mobilisations ont agi tel un sursaut pour les négociateurs de la Havane, et pour le reste de la société colombienne qui s'est en partie liée aux paysans. Les négociations avec le gouvernement et la convergence autour du Sommet Agraire ont également mené à un rapprochement entre les paysans et des mouvements politiques.

De la négociation sectorielle au rattachement partisan

La place Bolivar, place principale de Bogotá, au centre de laquelle trône la statue du libérateur concentre les différents pouvoirs. On y trouve l'Église, le palais de Justice, la Mairie de Bogotá et le Parlement, et un peu plus loin la maison présidentielle. C'est le point de rencontre de toute manifestation à Bogotá et un lieu stratégique pour observer les différents acteurs des mobilisations et la réaction des différentes institutions⁷⁴⁴. En décembre 2013, lors de la manifestation contre la destitution⁷⁴⁵ du maire de Bogotá,

⁷⁴⁴ L'espace symbolique des places a notamment été mis en exergue pendant les mouvements de révoltes en Tunisie (de la Kasbah), en Égypte (place Tahrir) et en Turquie (parc Gezi). Anahi Alviso-Marino montre l'appropriation de l'espace à Sanaa. ALVISO-MARINO Anahi, « Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la Place du Changement à Sanaa », in COMBES Hélène, GARIBAY David, GOIRAND Camille (dir.), *Les lieux de la colère...*, *Op.cit.*, p 35-70.

⁷⁴⁵ Plusieurs milliers de personnes ont occupé la place Bolivar pour protester contre la destitution et l'inéligibilité pour 15 ans du maire de Bogotá. Cette mesure a été prise par le Procureur Général de la Nation, Alejandro Ordoñez, connu pour ses positions ultra-conservatrices et son opposition au processus de paix. Il justifie la destitution de Petro par le chaos qu'aurait suscité le changement de gestion du système de ramassage des ordures. Quelques mois auparavant, Petro avait en effet mis fin aux concessions privées et entreprit de transférer ce service à des entreprises publiques suscitant l'opposition des entreprises privées qui avaient contribué à provoquer un désordre sanitaire durant trois jours dans la ville de plus de 8 millions d'habitants. Or, contrairement à la Constitution colombienne, les traités internationaux, signés par Bogotá, interdisent ce type de

Gustavo Petro, un ancien guérillero du M19 appartenant au parti de gauche le *Polo Democrático* (le Pôle démocratique), de nombreux citoyens et d'employés de la mairie (notamment le personnel du programme social « Bogotá Humaine ») se sont réunis sur la place⁷⁴⁶. Le mot d'ordre, « Petro ne part pas » (« Petro no se va »). Lorsque le maire apparaît à la fenêtre de la mairie pour faire son discours, nous remarquons que le dirigeant paysan Pachon, leader des Dignités (et plus particulièrement du secteur de la pomme de terre) se trouve à ses côtés. Ce dernier exprime son soutien au maire de Bogotá, et appelle à la convergence entre les citoyens urbains et ruraux. Cette rencontre symbolise le lien entre mouvements sociaux paysans et urbains. Elle marque également une prise de position d'une partie du mouvement paysan dans la lutte politique partisane entre le *Polo Democrático* et le parti de l'ex-président Uribe, le *Centro Democrático* (Centre Démocratique) qui a soutenu la procédure contre le maire de Bogotá. De plus, Gustavo Petro avait largement soutenu la grève agraire et l'arrivée des paysans à Bogotá en facilitant notamment l'accès à des infrastructures. Ces rapports de force s'expriment visuellement ; alors que le palais de justice et le parlement se barricadaient de policiers et de renforts militaires, la mairie « placée » entre ces deux pouvoirs installait une banderole de soutien aux paysans, et une scène avec des micros au centre de la place.

Comme cette mobilisation le démontre, les moments de rassemblements pendant la grève agraire puis les moments de négociations qui ont suivis, sont des épisodes clés de rapprochements et d'interaction entre différents acteurs politiques et paysans. La naissance des plateformes de négociation MIA, CNA, Dignités, du Sommet Agraire Paysan, Ethnique et Populaire, ainsi que l'émergence de mouvements sociaux-politiques rendent également compte de l'existence d'un « milieu partisan » selon les termes de Frédéric Sawicki⁷⁴⁷. Ce milieu partisan désigne les relations entre les groupes, dans notre cas les mouvements paysans et les partis ou mouvements politiques. Pour les mouvements paysans, ces soutiens au niveau national sont différents des alliés qui les ont accompagnés au niveau local. En effet, les ONG de défense des droits de l'Homme et les autres acteurs qui forment le tissu associatif colombien accompagnent la

destitution, sans la décision préalable d'un juge. Le maire de Bogotá a sollicité la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme pour éviter cette procédure, mais la Colombie n'a pas tenu compte des recommandations.

⁷⁴⁶ Observation participante, décembre 2013, Bogotá.

⁷⁴⁷ SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste... Op.cit.*

construction des alternatives plus locales. Ces alliés, incontournables dans les zones rurales, sont moins visibles lors des mobilisations au niveau national. Les ONG et les secteurs proches de l'Église sociale se prononcent également moins sur les rattachements partisans des paysans. Les organisations paysannes changent ainsi d'échelle de mobilisation, et mettent en place des actions collectives avec des organisations plus proches des structures syndicales et des organisations partisans. En effet, elles partagent avec eux des affinités politiques qui contribuent à l'émergence d'une nouvelle dynamique partisane dans le pays.

Chacune des coalitions nationales pendant la grève agraire s'est rattachée à un mouvement politique. La coalition de la MIA est affiliée au mouvement de la Marche Patriotique, le mouvement du CNA au Congrès des Peuples, et enfin le mouvement des Dignités est affilié ponctuellement au *Polo Democrático* (Gauche radicale critique du néolibéralisme). Les dignités bénéficient notamment du soutien du sénateur Jorge Enrique Robledo. En 2014, l'élection présidentielle a confirmé l'avènement de nouvelles forces politiques de gauche, qui se présentent, pour l'instant, comme des mouvements politiques et non comme des partis. Au deuxième tour, ces mouvements politiques ont appelé à voter pour Juan Manuel Santos pour faire barrage au candidat de l'ex président Alvaro Uribe. Suite à la grève agraire, les paysans affirment plus nettement leur poids électoral, cependant les discours des leaders insistent sur le fait que leur vote n'est pas un chèque en blanc.

Pendant cette campagne électorale de 2014 ainsi que lors des manifestations de 2013, deux mouvements politiques, la Marche Patriotique et le Congrès des Peuples, ont joué un rôle dans la politisation des mouvements sociaux et dans la valorisation des initiatives paysannes au niveau national.

La Marche Patriotique et le Congrès des Peuples se présentent à leurs débuts comme des plateformes politiques qui rassemblent divers mouvements sociaux et des secteurs de la gauche révolutionnaire déçus par les partis politiques. Les deux mouvements naissent en même temps, avant l'ouverture des dialogues de paix à la Havane. Le Congrès des Peuples est une plateforme d'organisations sociales qui naît à partir des mobilisations de 2008, de la Minga de Résistance Sociale. Il a mis en place plusieurs propositions programmatiques fondées sur les réflexions et les échanges au

sein de ces organisations de base. Les organisations sociales qui font partie de cette plateforme sont des collectifs étudiants, indiens, syndicaux et universitaires. Certains mouvements paysans s’y sont également affiliés, et revendiquent le fait que le paysan soit reconnu comme un « sujet de droit au niveau constitutionnel ».

La Marche Patriotique naît à l’occasion du bicentenaire de l’indépendance de la Colombie, le 20 Juillet 2010, d’une initiative de plusieurs secteurs sociaux (syndicats, associations de victimes, ex-militants de l’Union Patriotique, organisations paysannes, etc.). Elle se mobilise pour une « deuxième et définitive indépendance ». La Marche Patriotique est composée de plusieurs mouvements locaux et d’organisations d’envergure nationale, et rassemble autour d’un discours contre le néolibéralisme. On peut noter la présence de nombreux collectifs paysans dans la construction de ce mouvement, et notamment de l’ANZORC, l’ACVC, la CONAP (Coordination Nationale des Organisations Agraires et Populaires-*Coordinación Nacional de Organizaciones Agrarias y Populares*), la Fensuagro (Fédération Nationale Syndicale Unitaire Agricole - *Federación Nacional Sindical Unitaria Agropecuaria*) et le parti communiste colombien.

Début 2013, les deux mouvements ont démontré leur force sociale par de grands rassemblements à Bogotá, en prémices de la grève agricole.

La Marche Patriotique s’est rendue visible au cours d’une grande procession organisée à Bogotá le 9 avril 2013, date symbolique de l’assassinat du leader libéral Jorge Eliecer Gaitán en 1948⁷⁴⁸. La veille de la mobilisation, plusieurs organisations paysannes et indiennes sont arrivées pour dormir dans le grand stade de Bogotá⁷⁴⁹. Il est difficile d’identifier les organisations présentes car tous les manifestants portent le même t-shirt, celui de la Marche Patriotique. Le logo du mouvement représente le libérateur Bolivar sur un cheval portant un drapeau colombien. Lors de cette manifestation, l’affiliation commune à la Marche Patriotique est mise en avant par les mobilisés. L’organisation de la marche démontre une expérience militante de mobilisation. En effet, au niveau logistique tout est très organisé, avec des comités de

⁷⁴⁸ Cette date marque le début du conflit entre libéraux et conservateurs. Pour les secteurs de gauche, l’épisode symbolise le début de l’impossibilité de proposer des alternatives sociales et politiques en Colombie face aux conservateurs.

⁷⁴⁹ Observation participante, avril 2013, Bogotá.

sécurité, des responsables santé, des responsables presse, des responsables droits de l'Homme, qui s'identifient tous avec un brassard. En dehors du cortège principal de la Marche Patriotique on trouve une diversité de mouvements : des organisations paysannes, des syndicats, les services de la mairie de Bogotá, des organisations politico-religieuses, des défenseurs des animaux, des organisations des droits de l'Homme, des organisations d'accompagnement international, des associations de déplacés, de disparus, des membres du Congrès des Peuples, des organisations indiennes, étudiantes et universitaires, artistes, des associations LGBT, etc. Si tous ne défilent pas forcément pour la Marche Patriotique, l'élan du mouvement politique donne l'occasion à de nombreux citoyens d'affirmer leur volonté de paix et de changement. La manifestation est importante, elle réunit 1 million de personnes et est retransmise en direct par Canal Capital (la chaîne de télévision de la mairie de Bogotá et de son programme Bogotá Humaine).


Quelques jours plus tard, c'est au tour du Congrès des Peuples de montrer sa force politique. Lors d'une conférence de presse au Congrès de la République en avril 2013⁷⁵⁰, le mouvement présente ses alliances politiques à l'étranger : Izquierda Unida d'Espagne, l'association argentine des Madres de Plaza de Mayo « Pañuelos en Rebeldía », des représentants du parlement andin, une organisation sud-africaine de lutte contre l'apartheid, une représentante du parlement centraméricain, etc. L'invitation de ces organisations étrangères vise à rappeler l'importance de la participation de la société civile dans les négociations de paix. Dans la salle, sont présents de nombreux médias alternatifs et des responsables d'ONG notamment de CIJYP et du CINEP, les deux courants de l'Église sociale en Colombie⁷⁵¹. Puis, pendant quatre jours le Congrès des Peuples tient une grande assemblée dans les locaux de l'Université Nationale de Colombie. Cette assemblée a réuni, selon les organisateurs, 20 000 participants. Le symbole est important, puisque cette université publique, une des plus prestigieuses du pays, est régulièrement stigmatisée par la droite colombienne comme étant un « repaire de guérilleros ».

⁷⁵⁰ Observations participantes, avril 2013, Bogotá.

⁷⁵¹ Cf. Chapitre 1.

Ces deux évènements rendent compte de la construction de deux mouvements sociaux-politiques. À partir des commentaires des participants et des observations de ces différentes mobilisations⁷⁵², nous proposons d’avancer quelques points de comparaison entre ces deux mouvements.

Figure 15. Comparaison entre la Marche Patriotique et le Congrès des Peuples

<p>Marche Patriotique</p> 	<p>Congrès des Peuples</p> 
<p>Plus grande proportion de paysans</p> <p>Participation indienne moindre</p> <p>Identification claire des leaders et de la structure (avec direction nationale et bureaux régionaux)</p> <p>Inspiration courant marxiste-léniniste</p> <p>Répertoire privilégié : mobilisations de grande ampleur</p> <p>Zones rurales de présence historique des FARC</p>	<p>Syndicats ouvriers et étudiants très visibles</p> <p>Participation indienne plus visible</p> <p>Structure moins hiérarchique et plus participative</p> <p>Inspiration courant anarchiste et théologie de la libération</p> <p>Répertoire privilégié : assemblées participatives de plusieurs jours</p> <p>Zones rurales de présence historique de l’ELN</p>

Ces plateformes politiques ont largement contribué à rassembler autour du sommet agraire, mais également à élargir les soutiens au-delà du monde paysan. À travers ces deux mouvements les fractures de la gauche colombienne persistent, cependant la perspective de la paix permet de redynamiser le débat politique et citoyen dans le pays.

⁷⁵² De janvier à juin 2013 plusieurs manifestations de ces deux mouvements politiques ont eu lieu à Bogotá. Les diverses manifestations et les débats citoyens sont des points d’observation intéressants pour appréhender les différents positionnements des groupes mobilisés, leurs affiliations, et leur rôle dans les mobilisations sociales d’août 2013. Plusieurs discussions informelles avec des observateurs politiques nous permettent ainsi de comprendre les divergences des secteurs de gauche en Colombie et la place de ces nouvelles initiatives politiques.

Les espoirs d'une nouvelle participation politique, stimulée par les dialogues de la Havane et les mobilisations de 2013, témoignent aussi du peu de représentativité des partis traditionnels. Nous remarquons que les manifestations du mouvement paysan et de ces initiatives politiques ont eu lieu dans les grandes villes du pays. Ainsi, la volonté d'ancrer le mouvement à une échelle nationale est importante. Celle-ci se traduit par le fait que les mouvements paysans ont cherché à rallier d'autres mobilisés, notamment parmi les citoyens urbains, en puisant dans les ressources militantes des grandes villes.

Encadré n°17. Le rôle des villes dans les mobilisations paysannes

Les urbains au cœur du *paro nacional agrario*

Au cœur des cortèges de manifestations, des citoyens urbains ou bien « non paysans » ont revêtu la *ruana*, ce pancho que portent les paysans colombiens. Cet attribut, qui a disparu des coutumes vestimentaires urbaines, est progressivement réapproprié par la jeunesse et par les citoyens urbains. Au-delà d'une prise de conscience des enjeux alimentaires et de la crise rurale, de nombreux acteurs témoignent leur attachement aux campagnes, car elles leur rappellent un peu « l'âme du pays ». Si la grève agraire a pris les villes, en bloquant les voies d'accès et en rationnant certains aliments, les habitants de ces grandes villes ont également montré leur soutien aux paysans. De nombreuses organisations sociales, de quartiers, d'associations culturelles, d'ONG, d'organisations étudiantes, de collectifs artistiques, mais aussi des citoyens non affiliés, ont grossi les cortèges des marches dans les grandes villes. Puis, par des « *cacerolazos* » spontanés, (pratique qui consiste à taper durant plusieurs minutes voire des heures sur des casseroles pour faire du bruit sur les places publiques), ces « urbains » ont manifesté leur bruyant désaccord avec les politiques gouvernementales. Ces citoyens ont aussi permis la diffusion des informations pour l'organisation des marches, des *cacerolazos* ainsi que des aspects pratiques de ces manifestations. En relayant des vidéos sur internet, ces acteurs ont également alerté sur les violences policières et les stigmatisations à l'encontre des paysans. Ce relai a été fait par des acteurs intermédiaires, qui circulent entre les milieux paysans et les milieux militants dans les villes. Les médias tels que Prensa Rural ou Contagio Radio ont joué un rôle important. Enfin, ce soutien s'est traduit par une aide logistique aux milliers de paysans venus dans les villes : accueil des manifestants sur les campus universitaires et les stades sportifs, prêt de salles pour les réunions, aide pour la distribution des repas, etc. Les réseaux militants des ONG et des organisations ayant leurs sièges dans les villes ont accompagné les organisations paysannes dans cette organisation des mobilisations.

Le 29 août 2013, la mobilisation a atteint son apogée, et a terminé en échanges violents entre manifestants et forces de l'ordre faisant plusieurs morts et blessés chez les manifestants. Le jour suivant, un couvre-feu a été décrété par les autorités, et des renforts militaires ont été envoyés dans les rues de la capitale. A partir de cette date, la grève nationale agraire ne concerne plus seulement les paysans mais touche directement les citoyens des grandes villes. Ce lien ville-campagne, s'est consolidé depuis 2013, notamment à travers le soutien des mouvements paysans aux mouvements citoyens de lutte contre la privatisation d'entreprises publiques⁷⁵³. Ces inquiétudes quant à la privatisation des services publics rejoignent en partie les préoccupations des paysans face à l'arrivée des multinationales sur leurs territoires.

La grève agraire de 2013 a ainsi mis en exergue de nouveaux acteurs, plus politisés, ainsi que de nouvelles alliances entre paysans et mouvements urbains. La Marche Patriotique et le Congrès des Peuples naviguent entre parti et mouvement. Cet entre-deux leur permet de rallier différents soutiens, de se présenter comme des alternatives à la démocratie représentative sans pour autant exclure le jeu politique et l'objectif du pouvoir. Ce milieu partisan permet à certaines organisations paysannes de

⁷⁵³ Les médias comme Prensa Rural ont notamment relayé les communiqués des manifestants contre la privatisation. Le site a également publié des lettres de soutiens des paysans aux organisations mobilisées.

passer du social au politique. Dans nos deux cas d'étude, ces passages se traduisent par de nouvelles stratégies de politisation des organisations paysannes.

Photo n°21. Les manifestants se préparent pour défiler pour la Marche Patriotique



Source : Mathilde Allain, 2013.

Photo n°22. Un leader paysan du Boyacá prend la parole lors du Congrès des Peuples



Source : Mathilde Allain, 2013.

Les ressorts de la politisation des paysans colombiens

« Vous, vous êtes ici parce que vous croyez en une construction de la paix, ou parce que c'est un tremplin politique. Est-ce que vous êtes toujours aussi politiciens et corrompus, ou bien est-ce que vous avez une conscience réelle ? »

Leader d'une association de victimes, rencontre du « front ample pour la paix », dialogue entre les partis politiques et la « société civile », Yondo, Magdalena Medio, Juillet 2014.

Ce rejet de la politique et la dénonciation de la corruption des élus locaux, ne s'accompagnent pas pour autant d'un rejet du politique. Au contraire, dans certaines régions du pays cela se traduit pour les organisations locales par de nouvelles manières de se politiser. Les convergences entre mouvements sociaux et partis politiques et la construction de nouveaux mouvements politiques hybrides, illustrent une politisation importante des paysans. Au niveau local, nous observons un processus similaire. Les revendications territoriales ont une dimension politique indéniable pour les organisations paysannes. Or, les celles-ci cherchent également à peser sur *la* politique *via* deux processus distincts de politisation.

Pour l'ACVC, l'affiliation au mouvement politique de la Marche Patriotique semble être la continuité d'un engagement politique fort des membres de l'organisation, et une manière de peser au niveau national. À l'inverse, les communautés afro-descendantes de Curvaradó ont choisi de présenter leur propre candidat aux élections municipales, alors même que la représentation légale du bassin n'est toujours pas résolue. Ces évolutions de l'action collective suscitent cependant des débats au sein des collectifs, notamment chez les communautés afro-descendantes qui redoutent le jeu politique local.

Dans les deux cas, on peut observer que les organisations paysannes demandent plus de participation politique en dehors du système représentatif (comme les initiatives CONPAZ et les tables communales pour la vie digne), sans pour autant que ces

collectifs renient leur participation électorale. Les paysans se (ré)approprient ainsi un autre rôle pour tenter de transformer la politique en de nouveaux espaces de revendication. Ils alternent ainsi militantisme partisan et militantisme social, mobilisations au niveau local et actions collectives nationales.

L'affiliation à la Marche Patriotique : la politisation croissante de l'ACVC

L'ACVC s'est toujours revendiquée comme une organisation paysanne politique, et les entretiens des différents leaders révèlent les divers courants politiques qui ont contribué à sa construction. Les locaux de l'ACVC sont un bon indicateur d'une croissante politisation. Alors qu'en 2012, il y avait peu d'affiches du mouvement de la Marche Patriotique, celles-ci recouvrent les locaux du siège à Barrancabermeja en 2014. Cette proximité avec le mouvement politique s'observe également dans l'organisation logistique des actions collectives. Par exemple, en 2014, une rencontre culturelle dans l'Urabá est co-organisée par l'ACVC et la Marche Patriotique. Les jeunes danseurs et chanteurs, partis pour représenter les différentes cultures du Magdalena Medio, sont à la fois issus de l'ACVC et des groupes de jeunes militants du mouvement politique. L'organisation paysanne revendique d'ailleurs son rôle dans la construction de la Marche Patriotique, elle a participé aux nombreux débats sur sa création, à la définition des lignes directrices, et des perspectives futures. On remarquera d'ailleurs que la structure interne de la Marche Patriotique est similaire à celle de l'ACVC, avec une certaine horizontalité, et dans le même temps une décentralisation avec des bureaux en région permettant de rallier un plus grand nombre de militants. Andres Gil, un des leaders de l'ACVC est notamment un des porte-parole du mouvement politique au niveau national. De nombreux délégués de l'organisation paysanne font également partie des instances décisives du mouvement politique.

Il devient même parfois difficile de discerner les militants du mouvement politique des militants de l'ACVC, puisque la majorité s'affiche avec cette double affiliation. Sollicité pour un entretien, Mauricio nous donne d'ailleurs rendez-vous directement au siège de la Marche Patriotique à Bogotá. Il se définit lui-même comme étant « détaché de l'ACVC auprès de la Marche Patriotique ». Il aborde dans une

première partie de l'entretien les difficultés de l'ACVC, la mobilisation autour des droits de l'Homme et le contexte de stigmatisation des mouvements sociaux dans le Magdalena Medio. Puis, il nous explique ce qu'il considère comme étant une progressive politisation des campagnes :

« Et alors, maintenant, vous pensez que les conditions sont réunies pour politiser... ce qui concerne les campagnes ?

Il y a quelque chose qui a réussi, c'est la politisation du paysannat, et pas seulement le paysannat, parce qu'au fond, ...oui le paysannat parce que la majorité de la population de la ville vient des campagnes, déplacée par la violence et la situation économique, mais si tu regardes aujourd'hui, [...] il y a une population politisée, avec une opinion politique. Ce n'est pas la majorité, mais oui, il y a au moins un choix de résistance aux politiques, même si les gens ne savent pas l'expliquer. Les gens ne disent pas « je suis contre le néolibéralisme », mais ils disent « je ne veux pas payer mes charges parce que c'est très cher », et au fond c'est une protestation face au modèle actuel. Ils le disent à leur manière, pas comme on aimerait l'entendre, mais oui, ils s'expriment à partir d'une réalité concrète. Il y a une opinion publique, un peuple, surtout dans les campagnes il y a un bon niveau de politisation, de compréhension...qu'à partir de maintenant il faut débattre des modèles de développement et du modèle actuel qui [nous] exclut. Ça c'est une des grandes réussites de tout ce processus, il y a un niveau de formation politique, et même s'il y a beaucoup de dirigeants, il y a une nouvelle génération de nouveaux leaders qui se sont investis avec beaucoup de responsabilité face à l'enjeu de construire des processus organisationnels qui cherchent un changement profond dans la société colombienne. Et je voulais aussi compléter à propos de notre politisation, sur notre saut qualitatif dans la lutte politique. Dans le cadre des journées du bicentenaire, nous, en tant qu'ACVC, avec d'autres organisations dans le pays, on a fait la proposition d'une alternative politique en Colombie, et depuis 2009 on essaye de stimuler une nouvelle expérience ; c'est-à-dire comment passer du revendicatif au politique ? Si avant nous étions dans une lutte de résistance, une lutte revendicative, encore dans la dénonciation, nous n'avions pas de propositions pour disputer le pouvoir politique. Et à partir de 2009, on s'est dit, on commence à faire ce pari.

Avec la Marche Patriotique ?

Et alors l'idée fait son apparition que...au début nous on ne parlait pas de Marche Patriotique, [on s'est dit] cherchons d'abord un mécanisme, quelque chose qui nous unisse nationalement, parce que justement il y avait une

dispersion de la lutte, comme je te le disais et on ne trouvait pas de solution à ça. Alors, on a fait la première expérience en 2007. On a convoqué une grève nationale agraire en 2007, on a tenu mais il n'y avait pas d'articulation nationale. Cette expérience est une des raisons... il y avait eu les initiatives de 2005, de 1995-1999, on pensait à cette idée. Mais l'expérience de 2007 nous a montré que, si on mettait en place un mécanisme d'articulation national, ça allait rester... et on allait [en] sortir renforcés. »⁷⁵⁴

Deux sens de la politisation sont mis en exergue dans le discours de Mauricio. Le premier sens est celui d'une prise de conscience des enjeux politiques dans les campagnes, une politisation qui se rapproche de ce que nous avons décrit dans une première section de ce chapitre. Il met en effet en avant la formation politique dans les campagnes. Un second sens de la politisation est ensuite mis en avant, c'est celui de l'affiliation de l'ACVC à un mouvement partisan. Dans son discours, Mauricio cherche à montrer la cohérence entre ces deux sortes de politisation. Il met en avant le rôle de l'ACVC dans l'interprétation des doléances en termes politiques : « les gens ne disent pas « je suis contre le néolibéralisme », mais ils disent « je ne veux pas payer mes charges parce que c'est très cher », et au fond c'est une protestation face au modèle actuel ». Selon lui, le « saut politique qualitatif » passe par un changement d'échelle de mobilisation puisque l'ACVC se mobilise plus régulièrement au niveau national. L'organisation paysanne se positionne progressivement comme un acteur incontournable sur la scène nationale colombienne. La Marche Patriotique permet également à l'ACVC de concrétiser ses alliances avec d'autres secteurs de la société civile colombienne, comme des syndicats étudiants, ouvriers, des collectifs de défense de l'environnement, des syndicats des hôpitaux publics, etc. L'affiliation d'une organisation paysanne centrale comme l'ACVC à un mouvement politique rend compte d'une évolution dans les revendications du mouvement paysan. Il ne s'agit plus d'attendre une reconnaissance de la part de l'État⁷⁵⁵, mais d'obtenir d'autres manières d'être représenté politiquement.

⁷⁵⁴ Entretien avec Mauricio Ramos, décembre 2013, Bogotá.

⁷⁵⁵ La demande de reconnaissance de la part de l'État ne consiste pas seulement à être reconnu en tant qu'acteur social, il s'agit également pour l'ACVC de faire reconnaître une réalité rurale. En effet, par « reconnaissance », elle souhaite que l'entièreté de la zone de réserve paysanne (notamment la zone forestière) ait une existence officielle.

Jusqu'alors, la Marche Patriotique n'est pas un parti politique constitué, mais le mouvement se construit progressivement pour pouvoir présenter des candidats aux élections locales. Cette position de « mouvement politique » lui permet de former progressivement un agenda qui coïncide avec les revendications sociales exprimées durant la dernière décennie. Cette position (en dehors du jeu politique) lui permet de réduire le risque sécuritaire de ses membres, car les menaces des paramilitaires à l'encontre du mouvement n'ont cessées depuis sa création. Certains observateurs redoutent un deuxième « génocide politique » comme cela avait été le cas avec le parti de l'Union Patriotique dans les années 1980. La Marche Patriotique se construit également comme une plateforme politique d'accueil pour les futurs guérilleros démobilisés. Dans le cadre des dialogues de paix, et du débat sur la participation politique des guérilleros, le rôle de la Marche Patriotique est important. L'ACVC s'inscrit ainsi dans une nouvelle dynamique de mobilisation et montre une volonté de peser sur la période post-accords de paix. Pour l'ACVC, l'échelle nationale semble être pertinente pour continuer à mener la construction d'alternatives locales sur son territoire. Les communautés afro-descendantes s'interrogent quant à elles sur l'échelle pertinente pour protéger leurs territoires collectifs.

Privilégier les actions juridiques ou agir au sein du système politique : les hésitations dans le Curvaradó

Les communautés du Curvaradó attendent depuis longtemps de pouvoir obtenir une représentation légale de leur communauté. Elles s'interrogent sur la pertinence des procédures juridiques en cours et sur l'opportunité d'autres voies, plus politiques, pour obtenir une représentation légale sur leurs territoires collectifs.

Au cours de deux assemblées des communautés du bassin de Curvaradó, qui ont eu lieu à un an d'intervalle, nous avons pu noter l'évolution du discours de quelques leaders du Curvaradó. Durant l'assemblée de Caño Manso, la question de la représentation légale du Curvaradó est au centre de tous les discours. L'assemblée de No Hay Como Dios, organisée un an après dans un autre contexte laisse émerger une autre alternative pour protéger le territoire, celle de présenter des candidats à l'élection municipale.

A Caño Manso, Wilson, leader charismatique de la communauté de No Hay Como Dios est très présent. Leader métis et chanteur, Wilson prend aisément la parole lors des assemblées et sait motiver l'auditoire. Ce jour-là, il explique aux communautés réunies l'importance d'avoir une personnalité juridique et une représentation légale sur leur territoire. Il rappelle que c'est une manière de rester unis pour ne pas se laisser diviser par d'autres acteurs qui chercheraient à s'accaparer les ressources du territoire. Enrique intervient également pour rappeler le contexte, et les manipulations autour de l'identité afro-descendante et le risque d'exclusion d'une partie des membres de leur droit à la représentation⁷⁵⁶.

Le contexte de l'assemblée de No Hay Como Dios est un peu différent. L'ONG CIJYP n'est pas conviée à cette assemblée, alors même qu'elle avait été centrale à Caño Manso un an plus tôt. Les membres de l'ONG avaient longuement détaillé la procédure juridique des élections au conseil communautaire. Notre présence à cette assemblée est due au fait que Maria, leader de Camélias, ait sollicité notre présence⁷⁵⁷ en tant qu'accompagnatrice internationale. Un an après Caño Manso, les communautés du Curvaradó n'ont toujours pas de représentant légal et la procédure est bloquée. Les différents leaders font valoir leurs avis sur la marche à suivre. Dès le début de l'assemblée, Wilson insiste sur le fait qu'il faut maintenant parler d'assemblée des « conseils communautaires », et non des communautés ou des zones humanitaires. Il est essentiel d'utiliser ce vocabulaire pour rappeler que leur processus d'organisation dispose d'une existence légale et juridique. Il explique à l'assemblée que si les métis ont le droit de voter aux élections municipales, par conséquent ils doivent logiquement avoir le droit de voter pour leur représentant dans les territoires collectifs. Wilson, très affecté par l'exil d'Enrique en Europe, est le dernier membre, au sein du G8 (le comité pilote en charge de la procédure de restitution), à être resté indépendant des entreprises.

Selon Raul, un jeune leader de la zone humanitaire de Caracoli, les communautés doivent avoir plus de relations avec la mairie pour pouvoir protéger le territoire et la représentation des communautés. Certains dans l'assemblée s'y opposent, argumentant

⁷⁵⁶ Nous renvoyons ici le lecteur à l'annexe n° 12.

⁷⁵⁷ Le matin de l'assemblée de No Hay Como Dios, Maria vient nous chercher à l'aube et nous demande de l'accompagner. Les accompagnants de l'ONG sont un peu surpris étant donné qu'ils n'ont pas été invités à cette assemblée. Maria insiste, et nous l'accompagnons pour aller jusqu'à No Hay Como Dios. Nous demandons par la suite à pouvoir assister à l'assemblée.

que les candidats sont en ce moment en campagne électorale, et qu'ils ne chercheront pas à comprendre les problématiques des communautés mais « à faire leurs discours de campagne ». Raul insiste, et rappelle que les communautés peuvent aussi définir l'ordre du jour d'une réunion avec les représentants de la mairie, et leur dire clairement « nous ne sommes pas venus parler de politique mais de territoire ». Pour Wilson les actions sont simples, il faut « expliquer aux gens comment participer politiquement », il s'exclame qu'il faut « quelqu'un pour la représentation légale et quelqu'un pour la mairie ». S'ensuit un long débat sur la représentation politique et l'opportunité pour les communautés de présenter un candidat aux élections municipales. Le nom de Raul semble s'imposer. Nous comprenons que Wilson et Raul, ainsi que plusieurs autres leaders, préparent cette idée depuis plusieurs mois maintenant. Un autre leader confirme, ce n'est pas Raul qui fait campagne, mais « nous tous », « nous n'avons pas besoin d'avoir fait des études à l'extérieur pour nous représenter ». Maria, leader de Camélias, renchérit « s'il monte c'est pour nous, et comme on l'a fait monter on peut aussi le faire redescendre ». Raul annonce : « nous sommes en train de travailler une proposition, pour un pouvoir politique, public et social, mais cette proposition est de vous tous. Nous vous consultons pour ça ». Il explique ensuite son intention de créer un plan de « gouvernement participatif ». Il détaille la procédure, des réunions vont avoir lieu dans chaque communauté, et chaque bassin devra avoir ses conseillers pour conformer un « comité politique ».

Un habitant d'une zone humanitaire pose ensuite la question de l'affiliation partisane, et interroge Raul. Celui-ci répond qu'il ne suivra aucun parti, mais que tous les candidats lui ont déjà fait des propositions. Cependant, Raul répète que le parti politique importe peu mais qu'il veut être le « candidat des communautés ». Sur ces paroles enthousiastes, une pause déjeuner est décidée par l'assemblée. Pendant que le reste de l'assemblée se libère pour partir se restaurer, Raul, Maria, Wilson et d'autres leaders abordent le plan des élections. Ils évoquent une stratégie conjointe entre Curvaradó et Jiguamiandó pour proposer des conseillers issus des communautés. Certains indiens de Jiguamiandó ont répondu favorablement ainsi que plusieurs membres des zones humanitaires de Jiguamiandó rencontrés à Pueblo Nuevo lors de la rencontre interethnique de CONPAZ. Ils discutent entre eux sur la pertinence d'avancer

sur les deux fronts : avoir un candidat à la mairie et accélérer le processus de représentation légale du Curvaradó. Pour Maria, Raul doit se lancer à la mairie, et il faut assumer un candidat métis à la représentation légale, pour affirmer la position anti-raciale du Curvaradó. Or, pour l'instant personne ne souhaite se présenter à la représentation du bassin.

Plus tard⁷⁵⁸, Wilson nous confie que les gens de la région ont peur de la politique, qu'il n'y a aucun moyen pour mener une campagne, et qu'il est donc dangereux de se lancer dans cette aventure politique sans avoir de garanties sur la représentation légale de la communauté. Il explique que peu de leaders sont mobilisés autour de cette initiative, et qu'il est très difficile de maintenir l'attention des habitants du Curvaradó sur ces sujets. Le degré d'adhésion n'est pas le même dans toutes les communautés, les zones humanitaires et de biodiversité restent des « centres » de défense du territoire. Cependant la conscience de cette lutte n'est pas la même partout. Selon Wilson, il faut d'abord renforcer le processus interne pour que les gens des communautés aient conscience de ces sujets. Il nous confie, amer, que tous les leaders n'ont pas la même notion de la résistance.

Nous constatons avec étonnement que les leaders n'ont pas parlé de leur initiative de représentation à la mairie à l'ONG CIJYP, alors même qu'ils sollicitent l'ONG pour diverses procédures. Cette initiative fait également apparaître quelques dissensions internes, entre certains leaders qui préfèrent s'assurer d'avoir avant tout une représentation légale de la communauté du Curvaradó et ceux qui veulent directement entreprendre une démarche de représentation politique au sein de la mairie. D'un côté, l'ONG ainsi que quelques leaders encouragent une procédure plus orientée vers un répertoire de défense juridique, qui revendique la *légalité* des populations sur leur territoire. D'un autre côté, d'autres leaders mettent en avant le besoin d'un répertoire plus politique face aux incohérences juridiques dont ils sont victimes, ils mettent en avant leur *légitimité* sur ces terres. Certains s'opposent à la « politisation » des communautés alors que pour d'autres c'est le seul moyen de faire pression sur le système politique et d'avoir une réelle reconnaissance de leurs territoires.

⁷⁵⁸ Wilson est à Camélias pour rencontrer l'ONG CIJYP. Nous profitons de ce moment pour l'interroger de manière informelle sur les résultats de l'assemblée de No Hay Como Dios. Observation participante, novembre 2014, Curvaradó.

Ces deux répertoires, politique et juridique, ne sont, en théorie, pas incompatibles mais comportent tous les deux des incertitudes. Dans le contexte du Bas Atrato où la corruption locale est endémique et où les soutiens paramilitaires aux pouvoirs locaux sont connus, la voie « politique » est risquée. Être candidat dans cette région représente par un danger pour le candidat et sa famille. De plus, la géopolitique administrative ne correspond pas toujours à la logique de l'organisation collective des communautés. En effet, une partie du titre collectif du Curvaradó dépend de la mairie de Carmen Del Darien, à laquelle Raul est candidat, tandis que la majorité des soutiens à cette candidature sont dans le Jiguamiandó, qui dépend d'une circonscription voisine, celle de Riosucio.

La voie « juridique » est longue et également dangereuse, en témoignent les tentatives d'instrumentalisation des procédures d'élection et de restitution. Cependant, le droit est utilisé presque exclusivement par l'ONG CIJYP qui mène les procédures, entame les procès contre les entreprises et entreprend les actions de tutelles. Les communautés ne connaissent pas les détails de ces démarches, elles font confiance à l'ONG mais cette lutte juridique exige des connaissances et des capacités que les communautés afro-descendantes n'ont pas⁷⁵⁹. La volonté de présenter des candidats aux élections peut également être interprétée comme le besoin, pour certains leaders, de se réappropriier le processus de résistance, et d'avoir plus de prise sur l'action collective.

Ces conflits de répertoires ne sont pas explicités de cette manière au sein des zones humanitaires, il n'y a pas d'opposition claire entre les partisans d'une voie juridique et ceux d'une voie politique. Néanmoins, ces deux répertoires cohabitent et mettent en exergue le manque de leaders. En effet, Raul, issu d'une communauté très résistante, jeune leader, diplômé et bon orateur est un des seuls candidats possibles.

L'échelle pertinente pour protéger le territoire ne semble pas encore définie, mais cet élan politique des communautés marque une évolution importante du processus organisationnel. Dans le Bas Atrato la politisation est perçue de différentes manières. D'une part, le fait d'entrer dans le jeu politique est une décision sécuritaire risquée et

⁷⁵⁹ À ce sujet, Éric Agrikoliansky explique qu'étant un « univers socialement sélectif, intimement lié à l'État et aux processus de domination, le droit et le judiciaire restent relativement hermétiques aux usages profanes », AGRIKOLIANSKY Éric, « 11. Les usages protestataires du droit »,...*Op.cit.*, p 225.

qui peine à s'affranchir de la vision très négative qu'ont les communautés de la politique locale. D'autre part, cette politisation est aussi perçue comme une manière de se réapproprier le processus de résistance et d'obtenir plus rapidement des résultats pour protéger le territoire.

En octobre 2015, nous sommes informée que Raul a été élu conseiller municipal à la mairie de Carmen Del Darien, avec le parti Alliance des Verts, avec presque 11% des suffrages. En première position, le parti Cambio Radical remporte plus de 47% des votes, en deuxième position le parti libéral rassemble quant à lui 40% des votes. Il nous est difficile de savoir si l'affiliation à Alliance des Verts est une affiliation pragmatique qui a pu aider Raul dans son élection ou s'il y a eu un rapprochement plus politique entre le parti et le candidat. Nous ne savons pas non plus si l'ONG a continué à accompagner les communautés dans cette démarche en utilisant ses ressources politiques. Le slogan de Raul pour ces élections peut se lire sur son affiche de campagne : « ensemble pour le territoire et la paix avec justice socio-environnementale ».

Photo n° 23. Affiche de campagne de Raul, leader du Curvaradó.



Source : profil Facebook de Raul, 2015.

Conclusion section 2

Au cours de cette section, nous avons souhaité mettre en exergue deux changements importants dans la dynamique de mobilisation des campagnes colombiennes. Le premier a trait à la constitution d'un mouvement national de revendication, et le second concerne la progressive politisation des organisations paysannes au niveau local.

Les paysans sont ancrés dans des contextes locaux et régionaux particuliers, les acteurs intermédiaires permettent ainsi de rallier divers collectifs au niveau national. Ces convergences nationales ne sont pas aisées, la diversité des paysanneries en Colombie est importante, et les organisations tiennent à leur ancrage local. La construction du Sommet Agraire est un des symboles de cette union des secteurs ruraux les plus marginalisés du pays. Le Congrès des Peuples et la Marche Patriotique en sont leurs expressions politiques. Cette solidarité entre paysans et entre paysans et autres acteurs sociaux est le résultat de nombreuses négociations pour trouver un sens commun. Le discours « anti-néolibéral », avec toutes les nuances que permet d'englober ce terme, associé à une demande de justice sociale et environnementale, semble être un cadre qui réunit aujourd'hui une grande partie de ces acteurs.

La grève agraire de 2013 inaugure un regain de mobilisations sociales dans le pays. Les paysans, capables de circuler entre les subtilités locales et un sens commun national, apparaissent comme des acteurs crédibles face au gouvernement. Ainsi, la compréhension des dynamiques de mobilisation en Colombie ne peut faire l'économie d'une ethnographie multi-située, en effet suivre des acteurs locaux dans leurs diverses circulations est une des manières d'appréhender ces changements. Comprendre les jeux d'alliance au niveau national et les mécanismes de politisation au niveau local permet ainsi de prendre la mesure de ce qui est communément appelé le « mouvement paysan ».

De nouvelles mobilisations ont eu lieu en 2016, sous l'impulsion des mouvements indiens, elles confirment l'intérêt des organisations locales pour faire entendre leur voix au niveau national. De nouveau, la diversité des organisations mobilisées rend également compte du jeu des intermédiaires, facilitateurs de ces alliances.

L'action collective ne s'arrête cependant pas à la mobilisation nationale. En effet, on observe au niveau local la mobilisation de différents répertoires. L'élection de Raul à la municipalité de Carmen Del Darien est révélatrice des évolutions possibles pour les communautés qui continuent pourtant de vivre dans une situation très précaire. Les liens entre l'ACVC et la Marche Patriotique ancrent davantage l'organisation locale dans le débat national. L'opposition à l'État continue d'être assumée dans les discours mais s'accompagne aussi d'un investissement des acteurs sociaux dans le jeu politique. Différents niveaux d'action et de lecture sont ainsi compatibles. Les organisations paysannes semblent investir tous les espaces possibles pour positionner leurs revendications, proposer leurs alternatives et défendre leur territoire.

CONCLUSION CHAPITRE 6

Au cours de ce chapitre, nous avons voulu montrer l'imbrication des niveaux de mobilisation, la diversité des rapports au politique des paysans, ainsi que le rôle incontournable des acteurs intermédiaires dans ces actions collectives. Nous avons ainsi tenté d'articuler une réflexion sur les échelles de mobilisation (local et national) avec différentes formes de politisation.

Au niveau local, les organisations paysannes alternent entre une construction d'alternatives et des mobilisations collectives. Elles contribuent de cette manière à redéfinir les frontières de l'action étatique, en se faisant l'intermédiaire incontournable de l'État sur leurs territoires, et en créant des alternatives de participation. Les leaders paysans ont développé des capacités à politiser les enjeux locaux, voire à les « nationaliser » en changeant d'échelle de mobilisation.

Au niveau national, les collectifs paysans cherchent à peser sur les négociations de paix et sur la politique économique du gouvernement *via* des mobilisations de grande ampleur. Les organisations paysannes remettent ainsi en avant les questions agraires dans un contexte de négociations de paix. Ce passage vers le niveau national s'accompagne d'un autre rapport à la politique, illustré par la constitution de nouveaux mouvements hybrides (entre le parti et le mouvement social) et par la politisation croissante des communautés locales.

À tous les niveaux, nous retrouvons des acteurs intermédiaires, qui circulent pour lier ces différents espaces et pour faire émerger un mouvement paysan sur la scène nationale.

L'action des organisations paysannes vise à surpasser certaines contradictions liées aux rencontres entre action collective, mécanisme participatif, et représentation politique. D'un côté, elles construisent parfois un dialogue constructif avec l'État au niveau local, tout en le confrontant au niveau national. D'un autre côté, elles s'investissent politiquement au niveau local (affiliation politique et représentation politique), tandis qu'elles tentent de s'allier au sein de plateformes de convergence au niveau national (MIA, CNA et Dignités Agraires).

Les acteurs intermédiaires maîtrisent le niveau local et le niveau national et évoluent dans un milieu militant et partisan particulier. Ils articulent toutes ces formes de politisation, y trouvent une cohérence et non des points d'achoppements. Ils incarnent les possibilités de mener une action collective à la fois pragmatique, politique, et qui fait sens pour les acteurs locaux. On remarque que les organisations paysannes mobilisent ainsi différents intermédiaires, des ONG colombiennes pour politiser les besoins locaux et former les paysans, puis d'autres organisations, syndicales et partisans, pour politiser leurs revendications sur la scène nationale.

Les intermédiaires, tels que définit par Olivier Nay et Andy Smith⁷⁶⁰, pratiquent deux formes d'activité, celle de courtiers chargés de rapprocher stratégiquement des groupes divers et celle de généralistes qui permettent de rapprocher des acteurs autour d'un sens commun. Les leaders de l'ACVC, quelques leaders des communautés et les membres de l'ONG CIJYP, se caractérisent par ces deux types d'intermédiaires. Facilitateurs et politisateurs cohabitent ainsi au sein de ces structures militantes, quand ils ne sont pas une seule et même personne.

Les organisations paysannes en Colombie ont en quelque sorte réalisé un « saut qualitatif » pour reprendre les propos d'un leader paysan. Elles tentent de donner un sens à la diversité de leurs répertoires et de leurs échelles de mobilisation. En effet, les organisations contribuent à rapprocher *le* politique de *la* politique en investissant divers espaces. Nous montrerons comment les intermédiaires tentent de faire valoir cette vision

⁷⁶⁰ NAY Olivier, SMITH Andy (dir.), « Les intermédiaires en politique... », *Op.cit.* .

dans leurs relations avec les acteurs internationaux, qui s'ils ne sont pas présents dans ce chapitre, ne sont nullement absents de toutes ces dynamiques.

CHAPITRE 7. Une solidarité pragmatique ? Des causes paysannes défendues au gré de la conjoncture

Introduction

La solidarité internationale « au concret » pourrait s'illustrer par la photo ci-dessous. Ce jour d'octobre 2014, l'équipe de terrain de l'ONG Brigades de Paix Internationales (PBI) tend son drapeau autour du campement de la communauté de La Union, dans le bassin de La Larga Tumarado (Bas Atrato). Ce drapeau blanc rappelle la présence internationale dans cette région difficile d'accès, où des familles afro-descendantes viennent de retourner sur leurs terres. L'équipe de PBI accompagne ce jour-là les membres de l'ONG colombienne de CIJYP qui est venu soutenir les communautés menacées par une procédure d'expulsion de leurs terres. Les acteurs internationaux sont là pour assurer que les échanges entre l'État, la communauté locale et l'ONG colombienne puissent se réaliser sans heurts. D'autant plus que la situation est paradoxale puisque deux entités administratives s'opposent sur le devenir des familles. La police municipale de Riosucio a enregistré la plainte d'un propriétaire terrien de la région qui réclame ses terres, tandis que l'Unité de restitution des terres (qui dépend du ministère de l'Agriculture) s'y oppose arguant que ces terres appartiennent aux communautés afro-descendantes bénéficiant de protections particulières. De plus, un diagnostic pour identifier les habitants ancestraux de ce territoire est en cours, aucune expulsion de populations ne peut être actée pendant cette période. La police et l'armée qui entourent les familles doivent dès lors rebrousser chemin. Pour la communauté de La Union c'est une réussite collective. Camilo, membre de l'ONG CIJYP et les leaders de la communauté réunissent les familles pour faire le bilan de cette première victoire dans la réappropriation du territoire. Les deux volontaires de PBI se retirent, elles « ne font pas de politique »⁷⁶¹.

⁷⁶¹ Observation participante, octobre 2014, La Larga Tumarado.

Photo n°24. La présence internationale de PBI dans le Bas Atrato



Source : Mathilde Allain, 2014.

Les paysans colombiens ont besoin des soutiens internationaux pour continuer leurs mobilisations et pour poursuivre leurs projets locaux pour la défense du territoire. Les acteurs internationaux ne relaient pas leurs revendications politiques, alors même que les acteurs locaux politisent davantage leurs demandes. Ce constat suscite ainsi plusieurs questionnements. Face à des acteurs locaux qui affirment leur position au niveau national, quelle est la place des acteurs de la solidarité internationale ? Comment concilier des acteurs locaux mobilisés et politisés au niveau national et des acteurs internationaux qui cherchent à éviter cette politisation ?

Les acteurs internationaux poursuivent des objectifs précis, autour d'un projet et d'un mandat et sont amenés à redéfinir leur action dans une perspective de post-conflit. Cependant, les acteurs locaux ne sont pas seulement des « bénéficiaires » en attente d'une aide providentielle, ils défendent leurs espaces de vie et de production et se mobilisent au niveau national pour revendiquer leurs droits. Ces acteurs ne recherchent a priori pas le même type de relation et ne s'expriment pas de la même manière⁷⁶².

⁷⁶² À ce sujet il convient de préciser que les acteurs internationaux n'adoptent pas la même position vis-à-vis des revendications des acteurs locaux, comme nous le verrons au cours de ce chapitre.

Pour appréhender ces échanges, nous maintiendrons une double perspective tout au long de ce chapitre. La première est celle d'analyser la solidarité au concret à travers la réalisation d'un projet de développement particulier. On observe ainsi la solidarité internationale à travers des rencontres entre acteurs locaux et internationaux, des interactions où s'échangent idées et pratiques. Ce regard permet d'observer les jeux possibles entre les paysans et leurs soutiens internationaux et de percevoir les divers accommodements entre les objectifs des ONGI, OI et agences onusiennes et les revendications des paysans. La deuxième perspective consiste à adopter un regard plus général sur les différentes formes de solidarités internationales reçues par les paysans colombiens. En faisant ainsi la somme des relations de solidarité, on cherche à identifier des cohérences plus générales entre les revendications locales et les objectifs internationaux. Ce regard tend au contraire à identifier les incohérences et les limites de la solidarité internationale. Le premier point de vue permet de saisir la construction des liens de solidarité de manière relationnelle ainsi que le jeu constant des acteurs locaux pour adapter cette solidarité à leurs revendications locales. Le second point de vue permet d'identifier les contraintes que font peser ces relations sur les organisations paysannes. Il ne s'agit pas de choisir l'une ou l'autre des analyses puisqu'elles s'imbriquent et se complètent. C'est ce double regard qui nous permet de reposer la question du rôle attribué à ces solidarités par les acteurs locaux.

L'aspect chronique et multidimensionnel de la « crise » en Colombie, ainsi que l'importance du tissu associatif et militant national, ont favorisé des échanges interpersonnels entre acteurs locaux et internationaux. D'une part, les leaders paysans se sont adaptés aux pratiques et aux formulations de leurs interlocuteurs, et d'autre part les acteurs de la solidarité internationale ont, pour la plupart, investi dans la constitution d'équipes de long terme en Colombie. Par conséquent, leaders paysans et acteurs internationaux évoluent souvent dans un espace à la fois militant et professionnel au sein duquel on retrouve des leaders de communautés, d'organisations syndicales, d'ONG colombiennes, d'organisations de défense des droits de l'Homme, d'ONGI, de réseaux de soutiens, etc.

Les interactions entre acteurs locaux et internationaux rendent ainsi compte d'un travail conjoint pour définir les frontières de la solidarité et ainsi repenser les marges de

manœuvre de chaque acteur. Les leaders paysans ne deviennent pas pour autant des « courtiers de l'international »⁷⁶³. En effet, si à certains égards ils évoluent dans des espaces à l'intersection de « deux mondes » (celui des zones rurales et celui des experts internationaux), il ne faut pas perdre de vue que ces acteurs mobilisés cherchent à redéfinir les relations de solidarité pour continuer à défendre leurs revendications locales⁷⁶⁴. Par conséquent, nous préférons conserver le terme « d'intermédiaire » que nous avons développé au terme du chapitre précédent. Les acteurs locaux, qui à certains égards sont des bénéficiaires de l'aide, ne cherchent pas à capter « une rente de développement » mais plutôt à assurer la pérennité de leur collectif et la défense de leurs revendications locales⁷⁶⁵.

Ainsi, les acteurs locaux font-ils preuve de pragmatisme dans leurs relations avec les partenaires internationaux. Nous démontrerons que, lorsque cela est possible, ils s'accommodent des différentes manières de faire de ces derniers et reformulent et adaptent les projets en fonction de leurs revendications. Ils tentent de mettre à profit les différentes formes de solidarité, et de redéfinir ces relations pour que l'aide leur corresponde mieux. Cependant, ces adaptations ont des limites, notamment lorsque les manières de concevoir le développement, de mettre en place des projets locaux ou encore de considérer leur rôle de « bénéficiaire » sont antinomiques avec les revendications défendues localement⁷⁶⁶. Par exemple, les bailleurs de fonds mettent en

⁷⁶³ Nous faisons écho ici à la formule de Yves Dezalay. L'idée d'un « double jeu » des acteurs intermédiaires est bien perceptible dans ces interactions. Cependant, il convient de relativiser le sens du « jeu » qui tend à rendre équivalentes les allégeances qu'ont les acteurs envers les deux mondes (ici local et international). Les acteurs locaux étudiés ne sont en rien assimilables à des élites nationales internationalisées, même s'ils maîtrisent sous certains aspects des domaines d'expertise particuliers. DEZALAY Yves, « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p 4-35.

⁷⁶⁴ Les travaux de Lilian Mathieu sur la notion d'espace des mouvements sociaux permettent de rappeler tout le travail des acteurs pour définir les frontières de ces espaces. MATHIEU Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives... », *Op.cit.*

⁷⁶⁵ L'expression de courtier est également reprise par les anthropologues critiques du développement, pour la plupart sur des terrains africains. Même si sous certains aspects les leaders paysans ont un rôle de médiation important dans ces dispositifs de développement, les relations de solidarité ne se cantonnent pas à des relations de clientèle et de dépendance. Cf : OLIVIER DE SARDAN Jean Pierre (dir.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, Karthala, 2000 ; BLUNDO Georgio, « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35, n°137, 1995, p 73-99.

⁷⁶⁶ ALLAIN Mathilde, « Du statut de bénéficiaire à celui de co-constructeur des projets d'aide : le rôle des acteurs locaux dans la formulation des besoins humanitaires », in RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire. A la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2016, p 155-172

avant des « bonnes pratiques » et des « objectifs » définis ailleurs⁷⁶⁷, ils cherchent à agir pour les plus « vulnérables », tout en exigeant des conditions et des processus administratifs complexes pour mettre en œuvre des projets. Or, les acteurs locaux défendent également une vision du monde et du développement⁷⁶⁸. La solidarité internationale se construit ainsi au cas par cas, au gré des échanges, des rencontres et des projets. La relation de solidarité devient un objet de contestation qui permet de fixer les frontières des revendications locales.

Le contexte de négociations de paix redéfinit nécessairement les frontières de la solidarité internationale envers la Colombie, une aide qui avait majoritairement été suscitée en raison du conflit. La perspective d'une situation de « post-conflit » génère en effet des inquiétudes pour le devenir de ces solidarités. Les ONGI qui accompagnent les acteurs locaux craignent une réduction des fonds alloués à leurs actions en Colombie, tandis que les acteurs locaux redoutent un oubli progressif de la situation humanitaire colombienne. De plus, la solidarité internationale joue aujourd'hui un tout autre rôle. Nous verrons qu'elle est devenue un moyen de lutte, puisqu'elle a renforcé les capacités des acteurs locaux à porter leurs revendications au niveau national. Ils utilisent ainsi la crédibilité et la légitimité acquises grâce à ces relations de solidarité pour se positionner comme des acteurs incontournables sur la scène nationale.

Nous proposons d'appréhender la manière dont les acteurs locaux redéfinissent les usages de la solidarité internationale en trois points. Nous montrerons tout d'abord que les acteurs locaux et internationaux dialoguent grâce à des intermédiaires qui partagent des espaces de socialisation. Puis, dans une deuxième partie, nous identifierons les principales limites des solidarités internationales au niveau local. Enfin, pour clore ce travail, nous nous interrogerons sur le rôle de la solidarité pour des acteurs locaux qui s'investissent sur la scène nationale dans un contexte marqué par la signature des accords sur la fin du conflit.

⁷⁶⁷ Il existe de nombreux travaux sur la circulation des pratiques de développement, on citera par exemple ; NAY Olivier « Chapitre 5. Les politiques de développement », in BORRAZ Olivier, GUIRAUDON Virginie (dir.), *Les politiques publiques 2 : changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p 139-170.

⁷⁶⁸ RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire... Op.cit.*

SECTION 1/ UN DIALOGUE RENDU POSSIBLE PAR DES ACTEURS INTERMEDIAIRES QUI SE COMPRENNENT

La logique d'intermédiation observable entre les organisations locales et l'échelle nationale, entre les paysans et l'État, mais aussi entre les organisations paysannes et les partis politiques est également centrale au sein des relations entre les niveaux local et international. Ces acteurs jouent un rôle important puisqu'ils permettent de créer un pont entre les positionnements revendicatifs des organisations paysannes et les exigences et le fonctionnement des acteurs internationaux. Les liens interpersonnels sont essentiels dans la concrétisation de ces relations. Au cours de ces échanges, on peut observer les aspects politiques des revendications des organisations paysannes tout comme les dimensions plus pragmatiques de la concrétisation de la solidarité. Ces interactions rendent compte d'une construction cognitive (autour de ce que ces acteurs comprennent comme étant un intérêt commun à la coopération), et elles illustrent une négociation (au cours de laquelle chaque acteur délimite ses marges de manœuvre).

Cette section permet ainsi d'appréhender les logiques que nous avons observées précédemment (chapitre 6) et de les transposer aux relations entre le niveau local et le niveau international. Ces deux échelles perdent d'ailleurs de leur pertinence, notamment lorsque les acteurs se retrouvent dans ce qui constitue un espace de socialisation militant et professionnel commun⁷⁶⁹ où se mélangent « locaux » et « internationaux » dans un espace « localisé » à Bogotá.

Nous verrons que ces intermédiaires transforment la solidarité internationale en une négociation permanente entre acteurs, et que leurs compétences, à la fois militantes et professionnelles, leur permettent de « circuler » cognitivement. Puis, nous montrerons que ces intermédiaires partagent un espace de socialisation commun, qui s'est construit au fur et à mesure des relations entre les organisations locales et les bureaux des coopérants internationaux en Colombie. Ces rencontres permettent, dans une certaine mesure, de « nationaliser » les enjeux de la solidarité internationale.

⁷⁶⁹ Ces espaces de rencontre et de partage ont notamment été étudiés par les recherches sur l'altermondialisme. MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme... », *Op.cit.*

Une négociation permanente pour construire des projets de solidarité

Pour rendre compte des échanges entre acteurs locaux et acteurs internationaux, nous analyserons la réalisation d'un projet local entre une ONGI et une organisation paysanne. En 2014, l'ACVC souhaite organiser un « campement écologique » pour réunir des paysans de toute la région pour échanger avec des chercheurs et d'autres acteurs sociaux (mouvements paysans et environnementaux tout particulièrement) sur les enjeux de la protection du territoire et de l'environnement. L'association paysanne se tourne vers l'ONG suédoise Forum Syd pour financer et organiser ce projet.

Lors de ces échanges avec l'ONG suédoise, nous accompagnons Franco, délégué de l'ACVC pour ce projet. L'association paysanne cherche à faire participer toutes les personnes qui assisteront au campement et à favoriser un dialogue entre paysans et chercheurs. Nous sommes chargée d'établir une méthodologie pour permettre ce dialogue entre différents savoirs. Il nous est alors demandé de définir la forme des débats (conférence, ateliers, assemblée, etc.), de réfléchir à la manière d'intégrer tous les acteurs, à la façon de systématiser les informations des débats et les différentes propositions. Au-delà des enjeux de la participation, l'ACVC voulait pouvoir « passer des débats à la prise de décision et à l'action ». Son objectif était qu'au terme du campement chaque personne devait repartir avec des « tâches » et des « actions concrètes » à mettre en œuvre dans sa communauté⁷⁷⁰. L'ACVC a une idée précise du campement écologique tandis que l'ONGI suit également des objectifs de coopération. C'est cette rencontre, entre deux visions du projet, qui est l'objet de cette partie.

Notre position d'observatrice participante au cours de ces échanges nous a permis d'être une intermédiaire multiple, entre les acteurs locaux et internationaux d'une part, et entre le monde académique et les communautés locales d'autre part.

⁷⁷⁰ Nous pouvons ainsi appréhender ce projet de diverses manières : comme la construction d'un mécanisme de participation, comme la rencontre de différents savoirs mais aussi comme une construction (et une justification) de l'action collective.

Un projet, plusieurs visions

En 2007, suite à la suspension de la zone de réserve paysanne par le président Alvaro Uribe, l'association paysanne décide de se mobiliser pour mettre en avant la richesse de son territoire et l'importance de le préserver. Les questions environnementales n'avaient jusqu'alors pas été centrales dans les revendications de l'ACVC. On remarque que la défense de l'environnement est mise en parallèle avec une critique du capitalisme et une remise en cause des stigmatisations à l'encontre de la population paysanne. L'annonce du premier campement écologique ancre cette nouvelle lutte :

« Aujourd'hui devant un tel panorama de crise, nous sommes les témoins privilégiés [...] du fait que le développement du capital et de ses forces productives ont mené la planète à être en danger de disparition. [Contrairement au] discours officiel qui fait retomber la responsabilité de cette détérioration sur les communautés qui y habitent, avec l'intention claire de préparer des campagnes médiatiques et militaires pour éviter ainsi que ces communautés « incultes, sauvages et violentes » ne détruisent la biodiversité ; ce sont celles-ci qui l'ont maintenu intacte durant des siècles. Il suffit juste de voir la logique des économistes, le processus économique est perçu comme un flux circulaire isolé de son environnement [...]. Le capitalisme est incapable de résoudre les crises qu'il génère, et [c'est] pour cela il est nécessaire de le surpasser. »⁷⁷¹

En 2010, le deuxième campement écologique est marqué par la redynamisation d'ANZORC, l'Association nationale des zones de réserve paysanne. De nouvelles manières de défendre le territoire sont mises en avant. L'association souhaite insister sur l'ampleur des dégâts de l'exploitation minière, la déforestation, les effets des fumigations, etc. Les campements écologiques marquent ainsi des moments clés de l'ACVC, chacun de ces rassemblements est l'occasion de renouveler le sentiment d'appartenance territoriale et de développer de nouvelles actions collectives. Ces rencontres sont parties prenantes de l'action locale de l'ACVC. L'association part du principe que pour protéger l'environnement et défendre le territoire, les paysans doivent

⁷⁷¹ Annonce du premier campement écologique, archives internes de l'ACVC.

tout d'abord connaître la biodiversité de leur région et avoir conscience qu'il faut la préserver. L'objectif de ces rencontres est que les paysans fassent le lien entre la préservation des ressources naturelles et la lutte pour le territoire. Selon les leaders paysans, ce lien est ressenti au niveau local mais il faut le politiser et le revendiquer pour articuler toutes ces luttes autour de la cause du territoire.

De plus, organiser une rencontre avec des chercheurs et des acteurs sociaux dans le territoire est une proposition « contre-hégémonique » qui permet de créer des relations « politiques, environnementales et académiques »⁷⁷². En faisant connaître la zone de réserve paysanne (ZRC), sa richesse et ses habitants à des acteurs extérieurs (étrangers mais aussi provenant d'organisations sociales solidaires de l'ACVC), l'association paysanne veut valoriser son territoire et ses initiatives. Les thèmes du projet du campement⁷⁷³ de 2014 articulent la promotion du territoire et la sensibilisation des paysans aux enjeux environnementaux. Le campement rend deux types d'acteurs responsables des atteintes environnementales. D'un côté, il accuse les « grands projets » qui interviennent sur le territoire de porter atteinte à l'environnement. D'un autre côté, l'ACVC reconnaît que les populations locales contaminent leur propre environnement sans le savoir. Pour l'association, il faut continuer à sensibiliser sur le rôle des investissements miniers, pétroliers, forestiers, etc. et, dans le même temps, former les populations pour qu'elles sachent protéger cette biodiversité. C'est cette vision que l'ACVC espère mettre en avant au cours du projet, pour cela elle doit l'expliquer à l'ONGI qu'elle sollicite.

Forum Syd⁷⁷⁴ est une ONG créée en 1995 qui travaille avec l'ACVC sur divers projets. Cette ONG suédoise est composée de 160 organisations suédoises membres. L'ONG se déclare sans affiliation politique ni religieuse et base sa coopération sur le respect des droits humains. Le but de Forum Syd est d'accompagner des populations locales qui souffrent de la pauvreté en soutenant leurs capacités d'organisation et de

⁷⁷² Observation participante, réunion de l'ACVC pour la présentation des objectifs du campement écologique, Bogotá, Juillet 2014.

⁷⁷³ 1) impacts des grands projets énergétiques, de l'expansion des monocultures et du latifundisme, 2) impacts environnementaux des usages inadéquats des ressources naturelles (cet usage inadéquat se traduit par la déforestation progressive des forêts natives en raison de l'exploitation du bois, la disparition des espèces et la pollution des eaux et des sols par l'activité humaine), 3) absence d'une figure de protection environnementale pour la ZRC.

⁷⁷⁴ <http://www.forumsyd.org/int/>

revendication de leurs droits humains⁷⁷⁵. Forum Syd part du principe que les populations sont les mieux à même de définir leurs problèmes et de trouver des solutions, et que leur développement passe par la connaissance et la revendication de leurs droits. Parmi les causes défendues par l'ONG, on trouve le renforcement de la démocratie, les droits humains, l'environnement et le climat, les questions de genre et d'égalité. L'ONG explique faire la promotion d'une société plus juste et durable⁷⁷⁶. Ses financements proviennent majoritairement de l'Agence Suédoise de Développement (SIDA). L'ONG a un bureau à Bogotá depuis 2001 et elle a commencé à travailler dans le pays autour de trois axes principaux : paix, démocratie et participation. C'est une des ONG qui a également permis d'accroître la présence des Nations Unies en Colombie *via* ses actions de plaidoyers. Progressivement, l'ONG a tout particulièrement développé des échanges avec des groupes de femmes colombiennes et des paysans marginalisés dans tout le pays.

De prime abord, les valeurs de chacun des acteurs peuvent différer, mais la posture de travail de Forum Syd est *a priori* compatible avec les revendications de l'ACVC. Cependant, au cours des interactions autour du projet de campement écologique, nous remarquons quelques différences d'objectifs entre l'acteur international et l'acteur local. Alors que l'acteur local formule ses objectifs en termes de *revendication* (dans le sens où il recherche un changement de modèle économique et social), l'acteur international cherche à co-identifier les *besoins* des populations locales (à les faire participer).

Des échanges négociés entre acteurs locaux et internationaux

À travers diverses interactions, nous observons une négociation progressive entre l'ACVC et Forum Syd. Les compétences des interlocuteurs, et la personnalité des acteurs sont essentielles pour comprendre la construction d'un sens commun, pour mettre en place le projet. Nous détaillons chaque moment de rencontre de manière chronologique, chacun de ces moments illustre une étape dans la négociation.

⁷⁷⁵ Traduit de cette manière par l'ONG.

⁷⁷⁶ Statuts internes de l'ONG Forum Syd.

Première rencontre : confrontation des objectifs et mise en commun des intérêts

Lors de notre premier rendez-vous, Franco et Jessica, deux membres de l'équipe technique de l'ACVC, rencontrent trois représentants de Forum Syd à Bogotá. Nous remarquons que Jessica semble bien connaître les membres de Forum Syd, l'ACVC a déjà travaillé plusieurs fois avec l'ONG. Franco commence par exposer la situation actuelle de l'association paysanne, ainsi que le projet de campement écologique à l'aide d'un power point. Il insiste sur les atteintes environnementales dans la zone de réserve paysanne et sur la définition par les populations paysannes de leurs priorités. Il explique le travail de diagnostic réalisé dans la zone de réserve paysanne.

Docteur en chimie, Franco utilise ainsi ses compétences professionnelles pour détailler le rôle du mercure, utilisé dans l'activité minière, dans la contamination des eaux. Il expose ses dernières recherches scientifiques qui portent sur les différentes solutions de substitution du mercure qui sert à séparer l'or des autres minéraux. Les paysans de la région ont traditionnellement travaillé dans l'extraction de l'or de manière artisanale, la sensibilisation sur les risques pour leur santé et pour l'environnement doit aussi s'accompagner de propositions d'alternatives. Franco expose ensuite les cartes des concessions minières et les met en parallèle avec les nombreux risques pour l'environnement. Son discours s'appuie sur des arguments scientifiques (taux de mercure dans les sources d'eau par exemple), et il entre peu dans les débats politiques autour de la défense du territoire. Cependant, en superposant la carte des risques environnementaux et celle des concessions minières, il met en évidence un lien sous-jacent.

Un des représentants de Forum Syd, Carlos⁷⁷⁷, prend ensuite la parole et rappelle les axes de travail de l'ONG : environnement, genre et renforcement des capacités organisationnelles et financières. Il explique la méthodologie mise en place par Forum Syd pour renforcer les capacités des acteurs locaux. Il détaille le fonctionnement des ateliers de « formation de formateurs ». Ces ateliers ont pour objectif de former des acteurs aux enjeux environnementaux pour que ces derniers puissent par la suite diffuser

⁷⁷⁷ Le nom a été modifié.

des connaissances et transmettre des capacités au sein de leurs communautés. Il propose d'accompagner l'association dans l'appui ponctuel pour le campement écologique mais offre aussi d'organiser des ateliers de formation avant le campement. Carlos montre alors un « document guide » qui détaille une méthodologie de travail avec les communautés. Il explique que cela pourrait servir à l'ACVC pour former des paysans capables de porter les propositions du campement sur le long terme. Fernando, un autre membre de Forum Syd, explique à son tour qu'un « agenda environnemental » ne naît pas si facilement, qu'il faut tout d'abord identifier les problèmes ressentis par les populations, puis émettre un diagnostic. Franco lui répond que ce travail a déjà été réalisé, que l'ACVC est maintenant prête à faire un agenda : les paysans savent ce qu'ils veulent et ont identifié leurs problèmes.

Le ton est cordial entre les membres de l'ACVC et ceux de Forum Syd mais nous percevons des points d'achoppements. Ils ne portent pas sur le fond des revendications de l'ACVC ni même sur les objectifs de l'ONG mais plutôt sur les méthodes de travail. En effet, l'ONG travaille auprès d'une population paysanne, qu'elle souhaite faire participer pour renforcer ses capacités locales. La participation et le renforcement des capacités n'ont pas le même sens pour l'ACVC. L'organisation paysanne échange avec ce qu'elle considère être une base sociale et elle souhaite politiser les besoins locaux.

Fernando distribue finalement le manuel de méthodologie, et propose de réaliser un atelier avec un petit groupe de personnes qui seraient amenées à transmettre ces connaissances dans l'organisation. La réunion se clôt sur la question stratégique de Franco (et celle qui importait le plus pour l'ACVC) : qui financerait cet atelier ? Forum Syd s'y engage.

Encadré n°18. La méthodologie participative de Forum Syd.

La méthodologie Forum Syd pour « le renforcement des capacités locales » par étape :

Étape 1 : Construire un espace commun. Expliquer le rôle d'un facilitateur pour sa communauté.

Étape 2 : Appréhender le contexte : quels sont les problèmes ? Construction d'un arbre à problème.

Étape 3 : Questions de genre : ces problèmes affectent-ils les hommes et les femmes de la même manière ?

Étape 4 : Identifier les droits : quelles sont les structures de pouvoir ? Quelles sont les autorités responsables/garantes de protéger ces droits ?

Étape 5 : Quels sont les changements souhaités ? Quelles sont les activités nécessaires pour parvenir à ce changement ? Construction d'une cartographie sociale du territoire. Identification des ressources et des obstacles. Mise en place d'un plan communautaire à partir du diagnostic et des volontés de la communauté.

Étape 6 : Comment le groupe de « facilitateurs » va travailler avec la communauté ? Et comment lier d'autres acteurs ?

Deuxième rencontre : Fernando, facilitateur entre son ONG et les exigences locales

Avant l'arrivée des représentants de l'ACVC, nous profitons de ce deuxième rendez-vous pour interroger Fernando sur les orientations données par l'ONG concernant ce type de projet. Il précise que le projet doit entrer dans les axes prioritaires de l'ONG. Cependant il précise qu'au cours de son expérience il a pu constater que les acteurs et les différentes organisations n'ont pas toujours le même point de vue. Il nous explique qu'il connaît les acteurs locaux et les zones d'intervention de l'ONG, et que cela lui permet de faire rentrer ces différents projets locaux dans les axes défendus par l'ONG.

À l'arrivée de Franco, la réunion commence. Le délégué de l'ACVC nous avait chargée de lire la méthodologie de Forum Syd, et de trouver un « compromis », entre ce que l'ONG a l'habitude de faire et ce qui a été discuté au sein de la direction de l'ACVC concernant l'agenda écologique souhaité⁷⁷⁸. La méthodologie de l'ONG prévoit une

⁷⁷⁸ Nous sommes alors placée au cœur de ce travail d'intermédiaire, chargée de trouver un « entre-deux » entre les exigences de l'ONG et celles de l'ACVC c'est-à-dire entre les axes de travail de la première et les causes défendues par la seconde. À ce moment-ci nous comprenons que ce n'est pas un hasard si Franco souhaite que nous l'accompagnions dans tous les rendez-vous avec la coopération internationale sur ce projet. Il sait que nous

partie de diagnostic (étape 2 : identifier les problèmes) et de concertation sur les solutions à apporter (étape 5 : identifier les changements souhaités). Or, l'ACVC considère qu'elle a déjà réalisé ces étapes, notamment lors de la construction du plan de développement de la ZRC. L'atelier pourrait se dérouler suivant les étapes déterminées par la méthodologie mais en suivant les priorités définies par l'ACVC.

Fernando rappelle l'importance de cette méthodologie participative, mais Franco insiste sur le fait que les problèmes des communautés sont déjà identifiés. Selon lui, il n'est pas nécessaire de faire ces étapes, « les priorités sont là », elles sont définies par l'association et résumées dans les axes du projet du campement écologique. Il ajoute que ces thèmes doivent être dans l'agenda final du campement. On perçoit ici un rapport de force, entre Fernando, désireux de mettre en place « sa » méthodologie pour travailler avec les paysans, et Franco, qui lui fait comprendre que l'ACVC a des lignes de travail définies et ne souhaite pas que celles-ci soient discutées avec l'ONG. Fernando explique que l'agenda ne peut être « prédéfini » et que le travail au niveau des communautés peut-être distinct du travail plus politique de l'ACVC. Franco clôt le débat en répliquant calmement qu'il n'y a pas de différences entre l'ACVC et les communautés : « les communautés sont l'ACVC ».

Les discussions reprennent sur les aspects plus pragmatiques, comme l'organisation de ces ateliers et les modalités pratiques de ces journées. Une sorte de compromis non formulé semble être trouvé entre la mise en place de la méthodologie de l'ONG et le respect des orientations de l'ACVC. Franco demande quelle sera la participation financière de Forum Syd, et Fernando explique que l'ONG financera l'atelier, une partie du campement, et qu'elle continuera à accompagner structurellement l'association paysanne.

Troisième rencontre : comment respecter « l'axe genre » ?

Cette réunion est la dernière avant l'atelier de formation des formateurs. Elle porte sur les derniers détails concernant l'organisation. Fernando aborde la question des

avons assisté aux réunions internes de l'ACVC et que nous sommes susceptible de comprendre les exigences des bailleurs.

personnes qui participeront à l'atelier et met en avant l'importance de la parité homme/femme. L'axe genre est en effet un des objectifs de l'ONG, et pourrait, selon Fernando, apporter une réflexion supplémentaire pour le campement. Franco explique que la majorité des leaders aptes actuellement à transférer des connaissances dans leur communauté sont des hommes. Cependant, il va convoquer quelques femmes paysannes. De même, il explique que certains membres de l'équipe technique seront également formés à cette méthodologie, et la majorité de cette équipe est composée de femmes. Fernando et Franco se quittent en bonne entente, satisfaits de leur échange.

Photo n°25. Francisco explique les problèmes identifiés dans le Sud du Bolivar à partir d'une carte réalisée par les paysans.



Source : Mathilde Allain, 2014.

L'atelier de formation est organisé pendant trois jours à Barrancabermeja. Les tensions et compromis entre Forum Syd et l'ACVC continuent d'être perceptibles. Cet atelier est une rencontre entre deux acteurs qui ont trouvé des objectifs communs mais ne partagent pas le même point de vue.

D'un côté, pour Forum Syd, la participation est un *objectif*⁷⁷⁹ central de la démocratisation et doit permettre que chaque personne se sente représentée dans un projet de développement. La participation des femmes est un des *axes* prioritaires de l'ONG, qui cherchent à renforcer les capacités des paysannes. Le but de l'ONG n'est pas seulement d'aider financièrement des organisations locales mais aussi de renforcer des processus collectifs, pour que ces derniers soient plus inclusifs. D'un autre côté, l'ACVC est une organisation paysanne à la hiérarchie claire et qui défend des *causes* politiques. Pour l'association paysanne, « renforcer ses capacités » signifie surtout porter ses *revendications* sur son territoire et à d'autres niveaux de mobilisation. Alors que Forum Syd cherche à transmettre des instruments d'*empowerment*, l'ACVC cherche à former des leaders capables de défendre les *revendications collectives*.

Derrière ces différentes perspectives, les intérêts de l'ACVC et de Forum Syd se rejoignent pourtant. Cet effort de dialogue et d'attribution de similarité est le fait du travail des intermédiaires, Franco et Fernando, des acteurs clés dans le processus de traduction et de concrétisation de la solidarité. En effet, l'ONG cherche des « facilitateurs » de solidarité, tandis que l'organisation locale recherche des « agents de politisation » de situations locales⁷⁸⁰. Ces intermédiaires rendent ces deux termes compatibles *via* des interactions au cours desquelles ils construisent cet intérêt mutuel. Ces processus ne sont pas pour autant objectivés et explicités ainsi, ils sont plutôt le résultat de longues relations entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux. L'ACVC et Forum Syd ont ainsi renforcé durablement leurs relations, mais aussi les affinités personnelles entre acteurs.

⁷⁷⁹ L'usage de l'italique tout au long de ce paragraphe vise à mettre en valeur le vocabulaire utilisé par les différents acteurs, et les points de vue que ces usages sous-entendent.

⁷⁸⁰ On retrouve ici les deux types d'intermédiaires identifiés par Olivier Nay et Andy Smith. NAY Olivier, SMITH Andy, « Les intermédiaires en politique... », *Op.cit.*

Des acteurs internationaux pas si étrangers

Si ces relations entre acteurs locaux et internationaux apparaissent comme relativement fluides malgré quelques désaccords, c'est aussi parce que les acteurs qui interagissent se connaissent bien.

Au cours des chapitres précédents, nous avons pu identifier des décalages de perception lorsque les acteurs locaux et internationaux ont du mal à se comprendre (chapitre 3) ou lorsque les acteurs locaux ont le sentiment de devoir se « défendre » d'une imposition extérieure (chapitre 5). Or, dans certaines interactions autour de projets concrets, comme l'échange que nous venons de décrire entre Franco et Fernando, les relations paraissent plus fluides. Ceci tient au fait que les acteurs qui se rencontrent se connaissent, ou du moins évoluent dans un espace militant similaire. Cet espace est constitué par des acteurs internationaux qui connaissent les zones rurales colombiennes et des acteurs locaux qui maîtrisent le fonctionnement des ONGI. Nous verrons que ces acteurs partagent un espace militant, des compétences professionnelles ainsi que des affinités personnelles⁷⁸¹.

Des acteurs internationaux au plus proche du terrain

La durée du conflit colombien et la permanence de l'urgence ont amené les professionnels de l'humanitaire et du développement à rester sur le long terme en Colombie. Ceci les a en partie conduits à évoluer dans les mêmes cercles professionnels et amicaux que les ONG colombiennes. Par extension, ces espaces partagés sont également des points de rencontre avec les militants paysans et afro-descendants. Les liens entre les organisations paysannes et les milieux urbains se sont notamment accentués ces dernières années. Les communautés afro-descendantes entretiennent des liens très forts avec l'ONG CIJYP qui est elle-même centrale dans le tissu associatif colombien. Ce rapprochement local-international est encore plus perceptible au sein de l'ACVC qui, sans intermédiaires, dialogue avec de nombreux professionnels de la coopération. Elle a même intégré certains de ces acteurs à l'intérieur de l'organisation,

⁷⁸¹ DURIEZ Bruno, SAWICKI Frédéric, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, vol 16, n°63, 2003, p 17-51.

puisque des membres de l'équipe technique sont directement en charge de projets internationaux et deviennent des représentants locaux des acteurs internationaux. Par exemple, Laura, ingénieure agronome, nous explique qu'elle a été choisie par la FAO pour mener à bien un projet de potagers agro-écologiques dans les communautés rurales de la ZRC. Jeune diplômée, elle a réalisé un stage auprès de l'ACVC et ses compétences correspondaient aux caractéristiques exigées par la FAO pour être le porteur du projet. Ces intermédiaires permettent de faire le lien entre le niveau local et le niveau international.

Certaines ONGI ont également des échanges très réguliers avec les organisations paysannes. C'est le cas des organisations d'accompagnement international. Elles sont proches du terrain local, puisque les équipes de terrain de ces organisations vivent au plus près des populations. Les membres de PBI, répartis en trois équipes nationales (Apartadó, Barrancabermeja et Bogotá) font ainsi des déplacements très réguliers au sein des communautés paysannes, ils y accompagnent les leaders menacés et se rendent visibles lors des moments de tension pour rappeler la visibilité internationale des processus locaux. Nous les avons rencontrés à de nombreuses reprises, et ils connaissent très bien les habitants des régions dans lesquels ils interviennent⁷⁸². Lorsque les acteurs locaux se réunissent, les volontaires de PBI présentent auprès des communautés et expliquent leur rôle. Cette pédagogie est appréciée par les paysans qui ont souvent du mal à percevoir la différence entre les différents acteurs internationaux. Enfin, après ces présentations d'usage, les membres de PBI se retirent des réunions et n'assistent à aucune assemblée. Lorsqu'il s'agit de rendre compte d'une situation locale et de réaliser leur action de plaidoyer, ils ont des sources de premier ordre puisqu'ils sont au plus près des zones d'action. Au cours de nos échanges avec les membres de cette ONG, ces jeunes volontaires adoptent parfois des points de vue très critiques de ce qu'ils appellent le « système ONG ». Une membre de PBI explique ainsi sa mission :

⁷⁸² Au cours des trois années de terrain, nous avons eu l'occasion d'échanger de nombreuses fois avec les équipes de PBI, et notamment avec l'équipe d'Apartadó qui couvre la zone du Bas Atrato. Cette équipe est régulièrement en mission auprès des communautés de Curvaradó, de Jiguamiandó ainsi que des autres bassins voisins. Lors de notre premier déplacement à Apartadó, cette équipe de terrain nous a également accueilli pendant plusieurs jours. Nous avons ainsi transformé ce temps d'attente en un moment privilégié d'observation et d'échanges sur l'engagement des jeunes volontaires.

« [...] Nous ne sommes pas une organisation de droits de l'Homme, mais oui nous sommes une organisation de droits de l'Homme...

Pourquoi dites vous que vous n'êtes pas une organisation de défenseurs des droits de l'Homme ?

Ce sont les colombiens qui savent le mieux, c'est ce en quoi nous croyons, ils savent mieux ce qu'il faut faire pour faire face à la situation. Et notre rôle, en tant qu'internationaux, ce n'est pas de faire un travail comme celui d'une organisation comme l'ACVC, ils savent mieux ce qu'il faut faire pour les paysans, beaucoup plus que les gens qui arrivent de l'extérieur et qui disent les paysans ont besoin d'un projet pour la production de lait ...nous soutenons ceux qui savent le mieux, et selon ce que l'on peut. Nous avons les contacts, nous pouvons être en relation avec les États, nous savons utiliser ça. »⁷⁸³

Certains volontaires expliquent avoir choisi PBI pour ses valeurs de non-ingérence et pour sa proximité avec les populations locales. En effet, « l'engagement » auprès des populations locales est lié, dans le discours des volontaires, à un besoin de repenser les systèmes de domination et les présupposés de développement. En étant présents dans les moments de tensions et en effectuant une veille sur les questions de droits de l'Homme, ces acteurs internationaux permettent aux organisations paysannes de se mobiliser dans de meilleures conditions de sécurité. Les volontaires ne se prononcent jamais sur le contenu des actions collectives ou sur les revendications des organisations locales. Cette proximité et cette posture font que des liens d'amitié se sont créés entre les leaders paysans et les jeunes volontaires.

Des professionnels « internationaux » militants et des militants locaux professionnels

La socialisation dans les grandes villes a favorisé le rapprochement des militants paysans avec une diversité d'acteurs nationaux. En effet, à Bogotá, les organisations de défense des droits de l'Homme, des victimes, les syndicats, les associations environnementales, etc. interagissent régulièrement et partagent parfois des lieux

⁷⁸³ Entretien avec une membre de PBI, Bogotá, octobre 2012.

communs. Malgré des dissonances et des alliances ponctuelles⁷⁸⁴, ces militants colombiens échangent aussi des ressources et des compétences. De plus, toutes ces organisations, qui constituent le tissu associatif colombien, ont fait l'expérience d'entrer en contact avec des acteurs internationaux.

Les organisations internationales et les ONGI ont investi dans des bureaux à Bogotá et dans les grandes villes (souvent dans les mêmes quartiers que les ONG colombiennes). De plus, ils sont présents depuis de nombreuses années en Colombie. Ils partagent ainsi un certain « habitus militant »⁷⁸⁵ et se socialisent au sein des mêmes espaces professionnels que les militants colombiens.

Paysans, militants des droits de l'Homme, membre d'ONG nationales et internationales, responsable de projets onusiens, universitaires et experts en développement, etc. circulent dans un espace commun. Les conférences, assemblées, rencontres culturelles sont autant de moments d'échanges et de convivialité entre des acteurs qui ont appris à se connaître. Ainsi, les « acteurs locaux » partagent le même contexte urbain et intellectuel que leurs interlocuteurs internationaux. À l'inverse, les ONGI, OI et agences onusiennes ont également recours à du personnel local pour mettre en œuvre les projets, ce qui réduit d'autant plus la distance avec les organisations paysannes.

Ce rapprochement s'explique aussi par une convergence entre le profil des acteurs locaux et celui des acteurs internationaux. En effet, les organisations paysannes choisissent souvent des leaders non paysans pour porter les projets auprès des acteurs internationaux. Ce sont souvent des professionnels qui maîtrisent les « codes » de l'international et le fonctionnement des ONG. L'équipe technique de l'ACVC en est un exemple, puisque la majorité des membres de cette équipe sont des diplômés. Ils

⁷⁸⁴ Il n'y a pas non plus de consensus entre les organisations locales et nationales, même si celles-ci échangent et coopèrent régulièrement. Les recherches de Sophie Daviaud ont montré toute la diversité des organisations de droits de l'Homme et des victimes en Colombie. Adriana Rudling met également en avant les différentes définitions de la victime au sein d'une des plus grande organisation de victime de Colombie. DAVIAUD Sophie, *L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien*, Paris, Ed Karthala, 2010 ; RUDLING Adriana, « Out of One, Many. Fragmentation and Continuity in ASFADDES. The Establishment of *Familiares Colombia* », présentation dans le cadre du congrès international de la Latin American Studies Association, Panel « Organizing for peace in Colombia », New York, 27 mai 2016.

⁷⁸⁵ Ils partagent en quelque sorte le même habitus, un ensemble de dispositions subjectives, produites par un contexte, une histoire et qui définit la trajectoire des individus dans différents champs, familiaux, professionnels et sociaux. BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*,...Op.cit., p 88. Sur ce sujet : YON Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, n° 70, 2005, p 137-167.

proviennent des zones urbaines et possèdent des compétences agronomiques, juridiques, comptables, etc. qui leur permettent d'interagir facilement avec les acteurs internationaux.

La rencontre entre Fernando et Franco illustre ces rapprochements. D'un côté, Fernando, travaille pour l'ONG suédoise Forum Syd. De nationalité colombienne, il est diplômé d'une université publique du pays et nous confie avoir un passé militant « dans les mouvements de gauche ». Il maîtrise les problématiques des zones rurales en Colombie et a d'ailleurs réalisé un travail de recherche sur les zones de réserve paysanne dans le cadre de son master. Il porte ainsi un intérêt particulier pour le développement des campagnes colombiennes et partage une proximité linguistique et culturelle avec les acteurs locaux. Fernando conçoit ainsi sa carrière professionnelle comme une continuité de son engagement militant⁷⁸⁶. Il met également en avant le fait qu'il travaille pour son pays tout en étant au sein d'une ONG internationale. D'un autre côté, Franco est un acteur à part au sein de l'ACVC. Originaire de la région de Barrancabermeja, il a milité pendant ses années d'étude au sein des Jeunesses Communistes. Puis, après son diplôme d'ingénieur, il est parti effectuer son doctorat en Italie. Il a beaucoup voyagé à l'étranger et maîtrise ainsi d'autres codes d'interaction.

Franco et Fernando partagent la même socialisation (notamment au sein d'une université publique) et un passé militant. Lorsqu'ils se rencontrent, la distance entre l'acteur international et l'acteur local est par conséquent très réduite. Franco et Fernando sont tous deux les intermédiaires qui permettent la réalisation de cette solidarité internationale. La négociation d'un sens partagé devient ainsi plus aisée.

Conclusion section 1

Ces intermédiaires, à la fois facilitateurs et agents de politisation, permettent aux organisations paysannes de maintenir une cohérence politique et de faire preuve de pragmatisme. Lorsque ces intermédiaires entrent en relation, ils permettent, grâce à leurs caractéristiques communes, d'entamer un dialogue et d'arriver à des compromis. Ces

⁷⁸⁶ Sur les adéquations entre les identités sociales et professionnelles : DUBAR Claude, *La socialisation : Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1995

rencontres sont aussi le résultat de la construction progressive d'un espace de socialisation commun entre militants nationaux et professionnels internationaux.

On observe des échanges de pratiques et d'idées. Ces circulations mêlent ainsi un processus d'internationalisation et un processus de localisation. Par exemple, les acteurs locaux vont s'inspirer des méthodes de travail des ONGI, comme la réalisation de cartographie sociale, la construction d'arbres à problèmes, l'identification des acteurs alliés, ou encore la logique « projet ». Les leaders paysans se servent finalement de ces outils pour échanger avec leur propre base sociale. À l'inverse, les acteurs internationaux, sensibilisés aux problématiques locales, vont progressivement « faire remonter » l'importance d'une approche territoriale dans les projets.

La confiance mutuelle et les relations interpersonnelles permettent la mise en œuvre d'une solidarité plus adaptée entre des acteurs locaux et internationaux qui n'ont pas le même point de vue sur la relation de solidarité. Les acteurs locaux sont soucieux de ne pas se laisser imposer des manières de faire et des axes de travail, tandis que les acteurs internationaux sont attentifs au respect d'une certaine éthique et d'une dimension participative dans leurs actions. Chaque acteur négocie sa place et contribue à redéfinir les relations de solidarité. C'est le cas de Fernando qui insiste sur la présence des femmes dans les formations et le cas de Franco qui réduit la marge de manœuvre de l'ONGI concernant l'identification des besoins. La solidarité, en tant que telle, est aussi un objet de négociation des frontières des projets. C'est un débat entre ce qu'il est possible de mettre en place au niveau local, en fonction des causes défendues par les paysans, et entre ce qui est acceptable pour les ONGI et OI, en fonction de leurs mandats.

Si ces intermédiaires jouent en quelque sorte le « double rôle d'exportateurs et de ré-importateurs- ou inversement »⁷⁸⁷, ces circulations à double sens, de personnes et d'idées, ne mènent pas à un « brouillage des rôles entre exportateurs et importateurs »⁷⁸⁸, selon la formule de Yves Dezalay. Derrière ces interactions, il existe des rapports de force très présents et les échanges ne sont pas égaux. Dans ce « double

⁷⁸⁷ DEZALAY Yves, « Circulation internationale de l'expertise, luttes hégémoniques et internationalisation de la (re)production des “noblesses d'État” », in SIMEANT Johanna et al, *Guide de l'enquête globale...Op.cit.*, p 174-185, p 175.

⁷⁸⁸ *Idem*, p 177.

jeu », il ne faut pas perdre de vue que les acteurs locaux cherchent à imposer leurs revendications. Ils ne sont pas des développeurs apolitiques mais des acteurs mobilisés. S'il existe un certain espace militant entre les acteurs locaux et internationaux rassemblent, les rôles de chacun ne se confondent pas pour autant⁷⁸⁹.

L'espace militant et professionnel, particulièrement situé à Bogotá, permet une certaine réactivité dans le financement des projets, le soutien à une action, ou bien la mise en place d'un partenariat. Les processus de construction de la solidarité sont perceptibles à travers l'analyse d'un projet local comme nous venons de le faire. Cependant, lorsque notre regard prend en compte la multiplicité des acteurs internationaux (et donc des projets et des formes de soutiens) cette solidarité apparaît beaucoup plus difficile à appréhender.

SECTION 2/ LES LIMITES DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Les projets locaux soutenus par la coopération internationale véhiculent des points de vue particuliers sur le développement. Les manières de mettre en place les projets, les partenariats ou les soutiens ne sont pas anodines. La solidarité internationale est fondée sur des savoirs experts sur le développement, l'humanitaire, les droits de l'Homme, etc., des savoirs et pratiques issus de luttes hégémoniques⁷⁹⁰. Les solutions apportées pour pallier les difficultés des acteurs locaux résultent par conséquent de visées politiques particulières mais qui prétendent être universelles.⁷⁹¹

⁷⁸⁹ La notion de « double jeu », introduite par Yves Dezalay et reprise par Murielle Coeudray, rend compte des relations d'importation et d'exportation entre les savoirs et les pratiques nationales et internationales. Cependant, le rôle des intermédiaires locaux ne se confond pas avec celui de leurs interlocuteurs internationaux dans notre cas d'étude. En effet, les auteurs postulent que ce double jeu permet de pérenniser et de réguler les marchés internationaux de l'expertise, et permet *in extenso* une certaine hégémonie des savoirs experts. Au contraire, nous constatons que ces savoirs sont interrogés en tant que tels par les acteurs locaux. Ces derniers tentent, par différents moyens, de poser des limites à l'importation de savoirs extérieurs. DEZALAY Yves, « Circulation internationale de l'expertise,... », *Op.cit.*, p 184 ; CŒURDRAY Murielle, « Le double jeu de l'import-export symbolique. La construction internationale d'un nouveau discours sur la corruption », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p 80-90.

⁷⁹⁰ DEZALAY Yves, « Circulation internationale de l'expertise,... », *Op.cit.* Yves Dezalay aborde un processus de circulation qui concerne plus précisément des experts en « savoir de gouvernement ».

⁷⁹¹ DEZALAY Yves, « Les courtiers de l'international... », *Op.cit.*

Cependant, les acteurs locaux que nous avons étudiés ne sont pas des bénéficiaires en attente de solutions pour améliorer leurs conditions. Ils raisonnent à partir de leurs contextes et cherchent à défendre leur territoire d'une certaine manière. La solidarité internationale serait par conséquent la rencontre de ces différentes visions du monde. Olivier Nay rappelle, que malgré une plus grande circulation des savoirs (il parle plus spécifiquement des savoirs de réforme), « les connaissances qui y circulent restent dans une grande part déterminées par les questions et les méthodes fixées par les agences de l'État, elles-mêmes reflets des modes d'énonciation des problèmes qui dominent les marchés de l'expertise au Nord »⁷⁹².

Dans la rencontre que nous avons observée précédemment, cette domination des savoirs experts sur le développement n'apparaît pas de manière aussi tranchée. Cependant, en changeant de point de vue, c'est-à-dire en regardant l'ensemble des partenaires internationaux des organisations paysannes colombiennes, on peut saisir ces formes d'imposition. Celles-ci se traduisent au niveau local par des conditionnalités qui ont un effet durable sur les collectifs locaux.

Premièrement les acteurs internationaux placent les acteurs locaux dans des injonctions contradictoires. Ces derniers doivent être à l'image d'une population vulnérable mais être suffisamment crédibles (et formés) pour « décrocher » les projets de solidarité. Deuxièmement, la croissante spécialisation des secteurs de l'aide (humanitaire, développement, droits de l'Homme, environnement, femmes, santé, etc.) pousse les acteurs locaux à constamment repositionner leurs causes afin d'obtenir des soutiens. Les bailleurs qui financent ces solidarités internationales mettent en avant des savoirs, des manières de faire et des processus de « participation » qui entrent parfois en contradiction avec les luttes locales.

Nous analyserons, tout d'abord, les difficultés que rencontrent les collectifs paysans face à ces injonctions contradictoires, puis, nous nous pencherons sur le poids des bailleurs de fonds dans la définition des objectifs de l'aide.

⁷⁹² NAY Olivier, « Les agences de l'État, la production de l'expertise internationale et les transformations du marché des savoirs de réforme » in SIMEANT Johanna et al, *Guide de l'enquête...Op.cit.*, p 185-196, p 194.

L'injonction contradictoire : être crédibles et vulnérables

Les acteurs locaux devraient pouvoir être crédibles et vulnérables. Cette injonction pousse les acteurs locaux à accentuer certains aspects de leurs identités afin d'obtenir des soutiens internationaux⁷⁹³. Malgré la volonté des acteurs de l'aide de renforcer les capacités des acteurs locaux, nous constatons que de nombreuses contraintes pèsent sur les organisations locales qui souhaitent recevoir des fonds pour des projets de développement. Anne Emmanuèle Calvès montre que le terme d'*empowerment*, dont la genèse est ancrée dans une réflexion sur la participation des acteurs locaux, s'est progressivement traduit par la valorisation d'une réalisation individuelle, au détriment d'un projet collectif⁷⁹⁴. Selon l'auteure, l'*empowerment* (tel qu'il est conçu par les acteurs de la coopération) s'accompagne d'une vision romantique du fonctionnement des « communautés » (en ignorant les relations de pouvoir et les particularités locales). De plus, l'objectif d'*empowerment* tend à dépolitiser les projets de développement puisque l'aide est plutôt dirigée vers des ONG et des populations moins organisées, au détriment des organisations populaires plus radicales. Les acteurs locaux sont, par conséquent, placés dans des situations contradictoires, entre l'exigence de démontrer leur crédibilité pour gérer des projets, et celle de représenter les acteurs « les plus vulnérables ».

Prouver sa crédibilité

Dans une des demandes de financement adressée à une ONG internationale, l'ACVC a joint une présentation « institutionnelle » de l'association dans laquelle elle détaille les financements reçus par les différents partenaires internationaux. L'association met en avant ses capacités internes pour gérer des ressources financières :

⁷⁹³ Nous renvoyons ici au chapitre 5.

⁷⁹⁴ Elle montre notamment que la genèse du terme *empowerment* provient d'une réflexion conjointe d'universitaires et de professionnels du développement, mais que c'est surtout le discours féministe radical qui a contribué à imposer ce terme. Les mobilisations féministes insistent sur le fait que les obstacles au développement des femmes ne sont pas seulement dus à des manques en termes de besoins fondamentaux mais qu'il existe des structures économiques, sociales, politiques et culturelles qui perpétuent un système de domination. Le concept d'*empowerment* définit alors « un processus de transformation des relations de pouvoir entre individus et groupes sociaux ». CALVES Anne-Emmanuèle, « "Empowerment" : généalogie... », *Op.cit.*, p 739.

« L'ACVC a administré et exécuté divers projets de coopération internationale, nous avons été audités à plus de six occasions par l'agence Evaluar Auditores, qui a émis des opinions favorables sur la situation financière de certains des projets développés. De même, nous avons suivi les normes et recommandations promulguées par les entités étatiques qui régulent les activités des organisations à but non lucratif »⁷⁹⁵.

L'organisation paysanne doit valoriser ses capacités de gestionnaire afin de pouvoir administrer des financements internationaux sans intermédiaires. Certains partenaires internationaux sont plus réticents à confier la gestion des projets de coopération à des organisations locales. Les communautés afro-descendantes passent toujours par l'intermédiaire de l'ONG CIJYP, et l'ACVC s'appuie régulièrement sur l'ANZORC dont l'envergure nationale rassure, ou par des ONGI plus importante. C'est ce qu'explique une responsable des relations internationales de l'ACVC :

« Une autre question, quand l'ACVC postule à ces appels d'offre, comment vous présentez l'association ?

L'ACVC a son mandat légal, sa personnalité juridique, son cadre institutionnel et juridique (...) Mais bon, on fait des alliances non ? Par exemple pour les appels de l'Union Européenne ça fonctionne beaucoup avec des consortiums. En fait, on s'associe à des agences de coopération plus grande, et l'ACVC est alors un des partenaires.

Et pourquoi vous fonctionnez comme ça ?

Parce que c'est une politique de l'Union Européenne, de soutenir ces consortiums, pour ne pas faire de financements ponctuels et isolés, mais plutôt essayer, par le biais des consortiums, d'avoir une plus grande couverture...

Et avec qui vous faites ce genre de consortiums ?

Oh, on en a plusieurs, mais par exemple, actuellement, on est dans un projet avec une agence, une ONG suédoise, et eux ils sont déjà grands, ils sont présents dans d'autres pays. Et eux font la demande en tant que requérant principal et nous en tant qu'associés. Et puis c'est une alliance intéressante parce que c'est une agence internationale, qui a de l'expérience...

⁷⁹⁵ Curriculum Vitae institutionnel de l'ACVC, joint à une demande de financement auprès d'une ONGI. Nous avons remplacé les termes « organisation de type social » de la version espagnole pour utiliser l'équivalent de la catégorie en français : « à but non lucratif ».

C'est plus sûr pour l'Union Européenne ?

Exactement, et puis eux, apportent des contreparties, parce que l'UE demande des garants. »⁷⁹⁶

Comme le montre cet extrait d'entretien, les organisations paysannes font face à plusieurs obstacles pour acquérir la confiance des bailleurs. En effet, ces derniers seront plus à même de financer un projet d'aide s'il existe une ONGI crédible leur garantissant la « fiabilité » du partenaire local. Les organisations paysannes sont poussées à rechercher des intermédiaires et à faire des alliances avec ces derniers pour obtenir des financements. Au cours de cet entretien, notre enquêtée tente de valoriser cette intermédiation, en mettant en avant le fait que cela crée d'autres relations. Cependant, à un autre moment de l'entretien elle déplore également que l'ACVC ne puisse pas gérer plus directement ces ressources financières.

Ce constat a notamment été réalisé par Bernard Lecomte au sujet de la coopération européenne auprès d'organisations paysannes du Sahel⁷⁹⁷. Les critères imposés aux acteurs locaux par la coopération Nord-Sud de l'UE ne portent pas sur la thématique d'action mais sur un fonctionnement autour d'un trio coût-délai-objectif pour chaque activité envisagée. Les projets doivent avoir un « cadre logique »⁷⁹⁸, des résultats chiffrés et un budget détaillé, et les acteurs locaux sont poussés à suivre la logique de réponse à des appels d'offre. Ces instruments sont peu adaptés aux structures locales selon Bernard Lecomte. Ils ne permettent pas toujours de penser le changement social que recherchent les acteurs mobilisés. De plus, toute organisation qui postule à des financements doit démontrer qu'elle est reconnue par l'État, un obstacle parfois

⁷⁹⁶ Entretien avec une des responsables des relations internationales de l'ACVC, Bogotà, octobre 2013.

⁷⁹⁷ Selon Bernard Lecomte, « pour être prise en considération, leur demande doit revêtir les formes codifiées d'un dossier de projet (ou de programme) – un instrument peu adapté au changement social » ; LECOMTE Bernard, « Impacts des appels d'offres sur les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest, la coopération européenne à la lumière de ses instruments » in DUCHATEL Julie, ROCHAT Florian (dir.), *Efficace, neutre, désintéressée ? Points de vue critiques du Nord sur la coopération européenne*, Genève, Centre Europe- Tiers Monde, PubliCetim, n°33, 2009, p 45-55, p 47. Ce constat est également celui de Philippe Ryfman qui évoque la standardisation de l'action humanitaire et la propension à la technocratisation des modalités d'aide. RYFMAN Philippe, « Des “bénéficiaires cachés” pour les processus de standardisation de l'aide humanitaire ? » in RIBEMONT Thomas (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire...*, *Op.cit.*, p 35-47.

⁷⁹⁸ Pour une autre critique de ces « instruments » du développement et leurs usages pratiques : GIOVALUCCHI François, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement: le cadre logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, n° 198, 2009, p 383-406.

insurmontable dans certains contextes politiques. Un membre d'une ONGI, ayant des projets de coopération dans le Chocó, nous confie les incohérences qu'il constate entre le fonctionnement de la solidarité internationale et la réalité du terrain :

« (...) ça a carrément changé lorsque les gens devaient parler avec des ONG et avec l'État, avec des étrangers, on leur parle de cadre logique,... des indicateurs, des gestions de projets, de bailleurs de fonds,... déjà nous ici on ne connaît rien là-dessus. Si tu bosses pas en M2 coopération tu ne sais pas de quoi on parle, c'est des trucs très techniques et très européens. Et donc pas du tout la même logique qu'eux. J'avais fait des ateliers là-dessus sur la gestion de projet, un truc qui avait duré deux jours et avec des jeunes que je connaissais bien et ils m'ont dit ouai c'était bien la formation mais on n'a rien compris. Ah ouai. C'est la non logique, pour eux, du cadre logique ! Déjà ils disent, tu nous fais un truc à trois ans parce que ça correspond à un appel à projet de l'Union Européenne, mais nous, notre projet c'est notre poisson pour demain. Donc on s'en fout un peu de voir dans un an, on voit au jour le jour, c'est en partie culturel. On a vécu et survécu comme ça, maintenant, on comprend qu'il faut faire des projets,... mais là dessus faut trouver un équilibre. Tu peux faire comprendre à des populations qu'elles ne peuvent vivre au jour le jour parce que, justement, elles ont des nouveaux espaces de médiation et des acteurs qui interviennent pour eux, mais, en même temps, faut pas leur faire planifier à trois ans,... ça c'est nous tu vois »⁷⁹⁹.

De plus, cette « bonne gestion » pousse parfois à utiliser tout le budget pour pouvoir rentrer dans le cadre des projets puisque la performance de l'organisation est alors perçue à travers ses résultats budgétaires. La « bonne gouvernance », très valorisée par certains bailleurs, éloigne parfois les organisations paysannes de leur propre conception des besoins. Cette logique pousse les acteurs locaux à mettre en avant des actions qui ne sont pas toujours celles qui représentent vraiment leur lutte. Or, la gestion des ressources de manière indépendante est nécessaire pour des organisations paysannes comme l'ACVC, qui souhaitent valoriser des projets locaux cohérents avec la défense du territoire. L'organisation paysanne n'est donc pas prête à se laisser imposer des choix qui ne correspondent pas aux revendications collectives de l'organisation et à la manière

⁷⁹⁹ Entretien avec un membre d'une ONG française, Paris, 2014.

dont travaillent les membres de l'association. Pour ces raisons, elle est parfois amenée à refuser des projets de solidarité internationale.

Au cours d'une réunion interne de l'ACVC, le projet de coopération avec l'ONG colombienne Forjando Futuro fait débat car il impose une méthode et des objectifs de développement, qui ne correspondent pas à ce que l'association souhaite mettre en place⁸⁰⁰. L'association paysanne a déjà travaillé avec la fondation Forjando Futuro pour des projets de production agricole et pour des projets de communication. L'ONG colombienne vient de toucher des fonds importants suite à un appel d'offre international et elle cherche des partenaires locaux pour mettre en œuvre des projets de développement. C'est dans ce contexte qu'elle prend de nouveau contact avec l'ACVC et propose à l'association paysanne de concevoir un projet. L'équipe technique de l'association paysanne décide de présenter un projet complémentaire d'un autre projet de l'association, afin de réaliser un projet plus ambitieux. En effet, l'ACVC cherche, depuis quelques années, à commercialiser de la viande de buffle de manière indépendante. Elle cherche à créer une marque, « Eco Buffalo », une sorte de label ACVC⁸⁰¹. Les agronomes de l'association conçoivent ainsi un projet de production et de transformation de maïs pour l'alimentation des animaux. L'objectif est que les paysans n'aient plus à dépendre des producteurs extérieurs de la zone de réserve paysanne et qu'ils puissent avoir des prix et une qualité garantis sur la nourriture pour leurs troupeaux. Au moment de présenter ce projet à la fondation Forjando Futuro, celle-ci le refuse. Les deux agronomes relatent leurs échanges plutôt houleux avec l'ONG : « tout était conditionné, avant, ils nous disaient « faites le projet que vous voulez » et puis après c'était plus du tout ce que l'on voulait ». Selon elles, l'ONG est « bornée sur des questions de rentabilité » et aurait préféré financer un projet déjà en cours avec des résultats à démontrer sur le court terme. Les agronomes expliquent que la fondation veut avant tout rendre des comptes rapides aux bailleurs pour montrer qu'elle est performante dans la gestion des ressources. L'ONG a « gagné » le projet et cherche une population pour le mettre en œuvre, or, l'ACVC exige d'avoir des marges de manœuvre plus

⁸⁰⁰ Observation participante, juillet 2014.

⁸⁰¹ Le projet de labellisation a, par ailleurs, été financé par un autre acteur international. L'ACVC cherche ainsi à lier ces « petits projets » pour donner une cohérence à son objectif de production et de commercialisation de viande de buffle.

importantes sur la définition de ce projet. L'association paysanne, qui comptait sur ce financement important, a tenté d'argumenter, par l'intermédiaire des deux agronomes, que ce projet permettait d'atteindre des objectifs en termes de souveraineté alimentaire. Cependant, pour l'ONG mandatée pour ce financement, les résultats ne sont pas « directs »⁸⁰². Au cours de cette réunion, la direction de l'ACVC doit se prononcer sur ce partenariat. Elle décide finalement de ne pas présenter d'autre projet. Les deux agronomes sont déçues de ce travail, mais Gilberto les rassure, le projet est prêt, il faudra trouver d'autres bailleurs. Il clôt ce sujet avec un sourire en leur rappelant qu'elles ont néanmoins acquis une expérience⁸⁰³.

Au cours de cette réunion, l'ACVC n'a pas souhaité poursuivre ses relations avec l'ONG colombienne Forjando Futuro car elle considère que celle-ci influençait trop la construction des projets de développement. Les agronomes de l'ACVC reconnaissent d'ailleurs que leur partenaire colombien est soucieux d'avoir une bonne rentabilité des projets, afin de continuer à recevoir des fonds et être crédible. Or, l'ACVC ne souhaite pas changer son projet et ne veut pas être conditionnée par des critères de rentabilité.

Faire participer les plus vulnérables

Les organisations paysannes doivent être crédibles pour pouvoir assurer directement la gestion des ressources financières des projets, tout en montrant qu'elles font participer les plus démunis. Dans un contexte où les actions humanitaires et de développement ont été remises en question, les acteurs de la coopération cherchent à rendre plus légitime et efficace l'aide apportée. Ils sont également soucieux de ne pas « imposer » des visions du monde⁸⁰⁴ aux acteurs locaux. Faire participer les populations provient ainsi en partie d'un travail réflexif des acteurs de l'aide par rapport à leurs propres pratiques. C'est une dimension que

⁸⁰² L'ONG remet en cause le lien entre la production agricole destinée à la nourriture animale et la souveraineté alimentaire des populations paysannes.

⁸⁰³ L'existence de professionnels et d'une équipe technique au sein de l'ACVC est un des marqueurs de cette adaptation nécessaire pour obtenir des ressources internationales. L'équilibre observé entre l'apport des agronomes et les membres plus politiques de l'association paysanne permet à l'ACVC de garder un contrôle sur ses relations avec les acteurs internationaux, et d'éviter une trop forte personnalisation des rapports entre acteurs locaux et internationaux.

⁸⁰⁴ Plusieurs ouvrages abordent les critiques de l'action humanitaire et les évolutions de ce secteur : SMILLIE Ian (dir), *Protection ou partenariat...Op.cit.* ; LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Pour une anthropologie symétrique... », *Op.cit.* ; GRÜNEWALD François (dir.), *Bénéficiaires ou partenaires...Op.cit.* .

l'on retrouve dans de nombreux projets de développement⁸⁰⁵, au Nord comme au Sud⁸⁰⁶. Or, cette recherche de participation des « plus vulnérables » pousse à mettre en œuvre des mécanismes de participation et d'accès aux populations dont les logiques vont parfois à l'encontre des processus locaux déjà existants. Alice Mazeaud et Magali Nonjon ont cherché à analyser les acteurs internationaux qui font cette participation (plutôt que les modalités de participation), et elles mettent en avant une standardisation croissante des processus participatifs et une grande diversité d'appropriations locales de ces mécanismes⁸⁰⁷. Appliquée à la solidarité internationale, l'exigence de « faire participer » est érigée en principe éthique de fonctionnement, cependant que les mécanismes locaux de participation ne sont pas pris en compte.

Par exemple, les deux initiatives de participation locale analysée au cours d'un chapitre précédent, les Tables communales pour la vie digne ainsi que l'association CONPAZ, ne sont pas consultées par les acteurs internationaux. Les récents projets de développement de CONPAZ sont financés à travers l'ONG CIJYP et non à travers cette structure. De même, nous avons noté qu'il existe très peu d'interactions directes ou indirectes entre les Tables communales pour la vie digne et des acteurs internationaux.

Au niveau local, les organisations paysannes ont mis en place leurs propres processus de participation des populations qui font partie de leur mouvement. Cette participation se concrétise par des assemblées de villages pour les populations

⁸⁰⁵ La participation est ainsi définie comme un des termes « à la mode » selon Andrea Cornwall et Brock Karen et dont l'usage conditionne le cadrage des « solutions » à apporter au développement. C'est notamment un thème récurrent des programmes de lutte contre la pauvreté et des objectifs du millénaire pour le développement (adoptés en 2000 par l'assemblée générale de l'ONU). Les auteures montrent que ces termes, « participation », « réduction de la pauvreté » et « empowerment » ont été d'abord utilisés pour remettre en cause des relations de pouvoir. Ils sont aujourd'hui utilisés de diverses manières pour créer des « recettes » pour le développement. Pour les auteures, ces termes sont utilisés par tous les acteurs du développement alors même que ces derniers peuvent défendre des idéologies concurrentes. CORNWALL Andrea, BROCK Karen, « What do buzzwords do for development policy? A critical look at “participation”, “empowerment” and “poverty reduction” », *Third World Quarterly*, vol 26, n° 7, 2005, p 1043-1060.

⁸⁰⁶ Le regain des processus participatifs n'est cependant pas propre au domaine du développement, la participation des citoyens est également à comprendre à travers le prisme d'une critique de la démocratie représentative. On notera que dans ce cas d'autres questions se posent, et que « faire participer » n'est pas toujours défini de la même manière. BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008.

⁸⁰⁷ Elles expliquent également que la circulation de ces standards de participation contribue à leur dépolitisation croissante. MAZEAUD Alice, NONJON Magali, « Vers un standard participatif mondial ?... », *Op.cit.* Sur la standardisation des dispositifs de participation et leurs effets sur le processus participatifs : BONACCORSI Julia, NONJON Magali, « “La participation en kit” : l'horizon funèbre de l'idéal participatif », *Quaderni*, n°79, 2012, 29-44.

paysannes du Magdalena Medio, et par des réunions des conseils communautaires en ce qui concerne les afro-descendants du Bas Atrato. Dans les deux cas, il s'agit d'assemblées où se discutent les projets communautaires et la décision est soumise au vote. Cependant, il faut replacer ces processus dans un contexte où tous les habitants ne disposent pas des mêmes compétences au moment de participer aux assemblées⁸⁰⁸. Les anciens des villages et les leaders jouent un rôle important dans les prises de décisions, car ils sont respectés et leur parole est souvent perçue comme légitime. Ils agissent comme des référents pour les villageois qui connaissent parfois peu le contexte politique en dehors de leur village, et qui ne maîtrisent pas la logique des projets d'aide. Cette participation ne correspond pas toujours aux idéaux des acteurs internationaux, qui rechercheraient la parole de tous, et, en particulier, des plus vulnérables. Il se crée ainsi un décalage entre la population ciblée par ces acteurs pour un projet, et celle désignée par les organisations paysannes. Ces incompréhensions s'expliquent par différentes conceptions de la participation. En effet, les acteurs internationaux emploient une définition soit opérationnelle soit éthique de la participation, alors que pour les paysans, participation et organisation collective sont intrinsèquement liées⁸⁰⁹. De même, le degré de participation des populations à un projet d'aide est difficile à mesurer, entre un accord de principe sur un projet, et la réelle appropriation de l'aide par les populations locales⁸¹⁰.

⁸⁰⁸ Ceci est un constat soulevé dans d'autres contextes, lorsque les processus participatifs reproduisent en partie les inégalités de compétences politiques. Cependant plusieurs travaux stimulants ont permis de renouveler les travaux sur le « cens caché ». GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978 ; DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, « Entretiens dans la cité ou comment la parole se politise », *EspacesTemps. Les Cahiers*, n°76-77, 2002, p 95-109 ; JOIGNANT Alfredo, « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales du civisme ordinaire au Chili et les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, vol 52, 2002, p 233-249.

⁸⁰⁹ GRÜNEWALD François (dir.), *Bénéficiaires ou partenaires...Op.cit.* L'ouvrage met en exergue différentes conceptions de la participation en Colombie. Dans les zones rurales, le fait de faire partie d'une organisation est, en soi, une manière de participer. De plus, le fait d'appartenir à une organisation collective rassure les paysans puisque celle-ci est plus à même, selon eux, de défendre leurs intérêts. Les analyses de François Grünwald montrent ainsi un décalage entre les discours des acteurs internationaux sur la participation, et la multitude de conceptions locales de la participation en Colombie. Par conséquent, l'ouvrage invite à contextualiser davantage les analyses, pour comprendre le degré d'organisation des communautés affectées, l'histoire de la participation, l'expérience participative de cette population, la formation des leaders, les mécanismes mis en place par ces populations pour appréhender les crises ou encore la confiance de la communauté envers l'acteur international.

⁸¹⁰ PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, « De l'impartialité des humanitaires et de leur perception par les bénéficiaires : les enjeux politiques de l'aide internationale au Burundi », *Autrepart*, n° 39, 2006, p 39-57. De manière plus générale sur les questions des effets de la participation sur les populations locales, on renvoie aussi aux travaux de Philippe Lavigne Delville, cf : LAVIGNE DELVILLE Philippe, « Les diagnostics participatifs

Au sein de l'ACVC, nous avons pu observer des réticences au fait que les acteurs internationaux consultent directement les populations paysannes. Au cours des réunions internes de l'association, le sujet de la consultation des populations paysannes est souvent abordé. Certains leaders pensent qu'il faut d'abord que les paysans soient « conscients de l'intérêt collectif des projets ». Gilberto, leader historique de l'association, confie, par exemple, que de nombreux projets ont échoué parce qu'un président de conseil d'action communale avait détourné le projet, ou parce que le bétail destiné au projet du village avait été vendu ou consommé sans même que les bovins aient eu le temps de se reproduire (ce qui était une des conditions pour faire perdurer le projet dans le temps). Selon lui, l'enjeu n'est pas de savoir si les paysans peuvent s'approprier des projets de développement, mais plutôt que l'aspect collectif des projets soit garanti. La participation des paysans est une manière de garantir les projets sur le long terme. L'organisation paysanne se méfie des projets de coopération qui induisent des financements importants versés directement aux bénéficiaires. Dans leurs conversations, les leaders critiquent souvent la logique d'« assistanat » de certaines initiatives qui, selon eux, « distribuent » tout simplement des projets. Selon Gilberto, « si les gens continuent à penser de manière individuelle, ils continuent à être exploités »⁸¹¹. Pour ce leader, les paysans ne sont pas toujours en mesure d'analyser rationnellement leurs besoins, et surtout d'opter pour une perspective collective⁸¹². Les propos de Gilberto rendent également compte de la volonté de l'ACVC de garder un certain contrôle sur les projets de développement (pour qu'ils correspondent aux revendications) ainsi que sur les manières d'entrer en relation avec les différents villages (en ce sens l'ACVC pourrait agir comme une « gate-keeper »).

dans le cadre des projets de développement rural en Afrique de l'Ouest : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/MARP » in NEVEU Catherine (dir.) *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, 2007, p 313-330.

⁸¹¹ Réunion interne de l'ACVC juillet 2014.

⁸¹² Les constats sur la participation aux projets de développement rejoignent ici les constats des études sur la démocratie participative. En effet, ce leader met en avant le fait que la participation des paysans ne présume pas d'une garantie de bien commun. Au-delà du fait que l'ACVC souhaite maintenir l'aspect collectif des projets, les leaders rappellent également que les paysans ne sont pas toujours des « bons citoyens », pour reprendre l'expression de Julien Taplin. L'espace de « participation » des tables communales porte d'ailleurs davantage sur des actions de formation à la citoyenneté et à la chose publique que sur des processus participatifs plus classiques. TALPIN Julien, « Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, n° 75, 2006, p 11-31.

L'appropriation de l'aide et la participation des populations locales sont des objectifs louables, cependant, ils se réalisent parfois au détriment du renforcement structurel des organisations et des collectifs qui portent ces projets. En effet, les financements « par projet » et le contrôle des finances, poussent les organisations à investir tous les fonds dans des dépenses d'ordre matériel ou parfois de formation. Il reste par conséquent peu de ressources pour le financement interne des structures organisationnelles. Ainsi, si certains projets sont régulièrement financés, les organisations collectives peinent à trouver des ressources pour leurs dépenses courantes. Or, pour les deux organisations paysannes étudiées, le renforcement du collectif, et la visibilité des actions collectives, sont une manière de s'émanciper de leurs situations. Ce qui est interprété par les acteurs internationaux comme étant des « manques » (en termes d'éducation, d'infrastructures, de santé, d'opportunités économiques, etc.) est dû, selon les acteurs locaux, au système politique et économique. Les projets de développement sont par conséquent intrinsèquement liés à l'action collective de revendication. La coopération internationale ne finance pas des collectifs mais des projets et des individus. Elle ne finance pas, en théorie, des actions politiques mais des projets sociaux. Enfin, les acteurs internationaux qui soutiennent les mouvements locaux dans leurs revendications politiques ne sont pas ceux qui ont le plus de ressources financières.

L'absence de financements structurels pèse sur les organisations paysannes. Au sein des zones humanitaires, la tenue des réunions, le déplacement des leaders et les repas lors des assemblées, requièrent, par exemple, des ressources financières importantes. L'ONG CIJYP pallie ponctuellement ces manques mais ne peut pas tout financer. Au sein des communautés de Jiguamiandó et de Curvaradó, un apport financier ou en nature (canne à sucre, riz, viande) est demandé à chaque communauté aux assemblées. Cet apport représente, parfois, un effort considérable pour des populations qui vivent déjà dans des conditions précaires. Ainsi, l'action collective bute parfois sur ces obstacles très concrets. À ce sujet, les membres de l'ONG CIJYP ainsi que les leaders des communautés confient leurs inquiétudes de voir le processus collectif s'essouffler. Dans cette géographie difficile, où les communautés sont parfois très éloignées les unes des autres, on observe une démobilisation progressive des habitants retournés sur leurs terres. Les leaders afro-descendants sont inquiets car certains

membres des communautés se tournent vers les entreprises pour chercher du travail ou pour vendre leurs produits agricoles⁸¹³. Pour pouvoir continuer à affirmer un développement alternatif et un droit à une réparation pour les violences subies, les leaders doivent pouvoir rencontrer les communautés de manière régulière. Ces échanges sont nécessaires pour ressouder les collectifs et former les populations qui continuent de retourner sur leurs terres. De plus, l'union des communautés est primordiale et les leaders insistent dans les entretiens sur l'importance de l'assiduité aux réunions. Les moments de rencontre auxquels nous avons pu assister redynamisent en effet le processus collectif, et rappellent aux habitants les raisons de leur résistance.

La solidarité internationale pose certaines limites aux paysans, puisqu'ils sont poussés à être plus crédibles et mieux formés pour pouvoir gérer directement les projets de développement internationaux. Dans le même temps, les organisations paysannes doivent « faire participer » les plus vulnérables, sans que leurs mécanismes de participation locale soient pour autant pris en compte. Par conséquent, la solidarité internationale n'apparaît pas dénuée de contradictions, car elle « prétend en effet concilier les vertus de l'efficacité formelle et dépersonnalisée de l'organisation bureaucratique et les vertus de l'organisation communautaire populaire »⁸¹⁴. Selon Jean-Pierre Chauveau, de ces contradictions découlent « un processus de « malentendu productif » et d'ajustement sans fin entre les « stratégies paysannes » (révélant bien évidemment l'hétérogénéité sociale et économique du milieu paysan) et les stratégies des opérateurs de développement (révélant tout aussi bien le caractère politique et contraignant de leur action). La lutte contre les dysfonctionnements du « populisme bureaucratique » alimente la croissance de la bureaucratie et nourrit les stratégies paysannes de « détournement » des objectifs bureaucratiques »⁸¹⁵. Ces limites s'identifient d'autant plus clairement lorsque les acteurs locaux ne sont pas seulement des individus bénéficiaires, mais des acteurs mobilisés autour de collectifs et de revendications territoriales. Le poids des bailleurs de fonds est perceptible, malgré la

⁸¹³ Or, rappelons que ces entreprises sont installées illégalement sur le territoire des communautés. Elles continuent de produire sur des terres qui ne leur appartiennent pas, et elles approchent les communautés locales pour les employer dans leurs exploitations, ou pour que celles-ci leur vendent leurs produits.

⁸¹⁴ CHAUVEAU Jean-Pierre, « Le « modèle participatif » de développement rural est-il « alternatif » ? », *Bulletin de l'APAD*, n°3, 1992, disponible en ligne, consulté le 25 août 2016, URL : <http://apad.revues.org/380>, p 8.

⁸¹⁵ *Ibidem*.

proximité entre acteurs locaux et internationaux et les bricolages possibles, au cas par cas, entre les objectifs identifiés par les coopérants et les revendications paysannes.

Derrière ces relations solidaires : le poids des bailleurs de fonds

Comment expliquer ces contradictions imposées aux acteurs locaux alors même qu'il existe une plus grande proximité entre les acteurs locaux et les acteurs internationaux en Colombie ? Les partenaires internationaux installés dans le pays permettent d'orienter l'aide internationale et de concilier les objectifs de la coopération avec les besoins sur le terrain. Toutefois, les ONG et OI restent elles-mêmes dépendantes des financements. L'octroi de fonds pour la coopération ou pour des projets de développement dépend d'un « fléchage thématique » ainsi que de la définition de la situation colombienne par les bailleurs. Malgré le diagnostic réalisé par les acteurs internationaux présents en Colombie, les financements ne sont pas toujours orientés vers des projets qui correspondent aux revendications locales. L'identification de la crise colombienne (comme une crise humanitaire, des droits de l'Homme, des déplacés, etc.) conditionne les différentes réponses apportées par les bailleurs de fonds⁸¹⁶.

La « thématization » des projets de développement, et plus généralement des relations de solidarité, sont dépendantes d'un agenda politique international. Jean Marie Stratigos interroge par exemple l'intérêt des contributeurs privés (les pays donateurs) dans l'aide d'urgence apportée à Madagascar suite au passage du cyclone Ivan. Il compare les fonds alloués à l'aide par chaque pays à la politique étrangère que ces derniers ont vis-à-vis de Madagascar⁸¹⁷. Il montre ainsi que l'aide internationale dépend également d'autres enjeux, indépendants de la situation des populations locales. Par conséquent, la multiplicité des

⁸¹⁶ Le procédé de nomination des faits influe en effet sur la définition d'une situation jugée « problématique » et par conséquent sur les modalités de réaction. LE PAPE Marc, SIMEANT Johanna, VIDAL Claudine (dir.) *Crises extrêmes...*, *Op.cit.*

⁸¹⁷ Jean Marie Stratigos rend ainsi compte de la multiplicité des bénéficiaires de l'aide : « au premier niveau, les bailleurs de fonds institutionnels donnent aux Nations Unies, aux ONG internationales et à certains organismes publics. Ensuite, les Nations Unies et les ONG internationales donnent à leur tour aux organismes publics, aux ONG locales et aux bénéficiaires individuels ». Il rappelle également que les dons européens et américains conditionnent l'aide à un approvisionnement en matériel dans le pays donateur. STRATIGOS Jean Marie, « Aide humanitaire d'urgence. De la multiplicité des bénéficiaires », in RIBEMONT Thomas, *Figures des bénéficiaires...* *Op.cit.*, p 49-67, p 55.

donateurs et la diversité des soutiens internationaux rendent les logiques de la solidarité difficiles à identifier. Face à ces solidarités fragmentées, les acteurs locaux mobilisés peinent à faire passer leur message.

*Un marketing des luttes ? Présenter des revendications
« acceptables »*

Pour Marielle Debos et Alice Goheneix, les ONGI ont tendance à choisir leurs partenaires locaux en fonction de leurs identités et en fonction de critères économiques⁸¹⁸. Les mouvements locaux sont implicitement poussés à suivre les valeurs et les principes des chartes des ONGI du Nord s'ils souhaitent susciter un soutien international. Des luttes qui ne correspondent pas aux valeurs des ONGI seront plus difficilement soutenues, alors que des luttes qui peuvent devenir des emblèmes d'une cause plus large seront plus susceptibles d'être retenues. Ainsi, « l'efficacité d'une intervention ne s'énonce pas en termes de profits, mais de visibilité, de reconnaissance et de levées de fonds potentielles auprès des bailleurs internationaux »⁸¹⁹. Les auteures montrent ainsi le succès de la cause des Ogonis dans le delta du Niger, celle-ci rassemble plusieurs thèmes clés pour les activistes du Nord : la question environnementale et la question des droits de l'Homme. À travers le cas d'une mobilisation locale, les activistes ont créé l'emblème du combat environnemental contre l'entreprise Shell dans cette région, au détriment d'autres mouvements locaux, et en gommant les revendications autonomistes du peuple Ogoni, par le biais d'un « marketing des luttes sociales »⁸²⁰. En combinant droit de l'Homme et thématique environnementale, les ONGI peuvent plus facilement solliciter des bailleurs.

Les effets de la thématization ne sont pas seulement ressentis par les acteurs locaux, ils sont également partagés par certains acteurs « internationaux » qui travaillent auprès des populations locales. Au cours d'une discussion informelle, Fernando, qui travaille pour l'ONG suédoise Forum Syd, nous confie l'inadéquation de certains

⁸¹⁸ DEBOS Marielle, GOHENEIX Alice, « Les ONG et la fabrique... », *Op.cit.*

⁸¹⁹ *Idem*, p 70.

⁸²⁰ Selon les auteures « il faut aussi noter que les militants du MOSOP n'ont réussi à capter l'attention des acteurs internationaux qu'à partir du moment où ils ont adapté leurs revendications aux discours dominants sur la scène internationale. Ils ont alors passé sous silence leurs revendications autonomistes pour se présenter comme des militants des droits humains et des défenseurs de l'environnement. », *Idem*, p 68.

financements avec les objectifs locaux. Il explique que les organisations locales, et plus particulièrement paysannes, demandent surtout des financements pour des projets de développement économique. Or, son ONG ne finance pas ce type de projet. Les bailleurs financent davantage des projets de développement social, à destination d'individus ou de communautés ethniques. Selon Fernando, ces projets ont plus de chance d'être financés en comparaison de ceux des petites entreprises locales ou des collectifs.

À partir d'une étude sur des projets de développement à destination des populations indiennes au Mexique, Raphaëlle Parizet⁸²¹ met en exergue la tendance à l'évitement du politique. Elle montre que les politiques et les instruments de lutte contre la pauvreté, mis en place par le PNUD ainsi que par le gouvernement mexicain *via* la CDI (Commission nationale pour le développement des peuples indigènes), ont « déplac[és] le regard porté sur le problème autochtone d'une question politique à un impératif de développement présenté comme *apolitique* »⁸²². En favorisant la responsabilité des individus au détriment du collectif, puis en mobilisant des savoirs techniques sur le développement, le PNUD et la CDI contribuent à évincer la question de l'autonomie indienne d'un débat politique. La lutte contre la pauvreté des populations indiennes du Mexique est ainsi réduite à des indicateurs et à des projets qui favorisent le renforcement des opportunités individuelles. Cette dépolitisation prend plusieurs formes. Elle va du confinement de la question autochtone dans un registre de l'expertise à l'identification de « leviers » et « d'objectif » pour le développement, ce qui présuppose une certaine lecture de la situation de pauvreté. La pauvreté est interprétée en termes de manque, et l'identité indienne n'est pas interrogée directement. Les projets de développement visent à encourager l'autonomie individuelle, au détriment d'une autonomie collective (où l'ethnicité est davantage politisée). Selon Raphaëlle Parizet, la « dépolitisation » de la question indienne au Chiapas est cependant éminemment politique.

Pour les acteurs locaux que nous avons rencontrés, le développement, en tant que tel, est un objet de revendication et un sujet de débat politique. On assiste ainsi parfois à des rencontres difficiles, entre des priorités prédéfinies (à l'image des objectifs pour le

⁸²¹ PARIZET Raphaëlle, *Les paradoxes du développement...Op.cit.*

⁸²² *Idem*, p 192. L'italique est de l'auteur.

millénaire du développement), et des causes locales qui se formulent différemment. La pauvreté, par exemple, est un objectif que l'on retrouve dans la majorité des organisations internationales et des ONGI, pourtant, ce n'est pas en ces termes que les populations locales s'expriment. Selon les organisations paysannes, le développement va bien au-delà de la pauvreté⁸²³. Pour les acteurs locaux, et notamment l'ACVC, la relation de solidarité devient, dès lors, un lieu d'affrontement et de résistance⁸²⁴.

Pour l'ACVC, il s'agit de ne pas se laisser imposer des manières de faire. L'organisation paysanne s'interroge aussi sur les intérêts politiques des acteurs internationaux, comme l'explique ce leader paysan :

« Bon, il y a un critère que nous avons défini, bon c'est pas homogène...ce que nous avons défini depuis le début c'est que personne ne conditionne l'ACVC. Même s'ils nous offrent toutes les ressources, mais c'est pour ça que nous nous n'avons pas d'accord avec l'USAID⁸²⁵, parce que l'USAID nous a offert tout l'argent du monde, mais sous certaines conditions.

Quelles étaient ces conditions ?

Premièrement que nous..., alors, bon premièrement reconnaître le... le caractère bienveillant ou plutôt bien intentionné de l'État colombien. Ça veut dire, dire que l'État ne nous persécute pas, que maintenant l'État a changé, mais pendant ce temps-là il y a de la répression... Deuxièmement que nous nous joignons aux voix de l'État et de quelques ONG qui se sont jointes aux voix du discours anti-insurgés. C'est-à-dire, nier une réalité de la guérilla, [...] que ces gens sont sans honte, sont fainéants, qu'ils n'ont pas de propositions...méconnaître la réalité. Et s'il y a des gens qui connaissent la réalité de la guérilla, c'est bien nous. Parce que nous nous sommes là, avec

⁸²³ Denis Merklen parle d'« impérialisme théorique de la notion de pauvreté » pour mettre en exergue la manière dont cette notion s'est imposée en Amérique latine. MERKLEN Denis, « “Du travailleur au pauvre” ? La question sociale en Amérique latine », *Etudes Rurales*, n°165-166, 2003, p 171-196, p 173.

⁸²⁴ L'article d'Angela Santamaria et de Xavier Zunigo rend compte d'une rencontre difficile entre des communautés locales et des acteurs internationaux en Colombie. Suite à un tremblement de terre en 1998 à Tierradentro dans le Cauca (Sud Ouest de la Colombie), plusieurs acteurs s'affrontent autour d'un projet de développement et de reconstruction. Les populations indiennes de cette région, empreintes d'une longue tradition de résistance pour l'autonomie entendent conserver le monopole de ce qui se réalise sur leurs territoires. Par conséquent, un conflit éclate autour de ce projet de développement, et plusieurs intérêts mais aussi visions du monde s'opposent. De plus, les auteurs montrent que les logiques communautaires de consultation des populations sont parfois incompatibles avec les modes opératoires du programme de développement. SANTAMARIA Angela, ZUNIGO Xavier, « “Bonne gouvernance” contre “auto- gouvernance” ? Conflits, alliances et résistances autour d'un programme européen de développement rural en Colombie », *Autrepart*, n° 35, 2005, p. 57-72.

⁸²⁵ L'USAID est l'agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development).

eux, tu vois bien qu'ils sont là. Nous connaissons les raisons de leur résistance [...] ils [l'USAID] nous ont offert beaucoup de ressources [financières] mais précisément en renonçant à des principes importants, comme l'organisation paysanne, comme les projets associatifs, alors bon. Ça c'est un des aspects. L'autre [aspect] c'est que les relations internationales changent les choses, par exemple, comment va t-on comprendre que nous recevions de l'argent de l'USAID pour investir dans la vallée Cimitarra et que nous ayons [en même temps] les meilleures relations avec la République bolivarienne du Venezuela et que ce soit précisément l'USAID, ou le gouvernement américain à travers l'USAID, qui investisse tant de ressources dans l'opposition vénézuélienne pour faire tomber le processus bolivarien ? [...] Nous ici on a besoin de beaucoup de ressources mais il faut aussi avoir une éthique.

Et quand il y a des agences de coopération qui sont moins proches des gouvernements, ou qu'elles ne font pas tant de politique....

(il ne répond pas).

Vous pensez que le simple fait de monter un projet de coopération international peut vous limiter dans votre manière de construire une résistance au niveau local ?

Mais c'est que c'est l'intention de nombre d'entre eux. C'est pour ça qu'ici on perd beaucoup d'aides.

C'est-à-dire...comment ça se passe ? Vous avez besoin de telle chose et la coopération vous dit que vous avez besoin d'une autre chose ?... Comment vous faites ?

Non...bon...en fait là-dessus il n'y a pas tant de difficultés parce que généralement ici il y a besoin de beaucoup de choses... alors, ici ce que l'on a dit c'est que le plus important c'est que l'on ne nous conditionne pas. C'est-à-dire, ici le problème est d'ordre politique, mais normalement toutes les propositions [de la coopération] sont en lien avec nos besoins, mais peut-être qu'elles ne sont pas dirigées vers les choses les plus fondamentales. Quelles sont les grandes lignes de la coopération internationale ? Les femmes, les projets avec le thème des femmes, l'enfance, les problèmes de droits de l'Homme dans une vision intégrale, et là-dessus on a réussi à avoir beaucoup de ressources pour le renforcement de l'organisation, parce que sans renforcement de l'organisation, comment peut-on défendre les droits de l'Homme d'une organisation ? Alors, ça ce n'est pas compatible. »⁸²⁶

Le besoin de financement est très présent dans le discours de ce leader. Il montre

⁸²⁶ Entretien avec un leader de l'ACVC, Bogotá, locaux de la Marche Patriotique, décembre 2013.

que les besoins sont multiples, mais que les projets ne financent pas toujours les priorités définies par l'organisation. L'association a clairement identifié les fléchages thématiques des projets de développement des acteurs internationaux, à savoir l'enfance, les questions de genre et les droits de l'Homme. La question des droits de l'Homme est une constante des projets de développement car elle permet de réunir une grande diversité d'enjeux⁸²⁷. Ce leader paysan montre que l'association fait des concessions dans les relations avec les acteurs internationaux. L'ACVC présente des projets qui entrent dans les thèmes de la coopération dans la mesure où ces derniers sont compatibles avec les revendications locales. Cependant, ce leader paysan met également en exergue les limites que l'association paysanne ne peut franchir⁸²⁸. La résistance locale à certaines formes de solidarité internationale met ainsi en exergue les choix politiques qui sous-tendent les projets de développement. L'influence des acteurs internationaux a certes permis aux organisations paysannes de redéfinir les frontières de leurs revendications⁸²⁹, cependant, ces dernières cherchent aussi à définir les limites de la solidarité. Toutefois, la multiplication des acteurs internationaux et des champs d'expertise rend la politisation des questions de développement plus difficile.

Une fragmentation des logiques de solidarité

Le domaine de la solidarité internationale est aujourd'hui investi par une multiplicité d'acteurs, dans différents champs d'action comme le développement, l'humanitaire, l'environnement, les droits de l'Homme, etc. Puis, plus récemment,

⁸²⁷ Pour Yves Dezalay et Bryant Garth, l'intérêt pour cette thématique est à rechercher dans le développement progressif d'un marché des droits de l'Homme, dans lequel on retrouve des experts, des professionnels et des consultants qui ont contribué à fabriquer un produit « assez vendable » sur un « marché des idées ». Pour les paysans, cette cause est modulable au niveau local, elle peut être adaptée à des projets portant sur le renforcement de l'organisation collective. DEZALAY Yves, GARTH Bryant, *La mondialisation des guerres de palais... Op.cit.*, p 217-218.

⁸²⁸ Il convient également de contextualiser l'entretien, qui se déroule dans les locaux du mouvement politique de la Marche Patriotique. Le rejet de l'USAID s'accompagne d'un fort sentiment anti-américain dans les campagnes du Cimitarra et au sein de ce mouvement politique. Dans ce contexte, on comprend mieux en quoi la politisation croissante des paysans s'accompagne d'une redéfinition des relations de solidarité, ou du moins, de l'affirmation plus politisée d'un refus de partenariat (voire de l'utilisation politique de ce refus).

⁸²⁹ Nous avons démontré ces circulations au cours du chapitre 2.

d'autres domaines comme la construction de la paix, la prévention des crises⁸³⁰ ou encore l'économie solidaire se sont constitués comme des champs d'expertise. Cependant, la croissance de ces expertises est peu réductible à une vision d'une imposition du développement du Nord sur des sociétés du Sud. Les travaux sur les ONG mettent en exergue qu'elles doivent, elles aussi, « bricoler » avec les fonds reçus pour que ces derniers correspondent à la fois aux situations locales et à la fois au fléchage des bailleurs de fonds⁸³¹. En effet, au sein des OI comme des ONGI, les acteurs ne sont pas seulement les exécutants d'une politique qui serait décidée « d'en haut » mais ils agissent également selon leurs propres observations et interprétations de leur mission⁸³².

La diversité des fonctionnements et des partenaires internationaux des acteurs locaux – petite ONG, réseau de plaidoyer, Union Européenne, projet d'une agence onusienne, etc. – ne contribue pas non plus à rendre visible les causes paysannes. Au contraire, ce foisonnement d'acteurs internationaux laisse apparaître un éclatement de la solidarité internationale. Chaque partenaire international est spécialisé sur des thématiques précises et les projets de coopération sont très sectorisés. Ceci rend les logiques de développement difficile à percevoir pour les acteurs locaux qui raisonnent en termes de protection du territoire. Selon eux, les questions de santé, d'éducation et d'économie locale sont liées aux questions de production agricole, de protection de

⁸³⁰ MARRET Jean-Luc, *La fabrication de la paix. Nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes*, Paris, Ellipses, FRS, 2001. Sur la multiplicité des champs d'intervention voir RYFMAN Philippe, *Les ONG*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2009.

⁸³¹ Selon Pascal Dauvin et Johanna Siméant, « la marge de jeu des ONG relève parfois davantage de cette multiplicité des niveaux de jeu pertinents que de leur action la plus volontariste » (p 266). Les auteurs montrent les marges de manœuvre des ONG vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds, (ils « bricolent », p 285) et vis-à-vis du langage ou des thématiques employées pour obtenir des fonds : « Cette ambivalence des humanitaires à l'égard de la mise en mots de leur action est fréquente, au point que l'on peut se demander si le degré d'emprise du programme est toujours très grand, ou s'il ne procède pas aussi comme une communauté de langage, désignant l'appartenance au monde humanitaire plus que les procédures effectives mises en place, qui sont aussi et souvent requalifiées après coup en fonction des souhaits des bailleurs de fonds, ou qui correspondent à des perspectives beaucoup plus pragmatiques que celles de l'*empowerment* des populations bénéficiaires » (p 291). DAUVIN Pascal, SIMEANT Johanna, *Le travail humanitaire... Op.cit.*

⁸³² Nous suivons par conséquent les précautions d'Olivier Nay et de Franck Petiteville qui invitent à ne pas considérer les organisations comme un tout monolithique. NAY Olivier, PETITEVILLE Franck, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale*, n°53, 2011, p 9-20. De même, Yves Buchet de Neuilly précise qu'il « n'existe pas une et une seule scène ou communauté internationale, ni même, dans une version un peu plus sophistiquée, un espace international unique et unifié, ou « une » politique étrangère (au sens large et globalisant), mais de nombreuses arènes sectorisées (localisées dans ou entre des États, des organisations internationales, des dispositifs *ad hoc*...) ». BUCHET DE NEUILLY Yves, « Chapitre 9. La gestion internationale routinière des crises. Sectorisation des relations internationales et mondialisation de l'institution étatique », in AÏT-AOUDIA Myriam *et al.*, *La logique du désordre*, Presses de Sciences Po, 2015, p 221-236, p 225.

l'environnement ainsi qu'aux droits de l'Homme. Les organisations paysannes mettent en avant que toutes ces dimensions sont nécessaires pour défendre leur territoire et améliorer leur situation.

Cet éclatement des logiques de solidarité est d'autant plus incohérent pour les acteurs locaux lorsqu'une même institution soutient des orientations très différentes. C'est ce que nous avons pu observer lors d'une réunion entre la direction de l'ACVC et l'équipe technique de l'association⁸³³. Au cours de cette rencontre, deux projets financés par le programme onusien sont analysés par les leaders paysans. Le premier projet, en partenariat avec le département d'Antioquia, concerne la production et la commercialisation de riz. Il pose problème à l'association car l'octroi du financement est conditionné au respect de « bonnes pratiques agricoles » dont la définition reste très floue. Le projet suscite les critiques de certains leaders qui pointent du doigt le fait que le financement prévoit des intrants chimiques⁸³⁴. Le deuxième projet est directement financé par le programme onusien et porte sur la mise en place de potagers communautaires dans les villages. Ce projet insiste sur la valorisation de méthodes de production qui doivent respecter les principes de l'agro-écologie (sous-entendus sans intrants chimiques). Suite à la présentation de ces deux projets, les membres de l'ACVC sont assez sceptiques. *A priori*, les deux projets impliquent des méthodes de production assez différentes, la part de l'utilisation des pesticides dans le projet de riz inquiète l'ACVC tandis que la valorisation de l'agro-écologie entrerait plus dans le respect de ses objectifs. Finalement, l'ACVC décide de poursuivre ces deux projets, car ils servent ses revendications locales, et notamment l'ambition de renforcer les capacités productives des paysans dans le cadre de la ZRC. L'organisation paysanne s'accommode finalement de ces différentes orientations pour parvenir à valoriser son territoire, toutefois, la logique de la solidarité internationale reste difficilement perceptible dans ce cas.

On observe ainsi de nombreuses limites dans la mise en œuvre de la solidarité, puisque les projets des acteurs internationaux sont ponctuels et sectorisés alors que les

⁸³³ Observation participante, réunion interne de l'ACVC, Barrancabermeja, Juillet 2014.

⁸³⁴ Nous avons évoqué ce projet qui conditionne l'ACVC au respect de « bonnes pratiques » au cours du chapitre 5. Cf. Encadré n°14.

acteurs locaux recherchent des alternatives plus durables et cohérentes entre elles pour défendre leur territoire.

Conclusion Section 2

La solidarité internationale se concrétise au gré des rencontres et des projets. Malgré une plus grande proximité entre acteurs locaux et internationaux, les bailleurs de fonds conservent un pouvoir important dans la construction de ces relations. Cette influence difficile à percevoir – puisqu’il n’y a aucune interlocution directe ou indirecte entre les bailleurs et les acteurs locaux – conditionne le fonctionnement des relations entre le niveau local et le niveau international. Les manières de se lier avec des acteurs locaux, les perceptions de la participation ou encore la façon dont les acteurs internationaux considèrent les paysans sont, en partie, déterminées par les bailleurs de fonds. De même, les thématiques identifiées comme « prioritaires » pour le développement ou la pacification des zones rurales sont influencées par les financements.

Cependant, ces limites peuvent parfois être contournées. En effet, les partenaires internationaux tentent de concilier les exigences des financements avec le diagnostic qu’ils font de la situation. Les acteurs locaux traduisent et adaptent les objectifs de développement à leurs besoins. En ce sens, la solidarité internationale ne permet pas réellement d’accompagner les paysans dans leurs revendications. Au sein des communautés afro-descendantes, l’ONG CIJYP agit comme un filtre entre le niveau local et le niveau international⁸³⁵. L’ACVC tente, quant à elle, de redéfinir les objectifs de ses partenaires internationaux, tout en maintenant à distance d’autres acteurs qu’elle considère opposés à ses revendications. De cette manière, les paysans font preuve de pragmatisme. Quand ils le peuvent, ils repolitisent l’aide internationale au niveau local mais ils continuent également à conserver leur rôle de « victime sérieuse » auprès des acteurs internationaux qui doivent satisfaire leurs bailleurs. Cependant, ces capacités d’adaptation et de traduction représentent un risque pour les organisations locales. En

⁸³⁵ En raison de cet intermédiaire, nous avons davantage insisté ici sur le rôle de l’ACVC dans l’interaction avec ses partenaires internationaux. De plus, nous avons pu observer ces interactions de manière plus directe.

effet, sans une cohérence forte au niveau des organisations paysannes, les causes défendues pourraient alors devenir trop modulables en fonction des interlocuteurs et des exigences du moment.

SECTION 3/ REPENSER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES ACTEURS LOCAUX

Les négociations de paix entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, débutées en novembre 2012 à la Havane, ont mené à la signature d'un accord de paix le 24 août 2016. La solidarité internationale a joué un rôle important dans le contexte du conflit, cependant, dans une perspective de transition vers la paix l'avenir de ces partenariats avec les acteurs locaux se pose. Le Bas Atrato et le Magdalena Medio sont deux régions très touchées par le conflit, par conséquent, l'ouverture de négociations de paix a suscité à la fois espoirs et inquiétudes pour les populations paysannes.

Dans le Magdalena Medio, marqué par une présence historique de la guérilla, la fin du conflit laisse en suspens le devenir des territoires occupés par les FARC. Ces terres sont riches en ressources minières et pétrolières et sont placées à la frontière agricole. Cela signifie que les opportunités d'exploitation de ces territoires sont importantes. Or, l'ACVC espère, par le biais de la zone de réserve paysanne, protéger cette zone des investissements étrangers et nationaux dans les domaines minier et pétrolier. Les paysans espèrent également récupérer les terres domaniales (les *Baldíos de la Nación*) qui appartiennent à l'État et obtenir des titres de propriété. Dans le Bas Atrato, le retrait progressif de la guérilla s'est traduit par une recrudescence et un renforcement des groupes paramilitaires depuis plusieurs années. Les communautés afro-descendantes s'interrogent sur leurs chances de récupérer leurs territoires collectifs. Ces terres très fertiles sont déjà convoitées par des entreprises qui y produisent des bananes plantains, de la palme africaine, des bananes pour l'exportation ainsi que du bétail. Plus récemment, des concessions d'exploration minières ont été accordées dans cette région. Même si les deux organisations paysannes saluent les avancées de la Havane, il n'en reste pas moins que leurs revendications sont toujours aussi importantes.

La signature de l'accord de paix intervient ainsi comme une rupture dans la routine des relations de solidarité internationale. C'est ce que nous verrons dans une première partie. Tout d'abord, cette signature s'accompagne d'un effet cognitif et d'un effet financier. Pour les acteurs internationaux qui maintiennent une solidarité à distance (qui n'ont pas de projets directs en Colombie ou qui n'ont pas d'équipes de terrain) l'accord de paix rend, en apparence, la situation du pays moins alarmante. Pour les acteurs internationaux présents dans le pays, cette période de transition s'est traduite par une réduction des budgets. La vision d'un post-conflit suscite également une redéfinition des priorités de développement dans le pays. Sur cette question, de nombreux acteurs s'opposent. Certains persistent à mettre en avant l'importance des projets de développement et des programmes humanitaires, tandis que d'autres acteurs, plus centrés sur des thématiques de règlement de la paix, cherchent à investir ces espaces de la solidarité internationale. Les bailleurs de fonds souhaitent réorienter progressivement l'aide, puisque celle-ci se justifie moins dans un contexte de « paix ». Enfin, le gouvernement colombien a entamé des réformes pour orienter la coopération internationale et souhaite sortir de l'image d'un pays en conflit. Les acteurs locaux insistent quant à eux sur le fait que la paix ne change pas le modèle de développement qu'ils remettent en cause. Ils s'investissent progressivement sur la scène nationale pour mettre en valeur leurs revendications et exiger le respect de leurs territoires et de leurs modes de vie. Dans une deuxième partie, nous souhaitons réinterroger la solidarité internationale à l'aune de ce nouveau contexte. Il est question de considérer la solidarité internationale sous un autre angle, elle peut être envisagée comme un moyen de lutte pour les acteurs locaux. Nous montrerons que la solidarité internationale a permis aux organisations paysannes d'acquérir une crédibilité et une légitimité pour mettre en avant leurs revendications locales dans le contexte national.

Le post-conflit et la redéfinition des priorités de la solidarité internationale

La signature d'un accord de paix suggère des changements importants pour la coopération internationale notamment parce que celle-ci a, en grande partie, été motivée par le conflit interne et la situation des droits de l'Homme. En effet, la Colombie étant

un pays à revenu intermédiaire, la coopération internationale est plus difficile à justifier en temps de paix. L'engouement autour du « post-conflit » va de pair avec une volonté du gouvernement colombien de reprendre le contrôle de nombreuses parties du pays, des zones riches en ressources foncières, minières et pétrolières qui n'ont pas pu être exploitées par l'État colombien. Dans ce contexte, les acteurs internationaux doivent redéfinir leur action dans un pays qui maintient une croissance économique importante, et qui ne sera bientôt plus prioritaire pour la coopération internationale.

Une solidarité internationale construite à partir du conflit

En Colombie, les principaux bailleurs de fonds ont avant tout investi dans une solution pour la paix. La situation des droits de l'Homme, l'ampleur du déplacement interne ainsi que la recrudescence des violences, ont incité la présence des bailleurs institutionnels⁸³⁶. Pour les États-Unis, cette solidarité s'est traduite par un financement de la guerre contre le narcotrafic. L'Union Européenne a plutôt investi dans divers laboratoires de paix en préparation d'éventuelles négociations dans les années 1990⁸³⁷. Ainsi, la solidarité internationale naît d'une situation particulière, celle du conflit puis de son intensification. Les solutions humanitaires apportées visent à pallier les conséquences des combats et les projets de développement et cherchent à reconstruire des zones affectées par le conflit. L'investissement dans la « société civile » poursuit ces objectifs. Le diagnostic en termes de développement et sur la situation des campagnes

⁸³⁶ Selon Fernando Nivia-Ruiz et Ivonne Ramos Héndez, « il est clair que les sujets en rapport avec l'existence du conflit armé en Colombie marquent fortement l'agenda de ces donateurs, même si leurs postures et approches sont différentes. Les États-Unis mentionnent que la Colombie n'est pas un récipiendaire classique de l'aide publique au développement et que son engagement dans le pays est dû à l'instabilité et aux sujets associés au conflit (...). L'Union Européenne signale que l'objectif fondamental de sa stratégie à ce moment là était de contribuer à la paix et à la stabilité. », NIVIA-RUIZ Fernando, RAMOS HENDEZ Ivonne, « Balance de la Cooperación Internacional al Desarrollo ofrecida y recibida por Colombia: Coherencia entre metas y logros del cuatrienio 2010 – 2014 », *Revista internacional de cooperación y desarrollo*, vol 2, n°1, janvier-juin 2015, p 93-124, p 101-102. Traduction Personnelle.

⁸³⁷ Dorly Castañeda montre que l'UE a choisi une forme plus originale d'intervention en investissant dans des laboratoires de paix situés dans des zones de conflit pour travailler au plus près de la « société civile » sur les causes des violences. Par exemple, l'initiative du Programme de Paix et de Développement du Magdalena Medio, a été financée par le laboratoire de paix. CASTAÑEDA Dorly, *The european approach to peacebuilding. Civilian tools for peace in Colombia and beyond*, Palgrave MacMillan, 2014.

n'intervient qu'à *posteriori* et toujours dans la dynamique d'une recherche des causes plus profondes du conflit⁸³⁸.

L'attention de la solidarité internationale s'est progressivement tournée vers les questions de restitution des terres et celle de la politique agricole. Cet intérêt est concomitant avec un renouveau de la question agraire au niveau national, puisque celle-ci compose le premier point de l'agenda des négociations de paix. Dans les années 1990 et 2000 les politiques de développement du secteur rural en Colombie, le programme DRI (*Desarrollo Rural Integrado*-Développement Rural Intégré) et le plan PNR (*Plan Nacional de Rehabilitación*-Plan National de Réhabilitation) ont abordé la paysannerie colombienne sous l'angle de l'assistanat à un secteur pauvre et peu développé. Cette vision est observable dans de nombreux pays latino-américains ayant subi des processus d'ajustement structurel⁸³⁹. Les campagnes sont alors perçues par les décideurs politiques comme « de lointaines zones de violence »⁸⁴⁰. Cet imaginaire pèse ainsi sur les plans de développement en Colombie, où la question agraire devient plus centrale au début des années 2010. À ce sujet, Jacobo Grajales⁸⁴¹ identifie deux logiques dans les politiques publiques mises en place à partir de 2010 en Colombie. D'une part, le gouvernement a mis l'accent sur la restitution des terres et la protection des formes de propriété collective dans une logique de patrimonialisation. D'autre part, la deuxième logique consiste à envisager la fin du conflit comme une opportunité pour développer certaines zones marginales du pays. Ces politiques induisent de nouvelles formes de

⁸³⁸ C'est ce qu'explique Ubelsen Duque, responsable du Programme de Paix et de Développement du Magdalena Medio financé par l'Union Européenne. L'UE a financé des laboratoires de paix dans tous le pays, et celui de Barrancabermeja s'est créé dans le contexte des dialogues de paix de 1998. Une zone de retrait de l'armée devait permettre des discussions avec la guérilla de l'ELN. Or, à la fin des années 1990, la pression paramilitaire dans la région a contribué à l'échec de ces négociations. L'UE avait alors investi dans le laboratoire de paix et avait rencontré différents leaders sociaux de la région. Ces derniers ont accompagné les représentants de l'UE pour maintenir un projet de développement pour réfléchir aux causes plus structurelles de la violence. La mise en place de ce projet concourt également avec l'exode paysan de 1998 à Barrancabermeja. Entretien avec Ubelsen Duque, Barrancabermeja, octobre 2013.

⁸³⁹ SABOURIN et al, « Agricultures familiales en Amérique Latine... », *Op.cit.*

⁸⁴⁰ On retrouve cette expression dans le plan de développement des présidents Belisario Betancur (1982-1986) et Vigilio Barco (1986-1990). Dans le plan du président Ernesto Samper (1994-1998) les références au paysannat se réduisent à la pauvreté paysanne et à son lien à la violence tandis que le plan du président César Gaviria (1990-1994) n'évoque même pas le conflit agraire. Le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002) va plus loin en postulant que le paysannat colombien est peu organisé, et que la participation du secteur privé est d'importance vitale pour la construction d'alliances stratégiques. SALGADO Carlos, « Los campesinos imaginados. El campo en los planes. », *Cuadernos Tierra y Justicia*, Bogotá, ILSA, n°6, 2010, 13-21.

⁸⁴¹ GRAJALES Jacobo, « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n°223, 2016.

marchandisation. Selon Grajales, ce nouvel intérêt pour la terre et ses ressources résulte d'un usage politique du post-conflit⁸⁴². En effet, en définissant le foncier et le domaine agricole comme une des priorités du post-conflit, le gouvernement colombien redéfinit un domaine prioritaire d'action publique ; il faut à présent « développer » ces territoires pour garantir la paix.

Cela pourrait représenter un atout pour les organisations paysannes qui luttent pour remettre en avant la question agraire, cependant, les perspectives gouvernementales s'opposent radicalement aux revendications défendues par les paysans. Pour les organisations paysannes que nous avons rencontrées, la politique de restitution doit aller de pair avec une réflexion sur la politique agricole en général. Or, ces deux questions – restitution et politique agricole nationale – sont distinctes pour le gouvernement colombien. D'un côté, il existe une politique de restitution aux « victimes » et aux « vulnérables » (dans une logique de patrimonialisation, identifiée par Jacobo Grajales) et, d'un autre côté, il s'agit de « développer » les autres portions du territoire (logique de marchandisation). Les revendications paysannes mettent, au contraire, en avant le besoin de repenser le système économique et les conceptions du développement. Tout l'enjeu pour les acteurs locaux est de continuer à lier la question de la « pacification » (victimes, restitution et protection des populations) au débat sur le modèle économique (politique agricole et alimentaire, développement des territoires et répartition des ressources). Ils cherchent ainsi à éviter une « paix libérale » qui associerait démocratie et économie de marché⁸⁴³.

On observe ainsi un conflit autour la définition de la situation de post-conflit⁸⁴⁴. Dans ce conflit définitionnel, l'État colombien n'est ni faible ni failli, et les gouvernements successifs, qu'ils aient opté pour une solution armée du conflit (comme le président Alvaro Uribe) ou finalement pour la voie de la négociation (comme le

⁸⁴² Jacobo Grajales rappelle que l'usage d'une rhétorique de la paix a permis d'affirmer le leadership de Juan Manuel Santos, le « candidat de la paix ». GRAJALES Jacobo, « Land grabbing, legal contention and institutional change in Colombia », *Journal of Peasant Studies*, vol 42, n° 3-4, 2015, p 541-560.

⁸⁴³ LEFRANC Sandrine, « Convertir le grand nombre à la paix... Une ingénierie internationale de pacification », *Politix*, n°80, 2007, p 7-29, p 8.

⁸⁴⁴ David Garibay et Juan Carlos Guerrero Bernal ont montré les différentes interprétations de la crise colombienne par la « communauté internationale ». On peut imaginer que l'identification d'une situation de « post-conflit » sera soumise aux mêmes processus que ceux analysés par les auteurs. GARIBAY David, GUERRERO BERNAL Juan Carlos, « Identifier et interpréter une "crise extrême"... », *Op.cit.*

président Juan Manuel Santos) ont eu à cœur de faire de la paix une source d'essor économique.

Dans ce contexte de transition, l'aide internationale joue un rôle particulier, puisque de nombreux acteurs ont investi dans des missions de développement à plus ou moins long terme dans le pays. Cependant, la solidarité doit trouver sa place. Dans une étude sur l'expérience européenne de coopération pour la construction de la paix en Colombie, Dorly Castañeda, montre que l'UE a eu du mal à maintenir sa coopération dans certaines zones en conflit⁸⁴⁵. Selon elle, « l'expérience de l'Union Européenne en Colombie a apporté des réponses à quelques questions et a montré les limites des programmes d'aide publique au développement dans les régions en conflits notamment lorsque l'État récipiendaire est assez fort pour exiger un alignement [de la coopération] sur ses politiques de lutte contre la guérilla »⁸⁴⁶. La création récente d'une agence gouvernementale pour orienter la coopération internationale en Colombie renforce cette impression.

Réorienter la coopération internationale en Colombie après les accords de paix

Depuis 2010, le gouvernement colombien s'intéresse de plus près aux orientations de la coopération internationale en Colombie et souhaite orienter la solidarité vers des projets de développement cohérents avec les objectifs nationaux. En tant qu'État bénéficiaire, la Colombie cherche également à montrer aux bailleurs internationaux que le pays est en mesure de canaliser l'aide au développement. L'appropriation de l'aide par les acteurs nationaux est une des évolutions notables des politiques de développement international selon Olivier Nay⁸⁴⁷. La déclaration de Paris en 2005 confirme ces évolutions en reconnaissant la légitimité des pays à décider des priorités de développement. La Colombie n'est cependant pas un État bénéficiaire comme les autres. Défini par la Banque Mondiale comme un pays à revenu intermédiaire, la Colombie dispose des moyens humains, financiers et techniques pour mettre en œuvre des programmes de développement.

⁸⁴⁵ CASTAÑEDA Dorly, *The european approach to peacebuilding...*, *Op.cit.*,

⁸⁴⁶ *Idem.*, p 193. Traduction Personnelle.

⁸⁴⁷ NAY Olivier « Chapitre 5. Les politiques de développement... », *Op.cit.*, p 149-150

L'organisme en charge d'assurer la gestion de la coopération internationale, ACCION, a été supprimé en 2011, pour être remplacé par une agence gouvernementale de coopération, APC Colombia. Son rattachement à la présidence de la République marque un tournant important, celui d'inscrire la coopération internationale dans l'agenda présidentiel et de la considérer comme un élément de la politique étrangère du pays. L'APC Colombia poursuit alors deux objectifs. Le premier est de faire converger la coopération internationale à destination de la Colombie avec le Plan National de Développement (PND, un document stratégique qui réunit les politiques publiques prioritaires pour chaque mandat présidentiel). Le deuxième objectif consiste à affirmer la position de la Colombie comme un pays donateur. En effet, une des priorités mentionnées dans le PND de 2010-2014 est « l'importance internationale de la Colombie sur les marchés internationaux, dans les relations internationales et dans l'agenda multilatéral du développement et de la coopération »⁸⁴⁸.

Pour la période 2007-2010, le plan stratégique pour la coopération internationale définit trois principaux objectifs : les objectifs du millénaire pour le développement, la « lutte contre le problème mondial des drogues » et la protection de l'environnement, et la « réconciliation et la gouvernementabilité »⁸⁴⁹. Pour 2012-2014, les priorités de la coopération sont plus nombreuses et portent sur la gestion des risques pour les populations affectées par des désastres naturels, la « prospérité démocratique »⁸⁵⁰, une croissance économique équitable et compétitive, la gouvernementabilité et enfin l'attention aux victimes, la réconciliation et les droits de l'Homme⁸⁵¹.

Ces objectifs ne semblent pas tout à fait correspondre à ceux énoncés par les acteurs internationaux et notamment les ONGI qui travaillent en Colombie. On remarque notamment l'absence de toute référence au développement des campagnes. Certaines priorités définies par l'agence gouvernementale sont en contradiction avec les revendications exprimées par les acteurs locaux. Ces derniers remettent directement en

⁸⁴⁸ DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, República de Colombia, *Plan Nacional de desarrollo 2010-2014*, Imprenta Nacional de Colombia, 2011, p 23.

⁸⁴⁹ NIVIA-RUIZ Fernando, RAMOS HENDEZ Ivonne, « Balance de la Cooperación Internacional... », *Op.cit.*

⁸⁵⁰ Cette notion n'est pas clairement définie mais constitue le slogan du PND pour la même période.

⁸⁵¹ *Idem* p 98. L'APC détermine également les priorités de l'aide octroyée par la Colombie (sur la base de ce que le pays considère comme étant de son expertise): sécurité, environnement et développement durable, réconciliation et attention intégrale aux victimes, réintégration et mémoire historique, gestion publique et bon gouvernement, développement productif, culture, sport, éducation et promotion de la protection sociale.

cause la conception du développement du gouvernement colombien, et par conséquent son Plan National de Développement. Les priorités du PND de 2010-2014 sont énoncées en trois axes : l'innovation, la compétitivité et la productivité, et le dynamisme des secteurs « locomotives ». Les secteurs « locomotives du développement » (au nombre de 5) dont le secteur agricole et minier-énergétique sous-entendent des politiques publiques antinomiques avec la conception du développement des territoires des organisations paysannes. La solution pour l'alimentation du pays doit, selon le PND, passer par une intensification des rendements des cultures et par une industrialisation des zones rurales. La politique agricole est ainsi résolument ancrée dans une dynamique internationale puisqu'il est question de renforcer la compétitivité des produits agricoles colombiens sur les marchés internationaux⁸⁵². L'octroi des concessions minières et pétrolières dans des zones où la propriété de la terre n'est pas formalisée et où sont en cours des processus de restitution, est un risque pour les populations paysannes⁸⁵³. La locomotive minière-énergétique est confirmée dans le PND 2014-2018. La « compétitivité et les infrastructures stratégiques » représentent un axe central de développement avec plus de 25% du budget prévisionnel⁸⁵⁴.

La volonté de l'État colombien d'orienter davantage les ressources de la coopération internationale implique des difficultés pour faire parvenir cette solidarité aux acteurs locaux que nous avons rencontrés. Les thématiques prioritaires et la formulation des objectifs de développement du gouvernement colombien sont contradictoires avec les revendications mises en avant par les organisations paysannes.

⁸⁵² La locomotive agricole est justifiée comme suit : « Le secteur agricole reflète notre désir et notre engagement de profiter de la richesse et de l'énorme potentiel des campagnes colombiennes pour faire un réel saut économique et social dans les zones rurales du pays, à travers la création d'emploi formel et le développement d'entreprises réussies. Considérant la croissance de la demande mondiale d'aliments et les perspectives de prix élevés des *commodities* pour les prochaines décennies, [et cela] ajouté aux avantages comparatifs que détient la Colombie dans ce secteur, il est indéniable que nous sommes devant une opportunité que nous ne pouvons pas perdre. La prochaine étape sera de transformer ces avantages comparatifs des campagnes colombiennes en avantages compétitifs, et de cette manière passer à un secteur agroalimentaire de taille mondiale qui mène à plus d'emploi et à moins de pauvreté pour la population rurale ». DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, República de Colombia, *Plan Nacional de desarrollo*, ...*Op.cit*, p 66. Traduction personnelle.

⁸⁵³ On renvoie ici le lecteur aux cartes présentées en introduction de ce travail, qui mettent en valeur les concessions d'exploration et d'exploitation demandées et octroyées dans les territoires des communautés afro-descendantes et dans la zone de réserve paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra.

⁸⁵⁴ De ces 25%, 42% est attribué à un objectif nommé « développement minier-énergétique pour l'équité régionale », Projet de loi Plan National de Développement 2014-2018 « Tous pour un nouveau pays », 2015, p 2. Les calculs sont de nous sur la base des budgets présentés dans l'article 5. Plan national d'investissement public.

Une avocate de l'ACVC explique qu'il est plus facile pour l'association d'obtenir des fonds de la coopération internationale plutôt que de solliciter l'aide de l'agence présidentielle⁸⁵⁵. Tout d'abord, les appels à projets internationaux sont plus simples à rédiger que ceux exigés par l'agence gouvernementale. De plus, selon elle, l'agence gouvernementale demande beaucoup de justificatifs par rapport aux acteurs internationaux, notamment des preuves de solvabilité qu'une association paysanne peut difficilement fournir. L'APC réalise également des audits, qui, selon elle, sont extrêmement sévères. Elle explique qu'il faut faire preuve d'une grande minutie pour rédiger les projets pour l'APC et prendre garde aux subtilités juridiques qui amèneraient à conditionner l'ACVC. Enfin, elle confie que les ressources internationales leur permettent d'être plus indépendants que s'ils recevaient de l'argent de cette agence⁸⁵⁶.

Les inquiétudes des ONGI en Colombie : le conflit social continue

« Faites leur comprendre à nos dirigeants que ce n'est pas encore la paix en Colombie ! ». C'est ainsi que le responsable d'Amnesty International France s'adresse à Enrique et Omaira, en 2015. Réfugiés en Europe, les deux leaders du Curvaradó cherchent à alerter sur les menaces qui pèsent sur leurs familles ainsi que sur les risques d'accaparement de leurs terres. Le passage en France de ces membres des communautés afro-descendantes est l'occasion pour les ONG françaises et internationales qui les accueillent de remobiliser sur la situation colombienne. Elles souhaitent rappeler à leurs bailleurs, mais aussi à leurs militants, la prégnance du conflit en Colombie. Elles mettent en exergue le fait que la situation dans les campagnes reste alarmante malgré le processus de transition en cours. En 2014, Amnesty International a d'ailleurs publié un rapport intitulé « Un titre de propriété ne suffit pas »⁸⁵⁷ qui dresse un premier bilan de la restitution des terres en Colombie (à peine 1% des terres restituées en 2014). Le rapport

⁸⁵⁵ Entretien avec une avocate de l'ACVC, octobre 2013, Barrancabermeja et discussions informelles avec celle-ci au cours du terrain.

⁸⁵⁶ Cependant, elle rappelle que l'ACVC a de très bonnes relations avec l'INCODER (l'Institut colombien de développement rural) qui finance en partie le projet de développement de la zone de réserve paysanne, et que l'association connaît plusieurs fonctionnaires qui soutiennent leurs propositions. La méfiance vient donc particulièrement de l'APC.

⁸⁵⁷ AMNESTY INTERNATIONAL, *Un título de propiedad no basta, por una restitución sostenible de tierras en Colombia*, Londres, 2014.

met en lumière les très nombreux obstacles sécuritaires, institutionnels et politiques à l'indemnisation des victimes ainsi qu'au retour des paysans. Ce bilan cherche à contrebalancer l'engouement international autour de deux mesures importantes prises par le gouvernement colombien en 2011, la loi des victimes et la loi sur la restitution des terres.

Les inquiétudes des organisations paysannes sont en partie reprises par leurs partenaires internationaux. Les observations que nous avons menées lors de la présence d'Enrique et d'Omaira en France nous ont permis d'appréhender ces inquiétudes. Pour PBI, la période de négociation de paix a eu pour conséquent la baisse constante de ses effectifs de terrain. Ces derniers sont passés de quarante volontaires en moyenne à vingt volontaires en 2015. La responsable de PBI France explique cette baisse par la réduction importante de leurs financements, selon elle, les bailleurs jugent que « ces questions » sont moins importantes qu'avant. Cependant, entre 2012 et 2016 de nombreuses ONG colombiennes n'ont cessé d'alerter sur une hausse des menaces à l'encontre des leaders sociaux, syndicalistes, leaders paysans, indiens, afro-descendants, travailleurs sociaux, journalistes, etc. Les répercussions de ces baisses de financement sont immédiates, et elles ont des conséquences directes sur l'activité des organisations paysannes. En effet, lors de nos derniers terrains dans le Chocó, certaines réunions des communautés afro-descendantes n'ont pas pu être réalisées car il n'y avait pas assez de volontaires internationaux pour accompagner les leaders. L'équipe de PBI d'Apartadó a atteint ses niveaux de saturation, alors même que les menaces à l'encontre de certains leaders du Curvaradó étaient plus importantes, comme en témoigne l'exil forcé d'Enrique et d'Omaira. Pour Dany, volontaire de PBI à Apartadó le « discours sur le post-conflit » ne correspond pas à la réalité du terrain, et cela représente un risque pour les leaders car ce discours rend moins visible « la guerre qui se vit au niveau local »⁸⁵⁸.

Les rapports du bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (plus connu sous son sigle anglo-saxon OCHA), vont également en ce sens. Ils dressent une liste de recommandations pour la communauté internationale, pour

⁸⁵⁸ Discussion informelle avec Dany, membre de PBI, Curvaradó, octobre 2014.

éviter que ces acteurs ne se désengagent⁸⁵⁹. Dans son rapport de janvier 2015, le bureau montre que le retrait trop rapide de l'aide internationale humanitaire pourrait compromettre la paix dans des zones encore très instables. Le rapport d'août 2016 liste plus précisément les préoccupations des acteurs internationaux : la transformation des formes de violences⁸⁶⁰, la persistance et la recomposition de groupes armés paramilitaires (notamment les Autodéfenses Gaitanistes de Colombie) dans les zones stratégiques de productions illicites et de mines illégales, l'intensification des actions de la guérilla de l'ELN, ainsi que le maintien de flux de déplacés dans le pays⁸⁶¹.

Face à cette situation, les membres des ONG réunies autour de réseau France Colombie Solidarités estiment qu'il faut repenser l'action solidaire depuis la France. Dans une conférence à Paris en 2015 et entouré de militants et de différents responsables d'ONG françaises, un des membres du réseau pose la question suivante : « comment continuer à parler de la Colombie à des responsables politiques qui pensent que la Colombie est déjà en paix ? ». Il explique que la signature des traités de libre-échange entre la Colombie et l'Union Européenne a suscité de forts mouvements sociaux d'opposition dans tout le pays. Selon lui, « il faut faire le lien entre ce qui se passe au local et à l'international » et on ne peut différencier les problèmes « du Nord » de ceux « du Sud ». Il évoque alors le « déficit démocratique » en France et en Colombie, en effet, le traité a été ratifié et décidé sans l'avis des Français et des Colombiens. Une des solutions peut être de sensibiliser les entreprises françaises qui ont l'intention d'investir prochainement en Colombie à la situation des populations locales. Ce militant insiste sur le fait que la Colombie « a fait une très bonne pub » et que la France va chercher à valoriser ses relations commerciales avec la Colombie. Il interroge de nouveau les participants à cette conférence : « comment peut-on signer ce genre de traité avec un

⁸⁵⁹ « Les acteurs humanitaires internationaux reçoivent très souvent des pressions pour une sortie anticipée du pays, ce qui compromet la protection de la population civile (...). La diminution précipitée de l'aide humanitaire dans les scénarii post-conflit provient souvent des pressions de trois acteurs différents : les gouvernements, les donateurs et les médias. » OCHA, « La dimensión humanitaria tras los acuerdos de paz: propuestas para la comunidad internacional en Colombia », rapport janvier 2015, p 7. Traduction personnelle.

⁸⁶⁰ Les formes de violence les plus répertoriées sont l'augmentation des menaces et des intimidations à l'encontre des leaders locaux, aux réclaments de terre, et aux communautés récemment retournées. Le rapport pointe également l'importance des disparitions forcées. Pour l'année 2013, le Comité International de la Croix Rouge comptabilise plus de 7500 nouveaux cas de disparitions.

⁸⁶¹ Si les déplacements ne sont plus massifs, les déplacements individuels persistent. Entre novembre 2012 et septembre 2014 l'OCHA estime que chaque mois 15100 personnes ont été déplacées de leurs lieux de vie (soit 347 286 déplacés sur cette période). OCHA, « La dimensión humanitaria tras los acuerdos de paz:... », *Op cit.*

pays encore en conflit ? ». Ce plaidoyer a en partie été repris par les leaders du Curvaradó lors de leur entrevue avec le rédacteur Colombie du ministère des Affaires Etrangères français quelques jours plus tard. Enrique a ainsi tenté de rappeler que la Colombie n'est pas un pays sûr malgré la sureté proclamée des investissements.

La perspective de la fin du conflit armé implique une redéfinition de la solidarité internationale en faveur de la Colombie. Les ONGI craignent un désengagement trop rapide qui serait préjudiciable aux acteurs locaux, tandis que le gouvernement colombien tente d'orienter la solidarité vers d'autres objectifs de développement. Les différentes conceptions du « post-conflit » rendent ainsi compte des intérêts divergents des acteurs. La « pacification » des campagnes s'accompagne également d'une redynamisation des mobilisations collectives en Colombie. Pour les acteurs locaux, le conflit social et politique ne fait que commencer.

Des acteurs locaux tournés vers l'échelle nationale

Pour les organisations paysannes qui ont souffert du conflit armé, les dialogues de paix ont été une opportunité pour rendre visible leur situation dans le contexte national. Elles se sont progressivement manifestées sur la scène colombienne, *via* des mobilisations de grande ampleur et par différentes formes de participation et de politisation. Longtemps stigmatisées, les organisations paysannes affirment plus clairement leurs revendications face à l'État colombien et elles mettent en valeur la construction d'alternatives locales. La solidarité internationale a joué un rôle important dans l'accompagnement de ces collectifs, puisque les leaders paysans ont aujourd'hui plus de compétences pour se mobiliser au-delà de leurs espaces locaux. Le « renforcement des capacités », tant recherché par les acteurs internationaux s'illustre à travers le rôle que jouent les organisations paysannes aujourd'hui en Colombie.

Cette dernière partie invite à repenser les buts de la solidarité internationale pour les acteurs locaux, ainsi que l'articulation possible entre des solidarités internationales fragmentées et les projets de développement définis par les organisations paysannes locales.

Des causes paysannes trop radicales pour leurs partenaires internationaux

Pour les acteurs locaux, les actions de solidarité internationale pourraient présenter un bilan mitigé. En effet, les causes paysannes sont très peu relayées au niveau international : quelques leaders paysans voyagent pour sensibiliser à l'étranger mais ces rencontres ne permettent pas toujours de transmettre les causes défendues au niveau local. La politisation croissante des organisations paysannes ne s'est pas reflétée dans les discours et dans les pratiques des acteurs internationaux. Dans les campagnes colombiennes, les projets de développement sont dispersés et la solidarité ne correspond pas toujours à la manière dont les acteurs locaux envisagent leur développement et leur territoire. Certains de ces projets sont parfois contradictoires avec leurs revendications. Les acteurs internationaux qui soutiennent plus directement les revendications paysannes (territoire, justice sociale et remise en cause du « développement néolibéral ») sont des structures internationales plus petites (associations, groupes de soutiens, petites ONGI, réseaux de militants, etc.). Ces organisations ont moins de moyens financiers pour soutenir concrètement les initiatives paysannes. Les revendications locales ne correspondent pas aux agendas des OI et des ONGI plus importantes, ni au langage des experts du développement. La « radicalité » des revendications des communautés afro-descendantes et de l'ACVC est peu relayée au-delà du cadre colombien. Deux aspects de ces revendications sont particulièrement identifiés comme « radicaux » : la critique de l'État et la remise en cause du système économique. Il est par conséquent difficile d'envisager que ces causes puissent être reprises par des acteurs internationaux eux-mêmes soutenus et financés par des États.

Ce constat est également celui que réalise Marc Edelman dans ses travaux sur la construction de la déclaration des droits des paysans aux Nations Unies⁸⁶². Différentes organisations paysannes ont initié cette reconnaissance, sous l'impulsion de la Via Campesina et suite aux expériences de la déclaration de l'ONU sur les peuples autochtones en 2007. Cependant, la définition des « droits des paysans » pose problème.

⁸⁶² EDELMAN Marc, « Définir “le paysan” au sein du Conseil pour le Droits de l'Homme des Nations Unies », Conférence dans le cadre du séminaire co-organisé par l'association aGter (Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles) et l'EHESS, Paris, le 31 mars 2014.

Plusieurs voix s'opposent à la reconnaissance de droits particuliers aux paysans. Ces oppositions rappellent qu'il existe des cadres juridiques qui protègent déjà les droits de l'Homme et par conséquent les populations rurales. En prenant appui sur la protection des « populations vulnérables », la délégation paysanne tente alors, sur le modèle de la déclaration des peuples autochtones, de faire reconnaître la culture paysanne et l'existence d'une situation « vulnérable ». Suite aux crises alimentaires mondiales de 2008, les organisations paysannes sont parvenues à mettre en avant un « droit à l'alimentation », un des droits économiques les moins controversés. C'est par cette question que la Via Campesina a entamé son travail de lobbying auprès des institutions internationales. Cependant, lorsque les discussions évoluent vers des questions économiques, le groupe de travail sur la déclaration des paysans a rencontré les oppositions de nombreux États membres. Selon Marc Edelman, le cadrage du débat en termes de « droit de l'Homme » (et le fait que tout ce processus soit une prérogative du conseil des droits de l'Homme de l'ONU) rend difficile la remise en question du système économique par les organisations paysannes⁸⁶³. De plus, les questions de politique agricole sont traitées de manière isolée des questions de développement. Par exemple, Marc Edelman explique que certaines notions posent des problèmes de définition en droit international⁸⁶⁴. C'est le cas du « droit de rejet » de projets de développement qui porteraient atteinte aux territoires des paysans, ou encore de la notion de « revendication territoriale ». Enfin, les demandes des organisations paysannes de réfléchir à une fixation des prix des produits agricoles n'ont trouvé que très peu de soutiens au sein des Nations Unies.

Les solidarités internationales comme moyen de lutte au niveau national

Comment les paysans colombiens parviennent-ils à continuer leurs luttes locales et politiques à partir des soutiens internationaux qu'ils reçoivent ? Les mesures de solidarité au cas par cas ne résolvent pas la tension des demandes politiques des organisations paysannes. Leurs revendications en termes de « droit » se dirigent vers le

⁸⁶³ *Ibidem.*

⁸⁶⁴ *Ibidem.*

cadre juridique colombien. Pour Bruno Lautier, les solutions « au cas par cas » apportées par les politiques publiques libérales en Amérique Latine ne parviennent pas à apaiser la tension politique induite par des demandes de citoyenneté qui sont éminemment collectives⁸⁶⁵.

Tout au long de ce travail nous avons pu appréhender de diverses manières la solidarité internationale. Nous postulons que les paysans colombiens s'accommodent de ces solidarités fragmentées et cherchent à utiliser ces soutiens pour continuer leurs luttes au niveau national. D'une part, la solidarité internationale permet aux paysans de continuer à exister en tant qu'organisations collectives. D'autre part, elle leur octroie des garanties de crédibilité et de légitimité leur permettant de poursuivre leurs luttes à d'autres niveaux. Ainsi, l'*empowerment* réel des organisations paysannes est à trouver dans l'usage qu'elles font des solidarités internationales pour mettre en avant leurs revendications sur la scène colombienne. L'apparente neutralité des acteurs internationaux de la coopération permet également d'assurer la sécurité des leaders dans leurs activités militantes.

Les acteurs locaux adaptent les soutiens internationaux à leurs revendications, ils tissent des liens pragmatiques pour obtenir des ressources et politisent ces soutiens aux niveaux local et national. Les organisations paysannes tentent alors de maintenir le flux des solidarités, en sensibilisant, lorsque cela est possible, à leur situation. Elles investissent davantage leurs orientations politiques sur la scène nationale. La solidarité internationale n'est pas envisagée par les acteurs locaux comme un outils de changement au niveau local, cependant c'est un moyen de lutte pour renforcer des collectifs, qui, sur la scène politique colombienne, estiment pouvoir peser sur leur gouvernement.

Pour Jesus, leader de la communauté de paix de San José de Apartadó, la construction de solidarités a entraîné un changement profond des mentalités. Lorsque nous rencontrons Jésus à Apartadó⁸⁶⁶, il doit ce jour-là serrer la main du Président de la

⁸⁶⁵ Dans un article qui retrace la genèse des politiques publiques de lutte contre la pauvreté en Amérique latine, Bruno Lautier montre leur croissante dépolitisation et l'avènement d'une « hégémonie du consensus ». LAUTIER Bruno, « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique Latine », *Revue Tiers Monde*, n° 214, 2013, p 169-186.

⁸⁶⁶ Notes à partir du carnet de terrain, Apartadó, Mai-Juin 2013. En attendant notre départ pour le Curvaradó et le Jiguamiandó nous passons une semaine dans la maison de l'équipe de terrain de PBI à Apartadó. C'est au cours de ce bref séjour que nous visitons la communauté de paix de San José de Apartadó et échangeons avec quelques

République pour recevoir des excuses officielles de l'État colombien. La communauté de paix est constituée par des paysans qui revendiquent leur neutralité dans le conflit à la fin des années 1990. Mais ses habitants ont été victimes de nombreuses exactions des différents groupes armés et notamment de la force publique⁸⁶⁷. Le cas de cette communauté est un des plus médiatisés en Colombie, c'est un symbole de résistance qui s'est également exporté à l'étranger. La communauté de paix a suscité l'émoi et la solidarité de nombreuses ONGI. Après avoir voyagé dans de nombreux pays pour sensibiliser sur la situation de la communauté de paix, Jesus tire des conclusions assez sceptiques quant aux effets directs de cette visibilité. Selon lui, ses voyages et ses rencontres avec divers acteurs de la solidarité internationale n'ont pas eu les effets escomptés sur le gouvernement colombien, puisque la communauté est toujours stigmatisée et les paramilitaires continuent de menacer les habitants. Il se dit « réaliste » sur l'internationalisation de la communauté de paix. Cependant, il nous explique que même si les effets ne sont pas directs, il est essentiel pour l'organisation locale de saisir ces espaces de communication au niveau international pour exprimer la voix de la communauté. Selon Jesus, l'enjeu est de pouvoir donner sa version, la « vraie » version des faits, la vision des paysans. Il pense que ces actions de sensibilisation ont contribué, sur le long terme, à créer de nouvelles relations au niveau national, notamment avec l'État colombien. Les excuses officielles ne vont pas changer la situation des paysans de San José de Apartadó, mais ces démarches ont motivé la lutte locale. En effet, tout le travail d'internationalisation a aussi permis à sa communauté de rencontrer des universitaires, des professionnels, y compris dans son propre pays, des personnes que Jesus n'aurait jamais pu contacter sans « ce saut » à l'international.

La dimension internationale n'occupe pas toujours la place que l'on pensait au sein des collectifs et ne poursuit pas les buts imaginés au début de l'enquête. En effet,

uns des leaders paysans. Jesus est en quelque sorte notre premier enquêté du Chocó, et sa réflexion sur la solidarité internationale a empreint notre démarche dans cette partie du pays.

⁸⁶⁷ La communauté de San José de Apartadó s'est créée en 1997 suite aux violences des opérations paramilitaires et militaires en Urabá. La communauté refuse alors de se déplacer et se revendique comme « communauté de paix ». En 2005, huit personnes sont assassinées et démembrées, dont trois mineurs et le leader Luis Eduardo Guerra. En mars 2010, le capitaine de l'armée Guillermo Gordillo est condamné à 20 ans de prison pour ces faits. En juin 2012, quatre autres militaires ont été condamnés pour ce massacre. La communauté continue de dénoncer les intérêts fonciers des entreprises palmicultrices dans la région. Elle dénonce également les rapports qu'entretiennent les forces de l'ordre avec les paramilitaires qui continuent de menacer les habitants.

s'internationaliser induit tout d'abord de pouvoir construire une lutte collective et de comprendre les mécanismes d'oppression et d'accaparement à l'œuvre. Construire des solidarités internationales consiste aussi, pour les paysans, à se faire des alliés et à renouveler l'action collective. En définitive, pour les paysans colombiens, le niveau international sert surtout à devenir et à rester acteur sur une scène nationale qu'ils jugent comme étant l'échelle pertinente. Cette perspective peut être bénéfique pour repenser le lien de solidarité internationale dans un contexte actuel de transition.

Articuler revendications paysannes et projets de développement territorial

Appréhender la solidarité internationale à travers ses pratiques et les perceptions qu'en ont les acteurs locaux permet de repenser le rôle de cette action internationale dans un contexte de « post-conflit ». L'échelle de l'action collective et l'échelle de la mise en place des projets sont deux éléments qu'il convient d'articuler.

Les experts en développement s'opposent régulièrement sur la taille pertinente des projets de développement, entre les défenseurs des projets de petite taille, qui permettent de tester l'efficacité concrète de l'aide, et ceux qui postulent que ces derniers doivent être articulés à des programmes plus larges⁸⁶⁸ (avec des planifications nationales coordonnées). Les acteurs locaux que nous avons rencontrés s'intéressent plus particulièrement à la dimension *territoriale* des projets. La pertinence des projets de développement n'est pas perçue en termes de taille des programmes mais plutôt au prisme de leur impact au niveau du territoire.

Le territoire constitue à la fois un lieu de vie, de production et de socialisation. Par conséquent, il représente l'échelle pertinente pour penser et mettre en œuvre le développement. Le territoire correspond aussi à un espace cognitif sur lequel les acteurs

⁸⁶⁸ Dans un article sur les politiques de développement Olivier Nay met en avant les différentes critiques élaborées par le monde académique « ils [un nombre croissant d'universitaires] condamnent les politiques bureaucratiques, élaborées au sommet des organisations. Ils prennent le contre pied des arguments avancés par un grand nombre d'experts internationaux sur le nécessaire passage de la logique du projet (expérience locale) à celle du programme (planification nationale pluriannuelle). Le débat a été lancé par de jeunes économistes (comme A.Banerjee, M.Kremer ou E.Duflo) proposant des méthodes empiriques permettant de tester l'efficacité concrète de l'aide sur le terrain (...). » NAY Olivier « Chapitre 5. Les politiques de développement... », *Op.cit.*, p 161.

projetent leur futur, au-delà des logiques administratives. Les revendications des organisations paysannes ne prennent ainsi sens qu'à l'échelle du territoire. La zone de réserve paysanne et l'espace des bassins de Jiguamiandó et de Curvaradó sont des territoires au sein desquels se construisent, à différents rythmes, des initiatives. Les leaders paysans se sont également investis de diverses manières à l'échelle nationale pour protéger ces initiatives. La remise en cause du programme national de développement s'articule ainsi avec une valorisation des plans territoriaux.

Enfin, ces territoires sont aussi des zones clés pour la transition du pays, comme en témoigne le choix d'y établir des zones « veredales transitorias de normalización » (des zones rurales transitoires de normalisation), des villages choisis pour faciliter le rendu des armes des guérilleros des FARC et leur réintégration à la vie civile. Pour les acteurs locaux que nous avons rencontrés, la fin du conflit armé ne signifie pas pour autant la fin du conflit social et politique. Ils souhaitent que les mécanismes de « construction de la paix » ne dépolitisent pas les mobilisations paysannes. Ils s'investissent ainsi dans l'élaboration de ce qu'ils appellent une « pédagogie de la paix » au niveau local afin de continuer à mobiliser les paysans sur des questions économiques et sociales et à jouer leur rôle d'intermédiaire entre les zones rurales et le reste de la société colombienne.

En investissant de cette manière l'espace national et en revendiquant leur attachement à leurs territoires, ils redéfinissent les frontières de l'action publique, ainsi que celle de la solidarité internationale. La notion de territoire, mise en avant comme une revendication, comme un espace pour penser l'action, mais aussi considéré comme un étendard par le mouvement paysan national, nous permet de nourrir la réflexion sur le développement dans ces zones rurales.

Conclusion section 3

La perspective d'un post-conflit implique de repenser la solidarité internationale en Colombie, notamment parce que c'est la situation de conflit armé qui l'a suscitée. Entre 2012 et 2016 nous avons pu percevoir ces changements progressifs.

D'un côté, les acteurs internationaux regardent avec inquiétude leurs budgets et leurs effectifs diminuer. Ils tentent de sensibiliser leurs bailleurs sur le fait que la

construction de la paix sera longue. D'un autre côté, le gouvernement colombien tente de réorienter la coopération internationale pour la faire converger avec ses objectifs de développement. La paix est ainsi envisagée comme une opportunité économique et commerciale. Dans ce contexte, les discours de tous ces acteurs sur le développement et la question des terres, rassemblent en réalité des conceptions parfois antinomiques.

Les organisations locales renforcent leur présence au niveau national, en mettant en avant leurs revendications de différentes manières, et en développant des alternatives au niveau local. Elles utilisent ainsi les ressources symboliques et financières acquises grâce à la solidarité internationale pour jouer un rôle sur la scène politique colombienne. La solidarité internationale devient ainsi un moyen de lutte pour peser dans la construction de la paix en Colombie et pour la défense du territoire.

CONCLUSION CHAPITRE 7

Au cours de ce chapitre nous avons souhaité analyser la mise en pratique de la solidarité internationale auprès des acteurs locaux colombiens et interroger les formes de pragmatisme et de politisation dont les paysans font preuve. La solidarité internationale apparaît comme pragmatique en ce sens qu'elle n'est observable qu'à travers des situations particulières. Il est par conséquent difficile de généraliser ces processus. Cependant, le fait qu'elle soit pragmatique ne signifie en aucun cas qu'elle soit apolitique⁸⁶⁹ puisque les interactions entre acteurs permettent *in fine* aux paysans de redéfinir les frontières de la solidarité internationale et de continuer à politiser leurs situations. Nous pouvons retenir trois éléments d'analyse au terme de ce chapitre.

En appréhendant la solidarité à travers sa mise en projets, nous avons montré que l'existence d'un espace de socialisation commun aux acteurs locaux et internationaux permet de fluidifier les relations de solidarité, et de faire converger les revendications des premiers avec les objectifs des seconds.

Cependant, en faisant la somme des soutiens internationaux reçus, la cohérence de la solidarité internationale est peu perceptible. Certains projets ne sont pas cohérents

⁸⁶⁹ SIMEANT Johanna, « Un humanitaire “apolitique” ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi » in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p 163-196.

entre eux et d'autres sont antinomiques avec les revendications défendues par les acteurs locaux. De plus, ces solidarités sont très sectorisées et conjoncturelles, alors que les acteurs locaux souhaitent mettre en place des projets plus durables et multidimensionnels sur leurs territoires. Le poids des bailleurs conditionne les organisations paysannes, en fléchissant des priorités de développement définies ailleurs et, en exigeant des collectifs qu'ils soient représentatifs de bénéficiaires vulnérables tout en étant compétents pour gérer « leur » développement.

Or, nous avons rappelé que les partenaires internationaux sont confrontés à des collectifs locaux organisés et politisés qui ont un avis sur le développement et qui privilégient certaines pratiques et conceptions des relations de solidarité. Les acteurs internationaux « bricolent » ainsi avec leurs intermédiaires locaux pour permettre de concrétiser ces solidarités lorsque cela est possible.

Le contexte d'une transition vers la paix permet cependant de s'arrêter un instant sur le but des solidarités internationales construites pendant ces années. Nous faisons le constat que les acteurs locaux concentrent leur attention sur la scène nationale qu'ils considèrent plus pertinente pour porter leurs revendications. Par conséquent, la question n'est plus de savoir si les solidarités internationales permettent aux acteurs locaux de se développer ou d'améliorer leur situation (en termes d'effectivité de l'aide). Il s'agit plutôt de comprendre le rôle que ces soutiens financiers et/ou politiques ont joué et continuent de jouer pour des acteurs mobilisés. La solidarité internationale a permis de renforcer les acteurs locaux, dans leurs compétences organisationnelles, dans leurs capacités à formuler des revendications, et dans leurs connaissances des enjeux nationaux. Elle est devenue un moyen de déplacer la lutte pour le territoire vers le niveau national.

Conclusion de la 3^{ème} partie

Les solidarités internationales ont-elles un impact pour les acteurs locaux dans leurs revendications politiques ou n'ont-elles pour eux qu'une dimension pragmatique ? Nous avons vu que les solidarités internationales qui répondent à des besoins ponctuels, précis, et sectorisés, ne peuvent avoir de conséquences directes sur la situation générale des paysans colombiens. En revanche, elles sont utilisées à des fins politiques par les acteurs locaux en ce qu'elles leur donnent les moyens matériels et renforcent leur crédibilité pour défendre leurs revendications sur la scène nationale.

C'est en effet bien à l'échelon national que la mobilisation est la plus pertinente. Les organisations paysannes se retrouvent confrontées à un dilemme : l'État censé garantir les droits conférés par la loi est perçu comme un oppresseur par les acteurs locaux. Dans ce contexte, les solidarités internationales jouent un rôle primordial, elles ne peuvent certes pas stigmatiser la politique d'un État colombien respecté sur la scène internationale mais elles contribuent à rendre visibles et à protéger les communautés locales qu'elles soutiennent, leur permettant ainsi de pouvoir continuer à se mobiliser dans leur pays.

Les acteurs locaux agissent à différents niveaux, politisent leurs revendications quand cela est possible, et s'adaptent à la diversité des relations qu'ils doivent nouer. La mise en perspective de leurs luttes locales aux différentes échelles permet justement de mettre au jour ces jeux entre pragmatisme et rapport au politique. C'est dans les manières qu'ont les acteurs locaux de lutter aux niveaux local, national et international que l'on peut analyser leurs capacités à utiliser et à s'approprier ces liens de solidarités.

Au niveau local, la construction d'alternatives plus politisées s'articulent en même temps avec de nouvelles relations avec l'État. Au niveau national, l'amorce d'un mouvement paysan de grande ampleur a mené les organisations paysannes étudiées à dialoguer avec d'autres paysans qui ne partagent pas toujours leurs conceptions du territoire, malgré une politisation plus affirmée au niveau local. Enfin, au niveau international, les acteurs locaux alternent entre un certain pragmatisme pour obtenir des soutiens et des financements et une redéfinition progressive des relations de solidarité.

La défense du territoire implique cette contradiction que seule une étude attentive de la manière dont les acteurs locaux portent leurs revendications à différents niveaux peut appréhender. En effet, les organisations paysannes que nous avons étudiées ont fait le choix de porter leurs revendications au niveau national tout en maintenant des alternatives de résistances localisées. Les paysans revendiquent à la fois un ancrage territorial très fort, avec des identités politiques et culturelles qu'ils souhaitent préserver et à la fois le maintien de divers soutiens internationaux. La solidarité internationale est en effet comprise par l'ACVC et les communautés afro-descendantes comme un moyen de lutte. Ce n'est ni une finalité en soi, ni une aide humanitaire provisoire, mais une manière pour les acteurs locaux de poursuivre leurs revendications au niveau national.

Cette troisième partie démontre ainsi l'intérêt d'étudier les acteurs locaux qui sont les bénéficiaires de la solidarité internationale, c'est à travers leurs perceptions et leurs interactions que l'on a pu saisir l'utilité des solidarités internationales comme moyen de lutte au niveau national.

Conclusion générale

Nous avons répondu, au cours de ce travail, à différentes questions : comment les organisations paysannes colombiennes parviennent-elles à construire des relations de solidarité internationale ? Comment les paysans entrent-ils en relation avec des acteurs internationaux qui évoluent dans d'autres contextes ? Comment échangent-ils et se comprennent-ils ?

Alors que la solidarité internationale est souvent abordée du point de vue des acteurs internationaux, et que les acteurs locaux sont rarement considérés comme des acteurs mobilisés, nous avons souhaité concentrer notre travail sur les relations qu'entretiennent des organisations paysannes avec la solidarité internationale. Notre thèse a consisté à comprendre le rôle des acteurs locaux dans la construction de ces relations.

L'attention particulière que nous avons portée aux perceptions des acteurs locaux et à leurs organisations nous a permis d'appréhender la solidarité internationale autrement que sous l'angle d'une aide apportée à de simples bénéficiaires. Elle nous a également permis de comprendre les mobilisations locales à l'aune de ces processus d'internationalisation.

Notre étude, à la fois micro et multi-scalaire nous a permis de saisir ce que signifient les solidarités internationales pour les paysans, et ce qu'elles induisent en termes d'adaptations organisationnelles, discursives et cognitives.

Nous avons pu voir que les changements d'échelles, entre le niveau local et le niveau international, ne suivent pas de schémas prédéfinis : d'une part, les acteurs locaux ne cherchent pas à s'internationaliser pour obtenir des soutiens étrangers susceptibles de changer leur situation et, d'autre part, la solidarité internationale ne s'impose pas à des acteurs locaux démunis. Au contraire, ces derniers agissent sur différentes échelles de mobilisation et de revendication pour porter leurs causes à ces différents niveaux par divers jeux d'appropriation, d'adaptation et de traduction. Ils se nourrissent *in fine* des apports de la solidarité internationale pour agir sur la scène nationale colombienne.

Nous avons aussi démontré qu'un ancrage local fort ne signifie pas pour autant que les mobilisations paysannes ne sont pas soumises à certains enjeux internationaux. Au contraire, les mobilisations locales subissent les conséquences de dynamiques internationales.

Ce n'est qu'en adoptant une méthode de recherche au plus près des acteurs locaux que nous sommes parvenue à ces conclusions. Notre expérience de terrain et notre rapport à l'enquête ont en effet fait évoluer notre objet de recherche, nous ont permis de comprendre la complexité des mobilisations locales et leurs rapports à certains facteurs internationaux, en particulier à la solidarité. Ce n'est qu'en se rendant actrice de notre propre objet que nous avons pu comprendre l'importance des acteurs intermédiaires dans ces relations, percevoir les difficultés dans ces rencontres entre les niveaux local et international et appréhender le jeu des acteurs sans réduire la subtilité de ces pratiques à leur aspect stratégique.

Cette conclusion s'attachera ainsi à retracer le déroulement de notre réflexion, puis à faire la synthèse des apports de ce travail. Enfin, nous présenterons les prolongements possibles de cette recherche.

Des campagnes colombiennes à la solidarité internationale : des acteurs locaux prêts à s'investir sur la scène nationale colombienne

Dans un premier temps, nous avons souhaité comprendre les dynamiques locales de mobilisation dans les campagnes colombiennes ainsi que les mécanismes de construction du collectif. Nous avons ainsi montré comment des paysans constituent des collectifs pour formuler leurs doléances et porter leurs revendications. La construction des causes locales est inspirée de contextes particuliers et d'espaces où s'entrecroisent différentes influences militantes et politiques.

La mobilisation dans les campagnes colombiennes n'est pas sans risque. Face à l'urgence humanitaire et à l'arrivée des paramilitaires dans les régions du Magdalena Medio et du Bas Atrato, les paysans se sont alors tournés vers d'autres soutiens, notamment vers des acteurs internationaux. Dans la construction de ces relations, les droits de l'Homme ont joué un rôle de premier plan, et ces influences internationales ont

eu une traduction particulière dans le contexte colombien sans que ces questions aient été transposées comme telles au niveau local.

De cette manière, nous avons cherché à prendre le contre-pied des analyses qui se résument à montrer que les acteurs locaux s'internationalisent pour peser sur leur contexte national. D'une part, les acteurs locaux utilisent leurs soutiens internationaux à différentes fins : soutiens politiques, aide humanitaire, projets de développement, actions de plaidoyers et actions concrètes d'accompagnement. D'autre part, si le « droit à la vie » exprimé localement est cohérent avec la défense des droits de l'Homme, la reformulation progressive des causes paysannes en question territoriale révèle les mécanismes d'appropriation et de réappropriation des revendications par les paysans. Ces derniers tentent en effet de canaliser de diverses manières la solidarité internationale suscitée par la situation des droits de l'Homme dans le pays. Selon leurs identités locales, les paysans de l'ACVC et les communautés afro-descendantes sollicitent différents types de soutien pour faire comprendre leur situation. Cependant, nous observons, dans ces premiers contacts, des difficultés d'interaction entre des paysans colombiens qui appréhendent leur contexte selon leurs perceptions locales, et des acteurs internationaux qui ne comprennent pas toujours la situation des campagnes colombiennes. Dans ces échanges, les acteurs locaux parviennent cependant à concrétiser des rencontres et à faire passer leur message, notamment en construisant un sens commun avec leurs interlocuteurs.

Nous avons démontré dans un deuxième temps de ce travail que ce sens commun illustre l'adaptation des acteurs locaux aux relations avec des acteurs internationaux. Le rapport des paysans à la solidarité internationale se traduit en effet au sein même des collectifs locaux, au niveau des organisations paysannes et au niveau du cadrage des discours. Afin de maintenir divers soutiens internationaux et de mieux faire passer leur message, les paysans se sont adaptés. A la formation progressive des leaders, s'ajoute l'intégration de professionnels militants au sein de l'ACVC, ou en soutien auprès des communautés afro-descendantes comme c'est le cas de l'ONG CIJYP.

L'ACVC a diversifié le profil de ses membres pour constituer différentes équipes capables d'interagir plus directement avec des acteurs internationaux, de solliciter des

financements et de gérer des projets de développement. Ces compétences sont également mobilisées par l'association paysanne pour investir la scène nationale colombienne. L'usage des savoirs locaux et professionnels ne se traduit pas de la même manière au sein des communautés afro-descendantes de Jiguamiandó et de Curvaradó. Le renouvellement des leaders traditionnels y est plus difficile dans ces territoires marqués par l'isolement et le risque sécuritaire. L'ancrage local ou la légitimité d'une certaine autochtonie (qu'elle soit afro-descendante ou paysanne) pour continuer à défendre le territoire aux niveaux local, national et international suscite des conflits internes qui se répercutent sur le cadrage des revendications. Les paysans cherchent à convaincre les acteurs internationaux tout en gardant une cohérence locale. À cette fin, ils s'approprient des discours produits dans d'autres contextes et les adaptent à leur situation. Les paysans apparaissent comme des acteurs crédibles et légitimes pour leurs interlocuteurs internationaux mais aussi nationaux. Cependant, les processus de cadrage ne sont pas sans effet sur l'identité des organisations paysannes. Certes, ces labellisations leur permettent d'être plus clairement identifiées mais elles posent problème lorsqu'elles ne sont plus cohérentes avec les perceptions locales. L'adaptation des paysans aux différents interlocuteurs, ainsi qu'à des cadrages plus généraux de leurs causes, suppose l'émergence d'acteurs intermédiaires qui font le lien entre le niveau local et le niveau international.

Les solidarités internationales ont-elles un impact pour les acteurs locaux dans leurs revendications politiques ou n'ont-elles pour eux qu'une dimension pragmatique ? C'est ce questionnement qui a plus largement concerné la troisième partie de ce travail.

Pour défendre leur territoire à différentes échelles de revendication, les acteurs intermédiaires jouent un rôle incontournable. Ils lient différents espaces et différents acteurs pour (re)mettre en avant les revendications territoriales sur la scène politique colombienne. Ce nouveau rapport au politique se traduit de différentes manières, en politisant localement les besoins mais aussi en créant de nouvelles relations avec les institutions étatiques dans des zones historiquement marginalisées. Au niveau national, l'ampleur des mobilisations agraires de 2013 a permis de mesurer la capacité des acteurs

locaux à interagir non seulement auprès d'autres collectifs paysans mais aussi de syndicats, d'ONG colombiennes et de partis politiques.

Le contexte des dialogues de paix, qui se sont déroulés de 2012 à 2016, a, en partie, permis aux paysans de réaffirmer la défense de leur territoire sur la scène politique colombienne. Ils ont ainsi pu faire valoir leur crédibilité et la légitimité de leurs revendications, des positions acquises au gré des rencontres et des échanges avec les acteurs internationaux. Cependant, la politisation des acteurs locaux ne se traduit pas dans les relations de solidarité internationale, qui restent très conjoncturelles et relativement fragmentées. Les intermédiaires paysans alternent ainsi, entre d'une part des formes de pragmatisme pour conserver leurs soutiens internationaux en accommodant aux revendications paysannes, lorsque cela est possible, les solidarités, et d'autre part, des mécanismes de politisation des alternatives locales pour asseoir leur légitimité au niveau national. Le dynamisme des mobilisations agraires, les différentes formes de politisation des communautés afro-descendantes et de l'ACVC, ainsi que la construction de nouvelles relations avec l'État colombien ont une résonance particulière dans un contexte de transition post-conflit. La solidarité internationale est devenue un moyen de lutte qui a permis de déplacer la défense du territoire vers la scène politique colombienne.

À cet égard, ce travail peut être considéré comme un apport à la sociologie des mobilisations paysannes en Colombie ainsi que comme un enseignement sur l'internationalisation des acteurs locaux et le rôle de la solidarité internationale dans ce pays.

Si ces apports sont au cœur de ce travail, ce n'est cependant qu'en liant la sociologie des mobilisations à la sociologie de la solidarité internationale que l'on parvient à d'autres conclusions, qui dépassent l'étude d'un mouvement social et l'analyse de la solidarité internationale dans un contexte donné.

L'articulation entre la sociologie de la solidarité internationale et celle des mobilisations collectives permet ici d'analyser ces rencontres. En effet, la sociologie de la solidarité internationale permet de comprendre les mobilisations paysannes en Colombie en termes de pratiques et de savoirs de développement ainsi que d'analyser les

capacités de mobilisation et de revendication en tant que « résultats » de processus de construction de solidarités internationales. On comprend mieux comment des collectifs marginalisés et menacés sont parvenus à se maintenir au niveau local pour présenter des alternatives pour le développement de leurs territoires. D'un autre côté, la sociologie des mobilisations collectives permet d'appréhender le développement autrement que par la transmission d'une aide internationale apportée à des bénéficiaires. Cette articulation nous apprend également que les acteurs locaux comprennent les questions de développement à travers une histoire particulière de mobilisation et de revendication.

La sociologie de l'international permet de rappeler que les alternatives mêmes locales sont imprégnées de logiques construites en dehors des territoires, tandis que la sociologie de l'action collective rappelle que la solidarité internationale prend un autre sens lorsqu'elle est réappropriée par des acteurs locaux dans leur contexte national.

Le mécanisme d'attribution de similarité au cœur des constructions de solidarités internationales

Nous avons défendu, tout au long de ce travail, la thèse d'une attribution de similarité entre les acteurs locaux et les acteurs de la solidarité internationale. Les relations de solidarité se construisent dans les interactions entre ces différents acteurs et dans la circulation de leurs revendications.

La distance géographique et cognitive entre les acteurs locaux et internationaux, les décalages que nous avons analysés dans les rencontres, la fragmentation des solidarités voire les incohérences avec les revendications locales montrent qu'il n'y a pas de consensus entre acteurs locaux et internationaux. Il n'y a pas d'accord sur le fond des revendications paysannes, et nous n'observons pas non plus de soutien politique des acteurs de la solidarité internationale au niveau local. Si la remise en cause du néolibéralisme peut être un cadre qui convient parfois aux échanges entre les paysans et leurs soutiens internationaux, cette solidarité ne se concrétise pas. Cependant, il n'est pas nécessaire d'obtenir un consensus pour construire des relations de solidarité. Les acteurs sont en effet parvenus à construire un sens commun.

Au cours des différentes interactions, les acteurs locaux ont construit des relations basées sur une attribution de similarité avec leurs interlocuteurs internationaux. Ils se comprennent sur une action à mettre en œuvre, sur un projet, sur une volonté de renforcer des processus de résistance locale. C'est en ce sens qu'ils luttent pour la même chose. Les acteurs internationaux se sentent solidaires des paysans colombiens dans la mesure où ils comprennent leurs revendications et ce qu'elles signifient pour les communautés locales. De leur côté, les acteurs locaux ont également pris conscience de la complémentarité des questions internationales et locales dans la défense du territoire. Cette attribution de similarité, qui permet de construire les liens de solidarité, n'est cependant identifiable qu'à travers des interactions précises entre des acteurs. Ses effets sont perceptibles dans les évolutions des acteurs locaux, dans leurs manières de s'exprimer, de s'organiser, mais aussi dans leurs capacités à se mobiliser dans différents espaces, et notamment au niveau national. En percevant la complexité du rapport des acteurs locaux à l'objet « solidarité internationale », on comprend l'usage que ces derniers en font, ainsi que les limites et les nombreux apports indirects de cet objet. La solidarité internationale permet *in fine* de redéfinir la place des paysans colombiens dans leur pays.

Le territoire : un objet carrefour pour observer la reconfiguration des acteurs locaux et la redéfinition des rapports avec l'État

Au début de notre recherche, nous souhaitions comprendre comment des organisations paysannes appréhendent le soutien de différents acteurs internationaux et comment elles parviennent, depuis des villages reculés, à les sensibiliser à leur situation. Notre objet de recherche a évolué au fur et à mesure de notre enquête et de notre réflexion. En raison des contraintes temporelles propres à l'exercice du doctorat, certains aspects de cette recherche n'ont pas aboutis mais constituent des pistes de recherche prometteuses.

La première tient plus directement à l'actualité de la signature des accords de paix en Colombie ; la deuxième consiste en une réflexion plus large sur l'objet « territoire ».

La question de l'accès à la terre et la situation des droits de l'Homme avaient appelé notre attention. Aujourd'hui, les collectifs que nous avons étudiés n'apparaissent plus aussi marginalisés. Ils sont au contraire amenés à jouer un rôle particulier dans le contexte de transition vers la paix en Colombie.

En effet, en quelques années, les mobilisations paysannes ont rendu plus visibles les questions territoriales sur la scène nationale. Entre 2012 et 2016, l'association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra s'est plus largement investie dans de nombreux espaces nationaux, notamment au sein de l'Association nationale des zones de réserve paysanne (ANZORC) et au sein du mouvement politique de la Marche Patriotique. Le développement des projets a été important dans la zone de réserve paysanne de l'ACVC comme en témoigne la création d'un label, « Eco buffalo », par l'organisation paysanne. Certains leaders de l'ACVC sont appelés à jouer un rôle clé dans le processus de réintégration des guérilleros à la vie civile, dans la défense de certaines formes d'aménagement du territoire comme les zones de réserve paysanne ainsi que dans la construction de ponts stratégiques entre les partis politiques et les paysans. De même, lorsque nous avons commencé ce travail, les zones humanitaires de Jiguamiandó et de Curvaradó rassemblaient quelques familles de résistants. Aujourd'hui, les communautés qui sont retournées sur leurs terres sont plus nombreuses. Nous avons ainsi pu suivre le retour de familles dans les bassins voisins (Pedeguita y Mansilla et La Larga Tumarado), ainsi que la construction de zones de biodiversité dans ces différents territoires. Alors que les leaders des communautés afro-descendantes insistaient sur le cadre humanitaire pour protéger leurs espaces de vie, nous avons aussi pu observer leurs évolutions rapides, leur ralliement à un processus plus large de communautés qui construisent la paix depuis leurs territoires (CONPAZ), et les diverses formes de politisation, avec notamment l'élection d'un des leaders au conseil municipal. Ces communautés, emblématiques du conflit et de ses conséquences, seront également une clé de compréhension de la transition en cours dans le pays. En effet, il sera question de la réparation des victimes du conflit, mais surtout de l'avenir de ces terres fertiles qui aujourd'hui sont toujours accaparées par des entreprises. Les terres de ces

communautés paysannes et afro-descendantes joueront un rôle clé dans la construction de la paix⁸⁷⁰.

Le post-conflit peut ainsi être envisagé comme une (re) configuration d'acteurs puisque l'accès de l'État à son territoire et la réduction de la violence comme accès à la politique produisent nécessairement de nouvelles règles du jeu, de nouvelles possibilités pour les acteurs locaux et d'autres risques. En effet, l'inscription d'une politique publique dans le cadre du post-conflit peut laisser la place à de nouvelles logiques d'appropriation des ressources foncières, minières, pétrolières, etc. en raison de l'affectation de ressources économiques et symboliques à de nouvelles priorités⁸⁷¹. A cet égard, la vision d'un « avant » et d'un « après » conflit risque de raviver des tensions locales, notamment de la part des acteurs locaux. Ces derniers entendent bien défendre à la fois leur statut de victimes du conflit qui exigent des réparations et un travail de mémoire, et à la fois leur identité de paysans qui souhaitent obtenir un titre de propriété sur leurs terres sans pour autant accepter n'importe quelles conditions.

Le Bas Atrato comme le Magdalena Medio, et plus spécifiquement nos deux cas d'étude, constituent des entrées privilégiées pour continuer à comprendre les dynamiques de mobilisation en Colombie ainsi que les reconfigurations des acteurs locaux, nationaux et internationaux dans ce pays. En effet, ces régions pleines de ressources, où l'État est historiquement absent et où les groupes paramilitaires restent très présents, ont notamment été choisies pour être des zones de transition pour les guérilleros. Les alternatives locales que nous avons présentées et la présence de citoyens mobilisés sur ces territoires en font nécessairement des points d'observation pour comprendre la situation politique colombienne.

⁸⁷⁰ JENSE David, LONERGAN Steve (dir.), *Assessing and Restoring Natural Resources In Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge, 2012 ; UNRUH Jon, WILLIAMS Rhodri, *Land and Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge, 2013 ; YOUNG Helen, GOLDMAN Lisa, *Livelihoods, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding*, New York, Routledge 2015.

⁸⁷¹ GRAJALES Jacobo, « La terre, entre guerre et paix...*Op.cit.* ; SUREL Yves, « Les politiques publiques comme paradigmes » in FAURE Alain, POLLET Gilles, WARIN Philippe (dir.), *La construction du sens dans les politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, 1995, p 125-151.

Au cours de cette recherche, nous avons également ouvert plusieurs chantiers théoriques qui méritent une plus ample attention. En abordant la manière dont les acteurs locaux conçoivent leurs revendications et leurs contextes, nous avons été confrontée à la notion du territoire. Tour à tour objet de lutte, espace imaginé de la communauté, outil de projection d'aménagement des projets, ou encore espace de vie, de socialisation et de politisation, ce terme si polysémique a retenu notre attention.

Le territoire permet de penser à la fois la question de la terre, de la production agricole et de la souveraineté alimentaire d'une population ou d'un pays, mais il permet également d'appréhender des acteurs dans *leurs* contextes, de comprendre *leurs* mobilisations ou *leurs* réactions face à des projets venus de l'extérieur. Le territoire est également une clé de lecture de la participation des acteurs locaux à l'action publique ou de la construction locale d'alternatives aux politiques mises en place par l'État sur son territoire.

La Colombie nous a permis à ce titre d'étudier les conflits induits par l'aménagement du territoire, dans un contexte où l'État est à la fois protecteur des minorités et oppresseurs des acteurs mobilisés. Or, l'accaparement des terres, qui a retenu toute notre attention au cours de ce travail, n'est pas propre à ce pays. Que ce soit dans d'autres contextes de post-conflit ou bien dans des configurations où l'État se désengage de la gestion de ses territoires, la convergence des crises financière, alimentaire, énergétique et environnementale⁸⁷² a également modifié la place des enjeux territoriaux. L'ouverture économique s'accompagne d'une adaptation des politiques publiques et modifie les rapports entre le centre et la périphérie et l'accès aux ressources.

L'échelle internationale, que nous avons appréhendée au cours de cette recherche à travers les organisations de solidarité internationale, joue un rôle important. Les acteurs locaux évoluent en effet dans « un internationalisme complexe »⁸⁷³ dans lequel leurs territoires locaux sont en interdépendance avec des dynamiques internationales qu'ils ne sont pas toujours en mesure de maîtriser. Les acteurs locaux colombiens se montrent

⁸⁷² BORRAS Saturnino, HALL Ruth, SCOONES Ian, WHITE Ben, WOLFORD Wendy, « Towards a better understanding of global land grabbing: an editorial introduction », *Journal of Peasant Studies*, 2011, vol 38, n° 2, p 209-216.

⁸⁷³ TARROW Sidney, *The new transnational activism*, Cambridge University Press, 2005.

capables d'identifier leurs adversaires et les stratégies d'accaparement des terres de ces derniers. Cette faculté tient sans doute à l'histoire du pays, à la dynamique de mobilisation historique dans les campagnes, et à l'existence de relais performants au niveau national et au niveau international. Ces éléments seront ainsi utiles dans l'analyse d'autres contextes dans lesquels des projets de grande envergure, le développement de l'*agrobusiness*, des projets miniers, pétroliers, hydroélectriques, etc. remettent en cause le lien des acteurs locaux à leur territoire en affectant leurs espaces de vie, en déplaçant des paysans d'une terre à une autre ou en imposant des choix de production⁸⁷⁴.

Les alternatives de réaction sont diverses, allant de la résistance et de la demande d'autonomies territoriales aux différentes formes d'accommodements aux lois des marchés agricoles. Il existe tout un éventail de mobilisations locales qui remettent en question l'État, en rejetant sa légitimité sur des territoires, en demandant plus de participation, en agissant sur la définition de problèmes publics, etc. Plusieurs éléments, nourris par la comparaison avec la situation colombienne, pourraient ainsi être abordés : les modalités de participation des populations locales à l'aménagement de leur territoire, les relations avec l'État (ses administrations centrales et déconcentrées mais également ses fonctionnaires), ainsi que les rapports entre les perceptions qu'ont les acteurs locaux de l'action publique et les mécanismes de politisation qu'ils développent.

L'objet « territoire », au confluent de la sociologie des mobilisations, de la sociologie de l'international et de la sociologie des politiques publiques, permet de poursuivre ces réflexions et d'ouvrir de futurs chantiers de recherche.

⁸⁷⁴ BORRAS Saturnino, FRANCO Jennifer, « Global Land Grabbing and Political Reactions “From Below” », *Third World Quarterly*, vol 34, n° 9, 2013, p 1723-1747.

Plan Détaillé

SOMMAIRE	3
REMERCIEMENTS	5
LISTE DES SIGLES	9
PREAMBULE	13
INTRODUCTION	19
POUR UNE SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA CONSTRUCTION DES SOLIDARITES INTERNATIONALES	19
<i>UN OBJET A LA FRONTIERE ENTRE SOCIOLOGIE DES MOBILISATIONS ET SOCIOLOGIE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.....</i>	<i>20</i>
Au secours des acteurs locaux ? Droits de l’Homme et développement	23
Les droits de l’Homme et la solidarité	23
Développement et critique sociale des rapports Nord/Sud.....	28
Les paysans face à la « mondialisation néolibérale » : une solidarité internationale pour une même lutte ?.....	34
Une solidarité transnationale ?.....	36
Utiliser une sociologie des mobilisations... ..	38
...attentive au contexte... ..	40
...et à l’articulation entre ancrage local et liens internationaux.	43
<i>PENSER L’INTERNATIONAL AU NIVEAU LOCAL : JEUX D’ECHELLE ET JEUX D’ACTEURS.....</i>	<i>45</i>
Saisir l’international au local : des <i>changements</i> d’échelle aux <i>jeux</i> d’échelle ...	46
Une analyse micro d’acteurs locaux.....	46
Le territoire : espace et échelle des acteurs	50
Les jeux d’échelles	52
Entre perceptions des acteurs et aspects pragmatiques.....	55
Exprimer la cause : les aspects discursifs.....	55
Interagir avec d’autres acteurs : observer les interactions	59

<i>L'ATTRIBUTION DE SIMILARITE POUR CONSTRUIRE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE</i>	62
COMPARER ET ENQUETER AU PLUS PRES DES ACTEURS LOCAUX	67
<i>LE CHOIX D'UNE COMPARAISON ENTRE DEUX ORGANISATIONS PAYSANNES COLOMBIENNES</i>	68
Comparer des processus	69
Des points communs saillants	71
Des différences stimulantes pour la réflexion	80
<i>LES ETAPES D'UNE RECHERCHE ETHNOGRAPHIQUE EN TERRAIN MINE</i> ..	86
Enquêter dans un contexte sécuritaire tendu	88
Premiers contacts.....	88
Négocier l'entrée sur le terrain	89
Être utile.....	92
Des entretiens.....	94
Conditions de réalisation	94
L'identification de différents profils et différentes perceptions de la solidarité	95
L'entretien-témoignage.....	96
L'entretien-discours.....	98
...aux observations participantes	102
Assumer une position en rupture avec le contexte des enquêtés	102
En charge d'un projet au sein de l'ACVC	103
Revêtir le t-shirt de l'ONG	104
<i>TRAITEMENT DES DONNEES ET ANALYSE REFLEXIVE DES SITUATIONS D'ENQUETE</i>	108
Compiler les données et comparer	109
Chercheur acteur ? Méthode d'enquête et objet de recherche.....	111
Trois situations « problématiques »	113
Les limites du terrain	115
Restituer.....	116

1ERE PARTIE : DES CAMPAGNES COLOMBIENNES A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.....	121
CHAPITRE 1. SE MOBILISER LOCALEMENT EN COLOMBIE.....	123
<i>SECTION 1/ COMPRENDRE L'ENGAGEMENT DES PAYSANS COLOMBIENS</i>	<i>125</i>
Que disent les paysans, et comment le disent ils ?	128
Des populations touchées par la violence.....	129
« L'abandon de l'État » : des difficultés quotidiennes à l'isolement économique et social de zones enclavées	137
Les organisations paysannes, premier échelon de mobilisation	140
Le rôle des organisations locales de base	140
S'organiser au niveau local : une décision sécuritaire risquée pour les paysans	142
Les organisations paysannes alimentent la base sociale	146
<i>SECTION 2/ DU RESSENTI INDIVIDUEL A LA REVENDICATION COLLECTIVE</i>	<i>156</i>
Comprendre le sens que donnent les acteurs à leurs revendications	156
Des perceptions très localisées des enjeux	157
Des perceptions individuelles au collectif.....	160
La construction d'un récit commun des luttes.....	161
Une réflexion collective source d'une narration commune	161
Entretenir un sentiment d'appartenance par des pratiques concrètes	165
Du récit commun aux revendications collectives	171
La portée du témoignage : rendre le passé omniprésent.....	172
Se souvenir pour dénoncer.....	173
L'identité des organisations en permanente construction	177
Le paradoxe de la répression : un affaiblissement passager mais une résistance sublimée	177
Transmission et discussion des règles collectives	180
CHAPITRE 2. DE LA TERRE AU TERRITOIRE, HERITAGES HISTORIQUES ET DYNAMIQUES INTERNATIONALES.....	187

<i>SECTION 1/ LE POIDS DE L'HISTOIRE DANS LA STRUCTURATION DES REVENDICATIONS.....</i>	<i>190</i>
Dans le Magdalena Medio : l'optimisation des luttes sociales par l'ACVC.....	190
Effervescence des luttes sociales et expérience de la répression.....	191
ACVC : une organisation collective qui se nourrit des expériences militantes de la région.....	196
Dans le Bas Atrato : l'héritage des missions chrétiennes dans la construction des zones humanitaires	204
Les missions chrétiennes : seules interlocutrices dans un contexte de violence	204
Les Afro-descendants et la construction de la « communauté » une résistance civile inspirée des missions chrétiennes.....	210
<i>SECTION 2/ L'ATTENTION INTERNATIONALE : UN DES PARAMÈTRES CLÉS DE L'ÉVOLUTION DES REVENDICATIONS PAYSANNES.....</i>	<i>220</i>
De la terre aux droits de l'Homme : le rôle de l'urgence humanitaire dans la constitution de liens de solidarité internationale	222
La Colombie, oubliée des réseaux des droits de l'Homme	223
Les communautés afro-descendantes mettent en avant leur statut de civiles dans la crise humanitaire	228
L'ACVC se présente comme une population politisée en danger	233
Des droits de l'Homme à la terre : vers des causes plus complexes	237
L'appropriation par les ONG colombiennes de nouveaux droits reconnus au niveau international	238
Des nouveaux droits aux résonnances particulières pour les acteurs locaux .	242
Le territoire au centre des revendications paysannes	245
Quand les droits de l'Homme ne suffisent plus	246
La notion de territoire : convergence toutes les revendications	252
<i>CHAPITRE 3. LES PAYSANS COLOMBIENS ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE : ENTRE DECALAGES ET CONSTRUCTION DE SENS COMMUN.....</i>	<i>257</i>
<i>SECTION 1/ A CHAQUE CAUSE PAYSANNE SES PARTENAIRES INTERNATIONAUX.....</i>	<i>259</i>

Entre droits de l'Homme et développement : la diversité des soutiens internationaux à la cause paysanne	260
Du côté des acteurs internationaux : comprendre pour agir	261
Du côté des paysans : traduire des revendications en projets.....	265
La volonté des paysans de constituer des soutiens politiques internationaux....	269
ACVC : la constitution assumée de solidarités politiques	270
Les communautés afro-descendantes : des liens politiques peu définis.....	274
L'absence de liens avec d'autres mouvements paysans du Sud	276
<i>SECTION 2/ LA SOLIDARITE INTERNATIONALE, FRUIT DE RENCONTRES</i>	
<i>ENTRE LES PAYSANS COLOMBIENS ET DES ACTEURS INTERNATIONAUX</i> 283	
Des rencontres loin des campagnes	284
Des solidarités qui se construisent à Bogotá	285
Les paysans font connaître leurs causes à l'étranger	288
La construction de la solidarité malgré une compréhension partielle des revendications locales	294
Qu'est-ce que produire un sens commun ?	294
Une solidarité internationale fragmentée.....	298
CONCLUSION DE LA 1^{ERE} PARTIE	303
2^{EME} PARTIE : LES PAYSANS COLOMBIENS S'ADAPTENT POUR SE MOBILISER A DIFFERENTS NIVEAUX	305
CHAPITRE 4. ADAPTER LES ORGANISATIONS PAYSANNES : L'ALLIANCE DES SAVOIRS LOCAUX ET DES EXPERTISES TECHNIQUES	
	307
<i>SECTION 1/ AU SEIN DE L'ACVC : DIVERSIFIER ET PROFESSIONNALISER</i>	
<i>LES MEMBRES.</i>	
	318
De longs processus de formation: des paysans qui se « technicisent »	320
Devenir membre de l'ACVC : les processus d'intégration	320
Former les paysans : renforcer et élargir les compétences.....	324
Une formation politique centrale	328
Des processus d'intégration des non-paysans : la « paysannisation » des techniciens	329

L'intégration des professionnels : la naissance d'une équipe technique.....	330
Fondre les techniciens dans l'organisation pour maintenir l'identité paysanne	334
<i>SECTION 2/ ANCESTRALITE ET RENOUVELLEMENT GENERATIONNEL DANS LE BAS ATRATO</i>	341
Des leaders « charismatiques » incontournables	342
Des autorités « naturelles » au sein des communautés afro-descendantes	343
Une légitimité renforcée par les faits	347
Le besoin de nouveaux leaders pour porter le collectif	350
De jeunes leaders prometteurs parmi les nouvelles générations.....	351
Les futures générations : comment concilier technicité et ancestralité ?.....	356
<i>SECTION 3/ L'ALTERNANCE DU PAYSAN ET DE L'EXPERT POUR MOBILISER A DIFFERENTS NIVEAUX</i>	362
La complémentarité des savoirs pour organiser l'action locale	363
Le refus d'une vision hégémonique des savoirs	363
Une division du travail militant efficace	369
Le multi-positionnement des leaders : plusieurs rôles pour investir de nouveaux espaces.....	371
César Jérez : expertise et légitimité paysanne	371
Au niveau national : paysans et experts sur tous les terrains	374
A l'échelle internationale : manier l'authenticité et l'expertise	378
CHAPITRE 5. CADRER LA CAUSE. LA CONSTRUCTION DES DISCOURS PAYSANS	385
<i>SECTION 1/ PORTER LES REVENDICATIONS PAYSANNES A DIFFERENTS NIVEAUX</i>	392
Appropriation et utilisation de discours venus d'ailleurs	394
De l'agriculture « familiale » à l'agriculture « paysanne »	396
L'opportunité de se revendiquer « victime »	402
Traductions locales d'enjeux internationalisés.....	409
La réutilisation locale des luttes internationales.....	410
Parler de la cause paysanne aux paysans.....	416

<i>SECTION 2/ LES EFFETS DES DIFFERENTS CADRES SUR LES COLLECTIFS PAYSANS</i>	422
Quand l'usage des cadres « travaillent » l'identité des organisations paysannes	425
Débats internes au sein de l'ACVC : quelle marge de manœuvre au niveau local face à un cadre international ?	426
Émergence de débats identitaires au sein des communautés : l'afro-descendance en question	431
Des cadrages identitaires à l'identité comme seul cadre	438
L'essor de revendications à caractère identitaire	440
Être « labellisé » pour exister	444
Union des causes paysannes ou particularismes identitaires ?	446
CONCLUSION DE LA 2^{EME} PARTIE	457
3^{EME} PARTIE : ENTRE POLITISATION DES ACTEURS LOCAUX ET PRAGMATISME DES SOLIDARITES INTERNATIONALES	459
CHAPITRE 6. LA POLITISATION CROISSANTE DES PAYSANS SUR LA SCENE NATIONALE COLOMBIENNE	461
<i>SECTION 1/ LES PAYSANS ET L'ETAT : ENTRE CONTESTATION POLITIQUE ET CONSTRUCTION DE NOUVELLES RELATIONS</i>	467
Les paysans rendent possible l'action de l'État au niveau local	469
Politiser les besoins locaux	471
Rapprocher l'État et les paysans	474
La construction de nouveaux mécanismes de « participation » locale	477
L'expérience des « tables communales pour la vie digne » : de nouvelles interactions entre paysans et politique	479
Les expériences de CONPAZ, « Communautés qui construisent la paix dans les territoires » : partage d'alternatives locales et proposition d'un modèle pour la paix	485
<i>SECTION 2/ LA TENTATIVE D'ARTICULATION DES REVENDICATIONS PAYSANNES POUR LES PORTER AU NIVEAU NATIONAL</i>	493

2013, un tournant historique pour le mouvement paysan colombien	494
Des mouvements sociaux historiquement divisés	494
Le rapport ambigu des mouvements paysans à la politique	497
La grève nationale agraire de 2013 : la convergence nationale	499
Les alliances sectorielles dans un pays mobilisé	501
De la négociation sectorielle au rattachement partisan	509
Les ressorts de la politisation des paysans colombiens	518
L'affiliation à la Marche Patriotique : la politisation croissante de l'ACVC.	519
Privilégier les actions juridiques ou agir au sein du système politique : les	
hésitations dans le Curvaradó	522
CHAPITRE 7. UNE SOLIDARITE PRAGMATIQUE ? DES CAUSES PAYSANNES DEFENDUES	
AU GRE DE LA CONJONCTURE	533
<i>SECTION 1/ UN DIALOGUE RENDU POSSIBLE PAR DES ACTEURS</i>	
<i>INTERMEDIAIRES QUI SE COMPRENENT</i>	538
Une négociation permanente pour construire des projets de solidarité	539
Un projet, plusieurs visions	540
Des échanges négociés entre acteurs locaux et internationaux	542
Des acteurs internationaux pas si étrangers.....	549
Des acteurs internationaux au plus proche du terrain	549
Des professionnels « internationaux » militants et des militants locaux	
professionnels.....	551
<i>SECTION 2/ LES LIMITES DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LA</i>	
<i>DEFENSE DU TERRITOIRE</i>	555
L'injonction contradictoire : être crédibles et vulnérables	557
Prouver sa crédibilité.....	557
Faire participer les plus vulnérables.....	562
Derrière ces relations solidaires : le poids des bailleurs de fonds.....	568
Un marketing des luttes ? Présenter des revendications « acceptables »	569
Une fragmentation des logiques de solidarité.....	573
<i>SECTION 3/ REPENSER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES</i>	
<i>ACTEURS LOCAUX</i>	577

Le post-conflit et la redéfinition des priorités de la solidarité internationale	578
Une solidarité internationale construite à partir du conflit.....	579
Réorienter la coopération internationale en Colombie après les accords de paix	582
Les inquiétudes des ONGI en Colombie : le conflit social continue	585
Des acteurs locaux tournés vers l'échelle nationale	588
Des causes paysannes trop radicales pour leurs partenaires internationaux ..	589
Les solidarités internationales comme moyen de lutte au niveau national	590
Articuler revendications paysannes et projets de développement territorial..	593
CONCLUSION DE LA 3^{EME} PARTIE	597
CONCLUSION GENERALE.....	599
PLAN DETAILLE.....	611

